

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 1 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Orientations politiques et paquet d'avenir: - déclaration du Premier Ministre - débat	p. 4 p. 15	Sommaire des séances publiques n°s 1 et 2 Sommaire des questions parlementaires	p. 25 p. Q1	1 ^{re} séance 2 ^e séance	Mardi 14 octobre 2014 Mercredi 15 octobre 2014
---	---------------	--	----------------	---	---

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Andorre: 9^e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe



Les conférences parlementaires réunissant les petits États d'Europe permettent d'évoquer annuellement l'état et les perspectives de leurs relations et de comparer leurs pratiques respectives voire de partager leurs expériences afin d'en tirer le meilleur parti.

L'ordre du jour de la 9^e conférence, qui a eu lieu à Andorre du 24 au 27 septembre, prévoyait un échange de vues sur les aspects d'actualité et les perspectives des parlements représentés, la sortie de la crise et les apports des petits États à la gouvernance démocratique.

En matière de perspectives les Présidents ont mis entre autres l'accent sur l'importance du rôle des petits États dans la résolution des conflits internationaux, en qualité de médiateurs neutres, efficaces et crédibles. M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, a fait noter que le Luxembourg, en dépit de sa taille modeste, a pris ses responsabilités au courant des dernières décennies aussi bien au niveau mondial - le Grand-Duché occupe actuellement un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU - qu'au niveau européen où, à partir du 1^{er} novembre 2014, la présidence de la Commission européenne est revenue pour la troisième fois à un ancien Premier Ministre luxembourgeois.

Quant à la sortie de crise, le Président de la Chambre des Députés a insisté que celle-ci, tout en évitant un dérapage des finances publiques, devra se faire sans fraction sociale.

Au niveau de l'apport des petits États à la gouvernance démocratique, M. Di Bartolomeo a plaidé pour un rapprochement plus prononcé du citoyen aux affaires publiques et



M. Mars Di Bartolomeo a participé à la Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe.

l'annonce de nouveaux mécanismes de participation et

de transparence tant au Luxembourg que dans les autres parlements présents.

est montré très satisfait de la mise en œuvre de nouveaux mécanismes de participation et

Le projet de budget 2015 déposé à la Chambre

En signe de renouveau, le projet de budget 2015, déposé et présenté le 15 octobre à la Chambre des Députés par le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, n'est plus imprimé sur des centaines de pages, mais enregistré sur une clé USB sous forme de carte de crédit.

Au lendemain de l'annonce des grandes lignes d'un «paquet d'avenir» par le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, le Ministre des Finances a exposé les répercussions financières des mesures annoncées sur les finances publiques pour 2015 et les exercices suivants. Ceci étant dû au fait que le projet de budget annuel a été

accompagné pour la première fois d'un projet de budget pluriannuel prévoyant l'évolution des finances publiques jusqu'en 2018. L'objectif affiché du Gouvernement est de viser un équilibre des finances publiques d'ici 2018 sans toutefois renoncer aux investissements afin de générer de la croissance et garantir ainsi la pérennité d'un système social de qualité.

Un budget de la nouvelle génération pour 2018

Au niveau de l'administration centrale, le projet de budget 2015 prévoit des recettes de

14,842 milliards d'euros (+1,4% par rapport au projet de budget 2014) et des dépenses de 15,658 milliards d'euros (+4% par rapport au projet de budget 2014). La progression ralentie des recettes s'explique par les pertes liées à la TVA sur le commerce électronique. Les investissements vont se chiffrer à 1,769 milliards d'euros en 2015, ce qui représente un plus de 16% par rapport à 2014.

Le Ministre des Finances a désigné le budget 2015 comme une étape vers un budget dit «de la nouvelle génération», technique qui devrait

être apte pour le budget 2018. La structure du projet de budget 2015 a été facilitée du fait de la réduction d'un certain nombre d'articles budgétaires: on est ainsi passé de 4.500 à 4.000 articles.

Un site Internet pour tous les chiffres

Afin de rendre le budget et le chiffrage des mesures du «paquet d'avenir» accessibles à tout le monde, le Gouvernement a mis en ligne un site spécial sur Internet (www.budget-public.lu).



(de gauche à droite) M. Franz Fayot, rapporteur du projet de budget pour 2015, M. Eugène Berger, président de la Commission des Finances et du Budget, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances



Le Président accueille le Premier Ministre portugais



M. Pedro Passos Coelho et M. Mars Di Bartolomeo

L'évolution de l'Union européenne dans son ensemble ainsi que la situation du Portugal en particulier après sa sortie du plan d'aide internationale consenti par la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds Monétaire International) ont dominé les pourparlers lors de la visite du Premier Ministre portugais, M. Pedro Passos Coelho, le 22 octobre à la Chambre des Députés.

Le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo a accueilli le Premier Ministre et une délégation composée de plusieurs membres du Gouvernement portugais. Lors des discussions en présence de Mme Simone Beissel, Vice-Présidente de la Chambre, et de M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Dé-

fense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Di Bartolomeo s'est renseigné auprès du Premier Ministre sur les effets du plan de sauvetage et son acceptation par la population portugaise. M. Passos Coelho a estimé que les Portugais avaient compris la nécessité des sacrifices à faire afin de redresser la situation financière et économique de leur pays.

M. Di Bartolomeo a également souligné l'importance des bonnes relations bilatérales entre le Luxembourg et le Portugal. Plus de 90.000 Portugais vivent actuellement au Grand-Duché, ce qui représente 16,5% de la population totale. Les Portugais constituent la communauté étrangère la plus importante du Luxembourg devant les Français (6,8%), les Italiens (3,4%) et les Belges (3,3%).

Visite nigérienne à la Chambre des Députés

Dans le cadre de sa visite de travail à Luxembourg, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République du Niger, M. Mohamed Bazoum a rencontré le 16 septembre une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre.

Au cours de l'échange de vues avec les parlementaires, il a évidemment été question de coopération au développement entre les deux pays, le Niger étant l'un des pays partenaires du Luxembourg en la matière. Mais les députés luxembourgeois se sont également intéressés à la situation interne du pays, qualifiée comme stable par M. Bazoum, ceci en dépit des difficultés actuelles éprouvées par plusieurs

voisins directs du Niger, dont notamment le Nigéria déstabilisé par l'insurrection islamiste de Boko Haram et la Libye «plongée dans un chaos total».

Quant à la situation au Mali, autre pays limitrophe du Niger, elle se serait - aux dires de M. Bazoum - beaucoup améliorée depuis l'intervention de la France.



Les délégations nigérienne et luxembourgeoise

Le Président du Parlement estonien en visite



Le Président du Parlement estonien et sa délégation reçus par le Président et des membres de la Chambre.

Le Président du Riigikogu - le Parlement de la République d'Estonie -, M. Eiki Nestor a été reçu le 1^{er} octobre par son homologue luxembourgeois, M. Mars Di Bartolomeo à la Chambre des Députés.

Au cours de leur tête-à-tête, M. Nestor a décrit dans quelles circonstances et de quelle façon la crise ukrainienne actuelle est vécue en Estonie, un pays qui n'a évidemment pas oublié les souffrances endurées pendant l'occupation soviétique au siècle dernier.

Les deux Présidents ont par ailleurs échangé leurs vues sur les politiques budgétaire et sociale dans leurs pays respectifs.

M. Di Bartolomeo a insisté sur l'importance que revêt pour lui le principe de la solidarité, que ce soit en matière de finances publiques ou de sécurité sociale.

La perception de la crise ukrainienne a également dominé les discussions lors de la deuxième journée de la visite officielle d'une délégation du Parlement estonien à la Chambre, notamment lors d'un échange avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les députés estoniens ont rappelé dans ce contexte leur propre histoire en tant que pays limitrophe de la Russie.

Les deux délégations ont également fait part de leur volonté de collaborer davantage, chose qui se fera déjà avant et pendant la présidence luxembourgeoise du Conseil des Ministres de l'Union européenne au cours du deuxième semestre 2015.

Création du Parquet européen et protection des données personnelles

Madame Viviane Loschetter, présidente de la Commission juridique, et M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ont représenté la Chambre des Députés lors d'une réunion interparlementaire qui s'est déroulée à Paris sur invitation de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

À l'ordre du jour figuraient deux sujets d'actualité, à savoir, d'un côté, une proposition de règlement du Conseil portant création du Parquet européen, et, de l'autre, le paquet législatif relatif à la protection des données personnelles.

Les représentants de seize parlements nationaux ont retenu que «le Parquet européen devrait être institué sous une forme collégiale, composée de membres nationaux issus de leurs systèmes judiciaires respectifs».

Il devrait disposer non pas d'une compétence exclusive, mais d'une compétence partagée avec les autorités judiciaires des États membres, assortie d'un droit général d'évocation».

Les parlementaires ont en outre critiqué que la proposition de règlement contient des lacunes en ce qui concerne le contrôle juridictionnel des actes d'enquête et de poursuite

du Parquet européen, les règles de prescription et l'admissibilité des preuves.

Concernant la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, les parlementaires ont insisté sur le fait que le nouveau cadre européen ne doit en aucun cas se traduire par une régression par rapport aux protections existantes dans les différents États membres et demandent que la Commission européenne traite de manière prioritaire ce dossier qui préoccupe et concerne tous les citoyens européens.



Mme Viviane Loschetter et M. Marc Angel

Assermentations de Mme Martine Mergen et de M. Laurent Zeimet



M. Laurent Zeimet lors de son discours

À l'occasion de la rentrée parlementaire et de la première séance publique de la session parlementaire

2014-2015, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a procédé à l'asserment

tation de Mme Martine Mergen comme nouvelle députée sur les bancs du CSV.

Mme Mergen, qui commence ainsi son troisième mandat législatif, remplace M. Luc Frieden qui avait démissionné de son mandat à la Chambre au 15 septembre dernier.

Quant à M. Laurent Zeimet, qui avait suivi l'actualité parlementaire pendant de longues années en tant que journaliste politique depuis la tribune de la Chambre des Députés, il a rejoint les rangs du CSV comme député le 4 novembre, date de son assermentation.

Le secrétaire général du CSV remplace M. Jean-Claude Juncker parti à Bruxelles pour prendre la tête de la Commission européenne. Fort de son expérience de bourgmestre de la commune de Bettembourg, M. Zeimet s'engagera au sein des commissions parlementaires de l'Intérieur, de l'Environnement, de la Culture et de l'Éducation. Dans son premier discours, il a souligné l'importance du

bénévolat et d'une culture de solidarité au sein de la société civile, exemplaire selon lui pour son travail de député.

Laurent Zeimet, né en 1974, est juriste de formation, marié et père de deux enfants.



Prestation de serment de Mme Martine Mergen

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Du 29 septembre au 3 octobre 2014 s'est tenue à Strasbourg la 4^e partie de la session ordinaire de 2014 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

La Chambre y était représentée par M. Marc Spautz, président de la délégation luxembourgeoise, M. Yves Cruchten, vice-président, ainsi que par Mme Anne Brasseur, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis, membres.

Au cours de cette session présidée par Mme Anne Brasseur, M. Spautz a pris la parole lors des débats d'actualité sur «La crise en Ukraine» et «Les alternatives au placement en rétention d'enfants migrants».

Les autres points à l'ordre du jour étaient, entre autres:

- rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente,
- observation de l'élection présidentielle en Turquie (10 août 2014),
- barrage aux manifestations de néonazisme,
- droits des femmes et perspectives de coopération euro-méditerranéenne,



M. Marc Spautz, président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE

- débat conjoint sur bonne gouvernance et meilleure qualité de l'enseignement et élever le statut de l'enseignement et de la formation professionnels,

- fonctionnement des institutions démocratiques en Géorgie,

- débat selon la procédure d'urgence sur les menaces posées par l'État islamique et la violence contre l'humanité,

- communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Elmar Mammadjarov, Ministre des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, en sa qualité de président du susdit Comité,

- respect des obligations et engagements de l'Albanie,

- optimisation de la prise en charge des cancers du sein en Europe.

Lors de la séance plénière du 29 septembre a eu lieu la cérémonie de remise du Prix des droits de l'Homme Václav Havel.

Le jury, présidé par Mme Anne Brasseur, a sélectionné en août 2014 parmi 65 candidats les trois nominés suivants:

a) B'Tselem, une ONG réunissant des Israéliens et des Palestiniens afin de rassembler leurs forces pour protéger les droits de l'Homme en Cis-

jordanie, à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza,

b) le Service jésuite pour les Réfugiés de Malte, portant assistance aux réfugiés, demandeurs d'asile et migrants clandestins, indépendamment de leur religion ou de leur histoire, à une période de leur vie où ils sont vulnérables,

c) M. Anar Mammadli, un défenseur des droits de l'Homme azerbaïdjanais, fondateur et président du Centre pour l'observation électorale et les études démocratiques.

Le prix a été décerné à M. Mammadli et remis à son père, M. Asaf Mammadov, en raison de l'emprisonnement de son fils pour une peine de cinq ans et demi.

Les commissions de l'Assemblée ont eu entre autres des échanges de vues, comme notamment:

- le détournement du système d'Interpol,
- l'hypersexualisation des enfants dans la société,
- les dimensions de genre dans la corruption,

- et la gouvernance en matière d'eau et les cadres législatifs liés à l'eau.

Mme Hetto-Gaasch, en sa qualité de membre de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination, a exposé les grandes lignes de son rapport qu'elle présentera sur «Le droit des pères en matière de coresponsabilité parentale».

En tant que membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme, M. Cruchten a présenté une note introductive à son rapport intitulé «Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe?».

L'Assemblée a adopté 11 résolutions et 5 recommandations. La prochaine et première partie de session de 2015 se tiendra à Strasbourg du 26 au 30 janvier 2015.

Rencontre avec le corps diplomatique



Des membres du corps diplomatique reçus à la Chambre.

À la mi-septembre a eu lieu la 5^e rencontre entre la Chambre des Députés et les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg. Cette année, le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, avait invité les ambassadeurs en poste à Luxembourg à l'Hôtel de la Chambre pour leur faire découvrir le bâtiment historique et le fonctionnement de ce lieu central de notre démocratie.

Saluant les bonnes relations entre les diplomates et le Parlement, M. Di Bartolomeo a insisté sur les spécificités du Luxembourg en tant que terre d'accueil pour beaucoup d'étrangers. Lors d'un échange de vues, les différents interlocuteurs ont notamment abordé les thèmes de la participation des étrangers à la démocratie, les relations entre les députés luxembourgeois et les parlementaires européens, ainsi que les pétitions publiques.

Les Vice-Présidents de la Chambre, Mme Simone Beissel, M. Laurent Mosar et M. Henri Kox, ainsi que le président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, ont également assisté à la rencontre.

Le Président a reçu...



...S. E. M. Thomas Antoine.

En date du 17 octobre, S. E. M. Thomas Antoine, Ambassadeur de Belgique, a effectué une visite de courtoisie auprès du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

L'échange de vues entre les deux interlocuteurs portait principalement sur la formation du Gouvernement en Belgique et les débats sur le «Zukunftspak» au Parlement luxembourgeois.

Une délégation de la Chambre visite Belval

Dix ans après le début des opérations de reconversion de l'ancien site industriel de Belval, le Président de la Chambre des Députés s'y est rendu pour se renseigner sur l'avancement des travaux de ce gigantesque chantier qui donnera un nouveau visage à Esch-sur-Alzette ainsi qu'à tout le sud du pays.

Accompagné d'une vingtaine de députés, de MM. les Ministres François Bausch et Pierre Gramegna et de la bourgmestre de la ville d'Esch-sur-Alzette, M. Di Bartolomeo a fait le tour du quartier de Belval en pleine effervescence.

La délégation a profité de l'occasion pour s'entretenir avec M. Etienne Reuter, président d'Agora, société responsable de la planification du site, ainsi qu'avec d'autres acteurs publics et privés actifs à Belval. Le Président de la Chambre des Députés a tenu à souligner que «Belval constitue le projet phare par

excellence pour illustrer la décentralisation volontariste menée par les pouvoirs publics».

Conçu dès son origine comme un quartier mixte destiné à accueillir des activités tertiaires, des commerces, les principales institutions de recherche et de développement du pays ainsi que diverses formes de logement, Belval atteint désormais sa phase de maturité. Aujourd'hui près de 150 sociétés, commerces et institutions y sont installés. Environ 4.000 personnes travaillent sur le site et quelque 1.400 habitants ont emménagé dans le nouveau quartier.

Dès 2015, l'Université du Luxembourg prévoit d'accueillir dans un premier temps près de 1.000 employés et 1.500 étudiants sur son nouveau campus à Belval.



Une délégation parlementaire visite l'ancien site industriel de Belval.

La mise en œuvre de la réforme de la Politique Agricole Commune de l'UE



Les participants à la réunion de la Commission «Agriculture et Environnement» du CPI à Clervaux.

La nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) entrera prochainement en vigueur dans les États membres de l'Union européenne. Le «verdissement» de cette politique doit favoriser une agriculture plus durable et les subventions de l'Union européenne seront redistribuées en prenant désormais en compte des critères environnementaux et écologiques.

Dans ce contexte, la mise en œuvre de la Politique Agricole Commune dans les différentes parties de la Grande Région, ainsi que les défis de la coopération transfrontalière en la matière figuraient au cœur d'une réunion de la Commission «Agriculture et Environnement» du Conseil parlementaire interrégional (CPI), présidée par M. Roger Negri, qui s'est tenue le 10 octobre à Clervaux.

Suite aux présentations de M. Pierre Treinen, Directeur du Service

d'Économie rurale, et de M. José Renard, Directeur général a.i. pour les questions agricoles au Service public de Wallonie, les membres de la Commission ont débattu des enjeux de la nouvelle PAC, en insistant notamment sur la problématique des pesticides, la relation entre PAC et agriculture biologique, ainsi que la dimension sociale de l'accès à des produits agricoles de bonne qualité.

Présents à la réunion, deux exploitants agricoles biologiques, MM. Jos Schanck et Francis Jacobs ont expliqué et montré les possibilités d'une agriculture respectueuse de la nature et de la santé humaine à l'occasion d'une visite du Schanck-Haff à Hupperdange, la plus ancienne exploitation agricole biodynamique du Luxembourg.

Des personnes en situation de handicap découvrent l'enceinte législative et ses structures

Se déplacer en fauteuil roulant peut relever d'un parcours du combattant.

Les pensionnaires de l'APEMH et du Tricentenaire, structures ayant pour but de fournir un travail adapté à des personnes en situation de handicap, ont dû l'apprendre une énième fois à leurs dépens en se rendant à la Chambre des Députés.

Alors que l'enceinte hébergeant en temps normal les mandataires publics est parfaitement adaptée aux fauteuils roulants, le chemin y menant ne l'est pas forcément.

En effet, rue de l'Eau, le trottoir longeant les murs de l'Hôtel de la Chambre des Députés s'est révélé à plusieurs reprises trop étroit au point de faire dévisser les hôtes d'un jour de M. Mars Di Bartolomeo.

De ce genre de péripéties - trottoirs trop étroits ou trop hauts, infrastructures et moyens de mobilité inadaptés aux besoins des personnes en situation de handicap - et de bien d'autres, il fut question lors d'une discussion à bâtons rompus avec le Président de la Chambre.

Les pensionnaires de l'APEMH et du Tricentenaire ont également abordé des sujets d'ordre général, dont entre autres la prochaine hausse de la TVA, les raisons de la construction d'un tram, la grande difficulté de se loger décentement



Le Président de la Chambre reçoit les pensionnaires de l'APEMH et du Tricentenaire.

tout en ne bénéficiant que du salaire social minimum et le désenclavement du nord du pays. Se disant

sensibilisé à leur combat quotidien pour une vie meilleure, M. Mars Di Bartolomeo s'est engagé à faire

continuer leurs doléances aux instances concernées, tout en promettant de rendre visite à ses interlocu-

teurs dans leurs ateliers respectifs de Bissen et Walferdange.

Échange de vues sur le modèle allemand de la pétition publique



M. Marco Schank (dernière rangée, 3^e de gauche) a participé à la conférence à Brême.

© Bremische Bürgerschaft

En tant que président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank a participé à une conférence organisée par le «Petitionsausschuss» du Bundestag qui s'est déroulée du 21 au 22 septembre 2014 à Brême.

Une telle conférence est organisée tous les deux ans sous l'égide de la Commission des Pétitions du Bun-

destag, conférence à laquelle assistent les représentants des «Petitionsausschüsse» des Länder ainsi que les médiateurs. Des représentants des pays limitrophes germanophones sont également invités.

À cette occasion, M. Marco Schank a eu un échange de vues avec des membres du secrétariat de

la Commission des Pétitions du Bundestag au sujet du modèle allemand de la pétition publique.

Les sujets suivants figuraient entre autres à l'ordre du jour de la conférence: la continuité de l'instruction des pétitions en cas de dissolution du parlement, les plate-formes privées qui offrent des services de péti-

tion, les relations entre les médias et les parlements ainsi que la présence des représentants du Gouvernement lors de réunions de la Commission des Pétitions.

Échange de vues avec les éducateurs

Améliorer la qualité de l'encadrement pédagogique des enfants et des jeunes tout en garantissant de bonnes conditions de travail aux éducateurs et éducateurs gradués: tel fut le principal message véhiculé par des représentants de l'Entente des professions éducatives et sociales à l'occasion d'un échange de vues avec les membres de quatre commissions parlementaires le 8 octobre à la Chambre des Députés.

L'entrevue a eu lieu à la demande des éducateurs pour donner suite à une pétition ordinaire déposée à la Chambre au mois de janvier 2014, les représentants de plusieurs associations professionnelles ayant récolté plus de 11.000 signatures pour leur cause.

Pétition pour les photos d'identité prises en magasin

Depuis l'introduction de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, les photos du titulaire d'une carte d'identité ou d'un passeport biométrique doivent être réalisées par un fonctionnaire de la commune et non plus par un professionnel de la photographie. Les 32 studios qui réalisent des photos d'identité au Luxembourg se plaignent de la perte d'une importante source de revenu, la photo d'identité représentant plus de 30% de l'activité totale de ces photographes au Luxembourg.

C'est la raison pour laquelle une délégation de l'asbl «Lëtzebuenger Fotografen a Fotofachhandel» et de

la Fédération des photographes professionnels viennent de remettre une pétition de plus de 5.000 signatures au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. Les représentants des photographes ont fait part au Président de leur situation et de leurs inquiétudes.

Depuis l'introduction de la loi, les photographes concernés ont remarqué une chute considérable de leur chiffre d'affaires et craignent que toute une filière ne soit gravement fragilisée. Selon les estimations de l'asbl «Lëtzebuenger Fotografen a Fotofachhandel» et de la Fédération des photographes professionnels, chaque photographe perdrait ainsi

en moyenne plus de 60.000 euros par an.

Par leur pétition, les photographes font à nouveau appel aux dirigeants politiques afin d'envisager des solutions alternatives ne nuisant pas au secteur de la photographie au Luxembourg. Selon eux, de nombreux pays étrangers ont trouvé les aménagements nécessaires afin de garantir la survie de ce secteur.

M. Di Bartolomeo a écouté avec beaucoup d'intérêt les doléances des photographes et a transmis la pétition sans délai à la Commission des Pétitions, compétente en la matière.



Les représentants des photographes ont présenté leurs doléances au Président de la Chambre.

Non au cours unique d'éducation aux valeurs



Remise d'une pétition «Fir de Choix» au Président Mars Di Bartolomeo.

Une délégation de l'initiative «Fir de Choix» a remis à la fin septembre au Président de la Chambre des Députés une pétition pour le maintien du choix entre un cours de religion et un cours d'éducation morale et sociale dans l'école publique. La pétition a recueilli en tout 25.665 signatures dont une partie via papier classique et l'autre via le site électronique «www.firdechoix.lu».

À l'instar des débats prévus par la procédure de la pétition publique exigeant obligatoirement plus de 4.500 signatures sur le site Internet de la Chambre des Députés, les pétitionnaires revendiquent l'organisation d'un débat public en leur présence à la Chambre.

M. Mars Di Bartolomeo a fait savoir aux pétitionnaires qu'une décision sur ce point précis relève de la compétence de la Conférence des Présidents après avis formulé par la Commission des Pétitions.

Pétition en faveur des abeilles

Réunies derrière le slogan «Protégeons les abeilles», les ONG Greenpeace et natur&ëmwelt ont récolté plus de 5.000 signatures pour revendiquer notamment une interdiction des pesticides agrochimiques les plus dangereux pour les abeilles. Une délégation des deux ONG a remis le 21 octobre leur pétition au Président de la Chambre des Députés.

D'après les pétitionnaires, l'utilisation de certains pesticides est l'une des causes majeures du déclin soudain des populations d'abeilles observé depuis une quinzaine d'années. Ces derniers temps, la mortalité de cet acteur central de la pollinisation

prend des proportions carrément inquiétantes: entre l'automne 2010 et le printemps 2013, le nombre des colonies d'abeilles aurait diminué de 5.580 à 3.258 au Luxembourg, ce qui représente une diminution de plus de 40%. En tant que pollinisateurs, les abeilles ne produisent pas seulement du miel, mais représentent aussi un facteur clé dans la production alimentaire.

Le Président de la Chambre est très sensible au sujet. Il a promis d'intervenir en faveur des pétitionnaires auprès de la Commission des Pétitions afin que celle-ci aborde ce sujet dans les meilleurs délais.



Les pétitionnaires revendiquent une interdiction des pesticides agrochimiques.

Entrevue avec une victime d'une mine antipersonnel

Victime d'une mine antipersonnel à l'âge de neuf ans, l'Afghan Rahmatulla Gholam Reza a rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

Accompagné par les responsables de l'organisation non gouvernementale Handicap International au Luxembourg, M. Reza a relaté son histoire personnelle ainsi que son combat contre les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions.

M. Di Bartolomeo a exprimé son soutien à l'engagement de cet Afghan de 28 ans: «En tant que pays

ne produisant ni n'exportant des armes de guerre, le Luxembourg se trouve dans l'obligation de s'opposer très fermement au sein de la communauté internationale à toute utilisation de ces types d'armement lors de conflits. Par ailleurs, nous devons nous donner les moyens de poursuivre en justice celles et ceux qui sont à l'origine de la mise en place et du largage de telles armes mutilant ou tuant surtout des civils innocents.»

Lors de la discussion avec les responsables de Handicap International qui s'en est suivie, la crise syro-irakienne fut également évoquée. L'accès aux populations vulnérables est actuellement le problème majeur au-

quel se trouve confrontée l'ONG, présente sur le terrain afin de porter secours aux nombreux réfugiés syriens essayant d'échapper au conflit.

En effet, la crise humanitaire en Syrie concerne

- quelque 6,5 millions de personnes contraintes de se déplacer en interne pour fuir la guerre civile qui fait rage depuis trois ans et demi,

- ainsi que plus de 2,3 millions de Syriens ayant trouvé refuge en Jordanie, au Liban, en Turquie, en Iraq et en Égypte.

En 2014, l'État luxembourgeois a octroyé plus de 10 millions d'euros à Handicap International pour la période de 2014 à 2017.



M. Rahmatulla Gholam Reza et des représentants de Handicap International reçus à la Chambre.



L'administration parlementaire riche de deux nouvelles nominations

L'administration parlementaire compte deux nouveaux fonctionnaires. Le 20 octobre, M. Yves Carl, nommé aux fonctions de conseiller adjoint, et Mme Sandy Reuter, nommée aux fonctions de rédacteur, ont été assermentés par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Friesen (3^e de gauche). Les procédures d'assermentation ont eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoit Reiter (à droite) et Mme Isabelle Barra (2^e de gauche), ainsi que des responsables du Service financier, Mme Ginette Biasini (2^e de droite), et du Service des Ressources humaines, M. Jean-Paul Ternes (à gauche).

Le Service Gestion des connaissances

La gestion de l'information et des connaissances constitue une fonction essentielle pour une administration comme la Chambre des Députés dont l'action s'inscrit dans le temps et se base largement sur l'écrit.

Composé de huit personnes de profils très variés, le Service Gestion des connaissances est au cœur de cette mission. Les tâches du service peuvent être classifiées en plusieurs catégories ayant toutes un lien direct avec la gestion de l'information et de la documentation. Il n'est donc pas étonnant que le personnel du service se compose d'un historien, d'une archiviste, d'une bibliothécaire ainsi que de trois fonctionnaires de la carrière moyenne et de deux fonctionnaires de la carrière inférieure, à savoir M. Carlo Linden, responsable de service, Mme Christine Mayr, Mme Marie-France Kremer, Mme Annie Bowé-Loillieux, Mme Véronique La Terza, M. Bob Friesen, M. Guy Bausch et M. Patrick Nacciareti.

Ces personnes interviennent majoritairement dans l'archivage électronique des documents de la Chambre, les rendant ainsi disponibles en interne, mais aussi sur le site public de la Chambre. C'est notamment grâce à leur travail de vérification et d'indexation que les documents peuvent facilement être retrouvés sur les différentes plateformes online.

Le Service Gestion des connaissances joue ainsi un rôle essentiel dans la mise en œuvre de l'une des missions les plus importantes de l'administration parlementaire, celle de rendre accessibles à tout moment

aux citoyens les documents lui permettant de retracer précisément sur Internet le travail législatif effectué par la Chambre.

Le personnel du Service Gestion des connaissances effectue également de nombreuses recherches documentaires pour les députés. Il s'agit notamment de leur permettre d'être parfaitement au courant sur les dossiers débattus dans les commissions parlementaires.

De plus, le Service Gestion des connaissances assume directement ou coordonne une bonne partie de l'effort de l'administration parlementaire pour répondre aux très nombreuses demandes d'informations et de documentations émanant d'institutions nationales, internationales et supranationales.

C'est également lui qui gère les demandes d'entraide en matière de documentation d'autres parlements nationaux, notamment dans le cadre du réseau European Center for Parliamentary Research and Development.

La bibliothèque de la Chambre tombe aussi sous la responsabilité du service. Il s'agit d'une bibliothèque spécialisée qui s'adresse prioritairement aux députés, aux membres des groupes politiques et aux membres de l'administration.

La Chambre ne dispose pas uniquement d'archives électroniques, mais gère et développe constamment son fonds d'archives de documents originaux en format papier. Ces dernières années, d'importants efforts ont été déployés en vue de

professionnaliser cette gestion et d'optimiser les conditions de conservation.

Aussi convient-il de mentionner que le service intervient systématiquement dans la mise à jour des plates-formes en ligne, du portail interne ainsi que du site public de la Chambre. Il administre également en direct plusieurs programmes informatiques internes de gestion de documents et d'informations.

Suite à une réorganisation interne, le Service Gestion des connaissances

est depuis le 1^{er} octobre également en charge de la mise à disposition par voie électronique de l'ensemble des documents que l'administration transmet à de multiples destinataires. Le service gère ainsi désormais le canal de communication officiel de la Chambre avec les députés et groupes politiques.

D'un point de vue stratégique, le Service Gestion des connaissances contribue très activement à définir et à mettre en œuvre la politique de gestion des connaissances de la

Chambre. Il recueille et coordonne les besoins en la matière, propose de nouveaux concepts et stratégies, définit des projets à soumettre à la validation de la direction et conçoit et supervise la mise en place de nouveaux outils, le plus souvent informatiques. Pour ce faire, il travaille en étroite collaboration avec le Service informatique de la Chambre qui assure la réalisation, l'évolution et le suivi journalier des outils informatiques indispensables à une gestion des connaissances efficace et performante.



Gouvernance économique et financière de l'UE



(de gauche à droite) M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Alex Bodry

Les députés spécialisés dans les questions financières et budgétaires des Parlements de l'Union européenne se sont rencontrés les 29 et 30 septembre à Rome dans le cadre de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'UE pour parler de la relance des investissements et de la réduction des inégalités en Europe, des instruments de gouvernance économique et financière de l'UE, de l'achèvement de l'Union bancaire et de la politique fiscale en matière d'économie numérique.

Au cours des débats, les parlementaires ont souligné la nécessité de

développer une véritable stratégie de l'UE pour la croissance et l'emploi en vue d'atteindre les objectifs de la stratégie «Europe 2020». Les délégations ont discuté des mesures les plus propices pour stimuler la croissance, notamment comment promouvoir les investissements publics et privés.

L'idée de la nouvelle Commission européenne de déployer un plan d'investissement de 300 milliards d'euros dans l'économie réelle sur les trois années à venir a été accueillie comme un signal positif, à condition que cet argent soit bien investi. Aux yeux des parlementaires, le creuse-

ment des inégalités et la concentration de la richesse provoquent l'exclusion sociale et représentent un danger réel pour la démocratie et la construction européenne en particulier. L'Union européenne ne doit pas perdre de vue les inégalités sociales croissantes.

Suite à la crise économique et financière, le rapport dette publique/PIB a fortement augmenté. Une discussion au niveau de l'Union européenne a été lancée pour voir quels étaient les instruments tendant à atténuer l'incidence de la dette sur les économies européennes, notamment les pays les plus exposés et qui sont contraints de consacrer une grande partie de leur budget au paiement des intérêts sur les titres de la dette publique.

Différents concepts de décomposition de la dette, comme les Eurobonds ou la création d'un fonds de rédemption ont été mentionnés. Certains intervenants ont souligné que la crise économique avait été provoquée par un endettement privé excessif, en particulier des banques, et non par un endettement public excessif. Pour éviter de provoquer de nouvelles crises, il faudrait trouver des solutions pour empêcher un endettement privé excessif à l'avenir.

D'autres délégations en revanche ont mis en avant une approche consistant avant tout dans la consolidation financière en vue de la réduc-

tion de la dette publique. De même, ces délégations ont souligné qu'une mutualisation de la dette était contraire au droit européen et au droit de certains États membres.

L'Union bancaire forme le deuxième pilier pour garantir la stabilité de la zone euro et doit être mise en œuvre le plus tôt possible. La majorité des intervenants étaient d'accord pour dire que l'Union bancaire constitue une étape importante de la stabilité financière des banques et un instrument pour remédier à la pénurie des crédits. Dans ce contexte, l'action de la Banque centrale européenne - qui est en train d'effectuer une revue de la qualité des actifs pour rendre une évaluation du risque des banques de l'UE - et un test de résistance bancaire étaient mis en exergue. Le rapport Liikanen est un autre élément ayant retenu l'attention des parlementaires; il propose notamment la séparation structurelle des activités financières les plus risquées des activités plus traditionnelles.

Le dernier sujet à l'ordre du jour concernait la politique fiscale européenne dans le domaine spécifique de l'économie numérique. Ici se pose notamment la question du lieu de création de la valeur ou du lieu d'établissement. L'économie numérique fonctionne différemment de l'économie traditionnelle et le lieu d'établissement ou de présence physique n'est pas nécessairement le lieu

où est créée la valeur. Il convient donc de poser la question si les règles dans ce domaine particulier sont toujours d'actualité.

En ce qui concerne le niveau européen, il existe un marché unique sans politique fiscale commune, c'est-à-dire qu'il y a une concurrence entre les États membres en matière de politique fiscale. Pour une partie des participants, cette concurrence constitue un avantage, alors que pour d'autres cette concurrence donne lieu à une érosion de la base fiscale et rend possible le transfert de bénéfices.

Afin de mettre fin à la concurrence fiscale déloyale, certaines délégations ont proposé une véritable coordination des politiques fiscales nationales au niveau de l'UE. D'autres délégations ont estimé qu'il serait plus opportun de renforcer les instruments contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale plutôt que de coordonner les systèmes fiscaux.

En ce qui concerne la coordination des systèmes fiscaux, M. Michael A. Pagano, professeur d'Administration publique à l'Université d'Illinois a rappelé dans son intervention qu'il n'existe pas de système fiscal commun aux États-Unis et que la concurrence fiscale entre les États est une réalité.

Chômage des jeunes en Europe

Les 29 et 30 septembre derniers, Mme Claudia Dall'Agnol a participé au 4^e «EU Integration Forum» (EUIF) à Barcelone, organisé par la Fondation Robert Bosch. Ce forum est un réseau d'une centaine de jeunes politiciens des 28 pays de l'Union européenne et dont la première session a eu lieu en 2011.

Le thème choisi pour cette année par les responsables de la fondation était le chômage des jeunes en Europe, un problème qui actuellement concerne plus de 5,2 millions de jeunes sans emploi dans les pays de l'UE.

Des workshops, des débats et des sessions de questions et de réponses sur le sujet du chômage des jeunes

ont été à l'ordre du jour. Des invités comme entre autres Mme Anna Diamantopoulou, ancienne commissaire européenne, M. Allan Páll, secrétaire général du «European Youth Forum», M. Joaquín Nieto Sainz de l'Organisation Internationale du Travail et M. Brando Benifei, député au Parlement européen, ont participé aux discussions et ont permis aux participants de connaître différentes mesures pour combattre le fléau du chômage. Les participants ont présenté de leur côté des exemples de bonnes pratiques ainsi que les résultats obtenus dans leurs pays respectifs.

Dans ce contexte, Mme Claudia Dall'Agnol a évoqué les chiffres ac-

tuels du Statec sur les jeunes sans emploi au Luxembourg ainsi que le «Plan national de mise en œuvre de la Garantie pour la Jeunesse» au Luxembourg, datant de mai 2014 et dont la coordination générale est sous la responsabilité du Ministère du Travail. Elle a aussi informé les participants sur la «Maison de l'orientation», qui regroupe à une même adresse toutes les administrations et les services pouvant fournir aux jeunes les renseignements nécessaires pour s'orienter dans le monde du travail, choisir leur voie ou trouver leur premier emploi par l'intermédiaire d'un contrat d'apprentissage.



Mme Claudia Dall'Agnol a représenté la Chambre à Barcelone.

Château de Mansfeld: concilier sauvegarde du site et impératifs du 21^e siècle



Des membres de la Commission de la Culture visitent le site du Château de Mansfeld.

Le site du Château de Mansfeld est sollicité pour sa valeur historique et son potentiel en matière de logement. Mais comment combiner au mieux l'aménagement du terrain et la sauvegarde des vestiges datant du XVI^e siècle? Les députés membres de la Commission de la Culture se sont informés sur place, à Luxembourg-Clausen, sur l'étendue du site et les résultats des recherches archéologiques.

La ville de Luxembourg souhaiterait aménager une trentaine de logements sur une partie du site. Le projet de construction d'une école est en cours de réalisation, en face de l'église, sur l'autre rive de l'Alzette. Historiens et archéologues plaident en faveur de la conservation de larges parties, sinon de l'ensemble du site qui pourrait ensuite servir de parc et lieu de récréation.

Entre 1563 et 1604, le Comte Pierre-Ernest de Mansfeld avait fait construire une résidence princière avec jardins, labyrinthe, grotte et fontaines monumentales dont deux sont encore enfouies sous le terrain. Aujourd'hui les intempéries menacent les bâtiments fouillés par les experts: les frais pour le toit provisoire qui les protège s'élèvent à quelque 20.000 euros par an, une somme qui pèse lourd dans des budgets restreints en temps de crise.

Mobilité transfrontalière dans la Grande Région



La présentation des résultats de la conférence sur la mobilité du CPI.

La semaine de la mobilité a été l'occasion pour le Conseil parlementaire interrégional (CPI) de présenter les résultats de la conférence sur la mobilité et le transport dans la Grande Région qui avait rassemblé plus de 250 experts et parties prenantes à son initiative, le 9 mai dernier à Luxembourg.

Suite au lancement du nouveau portail de la mobilité de la Grande Région «Mobiregio» le 16 septembre à Trèves, en présence de M. Roger Lewentz, Ministre responsable des transports de la Rhénanie-Palatinat et de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, M. Roger Negri et Mme Isolde Ries (Landtag de Sarre) ont présenté les résultats concrets de cette conférence du CPI.

Les problèmes de transport au sein de la Grande Région entravent aussi bien la qualité de vie de ses populations que la compétitivité de son économie, représentant ainsi un facteur négatif pour son attractivité. La Grande Région compte le plus grand nombre de travailleurs frontaliers de

toute l'Europe. Tous les jours, environ 210.000 frontaliers traversent les frontières de la Grande Région pour se rendre sur leur lieu de travail. Or, seulement 7% parmi eux ont recours aux transports publics qui restent inintéressants par manque de coopération en matière de tarifs et de liaisons intermodales transfrontalières.

Afin d'augmenter l'attractivité du transport public transfrontalier, M. Negri et Mme Ries ont notamment insisté sur la nécessité d'élargir l'offre en mobilité durable, de faciliter les déplacements intermodaux et d'organiser une tarification transfrontalière des transports publics de porte à porte.

Soucieux de donner un suivi à long terme des questions de mobilité transfrontalière, les élus de la Grande Région continueront à travailler sur les questions de mobilité transfrontalière dans le cadre des commissions du CPI. La synthèse complète des résultats de la conférence peut être trouvée sur le site Internet du CPI (www.cpi.com).

Session d'automne de l'AP de l'OSCE du 3 au 5 octobre 2014 à Genève

Les nouveaux défis en matière de sécurité et le rôle des Parlements

Presque 40 ans après la signature de l'acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe à Helsinki en 1975, de nombreuses violations des principes y retenus peuvent être constatées.

Le monde se trouve devant de nouveaux défis en matière de sécurité: le terrorisme et son financement ont obtenu une nouvelle dimension, les flux de réfugiés deviennent de plus en plus importants et les prises d'otages se succèdent. Les armes sont devenues plus légères et plus faciles à transporter, mais aussi plus complexes et plus dangereuses.

Les définitions du terme de la guerre des 19^e et 20^e siècles ne sont plus valables. Les conflits sont devenus asymétriques, impliquant des groupes sans structure de comman-

dement, prêts à tout. Les différents aspects de ces nouveaux défis en matière de sécurité ont été débattus lors de la réunion d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) du 3 au 5 octobre 2014 à Genève. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Josée Lorsché et M. Gusty Graas.

Que peuvent apporter les Parlements pour améliorer la situation? Plusieurs voies ont été évoquées par les différents interlocuteurs au cours des trois jours de conférence, dont des représentants d'organisations internationales actives dans le domaine humanitaire respectivement du secteur de la sécurité. Chaque État ayant le devoir de garantir la sécurité de ses citoyens, il revient aux Parle-

ments de veiller au respect des lois et des traités internationaux conclus.

La lutte contre la corruption, l'endigement des effets du changement climatique, une bonne gestion des ressources et la protection de l'environnement sont des éléments de prévention de conflits. La diplomatie multilatérale et le maintien du dialogue peuvent contribuer à une désescalade. Ceci vaut aussi pour le conflit ukrainien qui a fait l'objet des débats de la première journée de la conférence. L'OSCE et son Assemblée parlementaire peuvent jouer un rôle important, non seulement en assurant que les canaux de communication restent ouverts, mais aussi par les missions d'observation des élections et autres missions de protection sur le terrain.



Mme Josée Lorsché et M. Gusty Graas

L'APUpM entend renforcer le rôle des femmes dans les médias



Mme Claudia Dall'Agnol (à gauche)

Le 19 septembre 2014, Mme Claudia Dall'Agnol, présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APUpM (Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée), a participé à la réunion de la commission des droits de la femme à Porto (Portugal).

Les discours de Mme Maria João Cunha Silvestre, professeur auxiliaire en sciences de la communication à l'Institut supérieur des sciences sociales et politiques de l'Université de

Lisbonne, et M. Fernando Negrão, président de la commission parlementaire des questions constitutionnelles, chargée des droits, libertés et garanties au Parlement portugais, ont précédé la discussion sur le thème principal «Femmes et Médias».

En juin 2011, l'Union pour la Méditerranée avait organisé une formation pour journalistes dont le but était d'améliorer l'image de la femme et de mettre fin aux stéréo-

types dans le cadre du programme régional EGEP «Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans la région euro-méditerranéenne». 24 journalistes de différents pays avaient participé à cet atelier financé par l'Union européenne.

En guise de conclusion, les participants ont formulé une série de recommandations destinées à promouvoir l'égalité entre femmes et hommes, à augmenter la participation des femmes aux possibilités

d'expression et à inciter la prise de décision dans et par les médias.

Les membres proposent notamment :

- de financer des études au niveau national sur les stéréotypes dans les médias;

- d'encourager les groupes de médias en vue d'augmenter la proportion de femmes dans des fonctions dirigeantes;

- d'agir de façon à ce que les conditions de travail, le recrutement, le salaire et les perspectives de travail soient égaux pour femmes et hommes;

- de promouvoir l'égalité entre les sexes au niveau national moyennant des cours scolaires, des formations professionnelles et des séminaires universitaires de journalisme et de communication.

Les membres de la commission ont poursuivi la discussion sur un autre sujet récurrent et malheureusement toujours d'actualité: la situation des femmes dans les conflits armés. Les participants ont constaté avec regret que les femmes sont depuis toujours les plus touchées par les conflits armés, dans lesquels elles sont souvent utilisées comme arme de guerre.

La question de la violence à l'égard des femmes a été longuement discutée et illustrée par des situations concrètes sur le terrain, no-

tamment la situation souvent tragique des femmes dans les camps de réfugiés. Les abus dont souffrent les femmes lors de conflits armés sont notamment le viol, l'esclavage sexuel ainsi que la prostitution forcée.

En plus, les femmes réfugiées sont davantage exposées à la violence et à l'exploitation.

Les membres de la commission ont aussi rappelé la recommandation adoptée lors de l'assemblée générale en Jordanie soulignant l'importance d'assurer la présence de mécanismes de protection adéquats et efficaces pour les victimes de la violence et leurs familles - y compris les enfants nés à la suite d'actes de violence sexuelle -, tels que des centres d'appel et des services médicaux et psychosociaux, l'assistance économique pour la réhabilitation ainsi que l'assistance et l'intégration des victimes dans la société. La commission lance un appel aux pays de la région euro-méditerranéenne à adopter des lois qui criminalisent la violence contre les femmes et souligne à cet égard l'importance de mettre fin à l'impunité en garantissant la responsabilisation et en sanctionnant les auteurs de violence sexuelle.

À la réunion présidée par la Tunisie ont participé les délégations de la Croatie, du Luxembourg, du Portugal, de la Turquie, de Palestine, de la Grèce, d'Italie, de Belgique, d'Algérie, d'Égypte, de la Jordanie, du Maroc, de la Mauritanie et de Malte.



Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (5 novembre 2014)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau		
Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Mosar Laurent
	déi gréng	Kox Henri
Membres	CSV	Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Berger Eugène, Polfer Lydie
Sécrétaire général		Frieseisen Claude
Conférence des Présidents		
Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Wiseler Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane
Commissions réglementaires		
Commission des Comptes		
Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	LSAP	Burton Tess
	DP	Krieps Alexander
Membres	CSV	Adehm Diane, Kaes Aly, Wilmes Serge
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Negri Roger
	DP	Elvinger Joëlle, Mertens Edy
	déi gréng	Lorsché Josée
déi Lénk	Turpel Justin	
Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État		
Membres	CSV	Wiseler Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane
Commission des Pétitions		
Président	CSV	Schank Marco
Vice-Présidents	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Turpel Justin
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine, Oberweis Marcel
	LSAP	Angel Marc, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Arendt Guy, Graas Gusty, Hahn Max
Commission du Règlement		
Président	ADR	Gibéryen Gast
Vice-Présidents	LSAP	Negri Roger
	DP	Arendt Guy
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Gloden Léon, Lies Marc, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Bodry Alex, Dall'Agnol Claudia
	DP	Beissel Simone, Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration		
Président	LSAP	Angel Marc
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Arendt Nancy (pour le volet Coopération), Halsdorf Jean-Marie, Mosar Laurent, Spautz Marc, Wilmes Serge (sauf pour le volet Coopération)
	LSAP	Cruchten Yves, Dall'Agnol Claudia (sauf pour le volet Coopération), Hemmen Cécile (pour le volet Coopération)
	DP	Berger Eugène, Graas Gusty
	déi gréng	Adam Claude
ADR		Kartheiser Fernand
Commission des Affaires intérieures		
Président	LSAP	Haagen Claude
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone (sauf pour le volet proposition de loi n°6605)
	CSV	Roth Gilles
Membres	CSV	Eicher Emile, Kaes Aly, Lies Marc, Zeimet Laurent
	LSAP	Arndt Frank, Cruchten Yves
	DP	Arendt Guy, Bauler André (pour le volet proposition de loi n°6605), Hahn Max
	déi gréng	Traversini Roberto
ADR		Gibéryen Gast
Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs		
Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	CSV	Eicher Emile
	CSV	Eischen Félix, Hansen Martine, Kaes Aly, Modert Octavie
Membres	LSAP	Arndt Frank, Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Delles Lex, Mertens Edy
	déi gréng	Kox Henri
	ADR	Reding Roy
Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire		
Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	LSAP	Arndt Frank
	DP	Brasseur Anne
Membres	CSV	Eischen Félix, Halsdorf Jean-Marie, Mergen Martine, Oberweis Marcel
	LSAP	Haagen Claude, Negri Roger
	DP	Berger Eugène, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Loschetter Viviane
ADR		Gibéryen Gast

Commission de la Culture

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	LSAP	Fayot Franz
	CSV	Mergen Martine
Membres	CSV	Modert Octavie, Wilmes Serge, Wiseler Claude, Zeimet Laurent
	LSAP	Angel Marc, Bofferding Taina
	DP	Delles Lex, Polfer Lydie
	déi gréng	Adam Claude
déi Lénk		Urbany Serge
Commission du Développement durable		
Président	déi gréng	Lorsché Josée
Vice-Présidents	LSAP	Engel Georges
	CSV	Kaes Aly
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eicher Emile (pour le volet Aménagement du territoire), Lies Marc, Schank Marco, Wilmes Serge (sauf pour le volet Aménagement du territoire)
	LSAP	Cruchten Yves, Negri Roger
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Kox Henri
déi Lénk		Turpel Justin
Commission de l'Économie		
Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	DP	Elvinger Joëlle
	CSV	Eischen Félix
Membres	CSV	Eicher Emile, Gloden Léon, Hetto-Gaasch Françoise, Mosar Laurent
	LSAP	Arndt Frank (pour le volet Énergie), Burton Tess (sauf pour le volet Énergie), Haagen Claude
	DP	Bauler André (sauf pour le volet Énergie), Beissel Simone, Hahn Max (pour le volet Énergie)
	déi gréng	Anzia Gérard
ADR		Reding Roy
Sous-commission «Préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» de la Commission de l'Économie et la Commission de l'Environnement		
Président	déi gréng	Kox Henri
Membres	CSV	Eischen Félix, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Negri Roger
	DP	Berger Eugène, Hahn Max
	déi gréng	Anzia Gérard
ADR		Reding Roy
Membres	LSAP	Arndt Frank, Negri Roger
	DP	Berger Eugène, Hahn Max
	déi gréng	Anzia Gérard
	ADR	Kartheiser Fernand
déi Lénk		Turpel Justin
Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse		
Président	DP	Delles Lex
Vice-Présidents	LSAP	Haagen Claude
	CSV	Hetto-Gaasch Françoise
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie,

		Hansen Martine, Mergen Martine, Zeimet Laurent
	LSAP	Burton Tess, Engel Georges
	DP	Baum Gilles, Berger Eugène
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace		
Président	DP	Beissel Simone
Vice-Présidents	déi gréng	Adam Claude
	CSV	Hansen Martine
Membres	CSV	Adehm Diane, Modert Octavie, Oberweis Marcel, Wilmes Serge
	LSAP	Bofferding Taina (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Burton Tess, Cruchten Yves (pour les volets Media et Communications), Negri Roger
	DP	Bauler André, Berger Eugène
	ADR	Reding Roy
Commission de l'Environnement		
Président	déi gréng	Kox Henri
Vice-Président	DP	Hahn Max
	CSV	Hansen Martine, Kaes Aly, Oberweis Marcel, Schank Marco, Zeimet Laurent
Membres	LSAP	Arndt Frank, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Baum Gilles, Berger Eugène (sauf pour le volet Eau), Graas Gusty (pour le volet Eau)
	déi Lénk	Turpel Justin
Commission de la Famille et de l'Intégration		
Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	LSAP	Bofferding Taina
	CSV	Spautz Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Hansen Martine, Hetto-Gaasch Françoise, Mergen Martine
	LSAP	Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Elvinger Joëlle, Mertens Edy
	déi gréng	Traversini Roberto
ADR		Kartheiser Fernand
Commission des Finances et du Budget		
Président	DP	Berger Eugène
Vice-Président	LSAP	Bodry Alex
	CSV	Mosar Laurent, Roth Gilles, Spautz Marc, Wiseler Claude, Wolter Michel
Membres	LSAP	Fayot Franz, Haagen Claude
	DP	Arendt Guy, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Kox Henri, Loschetter Viviane
	ADR	Gibéryen Gast



Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP	Graas Gusty
	CSV	Modert Octavie
Membres	CSV	Adehm Diane, Andrigh-Duval Sylvie, Meyers Paul-Henri, Roth Gilles
	LSAP	Engel Georges, Haagen Claude
	DP	Delles Lex, Hahn Max
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de la Force publique

Président	LSAP	Dall'Agnol Claudia
Vice-Présidents	DP	Krieps Alexander
	CSV	Arendt Nancy
Membres	CSV	Adehm Diane, Eischen Félix, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Kartheiser Fernand

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Bodry Alex
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Meyers Paul-Henri
Membres	CSV	Gloden Léon, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude

LSAP	Bofferding Taina (pour le volet Cultes), Fayot Franz, Hemmen Cécile (sauf pour le volet Cultes)
DP	Elvinger Joëlle, Polfer Lydie
déi gréng	Adam Claude
déi Lénk	Urbany Serge

Commission juridique

Président	déi gréng	Loschetter Viviane
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	CSV	Gloden Léon
Membres	CSV	Meyers Paul-Henri, Modert Octavie, Mosar Laurent, Roth Gilles
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex, Fayot Franz
	DP	Arendt Guy, Beissel Simone
	déi gréng	Lorsché Josée
	ADR	Reding Roy

Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» de la Commission juridique

Président	CSV	Gloden Léon
Membres	LSAP	Fayot Franz
	DP	Graas Gusty
	déi gréng	Loschetter Viviane

Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» de la Commission juridique

Président	LSAP	Fayot Franz
Membres	CSV	Gloden Léon
	DP	Arendt Guy
	déi gréng	Loschetter Viviane
	ADR	Reding Roy

Commission du Logement

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidents	LSAP	Cruchten Yves
	CSV	Lies Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eischen Félix, Meyers Paul-Henri, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Bauler André, Hahn Max
	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Président	LSAP	Hemmen Cécile
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Andrich-Duval Sylvie
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine (pour le volet Sports), Hetto-Gaasch Françoise, Mergen Martine (pour les volets Santé et Égalité des chances)
	LSAP	Angel Marc (pour le volet Égalité des chances), Burton Tess (pour le volet Égalité des chances), Dall'Agnol Claudia (pour les volets Santé et Sports), Engel Georges (pour les volets Santé et Sports)

DP	Baum Gilles (pour le volet Sports), Berger Eugène (pour le volet Sports), Graas Gusty (sauf pour le volet Sports), Krieps Alexander, Mertens Edy (sauf pour le volet Sports)
déi Lénk	Urbany Serge

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	DP	Elvinger Joëlle
	CSV	Wilmes Serge
Membres	CSV	Eischen Félix (sauf pour le volet Sécurité sociale), Halsdorf Jean-Marie (pour le volet Sécurité sociale), Kaes Aly, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Bauler André (pour le volet Travail et Emploi), Krieps Alexander, Mertens Edy (pour le volet Sécurité sociale)
	déi gréng	Anzia Gérard (pour les volets Travail et Emploi), Lorsché Josée (pour le volet Sécurité sociale)
	déi Lénk	Urbany Serge

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (24 octobre 2014)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs:
Cruchten Yves (LSAP), Vice-Président
Basseur Anne (DP)
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Membres suppléants:
Spautz Marc (CSV), Président
Adam Claude (déi gréng)
Oberweis Marcel (CSV)

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Bodry Alex (LSAP)
Basseur Anne (DP)
Loschetter Viviane (déi gréng)
Wiseler Claude (CSV)
Wolter Michel (CSV), Trésorier de l'APF

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (APOSCE)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Berger Eugène (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Lorsché Josée (déi gréng)
Membres suppléants:
Gloden Léon (CSV)
Graas Gusty (DP)
Kox Henri (déi gréng)
Kartheiser Fernand (ADR)
Reding Roy (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUpM)

Membres effectifs:
Dall'Agnol Claudia (LSAP), Présidente
Beissel Simone (DP)
Modert Octavie (CSV)
Membres suppléants:
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Traversini Roberto (déi gréng)
Turpel Justin (déi Lénk)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)

Membres effectifs:
Halsdorf Jean-Marie (CSV), Président
Angel Marc (LSAP), Vice-Président
Krieps Alexander (DP)
Membres suppléants:
Arendt Nancy (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)
Kox Henri (déi gréng)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Angel Marc (LSAP)
Beissel Simone (DP)
Berger Eugène (DP)
Bodry Alex (LSAP)
Kox Henri (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Polfer Lydie (DP)
Roth Gilles (CSV)
Wiseler Claude (CSV)
Wolter Michel (CSV)

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs:
Angel Marc (LSAP), Président
Adam Claude (déi gréng)
Berger Eugène (DP)
Gibéryen Gast (ADR)
Mosar Laurent (CSV)
Turpel Justin (déi Lénk)

Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Membres effectifs:
Negri Roger (LSAP), Président
Arndt Frank (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Oberweis Marcel (CSV)
Reding Roy (ADR)
Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants:
Adam Claude (déi gréng)
Adehm Diane (CSV)
Dall'Agnol Claudia (LSAP)
Delles Lex (DP)
Engel Georges (LSAP)
Gibéryen Gast (ADR)
Kaes Aly (CSV)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Bauler André (DP)
Bodry Alex (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Eischen Félix (CSV)
Graas Gusty (DP)

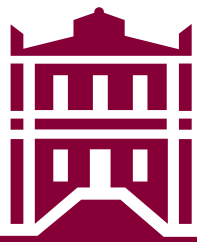
Lorsché Josée (déi gréng)
Negri Roger (LSAP)
Urbany Serge (déi Lénk)
Wilmes Serge (CSV)
Membres suppléants:
Baum Gilles (DP)
Burton Tess (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Hemmen Cécile (LSAP)
Kox Henri (déi gréng)
Mertens Edy (DP)
Oberweis Marcel (CSV)
Roth Gilles (CSV)
Turpel Justin (déi Lénk)

Contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs:
Kox Henri (déi gréng), Président
Berger Eugène (DP)
Dall'Agnol Claudia (LSAP)
Eischen Félix (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)

Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne

Membres effectifs:
Berger Eugène (DP), Président
Bodry Alex (LSAP)
Kartheiser Fernand (ADR)
Kox Henri (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Wiseler Claude (CSV)



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Clôture de la session extraordinaire 2013-2014 et ouverture de la session ordinaire 2014-2015
 - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
3. Composition des organes de la Chambre des Députés
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
4. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
5. Composition des organes de la Chambre des Députés (suite)
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
6. Discours de M. le Président
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
7. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification
 - Suspension de la séance publique de 15.12 à 15.24 heures
 - Mme Lydie Polfer
 - Rapport de la Commission de vérification: M. Alex Bodry
 - Prestation de serment de Mme Martine Mergen
8. Changements de composition des commissions parlementaires réglementaires et permanentes
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
9. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
10. Changement de composition du Comité de discipline
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
11. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
12. Communications
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
13. 6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal
 - Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président
14. Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
15. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»)
 - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. Gast Gibéryen)
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - Suspension de la séance publique de 16.38 à 16.46 heures
16. 6623 - Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires
 - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Joëlle Elvinger, M. Claude Adam, M. Serge Urbany
 - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble de la proposition de loi
17. 6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale
 - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Franz Fayot
 - Discussion générale: M. Gast Gibéryen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Simone Beissel, M. Claude Adam, M. Serge Urbany, M. Michel Wolter,
 - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble de la proposition de loi (rejetée)
18. Motion de M. Serge Urbany relative au dépôt d'un projet de loi fixant les droits et devoirs des membres du Gouvernement dans les meilleurs délais
 - Exposé: M. Serge Urbany
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter
 - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - Vote sur la motion (rejetée)
19. 6717 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux membres du Conseil national des finances publiques
 - Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen
 - Discussion générale: M. Serge Urbany
 - Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés
20. Désignation de deux membres pour le Conseil national des finances publiques
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - Votes sur les deux candidats

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- E schéine gudde Mëtten. Eis Sëtzung ass heimat op, an ech géif direkt d'Wuert weiderginn un den Här Premierminister.

2. Clôture de la session extraordinaire 2013-2014 et ouverture de la session ordinaire 2014-2015

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Merci, Här Chamberspräsident. Ech wëll lech matdeelen, dass de Grand-Duc duerch Arrêté grand-ducal vum 3. September mir de Pouvoir ginn huet, fir d'Sessioun 2013-2014 zouzemaachen, an an deemselwechten Arrêté och d'Erlaabis gouf, fir d'Sessioun 2014-2015 opzemaachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Statsminister. Domat ass d'Session extraordinaire 2013-2014 ofgeschloss an déi ordinär Sessioun 2014-2015 ass op.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

ler mer elo zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtte kommen, musse mer fir d'Eischt eng Rei vun administrative Froe regelen.

Composition du Bureau

Fir d'Eischt emol d'Zesummesetzung vun dem Bureau vun eiser Chamber. Den éischte Paragraph vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech froen deemno d'Chamber, ob se mat der bishereger Zesummesetzung vun eisem Chambersbureau d'accord ass.

(Assentiment)

Dann ass dat esou, an ech soe villmoos Merci.

De Bureau ass deemno fir d'Sessioun 2014-2015 a senger bishereger Form confirméiert, dat heescht, ech selwer als President, d'Madame Simone Beissel, den Här Laurent Mosar an den Här Henri Kox als Vizepräsidenten, an als Membere vum Bureau: den Här Alex Bodry, den Här Eugène Berger, den Här Michel Wolter, d'Madame Lydie Polfer, den Här Marc Angel, den Här Gilles Roth an den Här Claude Wiseler. Generalsekretär ass den Här Claude Frieseisen.

Esou wéi dat den Artikel 7 vum Chambersreglement virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

Dann d'Kompositioun vun der Conférence des Présidents. Wat d'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz ugeet, huet d'CSV matgedeelt, dass den Här Claude Wiseler vum 1. Oktober un de Poste vum Fraktiounspräsident iwwerhëlt.

4. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne

En iwwerhëlt déi Missioun vun eisem Kolleg, dem Jean-Claude Juncker, deen aner Missiounen uvertraut kritt an deem ech heimat nach eng Kéier wëll häerzlech félicitéieren an e ganz grouse Merci soen.

Bonne Chance!

(Applaudissements)

Den Här Premierminister huet d'Wuert gefrot.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, erlaabt mer, och am Numm vun der Regierung dem Jean-Claude Juncker hei offiziell ze félicitéieren. Ech hat d'Chance, an deene Sitzungen derbäi ze sinn, wou d'Décisioun getraff ginn ass, dass hien de Kandidat wär. An ech mengen, dass et de richtege Choix wär. Dir wësst, dass dës Regierung hannert dëser Kandidatur stoung. An ech wënschen dem Jean-Claude Juncker eng ganz gutt Hand als zukünftege President vun der Europäescher Kommissioun. Si brauch eng!

(Applaudissements)

5. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition de la Conférence des Présidents (suite)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- D'Presidentekonferenz ass deemno fir dës Sessioun wéi follegt zesummesat: aus mir selwer als President souwéi aus de Fraktiounspräsidenten, deenen Häre Claude Wiseler fir d'CSV, Alex Bodry fir d'LSAP, Eugène Berger fir d'DP an der Madame Viviane Loschetter fir déi gréng.

6. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, et ass net d'Geleehheet, fir eng laang Ried ze halen. Ech soen lech alleguer Merci, dass Der eise Bureau an d'Conférence des Présidents an domat och mech als Président confirméiert hutt. An deenen nächste

Méint kommen eng Partie grouss Défien op eis zou. Ganz besonnesch aarbechtsintensiv sinn déi fundamental Reform vun eiser Verfassung an deen domat verbonnenen Dialog mat de Leit, wou d'Chamber eng grouss Roll ze spillen huet. Ech wënsche mer e konstruktiven Débat, en „Mateneen-Schwätzen“ an net laanschteneen oder géinteneen.

Et ass wichteg, dass mir als Chamber méi Demokratie a méi Participatioun woen. Dofir huet d'Chamber jo och am Fréijoer 2014 de System vun der elektronischer Petitioun agefouert. D'Échoe si positiv, mat iwwer honnert age-rechte Petitiounen a bis elo véier éffentlechen Débaten. Déi Débat sinn net vun der Politik op d'Dagesuerdnung komm, mä vun de Leit gefrot ginn. Et si Sujeten, déi hinnen un Häerz leien. Dat weist, dass e Besoin an der Populatioun besteet, fir mat den Institutionen ze diskutéieren. D'Petitiounskommissioun ass amgaangen, de Bilan vun den éischten Experienzen ze zéien, an zesumme mat de Fraktiounen a politesche Sensibilitéite gëtt gekuckt, wéi eng Adaptatiounen néideg sinn.

Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Ouer vun der Chamber muss no bei de Leit sinn, mä mir mussen net nëmmen nolauschteren, mä och eis Virschléi erklären. Dat ass besonnesch wichteg an enger Zäit, wou d'Informatioun ëmmer méi schnell gëtt a leider och oft méi iwwerflächlech.

Dat ass och wichteg an enger Zäit, wou et wéineg ze verdeele gëtt a wou et an engem schwierigen Émfeld heiansdo en Exploit ass, wann ee wäertvoll Piliere an eiser Solidargemeinschaft kann ofsécheren.



7. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

An deenen nächste Méint waart ganz vill Aarbecht op eis a fir dass mer dat mat geballter Kraaft kënne meeschteren, muss d'Chamber erëm komplett sinn. Dofir géif ech dann elo bei d'Veereedegung vun engem neie Member kommen, vun enger Kolleegein, déi schonn néng Joer Deputéiert war, d'Madame Martine Mergen.

A sengem Bréif vum 16. Juli 2014 huet den Här Luc Frieden matgedeelt, dass hie vum 15. September dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demission, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, dass de Chamberspräsident fir d'Succession vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 16. Juli 2014 hunn ech mech also un d'Madame Tessa Scholtes vun Heeschdref gewannt, déi als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezirk Zentrum steet. An hirem Bréif vum 17. Juli huet d'Madame Tessa Scholtes matgedeelt, dass si dëst Mandat net unhélt.

A mengem Bréif vum 22. Juli 2014 hunn ech mech dunn un d'Madame Martine Mergen aus der Stad gewannt, déi als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezirk Süde steet. An hirem Bréif vum 28. Juli 2014...

(Interruption)

Zentrum. Entschëllegt!

An hirem Bréif vum 28. Juli 2014 huet d'Madame Martine Mergen matgedeelt, dass si bereet ass, d'Mandat vum Här Luc Frieden weiderzeféieren. Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification

Ech géif lech da bieden, d'Kommissionen ze constituéieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass.

Mir lousen elo d'Deputéiert aus, déi an dës Kommission kommen:

d'Madame Lorsché, den Här Bodry, den Här Gibéryen, den Här Guy Arendt, d'Madame Lydie Polfer, d'Madame Joëlle Elvinger, ech selwer,...

(Hilarité)

...den Här Alexander Krieps.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà, ech géif elo d'Kommissionen bieden, am Sall 3 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahlen vum 20. Oktober 2013 ze präiwen, virun allem, wat d'Madame Martine Mergen betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport ze maachen.

Domat ass d'Chamberssëtzung fir e kuerze Moment ennerbrach.

Merci!

(La séance publique est suspendue à 15.12 heures.)

(La séance publique est reprise à 15.24 heures.)

Déi éffentlech Sëtzung geet weider.

D'Wuert huet d'Présidentin vun der Kommission, déi mer grad constituéiert hunn, d'Madame Lydie Polfer.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President,

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeen, d'Kommissionen, déi duerch d'Lous zesummegeallt ginn ass, ass aus folgenden Deputéierten zesummegeallt ginn: Madame Josée Lorsché, Här Alex Bodry, Här Gast Gibéryen, Här Guy Arendt, ech selwer, Madame Joëlle Elvinger an Här Alexander Krieps. Den Här Bodry gouf zum Rapporteur genannt, an, wéi Der schonn héieren hutt, ech selwer zum President vun dëser Kommission.

Dofir géif ech lech bieden, Här President, elo dem honorabele Rapporteur, dem Här Alex Bodry, d'Wuert ze ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Äre Wonsch, Madame Presidentin, ass mir Befehl. An dofir huet och direkt den Här Alex Bodry d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann hei am Numm vun der Commission ad hoc dëse Rapport hei virdroen. Wéi schonn de President aganks erläutert huet, huet den Här Luc Frieden de 16. Juli 2014 de Chamberspräsident doriwwer informéiert, dass hien ab dem 15. September vun dësem Joer op säin Deputéiertemandat géif verzichten.

Sou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demission, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspräsident suergt fir d'Succession vun deem vakanten Deputéiertemander an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 16. Juli 2014 huet dunn de Chamberspräsident sech un d'Madame Tessa Scholtes gewannt, déi als éischte Suppléante op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei am Wahlbezirk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspräsident, wéi dat seng Pflicht ass, och de Premierminister doriwwer informéiert.

An hirem Bréif vum 17. Juli 2014 huet dunn d'Madame Tessa Scholtes matgedeelt, dass si dëst Mandat net géif unhuelen. Duerno huet sech de Chamberspräsident den 22. Juli 2014 an engem Bréif un d'Madame Martine Mergen gewannt, déi als nächst Suppléante op der Lëscht vun der CSV aus dem Bezirk Zentrum steet. Deeselwechten Dag nach huet de Chamberspräsident och doriwwer de Premier informéiert, e rege Korrespondenzwiessel also tëschent der Présidence vun der Chamber an dem Statministère.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn - ech zitieren: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommission hat also d'Aufgab, déi néideg Verifikatiounen virzehuelen.

Dat sinn awer, muss ech soen, reng formal Verifikatiounen opgrond vun enger Äsiicht an de Protokoll vun dem Wahlresultat vun deene leschte Chamberswahlen. D'Kolleegeen aus der Institutionskommission wëssen och, dass mer eigentlech deen heite System net méi als onbedéngt zäitgeméiss emfannen an dofir eigentlech och en anere System ustriewen, deen op där enger Säit méi einfach wier an op där anerer Säit och géif eng Recoursméiglechkeet virgesi bei dem Resultat vun de Wahlen.

D'legislativ Wahlen vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun dëser Chamber iwwerpréift an och validéiert ginn. Aus de Procès-verballe vun deene Wahlen geet ervir, dass d'Madame Martine Mergen mat 17.508 Stëmmen - si ass wunnhaft an der Stad - effektiv deen nächste Suppléant op der Lëscht vun der CSV aus dem Wahlbezirk Zentrum ass, fir dem Här Luc Frieden seng Plaz unzehuelen, no senger Demission an nodeems d'Madame Tessa Scholtes op hirt Mandat verzicht huet.

An hirem Bréif vum 28. Juli 2014 huet d'Madame Martine Mergen de Chamberspräsident informéiert, dass si d'Mandat vum Här Luc Frieden géif unhuelen.

D'Kommission stellt deemno eestëmmeg fest, dass näischt géint d'Veereedegung vun der Madame Martine Mergen schwätzt a wënscht hir vill Gléck bei der Ausübung vun hirem Mandat. Den Dossier vun der Kommission ass am Bureau vun der Chamber beim President anzege-sinn.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci villmools. Am Rahme vun der Simplification administrative wäerte mer déi nächste Kéier derfir

suergen, dass de Chamberspräsident net dat selwecht seet, wat de President vun der Kommission ze soen huet. Och dat wäerte mer dann an Zukunft änneren.

Ech wollt d'Chamber froen, ob se mat de Konklusiounen vun der Kommission averstanen ass.

(Assentiment)

Merci.

Da géif ech d'Madame Martine Mergen bieden eranzekommen.

Madame Mergen, léift Martine, häerzlech wëllkomm.

Prestation de serment de Mme Martine Mergen

Ech bieden lech elo, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech bieden lech, déi riets Hand ze hiewen a mir nozesoen: «Je le jure.»

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Je le jure.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat, Madame Mergen, sidd Der erëm Member vun der Chamber. Ech wënschen lech alles Guedes. Et waart vill Aarbecht op eis. Merci.

D'Madame Mergen ass domat offiziell zum Member vun der Chamber proklaméiert, an an eisem Numm alleguer: häerzlech Félicitatiounen!

8. Changements de composition des commissions parlementaires réglementaires et permanentes

Mir hunn dann nach ze befannen iwwer eng Rei vun Ännerungen an de Chamberskommissionen. Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Kommissionen ubelaangt, hu mer vun der CSV-Fraktioun a vun der Fraktioun vun deene Gréngen eng Rei vun Ännerungen matgedeelt kritt.

D'CSV-Fraktioun proposéiert folgend Ännerungen:

An der Commission du Règlement ersetzt den Här Marc Spautz den Här Laurent Mosar.

An der aussepolitischer Kommission, an der Kommission fir europäesch Froen an Immigration wäert den Här Serge Wilmes den Här Luc Frieden fir all Voleten ausser der Kooperatioun ersetzen, an dee Volet gëtt vun der Madame Nancy Arendt iwwerholl.

An der Landwirtschaftskommission - an, an, an - ersetzt den Här Félix Eischen den Här Marco Schank.

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Laurent Mosar an den Här Jean-Marie Halsdorf ersetzt den Här Marc Spautz.

An der Kulturkommission ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Marcel Oberweis.

An der Commission du Développement durable ersetzt den Här Emile Eicher den Här Serge Wilmes fir de Volet Aménagement du territoire.

An der Wirtschaftskommission ersetzt den Här Léon Gloden den Här Claude Wiseler.

An der Éducationskommission, déi och zoustänneg ass fir Kanner a Jugend, ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Serge Wilmes an d'Madame Sylvie Andrich-Duval den Här Claude Wiseler.

An der Familljekommission, déi och fir d'Integratioun zoustänneg ass, ersetzt d'Madame Martine Mergen d'Madame Nancy Arendt.

An der Finanz- a Budgetskommission ersetzt den Här Laurent Mosar den Här Luc Frieden.

An der Gesondheets-, Sports- a Gläichheetskommision ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Marc Spautz.

An an der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Jean-Marie Halsdorf den Här Félix Eischen fir de Volet Sécurité sociale.

D'Fraktioun vun deene Gréngen proposéiert folgend Ännerungen:

An der Landwirtschaftskommission ersetzt den Här Henri Kox d'Madame Christiane Wickler fir de Volet Protection des consommateurs an iwwerhëlt esou all Voleten. En hat bis elo der schonn eng Rei.

An der Commission du Développement durable ersetzt den Här Henri Kox d'Madame Christiane Wickler.

An der Wirtschaftskommission gëtt den Här Gérard Anzia neie Member an ersetzt deemno den Här Henri Kox fir de Volet Energie an

d'Madame Christiane Wickler fir déi aner Voleten.

An der Commission de l'Environnement ersetzt den Här Gérard Anzia den Här Claude Adam.

An der Kommission vun der Fonction publique a vun der Réforme administrative ersetzt den Här Claude Adam den Här Roberto Traversini.

An der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Gérard Anzia d'Madame Christiane Wickler fir de Volet Travail an Emploi an d'Madame Josée Lorsché fir de Volet Sécurité sociale.

D'DP-Fraktioun - dat hat ech virdru vergiess - proposéiert folgend Ännerung:

An der Kulturkommission ersetzt den Här Henri Bauler d'Madame Anne Brasseur.

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.** - André Bauler!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt, et ass vill beieneen.

Gëtt et soss nach iergendwelch Ännerungspropositiounen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber da mat deenen Ännerungen d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert an déi gesamt Lëscht vun den Neierungen an de Kommissionen gëtt am Compte rendu verëffentlecht.

9. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Dann hu mer nach eng Rei vun Ännerungen an den internationale parlamentareschen Delegatiounen. Do si folgend Ännerungen vun der CSV-Fraktioun a vun der Fraktioun vun deene Gréngen agaangen:

An der Delegatioun vun der Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière vun der Unioun: Den Här Claude Wiseler ersetzt den Här Luc Frieden als effektive Member.

Am Conseil interparlementaire consultatif de Benelux gëtt d'Madame Josée Lorsché neie Member.

Gëtt et nach iergendwelch aner Propositionen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Ass d'Chamber mat deene Modifikatiounen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. An och déi Lëscht gëtt verëffentlecht am Compte rendu.

10. Changement de composition du Comité de discipline

Dann e Changement am Comité de discipline. An hirem Bréif vum 31. Juli 2014 huet d'Fraktioun vun deene Gréngen och folgend Ännerung proposéiert: Den Här Claude Adam ersetzt d'Madame Christiane Wickler.

Ass d'Chamber och mat där Ännerung d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

Dann ee leschte Punkt, deen awer net onwichtig ass. Mir hunn haut den Eierentitel un eng vun eise fréiere Kolleegeinnen ze iwwerginn. A senger Réunioun vum 14. Juli 2014 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 197 an 199 vum Chambersreglement virgeschloen, där fréierer Nationaldeputéierter Astrid Lulling den Eierentitel un hirer Funktioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag, fir d'Madame Astrid Lulling zur Eierendeputéierter vun der Lëtzebuerger Chamber ze maachen, d'accord?

(Assentiment et applaudissements)

Dann ass dat esou decidéiert. Madame Lulling, léift Astrid, eis Félicitatiounen!

12. Communications

Ech hunn dann nach eng Rei vu Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.



2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass un d'Fraktioun verdeelt ginn.

3) Op Ufro vun der Regierung sinn - iwwer zwee Arrêtés grand-ducaux de retrait - de Projet de loi 6584, eng Ofännerung vum Code du Travail, souwéi de Projet de loi 6234 iwwert de Compte épargne-temps vum Rôle gestrach ginn.

Den 31. Juli ass och op Ufro vun der Regierung de Projet de loi 4367 vum Rôle gestrach ginn.

Op Ufro vun der Regierung ass da schliisslech de Projet de loi 6464 gestrach ginn.

4) D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass un d'Fraktioun verdeelt ginn.

5) An esou wéi den Artikel 168.(5) vun eisem Règlement et virgesäit, huet d'Conférence des Présidents, well keng Sëtzung an deem Délai vun aacht Woche virgesi war, sech unanime derfir ausgeschwat, fir d'Verschécken un déi zoustänneg europäesch Instanz vun engem Avis politique zum Dokument COM(2014) 344 iwwert d'Diffusioun vun Donnéeën vun Äerdobservatiounssatelliten zu kommerziellen Zwecker.

6) D'Commission juridique huet eng Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» an d'Liewe geruff, déi wéi follegt zesummesat ass: den Här Léon Gloden, den Här Franz Fayot, den Här Guy Arendt, d'Madame Viviane Loschetter.

7) An der Sous-commission «chargée de la préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» ersetzt den Här Gérard Anzia den Här Claude Adam.

Communications du Président - séance publique du 14 octobre 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlements grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6704 - Projet de loi dite «Omnibus» portant modification de:

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

h) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

i) de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

j) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

k) l'arrêté royal grand-ducal du 22 octobre 1842, n°1943c/1297, réglant le mode de publication des lois;

et abrogation de:

a) l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 16.07.2014

6706 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi modifiée du 22 décembre 1951 portant

prorogation du délai de prescription de certains impôts directs et précision des conditions dans lesquelles les prescriptions fiscales peuvent être interrompues

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.07.2014

6707 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne de renforcement des forces de sécurité intérieure en Ukraine

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 25.07.2014

6708 - Projet de loi relative

- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- au courtage et à l'assistance technique; au transfert intangible de technologie;

- à la mise en oeuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2014

6709 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

- la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2014

6710 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2014

6711 - Projet de loi portant abolition des districts, modifiant

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3. la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

4. le Code pénal;

5. loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

6. la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil;

7. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

8. la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe;

9. la loi du 4 mars 1896 concernant l'expropriation par zone pour cause d'utilité publique;

10. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures;

11. la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse;

12. loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

13. la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

14. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

15. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

16. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et abrogeant

1. la loi du 15 juillet 1969 portant réorganisation des commissariats de district;

2. la loi modifiée du 12 mai 1905 concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 11.08.2014

6712 - Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.08.2014

6713 - Projet de loi modifiant:

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les

droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.08.2014

6714 - Projet de loi portant création du système de contrôle et de sanction automatisé et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.09.2014

6715 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.09.2014

6716 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Nagoya le 29 octobre 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11.09.2014

6717 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux membres du conseil national des finances publiques

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Mars Di Bartolomeo, Député, M. Gast Gibéryen, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Claude Wiseler, Député, le 15.09.2014

6718 - Projet de loi concernant le rapport sur les paiements effectués au profit de gouvernements et portant modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et

- portant transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil;

- portant modification:

- du titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- du titre II du livre 1^{er} du Code de commerce

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 15.09.2014

6719 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 24.09.2014

6724 - Projet de loi portant approbation des Amendements au texte et aux Annexes autres que III et VII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux métaux lourds, signé à Aarhus, le 24 juin 1998

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 29.09.2014

6725 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 07.10.2014

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêtés grand-ducaux de retrait du 10 mars 2014 le projet de loi n°6584 portant modification de l'article L.413-2 du Code du Travail et le projet de loi n°6234 portant introduction d'un compte épargne-temps pour les salariés de droit privé et modifiant: 1. le Code du Travail; 2. le Code de la sécurité sociale; 3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 4. la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes ont été retirés du rôle des affaires de la Chambre des Députés le 17 mars 2014.

Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 18 juillet 2014 le projet de loi n°4367 a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 31 juillet 2014.

Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 3 octobre 2014 le pro-

jet de loi n°6464 portant organisation de l'Administration gouvernementale a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 10 octobre 2014.

4) Les pétitions ordinaires et les pétitions publiques suivantes ont été déposées:

Demande de pétition publique n°402 - Création d'une vignette payante pour les non-résidents pour des horaires spécifiques afin de circuler à Luxembourg

Dépôt: 27.06.2014 par M. Alessandro Rizzo

Demande de pétition publique n°403 - Démission du Gouvernement, des Ministres et des Membres de la Chambre des Députés

Dépôt: 04.07.2014 par M. François de Waha

Demande de pétition publique n°404 - Demande à ce que des caméras soient installées dans tout le quartier de la gare ainsi que place de Paris

Dépôt: 04.07.2014 par M. François de Waha

Demande de pétition publique n°405 - Protection des parents contre le licenciement abusif après un congé de maternité ou un congé parental

Dépôt: 07.07.2014 par Mme Liliana La Barbera-Rodrigues

Pétition n°406 - Ouverture de la piste de motocross à Schifflange

Dépôt: 11.07.2014 par M. Guy Schanen

Demande de pétition publique n°407 - Contre une extension du terme d'opération de la centrale nucléaire de Cattenom

Dépôt: 12.07.2014 par M. Yves Stocklausen

Demande de pétition publique n°408 - Fir e verbesserten öffentlechen Transport owes

Dépôt: 14.07.2014 par M. Max Fleischhauer

Demande de pétition publique n°409 - Chèques repas

Dépôt: 18.07.2014 par M. Jerry Le Vaillant

Demande de pétition publique n°410 - Réforme du divorce et de l'autorité parentale

Dépôt: 18.07.2014 par Mme Sophie Denoncin

Demande de pétition publique n°411 - Pour que les homicides involontaires sur nos routes soient plus sévèrement punis

Dépôt: 22.07.2014 par Mme Sandra Tinelli

Demande de pétition publique n°412 - Système du «Tiers Payant» pour tout le secteur médical

Dépôt: 22.07.2014 par M. Sven Fischer

Demande de pétition publique n°413 - Fir d'Afeierung vu Betreuungsgeld fir Elteren déi hir Kanner déi éischt Joren doheim wëllen encadréieren

Dépôt: 23.07.2014 par Mme Pascale Lentz

Demande de pétition publique n°414 pour une modification du trajet de la ligne de bus 205

Dépôt: 23.07.2014 par M. Patrick Lux

Demande de pétition publique n°415 pour que le TÜV remplace le contrôle technique luxembourgeois

Dépôt: 21.07.2014 par M. Jeff Muller

Demande de pétition publique n°416 - Monarchie

Dépôt: 31.07.2014 par M. Pascal Dupont

Demande de pétition publique n°417 - Ajustement des pensions

Dépôt: 31.07.2014 par M. Valentin Olinger

Demande de pétition publique n°418 fir eng Begrenzung vun der Lautstärkt vun der Musik an den Discoen, Clubs, Bars an op de Baler - Pour la limitation du volume de la musique dans les discothèques, clubs, bars et durant les bals

Dépôt: 04.08.2014 par M. Claude Hilbert

Demande de pétition publique n°419 contre les massacres insensés et cruels de baleines pilotes, dauphins et autres cétacés aux Îles Féroé

Dépôt: 05.08.2014 par Mme Yasmine Hémès

Demande de pétition publique n°420 - Steierfräi an och net un enger Indemnitët compensatoire ugerechent Primme bis 1 an 1/2 Mol de Mindestloun

Dépôt: 06.08.2014 par M. Daniel Rinck

Demande de pétition publique n°421 - Pétition pour l'uniformisation des montants des chèques repas

Dépôt: 07.08.2014 par M. François Donnay

Demande de pétition publique n°422 - Augmentation des frais de route transport routier

Dépôt: 09.08.2014 par M. Christian Depiesse



Demande de pétition publique n°423 - Retrait des plans directeurs sectoriels soumis à enquête publique en juin 2014, afin de permettre une réelle participation citoyenne

Dépôt: 14.08.2014 par M. Georges Krieger

Demande de pétition publique n°424 - Information des remboursements des frais de santé

Dépôt: 29.08.2014 par Mme Judicaële Bodet

Demande de pétition publique n°425 pour la légalisation du cannabis suivant le modèle néerlandais

Dépôt: 30.08.2014 par M. Charles Muller

Demande de pétition publique n°426 - Hydraulic Fracturing (Fracking, Schiefergasabbau)

Dépôt: 30.08.2014 par M. Mike Diedenhofen

Demande de pétition publique n°427 - Taxations et impositions sur prime de juin et 13^e mois

Dépôt: 02.09.2014 par M. Fabio Taddei

Demande de pétition publique n°428 - Plus de parkings aux abords des gares

Dépôt: 09.09.2014 par M. Gaetan Fagnart

Demande de pétition publique n°429 - Summer- a Wanterzäit

Dépôt: 13.09.2014 par M. Carlo Bretz

Pétition n°430 - Pétition contre l'Église de Moutfort

Dépôt: 10.09.2014 par M. Andrea De Cillia

Pétition n°431 - L'imposition des personnes physiques et le respect de la Convention européenne des droits de l'Homme

Dépôt: 12.08.2014 par M. Georg Krulik

Demande de pétition publique n°432 - Abolition de l'obligation de vote et remplacement dans la loi électorale par la mention du droit de vote

Dépôt: 14.09.2014 par M. Jean-Pol Braquet

Demande de pétition publique n°433 - Den Hard-Tuerm muss stoe bleiwen

Dépôt: 15.09.2014 par M. Franky Gilbertz

Demande de pétition publique n°434 - Steierlech Erliechterung fir «Familles monoparentales»

Dépôt: 15.09.2014 par M. Jean Heuschling

Demande de pétition publique n°435 - Dossier de Hellange - Rond-point de Hellange (A13 vers la Sarre) - Une catastrophe

Dépôt: 17.09.2014 par M. Christian Steiner

Demande de pétition publique n°436 - Abgabenordnung no more, Pétition pour la réforme des lois fiscales introduites par l'occupant

Dépôt: 18.09.2014 par M. Marc Faramelli

Demande de pétition publique n°437 pour le maintien de la liberté absolue des partis politiques d'établir leur liste électorale

Dépôt: 18.09.2014 par M. Philippe Meyers

Demande de pétition publique n°438 für die Kastrations-, Sterilisations- und Kennzeichnungspflicht der Katzen

Dépôt: 22.09.2014 par M. Sacha André

Demande de pétition publique n°439 - Eng 100% ofgeséichert, fair, transparent & éierlech «Kandidate-Wahl» per Internet a keng regroupéiert «Partei-Wahl» pro Wahlbüro

Dépôt: 26.09.2014 par M. Jean Krier

Pétition n°440 - Loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Dépôt: 29.09.2014 par M. Vic Fischbach

Pétition n°441 fir de Choix

Dépôt: 30.09.2014 par Mme Marcia Dechmann

Pétition n°442 géint d'Ofschafung vum Reliouns- unterrecht zu Lëtzebuerg

Dépôt: 30.09.2014 par Mme Noémie Marques

Demande de pétition publique n°443 - Opléisung vun der Organisatioun «Schutz fir d'Kand»

Dépôt: 30.09.2014 par M. Marc List

Pétition n°444 - PAP «Les Étangs» dans le lotissement «Vor Howent» à Mondorf-les-Bains - Procédures d'approbation, de réclamation et d'autorisation pour construire

Dépôt: 01.10.2014 par M. Jos Kiefer

Demande de pétition publique n°445 gegen die Legalisierung von Cannabis / contre la légalisation du cannabis

Dépôt: 03.10.2014 par M. Felix Reding

Demande de pétition publique n°446 - Instauration d'un régime matrimonial polygamique

Dépôt: 05.10.2014 par M. Manfred Reinertz

Demande de pétition publique n°447 fir eng Reform vum Punktesystem beim Führerschiin (kee Cumul vun de Punkten)

Dépôt: 05.10.2014 par M. Georges Goedert

Demande de pétition publique n°448 - La question épineuse du secteur des taxis: la loi qui règne c'est la loi du plus fort, pas la loi de l'État

Dépôt: 05.10.2014 par M. Constantin Cristache; Association: Les exploitants d'un service de taxis sur le territoire du Luxembourg

Demande de pétition publique n°449 géint d'Ofschafung vun der Allocation d'éducation/de maternité

Dépôt: 09.10.2014 par Mme Julie Alaert

Demande de pétition publique n°450 - Nee zu de Spuermooosnahmen an der Familjepolitik

Dépôt: 10.10.2014 par Mme Stéphanie Hanff

Demande de pétition publique n°451 - Nee Merci zum Ofschafung vun der Allocation d'éducation an der Allocation de maternité

Dépôt: 10.10.2014 par M. Serge Scheitler

5) Conformément à l'article 168.-(5) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, a décidé à l'unanimité de l'envoi d'un avis politique sur le document COM(2014) 344 - proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la diffusion de données satellitaires d'observation de la Terre à des fins commerciales.

6) La Commission juridique a constitué une Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» composée de M. Léon Gloden, M. Franz Fayot, M. Guy Arendt et Mme Viviane Loschetter.

7) M. Gérard Anzia remplace M. Claude Adam au sein de la Sous-commission «chargée de la préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie».

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

13. 6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal

Déclaration de recevabilité

Da proposéiere mer, fir d'Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal als recevabel ze erklären. Schléisst d'Chamber sech där Proposition un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

14. Ordre du jour

Da wëll ech lech erspueren, de ganzen Ordre du jour fir déi nächst Deeg nach eng Kéier virzeliesen. Et huet jiddwereen deen zougestallt kritt. An ech wollt lech froen, ob Dir mat deem Ordre du jour d'accord sidd.

(Assentiment)

Da soen ech lech villmools Merci a mir géifen dann zu eisem nächste Punkt iwwergeroen, dat ass déi vill erwaarten Deklaratioun vum Här Premierminister zu der allgemenger Situatioun haut an dem Budget nouvelle génération 2015.

Den Här Statsminister huet d'Wuert.

15. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären! „D'Regierung ass fest décidéiert, d'Gesamtstatsfinanzen à terme ze équilibréieren an de Marsch an d'onkontrolléiert Statsverschuldung matzäit ze stoppen. Mir dierfen der nächster Generatioun keng Chargen operleeën, déi se net packe kann. Mir dierfe keng Generatioun vu Scholdemécher ginn; déi Jonk dierfen och keng «génération remboursante» ginn.“

Dat, Här President, ass d'Meenung vun der Regierung. Dat ass eng Ausso, déi och richtig ass. Ech muss lech just soen, dass se net vu mir ass. Si ass en Extrait aus der Ried zur Lag vun der

Natioun vum Jean-Claude Juncker am Joer 2009.

Viru fënnef Joer also huet d'Regierung déi richtig Konklusioone gezunn an och déi richtig Ziler gesat. D'Resultat ass bekannt: Am Joer 2009 louch d'Statschold bei ronn fënnef an eng halfe Milliarden Euro, zejoert waren et ronn eefel Milliarden Euro. No der Absichtserklärung vum Jean-Claude Juncker am Joer 2009 huet sech d'Statschold also méi wéi verduebelt!

Dofir soen ech et haut, fënnef Joer méi spéit, nach eemol: Mir müssen d'Statsfinanzen an de Grëff kréien! Dës Kéier seet d'Regierung dat awer net nëmmen, mä mir maachen et och! Mir müssen ophalen, eng Generatioun vun de Scholdemécher ze sinn, déi Jonk dierfe keng «génération remboursante» ginn. Dat ass wouer fir d'Statsfinanzen, dat ass awer och wouer, wann et ëm eis Émwelt geet, ëm eis Loftqualität an ëm eis Drénkwaasser. Et ass och wouer, wann et ëm den Erhalt vun der Stabilitéit an eisem Sozialsystem geet.

Responsabilitéit limitéiert sech net drop, déi richtig Analysen ze maachen, mä d'Responsabilitéit ass méi: Et heescht handelen, politesche Courage beweisen an Décisiounen huelen, och wa se schwéier oder onpopulär sinn.

Et ass elo héich Zäit, fir beim Budget 2015 déi néideg Korrekture virzuelen. Mir kënnen ganz bestëmmt net alles an engem Joer, an engem Budget ëmdréinen. Den éischte Schrott awer muss haut geschéien! An dee Schrott ass den Ufank vun engem Wee, fir nei Perspektiven ze schafen.

Erlaabt mer, a kuerze Wierder de Point ze maachen, wou mer haut stinn: D'Land ass enorm gewuess. An de leschten zéng Joer ass d'Populatioun ëm ronn 100.000 Awunner an d'Luucht gaangen. D'Zuel vun de Leit, déi all Dag bei eis schaffe kommen, ass och stänneg geklommen, esou dass haut 60.000 méi Frontalieren all Dag iwwert d'Grenze komme wéi virun zéng Joer.

Et muss eis bewusst ginn, dass Lëtzebuerg sech an deene leschte Jore staark entwéckelt huet an domadder d'Erausforderungen an alle Beräicher och méi grouss gi sinn. Op eise Stroossen, an eisem éffentlechen Transport, an de Büroen, an de Schoulen, Geschäfte, Restauranten an Haiser sinn haut 160.000 méi Leit wéi virun zéng Joer.

An deemselwechten Zäitraum ass eis Ekonomie éischer bescheide gewuess. Eis Statschold ass awer explodéiert: vu knapp 1,7 Milliard am Joer 2004 op iwwer eefel Milliarden am Joer 2013! Dat ass keng abstrakt Zuel. Dat si reell Suen, déi de Stat an der Kräid steet a fir déi mir eleng d'lescht Joer iwwer 200 Milliounen Euro Zënse bezuelt hunn. Jo, 200 Milliounen Euro Zënse bezuelt hunn!

Eis Statschold louch am Joer 2004 bei ronn 870 Euro pro Awunner. Haut kommen op all Awunner, op jiddwereen Eenzele 14.000 Euro! Jiddwereen, egal wéi jonk, wéi al, wéi kleng oder wéi grouss, jiddwereen dréit den Ament eng Statschold vu 14.000 Euro.

Dat ass d'Realitéit. Dat ass keng Floskel, mä eng Tatsaach, wann ech soen, dass mer déi lescht Joren iwwer eis Verhältnissen gelieft hunn. An obschonns vill Suen aus der Keess erausgaange sinn, a méi wéi der erakoumen, sinn noutwendeg Investitioune vernoléisseg ginn.

Ech fannen et jiddefalls net normal, dass mer eng Strof vun zwou Milliounen Euro bezuelt hunn, plus all Dag 2.000 Euro (veuillez lire: 2.800 Euro) op Bréissel müssen iwwerweisen, well eis Kläranlagen net de Standards entsprechen. Bis 2018 hu mer iwwer sechs Milliounen bezuelt, just well wichteg Investitioune am Beräich vun der Waasserqualität verschleeft goufen. Dat ass en irresponsabelen Émgang mat der Émwelt an och gradesou en irresponsabelen Émgang mat de Statsfinanzen.

Dat nächst Joer géif et dramatesch ausgesinn, wann een alles géif weider lafe loosse, wéi dat leider laang de Fall war. Duerch d'Ewechfale vum Commerce électronique feelen iwwer 700 Milliounen op der Recettësäit. Dat ass zanter siwe Joer gewosst - net zanter gëschter! -, siwe Joer, wou keen d'Responsabilitéit geholl huet an néischt ënnerholl gouf, fir dat Lach ze stoppen.

Iwwer 700 Milliounen pro Joer manner fir sozial Leeschtungen ze bezuelen, fir de Gesondheitsystem ze finanzéieren, fir an der Recherche ze investéieren, fir Schoulen, Stroossen a Schinnen ze bauen. 700 Milliounen Euro, dat entsprécht praktesch zéng neie Lycéeën, wéi mer een am Kanton Clief wëlle bauen. An dat, wéi gesot, all Joer! Zéng nei Lycéeën all Joer, déi mer hätte baue kënnen!

Dat ass d'Realitéit. Mir hu vun 2015 un iwwer 700 Milliounen Euro manner an der Keess. Et gouf an der Vergaangenheet awer néischt gemaach, fir dat opzefänken - am Contraire! Mat enger Recette, vun där ee wousst, dass se zäitlech limitéiert ass, goufe sech Ausgabe ge-

leescht, déi net zäitlech limitéiert sinn.

Fir en Deel vun deem ze kompenséieren, wat hei all Joer op der Recettësäit feelt, huet d'Regierung elo missen déi eenzel TVA-Tauxen an d'Luucht setzen. Dat bréngt eis zousätzlech Recetten, huet awer e limitéierten Impakt op den Alldag vun de Leit: Zwee Dréttel vun de Wueren, déi een all Dag am Supermarché keeft, bleiwen an deem superreduzierten Taux vun 3%.

D'Regierung ass doriwwer eraus och amgang, eng déif gräifend Steierreform ze preparéieren, fir de Mëtzelstandsbockel ofzebauen. Déi Steierreform orientéiert sech nom Prinzip vun der Gerechtheet fir d'Ménagen an der Kompetitivitéit vun eise Betriber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Joren ass en Defizit am Budget mat Scholde kompenséiert ginn. D'Rechnung gouf einfach un déi nächst Generatioun weidergereicht.

D'Regierung ass ugetruede mat der Absicht, deem entgéintzewierken an d'Schéier téschent Ausgaben a Recetté lues awer sécher zouzemaachen. Dat mécht een net aus Freed um Spueren. Et geet ganz einfach net anescht!

Mir hunn eng Responsabilitéit, déi wäit iwwert de Budget 2015 erausgeet an déi sech och net op eng Legislaturperiod begrenzt. Mir allegueren droe Verantwortung, net nëmme fir eis selwer, mä och fir d'Generatiounen, déi no eis kommen. Et geet drëms, d'Zukunft ze preparéieren an nei Perspektiven ze schafen, nei Perspektive fir Lëtzebuerg.

An de leschte Wochen a Méint krut d'Regierung eng Rei Froe gestallt. Verrieder vun der Opposition, Journalisten an e sëllegen interesséiert Leit hu Ministère a Ministeren a Statssekretären ausgefrot. Dat ass legitim, verständlech an och novollzéierbar.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Dir sidd als Verrieder vum Vollek verpflichtet, d'Regierung ze kontrolléieren an och ze hannerfroen. Dir sidd an Ärem Rôle an d'Regierung ass beméit, déi Froen och am Intérêt vun der Transparenz ze beäntweren. D'Press zu Lëtzebuerg mécht och hir Aarbecht gewëssenhaft a professionell. Et gëtt ee sech net zefridde mat Kommunikatioun an eng Richtung, mä et gëtt nogefrot, nagesicht an och nogeduecht.

Ech begrëssen dat ausdrécklech an ech freeë mech, an engem Land dierfen ze liewen, wou demokratesch Regele gëllen an och applizéiert ginn.

Déi lescht Méint huet d'Regierung awer dacks missen d'Éffentlechkeet verträtschten a soen, dass se néischt wäert soen. Dat net, well een net wollt kommunizéieren, mä well een net konnt, well et irresponsabel gewiescht wier!

Et gouf intensiv geschafft. Mir hu Gesetzesinitiative geholl, Projeten op de Wee bruecht, néideg Reforme goufe schonn ëmgesat, anerer an d'Weeër geleet:

- De System vun de Studentebourse gouf reforméiert.

- D'Plans sectoriels goufen ausgeschafft an op de Wee bruecht.

- Mir hunn an enger Rekordzäit dat sougenannt „Omnibusgesetz“ déposéiert. Dat huet e ganz groussen Impakt op d'Veinfachung vun de Prozeduren.

- De Pacte Logement gouf reforméiert.

- Op gesellschaftspoliteschem Plang si wichteg Gesetze gestëmmt ginn.

- Et gouf e komplett neit Gesetz iwwert de Fonctionnement vum Geheimdénsgscht ausgeschafft etcetera, etcetera.

Donieft gouf awer och de Budget vun deem Joer (veuillez lire: vun 2014) amendéiert an déposéiert, woubäi e Spuerreffort vun iwwer 230 Milliounen Euro konnt erreicht ginn. En zweete Budgetsprojete déposéiert a kommentéiert de Finanzminister muer hei an der Chamber.

Am Kader vun der Opstellung vun deem Budget 2015 si Projeten, Mesuren a Programmer studéiert an analyséiert ginn. Et ass gepréift ginn, wat déi eventuell Répercussioone si vun Entscheedungen, déi am Raum stoungen.

Et wär falsch gewiescht, fir public ze maachen, wat net sprochräif ass. Eng Regierung ka sech net erlaben, Mesuren ze annonciéieren an duerno ze mierken, dass se d'Strooss net halen. Décisiounen, déi op Regierungsniveau geholl ginn, changéieren d'Liewe vu ville Leit. Dat ass eng grouss Verantwortung, mat där een net liichtfankeg emgeet.

Mam Budget kënnen mer elo konkret Projeten, Mesuren a Programmer presentéieren an domat nei Diere fir d'Land opmaachen. Mir innovéieren an der Method an um Inhalt vun eiser Politik. Esou hu mer an de leschten zwee Regierungsréit nieft dem Budget och eng Loi de



mise en œuvre finaliséiert an ugeholl. Duerch deen Text ginn am Ganzen 43 Gesetzer ofgeännert oder nei geschriwwen. Derbäi kommen och nach 28 groussherzoglech Reglementer.

Déi Loi de mise en œuvre betrëfft d'Ëmsetzung vum engem Katalog vu Mesuren a gëtt muer zesumme mam Budget vum Finanzminister déposéiert. Et geet drëms, de Stat ze entstëbsen, méi effikass ze maachen an op nei Eerausforderungen ze preparéieren. Et geet drëms, nei Perspektiven ze schafen. Mir wäerten och an den nächste Joren all Kéiers mam Budgetsprojert eng Loi de mise en œuvre déposéieren an domat eng nei Dynamik schafen an e Moderniséierungsprozess vun eisem Statsapparat endlech kréien.

D'Regierung huet sech kloer Prioritéite gi fir déi nächst Joren: d'Ekonomie méi breet opstellen, de Finanzsektor prett maache fir eng nei Etapp, Schoul an Ausbildung un d'Realitéit upassen an de Chômage bekämpfen. D'Famillje gi méi geziilt ënnerstëtzt an d'Kanner ginn an de Mëttelpunkt gesat. D'Entreprisë gi gestärkt an déi administrativ Hürde ginn ofgebaut.

Mir hunn och ambitiéis Ziler am Logement, d'Mobilitéit gëtt en Haaptsujet an den nächste Joren, de Stat investéiert massiv an d'Recherche an och an d'Infrastrukturen. Mir investéieren an d'Zukunft - mat engem Invest vum 3,5% vum PIB läit deen Taux praktesch duebel esou héich wéi d'Moyenne an der Europäescher Unioun.

D'Politik vu Reorientéierung, Moderniséierung an Investitioun an d'Zukunft wäert sech am Statsbudget och reflektéieren. En héijen Investitionsniveau ass a bleift noutwendeg, fir dass eist Land sech och weider entwéckelt.

Eis Dépensen an Investitiounen mussen awer besser iwwerluecht a méi cibléiert sinn:

Duerch e groussen Effort vu villen engagéierte Leit an de Ministère an och vun de Ministere gouf an de leschte Méint e Screening gemaach vun den Ausgabe vum Stat. Allméiglech Elementer sinn do op den Dësch komm, an déi Leit, déi all Dag um Terrain schaffen, hu sech un enger neier Aart a Weis vum Budgetopstellung bedeelegt. Esou goufen Honnerte Proposen analyséiert, wéi een de Stat méi effizient kann organiséieren, wou et Inkohärenze ginn a wéi een och d'Servicer vum Stat méi gerecht ka gestalten.

D'Regierung huet sech op d'Konklusiounen aus insgesamt 19 Aarbechtsgruppe baséiert. Et gouf en Zukunftspak ausgeschafft, deen enger-säits eng nei Politik ëmsetzt, mä och eng méi effikass Organisatioun vum Stat als Zil huet. Dat Zil wëlle mer zesummen errechen, fir dass aus deem „Zukunftspak“ en „Zukunftspakt“ fir eist Land gëtt an Zukunftsperspektive geschafte gi fir déi Leit, déi hei wunnen an och hei schafften.

Et geet ëm d'Moderniséierung vu Lëtzebuerg. An et ass e kloert Engagement, fir méi gewësenhaft ze sinn, wann et ëm d'Ausgabe vum Stat geet. Dat heescht, dass ee sech och op dat konzentréiert, wat och wierklech Sënn mécht, dass een d'Käschte reduzéiert an d'Geïsskan ewechpaakt.

Mir hunn 258 Mesuren an deem Zukunftspak zréckbehalen, Mesuren, déi sech op véier Prinzipie baséieren: méi responsabel mat Steiersuen ëmgoen, méi Fairness a Gerechtheit bei den Ausgaben a Recetten hierstellen, méi e moderne Statsapparat a méi e modern Land schafen an eng nei Politik ëmsetzen, wéi se och am Regierungsprogramm festgehalte gouf.

De Stat huet haut op ville Plazen Dépensen, déi net onbedéngt néideg an och net onbedéngt sënnavoll sinn, Ausgaben, déi ee muss hannerfroen. D'Regierung huet dat gemaach an eng ganz Rëtsch vu Mesuren zréckbehalen. Et sinn dat méi kleng Posten; et si méi grousser. Et si Subventiounen, wou et u Wäitsicht feelt oder wou d'Kritären net kloer genuch definéiert sinn.

Ech nenne just als Beispill d'Indemnitéiten am Bausektor bei Intempérien, also schlechte Wiederkonditiounen. Geduecht ass dat, fir d'Entreprisën ze entlaaschten, wann déi bei engem schwéiere Wanter deeg- oder wochelaang net kënnen schaffen. Et bestinn awer Lacunne bei de Kritären, sou dass muss nogebessert ginn. An dat mécht d'Regierung, andeems een déi Hëllef effektiv op d'Wanterméint reduzéiert.

Wann ech soen: „Méi responsabel mat Steiersuen ëmgoen“, dann heescht dat, allgemeng och méi gewësenhaft sinn. Dofir plafoneiere mer och zum Beispill d'Honorairé vum den Architekten an de Bureaux d'études bei Projete vum Stat. Esou ginn d'Honorairen an Zukunft opgrond vum engem Fixis iwwer d'Käschte vum Projet am Virus dividéiert. Falls de Projet um Enn méi deier gëtt wéi geplangt, ginn d'Frais net, wéi bis elo, och prozentual mat

an d'Luucht.

Um Niveau vun de Subventiounen an den Hëllef, déi de Stat accordéiert, gi mer méi cibléiert vir. Mir encouragéieren ausdrécklech den Effort vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, fir a Richtung vun enger Fusioun ze goen, wat de Subsid vum Stat dann och reduzéiert.

Méi responsabel mat Steiersuen ëmgoen heescht och zum Beispill, dass ee verschidde Subventiounen fir d'Salariatskummer erofsetzt, well déi sech am Prinzip iwwer eege Cotisatiounen finanzéiert.

D'Beriber droen zu enger Konsolidéierung vum Budget bäi, andeems si sech zum Beispill verstärkt selwer un de Formations continues fir Mataarbechter bedeelegen.

D'Aides aux entreprises ginn op de Leescht geholl an d'Bewäertung vun den Dossiere wäert méi kritesch ginn. De Stat ënnerstëtzt weider op ganz héijem Niveau Start-ups an innovativen Entrepreneurship. Allerdéngs wäert ee méi prezis analyséieren, wat den „return on invest“ ass. De Gesamtbudget fir déi Hëllef wäert esou substanzuell reduzéiert ginn an trotzdeem dat gewënschent Resultat bréngen. Cibléiert an net Geïsskan, effikass an net ondiffereziéiert!

De Stat wäert a ville Beräicher méi streng kontrolléieren an esou Abusen évitéieren. Dat heescht zum Beispill, dass d'Steierverwaltung personell opgestockt gëtt. D'Lutte géint Schwarzarbeitscheit a Steuerhannerzierung gëtt verstärkt. Dat heescht och, dass am Beräich vun de Sozialleeschungen an de Prestatiounen, déi iwwer de Fonds national de solidarité ausbezelt ginn, besser opgepasst gëtt, fir Abusen ze évitéieren. Steiergerechtheit muss fir jiddweree gëllen. Fuddelen a sech Avantage verschafen, Leeschtungen an Usproch huelen, déi een net zegutt huet: Dat kascht d'Allgemengheit vill Suen, an dat wëlle mer net toleréieren.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg en exzellente an ee vun deene beschte Sozialsystemer an Europa. Fir dass dat trotz manner Wirtschaftswuesstum op där enger Säit a méi laanger Liewenserwaardung a verbesserter Medezin op där anerer Säit och esou bleift, muss mer den Equilibre tëschent Recetten an Dépensen am A behalen.

De Budget vun der sozialer Ofsécherung ass mat ronngemengem Véierel vun den Ausgaben deen dëckste Posten am Statsbudget. Fir Cotisatiounserhéijungen ze verhënnern an awer gläichzäitig un eisem Sozialmodell festhalten ze kënnen, mussen eis sozial Investissementer an d'Wuel vun de Bierger méi geziilt a méi effizient ausgeriicht ginn.

An der Krankeversécherung gëtt d'Gesondheitsreform weider ëmgesat. Méi Transparenz an d'Méiglechkeet vun engem Benchmarking tëschent den Acteuren sollen erreicht ginn. Den digitale Patientendossier, de Referenzdokter an eng nei Nomenclature sinn dobäi wichtige Instrumenter, fir dës Ziler an der Praxis ëmzesetzen. Och d'Mutualisatioun vun enger Rei vu Servicer an de Spideeler hëllef, d'Käschten an de Grëff ze kréien.

An der Pensiounsversécherung maache mir 2016 e Bilan vun der Pensiounsreform. An elo scho gi mer e Projet am Beräich Individualisatioun vun de Pensiounen un, dee sougenannt „Splitting“.

An der Fleegeversécherung hu beim Débat de consultation am Parlament all d'Parteien eng breet Zoustëmmung bruecht fir d'Erhalen, mä och d'Moderniséierung an d'Upassung vum bestehende System. Bis Mëtt 2015 gëtt der Chamber e Gesetzestext ënnerbreet, deen deem och wäert Rechnung droen.

An der Onfallversécherung gëtt e Bonus-Malus-System presentéiert, deen déi Entreprisë beloungt, déi déi néideg Efforte maachen an duerch en Investissement an d'Sécherheit an an d'Gesondheet d'Accidenter op der Aarbechtsplaz am Grëff behalen. D'Käschte sollen net op d'Allgemengheit ofgewälzt ginn, mä responsabelt Handele soll och beloungt ginn.

Wat d'Mutualitéit vun den Entreprisë betrëfft, ass d'Regierung gewëllt, och an Zukunft hiren Apport ze ginn. Allerdéngs ass d'Zäit vun der Bilanzéierung fënnel Joer no der Aféierung vum Statut unique komm an d'Participatioun vum Stat an der Mutualitéit soll a Relatioun zum initialen Objektiv gesat ginn, fir mëttelfristeg den Absentéismus ze verhënnern.

Nieft enger direkter, awer limitéierter finanzieller Bedeelegung vum Stat an der Mutualitéit gëtt de Contrôle médical renforçéiert, wat de Stat an enger éischer Phas Sue kascht, awer mëttelfristeg fir méi Gerechtheit suert. Am Aarbechtsgrupp a haut niveau iwwer den Absentéismus gëtt zesumme mat all den Acteuren e Plang ausgeschafft, deen och ëmgesat gëtt.

Méi responsabel mat Steiersuen ëmgoe bedeit och, dass et Changementen an der eegener Géranche beim Stat muss ginn. Et hu sech iwwer Jore Gewunnechte festgesat an et goufe sech Saache gelescht, déi den Ament net méi ze vertriebe sinn. Dat sinn zum Beispill e sëlliche Servicer, déi outgesourct goufen, déi de Stat awer selwer kann a muss géieren. Ee Beispill: Wann ee weess, dass haut den État-major vun der Arméi opgepasst kritt vun enger privater Sécherheetsfirma, wou och Membere vum Militär kéinte sëtzen; nee, am Moment sëtzt do eng privat Sécherheetsfirma! Et ginn eng Rëtsch vu Beispiller.

Den Ament kann de Stat sech et dann awer och net leeschten, eng Rei Servicer gratis ze ofréieren. Dat gëllt, fir hei just e Beispill ze nennen, fir d'Autorisatioun vun engem Medikament, wat op de Lëtzebuurger Marché kënn. Bis elo huet dat fir de Produzent weineg oder näischt kascht. An Zukunft muss, esou wéi an anere Länner, och dofir eng Tax bezelt ginn.

Wann d'Regierung sech virgeholl huet, anescht mat Steiersuen ëmzegoen, da wäert dobäi, wéi gesot, och de Prinzip vun der Gerechtheit a vun der Fairness applizéiert ginn. Et ass zum Beispill schwéier ze verstoen, dass Leit, déi beim Stat schaffen an dann an d'Pensioun ginn, de Rescht vun hirem Jorescongé ugerechent oder ausbezelt kréien, onofhängeg dovun, a wéi ee Mount vum Joer déi Demissioun (veuillez lire: déi Mise à la retraite) fält. Dat heescht, een, deen am Januar ophält, kritt bis Dezember awer de Congé gerechent. An Zukunft gëtt dat, wéi am Privatsektor, proratiséiert. Den Trimestre de faveur gëtt ofgeschafft. E Beamten, deen a Pensioun geet, kritt vum éischen Dag un, wou en an der Pensioun ass, och eng Pensioun, an net, wéi bis elo, nach dräi Méint laang seng Pai.

Am Enseignement secondaire ginn an Zukunft nëmmen nach déi Stonnen ausbezelt, déi och reell prestéiert ginn. An am Fondamental garantéiere mer duerch manner administrativen Opwand a manner Concertatioun méi Präsenz vun den Enseignanté virun hire Klassen.

Nëmme fair a gerecht ass et awer och, dass an Zukunft en Deel vun de Fraisé fir Polizeipräsenz bei private Manifestatiounen vum Organisateur iwwerholl ginn. An nëmme gerecht ass et zum Beispill, dass bei Aiden am Beräich Logement de Revenu vum Demandeur mat considéiert an esou eng Ennerstëtzung plafoneiert gëtt. Dat wäert an Zukunft och fir d'Zënsbonifikatioun gëllen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn hei just enzel Beispiller erausgegraff fir ze weisen, dass d'Regierung vill verschidde Mesuren zréckbehalen huet, déi awer all gutt iwwerluecht sinn an emol méi, emol manner Sue fir de Statsbudget ausmaachen. Et sinn iwwer 250 Mesuren, déi sech an engem Zukunftspak erëmfannen. De Pak ass muer a senger Integralitéit um Internet ze fannen, zesumme mam integrale Budgetsprojert. Do ass dann och nozeliesen, wat all enzel Mesure fir eng Répercussiou op de Budget huet. Et ass kee Spuerpak, an dofir nennen ech en och net esou. Jo, mir stabiliséieren d'Finanzen a mir spueren Suen. Mir mussen Sue spueren, well et néideg ass. Mä d'Regierung huet vun Ufank u gesot, dass den Effort kee Selbstzweck dierf sinn. Eng Haaptachs vun eisem Zukunftspak ass och d'Moderniséierung vum Statsapparat an d'Moderniséierung vum Land.

Um Niveau vum Stat wäert d'Regierung ganz verstärkt op de Wee vum eGovernment goen. Gedréckte Publikatiounen ginn etappeweis ofgebaut zugonschte vun enger digitaler Gestiou. Dat gëllt och fir de Courier, wou de Pabeier successiv ofgeschafft gëtt. D'Administratioun solle méi effizient fonctionnéieren a Prozeduren, déi net méi an d'Zäit passen, ginn auslaffe gelooss.

Ee vun de Piliere vun der Diversifizéierung vun eiser Ekonomie ass den IT-Sektor. Et goufen an de leschte Jore grouss Efforte gemaach, fir d'Infrastrukturen am Beräich vun der Dateniwerdroung an der Datesécherheit auszebauen. Lëtzebuerg entwéckelt sech zu enger Referenz an der digitaler Welt. Am Alldag an am Fonctionnement vum Stat erkennt een dat awer nach net genuch. D'Regierung mécht dofir och weider Démarchen, fir méi fortschrittlech a méi zäitgeméiss ze fonctionnéieren.

De Kritär vun der Moderniséierung soll och gëlle bei der Approche vun de Subventiounen, déi de Stat a verschidde Beräicher accordéiert. Esou wäert zum Beispill d'Pressehëllef reforméiert ginn. D'Regierung ass der Meinung, dass eng qualitativ héichwäerteg Press an d'Pluralitéit e Piliere vun eiser Demokratie sinn, a mir wäerten och dofir weider un der Pressehëllef festhalten. De Gesamtbudget bleibt d'selwecht. Allerdéngs wäert en nei opgedeelt ginn, esou dass en Deel vun der Ennerstëtzung fir Online-Medie reservéiert gëtt. Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

d'Eerausforderungen, virun deenen eist Land steet, limitéiere sech awer net op d'Statsfinanzen. E gesonde Budget ass d'Viraussetzung an et ass eng Konditioun, fir Lëtzebuerg nei Perspektive kënnen ze ginn. Den Effort, dee mer awer haut mussen maachen, ass méi breet.

Et gëllt haut ze agéieren, fir den Zuch nees riicht op d'Schinnen ze setzen, deen amgaang ass ze entgleisen. Mir hunn Defiziter a verschidde Beräicher, déi mussen opgeholl ginn. A mir risquéieren Defiziter an anere Beräicher ze kréien, wa mer net alles maachen, fir dat och ze verhënnern.

D'Politik leeft dacks laanscht d'Realitéit. Amplaz wichteg Akzenter ze setzen, fir eng falsch Entwécklung ze stoppen, gouf laang nogekuckt oder gepléischert. Dat gëllt fir de Beräich vun der Umwelt, wou Lëtzebuerg Nohuelbedarf huet. Mir mussen eis Ressourcë besser schützen an op dat oppassen, wat mer hunn. Et heescht awer och, déi néideg Infrastrukturen ze schafen an derfir ze suergen, dass e Wuesstum vun der Populatioun net zu enger Reduzéierung vun der Liewensqualitéit féiert. An et heescht och, den Encadrement, deen de Stat soll ofréieren, esou gestalten, dass en der Réalitéit gerecht gëtt.

Nei Perspektive fir Lëtzebuerg heescht och nei Perspektive fir d'Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen a schaffen. Dat fänkt u bei deene ganz Klengen, bei de Kanner, déi haut op d'Welt kommen an d'Zukunft vun eisem Land duerstellen. D'Regierung stellt si an den Zentrum vun enger neier Familljepolitik.

Et gëllt och, méi sënnavoll, méi cibléiert a méi no un der Réalitéit ze agéieren. Mir stelle fest, dass mer haut e System hunn, wou de Stat zwar vill Leeschtungen ausbezelt - esou vill wéi néierens soss an Europa -, den Aarmutrisiko awer net erofgeet - an d'Zuele vu gëschter beweisen et och - an déi prekär Situatioun och un Generatioun zu Generatioun weiderverierft gëtt. Dofir konzentréiert d'Regierung sech manner op d'Geld a méi op Sachleeschungen. Eng effikass Familljepolitik léist sech nämlech net dorunner moossen, wéi vill Suen een ausgëtt. Eng effikass Familljepolitik moosst sech un de Resultater, déi erauskommen fir d'Familljen a besonnesch fir d'Kanner. D'Regierung akzeptéiert net, dass virun allem elengerzéiend Elterendeeler engem extrem héijen Aarmutrisiko ausgesetzt sinn.

D'Realitéit ass, dass haut méi wéi all zweete Mariage gescheet gëtt. D'Halschent vun all de monoparentale Ménagen hu Revenuen, déi ënner der Aarmutsgrenz leien, a bal 90% vun de Familles monoparentales si Fraen. All fënnel Fra, déi eleng mat hirem Kand ass, muss mam RMG eens ginn. Si an hir Kanner lieve permanent am Risque, an d'Aarmut ze falen.

All Dag kritt d'Familljeministesche Bréiwer vu jonke Mammen, déi sech aus der Berufstätigkeit zréckgezunn an e Stéck wäit blann op hire Partner verlooss hunn. Um Enn sté se net nëmme virun de Schierbele vun hirem Beziung, mä dacks och nach mat hirem klengen Kand op der Strooss. Déi Kanner, déi Schicksaler kënnen eis dach net egal sinn! A wa mer dat net wëllen, da kënnen mer net gläichzäitig weiderfueren, duerch Primmen an Allocatiounen de Message ze ginn, dass et vum Stat gewünscht ass, dass jonk Frae ganz ophale mat schaffen. Well déi finanziell Ennerstëtzung, déi den Ament ausbezelt gëtt, zum Beispill bei der Allocation d'éducation, ass net héich a virun allem ass se och zäitlech begrenzt.

Ronn 20 Méint gëtt déi Allocatioun ausbezelt an duerno huet deen, deen déi Sue krut, keng Allocatioun méi; d'Frais awer lafen d'selwecht weider. Net zäitlech begrenzt ass d'Ofhängegkeet, an déi mer leider virun allem d'Frae stierzen, eng Ofhängegkeet vum Stat an eng Ofhängegkeet vum Partner, déi vill Fraen an domat och hir Kanner an d'Aarmutsfal dreift.

Mir sinn eis als Regierung eens, dass eng wierklech Familljepolitik déi ass, déi de Leit, de Fraen a virun allem de Kanner Zukunftsperspektiven ofréiert. Wéi zum Beispill de Congé parental: Béd Partner kënnen dovunner profitéieren, hir sozial Rechter lafe weider, grad ewéi och hir Carrière. Contrairement zu der Allocation d'éducation ass beim Congé parental d'Aarbechtsplaz och gesécher.

Dofir hu mer decidéiert, d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité auslaffen ze loossen. De Congé parental bleift selbstverständlech bestoen. En huet de Praxistest bestanen a sech als Deel vun enger moderner Familljepolitik bewährt.

D'Allocation d'éducation mécht 485 Euro pro



Mount aus, an eng Fra huet en Urecht drop nom Congé de maternité, bis dass d'Kand zwee Joer al ass, dat awer nëmme ënnert der Konditioun, dass se de Congé parental net hëlt, mä dass se hir Aarbecht also kënnegt oder dass hiert Akommes ënner engem gewësse Montant läit.

D'Allocation de maternité vun 184 Euro (veuille lire: 194 Euro) pro Woch kritt och nëmme eng Fra, déi net schaffe geet - déi also keng Perte vu Revenu huet - an e Kand op d'Welt bréngt, aacht Woche virun an aacht Wochen no der Gebuert.

Déi Mammen, déi am Moment dës Allocatioun kréien, behale se och weiderhin. D'Regierung geet net hin an ignoréiert d'Pläng, déi d'Familje scho laang fir sech getraff hunn. Fir künfte Gebueren nom Stéchdatum vum Akraaftriede vun dësem Gesetz wäert et dës Allocatiounen awer net méi ginn.

Jo, et ass richteg, dass dat hei ongeféier 75 Milliounen Euro (veuille lire: 75 Milliounen Euro d'Joer) am Statsbudget ausmécht. Et ass awer keng isoléiert Mesure, mä en Deel vun enger méi nohalteger Familljepolitik, engem Paradigmewissel, un deem d'Regierung weider schafft.

D'Regierung wäert am Gégenzuch d'Frae méi staark wéi bis elo ënnerstëtzen, fir finanziell onofhängeg ze ginn. Den RMG (revenu minimum garanti) gëtt esou iwwerschaaft, dass der prekärer Situatioun vun de Familles monoparentales méi Rechnung gedroe gëtt.

Wann d'Rahmebedéngunge stëmmen, wann d'Eltere wëssen, dass hir Kanner a gudden Hän sinn an där Zäit, wou si sech net selwer kënnen ëm se këmmere, da si se fräi, hiert Liewen och selwer ze organiséieren. Vill eleng-erzéiend jonk Fraen am RMG bleiwen am Moment doheem, well se keen anere Choix hunn. Fir aus där prekärer Situatioun erauszekommen, fir nees Perspektiven ze hunn, mussen déi Fraen déi noutwendeg Voraussetzungen hunn, fir kënnen schaffen ze goen an esou e Wee och aus der Prekaritéit ze fannen.

De Problem bei enger Trennung ass quasi ëmmer d'Ofhängegkeet vun der Fra, hir finanziell Situatioun an d'Organisatioun mat de Kanner, wann een op eng kéier eleng mat hinnen ass. Well och déi Frae wëllen dat Beschit fir hir Kanner. Well och déi Frae wëllen déi beschit Zukunftschancen. Och déi Frae wëllen e Liewe féieren, wat se selwer organiséieren, mat hiren eegene Suen an hirem fräie Choix!

Ech wëll op dëser Plaz drop hiweisen, dass d'Regierung net eleng dosteet mat dëser Approche a mat hirer Analys. Et ass keng ideologesch Iddi a kee Spuerwahn, déi sech hanner enger Neiausrichtung vun der Familljepolitik verstopen. Et ass eng Politik, déi d'Realitäten unerkennt.

De Porte-parole vun der Caritas huet déi viert Woch an engem Televisiounsinterview genee deen nämlechte Constat gemaach an déi nämlechte Konklusioun gezunn. Och d'Caritas ass der Meinung, dass et falsch ass, d'Fraen dohinner ze drécken, wou se um Enn, an ech zitieren: „mam Fanger am Mond dostinn“. Da wär et „hautdesdaags méi sennvoll, eng Fra kuckt derno, dass si hir eegen Zukunft plangt, no hirer beruflecher Entwécklung kuckt an hirer Pensioun, wéi dass se seet, se kritt Geld vum Stat, fir dass se kann doheem bleiwen, onofhängeg dervun, dass déi Suen net géifen duergoen.“ Dat seet d'Caritas, déi sécher net als Lobbygrupp fir d'Regierung ka betruuecht ginn, mä déi am Intérêt vun deene sozial méi schwache Leit an am Intérêt vun de Famillje schwätzt.

D'Familljepolitik vun der Regierung huet als Zil, méi a besser Zukunftschancen ze schafen. Dofir si mir och net bereet, als Fatalitéit ze akzeptéieren, dass all zéngte Schüler eis Schoul haut ouni Ofschluss verléisst, dass d'Zuel vun de Schüler, déi mer an de Préparatoire orientéieren, vu Joer zu Joer klëmmt, dass 70% vun eise Schüler mindestens eemol duergelaff sinn. D'Ursaache fir dës Echéec sinn an deene meeschte Fäll d'Sproochen. Lëtzebuurger Kanner mat Problemer an der Schoul ginn écartéiert wéinst Schwieregkeeten am Franséischen. Kanner aus Famillje mat Migratiounshannergrond ginn dacks écartéiert, well se Schwieregkeeten am Däitschen hunn.

D'Regierung steet zu der Méisproochegkeet vun eise Schoulssystem an zu der Méisproochegkeet als Fundament vun eiser Gesellschaft. Dofir wëlle mer kee Bildungs- a Betreuungssystem ënnerstëtzen, deen d'Kanner laanscht d'Realiteit vun eiser Gesellschaft féiert. Den Ament ass dat awer de Fall!

Kanner aus Familljen, wou doheem kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt, fanne mer meeschtens a private Strukturen erëm, wou d'Franséisch d'Emgangssprooch ass. Bei der éischer Aschoulung kënn dann déi grouss Iwwerrasschung. D'Course sinn nämlech op Lëtzebuergesch an d'Alphabetiséierung ass dann op Däitsch. Op där anerer Säit si lëtzebuergesch Kanner, déi mer onbedéngt op déi méisproocheg Situatioun vun eiser Gesellschaft mussen virbereeden, awer an der Majoritéit a Strukturen, wou just Lëtzebuergesch geféiert gëtt. Domat schafe mer keng Zukunftsperspektiven, mä et ass eng Preparatioun fir den Echéec an der Schoul.

Dofir wäert d'Regierung fir d'Kanner vun engem bis dräi Joer e generellen Zougank zu enger Sproochefördererung aféieren. Déi wäert sech um Rhythmus vun der Schoul orientéieren. Dat bedeit, dass an den Zäiten, wou och déi effentlech Schoul fonctionnéiert, d'Kannerbetreuer gratis gëtt. An deenen Horairé gëtt och eng Sproochefördererung offréiert. Dat ass e Paradigmewissel am Beräich vun der Fördereung vu klengen Kanner an et ass e wichtige Schrëtt am Sënn vun der Chancéglichheet a vun der Integratioun.

Dës wäert och eng staark finanziell Entlastung vun den Eltere mat Kanner tëschent engem an dräi Joer bedeiten. D'Detailer vum System, dee soll en place gesat ginn, ass den Educatiounsminister amgaangen auszuschaffen a mat de Concernéierten ze klären. Et ass awer haut scho kloer, dass d'Ausgabe fir d'Kannerbetreuer bei jonken Eltere mat klengen Kanner tëschent engem an dräi Joer sech op e Brochdeel vun deem wäerte reduzéieren, wat si haut iwwert de Chèque-service bezuelen.

Mir schaffen doriwier eraus un enger Reform vum Appui pédagogique an der Grondschoul, deen et soll erlaben, fir de Kanner mat schulesche Schwieregkeete méi staark ënnert d'Äerm ze gräife wéi bis elo. D'niert gëtt un engem Modell geschafft, fir déi ugespaant Situatioun am Beräich vun den Hausaufgabenhelfer ze entschärfen, an d'Offer fir Kanner mat sougenannten „Dys-Problematiken“ a mat Verhalensopfällegkeete gëtt ausgebaut. Dat ass wichtig fir déi betraffe Kanner, hir Elteren, an et entlastet d'Enseignanten, déi oft haut mat där schwiereger Situatioun eleng dostinn.

Et dierf net esou sinn, dass just déi Kanner sozial staarke Famillje sech am System erëmfannen, wou d'Elteren den néidegen Appui kënnen ginn.

D'Kanner ginn an den Zentrum vun der Familljepolitik gesat. Dat bedeit och, dass de System vun Kannergeld reforméiert a vereinfacht gëtt. Dat eigentlech Kannergeld an de Boni ginn zesummegeleucht, sou dass d'Elteren an Zukunft just nach ee Montant iwwerwise kréien. Dat ass och eng Initiativ am Sënn vun der Simplification administrative.

An Zukunft soll all Kand datselwecht Kannergeld kréien. D'Regierung huet am Virfeld en Avis beim Statsrot gefrot, fir ze kucken, ob dës Mesure och kompatibel ass mat eiser Verfassung.

Fir déi Kanner, déi an Zukunft op d'Welt kommen, gëtt dann dee sougenannten „groupe familial“ ofgeschaaft. Wou d'Kannergeld fir déi neigebuerer Kanner betrëfft, hu mer eis um aktuelle Montant vum éischte Kand orientéiert, engem Montant, dee bái Wäitem deen héchsten ass a ganz Europa. Dee Montant hu mer no uewen opgeronnt. Wann de legislative Prozess duergelaff ass, kréien déi Kanner, déi dann op d'Welt kommen, alleguer datselwecht Kannergeld. Fir déi Kanner, déi da schonn op der Welt sinn, ännert näischt. D'Majorations d'âge bleiwe bestoen a gi souguer opgeronnt fir all d'Kanner.

Dat heescht, dass e Kand, dat op der Welt ass ier d'Reform a Kraaft trëtt, 185,6 Euro Basisbetrag a Kannergeld kritt plus 56,88 Euro Boni (veuille lire: 76,88 Euro Boni), also genau 262,48 Euro kritt. E Stot mat zwee Kanner kritt duergelaff d'Kannergeld an de Boni den Ament 594,48 Euro a behält dat och.

Dat neit Kannergeld huet d'Regierung op 265 Euro fixéiert. Dat ass elo méi héich wéi haut de Montant beim éischte Kand plus Boni. D'Majoratiounen ginn och opgeronnt op 20 respektiv 50 Euro pro Kand. D'Rentree scolaire (veuille lire: d'Allocation de rentrée scolaire) gëtt op 115 Euro fir Kanner iwwer sechs Joer respektiv 235 Euro fir Kanner iwwer zweief Joer fixéiert.

D'Regierung wäert, wéi gesot, den Ament nach op den Avis vum Statsrot waarden.

Doriwier eraus plangt d'Regierung eng wichtige a strukturell Reform. Esou wéi et am Regierungsprogramm festgehalten ass, ginn de Fonctionnement, d'Organisatioun an d'Finanzéierung vun der Kannergeldkeess nei geregelt. Mir grënnen eng „Zukunftkeess“, wou d'Prästationen am Beräich Kannergeld a verschidde Leeschtungen bei der Kannerbetreuerung zesum-

megeleucht ginn. Och dat ass nees eng administrativ Vereinfachung a spuert vill Opwand fir d'Verwaltung an domadder och Sue fir de Stat.

De Finanzement gëtt och nei geregelt. Déi sël-lechen „fiktiv“ Cotisatiounen, déi haut d'Kannergeldkeess speisen, ginn ersat duergelaff eng direkt Dotatioun aus dem Budget. En interministerielle Aarbechtsgrupp ass chargéiert, déi hei Reform ze ficeléieren.

D'Regierung spuert net um Bockel vun de Kanner, mä investéiert an hir Chancen. Dofir huet d'Regierung och d'Aféiere vun enger Kontributioun vun 0,5% décidéiert. Et huet ee sech et net einfach gemaach mat deem Bäitrag, awer décidéiert, dass et kee Wee gëtt laanscht eng Investitioun an d'Zukunft. Deen Effort kann net waarden, bis sech déi budgetär Situatioun verbessert huet. Dofir ass d'Aféierung vun esou engem Bäitrag elo néideg an elo sennvoll.

Déi 0,5% ginn op alle Revenuen erhuewen, mat engem Fräibetrag vun engem Véirel vum Mindestloun. Et ginn also op all Revenu ronn 480 Euro ofgerechent. Doduerch ginn déi dacks zitéiert „schmuel Schëlleren“ mander be-laascht wéi déi méi breet. 0,5% minus Fräibetrag, dat bedeit fir e Ménage, deen e Revenu vun 3.000 Euro huet, e Bäitrag vu ronn 12,5 Euro de Mount. Fir e Ménage, dee 4.000 Euro huet, sinn dat 17 Euro de Mount. A bei engem Revenu am Ménage vun 8.000 Euro maachen et 37,6 Euro aus. Déi Leit, déi méi verdéngen, bezuelen och méi.

Esou vill muss jiddwerengem d'Zukunft vun eise Kanner wäert sinn! Et ass e solidareschen Effort, fir de Kanner besser Perspektiven ze of-fréieren. An et ass och e solidareschen Effort am Sënn vu jiddwerengem. Doduerch dass den „Zukunftsbäitrag“ den 1. Januar 2015 age-fouert gëtt, gi mir eis déi budgetär Moyenen, fir am Hierscht 2016 prett ze sinn an d'Kannerbetreuerungsstrukture quantitativ a qualitativ bis dohinner weider auszubauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech haut vill iwwert d'Perspektiven an iwwer eis Pläng fir d'Zukunft schwätzen, da verléieren ech och net aus den Aen, dass déi Jonk haut an elo schonn dacks zolid Problemer hunn, déi och mussen geléist ginn.

Dofir gëtt och trotz enger budgetär schwieriger Situatioun an d'Betreuerung, den Encadrement an de Suivi vu jonke Chômeure weider investéiert. D'Maison de l'orientation gëtt an deem Sënn opgestockt. D'Garantie pour la jeunesse, déi am Juni lancéiert ginn ass, gëtt weiderentwéckelt an och lokal ausgebaut.

Net nëmme beim Jugendchômage huet Lëtzebuerg e Problem, mä och bei eelere Demandeurs d'emploi a virun allem bei deenen, déi scho méi laang Zäit ouni eng Schaff sinn. D'Regierung wäert hei op zwee Niveauen agéieren: Engersäits gëtt d'Reform vun der ADEM weidergedriwwen an och hei gëtt aus- an net ofgebaut, dat souwuel bei der Quantitéit, awer och bei de Qualitéit vum Personal.

Op där anerer Säit ginn d'Leit am Chômage awer méi encouragéiert, eng Aarbecht unzehuelen, respektiv si kréien et méi schwéier gemaach, eng offréiert Plaz ze refuséieren. Esou wäert d'Aide temporaire au réemploi reforméiert ginn. An Zukunft gëtt de Montant op de soziale Mindestloun plafonéiert an d'Ausbe-zuelen op dräi Joer, amplaz am Moment op véier Joer, begrenzt. Virun allem gëtt awer d'Kooperatioun tëschent den Entreprises an der ADEM verbessert an och verstärkt.

Wa mer haut iwwer Mesuren an eng Politik schwätzen, déi weisen, dass mer de Budget fest am Bléck hunn an d'Dépensé wëllen an de Grëff kréien, dann ass et awer och wichtig ze ënnersträichen, dass de Stat weider ganz vill Suen investéiert. Dat betrëfft d'Kannerbetreuerung, d'Bildung an d'Lutte géint de Chômage. Et betrëfft och d'Recherche an d'Héichschoul an et betrëfft d'Wunnen an d'Mobilitéit.

De Logement ass an de leschte Jorzéngten ëmmer méi zu engem Haaptsubjekt zu Lëtzebuerg ginn a gouf regelméisseg zu enger Chefsaach deklaréiert. Déi sël-lechen Initiativen a Subventionen haten awer net den Effet, dass d'Situatioun sech konnt entschärfen. Dofir huet d'Regierung och décidéiert, dass den Taux super-réduit vun 3% an Zukunft nëmme nach uge-wannt gëtt fir Leit, déi en Doheim fir sech selwer kafe wëllen, jonk Familljen, déi eng Ennerstëtzung brauchen. Den aktuelle System, fir generell den Taux super-réduit am Logement ze garantéieren, huet net dee gewünschten Afloss op d'Präisser gehat, obwuel de Stat zanter dem Joer 2002 iwwer 2,1 Milliarden Euro TVA rem-bourséiert huet. Dat si vill Suen, déi een hätt kënnen a sollen op d'mannst deelweis an d'Of-fer investéieren.

An Zukunft gëtt et de superreduzierten Taux vun 3% also fir jiddwereen, deen eng Wunn-neng fir sech selwer baut oder keeft. Dat féiert

dozou, dass eng Wunneng an Zukunft zwee Präisser huet: e Präis mat 3% fir eng Famill, déi op der Sich no engem Daach iwwert dem Kapp ass, an e Präis mat 17% fir en Investisseur, dee seng Sue wëllt uleeën. Den Investisseur profitéiert weider, wéi bis elo, vum Amortissement accéléré bei de Steieren. Mir wëllen domat den Invest an de Wunnengsbau weider ënnerstëtzen. Hie profitéiert awer net méi vun enger sozialer Mesure, also deem reduzierten TVA-Taux. An dat ass en Element vu Gerechteg-keet.

Bei der Ëmsetzung vun de Changementer am Beräich vun der TVA-Logement gëtt fir d'Wun-nengen, déi gebaut gi fir ze verlounen, eng Iwwergangszäit vun zwee Joer respektéiert. All Projet, dee virum 1. Januar 2015 eragereecht a virum 1. Januar 2017 ofgeschloss ass, fonction-néiert nach nom ale Regime. Hei gëtt den Taux super-réduit also iwwergangswies bäibehalen.

D'Loyere wäerten duergelaff dës Changementer net an d'Luucht goen. De Loyer vun de Wun-nengen orientéiert sech nom Prinzip vun der Offer a vun der Demande. D'Héicht vum Loyer ass deen, deen de Marché hiergëtt.

(Brouhaha)

D'Regierung...

Also, ech wär als CSV e bësse méi diskret iwwert d'Logementspolitik. Ech wär e bësse méi diskret,...

(Brouhaha général)

...well wann een de Logementsministère déi lescht honnert Joer hat, ass et Är Partei.

► Plusieurs voix. - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - D'Regierung wëllt dann awer och weider d'Sanéierung vun alen Haiser an Aar-bechten am Sënn vun der Energieeffizienz ën-nerstëtzen. Dofir gëtt bei der Renovatioun och den Taux réduit vun 3% TVA bäibehalen, dat no der aktueller breet ugeluechter Definitioun vu Renovatiounsaarbechten.

De Projet vun enger Klimabank, duergelaff déi energieeffizient Bauen a Renovatiounen geféiert gëtt, ass an der Preparatiounsphas. D'Ministère vun der Ëmwelt, dem Logement an der Energie sinn amgaangen, dës Modell weider ze kon-kretiséieren.

► Une voix. - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Virun allem wäert de Stat awer och selwer an deenen nächste Jore massiv an de Wunnengsbau investéieren an d'Offer an d'Luucht setzen. D'Leit, déi eng Wunneng brauchen, sollen och zu Lëtzebuerg eng fan-nen, an zwar déi, déi eleng wunnen, genausou wéi Familljen, eeler Leit mat spezielle Besoinen an och Studenten.

D'Regierung huet virun zwou Wochen e Plang ugeholl, fir 129 Wunnprojeten an deenen nächste Joren ze realiséieren. Esou wäert de Stat an deenen nächste Joren am Ganzen iwwer 10.000 nei Wunnenge bauen oder zum Deel finanzéieren, vun deenen e groussen Deel fir de Locatif reservéiert sinn. Ronn 11% do-vunner si Studentewunnengen. Dat kascht Suen. Eleng fir deen neie Projet ginn 200 Milliounen an deenen nächste Jore vu staatle-cher Säit an de Logement investéiert. Dat ass eng Steigerung vun 10% par rapport zu deem, wat bis elo geplangt war. Et ass en Invest, deen net nëmme néideg, mä och nohalteg ass an en Impakt wäert hunn um Lëtzebuurger Wunnengsmarché.

D'Regierung mécht domadder och e kloert Be-kennnis zum soziale Wunnengsbau an ënner-stëtz déi Leit, déi dréngend en Ennerdaach si-chen. Eis Approche ass kloer: Mir ënnerstëtzen d'Offer, amplaz d'Demande ze subventionéieren.

De Stat huet d'Aufgab, derfir ze surgen, dass den Alldag vun de Leit méi agréabel an net méi komplizéiert gëtt. D'Liewensqualitéit zu Lëtze-buerg ass exzeptionell gutt. Mä et ginn och eng sël-lechen Elementer, déi onbedéngt mussen verbessert ginn. Dozou gehéiert d'Qualitéit vun eiser Loft, eise Buedem an eise Waasser. Et gehéiert awer och d'Mobilitéit derzou.

De Wuesstum vun der Populatioun, deen ech am Ufank vu menger Interventioun beschri-wen hunn, huet sech net nëmme massiv op eis Statsfinanzen, mä och op d'Verkéiersopkom-men an eise Land ausgewierkt. De Stat wäert dofir an deenen nächste Joren och zolid an den Ausbau vun den Infrastrukturen investéieren. Dat ass souwuel an de Stroossebau wéi awer och verstärkt an den effentlechen Trans-port an den Ausbau vun onsem Schinnennetz.

Een Deel vun deem Mobilitéitskonzept ass och den Tram. Déi Investitioun steet nach ëmmer an der Diskussioun, an et léngt esou einfach, wann ee seet: „Sträicht den Tram, dann hutt Der scho vill gespuert.“



► **Une voix.** - Et ass wouer!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Esou einfach ass et net. Esou simplistescht Äntwerten...

► **Une autre voix.** - Voilà!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...sinn et net.

(Interruptions)

Ganz dervun ofgesinn, dass fir dee Projet scho laang Preparatiounsarbechten amgaange sinn an et eng grouss Verschwendung vun öffentleche Sue wär, wär et och dee komplett falsche Wee, fir de Projet ze stoppen. Den Tram ass dréngend noutwendeg an et gëtt och keng Alternativ, fir d'Verkéiersopkommen aneschtens ze géréieren. Ech schwätzen do emol net eleng vum aktuelle Verkéiersopkommen, mä virun allem vun deem, wat an den nächste Joren a Jorzéngte soll derbäikommen.

Ech héieren hei vu verschiddene Säiten: „Ach!“. Et kéint een eng Kéisklack iwwer Lëtzebuerg maachen a soen: „Mir wëllen näischt Neies zu Lëtzebuerg.“ Keng nei Betriber, keng nei Leit! Dat si schéi Perspektiven, Här Gibéryen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ma ech héieren hei: „Ach!“, wann ech soen, dass den Développement vun eisem Land deen een oder deen aneren hei géif stéieren!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et gëtt eng Alternativ zum Tram!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et si Quartiere vun der Stad Lëtzebuerg an den Nopeschgemengen amgaange sech ze dévoppéieren, wou an deenen nächste Joren en enorme Wuesstum erwaart gëtt. Dat gëllt zum Beispill fir Gasperech, Holle-rech, awer och Houwald, Findel an d'Gemeng Stroossen. Déi Géigende ginn an den Tramprojet integréiert. An domadder ass et dann och kloer, dass déi dacks zitëiert Alternativ, wéi eng Seelbunn queesch iwwert d'Stad, zwar touristesch vläicht attraktiv kéint sinn, awer kee Problem léist!

De Projet vum Tram ass en Invest an d'Liewensqualität. Et ass och en Invest an d'Attraktivitéit vun eisem Land an domadder an d'Kompetitivitéit. D'Entreprises, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen implantéieren an Aarbechtsplaze schaffen - jo, dat si si, déi et maachen! -, kucken och derno, wéi praktesch et ass, fir vun A op B ze kommen, wéi sécher et ass, wéi breed déi kulturell Offer ass a wéi gutt d'Kanner vun de Mataarbechter an de Schoulen oder an enger Struktur betreit ginn. An deem Sënn muss een och Investitiounen gesinn, déi op den éischte Bléck nëmmen eng grouss Dépense am Budget ausmaachen.

Erlaabt mer, nach op ee Punkt ze schwätzen ze kommen, dee mer um Häerz läit. Ech hunn uganks eng Situatioun vun eise Statsfinanze beschriwwen, déi eis d'Hausaufgaben als Regierung net méi einfach mécht. Bei enger Diskussioun, wéi se den Ament an elo an den nächsten Deeg a Woche sécher nach verstärkt gefouert gëtt, ass et einfach, an Demagogie an och an den Egoismus ze verfallen.

Eis Kooperatiounshëllef ze kieren ass keng Optioun. Mir erliewen am Moment Konflikter an Europa, un de Grenze vun der EU, awer och am Noen Osten, am Irak, an Afrika. Mat der Ebola-Epidemie kann een all Dag suivéieren, wéi grouss de Misär ass a Länner, wou d'Mënschen näischt maache kënnen ausser nokuken, wéi hir Kanner, hir Elteren, Geschwëster a Frënn stierwen. Et ginn Naturkatastrophen uechtert d'Welt, wou Milliounen vu Leit hir Famill an hiert Doheem verléieren.

An awer: D'Kooperatiounspolitik ass kee puren Altruismus. Mir denken net nëmmen un déi, déi eis Hëllef brauchen. Wa mer éierlech sinn, dann ass eis Kooperatiounshëllef och Hëllef fir eis selwer. Wa mer de Leit, déi net d'Chance haten, an der Mëtt vun Europa op d'Welt ze kommen, méi Perspektive ginn an hinnen hëllef, sech selwer ze hëlfe, da gi mer hinnen och méi Ursachen, hiert Liewe bei sech doheem ze gestalten, a Stabilitéit an a Fridde kënnen ze liewen. Perspektive fir Partnerlänner sinn och Perspektive fir Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet net ëm eis. Et geet net drëms, recht ze hunn, mä drëms, et richtig ze maachen. Als Regierung si mir fest decidéiert, déi néideg Reformen virunzuedriewen an d'Land op dat virzubereeden, wat virun eis läit. Wann de Finanzminister muer de Budget mat den definitiven Zuelen déposéiert, dann ass dat e Budget, an deem op d'Ausgaben opgepasst gëtt an d'Investitiounen weider héich sinn. Et ass awer och en Effort, dee kollektiv ass.

Egoismus ass eng Astellung, där et u Wäitsicht feelt. Wien haut no sech kuckt, steet muer eleng do. Wat mer haut hunn, gehéiert eis net eleng, mä och de Generatiounen, déi no eis kommen. Mir müssen dofir als Bierger vun dem Land um selwechte Seel zéien, an am beschten och an déiselwecht Richtung.

Mir wëllen, dass et och an Zukunft attraktiv ass, fir zu Lëtzebuerg ze liewen an ze schaffen. Wa mer elo ëmdenken an elo handelen, schafe mer nei Perspektive fir jiddwereen. Perspektive fir Lëtzebuerg!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Statsminister. Ech ginn him Akt vu senger Deklaratioun.

D'Debatte fanne muer de Moien ab 9 Auer statt. Ech wollt der Chamber proposéieren, fir eis Aarbechten elo fënnf Minutten ze ënnerbriechen, aus organisatoreschen Ursachen, an dann direkt erëm duerno mat eisem Rescht vum Ordre du jour weiderzefueren.

Villmools Merci.

(La séance publique est suspendue à 16.38 heures.)

(La séance publique est reprise à 16.46 heures.)

Eis Sëtzung ass erëm op a mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass d'Proposition de loi 6623 iwwert d'Enquêtes parlementaires. D'Riedezeit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: déi Häre Gilles Roth a Serge Urbany an d'Madame Joëlle Elvinger. Et ass nach Zäit, fir sech ze mellen.

An ech géif direkt dem Rapporteur an Auteur, dem Här Alex Bodry, d'Wuert ginn.

16. 6623 - Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dëser Proposition de loi handelt et sech ëm eng Ofännerung vun eisem Gesetz vun den Enquête-parlementaires. E Gesetz, wat relativ rezent ass, wat den Datum dréit vum 27. Februar 2011, wat mer mat grousser Majoritéit hei gestëmmt hunn, an deem mer op eng Rei vu Froen zréckkomm waren, déi d'Enquête parlementaire, den Droit d'enquête vun der Chamber - wat eng wichteg Kontrollfunktoun ass vum Parlament par rapport zur Exekutiv - nei geregelt hunn.

Dëst Gesetz vun 2011 ass eng éischte Kéier zur Applikatioun komm, ganz konkret, bei der Enquête parlementaire ronderëm de Service de Renseignement, eng Décisioun, déi 2012 geholl ginn ass an déi dann och an engem Rapport 2013 hiren Nidderschlag fonnt huet.

Bei den Aarbechten, déi mer an der Enquêtekommissioun haten, hu sech direkt eng Rei vu praktesche Froen gestallt, wat d'Organisatioun vun eisen Aarbechten ugeet: wéi mer géife mat den Zeien ëmgoen, wéi mer géife eis Missiounen exekutieren. A mir hu festgestallt, dass et u sech néideg wär, eng Rei vu Präzisiounen an den Text eranzeschreiwen, och den Text vum Gesetz vun 2011 ze vervollstännegen op eenzelne Punkten, well en eigentlech keng Antwort ginn huet op déi praktesch Froen, déi sech eis gestallt hunn, wéi mer wollten eis Missioun als Chamber, als Enquêtekommissioun maachen.

Et ass also aus deenen Iwwerleeungen eraus, dass an de Konklusiounen vun der Commission d'enquête iwwert de Service de Renseignement och festgehalte gi war, eng Rei vu Modifikatiounen virzehuelen an deem Basisgesetz vun 2011 iwwert d'Enquêtes parlementaires.

Ech hu mer dunn erlaabt ze probéieren, déi Modifikatiounen, déi Virschléi, fir eng Verbesserung vum Text ze hunn, ze formuléieren. An ech hunn den 2. Oktober 2013 dunn eng Proposition de loi hei an der Chamber agereecht, déi och nach gekoppelt war un eng Proposition, fir den Artikel 64 vun der Verfassung ëmzeänneren, fir esou och enger Minoritéit, an zwar engem Drëtzel vun der Chamber, d'Méiglechkeet ze ginn, fir kënnen eng Commission d'enquête hei anzekloen an asetzen ze loosse.

Deen zweete Volet hu mer fale gelooss. Dat war eng einmüteg Entscheidung, well mer net wollten enger grousser Verfassungsreform hei virgräifen. Mä ech mengen, et besteet awer e politesche Konsensus, fir ze soen, dass d'Recht,

fir eng Enquêtekommissioun anzesetzen, an Zukunft net nëmme soll der Majoritéit praktesch virbehale sinn, mä dass och eng staark Minoritéit vun dem Parlament soll kënnen esou en Enquêtekommissiounsasaz forcéieren.

Bon, fir mech ass et eng rar Satisfaktioun, scho relativ kuerz nom Dépôt vun dëser Proposition de loi och schnell konfrontéiert ze gi mat engem Avis vum Statsrot. An ech si frou, dass d'Kolleginnen an d'Kollege mech och als Rapporteur vu menger eegener Proposition de loi hei bestëmmt hunn, déi mer och intensiv an der zoustänneger Institutionskommissioun vun der Chamber diskutéiert hunn, woubäi mer eng Navette hate mam Statsrot, dem Statsrot, dee vum Prinzip hier d'accord war mat der Ausrichtung vun der Proposition de loi, esou dass mer lech also hei kënnen en Text proposéieren, dee vun der grousser Majoritéit vun der zoustänneger Commissioun och gedroe gëtt.

Ech wëll kuerz erwähnen, wat déi punktuell Ännerunge sinn, déi mer elo schlussendlech zréckbehalen hunn an déi och praktesch an enger ähnlecher Form a menger ursprenglecher Proposition de loi schonn dra waren.

Déi éischt Fro ass déi - déi huet sech och praktesch gestallt: Wéi gi mer mat der Publicitéit vun eisen Aarbechten ëm, wat jo de Prinzip ass? D'Commissions d'enquêtes, am Prinzip, tagen öffentlech. Wat geschitt do mat de Re-transmissionen, notament iwwer Bild?

Do hu mer eis sengerzäit och rensignéiert am Bundestag, wéi déi dat maachen. An hei gëtt eigentlech proposéiert och déi Praxis, déi mer elo hu misse schafe bei dem éischten Asaz vun der Enquêtekommissioun nom neien Text. Hei hu mer eigentlech déi och iwwerholl. An do ass de Prinzip, dass zwar kann den Toun bei enger öffentlecher Unhéierung mat iwwerdroe ginn, mä wat d'Bild ugeet, do muss eigentlech den Zeien d'accord sinn, dass säi Bild och gläichzäiteg mat transmettéiert gëtt.

Den zweete Punkt, dat ass de Beräich vun de prakteschen Ausféierunge vun deene Mesures d'instruction, déi d'Commission d'enquête ze maachen huet. Dir wësst, dass et nom Gesetz esou ass, dass déi Commission d'enquête eigentlech sämtlech Mesures d'instruction, wéi de Code d'instruction criminelle se virgesäit, och kann exekutieren. Nun ass déi net aus geschoulten Enquêteuren zesummegeat, déi Commissioun, mä aus Deputéierten, déi vu verschiddenen Horizonten hierkommen an déi sécherlech net am beschte gestiwwelt sinn, fir komplizéiert Mesures d'instruction ze maachen.

Mir haten dat Beispill, ganz einfach, fir Scelléen ze leeë respektiv fir d'Scelléen erëm opzehiewen. Ech hätt eis als Deputéiert gäre gesinn, dovun ofgesinn, dass mer d'Material net hätten, wéi mer dat do sollte praktesch maachen. Do hu mer op d'Force publique zréckgegraff, mä eigentlech gesäit den Text, wéi en nach haut besteet, dat net vir. Dofir wëlle mer an Zukunft also d'Méiglechkeet hei draschreiwen, dass déi Commissioun kann d'Force publique requérieren, fir hir ze assistéieren bei der Ausübung vun hire Mesures d'instruction.

Grad wéi mer och festgestallt hunn, dass et heiansdo wichteg ass fir eenzel Mesures d'instruction, de President oder e bestëmmte Member kënnen ze delegéieren, déi Aarbechten am Numm vun der Commissioun ze maachen. Esou ass et de facto och eigentlech geschitt an der leschter Commissioun, wou och de President dann déi grouss Eier hat, an den Archive vum Service de Renseignement bei dem Scellé-Leeën a Scellé-Opmaachen derbäi ze sinn. Streng geholl hätt déi ganz Commissioun dat eigentlech ëmmer misse sinn.

Dat stelle mer kloer. Also, fir spezifesch Missiounen kann also d'Kommissioun selwer decidéieren, hir Pouvoiren ze delegéieren un een oder méi Membere vun der Commissioun, fir also prezis Aarbechten an hirem Numm kënnen ze maachen an dono natierlech e Rapport ze gi vun hiren Aarbechten.

Dann, den nächste Punkt, dat ass deen, dass mer och wollte kloerstellen, wéi et ass, wa vum Parquet eng einfach Enquête préliminaire ordonnéiert gëtt, wéi den Artikel 46 vum Code d'instruction criminelle dat virgesäit. Wat geschitt da mat den Aarbechten vun der Commissioun? Ënnerbrécht déi Enquête préliminaire déi Aarbechten oder mécht se et net?

Mir hunn eis och do rensignéiert. Do gëtt et Jurisprudenz och a Frankräich. An hei géife mer déiselwecht Léisung proposéieren: dass eng einfach Enquête préliminaire duerch de Parquet d'Aarbechte vun der Commissioun zu deenen dote Faiten net ënnerbrécht. Déi ginn nëmmen ënnerbrach, wann et eng regelrecht Enquête préparatoire gëtt am Sënn vun Artikel 49 vum Code d'instruction criminelle. Do gëllt dann, dass u sech d'Chamber net därff parallel zur Justiz enquétieren iwwert déi-

selwecht Faiten, wat jo ee vun de Grondprinzipien ass vun eiser neier Législatioun iwwert d'Enquêtes parlementaires.

Dann hu mer och festgestallt, dass déi absolut Regel, déi haut drasteet, déi seet, dass also eigentlech d'Kommissioun nëmme kann Zeien héieren an all Zeie muss ënner Eed aussoen, dass déi zwar oft spillt, mä zum Beispill awer e bëssen déplacéiert ass, wa mer zum Beispill - wat mer hei haten - fréier Membere vun der Commission de Contrôle parlementaire héieren hunn, fir dass si eis sollten iwwer hir Erfahrung berichten aus deenen dote Joren.

Déi hätte mer no eisem aktuellen Text eigentlech misse formell assermentéieren, fir ënner Eed eis ze erzielen, wéi se hir Aarbechte gesinn hunn, wat fir eng Konklusioun si eigentlech aus der Aarbechtsmethod vun der Commission de contrôle erausgezunn hätten. Dat ass net realistesch. An dofir soll an Ausnahmefäll d'Commission d'enquête selwer kënnen decidéieren, enzel Leit einfach esou ze héieren, à titre de simple renseignement, an net als vereedegten Zeien, mat all deene Konsequenzen, déi dat dann och mat sech zitt.

Dann, deen nächste Punkt ass, dass mer kloerstellen - do war d'Formulatioun e bëssen onglécklech am aktuelle Gesetzestext -, dass all Piëcen, all Dokumenter an all Protokoller, déi Indizien iwwer eng Infraktioun enthalen, d'office vun der Commissioun un de Procureur d'État muss weidergereecht ginn.

An, siwente Punkt: dass och kloer ass, wéi déi Aarbechte vun der Commissioun zum Schluss kommen. Dat huet jo och an der Hektik vum leschte Summer 2013 bei der Ofschlossdebatt hei iwwert de Rapport vun der Commission d'enquête vum Service de Renseignement fir e gewëssen Duerjerneen a fir Konfusioun gesuergt. A mir wollten also kloerstellen, wéi dat ass.

Eiser Meenung no - dat ergëtt sech elo aus deem neien Text - ass et esou, dass déi Commission d'enquête, déi jo agesat gëtt vun der Chamber, herno e Rapport mécht, dass se e Rapport mécht, wou se och muss op eventuell Responsabilitéiten agoen, déi se festgestallt hätt, an dass et dann un der Chamber en séance plénière ass, d'Konklusiounen ze zéie vun den Aarbechten vun der Commissioun. Si kann dann eventuell dee Rapport einfach guttheeschen a soen: „Mir halen dee Rapport gutt.“ Si kann awer och nëmmen Deeler als Konklusioun zréckbehalen, respektiv kéint se theoretisch - mä dat wär allerdéngs schonn e bëssen e Cas de figure, deen exzeptionell wär - aner Konklusiounen huele wéi d'Commission d'enquête.

Mä wichteg ass, dass awer d'Konklusiounen och vun der Plénière geholl ginn. D'Plénière huet jo déi Commissioun agesat, fir an hirem Numm eng Enquête ze féieren. Dann ass et och un der Plénière eigentlech, fir d'Konklusiounen vun den Aarbechten herno definitiv, opgrond vum Rapport vun der Commissioun, ze zéien. Dat gëtt elo kloer gestallt an deem neien Text.

Dann dee leschten an aachte Punkt, dee mer hei änneren, dat ass deen, dass mer och fonnt hunn, dass et néideg wär, eng zäitlech Begrenzung anzeféieren. Eng Commission d'enquête ass keng permanent Commissioun vun der Chamber. Déi ass noutgedrongen opgrond vun hirem spezifischer Missioun zäitlech begrenzt. Mir hunn awer och gesi bei der Commission d'enquête vum Service de Renseignement, dass déi Aarbechten awer kënnen intensiv sinn a laang daueren.

Dofir ass hei proposéiert, dass mer am Prinzip eng maximal Dauer vun néng Méint virgesinn, wat d'Aarbechte vun der Commissioun do ugeet, mä dass awer d'Chamber selwer, déi d'Kommissioun jo asetzt, kann decidéieren natierlech, eventuell och eng Verlängerung vun der Dauer do ze maachen. Mä da muss se natierlech en Tëscherappart kriéie vun der zoustänneger Commissioun an et muss da motivéiert ginn, firwat déi Commissioun wëllt méi laang schaffe mat hiren Aarbechten.

Voilà, dat wäeren, mengen ech, déi wichtegste Punkte vun där heiter Proposition de loi, déi zum Zweck huet, fir eis aktuell Gesetzgebung iwwert d'Enquêtes parlementaires ze optiméieren, eng Rei vu Lacunen opzefüllen, se ze vervollstännegen op anere Plazen. Ech wëll awer och hei d'Chamber an och de Chamberspräsident drop opmierksam maachen, dass, well et sech hei ëm d'Enquêtes parlementaires handelt, déi och en Nidderschlag am Reglement vun der Chamber hunn, mer och wäerte müssen d'Reglement vun der Chamber upassen un dee Gesetzestext hei, deen dann



hoffentlich von der Chamber wäert gestëmmt ginn. Op jidde Fall loosse d'Aarbechten an der zoustänneger Kommissioun dorobber schléissen.

Dofir géif ech och am Numm vun der Kommissioun bieden, deen heiten Text esou ze stëmmen, wéi e virläit, an ech géif natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu där heiter Proposition de loi virbréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An als éischte Riedner huet den Här Gilles Roth fir d'CSV d'Wuert. Här Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem President vun der Institutionskommissioun, dem Rapporteur an dem Auteur vun der Proposition de loi, dem Alex Bodry, félicitéiere fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech wëll dat kloer soen am Ufank: De Paul-Henri Meyers, deen huet am Oktober d'lescht Joer am Numm vun der CSV-Fraktioun dës Proposition de loi, oder wéi se ursprünglech ausgesinn huet, mat ënnerschriwwen. An d'CSV wäert och no de Wahlen zu dëser Proposition de loi stoen, net nëmmen aus Konsequenz, mä virun allem, well mer iwwerzeugt si vun dem Sënn vun dëser Proposition de loi an eng ganz Rei vu Grënn hunn, fir déi matzedroen.

Den éischte Punkt ass eigentlech deen, dass dee sougenannten „droit d'enquête“, an den Alex Bodry huet et virdu gesot, eigentlech e redoutabelt Instrument vun der Chamber ass, fir den administrativen an deen institutionelle Fonctionnement vum Stat ze kontrolléieren. Den Droit d'enquête ass eigentlech an der Verfassung virgesinn am Artikel 64. Mä dee gesäit just de Prinzip vir an e seet, fir de Rescht soll d'Gesetz dat regelen.

E gëtt eigentlech oft zesumme genannt - quitte dass et kee richtigen Zesammenhang gëtt - mat dem Artikel 78 aus der Verfassung, deen iwwert d'Responsabilitéit vun de Ministere befënt. An dofir steet den Droit d'enquête och schonn zënter 1848 an eise Verfassungen. Et gouf 1911 e Gesetz an - den Alex Bodry huet et gesot gehat - d'Gesetz, wou mer haut Upassung maachen, dat ass dat Gesetz, wat mer 2011 mat enger larger Majoritéit an der Chamber gestëmmt hunn.

Dat ass also deen éischte Grond: Well den Droit d'enquête e wichtegt Instrument fir d'Chamber ass an hirer Kontrollfunktioon, muss et och kloer Regele ginn, wéi an enner wat fir engen Émstänn dat Recht ka genotzt ginn. Dofir ass dat en éischte Grond, fir dass mer als CSV dëser Proposition de loi zoustëmmen.

Den zweete Grond ass deen, dass et sech am Laf vun där sougenannter SREL-Enquêtékommis-sioun vum leschte Joer gewisen huet, dass et eng gewëss Grozou gouf vu praktesche Froen, déi sech am Laf vun där Enquête gestallt haten an op déi mer net ëmmer eng virgefaassten Antwort haten. Ech wëll och dofir, mengen ech, nach eng Kéier drun erënneren, dass et där gesamter Kommissioun ëmmer dru geleeë war, onofhängeg vun alle politeschen Divergenzen, fir pragmatisch Léisungen zu deene konkrete prozedurale Froen, déi sech gestallt hunn, ze fannen.

An erlaabt mer, ouni dass ech elo déi aner Memberen hei wëilt an de Schiet stellen, mä am Numm vu menger Fraktioun awer nach eng Kéier onser Éminence grise, dem Paul-Henri Meyers - jo, elo kuckt e mech ganz erstaunt -, fir seng wäertvoll Aarbecht Merci ze soen, well hie war et eigentlech ëmmer, deen am Licht vu sämtleche verfassungsrechtleche Prinzipie Léisungsvirschléi ugebueden huet.

Här President, d'CSV huet déi politesche Konklusiounen vun der SREL-Enquêtékommis-sioun a virun allem vun hirem Rapport net gedeelt. Mir haten dofir eng ganz Rei vu gudden Grënn. An d'Zäit, déi vergaangen ass, bestärkt eis eigentlech, dass mer nach ëmmer déi Grënn fir ubrecht halen.

Mir hunn awer gradesou daitlech gesot am Kontext vun dem Rapport vun der Enquêtékommis-sioun, dass mer géifen zu de Rekommandatiounen, déi Gesetzesupassung virgeschloen hunn an dem Rapport, dass mer zu deene géife stoen. An dat ass fir eis also e weidere Grond, fir dëser Gesetzespropositioun zoustëmmen.

Dee wichtigste Punkt, dat schéngt fir eis deen ze si vun de méiglechen Interferenzen tëschent engersäits enger Enquêtékommis-sioun an anersäits enger oft parallell lafender Justiz-enquête. An an der Geschicht, mir haten der net ganz vill, mä bei deene meeschten Enquêtékommis-siounen, déi mer an der Chamber haten, do huet sech eigentlech de Problem ëmmer gestallt. An ech erlabe mer, do en Avis ze zitieren, deen eigentlech gemaach gouf vun zwee eminente belsche Constitutionnalisten, den Hären Delpérée a Lallemand, am Kontext vun där sougenannter, ech dierf elo net soen „Kralowetz-Affär“, soss kréien ech dat verdréit, mä „Transports routiers internationaux“ huet déi Enquêtékommis-sioun offiziell am Joer 2002 geheescht.

Do hunn déi zwee Constitutionnalisten eigentlech geschriwwen, ech maachen dat kuerz: «La loi», also d'Lëtzebuurger Gesetz, «n'empêche pas ou ne suspend pas l'enquête parlementaire dès l'instant où des poursuites répressives sont engagées. Elle accepte la dualité des procédures», also tant judiciaires que parlementaires, «Mais, faute de dispositions expresses de la loi», dat war also den Zoustand vun 2002, «il revient aux autorités publiques de trouver des solutions, fussent-elles empiriques, qui permettent d'assurer la coexistence de ces deux procédures et de permettre aux diverses institutions d'utiliser leurs prérogatives dans le respect des règles constitutionnelles.»

A grad aus deem Grond begrësse mir eigentlech als CSV d'Approche, déi finalement zréck-behale gouf, nämlech dass, wann eng sougenannte „enquête préliminaire“ am Sënn vum Artikel 46 vum Code d'instruction criminelle bei der Justiz leeft, dass déi ka parallell zu enger Enquête parlementaire lafen. An ech mengen, d'Ursach ass och eng ganz konkret, well am Kader oder am Kontext vun enger Enquête préliminaire eenzel Moosnamen nëmme kënnen gemaach ginn, wann deejéinegen, op dee se gemaach ginn, säin Averständnis gëtt. Dofir ass et fir eis kee Problem an ech fannen dat eng gutt Léisung, dass an deem Fall, wann eng Enquête préliminaire ass, souwuel d'Enquête parlementaire wéi och d'Instruktioon vun der Justiz kënnen virulafen.

De Contraire ass allerdéngs de Fall bei enger sougenannter „instruction préparatoire“, well do kënnen och coercitiv Mëttele geholl ginn, dat heescht zwéngend Moosnamen ugewannt ginn. An do ass et am Sënn vun der Gewaltentrennung, mengen ech, ganz kloer, dass an deem Fall d'Justiz ëmmer muss federführend sinn.

De véierte Punkt, dat ass och dee vun enger pragmatischer Approche. Den Alex Bodry huet virdu gesot: Wéi sollen d'Deputéiert Scelléien zum Beispill leeën, wéi sollen déi gegebene-falls eng Hausdurchsuechung maachen, eng Saisie maachen? An do mengen ech, dass et richtig ass, dass mer eis am Gesetz déi Méiglechkeet ginn hunn, dass d'Kommissioun, de President oder e Member dozou delegéiert ginn, fir esou Moosnamen ze maachen, mä virun allem, dass mer och d'Méiglechkeet schaffen, fir esou Akte vun der Force publique oder de Forces de l'ordre maachen ze loosse.

Erlaabt mer awer, drop hinzewiesen, dass de Statsrot - et ass net erwähnt ginn, mä et steet awer am Rapport - drop opmierksam gemaach huet nämlech - an net zu Onrecht -, dass, wann esou eng Durchsuechungs-moosnam vun enger Force de l'ordre gemaach gëtt am Kontext vun enger parlamentarescher Enquêtékommis-sioun, eigentlech déi Persoun, op déi déi Untersuchungs-moosnam gemaach gëtt, sief dat eng Perquisitioun oder eng Saisie, dass déi kee Rekursrecht huet. Si huet oder si hätt et awer am Kontext vun enger normaler Instruktioon judiciaire.

Ech mengen, et soll een hei wierklech an esou engem Fall drop oppassen, dass een do konfrontéiert wier mam Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, deen d'Rechter vun der Défense verankert.

Ech mengen, et kann ee sécher argumentéieren, dass d'Finalitéit vun enger parlamentarescher Enquêtékommis-sioun eng aner ass wéi déi vun engem Strafprozess, mä nach si mer als CSV der Meenung, opgrond vun deem spezifesche Punkt hei, dass, wa mer sollten eng zukunfteg Enquête-parlementaires-kommis-sioun hunn, dass déi soll äusserst virsichteg mat hire Pouvoirs d'instruction ëmgoen.

De fënnefte Punkt, dat ass deen vun deene sougenannten „procès-verbaux“ vun enger Enquêtékommis-sioun oder Extraits dovunner, déi Indices d'infraction virgesinn, dass déi dem Procureur d'État, deen dann territorial dofir zoustänneg ass, sief dat Dikrech oder am Regelfall d'Stad Lëtzebuerg, dass déi un dee weidergeleert ginn. Ech mengen, des Moosnam, dat hu mer och deemools an der Enquête parlementaire vum SREL diskutéiert, déi ergëtt sech schonns aus dem Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle, dee virgesäit eng gewëssen Dénonciationspflicht.

Mä och an deem Kontext wëlle mir als CSV d'Tragweid vun dem Droit de la défense ënnersträichen. An do, mengen ech, zitieren mer nach eng Kéier d'Hären Delpérée (veuillez lire: d'Hären Delpérée a Lallemand), déi do subtil, mä eng ganz besonnesch Bemierkung maachen a schreiwen: «Si une infraction est relevée à l'occasion des travaux parlementaires, il convient qu'un procès-verbal soit dressé et qu'il soit communiqué au Procureur général.» Déi Iddi hu mer an onsem Text festgeschriwwen.

Mä da schreiw se, an dat muss een och mat Virsicht kucken: «Dans cet esprit, le procès-verbal de la commission gagne à s'exprimer „de manière lapidaire“.» De manière lapidaire! «La commission prendra soin de ne rien y faire figurer qui entre en contradiction avec le principe du respect des droits de la défense.» Do ass et also oft: Weniger ist mehr! Well wat ee méi an de Procès-verbal vun der Commission d'enquête parlementaire draschreift, wat natierlech d'Marge de manoeuvre vun de Justiz-autoritäten, déi an deem Fall vun enger paralleler Enquête saiséiert wieren, méi enk gëtt. Ech mengen, och dorobber sollt een opmierksam maachen.

Sechsten a leschte Punkt, Här President: Den Artikel 12 vun der Gesetzespropositioun, wéi mer se stëmmen, dee gesäit vir: «La commission d'enquête présente un rapport public sur ses travaux. Elle y acte ses conclusions et formule, le cas échéant, ses observations quant aux responsabilités que l'enquête révèle et ses propositions sur une modification de la législation.»

Mir ënnerstëtzen natierlech ausdrécklech als CSV, dass d'Bewäertung vun dem Rapport vun der Commission d'enquête parlementaire a senger Gesamtheit dem gesamte Chamberplenum virläit an dass se net iwwer iergendeng Konklusioun, déi an deem Rapport steet, eleng ze befannen huet.

Mä mir hunn awer och notéiert, Här President, an ech wëll dat mat Nodrock betounen, dass den Text, wéi en och elo nach eng Kéier festgeschriwwen ass, dass deen net seet «Le rapporteur», mä dee schreift «La commission d'enquête présente un rapport public sur ses travaux.» Dëst ass also an dem Rechtsverständnis vun der CSV net gläichzesetze mat engem perséinleche Prérapport vun engem Rapporteur, dee säi Bericht dann am Virfeld, loosse mer soen, an der Effentlechkeet zirkuléiere léisst.

Här President, dat gesot, maache mer haut keng Vergaangenheitsbewälteung, mä d'CSV kuckt konstruktiv no vir.

A mat deenen Observatiounen, déi ech gemaach hunn, Här President, ginn ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dëser Gesetzespropositioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Roth. Nächste Riednerin ass d'Madame Joëlle Elvinger fir d'DP. Madame Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur an Auteur vun dëser Proposition de loi Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Eng Enquêtékommis-sioun gëtt nëmmen dann aberuff, wann iergendwou iergendeppes esou schifgelaf ass, dass den Intérêt public a Gefor geroden ass. D'SREL-Affär huet gewisen, dass d'Aberuffe vun esou enger Kommissioun net onbedéngt schéin an agréabel Momenten mat sech bréngt, fir kee vun deene Bedeelegten. An awer ass genau dëst heiansdo noutwendeg, fir den Intérêt public ze verdeedegen an Dysfunktions-menter opzedecken an ze behiewen.

Den Intérêt public steet iwwer all Parteipolitik, iwwer all Frëndschaft oder Sympathie fir eng Persoun. Et war wichteg a richtig, dass d'Enquêtékommis-sioun am Kader vun der Geheimdénge-schaffär aberuff ginn ass. Nach méi wichteg awer war et, dass d'Kommissioun och anstänneg schaffe konnt. Anstänneg schaffen heescht virun allem neutral an objektiv schaffen. Dat war mat all deem, wat d'Geheimdénge-schaffär mat sech bruecht huet, net ëmmer einfach.

Während där ganzer Affär huet sech erausgestallt, dass och d'Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Enquêtes parlementaires net alle Gegebenheete Rechnung konnt droen an d'Aarbecht an der Kommissioun net méi einfach gemaach huet. Dës Proposition de loi, déi während den Aarbechten an der zoustänneger Chamberskommis-sioun op verschiddene Punkten nach kompléiert ginn ass, versicht d'La-cunne vum 2011er Gesetz ze behiewen.

Et handelt sech hei also net ëm e politesch motivéierten Text, mä éischer ëm eng Lëscht vu

praktische Modifikatiounen vun engem Gesetz. Dës Modifikatiounen wäerten de Memberen vun enger Enquêtékommis-sioun, mä awer och de gehéierten Zeien an allen anere Bedeelegten d'Liewe méi einfach maachen. Dës Modifikatiounen ginn enger Enquêtékommis-sioun awer och méi Pouvoiren, wat eis alleguerte sollt drun erënneren, wéi wichteg e verantwortungsvollt Émgoe mat dëse Pouvoiren ass.

Dat ass zum Beispill de Fall, wann d'Kommissioun an Zukunft op d'Force publique zréckgräife kann, fir Instruktionsmesuren ze exekutéieren. Dofir begrëisst d'Demokratesch Partei och explizit, dass dës Proposition de loi e besert Zesummespill tëschent Justiz a Chamber bei enger Enquête parlementaire virgesäit.

D'Demokratesch Partei ass dervun iwwerzeugt, dass dës Proposition de loi am Intérêt vun dësem Land ass. An ech ginn och dofir den Accord vun der DP-Fraktioun zu dëser Proposition de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Elvinger. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wollt dem Alex Bodry, Auteur vun dëser Proposition de loi, Rapporteur iwwert d'Proposition de loi a President vun der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun, Merci soe fir seng exzellente Aarbecht, fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

D'Législatioun iwwert d'Enquête parlementaire ass schonn 2011 reforméiert ginn. Am éischte Praxistest an der parlamentarescher Enquête iwwert de Service de Renseignement sinn eng Rei Lacunen opgetrueden, déi zu enger gewësserer Rechtsunsécherheet gefouert hunn. Mat der Proposition de loi vun haut änneren mer näischt Fundamentales um Gesetz vun 2011. Mir maachen eng Rei Nobesserungen, déi de Rapporteur hei beschriwwen huet an déi och eisen ausdrécklechen Accord fannen.

Mat dësen Ännerungen gi mer och de Fuerderungen aus dem Rapport vun der SREL-Enquêtékommis-sioun no, an ech maachen dann nach e besse manner Vergaangenheitsbewälteung wéi mäi Kolleg Gilles Roth vun der CSV an ech bréngen ganz einfach den Accord vun der grénger Fraktioun zu dëser Proposition de loi.

Et bleift nach d'Fro vun der Ännerung vum Artikel 64 vun eiser Constitutioun, déi jo verbonne war och mat dëser Proposition de loi. déi gréng begrëissen ausdrécklech déi Neierung, dass eng Enquêtékommis-sioun muss zesummekommen, wann een Drëttel vun den Deputéierten dat freet, an net just, wann eng Majoritéit et freet, wéi et bis elo ass.

Mir hunn eis awer, an dat ass och scho gesot ginn, wéi all d'Kollegen aus der Institutionskommissioun och, dem Avis vum Statsrot ralliéiert, dass mer déi Ännerungen sollen am Kader vun der Proposition 6030 maachen, wou eng ganz Rei Ännerungen un der Constitutioun ustinn. Mir ginn dervun aus, dass d'Iwwerschaffe vun eiser Verfassung net an all Eiwegkeet an d'Längt gezu gëtt. An dofir schéngt et eis och logesch ze sinn, elo keng esou punktuell Ännerung virzehuelen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Serge Urbany fir déi Lénk. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Natierlech kann een déi Debatt hei net féieren, ouni direkte Bezuch ze huelen op déi lescht Enquête, déi hei gemaach ginn ass vun der Chamber, déi iwwert de Geheimdénge-schicht. Ech mengen, dass déi Enquête eng Rei vu Saachen opgedeckt huet, net alles, politesch manches beweegt huet, an dat obscho se eigentlech - et war dem Här Roth seng Suerg virdrun, dass een net sollt iwwerdreiw mat Saisien a Perquisitiounen zum Beispill -, net mat esou Mëttele, déi hir awer zur Verfügung gestanen hätten, geschafft huet.

Ech mengen, dass et naiv wier, fir ze verlaangen, iergendeen Dysfonctionnement vum Stat kéint opgedeckt ginn eleng bei enger politescher Diskussioun hei an der Chamber, am Plenum oder an enger Kommissioun. An ech mengen och, grad déi heiteg Majoritéit a virun allem d'DP an déi gréng misste wëssen, wat geschitt ass an deene leschte Joren: Eng Enquête ass gefuerdert ginn, eng parlamentaresch Enquête, si ass ofgelehnt ginn an der Affär Wickreng/Léiweng. Wat ass bei den Debatten duerno erauskomm? Näischt ass erauskomm, obschonn d'Oppositioun laang Froebéi agereecht huet!



Eng Enquête ass emol net méi gefrot gi bei der Affär vum Katar mat Cargolux. Wat ass beim Versprechen erauskomm vun der Regierung, Kloeerheet an där Affär ze schafen? Ausser engem Gefällegkeetsavis vun enger Consultance-Boîte, déi sech selwer hätt misse belaachten, awer hiren Avis nach deier verrecht huet, ass näischt erauskomm, a mir sinn ëmmer nach net gewuer ginn, wat geschitt ass am Virfeld vun deem Deal mam Katar.

Ech mengen einfach, dass eng Regierung net fräiwëlleg Saachen erausgëtt, déi si belaachten. Et brauch een dofir verschidde Moosnamen. Et brauch ee verschidde Obligatiounen an et brauch een och, wann alles näischt déngt, Zwangsmoosnamen. Et brauch een zum Beispill e Gesetz zum Accès zu den Informatiounen. Dat kann e wichtegt Element si vun der Wahrheitsfindung, net nëmme fir d'Chamber, fir d'Deputéiert, mä och fir d'Press a fir d'Bierger.

Esou e Gesetz iwwert den Accès zu den Informatiounen ass jo ugekënnegt ginn. Mir waarden dorop. Mir hoffen awer just, dass et méi wäit geet wéi dee Code de déontologie, deen eis elo a Form vun engem Règlement grand-ducal virgeluecht ginn ass.

Ech mengen also, dass et och an Zukunft noutwendeg ass: Wann eng Regierung sech der Kontrollfunktioon vun engem Parlament wëllt entzéien, da brauche mer esou een Enquêtegesetz, dofir steet dat Enquêtegesetz och an den Texter. Ech gehéieren zu den absolutte Verfechter vun esou engem Enquêtegesetz! Well ech mengen, dass eleng eng Enquête, wéi se am Gesetz steet, d'Méiglechkeet schafft vu Moosname wéi Perquisitiounen a Saisien, vum Héiere vun Zeien ënner Eed. An déi Zeie setze sech strofrechtliche Konsequenzen aus, wa se e falschen Eed leeschten. Ech mengen, dass dat, esou wéi virun de Geriichter iwwergeseng och, absolut noutwendeg ass, wann ee wëllt der Wourecht méi no kommen.

E wichtegen Aspekt, mengen ech, an där heiter Gesetzesännerung ass deen: Wat geschitt, wann eng penal Enquête zesummefällt mat eng Enquête vun der Chamber?

Mir haten de Fall och souguer an der SREL-Enquête, déi zum Deel zesummegefall ass mam Bommeleer-Prozess. Et ass do gaangen ëm d'Implikatiounen vum Geheimdénsgschicht an d'Bommenattentat an den 80er Joren. An ech mengen, et ass haut net méi ofzestreden, dass dat an iergendengem Moos - wou déi ganz Envergure dovun nach net konnt ergrënnt ginn - effektiv de Fall war, dass et eng kloer Implikatioun ginn ass vun de Sécherheetsorganer vum Stat an déi Bommenattentat an den 80er Joren; eis Enquête huet esou Elementer geliwwert. Um Geriicht sinn nei Elementer derbäikommt.

An et ass mir zimlech kloer, dass dee Bericht, deen déi parlamentaresch Kontrollkommission vum Geheimdénsgschicht an den 80er Jore (veuillez lire: 2008) geschriwwen huet iwwert de Stay behind an iwwert d'Implikatioun vum Geheimdénsgschicht an déi Bommeleer-Affär, haut net méi esou kéint geschriwwen ginn. An dee Bericht huet zu engem kompletten Dé-douanement vun deem Service gefouert. Dat ass eppes, wat misst opgegraff ginn. Dat misst och haut nach opgegraff ginn!

Ech mengen, dee Prozess virun der Kriminalkammer - ech wëll do e bëssen agoen op déi Trennung zwëschen krimineller Enquête a politescher Enquête -, deen hat jo zwee Voleten. Deen éischte Volet ass: Wien huet d'Bommeleer geluecht? Dat ass kloer e penale Fait. Dat kann nëmme e Geriicht nosichen.

Et gëtt awer och nach en anere Volet an der Bommeleer-Affär, dat ass dee politesche Volet. Dat ass de politesche Kontext vun den 80er Joren, deen esou eppes méiglech gemaach huet. An do stelle sech eng Rei vu Froen: Op wat fir engem Niveau vum Stat waren déi politesch Implikatiounen bekannt? Wat fir eng Roll spillt dobäi - iwwergeseng haut nach - d'NATO-Zougehéieregkeet vu Lëtzebuerg? Oder hir besonnesch Relatiounen mat den USA zum Beispill? Firwat a vu wem ass decidéiert ginn, betreffend déi Faiten net nëmme an der Poursuite pénale ze verhënnern, dass se opgedeckt ginn, mä och, se politesch doutzschweigen, während awer zum Beispill an Italien déi Saache politesch diskutéiert gi sinn?

Am Fong geholl huet d'Strofgeriicht, wat sech mam Bommeleer-Prozess befaasst huet, deelweis d'Roll misse spille vun enger Enquêtekommission, fir iwwerhaapt ze verstoen, wat de politesche Kontext deemools war vun där Saach, iwwert déi et verhandelt huet. An et konnt sech do mat Sécherheet net beruffen op de Rapport vun 2008, wat en „Weißwasch-Rapport“ war vum Geheimdénsgschicht deemools, konnt sech awer zum Deel op eis Enquêtekommission beruffen, op Elementer dorauer.

Aus all deenen Ursachen, well hei am Gesetz eng strikt Trennung gezu gëtt zwëschen politescher Enquête a penal Enquête, hunn ech mech an der Kommissioun géint déi Formulierung am Gesetz ausgeschwat. Et kann net sinn, dass an alle Fäll, ënner allen Emstänn eng politesch Enquête muss ophéieren, wann eng penal Enquête ufänkt.

Ech mengen och, dass iwwert déi Berichter vun 2008 nach weider misst diskutéiert ginn. Et ass gesot ginn an der Kommissioun: „Dat ka jo geschéien an iergendenger Kommissioun. Oder souguer an der SREL-Kontrollkommission kann dat geschéien.“ Ech mengen awer, dass, wann et do geschitt, näischt wäert derbäi erauskommen.

An iwwergeseng weess jo dës Chamber, dass mir eis an der Enquêtekommission kloer derfir ausgeschwat hunn, dass d'Enquête net soll ofgeschloss ginn, mä nach soll weidergoen, well eng Rei vu Saachen nach net opgedeckt konnt ginn.

Ech menge souguer, dass ënner där neier Koalition, wou jo déi Partei, déi während där ganzer Zäit permanent an der Regierung war, elo net méi an der Regierung ass, vläicht kéinten nei Aspekter erauskommen, vläicht kéinten nei Piécken iergendwou optauchen, déi en neit Licht géifen op dat Ganzt werfen. Dir erlaabt mer jo e bëssen ze dreemen hei.

Mir kënnen dofir och, eleng wéinst där Formulierung, déi elo an deem Text hei ass, deen Text net stëmmen. Ech wëll och nach betounen, dass et besser wier, mir géife gläichzäitig och hei eng Verfassungsännerung unhuelen, wou drasteet, dass een Drëttel vun den Deputéierte kéint esou eng Enquête froen.

Ech mengen, dass dat ouni Zweifel méiglech gewiescht wier, dass ee sech do net hätt solle vum Statsrot berode loossen, fir dat der grousser Verfassungsännerung ze iwwerloossen. Mä ech mengen, dat hätt een och hei kënnen mat deem Gesetz hei zesummen diskutéieren. Em-sou méi, well ech och nach an der zoustänneger Kommissioun vun der Chamber, der Institutionskommission, gefrot hunn, dass net nëmme soll een Drëttel vun den Deputéierten esou eng Enquêtekommission kënnen froen, mä dass och eng Minoritéit vun Deputéierten an der Enquêtekommission selwer soll d'Recht kréien, fir ze froen, zum Beispill, dass gewëssen Zeie kënnen gehéiert ginn oder dass gewëssen Akte vun där Kommissioun kënnen gesat ginn.

Well wann een dat nëmme ka maachen, wann eng Majoritéit vun der Kommissioun domadder d'accord ass, dann ass et esou wéi beim Zesummeruffe vun enger Kommissioun, da risquéiert een nawell gären, dass da majoritär gesot gëtt: Neen, dat wëlle mer net. An ech fanne, och do misst d'Minoritéit an esou enger Enquêtekommission Rechter kréien, fir gewëssen Enquêteschrëttchen an selwer ze froen, fir dass se dann och geschéien.

Aus all deenen Ursache kann ech net esou tel quel deene Virschléi hei zoustëmmen. Obscho se eng Rei vu Verbesserungen, vu bessere Formulierungen an esou weider bréngen, bréngen se awer och wichteg Saachen, déi ech virdu kritiséiert hunn, mat eran.

An ech mengen, an Zukunft wäert et nach méi schwéier sinn, fir eng politesch Enquête ze maachen, wa gläichzäitig eng penal Enquête leeft, obschonn déi zwou Enquêtes, menger Meinung no, sech net mussen an alle Fäll total géigeniwwerlafen, mä eng Enquête ouni Problem kéint déi aner Enquête dynamiséieren an hir Elementer liwweren, déi wichteg wieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Urbany. An d'Regierung huet d'Wuert, den Här Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der Regierung dem Alex Bodry als Auteur vun der Proposition de loi an och als Rapporteur an all senge Kommissionsmembere Merci soe fir d'Initiativ an déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass. Eng Aarbecht, déi natierlech, ech soen emol, zu 95% Chambersinterna betrëfft, zu deene sech dann och d'Regierung net wëllt äusseren.

Ech wëll awer och als Verrieder vun der Regierung ënnersträichen, dass déi Commission d'enquête ronderëm de SREL net nëmme gewisen huet, dass et Nobesserungsbedarf gëtt am Gesetz, mä dass déi Kommissioun awer och bewisen huet, wéi wichteg dass dat Instrument, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn, och ass. An ech mengen och - wéi eenzel Virriedner dat scho gesot hunn -, dass een dës Proposition de loi zesumme soll kucke mat där envisagéierter Revisioun vun der Verfassung, nämlech de Passus, deen engem Drëttel vun den Deputéierten d'Recht soll ginn, eng Enquêtekommission anzeberuffen. An déi zwou Saachen

zesummen, mengen ech, wäerten op där heiter Fro derfir suergen, dass mer insgesamt eng besser Situatioun hunn.

D'Regierung ass awer e bësse betraff duerch déi Texter, déi mer haut maachen. Eng éischte Kéier doduerch, dass och d'Chamber kann zréckgräifen, fir zum Beispill d'Scelléen ze apposéieren, op Membere vun der Force publique. Domat huet d'Regierung ausdrécklech kee Problem. Mir mengen effektiv, dass do eng Zesummenaarbecht ubruecht ass.

A virun allem sinn ech awer frou - an do deelen ech dem Här Urbany seng Meenung net ganz, deels kann ech se novollzéien, ech deele se awer net ganz - iwwert déi spannend Fro, wéini eng parlamentaresch Enquête soll kënnen stoe bleiwen zugonschte vun enger Initiativ vun de Justizautoritéiten.

Theoretisch kann ee sech wierklech virstellen, dass een dat ka parallel lafe loossen. Et geet och sécher deelweis. Do kënnen och Elementer wierklech dra si vun Dynamiséierung vu béiden Enquêtes. Wat den Här Urbany awer net erwähnt huet, dat ass awer déi Gefor, déi dann och mat besteet, nämlech déi vum Torpedéiere vun där anerer Aarbecht.

Mir lafe reell Gefor, wa mer net genau wëssen, wou d'Ligne de partage muss gezu ginn, dass Elementer, déi an där politescher Enquête gesat ginn, kënnen dozou féieren, dass Rechter vun der Défense léiséiert ginn am Kader duerno vun de judiciairen Initiativen. Dat kéint dozou féieren, dass och Leit missten eventuell fräigesprach ginn, well eenzel Elementer polluéiert wieren duerch déi politesch Enquête. An dat ass awer och eng ganz reell Gefor, déi kann een net einfach ignoréieren.

Dofir, ech deelen zum Deel, wat Der sot, Här Urbany, mä Dir sot awer net alles, wat een dozou muss soen. A wann een alles an Erwägung zitt, da kann dat hei natierlech eng Solutioun sinn, déi och emol déi eng oder déi aner Kéier - esou oft geschitt dat jo och net, glécklecherweis - tatsächlech ka vläicht als eng ze fréi agehäite Brems wierken, dat mag sinn! Mä dat ass awer déi eenzeg Solutioun, déi eis garantéiert, dass an all de Fäll déi judiciaire Enquêtes net wäerten torpedéiert ginn duerch déi politesch.

Heimadder hu mer wéinstens déi Garantie. An dat ass net näischt! Dofir ënnerstëtzen ech als Justizminister ausdrécklech dës Ligne de partage, och wann ee se heiansdo ka méi wäit zéien. Mä hei wësse mer genees, wat mer maachen.

Och dee Kompromëss, dee fonnt ginn ass, fanne ech e ganz rasonabelen. Dee berout a fousst op Bestehendem. Mir wëssen, wat mer do maachen. Mir wëssen, op wéi een Terrain dass mer ginn. An dat halen ech wéinst den Aspekter vun der Rechtssécherheet a vun der Kloeerheet vum Partage fir déi besser Solutioun. Déi aner kann ee sech politesch wënschen, mä si biert Geforen, Här Urbany, déi mer net maistriséiere géifen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Justizminister. Mir wäeren domat um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mer géifen zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 6623 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6623 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. An de Vote ass ofgeschloss.

60 Deputéiert hunn un der Ofstëmmung deelgeholl. 58 hu mat Jo gestëmmt an 2 Abstentéiounen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marc Spautz), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Aehm) et Michel Wolter;*

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Ech ginn dovun aus, dass déi Abstentéiounen motivéiert sinn, an ech géif dann de Projet als adoptéiert erklären an d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat esou decidéiert. Merci.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Diskussioun vun der Proposition de loi 6558 iwwert d'Unzuel vun Deputéierte pro Wahlbezirk. Déi Proposition de loi ass vum Här Gibéryen abruucht ginn.

An de Rapporteur, den Här Franz Fayot, huet direkt d'Wuert. Här Fayot.

17. 6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President.

Léif Kolleginnen, léif Kollegeen, dës Proposition de loi ass, wéi gesot, duerch den Deputéierte Gast Gibéryen den 21. Mäerz 2013 déposéiert ginn. Si ass laut eisem Règlement vun der Chamber als recevabel erkläert ginn. Si ass dunn un d'Regierung weidergeleet ginn, déi se un de Statsrot ginn huet.

De Statsrot huet säin Avis den 8. Oktober 2013 iwwerdreien an de Projet ass dunn an d'Institutionskommission komm. D'Institutionskommission huet sech an hirer Sitzung vum 2. Abrëll dést Joer mat deem Projet hei ausernegesat an ech sinn och an där Réunioun als Rapporteur bestallt ginn. Ech hunn den 2. Juli 2014 dee Rapport presentéiert, deen dunn och mat e puer Modifikatiounen ugeholl ginn ass.

Léif Kolleginnen, léif Kollegeen, dës Proposition de loi proposéiert eng Ännerung vum Artikel 117 vum Wahlgesetz vum 2003. Dir wësst, dass d'Zuel vun den Deputéierte pro Wahlbezirk duerch d'Gesetz vum 20. Dezember 1988 festgeluecht ginn ass op eng fix Zuel pro Bezirk. Dir kennt se, mä ech rappeliere se just kuerz: Dat sinn der 21 fir den Zentrum, 7 fir den Osten, 9 fir den Norden an 23 fir den Süden. An et ass u sech dës Opdeeling, déi vun der Proposition de loi vum Deputéierte Gibéryen kritiséiert gëtt.

D'Grondkritik ass, dass aus deem System dem Auteur vun der Proposition de loi no eng Ongerechtheet entsteet, well eng Stëmm net déiselwecht Gewiichtung huet an all Bezirk. An et ass effektiv wouer, dass a verschiddene Bezirker eng Léicht méi Stëmm muss kréien, fir en Deputéierte kënnen an d'Chamber ze schécken, wéi an aneren.

Vun deem Constat oder vun där Meenung ausgehend, mécht den Auteur vun där Proposition de loi zwou Ännerungsproposen. Déi éischte ass déi, fir d'Referenz op déi wahlrechtgegt Populatioun ze maachen, an net méi wéi bis elo op d'Awunnerzuel an deene verschiddene Bezirker. An déi zweet Propos ass, fir bei all Wahl eng nei Festsetzung vun der Zuel vun den Deputéierte pro Bezirk ze maachen, opgrond vun enger nationaler Moyenne vun der wahlrechtgegt Populatioun, ouni allerdéngs och an deem neie Mode de calcul déi 60 Deputéiert a Fro ze stellen, déi elo am Gesetz stinn.

Et ass, mengen ech, net onnützlich, op deem Punkt vläicht ze rappeliere, wou dese Kompromëss hierkënn, wou d'Gesetz vum 20. Dezember '88 hierkënn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

E kennt hier aus der Period 1983-1988. D'Populatioun war vun 340.000 1971 op bal 365.000 Awunner 1981 gewuess an et war kloer virun de Wahlen 1984, dass d'Zuel vun den Deputéierte géif vun 59 op 64 eropgoen. An et war deemools eng hëtzege Diskussioun an och an der Opinion publique eng gewëss Emotioun par rapport zu deem Phänomeen vun der Inflation vun den Deputéierten, dat heescht deem Wuesse vun der Chamber vun 59 op 64, soudass d'Parteien, déi dräi grouss Parteien, d'CSV, d'LSAP an d'DP, deemools '83 schonn den Engagement geholl hunn, fir no de Wahlen '84 vu 64 erëm zréckzekommen op d'Zuel vun 59.

Déi parlamentaresch Aarbechten zum Gesetz, wat schlussendlech sollt d'Gesetz vum 20. Dezember '88 ginn, weisen, an déi politesch



Zäitzeien - a wahrscheinlech nach eng Partie vun hinnen ënner eis hei an dëser Chamber - soen engem och, dass dat deemools keen einfache Wee war vun där politischer Deklaratioun vun '83 bis zu der Adoptioun vun där Mesure kuerz virun de Chamberswahlen 1989. Um Enn vun deenen Aarbechten, vun deene laangen Aarbechten, gouf d'Zuel vun den Deputéierte schlussendlech op 60 festgesat am Artikel 51 Alinéa 3 vun der Constitutioun.

Wat interessant ass, dat ass de Kompromëss, dass déi Basis vun där Festsatzung e Kompromëss war tëscht de Positione vun deenen dräi grouse Parteien. An dee Kompromëss huet u sech dora bestanen, dass ee souwuel d'Awunnerzuel considéiert huet wéi och d'Wielerzuel. Déi zwee Kritäre sinn zréckbehale ginn. De Rapporteur vun deemools, den Alex Bodry, huet a sengem Rapport drop higewisen, dass d'Opdeelung vun de Sëtzer, déi hei zréckbehale ginn ass, net vill anescht gewiescht wär, wann ee sech op deen een oder deen anere Kritär festgeluecht hätt.

An hien huet dat illustréiert mat folgenden Zuelen: Wann een eleng nëmmen d'Populatioun geholl hätt, da wär een am Süden op 23 Sätz komm, am Zentrum op 22 Sätz, am Osten op 6 an am Norden op 10. Wann ee par contre d'Wieler geholl hätt, da wär een am Süden op 24 Sätz komm, fir den Zentrum op 19, fir den Osten op 7 a fir den Norden op 9, soudass déi schlussendlech Zuel vun Deputéierte pro Bezierk u sech e Kompromëss mat enger gewësser Flexibilitéit zwëschen deenen zwee Kritären deemools schonn duergestallt huet.

D'Fro, déi dës Proposition de loi elo opwërft, ass, ob ee soll zréckkommen op e System, wou een eng flexibel Festsatzung mécht vun enger Wahl zur aner. Ech soen „zréckkommen“, wann ee bedenkt, dass mer u sech déi variabel Fixatioun do haten, quitte dass et mat engem anere System war.

De Statsrot, d'Regierung an och d'Institutionskommissioun hunn dës Fro mat Nee beäntwert. An et gétt dofir u sech dräi Grënn. Deen éischte Grond ass deen, dass et u sech géif e Paradigmewiessel duerstellen, wa mer elo géifen eleng op de Kritär vun de Wieler goen. De Statsrot huet a sengem Avis gewisen, dass historesch ni an eise Land d'Wieler considéiert gi sinn, mä ëmmer nëmmen d'Awunner fir d'Festsätze vun den Deputéierte pro Bezierk.

Den zweete Grond ass deen - an dee weist de Statsrot a sengem Avis och kloer op -, dass u sech d'Rechnung opgrond vun deem virgeschloene System net géif op ganz grouss Ënnerscheeder erauslafen zu deem aktuelle System, dee mer elo hunn. De Statsrot rechen vir, dass, wann een elo géif zum Beispill d'Joren 2011 an 2013 huelen, et do keen Ënnerscheid géif ginn an der Sëtzoopdeelung zwëschen de Bezierker, selon dass ee géif deen ale System huelen oder deen neie System mat där Moyenne électorale nationale, zouginnerweis op Basis vun der Prise en compte vun den Awunner an net vun de Wieler.

An deen drëtte Grond ass deen, dass laut Constitutioun den Deputéierten d'ganz Land representéiert. D'Constitutioun seet: «La Chambre des Députés représente le pays. Les députés (...) ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché.» Soudass et u sech e falscht Signal wär par rapport zu där Dispositioun an der Constitutioun, fir elo op e Wee ze goen, wou hie géif am Endeffekt de Wieler aus sengem Bezierk representéieren an net d'ganz Land.

An aus all deene Grënn ass d'Institutionskommissioun zum Schluss komm, dass dësen Text net sollt gestëmmt ginn.

D'Opdeelung a véier Bezierker, déi 1919 beschloss ginn ass, huet op enger wirtschaftlecher a soziologescher Realitéit baséiert, déi eng aner war wéi haut. Den Norde war deemools exklusiv landwirtschaftlech, den Oste war wirtschaftlech eng Wäibauregioun an och eng Landwirtschaftsregioun, de Süden an den Zentrum waren urban an industriell Géigenden. An d'Existenz vun deene Bezierker an hir soziologesche Eegeschaften hunn engem ganz präzise politesche Wellen entsprach. Et ass drëm gaangen, e Gläichgewicht ze fannen zwëschen de Regiounen, déi oft verschidden, jo ganz géigesätzlech Interesse vertruuden hunn.

An et war d'ailleurs och net onschëlleg, dass bis 1954 d'Chamber ëmmer nëmmen mat Halschente remplacéiert, nei gewielt ginn ass. Den Zentrum an den Norde si separat nei gewielt gi vum Süden a vum Osten, erëm eng Käer mat der Iddi, fir eng gewëss Stabilitéit ze

behalen an e gewëssen Équilibre zwëschen deem méi konservativen Norden an Osten an deem e bësse méi turbulenten Zentrum a Süden deemools.

(Interruption et brouhaha)

Op alle Fall ass et esou, dass dës Proposition de loi u sech indirekt - an ech soen indirekt - d'Fro opwërft vun enger eventuell méi breeder Diskussioun iwwer eise Wahlsystem an iwwert d'Fro vun enger, jo, vun enger Circonscription unique. Dat ass eng Diskussioun, vun där d'Institutionskommissioun bal unanime der Meenung war, dass se net sollt gefouert ginn am Kader vun dëser Proposition de loi, mä trotzdem ass déi Fro eng justifiéiert Fro am Lëtzebuerg vun 2014. Voilà!

Ech géif dofir gären als Rapporteur vun dëser Proposition de loi der Chamber recommandéieren, dës Proposition de loi net ze stëmmen.

Ech géif ofschléissend just nach gären eng Observatioun maachen, net als Rapporteur, mä a mengem perséinlechen Numm. Et muss een och gesinn, dass dës Proposition de loi an e Kontext kennt vun engem Land, wou mer säit 1993 mam Maastricht-Traité den europäesche Matbierger d'Recht ginn, fir souwuel bei Europawahle wéi bei lokale Wahle matzestëmme. 2004 hu mer dat ausgewäit op Netressortisanten aus Drëttlänner.

► **Une voix.** - Net fir d'Europawahlen.

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Mir hunn haut e Kontext, wou mer 43% Populatioun Auslänner hunn. Mir denken driwwer no - am Kader vun engem Referendum -, fir d'Lëtzebuergler ze froen, ob se d'accord sinn, d'Wahlrecht bei nationale Wahlen auszebreechen op eis auslännesch Matbierger. Dat heescht, mir sinn an engem, déi nei Regierung och ass an engem politesche Mouvement, fir ëmmer méi Integratioun ze kréie vun eisen auslännesche Matbierger. An och aus deem Grond ass et fir mech an och fir meng Partei ganz kloer, dass dës Proposition de loi e Schrëtt an déi falsch Richtung ass.

Voilà, dat gesot, géif ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Fayot als Rapporteur vun dëser Proposition de loi. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Gast Gibéryen, deen den Auteur ass och vun der Proposition de loi. Et wär dann un lech.

Discussion générale

► **M. Gast Gibéryen (ADR), auteur.** - Merci, Madame Presidentin. Ech wëll fir d'Eischt dem Kollege Franz Fayot Merci soe fir säi korrekte Bericht, deen en hei am Numm vun der Kommission gemaach huet.

Ech mengen, déi Proposition de loi iwwert d'Opdeelung vun de Mandater vis-à-vis vun deene respektive Bezierker fir d'Wahlcampagné fir d'Chamberwahlen, déi huet eng spezifesch Opfaassung an déi huet de Kollege Fayot jo hei matgedeelt. Ech wäert awer nach dorop zréckkommen.

Mir stellen awer fest, dass eise Wahlsystem insgesamt e puer Ongerechtegkeete vis-à-vis vun deene méi kleng Parteien huet: éischters direkt wat d'Setzverdeelung ubelaangt, d'Proportionalitéit, wou mer wëssen, dass e Reschtsätz éischer an eng grouss Partei geet wéi dat en un eng kleng Partei geet, an zweetens d'Prozenter, déi ee muss kréie pro Bezierk, fir e Mandat ze kréien. Esou huet e Bezierk wéi de Süden... mat 4,16% kritt een do en Deputéierten, am Zentrum 4,54%, am Norden 10% an am Osten 12,5%.

Dat sinn eiser Meenung no aus dem System eraus zwou Ongerechtegkeeten, déi sech dorauer erginn, déi awer nâchst direkt mat dëser Proposition de loi ze dinn hunn, ech wollt déi just ernimmen.

Déi Ongerechtegkeet - eiser Meenung no -, déi dës Proposition de loi beschäftegt, dat ass d'Opdeelung vun de Mandater pro Bezierk. Déi ablécklech Opdeelung ass, de Rapporteur huet se scho genannt: De Süden huet der 23, den Zentrum 21, den Norden 9 an den Oste 7. Dat geet eraus, déi Opdeelung, déi niddergeschriwwen ginn ass, aus engem Arrangement vun 1988 tëschent den dräi Parteien CSV, LSAP an DP.

Eiser Meenung no verstéisst dës Opdeelung géint den Artikel 10 vun eiser Verfassung, dee seet: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.» D'Lëtzebuergler, an dësem Fall sinn dat d'Wieler, déi bei de Chamberwahle kënnen wéi goen.

Wa mer da kucken, wat de Wäert vun enger Stëmm pro Bezierk ass, da muss mer feststellen, dass een, fir e Mandat am Zentrum ze kréien - dat sinn déi lescht Chifferen, déi mer geholl hu vun 2009 -, 3.008 Stëmmen oder

Wieler brauch, am Süde fir ee Mandat 3.906, am Oste 4.353 an am Norde 4.428. Et muss een also vill méi Wieler am Norden hunn, fir e Mandat ze kréien als Norden, an am Osten, wéi dat zum Beispill de Fall ass am Zentrum.

An anere Wieder gesot, ass am Norden an am Osten engem Wieler seng Stëmm manner wäert, wéi engem Wieler aus dem Zentrum seng Stëmm wäert ass. Fir eis als ADR ass dat eng Violatioun vis-à-vis vum Artikel 10 vun der Constitutioun, deen, wéi gesot, seet: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.»

Ech wëll och hei mat bemierken, déi perséinlech Remarque, déi de Kollege Fayot zum Schluss gemaach huet, wat d'Auslännerwahlrecht ubelaangt: Ech wëll elo net d'Debatt iwwert d'Auslännerwahlrecht hei analyséieren - mä just de Fait, wa géifen Auslänner kënnen mat hei zu Lëtzebuerg wéi goen, da wieren dat jo an dësem Sënn och Électeurs. Da wieren dat Électeurs an d'Verfassung misst deementsprechend jo dann och geännert ginn an da wier dat jo selbstverständlech, dass déi an där Berechnung och géifen als Électeurs mat afléissen. Duerfir, mengen ech, ass déi Iwwerleung net grad déi richteg.

D'Proposition vun eis als ADR, déi seet am Fong, dass d'Mandatsverdeelung pro Bezierk ëmmer misst gerechent ginn opgrond vun de Wieler pro Bezierk. Déi Berechnung géif all Joers gemaach ginn opgrond vum Stand, dee mer den 31. Dezember feststellen. An et géif also all Joers eng nei Berechnung gemaach ginn an dat géif och domadder... Well et ass laang diskutéiert ginn: Maddt een dat dräi Méint oder sechs Méint virun de Wahlen? Mä et ka jo och emol eng Iwwerraschung kommen, wéi mer se virun engem gudden Joer erlieft hunn, dass mer eng Regierungskris kréien, an dann hätt een déi Berechnung net gemaach. Duerfir soe mir, am Prinzip hätt een déi Rechnung sollen all Joers maachen, dann ass se ëmmer fix, wéi d'Evolutioun vun deenen eenzelne Mandater pro Bezierk wier.

Domadder géif erreecht ginn, dass d'Zuel vun deene 60 Mandater net géif änneren, mä dass se am Verhältnis „Opdeelung an deene véier Wahlbezierker“ ëmmer esou wier, wéi d'Wielerzuel an deem eenzelne Bezierk am Ganzen ass. An et géif domadder erreecht ginn, dass eng Stëmm vun engem Wieler am Norde wéi am Osten, am Zentrum an am Süde fir ëmmer déi gläich Stärkt hätt!

Dat ass d'Zil vun dëser Proposition de loi.

D'Divergenzen, déi mer hei hunn um politesche Plang, bestinn doranner, dass mir als ADR vertrieden, dass d'Wieler - dat sinn d'Lëtzebuergler - mussen geholl gi fir d'Berechnung vun de Mandater pro Bezierk, an dass d'Majoritéit heibannen an och de Statsrot am Fong soen, dass als Basis net nëmmen d'Wieler, mä och d'Awunner mussen geholl ginn.

Ech erënneren awer drun, dass deemools, wéi deen Artikel an d'Gesetz komm ass, do am Fong drastong, dass als Basis souwuel d'Wieler wéi d'Populatioun géifen zielen, an dass op Proposition vum Statsrot dee leschten Deel vum Saz du gestrach ginn ass, dass dat also net am Gesetz deemools zréckbehale ginn ass, déi zwee Punkten: souwuel d'Wieler wéi d'Populatioun.

Mä et ass esou, d'Gesetz schweigt sech am Fong doriwwer dout aus. Et seet am Fong nâchst dozou, opgrond vu wat dat dat berechent gëtt. Well deemools am Fong och schonn - an ech wëll drun erënneren, wann een d'Dokumenter noliest - d'CSV an d'DP derfir agetruede sinn, dass d'Populatioun misst geholl ginn, an dass d'LSAP deemools derfir agetruede ass, dass am Fong d'Wieler misst geholl ginn. Zumindest deemools war d'LSAP dann op där Wellelängt, wéi mir haut sinn. Mä den Arrangement huet dunn derzou gefouert, an den Avis vun Conseil d'État, dass dat am Gesetz am Fong net festgeschriwwen ginn ass, weder dat eent nach dat anert.

Mir sinn also der Meenung, dass ee muss hi-goan an dat heite maachen. Mä mir gesinn awer och an, dass et keng politesch Majoritéit gëtt. Dat ass nun emol eben an enger Demokratie esou.

Et deet eis leed, well mir mengen, hei wier éischters dem Artikel vun der Verfassung Rechnung gedroe ginn, dass ee Lëtzebuergler esou vill wäert wier wéi deen aneren, dass also och engem Lëtzebuergler seng Stëmm esou vill wäert wier wéi deem anere seng, wat an där aktueller Situatioun net de Fall ass. An dofir hu mir déi Proposition de loi aus Iwwerzeegung gemaach a sinn och der Meenung, dass déi Proposition de loi hei richteg ass, och wa se haut vun der Chamber net ugeholl gëtt.

Ech géif dann ofschléissend dat och hei wëllen ënnersträichen, wat de Kollege Fayot hei gesot huet, wat d'Circonscription unique ubelaangt. Och mir als ADR sinn der Meenung, wa mer net mat dëser Proposition duerkommen,

wat jo de Fall schéngt ze sinn heibannen, dass dann d'Kommissioun vun den Institutione sech mat der Fro vun der Circonscription unique hei sollt beschäftegen.

De Kollege Fayot huet hei am Kader vun dëser Proposition de loi virdrun zitéiert - wat awer mengere Meenung no zu dëser Proposition de loi net dat richteg Argument wier -, den Deputéierte wier verflucht, sech vis-à-vis vum „ganze Land“ ze engagéieren. Dat ännert jo nâchst domat, wéi d'Opdeelung tëschent den eenzelne Bezierker ass, mä, wann een dat ervirzitt, wier et en Argument, fir eng Circonscription unique anzeféieren hei am Land.

Op jidde Fall ass d'ADR och fir eng Circonscription unique. Mir wollten een Abléck hei eng Resolution maachen, mat där mer als Chamber sollten d'Kommissioun vun den Institutione mat där Fro chargéieren. Mä vu dat och am Rapport vun der Kommission zum Schluss iwwert d'Circonscription unique geschwat ginn ass an de Rapporteur och hei selwer déi Ureegung gemaach huet, hu mer drop verzicht, mengen ech, fir eng Resolution ze maachen. Mä mir wollten hei awer just deklaréieren, dass mer als ADR, am Fall wou dës Proposition de loi net ugeholl gëtt - wat jo schéngt de Fall ze sinn -, dass mer dann awer mat an der Commission des Institutions a Richtung Circonscription unique wëlle schaffen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Gibéryen fir seng Explikatiounen. Nächsten ageschriwwenen Deputéierten ass den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, ech ruffen lech op d'Tribün.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Proposition de loi 6558 wëllt den Artikel 117 vun eise Wahlgesetz änneren. D'Virriedner, de Rapporteur Franz Fayot an den Här Gibéryen, hu schonn e ganzen Deel vun deenen Argumenter gesot - deen een derfir an deenen aneren dergéint -, fir deen Artikel ofzënnere oder net ofzënnere. Ech wëll dofir net an d'Detailer goen.

Sécher ass op jidde Fall, dass d'Wahlgesetz eng ganz sensibel Matière ass. Si ass ganz sensibel, well doduerch och justement d'Zuel vun den Deputéierte festgeluecht gëtt an eigentlech dat demokratesch Geschéien an engem Land bestëmmt gëtt.

En däitsche Verfassungsrechtler huet gesot: „Et kann een d'Demokratie vun engem Land jugéieren no sengem Wahlgesetz.“

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Dat ass richteg. Dat kann ech och deelen. An dofir ass et och legitim, dass ee periodesch d'Wahlgesetz nokuckt, dass een iwwerleed: Si mer nach mat deem Gesetz, wat mer elo hunn, leie mer do nach richteg? Si mer nach an der Linn vun engem demokratesche Stat, an deem och all Bierger sech vertruede fillen, oder mussen mer eppes dorun ännere goen? Ech mengen, déi Fro ass legitim, an et ass och gutt, dass d'Chamber sech periodesch mat där Matière ofgëtt.

Ech wëll awer haut net e generellen Débat doriwwer hunn, well mir si ganz konkret a limitéiert mat engem Artikel befaasst. Dat ass den Artikel 117. Den Auteur vun där Proposition de loi fënnt, dass de System, wéi mer en elo hunn, wou d'Deputéiert geméiss dem Artikel 51 Paragraph 3 vun der Verfassung festgeluecht ginn an engem Gesetz, dass dat net gerecht wier. Am Text seet en, et wier - an en huet et och répétéiert - eng Inégalité am Sënn vum Artikel 10 vun der Verfassung.

Wann ee vun Inégalité schwätzt, da kann een nëmmen déi Leit matenee vergläichen, déi hoerenee an deeneselwechte Situatiounen sinn. Dofir kann ee sech d'Fro stellen, reng juristesche gesinn - ech wëll déi och net bis zu Enn diskutéieren, well do gëtt et och Pro a Kontra -, ob een hei d'Deputéiert vun engem Bezierk no de Wieler oder no de Stëmmen, déi se mussen hunn, mat engem Deputéierte vun engem anere Bezierk ka vergläichen a soen: Mir sinn hei an enger Inégalité. Mir violéieren den Artikel 10 vun der Verfassung.

Ech sinn net där Meenung! Ech sinn der Meenung, wa mer géife feststellen, dass am selwechte Bezierk Inégalitëten aus iergendweller Ursach géifen optauchen, da kéint een natierlech ganz kloer soen: Do ass e Verglach méiglech. Ass de Verglach awer méiglech tëschent Deputéierte vun zwee Bezierker, wou et eng aner Zuel ass, wou et och, dat ass richteg, en anert Wielerpotenzial gëtt?

Et sinn eng ganz Rei Froen, déi do matspillen. An dofir wier ech perséinlech op jidde Fall ganz



virsiichteg, fir do ze soen, et wier eng Inégalité am Sënn vum Artikel 10 vun der Verfassung.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech wëll soen, ech hunn et scho virdu gesot, dass déi zwee Virriedner exzellente waren, dass den Här Fayot op eng exzellente Aart a Weis a sengem schréfftlechen a mëndleche Rapport an den Här Gibéryen och an dem Text selwer vu senger Proposition an och a sengem mëndleche Virtrag déi Matière gutt exposéiert hunn, sou dass ech net an d'Detailer brauch ze goen. Ech soen hinnen och dofir Merci.

Ech wëll awer soen, dass eis Partei mat där Propos - Dir hutt dat selwer schonn ugedeit -, mat Ärer Proposition de loi net d'accord ass. An ech wëll eigentlech soe firwat. Et ginn a mengen Aen dräi Punkten, fir net dermat d'accord ze sinn.

Deen éischten ass deen, deen huet och den Här Fayot schonn exposéiert: Am Ablack proposéiert Dir ee Changement de paradigme radical. Dir gitt vun der Basis vun der Bevëlkerung ganz ewech, fir nëmme méi d'Wieler ze considéieren.

An do kann ee sech awer wierklech, wéi och de Conseil d'État et gemaach huet, d'Fro stellen, ob dat am Sënn vum Artikel 50 vun der Verfassung ass, dee seet, dass d'Deputéiert d'Land verrieden. Ganz kloer, e seet net: D'Deputéiert verrieden hir Électeurs! Mä e seet awer souguer, e schwätzt vu Committants. An e schléisst eigentlech... Comettants ass e bësse vag, domat kann een d'Wieler verstoen, mä e seet awer an engem Saz duerno, dass den Deputéierten d'Intérêt vum ganze Land ze verrieden huet an net nëmme d'Intérêt vu sengem Bezierk.

Dofir mengen ech och, wa mer an déi Richtung géife goen, wéi Dir et proposéiert hutt, fir nëmme méi d'Wielerzuel ze considéieren, dass dat e Changement wier, deen der Importanz vun de Bezierker net Rechnung géif droen, deen och dann d'Bevëlkerung, déi aner Leit, déi net wéi kënne goen, nach net wéi kënne goen oder iwwerhaapt kee Wahlrecht hunn, guer net considéiert. A mengen Ae wier dat e schlecht Zeeche vis-à-vis vun deenen dote Leit. Dat si Bierger, dat si Bierger wéi d'Wieler och, déi zwar kee Wahlrecht hunn, mä déi dee Moment, mengen ech, awer musse considéiert ginn. Wann Der schonn de Poids op d'Bezierker leet, mengen ech, dass ee pro Bezierk awer och déi Leit do mat muss considéieren.

► Une voix. - Très bien!

► M. Paul-Henri Meyers (CSV). - En zweet Argument: Dir changéiert och d'Aart a Weis, wéi d'Zuele vun den Deputéierte festgeluecht ginn. Déi Prozedur wëll ech net répétéieren, Dir hutt se gesot: Dir leet eng Moyenne électorale nationale fest an dann dividéiert Der d'Zuel vun den Électeurs duerch déi Moyenne, déi do erauskënn, an do kritt een dann eng Zuel vun Deputéierte pro Bezierk. Déi Moyenne soll all Joers op den 31. Dezember festgeluecht ginn. An da sot Der, dass sechs Méint virun de Wahlen, bei normale Wahlen, d'Zuel vun den Deputéierten opgrond vun där Prozedur, déi Dir virschreift, mat där Moyenne électorale nationale misst festgeluecht ginn.

Dir sot net, wien et mécht. Mä d'Verfassung seet eis et. D'Verfassung seet am Artikel 51 Paragraph 3, dass duerch e Gesetz, wat mat enger Majorité qualifizéiert gestëmmt gëtt, d'Zuel vun den Deputéierte pro Bezierk fixéiert gëtt. Dat heescht, d'Chamber misst sechs Méint virun allen nationale Wahlen e Gesetz stëmmen mat enger qualifizierter Majoritéit, fir dann d'Zuel vun den Deputéierte pro Bezierk ze fixéieren. Bei der Opléisung vum Parlament géif dat direkt no der Opléisung geschéien.

Ech hunn zwee Bedenken: Deen éischte Bedenken, dat ass, dass mer elo kee Gesetz méi hätten, wat eigentlech direkt dem Artikel 51 Paragraph 3 géif entsprechen. Mir misste bei all Wahlen esou ee Gesetz stëmmen. Wat geschitt, wa par impossible bei enger Opléisung esou ee Gesetz net méi ka gestëmmt ginn? Well mir sinn nämlech an engem anere konstitutionellen Délaï bei der Opléisung dran. Dat ass deen, dass, wann d'Chamber opgeléist gëtt, d'Wahle bannent dräi Méint musse sinn. An darselwechter Zäit hu mer och nach Délaien, wou d'Lëscht vun de Kandidaten musse hannerluecht ginn, déi respektéiert musse ginn. A mir hu bei der Opléisung d'lescht Joer gesinn, a wéi eng enk Situatioun mer heiansdo kommen, souguer mat deem Gesetz, wéi mer et elo hunn, fir déi Délaien, déi d'Verfassung an d'Wahlggesetz eis ginn, kënnen ze respektéieren.

Wa mer do dertëscht elo och nach e Gesetz quetsche ginn, wat dann tëscht der Opléisung an de Wahlen och nach mat enger Majorité qualifizéiert d'Zuel vun den Deputéierte festleet, kann ech nëmme der Chamber bonne

Chance wënschen! Also, dat ass a mengen Aen, wann net direkt contraire zum Artikel 51 Paragraph 3, dann entsprécht et awer net voll a ganz deem Text, dee seet, esou e Gesetz misst do sinn.

A mengen Ae muss esou ee Gesetz ëmmer do sinn an et kann een net den Aléaie vun deene jeeeweilege Wahlen dat doten iwwerloossen! Dat ass enger Demokratie net würdeg. Et muss ee vu virera wëssen, eng Partei, e Land muss wëssen - net dräi Méint virun de Wahlen oder zwee Méint virun de Wahlen -, wéi vill Deputéiert ze wéile sinn. Et muss een dat am Viraus wëssen! An d'Parteien an och d'Leit dobausse musse sech dorop kënnen astellen. Et kann een dat net kuerzfristeg einfach änneren goen.

An da gëtt et an deem Zesammenhang awer en drëtten Grond, wou de Conseil d'État zwar net genee drop agaangen ass, mä wou en an engem Tëschesaz gesot huet, wa par impossible d'Chamber géif den Text vun der Proposition de loi unhuelen, da wier et néideg, dass awer och déi ganz Technik, wéi dat vir sech géif goen, nei misst iwwerduecht ginn.

An de Conseil d'État huet dat kritiséiert, well hei iwwerschnéit et sech. Mat Ären Délaien, déi Der proposéiert, iwwerschnéit sech d'Délaie vun de Wahllëschtchen - d'Aschreiwungen an d'Wahllëschtchen -, déi iwwregens eréischt nom 31. Dezember ulafen a kuerzfristeg virun de Wahlen ofgeschloss ginn. Wann een also soll op den 31. Dezember d'Zuel, den Nombre électoral, fixéieren, baséiert dee sech net op déi lescht bekannt Zuel vu Wieler virun deene jeeeweilege Wahlen. Da sinn et d'Wieler vu virudrun, eventuell scho vun deene Wahle virudrun, dat muss ee gesinn. Dat ass also e Problem, deen een net ka vernoléisseggen, deen een also muss kucken.

An zweetens muss een och d'Délaie kucken, an deenen d'Wahllëschtchen deponéiert ginn. Also, all déi Délaie musse iwwereneekappen. A mir hu gesinn, dass mer besonnesch bei deenen dote Délaien an der Vergaangenheet heiansdo ganz grouss Schwierigkeeten hater. Dofir géif ech mengen, ofgesi vun deene generale Bedenken, déi mer hunn, si mer awer och net d'accord mam Projet aus deene reng technesch iwwerleeungen, déi ech elo duergeluecht hunn a wou ech net an d'Detailer wëll goen a wou ech net weess, wa mer se net géife léisen, wou déi eis géifen hiféieren.

Dofir ass d'CSV mat där Proposition de loi net d'accord. Mä wéi ech am Ufank gesot hunn - dass d'Wahlggesetz och heiansdo muss nogekuckt ginn -, verschléisse mer eis net an der Institutionskommissioun enger genereller Debat iwwer all Problemer, déi mat de Wahlen hei am Land zesammenhängen, wann déi eis zu enger besserer a méi effikasser Demokratie kënnen féieren.

► Plusieurs voix. - Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Meyers. An nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel.

► Mme Simone Beissel (DP). - Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, fir d'Éischt wëll ech och nach eng Kéier dem Rapporteur Franz Fayot häerzlech Merci soe fir säin exzellente schréfftlechen a mëndleche Rapport.

Et geet jo an dëser Proposition de loi drëm, fir eise Wahlsystem ze änneren an notament fir d'Fixatioun vun der Zuel vun den Deputéierte pro Bezierk ëmzänneren. Den Auteur vun der Proposition de loi - an ech ginn net méi an d'Detailer, well meng Virriedner hunn dat sougutt technesch, juristeschesch wéi och philosophesch scho belicht - fénnt jo, dass eng Inégalité vun de Lëtzebuurger vis-à-vis vum Gesetz wär, well e seet, et brauch ee pro Bezierk respektiv aner Wielerzuelen, fir dass een en Deputéierte gewielt kritt.

Mir hunn dat elo x-mol héieren an och d'DP-Fraktioun kann u sech net mat dem Gast Gibéryen d'accord sinn, well e sech reng op d'Notioun vun Électeur, dat heescht vun de Lëtzebuurger, déi op de Wahllëschtchen ageschriwwen sinn, baséiert.

Mir als Volleksverrieder, mir als Deputéiert sinn do fir all Bierger, fir all Mënsch, all Awunner vun dësem Land! Dat ass och Demokratie, an net nëmme Demokratie vun engem Wahlsystem. Ech mengen, ech wëll net méi den Artikel 50 widerhuelen, dee seet, dass d'Chamber «représente le pays». Do ass all Mënsch dran.

Déi ganz Diskussiounen, déi aper Diskussiounen viru Joren, deen Hickhack, wéi vill Deputéiert mer da sollten hei an dësem Land hunn, vun där aler Regel, dass all Kéiers, wann d'Populatioun ëm 5.000 gewuess ass, een Deputéierte bäikommt ass, a wéi dat op eemol total exorbitant ginn ass, zu där flexibeler Solutioun, déi mer do fonnt hu mat awer engem Nombre maximal vu 60, huet deemools schonn zwëschen de Bezierker jo déi Problematik opgehewen.

Momentan ass et awer esou, wann een - an ech mengen, mir musse dobäi bleiwen - elo d'Zuel vun de Residenten hält a wann déi géigen iwwersteet vun den Zuele vun den Deputéierten, déi momentan pro Bezierk ze wéile sinn, da schéngt dat eis als DP-Fraktioun nach ëmmer richtig an nach ëmmer gerecht ze sinn, compte tenu vun de Contrainten, déi mer de Moment hunn. Dofir kënnen mir als DP-Fraktioun dës Proposition de loi och net ënnerstëtzen.

Ech hänke mech awer drun, wat meng Virriedner - an notament de Paul-Henri Meyers - elo grad gesot hunn: D'DP ass bien entendu och op a bereet, fir eng generell Debat iwwer eise Wahlsystem ze féieren. Wa mer der Meinung sinn, dass en net méi zäitgeméis ass, dass en net méi gerecht ass, dass e wierklech misst op Vordermann bruecht ginn, si mir bien d'accord, fir eng generell Debat ze féieren. Mä da musse mer awer och alleguerten d'Acteurs ronderëm en Dësch kréien, déi alleguerte concernéiert sinn, an da muss iwwer alles diskutéiert ginn.

Dofir, déi Approche, fir vun de Bezierker auszugehen, ass zwar wichteg, mä et ass awer nëmme een Detail vun eise Wahlsystem. Et geet eis net duer. Dat ass och ee vun de Grënn, firwat mer déi Proposition de loi do net droen.

Mä, wéi gesot, et si ganz vill aner Punkten, déi schonn ugeschniddé sinn an eise Wahlsystem, déi wierklech enger Diskussioun würdeg sinn.

Also nach eng Kéier: Mir sinn do, fir dat ganz Land ze verrieden. D'Approche vun dem Auteur vun der Proposition de loi ass fir eis net verrietbar. An dofir wäert d'DP-Fraktioun mat Nees stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci der Madame Beissel. Den nächste Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam.

► M. Claude Adam (déi gréng). - Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech dem Här Fayot Merci soe fir säin mëndlechen a schréfftleche Rapport. De Statsrot huet an engem kuerzen Historique ugefuert, wéi eise Wahlsystem evoluéiert huet - den Här Fayot huet dat och gesot - a wéi mer 1988 op déi einsteilen definitiv Zuel vu 60 Deputéierte komm sinn. Déi Zuel gëtt weder vun eis nach vun der Proposition de loi a Fro gestallt.

De Statsrot hat awer och festgehalen, dass d'Zuel vun den Deputéierten ëmmer par rapport zu der Awunnerzuel gekuckt ginn ass an net zu der Zuel vun de Wieler. An hei proposéiert den Auteur vun der Proposition e Paradigmewissel, deen de Statsrot net wëllt kommentéieren, deen déi gréng awer gäre kommentéieren.

Mir ginn net mat op de Wee, deen den Här Gibéryen hei proposéiert. Mir fannen dat e falsche Wee. De Message un d'Volleksverrieder: „Dir sidd eenzeg an eleng der Populatioun verflücht, déi lech och gewielt huet“, fanne mir e falsche Message. Mir musse eis als Deputéiert och fir d'Interesse vun deene Leit asetzen, déi net wéile goen d'äergeren oder net wéile goe kënnen. Dat sinn engersäits déi 46% Leit, déi bei eis wunnen a schafften a keng Lëtzebuurger Nationalitéit hunn, anersäits och déi Kanner a Jugendlech, déi nach net de Wahlalter hunn, a schlussendlech och déi Leit, déi net kënne wéile goen, well se um Wahlsonndeg onverhofft krank gi sinn oder hu missen an d'Ausland goen.

Den Artikel 50 vun eiser Constitution seet, an ech sinn net deen Eenzegen, deen dat hei ernimmt: «Les députés (...) ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché.» Dat ass an eisen Aen de Message, dee mer musse weiderginn. An duerfir si mer der Meinung, dass de Schlëssel vun der Populatioun e besseren ass wéi dee vun de Wieler.

De Statsrot hat dann och d'Rechnung gemaach, wéi et da géif an der Chamber ausgeginn, wa mer de Schlëssel vun de Residenten géife bäibehalen an déi demografesch Entwécklung vun deene leschte Jore géife berücksichtegen. D'Konklusione vun deem Exercice waren, dass et vun 1981 bis 2013 just zu minimale Verännerunge komm wier, zweemol zugongschte vum Bezierk Zentrum an zu ongongschte vum Osten, an eng Kéier zugongschte vum Bezierk Süden an zu ongongschte vum Bezierk Zentrum.

Duerfir deele mer och d'Konklusione vum Statsrot, dass et net vun Intérêt ass, d'Wahlggesetz vum 20. Dezember 1988 op déi vun der ADR gefroten Aart a Weis ze änneren. Natierlech, an dat ass och hei vu praktesch all Partei gesot ginn, ass et ëmmer erëm legitim, e Wahlsystem ze hannerfroen an a Fro ze stellen.

Ech erënneren och drun, an ech mengen, all déi Leit, déi hei geschwat hunn, hunn och deen Artikel vum Fernand Feilen am „Forum“ vum November 2013 am Hannerkapp gehat, an deem eng ganz Rei interessant Themen

opgegraff gi sinn. Duerfir ass et flott och, fir déi Diskussioun eng Kéier weiderzeféieren. Mä dat, wat hei proposéiert gëtt, ass an eisen Ae keng Verbesserung, an duerfir wäert déi gréng Fraktioun och net fir dës Proposition stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► Une voix. - Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci, Här Adam. Nächsten a leschte Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany.

► M. Serge Urbany (déi Lénk). - Dir Dammen an Dir Hären, déi aktuell Opdeeling vun den Deputéierten op véier Bezierker, et ass schonn e puermol hei gesot ginn, ass zréckzeféieren op en Accord vun 1988 tëscht deenen dräi grouse Parteien, deen dra bestanen huet, fir d'Zuel vun den Deputéierte fir d'Éischt emol op 60 ze begrenzen - wat jo och emol net eng Evidenz onbedéngt muss sinn - an zweetens d'Zuel vun den Deputéierte pro Bezierk am Gesetz definitiv festzeleeën.

Wann ech soen „definitiv“, da kéint d'Gesetz geännert ginn, zwar mat enger Zweek-Dritt-Majoritéit, et ass awer zënterhier ni geännert ginn. An ech wëll och hei ënnersträichen, dass de Statsrot ausgerechnet huet, dass, och wann zënter den 80er Joren nei Berechnunge gemaach gi wieren, d'Zuel vun den Deputéierte pro Bezierk awer an deene meeschte Fäll déiselwecht gewierst wier, wéi se zënterhier och an der Realitéit war.

Woura besteet also déi Ännerung, déi eis hei an der Proposition de loi vum Här Gibéryen virgeschloen gëtt? Si besteet doranner, als Basis fir d'Opdeeling vun de Bezierker net d'Awunnerzuel ze huelen, mä d'Wielerzuel. An den Auteur seet och, mengen ech, ganz kloer, wouërëm dass et him geet. Et geet him drëm, net méi deene Bezierker e „pouvoir électoral plus fort“ ze ginn, déi e groussen Zouwuess vun net Lëtzebuurger Wunnbevölkerung hunn. An no deem Virschlag géif dann och logescherweis den Zentrum, wou jo vill auslännesch Matbierger wunnen, véier Sëtz verléieren, déi alle véier géifen op déi aner Bezierker verdeelt ginn.

An ech mengen och, d'Absicht dovunner ass relativ kloer. Ausser där vläicht, fir dem ADR hei oder do vläicht e bësse méi Méiglechkeeten ze gi bei Wahlen, mengen ech, ass d'Absicht awer och heimatmadder ganz kloer verbonnen, dass hei sollen ideologesch Marqueure gesat gi virun enger Diskussioun, déi mer elo solle féieren iwwert d'Wahlrecht vun de Leit, déi hei am Land wunnen.

An ech mengen awer, dass déi Marqueuren do, déi hei sollen agefuert ginn, a wou et gutt ass, dass awer d'Chamber seet, dass se do dee Wee net wëllt matgoen, dass déi Marqueuren net nëmme am Widersproch stinn zu där Décioun, déi mer musse huelen, zu där Diskussioun, déi mer musse féieren och beim Referendum, deen elo kënnt, mä dass se souguer am Widersproch stieche mat der geschichtlecher a konstitutioneller Traditioun hei am Land.

«La Chambre des Députés représente le pays.» Den Artikel 50 vun der Verfassung ass hei schonn e puermol zitéiert ginn, ech wëll en awer nach eng Kéier zitéieren, well en ass wichteg. An ëmmer an der Geschicht ass d'Zuel vun den Deputéierten no der Zuel vun der Bevëlkerung festgeluecht ginn, net vun de Wieler. Andeem dat hei virgeschloen gëtt, ass am Fong geholl den ADR méi konservativ wéi déi konservativ ëmmer an der Geschicht zu Lëtzebuerg waren.

(Brouhaha)

Mir kënnen duerfir déi Proposition de loi hei, Dir Dammen an Dir Hären, net stëmmen. Si wërfen net nëmme falsch Froen op, wéi wann d'Ongerechtheet vum Wahlsystem géif dora bestoen, dass d'Mandater no der Bevëlkerungszuel gerechent ginn, mä si liwwert och nach déi falsch Léisungen, andeem se virschléit, se an Zukunft ze berechnen no der Wielerzuel.

Dat heescht awer net, dass de Wahlsystem, dee mer hunn, dee richtegen ass. Et gëtt selbstverständlech eng Verzerrung vun der politescher Representatioun hei am Land, déi awer haapt-sächlech doduerch geschitt, dass d'Land opgedeelt ass a véier Wahlbezierker, déi ongläich grouss sinn, an net nëmme ongläich grouss sinn, wat d'Awunnerzuel ueget, mä iwwregens och, wat d'Wielerzuel ueget. Wann déi Proposition de loi hei géif uegoholl ginn, géif dat nach guer näischt änneren oder näischt Wesentlech änneren un der ongläicher Opdeeling vun deene véier verschiddene Bezierker, wat derzou féiert, dass eng Lëscht no Bezierk muss en ënnerschiddleche Stëmmenundeel hunn, fir an d'Chamber ze kommen.

Den Här Gibéryen selwer, et steet net a senger Proposition de loi dran, mä en huet déi Zuele selwer genannt: 4,2% brauch ee fir en Direktésetz am Süden, am Zentrum 4,5%, am Norden 10% an am Osten 12,5%. Dat heescht, an deene kleng Bezierker gëtt et de facto eng Mindesthürd vun 10%, fir an d'Chamber ze kommen. Ech mengen, dass doduerch de reelle Choix vun de Wieler an deene Bezierker duerch d'Wahlgesetz limitéiert a begrenzt gëtt, oder weinstens tendenziell begrenzt gëtt op déi Parteien, déi an deene Bezierker schon eng gewëssen Traditioun hunn an en place sinn. An ech mengen, dass dat nach méi de Fall ass, wann ee weess, dass d'Rechemethod, fir d'Mandater vun den Deputéierten ze rechnen, déi sougenannten „d'Hondt-Method“, déi kleng Partei ganz kloer benodelegt. Ech wëll och op deen Artikel hiweisen, deen hei zitëiert ginn ass.

Am Rapport vum Här Fayot gëtt drop higewisen, dass 1919, wéi déi Bezierker hei agefouert gi sinn - zesummen iwwregens mam allgemenge Wahlrecht a mam Fraewahlrecht, dat muss een awer och soen, 1919 war eigentlech eng fortschrëttlech Reform, mä deemools sinn d'Wahlbezierker esou opgedeelt ginn, wéi se elo sinn -, dass dat awer nientwëlcht verschiddeenen och politeschen a soziologeschen Iwwerleeungen, déi och deemools schon dohannerstoungen, awer och eng gewësse sozial Realitéit am Land an eng wirtschaftlech Realitéit erëmgespigelt huet. En huet geschwat vun enger turbulenter Industriegéigend a konservativer Landgéigend. Ech mengen, dass haut deelweis déi Grenzen opgehuewe sinn; e seet et selwer a sengem Rapport. Ech mengen, dass duerch d'Kommunikatioun tëscht de Regiounen, duerch allgemeng d'Kommunikatioun am Land d'Regiounen vill méi no geréckelt sinn.

An engem aneren Deel vu sengem Rapport, dee bezeichnenderweis aus Konsensgrënn an der Kommissioun net zréckbehale ginn ass, aus deem ech awer hei wëll zitieren, weist en drop hin an enger zimlech grousser Däitlechkeet, wat fir demokratesch Ännerungen néideg wieren. An ech mengen och, dass een an déi Richtung weider misst diskutieren.

Den Här Fayot seet an deem net verëffentlichte Rapport, deen awer elo an de Chambersbericht stoe kënn: «La Chambre serait dans son rôle pour s'interroger sur la pertinence de cette division du pays en circonscriptions. Aujourd'hui, les différences s'estompent de plus en plus. Les activités industrielles et les services s'implantent dans tout le pays. Pour la plupart des habitants, le lieu de travail et le lieu de résidence différent, et le lien avec le canton et la circonscription est de moins en moins fort.»

An en zitt d'Konklusiounen dorauer: «Face à la réalité d'aujourd'hui, on peut se poser la question si le meilleur moyen de donner le même poids électoral à chaque électeur n'est pas de créer une circonscription unique au lieu de faire chaque fois des calculs d'épiciers pour constater si telle circonscription est avantagée par rapport à telle autre.»

An dann zitt en nach eng Kéier an engem drëtten Extrait, deen ech zitieren wëll, eng Konklusioun, déi ganz wichteg ass fir déi Debatt, déi elo virun eis steet, wat d'Erweiterung vum Wahlrecht ugeet op d'Leit alleguerten, déi hei wunnen.

E seet: «De l'avis de la commission, il est de moins en moins possible...» - d'Kommissioun war awer net deem Avis, wëll ech awer och derbäisoen - «De l'avis de la commission, il est de moins en moins possible de diviser la population en deux catégories, celle des électeurs et celle des non-électeurs. Notre pays a un grand intérêt à assurer sa cohésion par la cohabitation active de tous. Étant donné que les députés représentent le peuple, et tout le peuple», Artikel 50 vun der Verfassung, «le changement de paradigme voulu par la proposition de loi va à l'encontre de la volonté politique générale d'une participation de plus en plus large de toute la population.»

An ech mengen, dass déi Referendumsdiskussion, virun där mer stinn, e wichtige Schrëtt an déi Richtung wäert sinn. Ech mengen, et gëtt endlech Zäit, dass déi richteg Froen am Land gestallt ginn, déi vun enger wierklecher Erweiterung vun der Demokratie - dozou gehéiert och d'Wahlgesetz -, net vun enger Spaltung vun der Bevëlkerung. A well mer géint eng Spaltung vun der Bevëlkerung sinn, wäerte mer op jidde Fall géint dee Projet hei stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Urbany. Den Här Michel Wolter huet d'Wuert nach gefrot. Här Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech wollt nach e puer Considératiounen dobäi zéien. Et sinn Der net méi esou vill heibannen, déi 1988 derbäi waren. Den Här Bodry néckt schon, well e weess genau, wat 1988 d'Diskussion war, an ech wollt vläicht dat eent oder anert Element awer matbréngen, wat an der Diskussioun a mengen Aen ze kuerz komm ass, well deemools de Kompromiss, fir vu 64 op 60 erfzekommen, jo net dee war, fir vu 64 op 60 erfzekommen, mä initialement hätt et sollen op 59 erfgoen, a well de Fait, dass mer 60 Deputéiert haut hunn, eigentlech e Kompromiss duerstellt tëscht de Parteien op där enger Säit, dat ass gesot ginn, mä et muss een eierlechkeetshalber awer fir déi, déi derbäi waren, soen: tëscht de Bezierker, déi en jeu waren!

Well, wann haut vu ville Leit iwwer eng Circonscription unique diskutiert gëtt, war d'Realitéit 1988 ganz kloer déi, dass bec et ongles probiert ginn ass, an all Bezierk e Minimum vun Deputéierten ze behalen. A besonnesch déi kleng Bezierker, déi hunn...

► **Une voix.** - Den Osten!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Déi kleng... Jo, zum Beispill, de 7. An den 10., de méiglechen 10. Nordsätz, iwwert dee vill diskutiert ginn ass, jee nodeem, wéi een et berechent huet. An d'Kompositioun vun der Chamber deemools war déi, dass Iwwerleeungen, déi a Richtung vun Emännerunge vu Wahlbezierker gongen, eigentlech net gutt ukomm sinn, well gemengt ginn ass, dass d'Chamber net nëmmer an hirer sozioprofessioneller Repartitioun, mä och an hirer geografischer Repartitioun dem Land sollt entsprechen.

An et waren haaptsächlech déi méi kleng Bezierker, déi och gefaart hunn - dat muss ee wëssen - an den 80er Joren, dass eigentlech de Bevëlkerungszouwuess géif an deenen zwee grousser Bezierker geschéien, an déi sech vehement derfir agesat hunn, dass déi Mindestnormen, wéi si dat deemools gesinn hunn, géifen agesat ginn.

Et ass d'ailleurs och de Grond, ee vun de Grënn, firwat dass den Artikel esou redigiert ginn ass, dass nëmme mat enger qualifizierter Majoritéit déi Repartitioun nach kéint geännert ginn: fir sécherzestellen, dass souwuel um Niveau vun de Bezierker wéi och um Niveau vun de Parteien genuch Intérète kéinte beienekommen, fir eng Ännerung vum System ze verhënnern.

Ech hunn deemools eng Motioun déposéiert gehat, 1988, well ech - an dat sinn ech och haut nach - fundamental der Meenung war, dass, wann ech mat enger fixer Zuel vun Deputéierten d'accord sinn an ech och der Meenung sinn, dass déi opgrond vun der Populatioun soll berechent ginn, ee sech awer deemools wéi och haut d'Fro hätt misse stellen, ob net vun Zäit zu Zäit den Équiliber tëscht deenen eenzelne Bezierker hätt misse kontrolliert ginn.

Ech hat deemools d'Propos gemaach, dass dat iwwer eng Volkszählung géif geschéien all zéng Joer an dass opgrond vun der Volkszählung d'Repartitioun géif gemaach ginn. Dat ass deemools ofgelehnt ginn aus deenen Ursachen, déi ech elo eigentlech hei virun e puer Minuten dévéléppéiert hunn. Ech wollt et awer gesot hunn, dass ech och haut nach der Meenung sinn, an och, wann de Statsrot ausgerechent huet, dass sech ganz weineg Ennerscheeder an deene leschte 25 Joer eigentlech gedoen hätten, dass ech prinzipiell der Meenung bleiwen, dass vun Zäit zu Zäit d'Repartitioun tëscht de Bezierker iwwer eng Volkszählung misst eigentlech rektifiziert ginn.

A wa se dann net ze rektifizieren ass, well mer eben an enger Welt zurzäit liewen, wou sech de Bevëlkerungszouwuess relativ am Équiliber tëscht deenen eenzelne Bezierker mécht, dann ass et tant mieux. Mä ech fannen awer - ech war deemools där Meenung an ech bleiwen och där Meenung -, dass vun Zäit zu Zäit eng Iwwerpräiwung vun deem Ganzen noutwendeg wier.

Dat wollt ech gesot hunn, andeem ech dann och nach eng Kéier rappellieren, dass ech der vill de Mëtting héieren hunn, déi elo fir en eenheetlechen, also en eenzege Wahlbezierk plädieren. Dir wäert relativ schnell gesinn, wann Der an den Detail vun der Diskussioun gitt, wéi séier dann do aner Meenung kommen.

Ech hat vun der Regierung emol viru 15 Joer den Optrag kritt, fir eng Kéier iwwer esou eng Diskussioun eng Diskussioun ze féieren. A komescherweis - dat ass elo nach net esou laang hier - ass et net drëm gaangen, fir vu véier op eent ze kommen, mä an der Diskussioun ware mer op eemol vu véier op fënnf voire op

sechs, well haaptsächlech déi Leit aus dem Mierscher Kanton - Dir kënn lech nach dorunner erënnern - der Meenung waren, dass si eigentlech an der Chamber iwwerhaapt net representéiert wiere par rapport zu aneren Deeler vum Land, déi wesentlech méi staark representéiert wieren, soudass déi Leit aus dem Mierscher Kanton vehement derfir plädieren hunn dee Moment, fir e fënnfte Wahlbezierk ze maachen zu Miersch an dee Richtung Westen géif goen.

E leschte Pefferkär an d'Diskussioun wollt ech just nach werfen, andeem ech soen, dass, wann een an eng Richtung vun engem eenheetleche Wahlbezierk wëll iwwerleeen, een dat an engem Kontext vun enger neier Repartitioun vun de Chargen tëscht dem Stat an de Gemenge sollt maachen.

Ech hu virun iwwer zéng Joer fir d'Kreatioun vun enger Chambre des élus locaux plädéiert, déi och eng Rei vu Pouvoire misst kréien. Dat ass, wann een an esou eng eng Richtung geet - fir all déi, déi de Mëtting an eng Richtung vun engem eenheetleche Wahlbezierk plädéiert hunn -, fir mech eigentlech eng Conditio sine qua non, dass ee sech och doriwwer géeneeg kritt, fir dass an engem méi groussen Ensemble... Falls deen dann eng Kéier kënn! Perséinlech gleewen ech éischer drun, dass d'Leit der Meenung sinn, dass et soll esou bleiwen, oder net. Mä wann et esou sollt kommen, muss mer oppassen, dass dat klengt Gefüge aus eise Land, dass dat am legislative Prozess nach derbäi ass.

An déi Iddi, déi de Syvicol och elo dëser Deeg nees eng Kéier opbruecht huet, vun der Schaffung vun enger Chambre des élus locaux mat enger Rei vu Kompetenzen am Kader vun engem parlamentareschen, also legislative System, wou och do déi Stëmm géif gehéiert ginn, bleift a mengen Aen eng Voraussetzung, fir dass ee kann an deem heiten Dossier méi wäit kommen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Michel Wolter. An dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Här President, vu dass d'Verfassungsrevisioun eng ureege Matière ass vun der Chamber, d'autant plus wou haut keng stattfënn, wäert d'Regierung kee weidere Commentaire dozou ofginn.

Merci.

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. Da géife mer iwwert d'Proposition de loi 6558 ofstëmmen, esou wéi se vum Här Gast Gibéryen abruecht ginn ass.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6558

Déi, déi mat der Proposition de loi d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net domat d'accord sinn, stëmme mat Neen. De Vote ass lancéiert. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 57 Stëmmen géint 3 Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da brauch ech also dës Kéier och net d'Fro ze stellen, ob mer d'Dispens vun zweeter verfassungsméisiger Vote ginn. Also ass domat d'Proposition de loi vun der Chamber ofgelehnt ginn.

Nächste Punkt um Ordre du jour ass eng Motioun, déi vum Här Serge Urbany deponéiert ginn ass an déi iwwert d'Rechter an d'Flichte vu Regierungsmembere geet. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

18. Motion de M. Serge Urbany relative au dépôt d'un projet de loi fixant les droits et devoirs des membres du Gouvernement dans les meilleurs délais

Exposé

► **M. Serge Urbany (déi Lénk), auteur.** - Merci. «Le Gouvernement présentera un projet de loi sur les droits et les devoirs des membres du Gouvernement.» Dat steet esou an der Regierungserklärung. Eraus kënn e Règlement grand-ducal, deen net ka vun der Chamber amendéiert ginn. Wann ee bedenkt, ënner wat fir Bedéngungen a mat wat fir Verspreechen dës Regierung gewielt ginn ass an an d'Amst komm ass, dann ass dat eiser Meenung no méi wéi e Lapsus.

Dee Réckschrëtt vun enger Koalitioun, déi wollt e frësche Wand an d'Land an an d'Regierung bréngen an e Renouveau démocratique versprach huet, wouvun esou e Gesetz hätt sollen en zentraalt Element si laut Regierungsprogramm, dee Réckschrëtt, mengen ech, emfënt een nach méi staark, wann ee weess, dass d'CSV an der Kommissioun déi Virgoensweis ratifizéiert huet, an engem Vote. Natierlech huet se dat, well hir Politik gëtt jo domat virgesat!

Mir akzeptieren och net, wann déi Virgoensweis, wéi dat alt heiansdo geschitt, domat begrënt gëtt, d'penal Responsabilitéit vun de Ministere wier elo schonn duerch Gesetzer ofgedeckt, duerfir bräichte mer keen neit Gesetz. Well onofhängeg dovun, dass dat jo schonn de Fall war, wéi dat an de Regierungsprogramm drageschriwwen ginn ass, geet et jo hei net nëmmer em d'penal Responsabilitéit vun de Ministeren.

Zu Wickreng-Léiweng a beim Cargolux-Katar-Deal - ech wëll dorop hiweisen, well ech wëll de Kontext och weisen, wou déi Regierung an d'Amst komm ass - hunn d'Ministère vläicht keng penal Gesetzer verletz, mä si hunn eng onzoulasseg Vermeschung gemaach zwësche staatlechen, politeschen Interessen a privaten Interessen. A grad dat - ass eis versprach ginn deemools - sollt jo an Zukunft ënnerbonne ginn. An ech mengen, et geet och effektiv just em dat an engem Code de déontologie!

An déi Froen, dat wat soll ënnerbonne ginn, déi Praktike vun der Regierung vu virdrun, déi net méi méiglech gemaach solle ginn, déi stelle sech genau d'selwecht, ob een dat an engem Gesetz regelt oder an engem Règlement grand-ducal, just dass bei engem Gesetz d'Chamber mat entscheede kann, wéi esou Froe geléist ginn. An dat ënner der Kontroll vun der Éffentlechkeet, déi d'Rapporte ka liese vun de Chamberskommissiounen, déi kann d'kontradiktöresch Debatten hei an dësem Sall novollzéien a sech eng Meenung doriwwer bilden. An dat alles ass heimat net garantéiert.

An ech mengen, Här President, dass zentral Froen iwwregens emol nach guer net geléist sinn an deem Règlement grand-ducal, déi awer hätte missen zur Debatt gestallt ginn: D'Karenzzäit vun de Ministeren, ier se vun der Politik an d'Privatwirtschaft wiesselen, ass hei net op eng anstänneg Manéier geléist. D'Sanktiounen, déi u Widderstéiss géint den Deontologiekodex gebonne sinn, sinn net virgesinn.

Et gëtt gesot, d'Ministère misse jo dann hir politesch Verantwortung iwwerhuelen. Da géif hinnen d'„Kapitalstrof“ drohen, hunn ech souguer gelies am Interview vum Här Minister. Just, déi Kapitalstrof ass hei net virgesinn! Si ass awer zum Beispill virgesinn am Code de déontologie fir d'Deputéiert. Do si Sanktiounen dra virgesinn.

Och d'Envergure vun der Deklaratiounspflicht, wat de Patrimoine ugeet, ass hei absolut net gekläert. Eng Saach, déi a Frankräich elo geregelt ass a wou sech zënterhier gewisen huet, dass domadder wierklech eng Kontrollfunktionsfunktion kann ausgeübt gi vis-à-vis vun de Ministeren.

Déi Motioun hei hate mer an d'Chamber erabruecht virun der Vakanz (cf. *compte rendu n°11/2013-2014*, p. 410). Si ass un d'Kommissioun verwise ginn, an der Kommissioun ass se ofgelehnt ginn. Duerfir hunn ech drop gehalen, dass se hei nach eng Kéier diskutiert gëtt. A mir wëllen och duerfir déi Motioun hei zum Vote stellen, hei am Plenum, fir dass all Deputéierte vun all Partei hei soll Stellung huelen, ob en domat d'accord ass, dass d'Regierung esou einfach ka vun engem vun hire wichtige Programmpunkten entbonne ginn. Mir mengen op jidde Fall, neen.



Mir hätte gären e Gesetz a mir verlossen eis och net op e Ministeschgesetz, wat iergendwa komme soll. An aacht Méint soll d'Vollek iwwert d'Mandatsdauer vun de Ministeren ofstëmmen, Här President. Awer d'Chamber soll net kënnen e Gesetz unhuelen, wat de Ministeren Verhalensregele während hirer Mandatsdauer gëtt. An ech mengen, dat ass net nozevollzéien! Duerfir ass d'Konklusioun vun eiser Motioun, wou ech gären e Vote hei driwwer hätt: «invite le Gouvernement à déposer un projet de loi relatif fixant les droits et devoirs de ses membres dans les meilleurs délais», an dat ass quasi en Zitat vum Regierungsprogramm.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Urbany. Ech hunn d'Wuertmeldung vum Här Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech kann dat och kuerz maachen. Zur Form: Bon, ech mengen, den Här Urbany huet net onrecht. Do huet d'Regierung eigentlech selwer Ulass ginn zu senger Motioun. Hien ziéiert et och nach eng Kéier an de Considéranz vu senger Motioun, dass an dem Regierungsprogramm steet: «Le Gouvernement présentera un projet de loi sur les droits et devoirs des membres du Gouvernement».

Bon, firwat dass d'Regierung deem selwer gesteckten Zil dann net nokomm ass an hiren Uspréich net nokomm ass, dat muss se da selwer erklären.

Zum Fong awer - a wat och de Vote vun der CSV dokumentéiert -, dat ass folgenden: Mir hu virun der Sommervakanz e Code de déontologie fir d'Chamber gestëmmt. Ech mengen, dat ass en équilibréierten Text, deen een anescht hätt kënnen presentéieren, mä en hat awer e grousse Konsens an der Chamber. An deem hu mer iwwer eng Modifikatioun vun eise interne Chambersreglement gemaach, also wou keng Regierung sech, loosse mer soen, an déi Dispositiounen vun de Rechter a Flichte vun den Deputéierten ageméisch huet.

An an deem Sënn kënnen mer och novollzéien, dass, wann d'Regierung hir Rechter a Flichte vun hire Memberen an e Règlement grand-ducal afléisse léisst, dat fir eis och en équilibréierten Text ass, dass dann och d'Chamber sech net forcéiert sollt doranner améischen.

Ech muss och soen, dass an der Substanz, quitte dass dat ëmmer als e Quantesprong presentéiert gouf, mä dass an der Substanz deen Text, deen d'Regierung an hirem Code de déontologie huet, deen an engem Règlement grand-ducal da virgesinn ass, dass deen net wesentlech ofweicht vun deene Regelen, déi sech déi fréier Regierung ginn huet.

An aus deene Grënn, Här President, bleiwe mer och bei deem Vote, dee mer an der Institutionskommission ausgedréckt hunn, nämlech dass mer als CSV déi Motioun vun deene Lénke wäerten oflehnen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Roth. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen d'Konklusioun vum Här Roth, awer net onbedéngt d'Argumentatioun, wat eis Fraktioun ubelaangt.

Mir hunn déi dote Fro jo och diskutéiert, net nëmmen ënnert eis an der Commission des Institutions. Effektiv war déi Motioun jo en Dagesuerdnungspunkt bei eis an enger Sitzung. Mä mir hunn dat gemaach, wou mer och de Minister héieren hunn a sengen Explikatiounen, well mir jo als LSAP-Fraktioun awer der Meenung sinn, dass et der Chamber net dierf egal sinn, wat fir eng Deontologieregele sech d'Regierung gëtt, well mer jo eng Kontrollfractioun vun der Regierung hunn. Also mengen ech, dass sech d'Fro anescht stellt wéi bei der Chamber selwer.

Nach mengen ech, dass ee muss en Ennerscheid maachen tëschent der Form, déi een deem Ganzen gëtt, deem Kodex gëtt, an dem Inhalt. D'Form ass fir mech bal zweetrageg, muss ech elo ganz éierlech soen. Wat zielt, ass den Inhalt. An den Inhalt, deen diskutéiere mer haut, deen hu mer an der Kommission diskutéiert.

Den zoustännege Minister, den Här Braz, huet sech och formell engagéiert, fir och, wann den Avis vum Statsrot virläit zu deem Règlement grand-ducal... Deen also och awer an enger offizieller Prozedur mat dran ass! Et ass jo kee geheimen Text, dee kee géif kennen. Do kënnert herno en Avis eraus vum Conseil d'État, deen och wäert éffentlech sinn. An duerno muss d'Regierung no Consultatioun vun der Chamber dann hir Responsabilitéit huelen, fir an

engem Règlement grand-ducal - dat ass dee Wee, dee si gesicht hunn - da sech hir Deontologieregelen ze ginn.

Mä selbstverständlech awer no Diskussioun an der Chamber, nodeem se héieren huet, wat vu Suggestiounen, vu Remarquen, vu Kritik gemaach ginn ass zu deem doten Text. An duerno selbstverständlech ass dat och weider eng Diskussioun, déi op ass, eng Debatt, déi op ass, wéi se och am Ausland ni definitiv zou ass, mä ëmmer erëmkënnert.

An et ass kengem Deputéierten hei verwiert, wann e mengt, e wéisst schon, wat ee soll an esou e Gesetz schreiwen, eng Proposition de loi eranzeginn. An ech freeë mech drop, déi dann deemnächst hei kënnen och eventuell ze diskutéieren, wéi sech dann déi Leit, déi behäert mengen, déi dote Regele kéinten nëmmen iwwer e Gesetz festgeluecht ginn, wéi si sech da virstellen, wéi déi Regelen am Detail dann do ausgesinn.

Ech mengen, wichteg ass, dass mer eng Debatt um Fong kréien. Déi hu mer haut. Déi hate mer an der Kommission. Déi kënnen mer mar kréien. Dir kënnert Interpellatiounen zu deem dote Punkt maachen. Et ginn also vill Méiglechkeeten, fir éffentlech déi dote Froen ze diskutéieren. A fir mech ass et dann zweetrageg, ob et an e Règlement grand-ducal stoe kënnert oder an e Gesetz stoe kënnert. Zumools well d'Regierung d'Optioun geholl huet - an déi ass, mengen ech, a priori richtig -, fir keng zousätzlech Sanctions pénales virzege-sinn.

An ech sinn nach ëmmer dofir der Meenung, dass e Gesetz soll do sinn, fir normativ ze wierken, fir Norme festzeleeën an och d'Sanktiounen festzeleeën, wann déi Normen net respektéiert ginn. Wann een dee Wee net geet - d'Regierung huet déi Optioun net geholl, mat mengen ech novollzéibare Grënn, well den Droit commun eigentlech haut schon eis eng ganz Panoplie vun Instrumenter gëtt, fir Sanktiounen virzege-sinn -, da mengen ech, dann ass et och zimlech zweetrageg, ob een dat an engem Règlement grand-ducal mécht oder an engem Gesetz mécht.

Dofir wäert och d'LSAP-Fraktioun géint déi dote Motioun stëmmen. Domadder läit se jo och an der Linn vun deenen Aarbechten, déi mer an eiser Kommission haten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Bodry. D'Wuert huet nach gefrot: d'Madame Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Well den Här Bodry ëmmer viru mir schwätzt, hält e mer eigentlech eng Rëtsch vu Saachen ëmmer ewech, déi ech wollt soen, soudatt ech mech am Fong geholl kann un dat ralléieren.

Ech wollt awer bäifügen, datt nonobstant vun deem, wat de Minister elo nach wäert soen, et ons awer och wichteg ass, datt d'Chamber d'Kontroll iwwert dat behält, wat d'Regierung mécht, net nëmmen an deene Gesetzesprojeten, déi se déposéiert, mä och eben an där Manéier, wéi se dann hir Aarbecht gesäit a wéi se hir Aarbecht mécht a wat dann alles sech dorauer och nach kann déduéieren. An ech denken, datt dat ginn ass.

De Minister huet eis e puermol och gesot: „Ech kommen all Kéiers an d'Chamber, wann Der mech rufft, an ech sti Ried an Äntwert dozou.“ Ech mengen, dat ass e Wuert. A wann et muss sinn a wa Klärungsbedarf ass, wäerte mer dovunner och Gebrauch maachen.

Fir de Rescht, mengen ech, ass alles gesot. D'Form ass zweetrageg. Et ass den Inhalt, deen zielt. Deen ass mat deem Règlement ginn a mir kënnen mat deem Règlement liewen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madame Loschetter. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Justizminister fir d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Den Här Urbany formuléiert jo net fir d'Éischt am Fong eng Kritik un der Form an och e puer Kriticken um Fong. An der Form resuméiert sech seng Kritik drop, ze soen, d'Regierung hätt de Wee vum Règlement grand-ducal ausgesicht, fir sech der Chamber ze entzéien. Ech entzéie mech dann haut fir d'Zweet ouni Erfolleg der Chamber! An ech wäert mech nach an e puer Wochen eng drëtze Kéier ouni Erfolleg der Chamber entzéien, wann den Avis vum Statsrot bis virläit.

Ech muss soen, ech fannen dee Virwurf éierlech gesot - besonnesch, zënter dass d'Oppositioun ënnert där neier Majoritéit eng ganz Partie Rechter bäikritt huet, Initiativrechtler och nach bäikritt huet hei an der Chamber -, dee Virwurf, dass eng Regierung sech der Chamber

kéint entzéien, éierlech gesot absurd, an entschëllegt den Ausdrock! Mä d'Chamber ass ëmmer, ëmmer als éische Pouvoir an der Positioun an an der Lag, fir d'Regierung ze ruffen, fir zu all Thema ze diskutéieren. An ech wäert am Numm vun der Regierung mech zu deem Thema virun der Chamber esou oft veräntwerthen, wéi et de Wunsch vun der Chamber ass. Dee Virwurf, ça ne tient pas la route! Entschëllegt fir dat esou däitlech ze soen.

Zum Fong: d'Fro nom Ministeschgesetz. D'Ministeschgesetz wäert kommen, an zwar dann, wann d'Verfassungsrevisioun, déi elo diskutéiert gëtt, ofgeschloss ass! Mir hunn am Artikel 82, deen traitéiert iwwert d'Inculpatioun vun de Ministeren, am Moment zënter laange Joren eng net ofgeschlossene Situatioun, well dat Gesetz, wat d'Constitutioun verlaangt, ni gemaach ginn ass. Dës Regierung engagéiert sech, wann d'Verfassungsrevisioun, déi usteet, ofgeschloss ass, e Ministeschgesetz ze maachen.

Firwat hu mer fir déi deontologesch Regelen net mussen e Gesetz maachen? Den Här Bodry huet et eigentlech schon erkläert: well et net noutwendeg war fir déi Ziler ze erreechen, déi mer eis gesat hunn. An der Haaptsaach do-wéinst, well mer keng zousätzlech nei penal Infraktiounen zu Lëtzebuerg mussen schaffen. Dat hu mer gepréift. Dat war nämlech d'Intentioun. Wann der hätte mussen geschafte ginn, hätte mer se och geschafte, an dat da selbstverständlech och iwwer Gesetz.

No Analys an no Consultatioun mat enger Rei vu Leit, och mat Transparency International, mam Parquet, hu mer erausfonnt, dass Lëtzebuerg all den Uspréich, wat d'penal Sanktiounen betrëfft, haut gerecht gëtt. Mir hunn also kee Besoin, fir iwwer e Gesetz eppes Zousätzlech anzeféieren, woumadder de Règlement grand-ducal als Contenant parfaitement suffisant ass. An dat ass och legistesch komplett richtig, dass mer dann op e Gesetz verzichten. Domadder verzichte mer awer net op eng Debatt virun der Chamber.

Aner Virwurf, déi formuléiert gi sinn: dass déi sougenannten „cooling-off period“ elo hei net gutt geregelt wier. Dat bestreiden ech a weisen dat och zréck. Déi ass ganz gutt geregelt. Déi ass souguer streng geregelt!

Mir hunn eng „cooling-off“-Zäit an deem Règlement grand-ducal an Zukunft als Regierungsmembere vu 24 Méint! Dat gëtt et menges Wëssens a kengem aneren europäesche Land. Déi hunn allegueren 12 Méint oder maximal 18 Méint. An déi Regele sinn och, an do muss ech dann och dem Här Roth soen, dass ech net ganz mat em averstane sinn, déi Regele bei eis, déi sinn elo juristesche verbindlech.

An dee viregten Text, dee war dat net. An dorun huet och seng Publikatioun, déi dës Regierung iwwerengs duerchgezunn huet, näischt geännert. Deen Text hat keng legal Valeur. Dese kritt als Règlement grand-ducal ganz wuel eng legal Valeur.

An en huet dann och Bestëmmungen am Rahme vun der ziviler Responsabilitéit, wou mer also keen neie Regime erfanne fir Regierungsmembere, dee riskéiert hätt, virun enger Cour constitutionnelle eventuell net ze bestoen. Dofir begi mer dee gesécherde Wee vum Artikel 1382 an 1383 vum Code civil, wou mer genee wëssen, wéi eng Responsabilitéit dass mer schafen a wéi eng dass missten assuméiert ginn am Fall vun engem Feeler, nämlech bis zu souguer an Héicht vum Gesamtschued, deen duerch e Feilverhale vun engem Minister no senger Mandatsperiod entstanen wier.

Mir maachen och däitlech Fortschreitter bei der Transparenz. Och par rapport zum viregten Code, och par rapport zu den Interessevermëschungen ass dese Code wesentlech méi streng. An ech soen dofir och ganz däitlech, wa keng aner Sanktiounen dra sinn, wéi den Här Urbany bemängelt, dann ass dat e falsche Verglach. Et ass wierklech e falsche Verglach!

Firwat huet d'Chamber aner Sanktiounen? Jo, well et an der Chamber d'Sanktioun vum „Rauswurf“ eigentlech net gëtt. D'Mandat kritt ee vum Électeur souverain. An nëmmen an engem ganz restriktive Fall, wann ee ganz laang guer net hei géif opdauchen, mä soss gëtt et kee Fall, wou een engem Deputéierten dierf soen: „Du bass zwar gewielt ginn, mä mir gehéien dech awer eraus.“ Aus lauter gudde Grënn! Dofir muss ee sech dann aner Sanktiounen afale loossen.

An der Regierung, do gëtt een net gewielt, do gëtt ee genannt. An dofir gëtt et an der Regierung - net d'„Kapitalstrof“, wéi ech fälschlecherweis zikritt gi sinn, mäin Ausdrock ass ëmmer d'„maximal Straf“, deen ech benotzen -, dofir gëtt et déi maximal Straf fir Regie-

rungsmembere. Nämlech een, dee sech net un de Code de déontologie hält, dee riskéiert, aus der Regierung ganz einfach erauszeféieren. Wie sech net behält wéi ee Minister, bleibt net Minister.

Dat geet an der Chamber net. Dat geet an der Regierung. An dofir fannen ech, déi Sanktiounen, déi am Chamberstext stinn, déi si ganz richtig fir d'Chamber. Déi brauchen am Regierungstext net dranzestoen. Well et ass evident, dat ass eng politesch Fro. Mir schwätzen do vu politesche Regelen, vun deontologesche Regelen. A wann ee sech net drun hält, da weess en, dass en eng Belaaschtung gëtt fir d'Regierung an da riskéiert, net an all de Fäll, mä e riskéiert dann natierlech och d'Sanktioun, aus der Regierung erauszeféieren.

Am Résumé, Här President: Ech mengen, dës Regierung an dës Majoritéit kënnen houfreg sinn op deen doten Text. En huet eis jo och net vun ongeféier en héicht Luef an eng héich Unerkennung abruecht duerch Transparency International. A sidd mer net béis, Här Urbany, wann ech déi méi héich, an deem Fall, schätze wéi Är Kritik.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Justizminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert d'Motioun.

Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

Jo, okay.

Vote sur la motion

Majo, dann ass de Vote lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 58 Nee-Stëmme bei 2 Jo-Stëmme ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Marcel Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen dann zu eise zweetleschte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. An do geet et em en Annerungsvorschlag zum Chambersreglement iwwert d'Designatioun vun zwee Membere fir de Conseil national des finances publiques. De Rapporteur ass den éierewäerten Här Gast Gibéryen. An den Här Gibéryen huet d'Wuert.

19. 6717 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux membres du Conseil national des finances publiques

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Gast Gibéryen (ADR), rapporteur.** - Merci, Här President. Ech hoffen, dass ech mat dëser Proposition fir d'Annerung vun dem Chambersreglement méi Succès hu wéi virun enger Stonn mat menger Proposition de loi.

(Hilarité et interruptions)

Här President, duerch Gesetz vum 12. Juli 2014 hu mer en neit Gremium, e Gesetz geschafte iwwert d'Koordinatioun an d'Governance vun den éffentleche Finanzen. An an deem Gesetz ass och virgesinn, datt et e Conseil national des finances publiques gëtt. An an deem Conseil



national des finances publiques ass et un der Chamber, fir zwee Membere fir dee Conseil ze proposéieren.

D'Modalitéiten, wéi dës Designatiounen hei an der Chamber geschéien, fir déi zwee Membere ze proposéieren, hu missen an eisem Reglement festgeluecht ginn, wat mat dëser Proposition och soll geschéien.

Et ass festgehale ginn, datt et sollt eng Procédure allégée ginn. Dat heescht, mir hunn heibannen och schonn Nominatiounen gemaach, wou de Poste mat Kritären ausgeschriwwen ginn ass, wou dann déi Leit, déi sech beruff fonnt hunn, sech konnte mellen. An dann hate mer Prozeduren, wéi mer heibannen de Choix getraff hunn.

Op dës Prozedur gëtt an dësem Fall net zrëckgegraff. Et ass un der Presidentekonferenz, un de Parteien, fir Leit a Propositionen ze bréngen, déi dës Kritären, wat hir Kompetenzen ubelaangt, wat hir Experienze ubelaangt, entsprechen an déi aus dem Privatsektor kommen, fir déi a Propositionen ze bréngen. An et ass dann un der Presidentekonferenz, fir hinzugeen an zwee Kandidaten der Chamber ze proposéieren.

Déi zwee Kandidaten ginn am Prinzip ouni Vote hei ugeholl, par acclamation, et sief, et géif een Deputéierten e Vote secret verlaangen. Da gëtt fir déi zwou Persounen zweemol eenzel esou e Vote duerchgezunn. A wann ee vun deenen zwee Kandidaten keng Majoritéit krit, da wier et un der Presidentekonferenz, fir en neie Kandidat ze proposéieren.

Een eenzelen Deputéierten ka verlaangen, datt et e Vote secret iwwert d'Bestëmmung vun deenen zwee Kandidaten gëtt.

Zum Schluss nach: Den Artikel 204 vum eisem Reglement gesäit vir bei enger Décisioun, déi mer hei huelen, wat eng Ännerung vum eisem Reglement ubelaangt, datt déi Ännerung an där nächster öffentlecher Sëtzung géif a Kraaft treden no der Décisioun hei oder dem Vote hei vun der Chamber.

Well hei eng gewëssen Urgence besteet, ass an dësem Text mat festgehale ginn, datt déi üblech Prozedur fir d'Äkraafttriede vun enger neier Bestëmmung an eisem Reglement dës Kéier net benotzt gëtt, mä datt dës Bestëmmung direkt mam Vote a Kraaft tritt. Wat eis dann och erlaabt, um nächste Punkt vum Ordre du jour schonn d'Nominatioun vun deenen zwou Persounen, déi mer proposéieren, hei kënnen virzuehelen.

Et ass also eng Prozedur, déi mer hei an eist Reglement aschreiwé fir d'Nominatioun vun deenen zwou Persounen, déi mer proposéieren fir an de Conseil national des finances pu-

bliques, wéi en am Gesetz vum 12. Juli 2014 virgesinn ass.

Dës Proposition ass an der Reglementscommission eestëmmege ugeholl ginn. An ech géif d'Chamber och domadder bieden, deem Beispill vun der Reglementscommission nozekommen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Dozou Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall...

(Brouhaha)

...ausser dem Serge Urbany.

Discussion générale

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Bon, Här President, hei wëlle mer jo e Kontrollorgan schafen iwwert d'Finanzen am Kader vun där ganzer europäescher Diskussioun, wéi d'Finanzen vum Land sollen an Zukunft géréiert ginn. Dat soll e Kontrollorgan si vun der Chamber.

Et steet am Text dran, dat wiere Kandidaten aus dem Secteur privé, déi do sollen a Fro kommen. Enner Kandidaten aus dem Secteur privé stellen ech mer net onbedéngt nëmme Leit vir, déi a Gesellschaften eng Funktioun hunn. Ech kéint mer do och aner Leit vun Associatiounen virstellen, zum Beispill Associatiounen, déi kritesch si vis-à-vis vun der Finanzentwécklung.

Wann ech awer d'Kandidaten kucken, esou wéi se hei virleien, dat sinn: Direkter vun der ALFI, vun der Fongenindustrie, et ass en Direkter vun der SES, dee gläichzäitig och Direkter vun der FEDIL ass a vu BIP Investment, fir nëmme ee Beispill ze gi vu senger ville Funktiounen.

Et sinn iwwerhaapt och Leit, déi vun hirer Vergaangenheet hier och emol scho fir de Stat geschafft hunn. Et ass also do och eng Imbricatioun zwëschen deenen Interessen, déi do geschitt. An ech mengen, dass dat hei op jidde Fall e schlechte Choix war vu Kandidaten, deen do geholl ginn ass.

Mir kënnen dat net deelen. Mir fannen, dass et eesäitig ass, dass ee soll Leit do nennen, déi kritesch och si vis-à-vis vu gewëssenen Entwécklungen, net Leit, déi déi Entwécklungen nach verstärken. Dofir wäerte mir e Vote froen zu deene Kandidaturen do.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech wollt just soen, Här Urbany, Dir waart nach beim falsche Punkt. Well mer müssen emol fir d'Éischt d'Ännerung vum Reglement stëmmen.

Da géif ech mengen, dass mer zur Ännerung

vum Reglement iwwerginn. Dat ass den Document parlementaire 6717'.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6717

An ech géif direkt d'Ofstëmmung lancéieren. D'Procuratiounen sinn, mengen ech, och ofgeschloss. Ass dat esou?

(Assentiment)

Jo. An d'Ännerung vun eisem Reglement ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergem, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Och hei brauch ech net d'Fro no der Dispens ze stellen. Mir géifen dann elo zu der Designatioun vun de Membere kommen.

20. Désignation de deux membres pour le Conseil national des finances publiques

Ech wëll lech soen, dass d'Conférence des Présidents sech op zwee Kandidaten geeenegt hat. Den Här Urbany ass mer e bëssen zevirkomm, andeem e se scho bal ausféierlech virgestallt hat.

Et handelt sech ëm d'Madame Anouk Agnes, déi bäiguednet Direktesch ass vun der ALFI, dat ass d'Association luxembourgeoise des

fonds d'investissement. Si war och laangjäreg Matarbechterin vum Finanzministère a vu Lux-Development.

(Interruption)

Jo, manner laang.

Den Här Romain Bausch ass effektiv laangjährege President vun der Société européenne des satellites, SES, gewiescht a war virdru Spëtze-fonctionnaire an dem Finanzministère.

Mir hunn also hei zwou Kandidaturen virleien, wou Eenegkeet an der Conférence des Présidents war, mä hei ass de Vote gefrot ginn.

Ech géif also zum Vote iwwergoen. Mir müssen zwee Votte maachen. An ech wëll lech awer berouegen, dat sinn dës Kéier elektronesch Votten.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Chamber huet sech moderniséiert a mir woen dann - a keng Procuratioun! - de Sprong an den elektronischen Zäitalter mat den Ofstëmmungen iwwer Personalfroen.

Selbstverständlech, et ass e Vote secret électronique. An ech géif dofir proposéieren, dass mer - les dames d'abord - mat der Madame Agnes géifen ufänken. Keng Procuratiounen!

Vote sur le premier candidat

Ech géif dann de Vote lancéieren. Ech ginn der-vun aus, dass de Vote ofgeschloss ass. Dat ass geschitt.

54-mol ass ofgestëmmt ginn, 51-mol Jo, Nee 3-mol. Domat wär d'Madame Agnes als Member vum Conseil national des finances publiques designéiert.

A mir géifen zu där nächster Ofstëmmung iwwergoen. Dës Kéier géif et dann ëm den Här Romain Bausch goen.

Vote sur le deuxième candidat

De Vote ass lancéiert. An en ass schonn ofgeschloss.

Datselwecht Resultat: 51-mol Jo, 3-mol Nee. Domat wär och de Romain Bausch als Member vum Conseil national des finances publiques vun der Chamber designéiert ginn.

Domat wäere mer um Enn vun eiser Sëtzung.

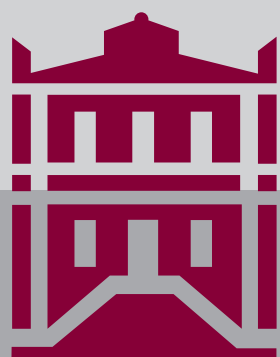
Ech soen lech villmools Merci. Kommt gutt heem, a Rendez-vous mar de Moien um néng Auer fir den Débat iwwert d'Deklaratioun vum Premierminister. Merci villmools.

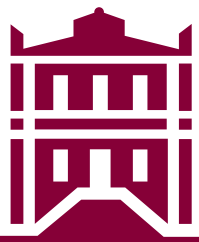
D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 19.04 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes, législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Débat sur la déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»)
 - Débat: M. Claude Wiseler (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, M. Nicolas Schmit, M. Félix Braz et M. Dan Kersch), M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Nancy Arendt, M. Gast Gibéryen et Mme Octavie Modert), M. Alex Bodry (interventions de Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Claude Wiseler), Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen (interventions de M. Xavier Bettel et M. Eugène Berger), M. Justin Turpel (dépôt d'une motion), M. Marc Spautz (intervention de Mme Nancy Arendt)
 - Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Nancy Arendt, M. Claude Wiseler, M. Gilles Roth, M. Gast Gibéryen et Mme Octavie Modert)
 - Motion 1: M. Justin Turpel, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech géif lech bieden, Plaz ze huelen, a gläichzäiteg e schéine gudd Moie wënschen.

Eis Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Nach net direkt, Här Chambers-präsident.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Statsminister.

Mir géifen dann direkt zu eiser Dagesuerdnung iwwergoen. No der Deklaratioun vum Premierminister vu gëschter, fänken haut de Moien d'Debatten iwwert déi grouss politesch Orientierung vun der Regierung an déi grouss Linne vum Budget fir d'nächst Joer an.

D'Riedezäit ass wéi follegt festgeluecht: D'CSV-Fraktioun huet 45 Minutten; d'DP, d'LSAP an déi gréng hu jee 30 Minutten; d'ADR an déi Lénk hunn 20 Minutte Riedezäit. Bis elo sinn agedroen: déi Häre Wiseler, Berger, Bodry, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Turpel. An ech géif dann direkt dem Fraktiounschef vun der CSV, dem Claude Wiseler, d'Wuert ginn. Här Wiseler.

2. Débat sur la déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak»)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här Président. Virun eppes méi wéi engem Mount krute mer e Brëif vum Här Etgen, deen eis gesot huet, de Statsminister géif en introduction vun dëser Séance parlementaire gär eng Ried halen iwwert de Budget de la nouvelle génération.

E puer Wochen duerno koum de Brëif, datt déi Ried, déi soll gehale ginn, net just iwwert de Budget de la nouvelle génération wär, mä am Fong eng Ried iwwert déi allgemeng Politik, iwwert déi grouss Moosnamen, déi an deenen nächste Jore solle geholl ginn. Wat mer gëschter festgestallt hunn, dat ass, datt op jidde Fall déi Ried, déi gehale ginn ass, keng Ried iwwert de Budget de la nouvelle génération war, esou wéi se ugekënnegt ginn ass, well awer och guer keng oder bal keng Zuel an där Ried do genannt gi war.

Et war awer och ganz lëscht, wéi mer den Ordre du jour opgesat hunn, well am Prinzip jo de Moie sollt d'Presentatioun vum Budget sinn a mer et normal fonnt hunn, datt d'Opposition respektiv déi verschidde Fraktiounen kéinten awer op dem Statsminister seng Ried reagéieren, an dat normal gewiescht wär, wa mer dat haut de Mëtteg gemaach hätten.

Dat konnt awer net sinn. Et konnt net sinn, ganz einfach, well et jo net méiglech war, de Budget

virduer ze presentéieren, well soss hätte jo déi, déi kënnen hei rieden, d'Zuele vum Budget scho kënnen kennen. An dat wär jo net gutt gewiescht, well dat wär wesentlech méi einfach fir se gewiescht, fir déi Ried ze halen. Ech hunn dat am Fong kannereg fonnt, fir eis net wëllen d'Zuele vum Budget ze ginn, fir iwwer eng Ried kënnen ze schwätzen, déi selwer keng Zuele beinhalten, awer haaptsächlech ëm d'Zukunft an ëm d'budgetär Équiliberen an Zukunft geet. Ech hunn et kannereg fonnt, ech hunn et onseriö fonnt an ech hunn et am Fong signifikativ a symbolesch fonnt fir d'Onsécherheet, an där dës Regierung sech befënnt.

„Nei Perspektive fir Lëtzebuerg“ huet déi Ried geheescht. Ech hunn awer fonnt, datt déi nei Perspektive kee Kader haten a keng richtig politesch Visioun ausgedréckt hunn. Ech hu fonnt, datt hei en Uneneereien, e Sammelsurium vun eenzelne Moosnamen war, vu vagen Intentione war, wou keng Method, wéi et ëmgesat gëtt, dra stoung, wou näischt chiffriert war a wou haaptsächlech guer kee Kalenner festgesat war.

Just zwou Saache ware kloer: Dat Éischt, dat ass de Paradigmewissel an der Familljepolitik. Hei gëtt op de Familljen, op de Kanner gespuert. An ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck. An dat Zweet, dat waren déi scho méi laang bekannte Steiererhëjungen, déi hei nach eng Kéier kloer an dätlech ugekënnegt waren: 0,5% Augmentatioun plus eng TVA-Augmentatioun, déi substanzuell ass.

Iwwert den Équiliber vum Spueren op där enger Säit a vun neien Dépensen, déi awer an där Erklärung massiv dra waren, ass kee Wuert gëschter geschwat ginn. Et sinn awer am Ufank eng ganz Rei Reprochen, där viregter Regierung gemaach ginn. Et ass gesot ginn, wann een elo net esou virukënn, wéi ee wéilt virukommen, da wär dat d'Schuld vun deene viregte Regierungen, déi hir Aufgaben net richtig gemaach hunn, mam beschte Beispill, datt d'Verschëldung vun 2008 op 2013 vu 5,5 op 11 Milliarden eropgaange war.

Dat ass emol einfach gesot. Dat ass an de Chiffere jo och richtig, mä et muss een awer och soen, wiso a firwat a wat d'Circonstances dovunner waren. Et ass vergiess ginn, datt 2 Milliarde fir de Sauvetage vun der Fortis-BGL doranner sinn. Et ass vergiess ginn, datt d'Garanti vum EFSF doranner sinn. Hätte mer dat dann net solle maachen?

Et ass och vergiess ginn, datt deen ekonomesche Kader vu gëschter, 2007-2008, en total aneren ass wéi dee vun haut. Fir déi, déi sech net méi kënnen erënneren, an esou huet dat gëschter ugeklongen, 2007-2008 ware mer virun enger vun deene gréisste weltwäite Finanzkrisen, déi an deene leschte Jorzéngten Europa, d'Welt kann huet! Dat elo einfach ze soen, wéi wann dat näischt wär a wéi wann d'Regierung normal hätt kënnen Geschäfte wéi ëmmer maachen, dat ass awer just e bloen Himmel virgemoolt.

Mir haten 2007 nach e PIB mat vun enger Croissance vu 6,6%. A mir haten 2008 ee mat minus 0,8%. Minus 0,8! 2009 ee mat minus 4,1%, bedéngt duerch d'Weltwirtschaftssituatioun.

An elo si mer erëm op plus 2,1%. An Är Prognose sinn op plus 3,5% gemaach.

A mir hunn - an dat hu mer laang hei an der Chamber zesummen diskutéiert, an do war och jiddwer Fraktioun domadder d'accord -, mir hu sengerzäit '07, '08, '09 decidéiert, datt mer eng grouss Investitiounspolitik wéilt maachen, well mer wollten d'Ekonomie weiderlafe loosse. Dat huet déi viregt Regierung gemeinsam proposéiert. All Fraktiounen waren d'accord. Mir hunn et laang diskutéiert heibannen. Mir wollten eng antikongjunktur Politik maachen, déi eis am Fong géif hëllefen, dës Wirtschaft um Fonctionnéieren ze halen, datt eis Entreprisé liewen, datt wann den Opschwung erëm géif kommen, se och bereet wäeren, erëm ze fonctionnéieren.

Dat hu mer gemeinsam decidéiert. Dat hat awer als Konsequenz, datt mer net konnte spueren, esou wéi mer et och gewollt hätten, aus deem ganz einfache Grund, well een eng antizykluschesch Politik sengerzäit huet misse maachen.

An all Ekonomiste soen lech, datt Spuermoosnamen an Zäite vu Rezessioun, dann, wann d'Wirtschaft zréckgeet, net dat ass, wat ee sollt maachen, wann een d'Wirtschaft net wéilt ofwiergen, mä dass ee se sollt maachen, wann et erëm an d'Luucht geet an enger Zäit, wou d'Croissance erëm do ass. Dat heescht, elo muss se gemaach ginn an dese Joren.

Dat ass e reng ekonomescht Iwwerleeën. Dir waart d'ailleurs, Här Premierminister, sengerzäit och mat där doter Politik d'accord, fir se ze maachen. Quitte datt Der eis se haut reprochéiert.

Wat d'TVA an de Commerce électronique ueget, do sot Der, et huet kee reagiert iwwert d'Joren, jorelang wosst een dat schon. Och do wéll ech drop hiweisen, datt mer iwwert den dote Problem a ville Kommissiounssëtzunge gemeinsam geschwat hunn, datt et och ganz kloer war, wéi d'Décisionen op europäeschem Niveau géife lafen, datt dat jiddwerengem bewusst war, datt dat och näischt ass, wat verstoppt ginn ass. Mä mir ware just an deene Joren, wou déi Suen, déi mer vun dem Commerce électronique kruten, ebe wicteg waren, fir kënnen déi antizykluschesch Politik ze maachen a fir kënnen ze investéieren. Hätte mer dat net gemaach, dann hätte mer d'Schuld nach sengerzäit vergréissert.

A wann Der eis elo d'Fro stellt: „Firwat hutt Der net reagiert?“, da kann ech lech déi Fro awer einfach zréckstellen. Dir hat d'lescht Joer och 2 bis 300 Milliounen Recetten aus dem Commerce électronique méi. Wat hutt Dir dann d'lescht Joer domadder gemaach? Mä Dir hutt genau datselwech d'lescht Joer domadder gemaach wéi déi Regierung virduer. Dir hutt gekuckt, se ze utiliséieren, fir datt d'Schuld net soll méi grouss ginn. Da kënn Der elo einfach deenen engen dat reprochéieren. Ech soe just: Dir hutt d'lescht Joer genau datselwech gemaach.

Dir hutt eis säit engem Joer eng nei Procédure budgétaire versprach. Dir hutt och gëschter nach eng Kéier iwwert déi 19 Aarbechtsgruppen, déi esou gutt a esou fein matenee schafften, geschwat an elo géif alles nei ginn.

Mir stelle just fest, datt mer hei an deem nei Budget haaptsächlech zu 99% Moosnamen dran hunn, déi den Traité de stabilité, deen europäeschen Traité de stabilité eis souwéier virschreift, als Struktur ze maachen, datt mer 500 Artikelen zesummeschreien, wou ech net gesinn, wat do d'Spuermoosnam ass, a wou ech haaptsächlech net gesinn, wat do eng nei kopernikanesch Revolutioun an der Budgetstruktur ass. A mir hunn d'Transferten erlichtert vun enger Sektoun op déi aner, mä dat war souwiso schon 2014 de Fall. All déi Versprechen, déi gemaach gi si fir de Budget 2015, déi sinn op jidde Fall dës Joer net gehale ginn.

Da sinn och eng ganz Rei Versprache gemaach ginn fir déi nächst Joren. An dat kann een an d'Detailer dovunner agoen. Och Versprechen, mat deene mir kënnen liewen, déi vun den Objektiv. Mir hätte gär um Enn vun der Legislaturperiode en 0,5%ege PIB-Iwwerschoss vum Budget. Mir hätte gär manner wéi 30% Dette publique. Mir wëllen eng Consolidatioun vun 1,5 Milliounen Euro maachen.

Mat deene Visiounen, mat deenen Ziler si mer ewidenterweis d'accord. Mä just, datt ech hei an deem Budget, wou Der eng ganz Rei Propose beschriwwen hutt, net nëmme Proposen, déi 2015 sollen antrieden, mä och Proposen iwwert déi ganz Legislaturperiode, hunn ech eng vun deene wictegste Reforme guer net geschwat gesinn. Dir hutt kee Wuert iwwert

d'Steierreform geschwat, déi d'ailleurs verscho be ginn ass vun 2016 op 2017. Kee Wuert iwwert d'Steierreform, déi, wéll ech awer kloer soen, wicteg wär fir d'Entreprisen; net nëmme fir d'Entreprisen, mä och fir d'Entreprisen esou schnell wéi méiglech.

Et ass versprach ginn, 200 Milliounen strukturell fir 2015 ze spueren. De Mëtteg gi mer da jo méi gewuer. Mä et ass versprach ginn, se ze spueren, andeems ee ganz enk op d'Sélectivité sociale géif oppassen, andeems ee keng Augmentatioun fir d'Entreprisé géif maachen an andeems ee géif oppassen, datt d'Kompetitivitéit vun de Betriber net géif a Fro gestallt ginn. Dat ass elo näischt, wat ech erfannen. Dat fannt Der a multiplen Discoursen erëm, déi Dir an der leschter Zäit gehalen hutt.

Ech stellen awer elo fest, datt ee vun den haaptsächlechsten Elementer doranner besteet, datt mer emol Steiererhëjunge maachen. Mir hu scho vill iwwert déi TVA-Haussé geschwat. Ech verstinn och, datt een eng 2%eg TVA-Hausse mécht, wann ee wéll e Budgetsreequilibrium maachen. Mir waren d'ailleurs déi eenzeg Partei, déi se am Wahlprogramm haten. Dir net. Dir hutt gesot, Dir géift se als allerlescht maachen. Elo maacht Der se als alleréisch. Mir hate se am Wahlprogramm, mir kritiséieren dat emol net.

Wat mer par contre kritiséieren, dat ass awer nach wie vor déi 14%eg Augmentatioun, déi Der op den Zweetwunnenge maacht. Ganz einfach kritiséiere mer se, well mer mengen, datt se contraire wär zu den Ziler vun der Logementspolitik, déi Dir selwer annoncéiert hutt, well se fir d'Logementspolitik d'Investissemter wesentlech méi schwiereg mécht.

Ech sinn elo frou gëschter erfuer ze hunn, datt Der se net spille loosst fir d'Renovatioun vun den Haiser, well do hätt se nach méi Schwieeregkeete bruecht. Mä trotzdem mécht se d'Investissemter wesentlech méi schwéier. Déi kleng Investissemter, wat net ëmmer déi räich Kapitaliste sinn, wéi se gär duergestallt ginn, déi siwen oder aacht oder néng Appartementer hunn, mä ganz oft Leit, déi no villem Schaffe probéieren, fir hire Kanner en zweet Appartement ze kafen, wat se da verlounen, wat net Kapitaliste sinn, fir déi gëtt och de Präis iwwer 10% méi deier. An déi iwwerleeë sech, ob se da wëllen déi Investissemter maachen, an iwwerleeë sech wahrscheinlech, se net ze maachen zu engem Deel. Wat dann heescht, datt mer op där anerer Säit déi Suen, déi mer awer... dat Privatkapital, wat mer als Investissemter um Logementsmaart brauchen, net op de Logementsmaart kréien.

A wann Der da sot: „Dat changéiert näischt un de Präisser.“, da soen ech: „Evidenterweis changéiert et eppes un de Präisser.“ Wann Der eppes 10% oder 12% oder 14% méi deier maacht, jo, dat changéiert natierlech um Präis. A wann dann och manner Leit investéieren, jo, dann ass et och evident, datt d'Offer méi kleng gëtt an datt dann och d'Präisser an d'Luucht ginn, an ewidenterweis, datt och do d'Suite ass, datt d'Loyere wäerten an Zukunft an d'Luucht goen.

► **Plusieurs voix.** - Ganz genau!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat kritt Der elo net duerch Wieder changéiert. Dat ass einfach déi ekonomesch Realitéit, déi an deenen nächste Jore wäert hei zu Lëtzebuerg stattfannen.

A wann Der elo sot: „Mir investéiere méi an déi öffentlech Investissemter, fir den öffentleche Bau ze...“ Dir sot am Fong, datt de Stat méi baut oder méi finanzéiert, 10.000 Wunnengen an deenen nächste Joren. Da soen ech: Zu engem Deel gi jo dann déi Suen, déi méi gebraucht gi vun der TVA, an déi staatlech Finanzéierungen erëm ëmgeluecht. Dann ass meng Fro: Déi 10.000 Wunnengen, do wär ech wierklech frou, wa mer kéinten de Kalenner gewuer ginn. Ass dat fir déi nächst fënnf Joer? Fir déi nächst zéng Joer? Fir déi nächst 15 Joer? Fir déi nächst 20 Joer?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Fir déi nächst véier Joer.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et wär awer gutt, wa mer dat géife wëssen.

An och froen ech mech, déi 10%, déi Augmentatioun da sinn un deenen Zommen, déi de



Stat zur Verfügung stellt fir den öffentleche Wunnensbau, ob déi net sofort de toute façon duerch TVA-Augmentatiounen opgefriess ginn, déi och déi sozial Promoteure muss bezuelen. An deem Sënn géif och déi Moosnam net ganz vill Sënn maachen an hirer interner Logik.

Datselwecht géllt fir d'Familljepolitik. 0,5% Hausse gétt do vun de Steiere gemaach. Dir sot, vun der Contribution, et géif eng Contribution pour politique familiale ginn. De Ben Fayot huet lech an enger Carte blanche gewisen, datt eng Kontributioun awer eppes anescht ass, well eng Kontributioun ass un d'Praxis, un eppes ganz Prezises, gebonnen, ass finanziell e Kader. An de Montant vun der Kontributioun gétt wéi bei der Fleegeversicherung gerechent op dat, wat duerno als Prestatioun och jiddwereen zegutt huet.

Hei entsteet kee Recht draus. Kee Recht, well et sinn och net genuch Plazen do. Hei ass och kee Risque, deen an deem Sënn couvréiert gétt wéi bei der Fleegeversicherung, well eng ganz Rei Leit muss Steiere bezuelen, déi entweder scho laang Kanner haten oder keng Intentioun hunn, der ze kréien. Et ass kee Risque, deen also - wann een dat souwisou kéint e Risque nennen - hei finanzéiert gétt, mä et ass einfach eng solidaresch Kontributioun oder eng solidaresch Abgab, déi Der frot, also, an anere Wierder, eng richtig Steiererhéijung, déi Der tout simplement hei maacht.

A meng Fro, déi ass och: Wann et eng Kontributioun wär, esou wéi Der behaupt, wéi ass et da mat de Rechter vun de Frontalieren, déi se jo och bezuelen? A wann Der e Recht domadder kreéiert, da wéll ech einfach wëssen: Wéi geet dat? Wéi kritt Der déi Plazen hier? Wéi maache mer dat? Alles dat si Saachen, Äntwerten, déi an deem heite Kader enorm wichteg wäeren, fir déi Politik kënnen anzuschätzen, déi Der hei maacht.

Dobäi kënnt dann dee Choix, deen Dir huet, fir d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité ofzeschaffen. Dir hutt gëschter gesot: „Wat ass Familljepolitik? Familljepolitik, dat ass näischt, wat ee mat Sue mécht, mä eppes wat ee mat Resultater mécht.“ Da froen ech lech: Wat fir Resultater dann? Wat fir Resultater wéllt Der dann erreechen?

Dir sot hei, Dir géift keng ideologesch Familljepolitik maachen. Ech hunn awer anerer... den Här Fayot gelies an der Zeitung, dee seet, d'Zilsetzung vun där doter Ofschaffung, dat wär déi, datt hien oder déi nei Majoritéit kee Sënn géif gesinn, fir datt Familljen, wou een doheem bleift, fir sech ëm d'Kanner ze bekëmmern, nach géifen eng staatlech Subventioun kréien. Déi Zilsetzung ass kloer. A wann dat keng ideologesch Zilsetzung ass, da froen ech mech awer, wat eng ideologesch Zilsetzung ass.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Hei gétt een erausgeholl, deen e fräie Modell wéilt, wéi hie wéllt liewen, an Dir sot: „Deen do net. Dee passt eis net. Dat passt eis net an de Krom. Dee kritt näischt méi an Zukunft.“

Fir d'CSV ass d'Allocation d'éducation eng Hëllef fir d'Famill, wa se wéllt, de Choix ze huelen, eng Zäit sech selwer ëm d'Kannererzëhung ze këmmern. Dir huet déi Allocation ewech an Dir huet domat ville Familljen de Choix ewech.

(**Interruptions**)

Mir sinn der Meenung, d'Zilsetzung vun der Politik ass déi, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen, dat Liewen ze féieren, datt Familljeliewen ze féieren, dee Familljemodell ze liewen, dee si wéille liewen. An et ass net un der Politik, ze imposéieren, wat fir ee Familljemodell ee wéllt. Et ass un de Leit, et ze décidéieren.

Dës Regierung fënnt just ee Familljemodell als richtig. A jiddwereen, deen eng aner Meenung huet an eppes anescht wéllt liewen, deen hat Pech, dee kritt all Hëllef gestrach. Dat ass eppes, wat fir eis inakzeptabel ass.

Et ass net nëmme, datt en all Hëllef gestrach kritt op där enger Säit, mä op där anerer Säit muss en och nach 0,5% bezuelen,...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...fir d'Gratuitéit vun de Crèchen ze maachen, vun där en eventuell net profitéiert. A wéi solle Famillje mat modesten a mat mëttleren Akommessen dee Choix dann nach fräi hunn? Déi Fräiheet gétt einfach ewechgeholl. An dat ass fir eis en absolute Problem.

D'ailleurs gétt et och nach an der Politik eng ganz Rei aner Moosnamen, déi de Familljen hëllef, fir datt een doheem bleift. Zum Beispill gétt et an der Fonction publique de Congé

sans traitement consécutif au congé de maternité fir zweek Joer. D'ailleurs gétt et de Congé sans traitement fir 15 Joer mat darselwechter Zilsetzung. Meng Fro ass: Wat maacht Der dann an Ärer Logik mat deenen dote Moosnamen? Wéllt Der déi an Zukunft och ofschaffen, well dat géif jo an Är Logik einfach passen?

Ech hunn d'Impressioun, datt des Majoritéit denkt, si wéisst, wat d'Wourecht ass, denkt, si wéisst, wéi jiddwereen an dësem Land muss liewen, an d'Fräiheeten an de Choix einfach ewechhëlt. Ob dat an der Familljepolitik ass, am Familljeliewen, ob dat an der Education ass, wou och de libre choix soll ewechgeholl ginn, a souguer, wann ech mer dat där erflehen, ob dat duerno ass, wa Ministeren zéng Joer Minister waren an et net méi därfer ginn an de Leit de Choix ewechgeholl gétt, fir déi Leit ze wielen, déi se nach wéille wielen.

Hei gi Modeller einfach ëmgesat, well d'Regierung mengt, dat wär d'Wourecht, ouni Rücksicht ze huelen op dat, wat aner Leit kënnen denken a wëllen.

(**Interruption**)

Dann ass nach eng Moosnam och an der Familljen- an an der Kannerpolitik, op déi ech awer wéll agoen. De Premier huet gëschter gesot, datt d'Kannergeld beim éischte Kand géif vun 262,48 op 265 Euro eropgoen, also lëcht méi héich ginn. An da kéim e Montant unique, 3 Euro, 2,5 Euro méi héich. Eppes 30 Euro d'Joer kritt ee méi. Okay. Wat en awer dann net hannerduer gesot huet, an ech weess net, ob ech et richtig verstanen hunn,...

(**Interruption**)

...well ech déi Zuelen do net alleguer hunn, mä wann Der e Montant unique aféiert, quitte datt et dann 30 Euro d'Joer fir dat éischt Kand an d'Luucht geet, dann ass et awer esou, datt bei engem Montant unique bei zweek Kanner et wesentlech manner ass, 786 Euro d'Joer manner. Bei dräi Kanner 2.856 Euro manner. Bei véier Kanner 4.944 Euro manner. Déi Zuelen hutt Der awer net genannt.

(**Interruption**)

Déi hutt Der net genannt gëschter. A wann dann eng Famill, wou och nach een doheem bleift an net wéllt schaffe goen, wann Der kuckt, wat Der do ewechhuet an deenen nächste Joren, dann huet Der do bei Famillje mat dräi Kanner 8.600 Euro a mat véier Kanner 10.000 Euro d'Joer ewech. Déi Zuele wäeren awer och gutt genannt. Ech wär just frou, wann dat net esou ass, datt Der mer dat géift verbesseren. Wann Der e Montant unique aféiert, ass dat meng Rechnung. Dofir sinn ech esou onglécklech, Här Bettel, datt Der eis...

(**Exclamations**)

Dofir sinn ech net frou, Här Bettel, an ech fannen et onkorrekt, datt Der eis net d'Zuele gitt an datt Der eis hei einfach bis op de Mëtteg verträischt. Well et wär normal gewiescht, datt mer hätte kënnen déi Zuelen do hunn, éier mer seriö an déi Diskussioun eragaange wäeren.

Dat net ze maachen, ass net seriö. Wa meng Rechnungen net richtig sinn, deet dat mer leed. Mä dat ass dat, wat ech konnt op deene puer Donnéeën, déi ech hat, just erausfannen.

(**Interruption**)

Jo. Ech kréie jo déi Zäit erëm, Här President.

(**Assentiment**)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech wéll just soen: Fir engem eppes ewechzehuelen, muss een eppes kréien. Ewech den Här Wiseler gëschter gutt nogelauschert huet, weess en, dass dës Regierung kengem eppes ewechhëlt,...

(**Protestations**)

...deen am Moment do ass.

(**Brouhaha**)

An Dir schwätzt hei, wéi wa mer engem iergendeppes géifen ewechhuelen, wat net de Fall ass.

Ech soen et nach eng Kéier: Déi, déi haut eppes hunn... Well hei gétt jo gemaach an et gétt jo probéiert ze maachen, wéi wa mer de Famillje géifen eppes ewechhuelen. Dat ass net de Fall. An ech soe just, dass ee kengem eppes kann ewechhuelen, deen haut nach näischt huet.

► **Une voix.** - Kanner, déi net gebuer sinn, kënnen nach näischt kréien.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Très bien, Här Bettel. Dir confirméiert also genau déi Rechnung, déi ech elo hat.

(**Brouhaha**)

Ech rektifizéieren also meng Ausso.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, et huet elo just een d'Wuert, an dat ass den Här Wiseler. An ech géif lech bieden, gutt nozelauschteren!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An Zukunft kréien also déi Familljen, déi dräi Kanner hunn, 8.616 Euro manner wéi déi Familljen, déi haut dräi Kanner hunn, respektiv 10.704 Euro manner déi Familljen, déi véier Kanner hunn, wéi déi Familljen, déi haut véier Kanner hunn.

Dat ass jo dat, wat Der elo gesot hutt.

(**Interruptions diverses**)

Wann net, sinn ech fir all Verbesserung op a si frou, wann Der et maacht.

(**Coups de cloche de la Présidence**)

(**Interruption**)

Iwwert d'Éducation e puer Wuert. Zwëscht engem an dräi Joer gétt d'Aschoulung gratis gemaach. Dofir gétt 0,5% à partir vum 1. Januar 2015 opgehuewen. Meng Fro ass... Dir hieft eng Kontributioun op, Dir kreéiert also - wann Der et selwer Kontributioun nennt - e Recht. Da froen ech mech, à partir vum 1. Januar 2015: Wou sinn dann d'Plazen? Wou sinn d'Leit, déi kënnen déi do Aarbecht maachen? A wéi organiséiert Der dat dann à partir vum nächste Joer?

Et gétt och gesot, Dir géift et zu Schoulzäite gratis maachen. Dann ass meng Fro: Wann Der déi logesch Konsequenz huet, datt Der net wéllt, datt ee vun den Elterendeeler doheem bleift, fir sech ëm d'Éducation vun de Kanner ze këmmern, wisou da just zu Schoulzäiten - well da geet dat jo en fin de compte och net ganz op? A wat maacht Der an de fräien Nomëtterger? Wat maacht Der an de Vakanzen? Loosst Der fir déi Surveillance, loosst Der fir déi Crèchen, fir déi Garderien, loosst Der do de Chèque-service bestoen oder net? Respektiv an de Maison-relais, wou jo keng Gratuitéit ass, bleift do deen ale System bestoen oder net? Déi Äntwert konnt ech net aus Ärer Ried erausliesen.

Dann zum System vun der Zweekproochegkeet. Mir hate mam Här Meisch eng laang Diskussioun doriwwer. Ech kann am Prinzip näischt géint eng Zweekproochegkeet soen am Éducationssystem vun engem bis dräi Joer, mä ech wéll awer just wëssen, wéi dat soll gemaach ginn, wéi een dat wéllt ëmsetzen, do wou elo Kontrakter mat Leit lafen, déi net onbedéngt „native speaker“ sinn, déi also net kënnen déi Sprooch esou bäibréngen, wéi dat u sech geduecht gétt, wéi dat an deenen nächste Jore soll organiséiert ginn. An ech wéll haaptsächlech wëssen: Wat ass dann den Inhalt vun deene pädagogesche Methoden? An ech wéll haaptsächlech wëssen: Wéi ass dann d'Gesamtkonzept vun eise Sproochenunterricht hei an de Schoulen? Dir kënnt jo net higoen an Dir maacht emol eppes fir déi éischt zweek Joer a wat hannerduer kënnt, dat wesse mer net, a wéi et soll weidergoen, dat wesse mer och net.

An ech froe mech, wéi Der dat wéllt vum 1. Januar 2015 u setzen, wou et souwisou net geet? Dir hieft awer schon d'Suen op à partir vum 1. Januar 2015 an d'Moosnamen, déi kommen da '16, '17 oder '18, iergendzwoosch gi se dann en place gesat, wann Der capabel sidd, se iwwerhaapt en place ze setzen, well dat do ass wierklech eng ganz schwiereg Entreprise.

Aner grouss Domäner wéll ech och kuerz schwätzen: dee vun der Fonction publique. Do sinn e puer Punkten einfach gëschter ugeschwat ginn. Zum Beispill schwätzt Der iwwert d'Suppression vum Trimestre de faveur. Zum Beispill schwätzt Der iwwert déi Stonnen, déi ausbezuelt ginn. Et ginn nëmme déi Stonnen ausbezuelt, déi reell prestéiert ginn. Dann ass meng Fro: Wat heescht dat do?

► **Une voix.** - Wat heescht dat?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wat heescht dat? Heescht dat, datt mer d'Déchargen ofschaffen? Reng Stonnen, déi reell prestéiert sinn. Oder mengt Der dat anescht? Heescht dat, datt mer d'Postes à responsabilité ofschaffen? Heescht dat, datt mer déi verschiddenen Tâches spéciales, déi et an de Schoule gétt, ofschaffen? Ech wéll just wëssen, wat et heescht. Well ënnert deenen heite Wierder - schnell gesot, guttklängend - kann ech mer näischt virstellen. Ech wéll einfach den Detail wëssen, wat dat do an der Schoulrealitéit heescht.

Dir sot: „Méi Präsenz am Fondamental virun der Klass!“ Dat klängt och gutt. Just, wat heescht et? Heescht dat, datt d'Tâchen nei definiéiert ginn? Heescht dat, datt d'Enseignanten elo an deenen Tâchen, déi se hunn, méi Schoulstonne kréien? Ech wéll et just wëssen. Ech wéll et just wëssen. An ech wéll och wëssen, ob dat do Propositione sinn, déi Dir schon ofgeschwat hutt mat deene Verantwortlechen, mat de Sozialpartner, déi heifir responsabel sinn?

An d'Äntwert - dat hutt Der jo gëschter héieren, bei all deene Leit, déi lech scho geäntwert hunn an déi gëschter Reaktiounen gewisen hunn op déi Ried, déi Dir hat - ass neen. Et ass net

mat hinnen ofgeschwat ginn. Do si verschiddelech, wann et gutt gaangen ass, Leit geruff ginn, d'Leit sinn informéiert ginn iwwert dat, wat decidéiert ginn ass, an dann ass dat sozialen Dialog genannt ginn.

Ech soen lech: Dat ware just Informatiounssammlungen, wou just e soziale Monolog stattfonnt huet a soss guer näischt anescht.

Sinn déi Changementer - déiselwecht Fro, fir op de Privatsektor ze kommen -, déi Der am Fonds pour l'Emploi maacht, an zwar d'Modifikatiounen vun den Aides temporaires pour réemploi, duerchgeschwat ginn? Ech soen: Et si jo eng ganz Rei Saachen...

(**Interruption**)

Dir sot: Se sinn duerchgeschwat ginn an Dir sot...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Zweek Joer!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An Dir hutt en Accord dorobber?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Net onbedéngt. Et muss ee seng Responsabilitäten huelen.

(**Brouhaha**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir hutt se also informéiert, datt Der dat maacht.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Dat ass nei. D'Regierung iwwerhëlt Verantwortung. Dat ass effektiv nei.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir hutt se informéiert, datt Der dat maacht. Dir sidd responsabel Politiker, Dir maacht dat. Dir sot, Dir géift de sozialen Dialog och maachen. Eng vun deenen zwou Saachen zumindest ass net richtig.

► **Une voix.** - Ouh?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Datselwecht géllt fir Wirtschaftspolitik. Et ass u sech gesot ginn, d'Entreprise géifen net méi Belaaschtung kréien. Ech stellen hei fest, datt TVA-Haussé kommen, déi souwuel d'Banken, d'Assurancen, d'Servicer an d'Horesca betreffen. Ech stelle fest, datt eng Logementspolitik gemaach gétt, eng TVA-Logement-Augmentatioun gemaach gétt - massiv gemaach gétt -, ouni datt dat mam Secteur ofgeschwat ginn ass, de Secteur awer ganz schwéier betreffend.

Ech stelle fest, datt hei eng Fusioon vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce als grouss Spuermoosnam duergestallt gétt. Meng Fro: Ass dat duerchgeschwat? Hutt Der den Accord vun deene jeeweilege Leit, déi responsabel sinn an deene Chamberen? Ass dat ofgeschwat?

Hei gétt d'Politik ganz einfach dekretéiert. Et si Saache versprach ginn, déi net gehale ginn, keng zousätzlech Belaaschtungen. Dir hutt an der Mutualitéit einfach esou vill Suen ewechgeholl - schon 2014 - an elo schwätzt Der fir 2015, se erëm zu engem Deel bäizégin, awer net ganz bäizégin.

Dat huet awer als Konsequenz, datt Cotisationserhéijunge muss gemaach ginn. Dat huet awer als Konsequenz, datt d'Betribler méi belaascht ginn. Datt dat also, wat Der versprach hutt, net richtig ass, datt d'Betribler net géife méi belaascht ginn.

D'TVA - hunn ech scho gesot -, dat ass datselwecht, an den Abaissement vum Kofinanzement vun der Formation continue ass genau datselwecht. Hei ginn och d'Betribler, déi awer mussen Formation continue maachen, wa se wëllen au point sinn, hei ginn och Finanzementer ewechgeholl, also d'Betribler méi belaascht.

E puer disparat Iddien. Ech ka se net alleguer opgräifen, well Dir hutt der eng ganz Mass einfach an d'Chamber gëschter geworf, mä e puer, déi mech awer interloquéiert hunn.

Dat Éischt ass, d'Pressehëllef bleift d'selwecht, mä gétt am Fond méi breet. Dat heescht an anere Wierder - dovunner ginn ech aus -, wann de Montant d'selwecht gétt an d'Online-Press gétt awer an Zukunft och subsidiéiert - wat ech par ailleurs eng gutt Saach fannen -, mä dat heescht, datt eng ganz Rei Presseorganer an Zukunft wäerte Subside verléieren. Et ka jo net anescht sinn. De Kuch gétt anescht opgedeelt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wéi soll dat gemaach ginn? No wat fir Kritären? Déi Äntwerten hu mer net kritt.

Eng aner Moosnam: Polizeipräsenz - bei private Manifestatiounen mussen an Zukunft d'Organisateure selwer oder deelweis selwer bezuelen. Et ass och eng kleng Moosnam. Meng Fro ass: Wat heescht dat da fir Fußballmatcher? Fir Tennismatcher? Wat heescht dat fir e Marathon, deen an der Stad oder an-



zousch anescht organiséiert gëtt? Wéi soll dat dann an Zukunft gestalt ginn? An haaptsächlech: Wéi ass et da mat der Responsabilitéit vum Stat, deen an dësem Land awer verantwortabel ass fir d'Sécherheet?

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Och Froen, déi net geléist ginn.

Dir schwätzt vum de Subventionen an de Start-uppen, datt mer do en „return on invest“ kontrolléieren, eier mer déi Subventionen an Zukunft wäerte verdeelen. Fir mech waren d'Start-uppen awer ëmmer Entreprisé mat engem ganz grouse Risque. An déi just ze subsidiéieren, wann Der sécher sidd, en „return on invest“ ze kréien - dat ass awer d'Iddi vun de Start-uppen, an de Risque, deen een domat hält an deen de Stat mat dréit, just well mer d'Start-uppe wëllen, a wa mer jonk Entrepreneur wëllen an d'Entrepreneuriat erabréngen -, dat ass awer net am Sënn, wéi esou Start-uppe solle subventionéiert ginn, wou de Risque soll matgedroe ginn. Ansonste gëtt et net ganz vill.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Da sinn eng Rei Moosnamen och gëschter hei net ugeschwat ginn. Déi sinn an aneren Interviewen - vu datt den Här Kersch hei sëtzt, kann ech et jo elo net loossen, och hien e wéineg ungeschwätzen, andeems ech...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt, Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir misst lech eigentlech un d'Chamber adresséieren.

(Hilarité)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President, ech wëll dem Här Kersch da soen, datt ech och hie wéilt indirekt iwwer lech ungeschwätzen, fir him ze soen, datt aner Moosnamen och nach am Raum stinn:

- notamment déi vun der Suppressioun vun der Participatioun, vun der Contributioun bei de Majorations biennales,

- notamment déi, datt déi Part communale vun den 2% TVA-Augmentatioun net méi soll un d'Gemengen eriwergoen, well Der do eppes anescht wëll domadder maachen respektiv eng aner Zilsetzung hutt, déi ech par ailleurs ënnerstëtzen, mä déi awer finanziell nach esou vag ass an déi Dir awer hei schonn iwwer eppes finanzéiert, wat relativ prezis ass, wou Der Recettes de Gemengen directement ewechhuel, - respektiv de Plafonnement vum Impôt commercial.

Alles dat si Moosnamen, déi ee kann diskutéieren, just datt se hei nach net ugeschwat ginn, soudatt mer an dësem Kontext, an dësem Kader eis awer nach eng ganz Rei Froe stellen.

Ech mengen, mir hunn nach Zäit genuch, fir doriwwer an allen Detailer ze schwätzen. Meng Ausso war: Dat ass eppes, wat iwwerhaapt net ugeschwat ginn ass, wat awer wesentlech ass, d'Contributioun vun de Gemengen zu deenen zukünftege Budgeten.

Dir hutt och eng aner Moosnam...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt, Här Wiseler, erlaabt Der, dass den Här Kersch lech eng Fro stellt?

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Här Wiseler, hunn ech lech richtig verstane, dass Der mat deem Zil, fir en Établissement public ze grënnen, deen d'Administration des services de secours vereenegt, averstane sidd?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir hutt...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - An hunn ech lech och richtig verstane, dass Der kennt drun denken, dass een och un d'Zukunft denkt an dass een, entgéint deem, wat mer an der Vergaangenheet gemaach hunn, nämlech all Suen, déi mer iergendwéi zur Verfügung hatten, an e Budget ze stiechen a se ze verdeelen, elo un d'Zukunft denkt an elo Suen op d'Säit leet fir eppes opzebauen, wat d'Land brauch?

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir hutt mech gutt verstane, Här Kersch. Här President, den Här Kersch huet mech gutt verstane...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...an deem Sënn, datt d'CSV der Meinung ass, datt ewidenderweis déi Service-de-secours musse reorganiséiert ginn.

(Brouhaha)

En huet mech och gutt verstane, datt ech der Meinung sinn, datt ee fir d'Zukunft soll Politik maachen. Par contre huet e mech schlecht verstane, wann een einfach seet, datt een elo emol kann eng Zomm vu Suen einfach ewechhuelen, ouni e Konterfinanzement oder dat, wat domadder finanzéiert gëtt, da mol à peu près, hallefweege prezis op den Dësch ze leeën. Dat ass einfach emol Suen ewechgeholl, an da kucke mer emol, wat geschitt. An dat ass eng Aart a Weis, wou ech awer an dësem Moment Zweifel hunn.

Ech mengen, datt déi Diskussioun mam Syvicol nach musse wesentlech méi prezis gefouert ginn, mat deenen eenzelne Gemengen, fir ze wëssen, wou mer do hikommen.

En nächste Punkt ass dee vum Plafonnement vun de Contrats d'architectes. Och dat kléngt gutt, wa Baute méi deier ginn, datt do net supplementar bezuelt gëtt. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt de Plafonnement als Term zwar net an de Kontrakter steet, mä datt awer beim Stat an de Kontrakter eng Forfaitisation vun deene Kontrakter drasteet. A Forfaitisation heescht awer zimlech datselwecht wéi de Plafonnement an dësem Fall. Soudatt ech mech froen, wat Der do wëllt anescht maache wéi dat, wat an deene leschte Jore war.

An dann och eppes, wat guer net ugeschwat ginn ass, dat sinn déi Konventionen, déi gekënnegt ginn, notament am Kulturberäich, notament am Integratiounsberäich, wou am September eng ganz Mass vu Konventionen einfach gekënnegt gi sinn, ouni datt déi Associatiounen wëssen, no wat fir Kritären dann déi Konventionen frëschgemaach ginn, ouni datt déi Associatiounen wëssen, wéi a wat an Zukunft soll geschéien. Associatiounen, déi ganz oft notament am kulturelle Beräich eng Programmatioun iwwer zwee, dräi Jore musse maachen an déi elo emol net méi wëssen, wat an zwee, dräi Méint hir Finanzéierung soll sinn. Alles dat fannen ech eng Politik, déi net prezis ass, déi net kloer ass, déi net transparent ass.

Zur Konklusioun wëll ech ganz einfach soen, datt ech d'Impressioun hunn: Hei sti mer virun engem Pak vun Eenzelmoosnamen ouni Visioun. Moosnamen, déi den Zilsetzungen net gerecht ginn, déi sech am Ufank gesat gi sinn, an déi an der Analys, esou wéi mer dat gesinn hunn, och vun de Sozialpartner net gedeelt ginn. 258 disparat Moosnamen, déi méi wéi 516 Froe bei mir suscitieren. 258 disparat Moosnamen, ouni datt sech doraus eng Politik erkenne léisst.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wiseler. Als nächste Riedner ass ageschriwwen de Fraktiounschef vun der DP, den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mam Wonsch un d'Chamber, wann ech gelift nozelauschteren.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir Lëtzebuerg ass méi dran. Mir hunn an eisem Land vill Potenzial. Mir hunn nach vill Méiglechkeeten, fir et besser an anescht ze maachen, an dës Zukunftschancen ëmzesetze fir Lëtzebuerg, fir all eenzelne Bierger, dat ass dat, wat ech als Haaptmessage vum Premier senger Ried gëschter zréckbehalen hunn, an dat kann ech, dat ka meng Fraktioun mat zwou Hänne ënnerschreien.

Et ass genau dat, wat dës Koalitioun mat hirem Budget 2015, mat hirem Budget 2016 an deenen anere Budgete wäert maachen, mat hire Reformen, mat hirer Politik. Et ass dat, wat mer wäerten ëmsetzen. Well an der Vergaangenheet si ganz vill Chancë verpasst ginn oder verspillt ginn. An duerfir sti mer dann och haut do, hei zu Lëtzebuerg, wou mer stinn.

Ech wëll och nach eng Kéier soen, datt dat gëschter keng Budgetsried war, wéi dat elo viru kritiséiert ginn ass vu mengem Virspriecher, datt duerfir och gëschter keng Zuele presentéiert gi sinn, well dat ass jo haut de Mëtten. A mir wäerten eng Budgetdiskussioun am Dezember hunn, wéi mer dat all Joers an den normale Legislaturen hei an der Chamber hunn. Et war gëschter en État de la Nation: Wou si mer drun, wou wëlle mer higoen, wou wëlle mer histeieren? Dat war eigentlech gëschter den Objet vun eiser Deklaratioun, déi mer hei nogelauschtert hunn.

Wou si mer drun? Et ass jo kloer: Dës Regierung, dës Koalitioun huet eng schwéier lerschaft iwwerholl. D'Finanzen, déi si ferm aus dem Gläichgewicht geroden. Mir hunn eng

enorm Statsschuld, a wa mer näischt ënnerhuelen, dann trëtt dat an, wat och schonn de Jean-Claude Juncker 2009 gesot huet: Dann iwwerloosse mer dat eise Kanner an da kréie mer déi „génération remboursante“, virun där e gewarnt huet.

D'CSV, ënnert dem Jean-Claude Juncker, déi hat versprach 2009, datt géif de Budget bis 2014, dat ass also dëst Joer, datt déi viregt Regierung e bis da géif an den Équilibrium kréien. Wat ass d'Resultat? Mir hunn elo eigentlech eng Verdeubelung vun eiser Statsschuld - mir si bei 11 Milliarden - a säit 2009 hu mer och en zolitten Defizit. Och ass scho säit 2007 bekannt, datt d'Ewechbrieche vun der TVA vum elektronische Commerce eis géif grouss Schwieregkeete maachen, an trotzdeem ass eigentlech mat deene Suen en ongedeckte Scheck ausgestallt gi fir lafend Käschten.

D'Problemer ware bekannt. Si waren net nëmme bekannt bei der Opposition, mä och bei der Majoritéit. A wann een déi enzel Interventioun vu Budgetsrapporteuren kuckt an och déi vun deene vun der CSV, dann ass ëmmer erëm drop higewise ginn. Och den Här Spautz huet zum Beispill 2012 a senger Ried - dat war den 13. Dezember 2012 - och nach eng Kéier drop opmierksam gemaach, datt eigentlech eppes misst geschéien. Ech zitieren: „Leider ass et, menger Meenung no, nach net richtig gelongen, dem eenzelne Bierger bewosst ze maachen, dass eist Land sech matzen an engem Strukturwandel befënnt, dass mir neien, onbekannten Zäiten entgéintsteieren an dofir eist Land anescht an nei mussen opstellen.“

De Constat war also eigentlech kloer, mä et ass näischt geschitt. Firwat ass näischt geschitt? Do wéilt ech dann och nach eng Kéier de Marc Spautz zitieren - deeslewechten Dag an darselwechter Ried: „Mir hu wessentlech a wéllentlech d'Dépensé vum Stat während zwee Jore net reduzéiert, an der Hoffnung“ - an der Hoffnung -, „dass d'Kris bis 2011 eriwwer ass. D'Vergaangenheet huet nämlech gewisen, dass Krisen an der Regel innerhalb vun zwee Jore eriwwer sinn. Dës Regel huet dës Kéier leider net gespillt.“

Dat war eigentlech e puer Deeg no Kleeserschdag, mä d'CSV huet dunn nach ëmmer un de Kleesche gegleef. Si huet gehofft, datt dat da géif eriwergoen; sech anducken an duerno kommen erëm besser Zäiten. D'CSV huet eigentlech deemools och déi Zukunftschancen, déi mer nach hunn, net ëmgesat; si huet se verpasst. Firwat? Well se decidéiert huet, näischt ze maachen. Si huet gelieft vum Prinzip Hoffnung. Kommt mir ducken eis an!

Näischt maachen ass keng Politik. Einfach vum Prinzip Hoffnung liewen, dat ass och keng Politik. An ech stelle fest, Här President, datt d'CSV haut och nach ëmmer vun deem Prinzip Hoffnung leeft.

Ech hunn elo dem Här Wiseler, dem neie Fraktiounspresident vun der CSV, vun der gréisster Oppositionspartei, intensiv a konzentriert nogelauschtert. Wou sinn dann hir konkret Proposen elo, fir den Erausfuerrung vum Land entgéintzuekommen? Wou sinn hir Proposen, fir d'Finanzen ze sanéieren? Fir deene Jonke besser Zukunftschancen ze ginn? Fir de Problemer vum Logement entgéintzewierken? Fir d'Défie vum Klimaschutz an der Energiefro ze léisen? Fir de Stat méi effizient ze maachen? Fir d'Entreprisen ze stäerken, de Lëtzebuerg Standuert ze stäerken? Wou sinn all Är Proposen?

Ech hunn, Här Wiseler, Här President,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Berger! Här Berger,...

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...ech hu vum Fraktiounspresident...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...ech hätt emol gär de Budget, ier ech Amendementen dozou maachen. Fir d'Eischt hätte mer emol gär de Budget.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech hu keng enzeg Propos vun lech héieren. Esou wéi an der Vergaangenheet, hutt Der och keng enzeg Propos op den Dësch geluecht. Dir hutt hei nëmme dat, wat mir proposéiert hunn, versicht ze kritiséieren, mä Dir hutt keen eenzege Géigemodell. Dir hutt keng enzeg Propos.

D'CSV, Här President, beschäftegt sech weider...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech soen lech: Wann de Budget bis do ass, kritt Der all all méiglech Amendementen, an da kënne mer doriwwer schwätzen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, d'CSV beschäftegt sech weider mat sech selwer. Neierdëngs ass et jo eng Biergerinitiative, si ass awer nach weiderhin déi al Partei, déi vum Prinzip Hoffnung leeft an déi zu allem Nee seet, nee, nee, nee a motzt, mä si bréngt keng Alternativen hei op den Dësch. Si kann net e Géigemodell hei op den Dësch leeën.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, mir sinn anescht. Meng Partei, zesumme mat de Koalitionspartner, péckt d'Problemer hei am Land un. Mir wëllen e modernen, zukunftsfaege Stat maachen am Intérêt vun all de Bierger. A mir huelen och endlech Décisionen. Mir huelen Décisionen, mir maachen hei zu Lëtzebuerg endlech emol Politik, well dat huet déi lescht Joren och gefeelt. Am ganze Joer 2013 hate mer hei am Land Stëllstand, näischt konnt virgoen. Endlech kënne mer hei am Land Politik maachen.

Et ass jo och dann, wann ee kuckt an deene leschte Wochen an der Press, mä awer och vun der gréisster Oppositionspartei, oft kritiséiert ginn, et géif net virgoen. Mir géifen net schnell genuch schaffen. Ech muss soen, dass ech du wierklech erstaunt war. Wann ech elo dat grad opgezielt hunn, datt während Méint, während engem Joer näischt geschafft ginn ass, datt viru d'Problemer läicht erkannt gi sinn, mä näischt gemaach ginn ass, vum Prinzip Hoffnung gelieft ginn ass, da muss ech awer dann deen déi Kritik zréckweisen, datt näischt gemaach gi wier.

Wann ech gelift: Dës Regierung ass emol nach net ee Joer am Amt. De 4. Dezember ass se ugetrueden. Mir sinn haut de 15. Oktober. A manner wéi engem Joer huet se ganz vill Iddien analyséiert, gekuckt, wat ee ka sënnavoll ëmsetzen, wat eventuell d'Konsequenze si vun där enger oder anerer Measure. An dat ass dat, wat mer da gëschter hei a grouse Linne presentéiert kruten a wat mer haut de Mëtteg da mat prezise Chiffere wäerten och da kloer ënnerleucht respektiv detailléiert virgedroe kréien.

Et sinn a manner wéi engem Joer 258 Mesuren ausgeschafft ginn, 53 Gesetze, Reglementer an esou weider. A kuerzer Zäit also ass dat a Rou gemaach ginn a mir hunn also och politesch Décisionen endlech geholl.

D'Regierung ass och nei Weeër gaangen, fir d'Finanzen an de Grëff ze kréie a fir d'Land méi fit ze maache fir d'Zukunft. Ech wëll awer och nach rappelléieren, datt mer an deenen dräi éischte Méint schonn, vu Januar bis Abrëll, datt mer do en neie Budget 2014 op den Dësch geluecht hate mat éischten Akzenter. Et ass net esou, wéi dat och viru mäi Virspriecher gesot huet, Här President, datt do näischt geschitt wier an datt do nëmme Steieren erhéicht gi wieren. Dat ass komplett falsch.

Ech wëll drun erënneren, datt mer beim Budget 2014, dat waren déi éischt Mesurë vun dëser neier Koalitioun, gekuckt hunn, beim Stat méi effizient ze ginn, an datt mer do 231 Milliounen agespuert hunn. Mir hu scho strukturell Reformen ëmgesat. Ech erënneren un d'Studentesubsiden, wou mer weisen, wéi ee mat manner Sue méi effizient eppes ka maachen, wou ee mat iwwer 70 Milliounen manner de Studenten, déi et wierklech brauchen, méi Sue ka ginn, a mer hunn domadder och gewisen, wéi een an Zukunft strukturell Reformen no sozial selektive Kritäre soll maachen.

Ech muss also dee Reproche zréckweisen, déi éischt Mesurë wiere Steiererhéijunge gewiescht. Nee, mir haten e Budget 2014, wou mer aner Akzenter gesat hunn. Mir hunn och zum Beispill 2014 keng nei Verschëldung opgeholl, keen neien Emprunt gemaach. Dat hu mer alles an deenen dräi éischte Méint gemaach.

Mir hunn och elo, respektiv d'Regierung, intensiv geschafft, fir e Budget 2015 opzestelle vun enger neier Generatioun. Dat ass eng aner Aart a Weis, fir un de Budget erunzegoen. All d'Dépensé si gescreent ginn. Et ass gekuckt ginn: Brauche mer se nach? Si se sënnavoll? Kënne mer se anescht regruppéieren? Et ass emol endlech zesumme gemaach ginn an deene verschiddene Ministären. Et waren 19 Aarbechtsgruppen. Et ass horizontal geschafft ginn. Dat ass e Prozess, deen ass ugaangen, dat ass wierklech eng nei Aart a Weis, fir un de Budget erunzegoen. Dat ass de Budget vun enger neier Generatioun. Dee Prozess ass net ofgeschloss. Dat wësse mer. Do wäerte mer viru weider dru schaffen. Mä dat ass awer de richtige Wee.

Wéi gesot, bei deem Exercice, dat war keen Exercice de style, do si wierklech iwwer 258 konkret Mesuren erauskomm, fir ebe méi intelligent, méi sënnavoll mat de Suen ëmzegoen. Ech ginn elo net op déi Mesuren an. De Premier ass och net gëschter drop agaangen. Dat ass net den Exercice hei vun engem, ech géif emol soen, awer engem État de la Nation fir de Budget 2015. Hei ass et, fir méi déi grouse Eckwäerter eng Kéier ze diskutieren an och ze kucken, wat fir ee Modell dës Koalitioun huet, fir an Zukunft eis opzestellen, a wat fir eng

d'Opposition huet. Mä, wéi gesot, dee Géige-modell, deen hunn ech virdu ganz staark vermësst.

An all Ministère an Departementer sinn Efforte gemaach ginn - an ech wëll do nach eng Kéier dat ervirsträchen, wat gëschter och de Premier gesot huet - no véier Prinzipien: Eischtens, et ass gekuckt ginn no dem solidareschen Effort. All Ministère soll kucken, en Effort ze maachen. Et soll méi responsabel mat de Steiersuen ëmgaange ginn. Et soll méi Fairness a Gerechtegkeet bei den Dépensen a Recettë kommen. Mir wëlle méi ee moderne Statsapparat, an natierlech wëlle mer eng Politik, déi och konform ass zu deem, fir wat d'Regierung sech engagéiert huet an der Koalition, also konform zum Regierungsprogramm.

Här President, et geet awer net nëmmen ëm Zuelen, wa mer iwwert den État de la Nation a respektiv och an deenen nächste Woche dann intensiv iwwert de Budget wäerte schwätzen. D'Politik muss och dem gesellschaftleche Wandel vun der Populatioun respektiv vun enger Gesellschaft Rechnung droen, fir datt mer och d'Zukunft kënnen ofsécheren. An dovun ass effektiv en zentraalt Element d'Familjepolitik.

Hei gëtt ëmmer vun de Famillje geschwat. Ech wëllt eigentlech gär emol wëssen, wat dann deen een an deenen aneren ënner enger Famill versteet. D'Gesellschaft huet geännert, d'Familljeformen hu geännert. Mir hu Patchworkfamilljen, mir hu Monoparentaux an esou virun an esou fort. Et ass also schonn do eppes, wou ee muss wëssen, datt dat klassescht Familljebild geännert huet. Dat ass einfach e Fait vun der Evolutioun vun der Gesellschaft.

De Premier huet hei gëschter eng kloer Sprooch geschwat, a wat fir eng Richtung mer wëlle goen. An da gëtt jo da ganz vill diskutéiert iwwert d'Auslaffe vun der Allocation de maternité an der Allocation d'éducation. Ech muss soen: Wann ech gesinn, déi lescht Deeg, déi lescht Stonnen huet jo dann d'CSV sech iwwerschloen mat Reaktiounen, eigentlech awer nëmme pour le petit historique. D'Familljeminiestesch, d'Corinne Cahen, hat dat schonn am Januar an der Familljekommission am Parlament kuerz skizzéiert.

Deemools, mengen ech, war och den Här Spautz, Här President, deen do Member war, deen awer do net weider sonnerlech drun interesséiert war. Dat steet also elo an der Kritik. Et ass nach eng Kéier virdu gemaach ginn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech wëll just soen, datt mer déi Zäit e Communiqué gemaach hunn,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- ...eng Question parlementaire hei an der Chamber driwwer gestallt hunn. Dir kenntt elo net soen, et hätt kee reagéiert drop!

(Interruption)

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, ech stellen nëmme fest, datt d'CSV mécht,...

(Interruptions)

...datt d'CSV elo mécht, wéi wa se dat géif nei entdecken, wéi wann ni dovunner Rieds wier. Mä ech wëll hei virun allem an deem Kontext soen, et wier eigentlech gutt, wann d'CSV emol och eng Kéier géif op d'Caritas lauschten, wat déi dozou ze soen huet. D'Caritas ass jo awer, ech mengen, eng vun deenen Associatiounen, déi sech hei am Land exemplaresch, wierklech exemplaresch fir déi sozial Schwaach asetzen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).**- A wat soen déi och? Déi Allocatiounen, déi encouragéieren eigentlech d'Fraen, am Stot ze bleiwen, amplaz hiert Berufsliewe weiderzemaachen oder e Berufsliewen unzegoen.

Dir kritiséiert, d'CSV kritiséiert bei deem, wat mir elo maachen, datt se net méi e Choix géife gelooss kréien. Ech fannen déi Argumentatioun relativ absurd, Här President.

Wat ass dat da fir e Choix? Hei gëtt ëmmer gesot: „D'Famill ka kee Choix maachen.“ Wat verstet se awer gewéinlech dann ënner „Famill“? Datt d'Famill decidéiert, datt d'Fra soll bei de Kanner bleiwen? Ganz selten, bal ni ass et dann de Mann, deen déi Roll iwwerhëlt. Et ass gewéinlech dann d'Fra, déi dee Choix dierf solen huelen an der Famill. An et ass eigentlech an där Logik, dee Choix, deen Dir verstitt, datt ass an der Logik vun „KKK“: D'Fra huet de Choix zwëschen „Kirche, Küche oder Kinder“.

(Protestations)

Dat ass dat, wat bei lech...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Dat do ass awer peinlech.

► **M. Eugène Berger (DP).**- ...de Choix ass.

Här President, mir hunn haut eng aner Realitéit.

(Brouhaha)

Mir hunn haut 50%...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, et kritt jiddwereen d'Wuert. Loosst de Riedner ausschwätzen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Hie provozéiert. **(Brouhaha et hilarité)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, et kritt jiddwereen d'Geleeënheet, fir drop ze reagéieren.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, mir hunn haut eng gesellschaftlech Realitéit, datt ronn 50%, d'Halschent vun de Bestietnisser an d'Brëch ginn, datt se divorcéieren. A wat hu mer da bei deene Fraen, déi dee soi-disant „Choix“ geholl hunn, fir während e puer Méint virun der Gebuert a maximal zwee Joer no der Gebuert e puer Euro ze kréien? Déi stinn da mat näischt do! Si hu kee Berufsliewen, si hu keng Carrière, déi se sech kënnen opbauen. Se sti mat näischt do, et si Monoparentaux, well ganz oft awer d'Fraen dann nach d'Kanner weider behalen. Si sti mat näischt do. An et si jo och grad déi Monoparentaux, dat sinn 90% vun de Fraen, déi da mat näischt do stinn an déi dann och an d'Aarmut ofruetschen.

D'CSV-Politik an där Hinsicht also wëllt e Choix, datt herno d'Fraen an den Aarmutsrisiko ofruetschen, datt se weider finanziell ofhängeg bleiwe vun hirem Mann, vun hirem Partner an engem Bestietnis.

Fir d'DP ass et déi richteg Décisioun vun der Regierung, datt déi Allocatiounen ofgeschaaft ginn. Ech wëll awer och betounen, datt de Congé parental jo net ofgeschaaft gëtt, datt also weiderhin eng Fra dat ka kombinéieren, sech Zäit kann huelen, fir bei hirem Kand ze bleiwen, an duerno awer hiert Berufsliewe ka weider maachen.

Mä dat ass dat, wat fir eis wichteg ass: D'Fraen am Beruff ze halen oder se erëm an de Beruff eranzekréien, an dann och, datt d'Frae kënnen hiert Liewe weider selwer bestëmmen a finanziell onofhängeg sinn.

An, Här President, ech soe wierklech der Caritas...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Erlaabt Der, dass den Här Roth...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Hie kann dat duerno maachen, Här President, an enger Minutt.

(Exclamations)

Ech wëll nach eppes soen. Ech wëll och nach eppes dann dem Här Roth soen: Ech soe wierklech der Caritas, der fréierer CSV-Familljeminiestesch Marie-Josée Jacobs als Presidentin vun der Caritas e grouse Merci, datt se d'Regierung an deser Démarche ënnerstëtzt.

Dat eenzegt Bedauern, Här President, dat ech hunn, dat ass, datt deemools d'Familljeminiestesch sech net konnt an der Regierung duerchsetzen, soss bräichte mer haut scho guer net méi doriwwer ze schwätzen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, des Regierung wäert d'Geldleeschunge fir d'Familljen och net ofschaffen. Och an Zukunft wäerte mer hei zu Lëtzebuerg déi héchste Geldleeschung an Europa am Familljeberäich hunn. Däers solle mer och emol nach eng Kéier eis bewusst sinn.

Mä, wat maache mir? Mir setze verstärkt op Sachleeschungen. Mir kucken: Wat ass d'Zil vun enger Familljepolitik? A gëschter huet de Premier dat jo och gesot. D'Zil vun der Familljepolitik gëtt net gemooss drun, andeems ee kuckt: Wéi vill Schecker leeë mer op den Dësch? Wéi vill bezuele mer aus? D'Zil vun enger Familljepolitik muss sinn: Wat fir Chancen hu weider an Zukunft d'Kanner? Wat fir Chancen hunn d'Fraen? Wat fir Chancen hunn all d'Membere vun der Famill?

A wat sinn eigentlech déi reell Besoine vun de Kanner? Ech mengen, déi kënnen méi dermat ufänken, wa se zum Beispill eng gutt, eng qualitativ héichwärtig Kannerbetreung kréien, gefërdert ginn, wéi wa vläicht hir Elteren oder d'Mamm oder de Papp e Scheck kréien, wou een heiansdo och net ëmmer richteg weess, ob déi Suen da wierklech an d'Intérète vun de Kanner ginn, oder awer vläicht emol, ech hunn datt schonn emol eng Kéier hei gesot, vläicht awer och an déi nächst Vakanz oder an deen nächste Fernsehflaachschiern.

Ech mengen, dat ass dat, wat fir eis wichteg ass: Datt mer d'Familljepolitik dru moossen, fir

déi Besoinen, déi d'Kanner hunn, an déi Zukunftschancen, déi d'Kanner brauchen, datt mer déi kënnen ëmsetzen.

D'DP ass ëmmer scho fir e qualitativen a quantitativen Ausbau vu Betreungsméiglechkeete fir d'Kanner gewiescht, ebe well dat en Invest an d'Zukunft ass, well dat en Invest ass an d'Zukunftschancë vun de Kanner. An duerfir, eleng duerfir, fir an d'Kanner ze investéieren, huet des Regierung och en Zukunftsbeitrag vun 0,5% agefouert.

Ech muss soen, Här President: D'DP hat des Ofgab net an hirem Wahlprogramm, mä mir sinn awer d'accord.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- D'TVA-Erhéijung!

(Hilarité)

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, mir sinn d'accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Gibéryen, Dir sidd gläich drun.

► **Une voix.**- Gott sei Dank!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Mir sinn awer honnert Prozent d'accord mat där Ofgab, Här President, well mat dese Suen ebe geziilt an d'Zukunft vun de Kanner investéiert gëtt, well mer domadder de Financement vun der gratis Kannerbetreung méiglech maachen.

An ech wëll awer och dann den Här Wiseler an d'CSV drun erënneren: Den Här Juncker hat 2008 och hei beim État de la Nation schonn ugekënnegt, datt si déi gratis Kannerbetreung géifen aféieren. En huet deemools net gesot, no wat fir engem Konzept datt se et géife maachen. Also, d'CSV war 2008 och schonn domadder d'accord, si wouss awer net wéi. Haut hu mer et och nach net héieren. Mä mir soen lech, wéi mir et wäerte maachen a wéi dat da ka realiséiert ginn. Mir maache Politik, mir maachen Neel mat Käpp an deem Dossier.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).**- An hei muss een awer och soen:...

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- A wéi dann?

► **M. Eugène Berger (DP).**- Ass eis d'Zukunft vun de Kanner net e solidareschen Effort wäert?

Mir hunn dat an aneren Domänen; wann ech zum Beispill un d'Fleegerversicherung denken. Och dat ass eis et wäert, datt jiddwereen hei an der Gesellschaft e kleng Bättrag mécht, nottamment fir datt mer déi eeler Leit, déi Fleeg brauchen, kënnen ofsécheren.

Ass et eis net datselwecht wäert fir d'Zukunftschancë vun eise Kanner, Här President?

An de Premier huet gëschter dat och virgerechent, wat dat eis da muss kënnen de Mount wäert sinn. Fir Leit, déi 3.000 Euro de Mount verdéngen, sinn dat 12,5 Euro, fir déi, déi 4.000 Euro verdéngen, sinn et 17 Euro de Mount, manner wéi eng Pizza. Fir Leit, déi 8.000 Euro verdéngen, sinn et 34 bis 35 Euro oder 37 Euro de Mount.

Ass eis dat wierklech, Här President, net wäert, des solidareschen Effort, fir kënnen an d'Zukunft vun de Kanner ze investéieren?

Ech mengen, fir eis ass dat kloer: Dat muss et eis wäert sinn, well dat ass dat, wat mer och mussen an Zukunft stiechen. Dat sinn déi zukünftige Generatiounen, déi dat Land hei och muss weider droen.

Firwat maache mer dat, déi Kannerbetreung, déi Kannerfërdereung? Dat ass, well mer eben och elo versichen, preventiv ze schaffen, datt een elo investéiert, amplaz datt een herno muss reparéieren a flécken. Mir wësse jo, wat d'Effete si bei engem Schouléchech. Wann d'Kanner net fréi genuch gefërdert ginn, da si se ganz oft herno au bout de la route am Chômage, an da kaschte se d'Gesellschaft an d'Solidaritéit vill méi, wéi wa mer elo am Virfeld géife preventiv eppes do eran investéieren.

Här President, déi gratis Kannerbetreung, dat wësse mer, ass eng grouss Erausforderung. Mä mir wäerten déi also resolut ugoen a mir wäerten do d'nächst Joer zesummen dat Konzept ëmsetzen. Den Educationminister huet schonn déi eng oder aner Saache preziséiert. Besonnesch wäerte mer do op d'Meisprochegeket setzen, well mer wëssen, datt dat ee vun den Hauptproblemer an eiser Schoul ass. Et ass eng Chance op där enger Säit, awer op där anerer Säit ass et och en Hindernis, en Obstakel, souwuel fir déi eng, déi net esou gutt am Däitschen oder am Lëtzebuergesche sinn, wéi awer och ëmgedréint fir Lëtzebuerg Kanner, déi net esou gutt am Franséische sinn oder oft Schwieeregkeeten am Franséische hunn.

An och grad duerfir wëlle mer do och dann usetzen mat där gratis Kannerbetreung, biligualer Kannerbetreung, fir kënnen do déi Zu-

kunftschanzen och dann zum Beispill an de Sproochen, mä awer och an anere Saachen ëmzesetzen. Fir eis ass et wichteg, datt all Kand soll déi Bildungs- a Berufschancë kréien, an duerfir maache mer dat.

An duerfir grënne mer dann och, Här President, déi Zukunftskeess, an där dann all d'Prestatiounen fir d'Famillje gebündelt, an deen Zukunftsbeitrag vun 0,5% och, wäerten afléissen.

An ech wëll hei och nach eng Kéier eppes widerhuelen, wat virdu gesot ginn ass. Jo, des Koalition wäert d'Kannergeld harmoniséieren. All Kand wäert an Zukunft datselwecht kréien.

Mir huele kengem eppes. Här President, mir huele kengem eppes ewech, haut oder muer am Budget mat där Décisioun.

(Brouhaha)

Déi Familljen, déi dat haut hunn, kréien dat och nach weider, soulaang se Kannergeld kréien. Mir huelen do kengem eppes ewech, dat wëll ech nach eng Kéier soen. Et ass fir déi zukünftige Familljen,...

► **Une voix.**- Jo!

► **M. Eugène Berger (DP).**- ...déi da kënnen hire Choix maachen, am Wëssen, en connaissance de cause, wat op se zoukënn.

(Brouhaha)

Mä et ass jo net esou,...

(Coups de cloche de la présidence)

...datt mer eppes ewechhuelen, mä si kréie jo och eppes amplaz, Här President. Si kréien eppes amplaz. Nämlech eng qualitativ héichwärtig Kannerbetreung a vill aner Services. Si kréien Zukunftschancen amplaz Schecker.

(Brouhaha)

Här President, nach e puer aner Erausforderungen, wou d'CSV och Problemer ausgemaach hat, wou zum Beispill de Premier gesot huet, et wier ee vu senge gréissten Echecken, déi en hat, mä wou awer keng konkret Mesurë geholl gi sinn. Ech schwätzen hei vum Logement, vum bezuelbare Wunnraum. Och do brauch ech lech net de Bilan ze maachen. Déi nei Koalition geet och resolut un déi Problemer erun. Duerfir wäerte mer méi Geld ausgi fir Sozialwunnengen.

Et wäert also net e Budget sinn, mat deem ee Suen ewechhëlt. Mir wäerten an deem Budget och nei Akzenter setzen an investéieren an Zukunft, duerfir méi Geld fir Sozialwunnengen an de Logement locatif. Duerfir investéiere mer an de Wunnengsbau, an et gesäit ee jo och, gëschter ass dat skizzéiert ginn: 129 nei Wunnprojeten, 10.000 nei Wunnengen. Mir wäerten do och déi feelgeleete Politicken ofschaffen; den Taux super-réduit 3%, deen et néierens soss an Europa gëtt, op der zweeter Wunneng.

An dat wäert net dat bewierken, wat heiansdo do gefaart gëtt. Bis elo hu mer eigentlech och gesinn, mat deem Taux super-réduit op der Zweet-, Drëttwunneng, dat huet d'Präisser net erofgedriwwen! Wann een also géif fäerten, datt op der Zweet- oder Drëttwunneng dat d'Präisser géif an d'Luucht dreiwen, da muss een eigentlech froen: Firwat si se dann net erofgaange virdrun?

Ech ka just feststellen: Et huet dat de Stat an der Vergaangenheet immens vill Sue kascht. Eng Milliard Euro, hunn ech gëschter héieren. Mir wäerten also weiderhin, an dat muss een och betounen hei, sozial selektiv Kritären uwenen. Déi, déi et wierklech brauchen, eng éischt Wunneng, jonk Koppelen, déi kréie weiderhin deen Taux super-réduit. Dat soll een och nach eng Kéier hei widerhuelen. Déi, déi wëllen investéieren, déi kréien net méi deen Taux, mä déi hunn awer eng ganz Rei Avantagen. Ech schwätze vun den Abattementer an esou weider, steierlech Ofsetzungen, déi ee ka maachen. Et bleift nach wie vor interessant, wann een hei zu Lëtzebuerg an den Immobilier investéiert. Méi interessant, wéi wann een um Aktienmarkt spillt. Méi interessant, wéi wann een d'Suen an d'Spuebéchs oder op d'Spuebuch setzt. An dat ass also dann och dat, wat een hei mécht, wou et virun allem ëm eent geet, virun allem, fir der Wunnengsproblematik entgéintzewierken, muss d'Offer méi grouss ginn a mir sollen net einfach nëmmen d'Demande weider finanzéieren.

D'Regierung, dat fret mech, wäert och nei Weeër goen an der energetescher Sanéierung bei de Wunnengen. Do wäerte mer eppes maache fir de Klimaschutz, awer och eppes preventiv fir d'Energiearmut. Well mer mussen jo wëssen, datt mer haut e gewëssene Präis fir de Barrel Uelech bezuelen. Mä wa mer gesinn, déi Evenementer iwwerall an der Welt, déi Krisen, déi eventuell nach op eis zoukommen, ass net garantéiert, datt muer an iwwermuer mer nach deeselwechte Präis hunn. Mer mussen deem virbeugen. Mir mussen eppes fir de Klimaschutz maachen, awer och un d'Leit denken,



un hire Portmonni, un de Risiko vun der Energiearmut.

An duerfir sinn ech och frou, Här President, muss ech soen, datt dës Koalitioun d'Klimabank an hire Koalitionsprogramm ageschriwwen huet. D'DP huet laang Jore gefuerdert - ech si bal all Joers hei och op d'Tribün mindestens eng Kéier gaangen, fir de Modell ze erklären fir déi Klimabank -, datt dat och elo wäert Realitéit ginn. Mir hunn e Modell, deen eigentlech praktesch ëmsetzbar ass. Meng Partei, d'DP huet deen de leschte Freideg, de Max Hahn huet deen - eise Spezialist - de leschte Freideg och nach eng Kéier presentéiert.

Ech mengen, de Prinzip ass do, ewech vun de Subventionen, déi och net sennvoll sinn, dat huet eis d'Cour des Comptes gesot, hin an d'Virfinanzierung, an de Prinzip vun der Virfinanzierung. A mat deem Modell vun enger Klimabank hu mir herno nëmme Gewënner! De Klimaschutz gewënnt; d'Leit am Portmonni, well se manner Energiekäschten hunn; d'Handwierk kritt nei Aarbecht; de Stat, dee kritt seng Suen erëm, brauch manner Kyoto-Strofen ze bezuelen. An deem Modell hu mer nëmme Gewënner an dat ass och eppes, wat eis freet. An d'DP gesäit also och oder ass gudder Déng, datt mer an Zukunft, an den nächsten zwee Joer wäerten dat kënnen ëmsetzen an engem Guichet unique am Logement.

Här President, ech kommen - ech ginn net op all Sujet an, ech mengen awer, datt ech elo déi Wichtigste ofgehaakt hunn - ech kommen zu menger Konklusioun. Meng Konklusioun ass, an dat huet déi Ried gëscht vum Premier ganz kloer gewisen, mat der neier Koalitioun komme mer ewech vum Stillstand an der Politik zu Lëtzebuerg. Décisiounen, jo och heiansdo couragéiert Décisiounen ginn endlech geholl. Déi strukturell Reformen, déi nei politesch Akzenter, den neie Budget, deen de Premier skizzéiert huet, ass d'Basis an och, mengen ech, de Startschoss fir déi Zukunftschancen, déi Lëtzebuerg huet, an d'Realitéit ëmzesetzen.

An eppes ass och wichteg: Fir se ëmzesetzen, fir dat ze réusséieren, brauche mer e Pakt, en Zukunftspakt mat all de Bierger hei am Land! An do wëll ech dann nach eng Kéier, wann Der erlaabt, och un d'Konklusiounen aus mengem Budgetsrapport vun 2014 erënnere, déi eigentlech dann och ganz gutt dorobber passen. Deemoos am Abrëll hat ech hei gesot, fir déi Zukunftschancen ëmzesetzen, hunn ech gesot: Jo, duerfir muss mer aus der Komfortzon eraus. Jo, dofir muss mer Gewinnechten änneren. Jo, dofir muss jiddweree prett sinn, e klengen Effort ze maachen. Mä all déi kleng Efforten zesammen erginn dat groust Ganz. Nëmme all déi Efforten zesumme kënnen aus deene Chancen och eng Realitéit an domat eng besser Zukunft fir eist Land maachen.

Duerfir, Här President, sinn ech der Meenung, brauche mer deen Zukunftspakt, wou jiddwereen eng Hand mat upéckt.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci und dem Här Berger. Nächsten ageschriwwene Riedner ass de Fraktiounschef vun der LSAP, den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir Dammen an Dir Hären, ee Virwurf kann ee sécher dës Regierung net maachen, de Virwurf, d'Budgetproblematik net escht ze huelen, de Virwurf, déi wuessend Verschëldung vum Stat um Bockel vun den nächste Generatiounen weider hinzehuelen oder de Virwurf, keng politesch Entscheidungen ze huelen a fir d'Zukunft keng kloer Prioritéiten ze setzen. Jo, dës Regierung, dës Koalitioun paakt d'Fro vun enger méi effizienter, méi équilibréierter Budgets- a Finanzpolitik konsequent un. Si mécht dat, wat se ugekënnegt huet.

Dës Regierung, dës Koalitioun ass sech bewusst, dass mer, ech mengen, am Verglach zum Ausland, en héije Wirtschaftswuesstum hunn. Mir leien nach ëmmer ëm 2,5%, duebel esou vill wéi am EU-Duerchschnitt, duebel esou vill och praktesch wéi eis Nopeschlänner vu Wuesstum hunn. An esou enger, am Verglach zu anere Staaten, gudder Situatioun, kënnen mer eis sécherlech et net leeschten, ënner deene Viraussetzungen, weider Scholden a Milliardenhéicht ze maachen. A mer mussen eis Ausgabepolitik an där spezifischer Situatioun och dem Einnahmerhythmus upassen.

Ronn eng Milliard Euro bei engem Statsbudget vun 12 bis 13 Milliarden, dat ass deen Effort, deen ze schëlleren ass. Et ass keng Iwwerraschung. Déi Analys gëtt gedeelt, mat Ausnahm vun enger Sensibilitéit hei am Haus, vu sämtleche Parteien, déi an der Chamber vertritt sinn.

An ech freeë mech op déi Diskussioun, wa jiddweree säi Wee beschreift, wéi e wëllt déi doten

Ziler errechen. Ech freeë mech op den Alternativbudget vun der CSV, deen hei scho praktesch iwwer Amendementen ugekënnegt ginn ass. Da kënnen mer Iddi géint Iddi vergläichen. Bis elo war dat jo éischter vu Säite vun der CSV eng Froestonn un d'Regierung haut de Moien. An ech freeë mech dann, wann d'Zuele vum Budget virleien, wa mer dann och wierklech eng Debatt, Iddi géint Iddi, kënnen féieren. Iwwert d'Zil si mer eis eens. Jiddweree soll säi Wee beschreien, wéi ee sollt dohinner kommen.

A wann een ëmmer alles kritiséiert, wat d'Regierung virbréngt, da muss een och eng komplett Alternativ zu dem Regierungsprojet hei op den Dësch leeën. Déi Diskussioun wäerte mer déi nächst Wochen Dag fir Dag, wann et muss sinn, féieren, fir dass sech déi beschten Iddien am Endeffekt wäerten duerchsetzen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, dës Regierung, dës Koalitioun ass sech och bewusst, dass se dobäi, bei deem Effort, fir gesond Statsfinanzen erëm hierzustellen, eise Sozialsystem an all senger Komponente muss ofsécheren an dass se d'Kafkraaft insgesamt och ze stäipen huet.

Och d'Kafkraaft ass e wichteg Element vun engem Wirtschaftswuesstum. An dat geschitt duerch déi integral Erëmféierung vun der fréierer automatischer Indexierung vu Léin, Gehälter a Pensionen, déi grad elo, 2015 bei der geplangter TVA-Erhéijung, och wäert hiren Effet de compensation an der Kafkraaft fir den Einzelnen hunn. Si wäert erfale wahrscheinlech am Fréijoer d'nächst Joer an domadder also och erméiglechen, dat, wat vun Effeten op d'Kafkraaft kënnt, integral am selwechte Moment praktesch och erëm ofzefiedere.

Dat geschitt awer och, dat Stäipe vun der Kafkraaft, duerch dee Gehälteraccord mat der Fonction publique, deen d'nächst Joer wäert voll zum Droe kommen. An dat ass selbstverständlech och e Signal fir d'Gesamtwirtschaft hei zu Lëtzebuerg.

Jo, dës Regierung, dës Koalitioun mécht aus der Bekämpfung vun der Aarbechtslosigkeit, Investissementer an d'Schoul an an d'Ausbildung, an d'effentlech Infrastrukturen, an d'Recherche hir éischt Prioritéiten. Si wëllt net weider hinhuelen, dass méi Leit riskéieren an Aarmut an Nout zrëckzerutschen a wëllt konkret dergéintwierken.

Dat gëllt besonnesch och fir de Beräich vun den Elengerzéier. Well all Etüden, och nach déi lescht, déi virleien, weisen, dass besonnesch bei den Elengerzéier, bei deene Ménagen den Aarmutrisiko onheemlech héich ass. Praktesch d'Halschent vun de Ménages monoparentaux hei zu Lëtzebuerg ass dem Aarmutrisiko ausgesat! Do muss mer entgéintwierken, dozou gehéiert e staarken Aktiounsplang. D'Regierung wäert dat maachen iwwer eng nei Regelung, wat den RMG ugeet, mä si muss och iwwert déi Kategorie erausgoen. Déi Leit, déi iwwert dem RMG leien, och deene Monoparentaux muss iwwer aner Weeër gehollef ginn, fir dass se net an d'Aarmut ofrëschen. Dat ass fir eis eng absolut Prioritéit och vun der Politik vun deenen nächste Joren.

Mir wëssen och, an déi lescht Studie vum Statec hunn dat beluecht, dass dee Wuesstum, dee mer glécklecherweis hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer hunn, méi héich wéi a villen anere Länner, dass dee muss méi gerecht opgedeelt ginn. An duerfir sti mer als Sozialisten hannert där Iddi, dass besonnesch an der Diskussioun ronderëm d'Steierreform, déi dës Regierung sech virgeholl huet, och dat doten Element vun der sozialer Gerechtegkeet, vun der noutwendiger Emverdeelung vum Räichtum hei eng zentral Fro gëtt an deem neie Steuerkonzept vun dës Regierung.

Dat net no hanne geréckelt ginn ass! Ech wëll do den Här Wiseler, Här President, wann Der erlaabt, corrigéieren. Do huet sech näischt geännert. D'Regierung huet ëmmer gesot, 2015 gëtt déi Reform ausgeschafft, 2016 kënnt se an d'legislativ Prozedur a si trëtt a Kraaft den 1. Januar 2017. Dat schéngt mer eng ganz realistesch Schinn ze sinn, wou d'Regierung vun Ufank un an där dote Fro och fiert.

Dës Majoritéit weess och - dat war sech déi viregt vläicht net ëmmer esou bewusst, wann een e Réckbléck mécht op déi Spuerpäck, déi déi Regierung op de Wee bruecht huet -, ass sech bewusst, dass mer net kënnen weider eise Budgetséquilibrium kréien duerch massiv Reduzierung vun den effentlechen Investissementer. Dat ass geschitt. Praktesch 35% vun deene Spuerpäck vun der viregter Regierung si gaangen an eng Reduzierung vun den effentlechen Investissementer. Déi Politik do ass grad elo Géft fir e Wuesstum, deen awer europawäit ufängt ze schwächelen.

Déi Politik do, déi muss mer ëmkéieren, wäert dës Regierung ëmkéieren. Et muss méi erëm an effentlech Investissementer gesat ginn, déi d'Zu-

kunft preparéieren, déi och wäerten hëllefen, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen, wäerten hëllefe mat deem Zouwuess, dee mer hei an dësem Land hunn, och eens ze ginn. Dat bedeit och vill Investissementer am effentlechen Transport, och am Stroossebau. Ouni dat geet et och net. An dat bedeit och, dass mer all dat, wat mat engem Wuesstum vun der Bevëlkerung zesummenhängt, all déi effentlech Déngschleeschungen, do muss mer an d'Infrastrukturen investéieren, well anescht gi mer mat där Entwécklung hei an eistem Land net eens.

Mir erwaarden eis vun der Regierung, dass do kloer Akzenter gesat ginn an hirem Pluriannuel, wat déi effentlech Investissementer ugeet. Et ass genau dee Wee, deen och elo vum Internationale Währungsfond präconiséiert gëtt. Den Internationale Währungsfond - dee fir d'Eurozon 40% Risiko präconiséiert, wat eng méiglech Rezessioun, nei Rezessioun géif ugoen an eistem Raum an deenen nächste Joren - sot, fir do kënnen kuerzfristeg a mëttelfristeg Effeten ze hunn, muss méi effentlech investéiert ginn.

Europa wëllt et och maachen. Den Här Juncker huet grouss Ukënnegunge gemaach an där doten Hinsicht. Abee, Lëtzebuerg soll do säint dozou bäidroen op eiser Plaz, fir dass déi effentlech Investissementer ugekuerbelt ginn, fir eng schwächerend Konjunktur mat kënnen hëllefen ze stäipen.

Dës Regierung, dës Koalitioun weist awer virun allem politesch Courage. An ech muss soen: „Dat deet engem gutt!“

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Zemoos wann ee scho méi laang derbäi ass, well ee muss feststellen, dass de politesch Courage, géif ech soen, net eng Exklusivitéit vun enger Faarf ass, mä de politesch Courage, fannen ech perséinlech, eng Qualitéit ass, déi insgesamt an der Lëtzeburger Politik an de leschte Jore relativ rar ginn ass.

(**Interruption**)

D'Madame Hetto wonnert sech. Si ass bekannt fir hire politesch Courage selbstverständlech,...

(**Hilarité**)

...mä ech sinn...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, entschëllegt, erlaabt Der mer just...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, wann den Här Bodry...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Ech sinn erstaunt, Här Bodry, dass Der iwwert de politesch Courage schwätzt. Ech hat ee Moment gemengt, Dir hätt vergiess, dass d'LSAP och déi lescht Joren an der Regierung war. Do war och net vill vu Courage ze gesinn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Madame Hetto, wann Der mer ganz nogelauschert hätt an net nëmme géift seufen hei, dann hätt Der vläicht matkritt, dass ech ganz nuancéiert war, wann een deen dote Punkt kuckt. An och wann een d'Politik matgedroen huet, mengen ech,...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Jo, jo, jo.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...soll een, dat géif der CSV vläicht och guttduen, soll een...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Jo, hutt Der.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...e kritesche Regard no hannen hunn.

Den Devoir d'inventaire, dee besteet och vläicht hei zu Lëtzebuerg. An ech behaapten net, dass déi viregt Regierung alles richtig gemaach huet. Ech soen och net, wéi d'Opposition vläicht vun deemoos an d'Majoritéit, deen aneren Deel vun der Majoritéit vun haut dat wëllt gleewen, dass alles falsch geschitt ass. Mä ech mengen, et muss een awer esou vill Distanz hunn zu sengen eegenen Décisiounen, dass een och am Réckbléck seet, dat dote géif een haut vläicht anescht maachen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wa mer nach ëmmer an deenen ale Schemen denken, „gutt/schlecht“, an net bereet sinn, eis selwer emol a Fro ze stellen a kritesch op dat zrëckkucken, wat mer gemaach hunn, wéi solle mer dës Land da virubréngen. Wéi wëllt eng CSV mat där dote Mentalitéit dës Land iwwerhaapt nach eng Kéier kënnen regéieren?

► **Une voix.** - Bravo!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass déi Fro, déi ech mer stellen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Interruption**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Merci, Madame Hetto.

(**Hilarité**)

Ech mengen, wat dës Regierung, dat ass deelweis aus der Deklaratioun vum Premier erauskomm... Mä ech verstinn d'Problemer vun der Opposition, well se u sech d'Zuelen nach net kennt, déi an der Ëmsetzung eigentlech vun där Politik stinn an déi wäerten an e puer Stonnen hei matgedeelt ginn. An da géif sech dat méi impressionistescht Bild, wat sech aus der Deklaratioun vum Premier weist, dat wäert da vill méi expressiv ginn a vill méi kloer ginn, wann déi plakeg Zuelen haut wäerten de Mëtteg hei presentéiert ginn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et ass do, wou et da Realpolitik gëtt.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech kann Iech soen: D'Majoritéit huet sech bei deem Budget hei an och an där pluriannueller Planung, wou se eragaangen ass, sech net d'Fro gestallt: Wat bréngt eis dat do bei den nächste Wahlen? Eng Fro, déi sech oft an der Politik gestallt gëtt. Si huet sech d'Fro gestallt: Wat muss mer maache fir d'Land? Wat ass elo wichteg, elo an dësem Moment wichteg, fir d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen? Esou hu mer eis Politik ausgeriicht. An dat ass dee Wee, dee mer gemeinsam och wëllen an dës Koalitioun goen.

D'Fro, déi sech also stellt: Bleiwe mer bei deem Altbekannte stoen? Probéiere mer emol erëm eng Kéier Zäit ze gewannen? Hei oder do eng kleng Korrektur ze maachen? Problemer aussézen an der Hoffnung, dass se sech vläicht selwer géife mat der Zäit léisen - dat ass emol scho virkomm, ass awer keng gëlle Regel - oder wëlle mer dës Land gestalten, oder einfach weider verwalten a mir kucken emol, wat dann esou kënnt.

Bon, dës Koalitioun huet eng kloer Optioun, vu dass se wëllt gestalten. Si ass ugetrueden, fir ze veränneren. Si ass ugetrueden, fir och déi eng oder déi aner Gewinnecht ze bousculéieren. Dat stéiert an engem Land wéi Lëtzebuerg! Ech si mer duerchaus bewusst, dass dat net obbedéngt den Nerv vun all Lëtzeburger trëfft, aus de gewinnete Schinnen erausgerappt ze ginn.

Ech sinn awer der Meenung, dass sech d'Emföhl, och vu Lëtzebuerg, esou staark verännert huet an deene leschten zéng Joer, dass ee mat deem einfachen „weider esou“ widdert d'Mauer rennt. Dass mer also eis mussen deene Gegebenheeten do upassen a probéieren entgéintzesteieren, wou d'Tendenzen an déi falsch Richtung ginn, an ze verstärken déi Tendenzen, wou mer mengen, dat bréngt Lëtzebuerg weider an deenen nächste Joren. Duerfir ass d'Budgetpolitik vläicht méi wéi jee d'Spiegelbild vu politesch Choixen.

Et kann een net méi an Zukunft an enger méi enker budgetärer Situatioun dat eent a säi Contraire maachen. Dat war, well mer eis zu Lëtzebuerg praktesch während 20 Joer an enger Boom-Situatioun befonnt hunn, dees ware mer eis just net esou bewusst. Mä eng duerchschnittlech reell Croissance économique zu Lëtzebuerg vu Métt 80er Jore bis ufanks an d'2000er Jore era vu 5% am Duerchschnitt, dat ass - no allen Definitiounen - eng Boom-Situatioun. Do ware mer dran an esou hu mer eis Dépensépolitik, eis politesch Reflexe sinn eigentlech dorobber opgebaut ginn.

Et dierf een awer dovunner ausgoen, dass sech dat esou schnell net méi wäert an deem dote Mooss widerhuelen, also muss mer zu politesch Choixen zrëckkommen. An ee vun deene politesch Choixen ass effektiv bei der Familjepolitik vun dës Regierung gemaach ginn. Do ass bis elo effektiv dat eent an dat anert gläichzäiteg gemaach ginn. Déi eng kréien dat do, déi aner kréien dat anert, a jiddwereen ass zefridden! Dat geet, wann ee mengt, et hätt een am Iwwerfluss d'Suen zur Verfügung an et kéint een iwwer laang Joren esou eng Politik weidermaachen.

Dës Regierung ass zu enger anerer Iwwerzeugung komm a si orientéiert sech ganz kloer - ech gesi kee Grund, dat ze verstoppen - no engem éischter skandinavesche Modell. E Familjemodell, wéi en an de skandinavesche Länner zënter Jore besteet, deen opgebaut ass op enger Gläichstellung vu Mann a Fra, gläich Rechter a Flichten och vu béide Partner, wat d'Familj, d'Kanner a Beruff ugeet. Dat ass awer an eisen Ae kee verwerfliche Modell. Dat ass an eisen Aen awer e Modell, dee sech bewährt huet an deenen dote Länner. Deen esou zu Lëtzebuerg sécherlech haut nach net besteet, mä deen awer an eisen Aen deen ass, deen een och soll favoriséieren, ouni aner Modeller auszeschwätzen (veuillez lire: auszeschléissen).

Mä et kann een net béid Modeller am gläiche Mooss férdere iwwer öffentlech Gelder. Dat ass an eisen Aen net ze maachen.

Mir mengen och, dass déi Politik do am Aklang ass mat der Strategie Europa 2020, iwwert déi mer elo wäerten diskutieren, wou mer allequerte mam Kapp wénken, wa gesot gëtt: Ah jo, mir mussen d'Beschäftigungsquot vum de Fraen eropsetzen; ah jo, d'Frae stellen hei zu Lëtzebuerg nach deen eenzegen nationale Reservoir eigentlech vun Aarbechtskräften duer; dee musse mer mobiliséieren, well soss si mer erëm ëmmer méi nach ofhängeg vun Aarbechtskräften, déi vu bause kommen. Do wénkt an der Regel jiddwereen oder bal jiddwereen hei mam Kapp. A wann et dann drëm geet, dat konkret a Politik ëmsetzen: Ah neen, dann ass dat de fräie Choix, do mësche mer eis net dran, do muss déi eng bezuelt ginn an déi aner muss bezuelt ginn. Dat geet eiser Meinung no net.

Mä dat heescht awer ganz kloer, dass sech op där doten Optioun natierlech och vill nei öffentlech Investissementer wäerte mussen opbauen. Da musse mer och derfir suergen, dass wann ee Beruffs- a Familjeliewen an deem Mooss wëllt vereinbaren, da musse mer derfir suergen, dass keng Waardelëschte méi bestinn, wat d'Kannerbetreuung ueget, an de Crèche, an de Garderien, an de Maisons relais, an der Ganzdagsschoul. Da musse mer systematesch also en Ausbau vun deenen doten Infrastrukture maachen, ewech, wéi scho gesot ginn ass, vun de rege Geldleeschtingen, mä hin op qualitativ héichwärtig Sachleeschtinge fir d'Kanner an d'Famill. Et ass genau dat, wat eigentlech d'Ausrichtung vun der Familljepolitik vun dëser Regierung ass.

An duerfir wäert dës Koalitioun, deem wëllt och entgéintwierken, net an deenen nächste Jore manner Suen ausginn an der Familljepolitik, manner Suen ausgi fir d'Kanner. Dës Regierung, de Stat wäert mussen, wann en déi dote Politik verfollegt, méi Suen, öffentlech Suen ausginn an deem dote Beräich, déi am Endeffekt wäerten de Kanner an de Familljen zégt kommen.

Dës Politik ass also alles anescht wéi de Ruin vun der Famill, wéi enzel Leit dat wëllen duerstellen, mä dës Politik wäert am Géigendeel méi Kredit am Budget fir d'Famill virgesinn. D'Kanner si méi wéi jee eng Prioritéit vun eiser Politik an dëser Koalitioun.

An dofir och deen Zukunftsbäitrag, deen hei verlaangt gëtt, well mer einfach zousätzlech Handlungsméiglechkeete brauchen, fir déi Politik an deenen nächste Jore kënnen ëmsetzen. D'Kannerbetreuung gëtt also net ofgebaut, mä se gëtt staark ausgebaut an deenen nächste Joren doduerjer, dass och fir d'Kanner vun eent bis dräi Joer eng gratis Betreuung ugebuede gëtt, an der Optik, fir d'Sprochebarrieren ofzubauen. Dat bréngt och méi Chancégerechtigkeit fir d'Kanner - fir eis eng absolut wichteg Fro.

An dat bedeit och fir d'Familljen, grad déi Familljen, déi vill Kanner hunn, am Endeffekt ee Gewënn a kee Verloscht, wéi ëmmer duergehallt gëtt, well hei ëmmer Äppel a Bire matenee verglach ginn. Et ass a mengen Aen net seriö Vergläicher unzestellen „viridrun/duerno“, wou een net all déi Komponente matenee kuckt a wou een net berücksichtigte, dass bei deem, wat d'Regierung kloer gemaach huet, och grousszügig Iwwergangsbestëmmunge wäerte kommen. Zum Beispill beim Kannergeld wäert et zu enger Iwwergangsbestëmmung vun 18 Joer komme praktesch, bis eigentlech deen ale Regime ausleeft an eigentlech deen neie Regime vum Kannergeld voll spillt.

E Wuert och zum Kannergeld.

(Interruption)

Et ass jo ëmmer de Punkt, mat wem ee sech da wëllt vergläichen. Och do si mer zoufälleg an engem Artikel viru Kuerzem déi däitsch Zuelen emol eng Kéier an de Grapp gefall - Däitschland, jo net elo an absolut veraarmt Land. Mir leien elo, mat där neier Optik, bei 265 Euro Kannergeld de Mount. An Däitschland läit u sech dat Kannergeld 40% ënnert deem doten Niveau. 40% ënnert deem doten Niveau! An och beim véierte Kand läit et nach ëmmer 20% ënnert deem neie Lëtzebuerg Niveau. Dat nëmme fir vläicht emol eng Kéier, vläicht emol eng Kéier ze woen,...

(Interruptions diverses et coup de cloche de la présidence)

...de Bléck hannert d'Grenzen ze werfen. Ech mengen, dat ass heiansdo awer och wichteg, dass mer keng Insel sinn an dass een e bësse kuckt awer och, wéi déi ganz Froen do heiansdo an anere Länner geregelt ginn.

Ech mengen also och an deem dote Punkt, dass eise Sozialsystem, no alle Reformen, nach all Verglach mam noen Ausland aushält. An dat wäert och an Zukunft esou bleiwen.

Et gëtt sech vill opgereegt iwwert dee Bäitrag vun 0,5% vun all Revenuen. Ech wëll soen: Dat entsprécht manner wéi engem Fënneftel vun enger Indexbranche, wat hei verlaangt gëtt. A mir sinn der Meinung, dass, well et en zweckgebonnene Bäitrag ass fir eng Zukunftsfro, dat doten och awer eng sozial vertriebar Moosnam ass, déi net d'Leit wäert an d'Aarmut dreiwien, wann deen dote Bäitrag bezuelt gëtt fir deen doten Zweck.

Mir sinn awer och als LSAP ganz kloer der Meinung, dass, wa mer dat Kannergeld aféieren, dat net däerf agefruer bleiwen op onbestimmten Zäit. Mir sinn der Meinung, dass mer an e System mussen erakommen, wou all puer Joer eng Adaptatioun vun deem Kannergeld gemaach gëtt, opgrond vun der Entwécklung vun de Präisser respektiv opgrond vun der Entwécklung vun anere Käschten. Esou e Mechanismus, si mer der Meinung, muss zwéngend virgesi ginn.

Datselwecht gëllt och fir d'Deierechtzoulag, un déi och eng Rei vun Aiden, déi d'Gemenge ginn un d'Leit, gekoppelt sinn. D'Deierechtzoulag, déi kënnt ganz villen Haushalter zegutt. Et si knapp 10% vun den Haushalter, déi eng Deierechtzoulag hei zu Lëtzebuerg kréien. Et sinn also déi, déi wierklech ganz ennen ugesiedelt ginn, an do ass et an eisen Ae wichteg, en A weider op där Entwécklung do ze halen.

D'accord, fir ze soen: Eng Erhéijung vun der Deierechtzoulag elo an engem Moment, wou d'Gaspräisser erofginn, wou d'Pétrolpräisser erofginn, wou d'Stroumpäisser erofginn, ass eigentlech net zwéngend néideg. Mä mir wëssen awer och, dass dat dote ka ganz schnell vun engem Joer op dat anert änneren. An an deem Moment ass et fir eis wichteg, dass dann och déi Adaptatioun gemaach ginn, dass d'Regierung also e Monitoring weider mécht vun der Situatioun vun deenen dote Stéit, fir schnell kënnen ze reagieren.

Dëse groussen Effort, deen d'Regierung an deene leschte Méint gemaach huet, fir e komplette Screening ze maache vu sämtleche Budgetskreditte, nei Perspektiven opzewise fir en nohaltege Wuesstum a Beschäftigung, dat bréngt, an eisen Aen, dëst Land weider.

De Budget vun der neier Generatioun beschränkt sech net op déi Viraarbecht, déi gemaach ginn ass bei deem heite Budget. D'Suite ass eng Ofännerung vun eiser Gesetzgebung iwwert d'Kontabilität an iwwert de Budget vum Stat, fir op eng Budgetgestioun par objectif ze kommen, dass mer eis also an deenen eenzelne wichtege Secteure vun der Politik politesch Objektiv setzen, e Monitoring-System opbauen a kontrollieren, ob mer et fäerdeg bruecht hunn, mat deene Mëttelen, déi mer am Budget agesat hunn, och déi Objektiv, déi politesch sinn, ze erreechen.

Dat ass déi Aart a Weis, déi d'LSAP scho laang präconiséiert an der neier Budgetpolitik, wou och Etüde virleien, wou Texter virleien a wou et elo drëms geet, an nächster Zäit dann och dat do a Gesetzesform ze geissen, fir dass mer effektiv am Ganzen eng ofgeschlossen nei Budgetpolitik hunn, déi an eisen Ae méi wirksam wäert sinn an déi an eisen Aen wäert dann och déi néideg Effeten dobause kréien.

Ech wëll drop zrëckkommen: 2011 an 2013 sinn och där Budgetspäck geschnürt ginn. Fir d'Budgeten 2011 an 2013, si se 2010 an 2012 geschnürt ginn. Mä wat een do muss zrëckbehalen, ass, dass se vun der Envergere hier grouss waren. Deen zweete méi grouss nach wéi deen éischten, an do hu jo och d'Fraktiounen vun der deemoleger Majoritéit hiert derzou bägedroen an dem zoustännege Budgetminister e bëssen d'Hand forcéiert. Mä, wat awer een och muss soen, an dat ass den Ennerscheid zu deem, wat elo an der Regierung proposéiert gëtt fir déi nächst Joren: Dat waren, mat Ausnahm vun der Einnahmesäit, wou et strukturell Moosnamen waren, bei den Ausgabe praktesch ausschliesslech konjunkturell Moosnamen, déi nëmme e ganz kuerzfristigen Effet hatten an déi net iwwert déi ganz Period ugedauert hunn.

Dee Luxus, muss ech soen, kënne mer eis net leeschten! Wa mer 2018 déi Ziler, déi mer gemeinsam festgeluecht hunn, wa mer déi wëllen erreechen, da geet et mat konjunkturelle Moosnamen och op der Ausgabesäit net méi duer, da muss ee strukturell maachen. An, wéi gesot, do erwaarden ech mer dann eng ganz spannend Debatt, wat déi enzel Acteuren dann hei vu strukturelle Moosnamen op der Ausgabesäit proposieren a wat déi Alternativen zu der Regierungsvirschléi sinn.

Mir wëllen eis aus där fir e klengt Land onheemlech riskanter Scholdefal erausbewegen, an déi mer déi lescht Joren erakomm sinn. Dat

bréngt mer wahrscheinlech net vun haut op muer fäerdeg, mä mir kënnen awer schrittweis dat doten duerchaus erreechen, an ouni eng ondifferenziert an eng radikal Austeritéitspolitik mam Briecheisen missen erbäizeféieren. Déi Choixen, déi dës Regierung geholl huet, déi maachen et méiglech, e Budgetséquilibrium mëttelfristeg hierzustellen, ouni eng Austeritéitspolitik mussen ze maachen, ouni mussen honnerteweis Stelle beim Stat, am öffentleche Secteur ze kieren, ouni mussen un eis Sozialsystemer ze goen. Dat bréngt mer fäerdeg duerch eng konsequent Budgetdisziplin op anere Punkten, déi hei duerchgezo gëtt. An dat ass e remarquabelen Effort, deen hei gemaach ginn ass.

Eenzel Dëngschtleeschtinge ginn ausgebaut: Beim Congé parental ass d'Décisioun geholl ginn, dass mer dee wëlle méi flexibel gestalten an ausbauen. Ech weess, dass mer mat der CSV emol virun net allze laanger Zäit eng Diskussioun hatten, fir de Congé parental ofzubauen. Dës Regierung huet eng aner Optioun geholl.

(Exclamations)

RMG, och do solle Verbesserung kommen. Notamment fir den Elengerzéier entgéintze kommen, déi an enger absolut prekärer Situatioun, net nëmme zu Lëtzebuerg, mä awer och zu Lëtzebuerg, sinn. Am soziale Wunnengsbau, wou d'Regierung gesot huet, si géif méi Efforte maachen an deenen nächste Joren. An et wär gutt, och do mat de Gemenge Partnerschaften ze sichen.

Ech soen dëser Regierung dat, wat ech och ouni grësseren Erfolleg ëmmer der viregter gesot hunn: Sicht d'Gemengen, huet Kontakt mat de Gemengen op! Waart net, bis Der deen een oder deen anere Virschlag kritt, mä gitt proaktiv bei d'Gemengen, schnüürt e Wunnengsbaukapt mat de Gemengen, och am Beräich vun soziale Wunnengsbau, fir zesummen a konzertierter Aart a Weis do konkret um Terrain an deenen nächste puer Joer virunzuekommen. Do ass nach Potenzial do, fir gemeinsam villes kënnen ze erreechen.

Eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik, mat där och d'ADEM besonnesch soll zousätzlech Finanzmëttelen déi nächst Jore kënnen kréien. D'Garantie jeunes ëmsetzen, och dat bedeit zousätzlech Mëttelen, net manner Mëttelen, mä zousätzlech Mëttelen an deenen nächste Joren, gradesou wéi den Ausbau vum Pompjees- a Rettungswiesen, dee soll jo op enger nationaler Basis rationell organiséiert ginn.

D'Regierung wëllt och konkret géint d'Steierhannerzéiung und hei zu Lëtzebuerg virgoen. Ech erënnere mech un e Rapport, deen e gewëssene Jeannot Krecké viru laange Joren hei gemaach huet. Wichteg ass also do och, fir konkret virunzuekommen. Esou wéi mir als LSAP frou sinn, dass d'Regierung mat deem Accord, dee se gëscht zu Bréissel ginn huet, och definitiv en Abschied hält dach vun engem Geschäftsmodell, deen enzel Banken zumindest hei zu Lëtzebuerg während Joren hatten, deen awer op Steierflucht opgebaut ass. Egal wéi mer dat elo wëlle beschéinegen. Mir si frou, dass d'Regierung déi doten Décisioun geholl huet a fir d'Glafwierdegkeet vun der Finanzplaz déi eenzege richteg Décisioun geholl huet, och wat den automateschen Austausch vu Bankinformatiounen ueget.

A mir mengen och, dass een an deenen nächste Jore muss kënnen nodenken iwwert d'Uleeë vun där enger oder anerer zousätzlicher Reserv, well déi Reserven, déi mer hatten, dee berühmten „Apel fir den Duuscht“, deen ass opgiess! Deen ass verbraucht ginn an der leschter Kris an de Joren '09 an '10. Et ass also wichteg, dass mer erëm drun denken, well déi nächst Kris ka kommen! Ech hu virdu gesot, wat den Internationale Währungsfong vläicht mengt, wat esou kéint geschéien. An da brauche mer och erëm eng Kéier Reserven, fir kënnen ze reagieren, fir kënnen ofzupufferen, wa géif e Schock vu baussen op Lëtzebuerg hi kommen. Den LSAP-Programm gesäit d'Schafe vun engem Fonds souverain vir. Dat ass eng méiglech Pist, déi dës Koalitioun wäert kënnen goen.

Den CSV-Sprieche huet et scho gesot: De Premier huet wéineg iwwert d'Gemenge geschwat a sengem Bericht, mä am Virfeld sinn natierlech awer Aussoen dozou och gemaach ginn. An ech géif hei am Numm vun eiser Fraktioun d'Regierung bidden, net ze vergiessen, dass eis Gemengen am soziale wéi am wirtschaftleche Beräich e wichtige Acteur sinn, e wichtige Acteur, wat d'Dëngschtleeschtinge fir d'Bierger ueget, besonnesch och an der Kannerbetreuung, e wichtige Acteur och sinn, wat déi öffentlech Investissementer uginn. De Gemengesecteur dréit ee gudden Deel bäi zu den öffentlechen Investissementer. Ech hunn ausge-rechent: Ongeféier 20%, 25% mécht dat aus vun deem Effort, deen de Stat selwer an deem dote Beräich mécht.

An d'Regierung brauch d'Gemenge bei der Ëmsetzung vun hirer Politik. A si muss sech

bewusst sinn, dass, wa se, wat richteg ass, méi Efforte wëllt maachen an der Kannerbetreuung: Mä wie soll dat dann um Terrain duerchsetzen, wann net zu engem gudden Deel och d'Gemengen?

Dofir brauche mer also do och eng enk Zesummenaarbecht vun deenen engen a vun deem aneren. D'Regierung muss virsichtig sinn, awéiwäit se wëllt och d'Transferte bremsen a Richtung Gemengen, well d'Gemenge brauchen, wa se solle mathëllefen, d'Nationalpolitik an der Kannerbetreuung ëmsetzen, zousätzlech Mëttelen, net manner Mëttelen, mä brauchen zousätzlech Mëttelen, fir dat doten ze maachen. Duerfir ass also hei eng gewëss Virsicht gebueden.

Selbstverständlech d'Transferten an d'Gemengen eroffieren, dat trefft net all d'Gemengen! Ech kennen eng gutt hallef Dosen, déi kënnen laang lieve mat vill, vill manner. Ech kennen awer och eng ganz Partie Gemengen, déi kënnen sécherlech eens gi mat deem, wat geplangt ass, mä wann dat op Dauer nach weidergeet a verschäert gëtt, da gi se net méi eens!

Duerfir och eisen Appel nach eng Kéier un dës Regierung, do méi haartnäckeg ze sinn, wéi d'Virgänger et waren, an och eng Gemengefinanzreform op de Wee ze bréngen, well wann een notament ufänt, d'Transferten un d'Gemengen ze bremsen, da stellt sech déi Fro vun der ongerechter Verdeelung um Räichum tëschent de Gemengen an enger ganz anerer Gréisst, wéi dat am Normalfall haut de Fall ass.

Duerfir also eisen Appel nach eng Kéier, dat ëmsetzen, wat och am Regierungsprogramm drasteet, a behäert also un déi Gemengefinanzreform erunzuegoen, well effektiv déi Inegalitéiten, déi haut am Gemengesecteur bestinn, oft näischt méi ze dinn hu mat deene reellen Aufgaben, déi déi enzel Gemengen hunn, déi iwwer méi Sue verfüge wéi anerer, respektiv déi manner hunn, hunn heiansdo oft Aufgaben, déi méi räicher net hunn. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass dat, wat d'Regierung sech do virgeholl huet, och ëmgesat gëtt.

Mir begrëissen als LSAP schliisslech och,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Bodry, Dir musst zur Konklusioun kommen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...an ech muss elo zum Enn kommen, dass bei der Budgetpolitik och gekuckt ginn ass, fir en Effort vun Équilibrium ze maachen, dass och d'Betribler hiren Obolus leeschten, wann et drëms geet, de Budgetséquilibrium hei eranzekréien. De Premierminister huet eng ganz Rei vu Punkten opgeworf.

Ech kommen zum Schluss, Här President. D'LSAP stëmmt déi Deklaratioun vum Premierminister optimistes. Mir spieren, dass dat, wat mer gemeinsam ausgemaach hunn, am-gaang ass, elo konkret ëmgesat ze ginn. Dat wäert nach méi offensichtlech ginn, wann d'Zuele vum Budget 2015 an déi Projeten, déi drunhänken, hei wäerte virgestallt ginn.

Mir freeën eis op déi Diskussioun. Ech hoffen, dass mer aus där Spiral erauskommen, wou d'Opposition wäert nëmme soen: „Net elo, net esou vill, net hei.“, mä dass mer wierklech Iddi géint Iddi wäerte kënnen konfrontieren. Dat ass déi grouss Debatt, déi ech mer wënschen hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste Woche bis zur Ofstëmmung vum Budget.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Bodry. Nächst Riednerin ass d'Fraktiounscheffin vun déi gréng, d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Budget si keng plakeg Zuelen, och net, wa se rout oder schwaarz sinn. Hannert engem Budget, hannert Zuele stieche Programmer a Projeten. An all Budgetartikel soll en Zil ustrieuwen.

Dem Premier seng Ried gëscht huet d'Richtziler vun Budget 2015 an, doriwwer eraus, och d'Richtziler vun Budget pluriannuel beschriwwen. An de Mëtte kréie mer déi passend Zuelen zu de passenden Ziler.

Dem Premier seng Ried huet onmëssverständlech gewisen, dass de Budget näischt ass, wat neutral ass. Schlussendlech ass et jo och esou, dass de Budget erlaabt, eng Politik ze maachen, fir déi ee gewielt ginn ass an zu där een och steet. De Budget ass also e politesch Instrument an et gehéiert politesch Verantwortung derzou, fir e Budget opzustellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Land ass virun zéng Méint aus engem Dornröscheschlof waakreg ginn. D'Zäit war ewéi stoe bliwwen, alles ass ëmmer esou bliwwen, wéi et wor, a mir hunn ons och ëmmer esou beholl, wéi wann déi schlecht Noriichten ni fir ons gemengt wieren.



Virun zéng Méint awer hunn d'Bierger an d'Biergerinnen aus deem Land e Choix gemaach, an d'ëst en connaissance de cause. Eng nei Majoritéit ass gefrot ginn, en neie Projet fir d'ëst Land opzestellen. Eng nei Majoritéit, zu där och déi gréng gehéieren, déi ugetrueden ass, fir onst Land fir d'Zukunft a fir déi nächst Generatiounen nei ze gestalten. Oder iwverhaupt emol ze gestalten! Well bis elo war alles méiglech a sai Contraire. Et si Projekte mat engem Zil ënnerstëtzt a finanziert ginn a gläichzäitig sai Contraire.

Mir erlaben ons, dës Kritik ze maachen, déi eigentlech näischt mat Vergaangenheitsbewältigung ze dinn huet, villméi, an de Premier huet et exzellt op de Punkt bruecht gëschter, wëlle mir d'ëst Land fit oder erëm fit fir d'Zukunft maachen.

A fit fir d'Zukunft maachen, dat heescht awer och, eng ganz Rei vu Feelentscheidungen ze revidéieren an eng ganz Rei vun iwwerfälligen Entscheedungen iwverhaupt emol ze huelen. An et sinn der dobäi, déi net gradesou agréabel sinn an déi net gradesou gutt ukommen.

Fir munch ee Bierger oder Biergerin ass et vläicht net esou einfach ze verstoen, firwat dës Regierung déi eng oder déi aner Budgetsadaptatioun mécht. Net esou einfach ze verstoen, well bis virun engem Joer déi nach rout Zuelen am Budget net éierlech thematiséiert gi sinn, a bis haut gëtt erkläert, an de Moie vum Här Wiseler erëm eng Kéier, datt et an de Krisejore schwéier wor, e Budget an den Équiliber ze kréien. Mä d'Situatioun vun haut an déi eelef Milliarde Scholden, gekoppelt un déi 200 Milliounen Zësen pro Joer, hunn nëmme ganz wéineg mat de Krisejoren ze dinn.

D'ëst hat éischer vill mat der Opstellung vun de Budgeten ze dinn, respektiv firwat d'Suen ausgi gi sinn. An haut erëm eng Kéier - an den Här Wiseler huet et jo och erëm eng Kéier erkläert: Jo, mir mussen de Budget an den Équiliber kréien. - mä haut erëm eng Kéier hu mer keng eng, awer och keng eng Alternativ ze héiere kritt, wéi een dee Budget sollt an den Équiliber kréien! Dat ass genauou beschriwwen, wéi déi Budgeten déi lescht zéng Joer opgestallt waren.

De Budget an d'Opstellung vum Budget 2015 an de Budget pluriannuel hu mat politescher Prioritéit ze dinn an et huet och mat politeschem Courage ze dinn. Politesch Prioritéit, well dës Regierung kloer e Wee weist. Endlech gëtt emol e Wee gewisen an engem Budget. Kloer eng politesche Richtlinn weist, an d'ëst gläich op e puer Ebenen: Simplificatioun oder Moderniséierung vum Stat, Effizienz vum Stat, Organisatioun a Fonctionnement vun onser Gesellschaft, an d'ëst, ouni datt iergendengem eppes ewechgeholl gëtt, Realisatioun vu groussen infrastrukturellen Projeten.

An och politesche Courage, well et wichteg ass, an dat geschitt och, dass de Budget endlech zougänglech gëtt fir all Bierger a Biergerin, zougänglech an deem Sënn, datt en an enger Sprooch ass, déi jidderee versteet. An dës Form vun Transparenz bréngt et mat sech, datt een dem Bierger an der Biergerin muss d'Wourecht soen. D'Wourecht iwwer den Zustand vun der finanzieller Situatioun vun dem Land, wou déi Leit wunnen a wou se och hiren Deel dozou bäidroen. An dat ass eng aner Virgehensweis, wéi ze erzielen, datt et dem Land net gutt geet, an awer alles lafen ze loosse wéi ëmmer.

Eng Statsschuld nämlech wuessen ze loosse vun 1,7 Milliard op 11 Milliarden a knapp zéng Joer, kléngt ganz verdächtig nom Motto „après moi le déluge“. An dozou géife mir lech gären e puer Beispiller weisen.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

En éischt Beispill aus der Aktualitéit a wat ons och speziell wichteg ass a wat och gëschter vum Premier opgegraff ginn ass, wat de Laisser-aller vu fréier bemierkenswäert beschreift: d'Drénkwaasser. Sait 15 Joer ass sech iwwer EU-Direktiven ewechgesat ginn. Stéchwuert, fir nëmme eent ze nennen, d'Klärungsanlag. Pro Dag 2.000 Euro plus eng Milliounen héich Strofeschuld. Sait 15 Joer ass bewusst ignoréiert ginn, datt onst Drénkwaasser net onbedéngt déi Qualitéit huet, déi geduecht gëtt an déi erzielt ginn ass. A sait 15 Joer gëtt bewusst keng eng Mesure - keng eng Mesure! - ëmgesat, fir deem entgéintzewierken.

All eenzelne Bierger, voire souguer all eenzelne Wieler, ass zefriddeggestallt ginn. Déi eng Landwirtschaften an aller Legalitéit weider wéi ëmmer an déi aner drénke weider dat Drénkwaasser, wat bewusst net geziilt gepréift ginn ass!

Nebenschauplatz vun där ganzer Affär déi lescht Joren, war de Waasserpräis. Mä wat notzt ons de Waasserpräis, wann d'Waasser net gutt ass? An haut si mer alleguete schlecht drun. An dës Regierung muss elo a kuerzer Zäit déi Weiche stellen, déi ons eng nohalteg Zukunft wäerte garantéieren. Déi Weiche stellen, déi bewusst

net gestallt gi sinn an deene leschten zéng Joer. Keng politesche Prioritéit an deene leschten zéng Budgeten an deem Beräich!

An dës Majoritéit wäert awer elo d'Konsequenze vun deem Laisser-aller am Budget 2015, awer och am Budget pluriannuel erëmfannen, an d'ëst direkt op e puer Budgetartikel. Mir bezuelen eng Émweltschuld. Mir mussen an Infrastrukturen investéieren. Mir mussen elo wahrscheinlech och kuerzfristeg de Baueren an de Wënzer hëllefen, sech ganz kuerzfristeg ëmzestellen, duerch den Herbiziden- a Pestizideverbuet, deen usteet.

► Une voix. - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - An déiselwecht Kritik an deemselwechte Beräich kéinte mer ënnermolen am Kontext Schutz vun de Biotopen. De Mangel u Sensibiliséierung an Informatioun, de Mangel u politescher Prioritéit am Kontext Émweltschutz, kënn d'Allgemengheet deier ze stoen. Mir mussen kurativ virgoen anstatt preventiv. An dat kascht deier!

En zweet Beispill, wat ons Gréng och speziell wichteg ass, ass d'Thema ronderëm d'Fro: A wéi enger Gesellschaft wëlle mer alleguete liewen a wéi wëlle mer se gestalten? Oft kucke mer - an dat ass scho virdu gesot ginn - mat engem Deel Bewonnerung zum Beispill op déi skandinavesch Länner, wéi hir Gesellschaft funktionéiert, wéi d'Schoul funktionéiert, wéi de péri- a parascolairen Deel zesumme mat der Schoul funktionéiert, wéi bewusst an eng voluntaristesche fraefördernd Politik investéiert gëtt, fir eng bewossten a gewollten Gender-Equitéit ze garantéieren. Déi Gesellschaftsorganisatioun huet sech och do net vun haut op muer gemaach a war och do nëmme méiglech ginn duerch eng bewosst an deklaréiert politesche, voluntaristesche Politik.

Haut ass et do méiglech als jonk Fra oder als jonke Mann aus enger vun deene beschte Schoulen, sief et Primärschoul, sief et Lycée oder souguer Uni, erauszekommen, sai Liewe ronderëm eng Famill ze organiséieren, ouni mussen Ofstrécher a senger beruflecher Carrière ze maachen. D'Allgemengheet - d'Allgemengheet, egal ob ee Kanner huet oder keng - huet eng Plus-value dovunner, datt si haut op eng flächendeckend Kannerbetreuung, déi iwwereng gratis ass, kënnen zréckgräifen, wou Schoul a Crèche matenee schaffen, wou Schoulen zu de Beschte vun der Welt gehéieren, wou d'Pädagogie am Mëttelpunkt steet a wou et eng Selbstverständlechkeet ass, datt d'Pappen an d'Mammen och Deelzäit schaffen, respektiv Job-sharing och op héije Poste besetzen.

An dat nenne mir e Choix de société. E Choix de société! D'CSV schwätzt vun de Leit de Choix loosse. E Choix de société awer kënn der Allgemengheet zegutt. Dat, wat d'CSV mengt, a wat mir bis viru Kuerzem an de verschiddene Budgetartikelen erëmfonnt hunn, huet näischt mat Choix de société oder politescher Richtlinn ze dinn. Dat nenne mir: Alles a sai Contraire förderen! An alles a sai Contraire förderen, endegt schlussendlech am Stéllstand a féiert dozou, punktuell mussen eben akut ze reagéieren, oft ziellos an och oft qualitéitslos.

D'Aféierung vum Chèque-service zum Beispill war e gutt Beispill dofir. Haut mussen mer an der Qualitéit réajustéieren an haut mussen mer an der Vernetzung tëschent de verschiddenen Instanzen réajustéieren.

Dës Regierung steet fir e Choix de société. An dofir ënnerstëtzt mir ausdrécklech, datt mer ophalen, Situatiounen ze subsidiéieren, déi eigentlech weder opbauend nach ofséchernd sinn, weder fir d'Fra oder d'Mamm nach fir d'Famill. Mir kënnen nëmme Mesuren ënnerstëtzen, déi et notament de Fraen erlaben, Studien oder eng Ausbildung ze maachen, ze schaffen a sech och kënnen an dëser Aarbecht ze verwickelen. Well dat ass de Choix.

Genau dat ass de Choix! D'Méiglechkeeten, fir Famill a Beruff ze vereinbaren, mussen geféiert ginn. Mir sécheren domadder d'Autonomie vun deenen zwee Elterendeeler of. An dorwider ous kënnen mer ons dee Mangel un „return on invest“, wann ech mech esou kann ausdrécken, net méi leeschte vu Fraen, déi studéiert hunn an déi mer herno an der Ekonomie net méi erëmfannen.

Et ass an onsen Aen och dofir richteg, déi Allocation d'éducation an déi Allocation de maternité ofzeschaffen an dofir awer méi an d'Veereinbarung Famill/Beruff ze investéieren. Domadder huele mer kengem, deen eppes huet, eppes ewech, mä mir offrëiere jidderengem en neie Service.

Et ass fir ons och dee richteg Wee, an e Kannerfong ze investéieren mat der Contributioun vun alle Revenuen. An onsen Aen ass d'ëst genau dee Wee, wéi een eng Gesellschaftsform gestalte kann. Mir gesinn dës Mesure éischer och als eng politesche Prioritéit an net esou als eng Budgetsadaptatiounsmoosnam.

Mir denken, datt déi nei Opstellung vum Kannergeld absolut tragbar ass, och fir eng Famill mat méi Kanner. Mä et ass sécherlech eng Ännerung vun de Gewunnechten. Fir ons ass et novollzéierbar. An et mécht wéineg Sënn auszurechnen, wéi vill eng zukünfteg Famill oder ee Kand, wat an engem oder zwee Joer op d'Welt kënn, manner kritt wéi elo. Well genau dat - genau dat! -, léif Kolleeginnen a Kolleegen, war de Motto vun deene viregte politesche Verantwortlechen an deem Domän. An de politesche Courage huet se du séier verlooss, an d'Resultat féint sech notament an deenen 11 Milliarde Scholden erëm.

Dofir fannen ech et zimlech mies, datt grad déi Leit, déi den noutwendeg Courage zu Noutwendegkeet net haten, elo d'Rechmaschinn erauszéien. Si hätte besser gehat, d'Rechmaschinn bei der Klärungsanlag, beim e-Commerce oder bei den 200 Milliounen Zësen d'Joer erauszéien!

► Plusieurs voix. - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Eng sënnavoll, eng duerchduechte Logementspolitik ass méi wéi noutwendeg an deem Land. Sécherlech ass et e schwierigen Terrain, wou déi éffentlech Hand net all Moyenen an Instrumenter huet, fir ze steieren. Mä de Wee, fir zimlech ondifferenziéiert ze subsidiéieren huet definitiv keen Impakt gehat, ausser an der Statskeess.

A jo, et ass richteg, net méi d'Demande ze subventionéieren, déi an d'Täsch vun deene geet, déi se net onbedéngt brauchen, mä virun allem sech der Offer unzehuelen an do anzewierken. Dofir ass et och richteg an onsen Aen, differenziéiert mat der TVA an der Wunnengspolitik anzegräifen, an den Ennerscheed ze maachen tëscht Eegewinnung a Locatiounswunnung.

(Brouhaha)

Ech ka ganz schlecht schwätzen... Wann ech gelift. Merci.

Et ass awer gradesou wichteg, keen Ennerscheed ze maachen a Saache Sanéierung a Renovatioun, well grad hei den Endverbraucher, dat heescht deen, deen herno an där Wunnung wunnt, egal ob Propriétaire oder Locataire, eng Plus-value dovunner huet. Dofir begrësse mir dat och.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir wëllen awer hei nach eemol ënnersträchen, wéi wichteg et ass, datt méi séier eng vergréssert Offer u sozialen an abordable Locatiounswunnungen am Land ugebuede gëtt. A mir sinn der Iwwerzeugung, datt hei grad déi éffentlech Hand e substanzialen Deel dozou ka bäidroen, och wann a vill verschiddene Formen.

Mir mussen onbedéngt d'Moyene virgesinn, fir d'Gemenge konkret ze ënnerstëtzen. Neen, kee Pacte Logement bis. Neen, sécher net! Villméi wéi Sue brauchen an deem Beräich d'Gemenge logistesche Ennerstëtzung. Intelligent Plangen ass ugesot. Dat kascht wuel och, mä vill manner an et ass vill méi effikass. A schlussendlech ass et och méi fair.

D'Erhéijung vun der TVA am Allgemengen, och wa se fir zwee Drëttel vun de Supermarchés-produite bei 3% bleift, ass sécherlech eng pur Spuermoosnam. Oder, méi richteg gesot, eng zousätzlech Recettémesure, déi ausschliisslech mat der Schuld respektiv mam Verloscht vun de Recetten aus dem e-Commerce ze dinn huet. Jo, et ass eng zousätzlech Belaaschtung fir jiddwer Portmonni an, jo, déi eng Portmonnie wäerten et méi spiere wéi déi aner.

Mir denken awer, datt, vu d'Situatioun, déi dës Regierung am Dezember virfonnt huet, an de Mangel un Zäit, fir deem entgéintzewierken, net vill Alternativen iwwer bliwwe sinn. Wichteg ass, datt déi Mesuren, déi de Premier gëschter ugekënnegt huet - am Kontext zousätzlech a méi gerecht sozial Ennerstëtzung -, geziilt déi Leit erreechen, déi zu deem engen oder anere Moment drop ugewise sinn. An do och ziele mir op déi Steuerreform, déi dës Regierung elo wäert an Ugrëff huelen. Well och do kënnen genau déi Indicateuren et dozou bréngen, datt mer déi Steuerreform méi fair a méi gerecht fir all eenzelne Bierger opstellen.

Mir sinn ons bewusst, datt et och do keng Alternativen an der Zäitschinn ginn ass. Eng Steuerreform, déi méi wéi noutwendeg ass, kann een net an engem Joer aus dem Aarm rëselen. An dofir ass et och richteg a wichteg, datt d'Regierung sech elo déi noutwendeg Zäit derfir hält.

D'ëst sinn, Här President, kuerz ëmras, e puer erausgepickte Mesuren, déi mir als gréng Fraktioun wollten haut zur Sprooch bréngen. Si sinn ons net onbedéngt méi wichteg wéi aner, mä si sinn ons virbildlech geschéngt, fir den Ennerscheed duerstelle vun deem, wat war, a vun deem, wat mir ons an e puer Joer virstellen.

Mir sinn ons bewusst, datt mer hei mat deem Budget e wichtige Jalon setzen, wéi mir an Zukunft, an zéng, an 20 Joer hei zu Lëtzebuerg liewen, a virun allem, wéi ee Lëtzebuerg mir de Kanner vun haut an den Erwuessene vu muer amgaange sinn ze gestalten.

Ons Kolleegin, d'Presidentin vun der Fédération des Femmes Cheffes d'Entreprise, hat mer e Sonndeg e klenge Mail geschéckt. An do huet se geschriwwen: „Et ass wichteg, datt d'Leit hei am Land emol erëm op de Buedem vun de Realitéiten zréckkommen. Eis Mesagen, datt mir hei am Land privilegiéiert sinn, mussen ukommen.“

Jo, eigentlech huet ons Kolleegin schonns recht. Et ass eng Chance, datt mir zu Lëtzebuerg eng gutt Ausgangspositioun hunn, fir déi Adaptatiounen ze maachen, déi elo mussen gemaach ginn. A mir solle se elo maachen. Elo, wou mer nach ëmmer an engem privilegiéierte Land liewen a fir datt mer och an Zukunft weider an engem privilegiéierte Land sinn.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci der Madame Loschetter. Nächsten geschriwwene Riedner ass de Gaston Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Deklariation vum Här Statsminister, déi gëschter hei gemaach ginn ass, ass selbstverständlech mat vill Spannung erwaart ginn, well net nëmme mir als Politiker heibannen, mä och d'Leit am Land endlech gäre gewuer wëlle ginn, wou d'Schéff an deenen nächste Jore soll histeieren.

Ier ech op e puer méi punktuell Punkten aginn, wëll ech zwou Virbemierkungen hei maachen. Déi éischt: Den Här Statsminister huet gëschter a senger Ried fir d'Éischt ugefaangen, Kritik an der viregter Regierung ze maachen. Den Här Berger huet sech deem de Moien hei ralliéiert an huet och net mat Kritik un der viregter Regierung gespuert.

Et ass haaptsächlech dann op d'CSV gekuckt ginn a se un d'CSV gericht ginn, mä souwuel den Här Statsminister wéi den Här Berger wosste ganz genau, wa se op déi viregt Regierung schéissen, op d'CSV schéissen, datt se dann hire gréisste Koalitionspartner, d'LSAP, géife mattrreffen, ouni et prezis hei ze soen. Op jidde Fall hu mer gëschter kënnen feststellen, datt de Statsminister ugefaangen huet, fir d'Éischt Kritik ze üben an där Politik, déi hire Koalitionspartner, d'LSAP, an deene leschten zéng Joer hei matgedroen huet!

► Une voix. - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Eng zweet Virbemierkung: Den Här Statsminister huet vun 258 Mesurén geschwat an huet awer knapps zwou Dose vun deene gëschter hei ernimmt. Wat et verständlech ass, datt een net kann 258 Mesuren hei opzielen. Dat hätt och kee vun eis wahrscheinlech gëschter gewollt. Mä et weess een elo, wat an enger Rei vu Moosnamen ass, wou eng Partie dervu scho virdu bekannt waren, eng Partie vläicht och souguer beim Vollek an den Ouere gutt kléngen. Mä et weess een net, wat an deene méi wéi 200 anere Punkten, déi mer nach net kennen, do drastécht.

Et weess een, wann een ee Pak vun 258 Moosnamen op de Maart geheit, géif ech emol soen, datt dat net kann opgegraff ginn, weder vun eis heibannen nach vun de Leit dobaussen. An esou wäert et kloer sinn, an dat mierkt een och hei an dëser Debatt, datt déi ganz Diskussioun sech op eng Rei vun Haaptpunkte limitéiert an datt de Gros vun de Punkten, déi d'Leit awer dobaussen, jiddwieren eenzel oder d'Betriber treffen, déi ginn hei net diskutéiert.

Hei gëtt am Fong de Fësch am Waasser ersoff. Dat ass eng Taktik, fir datt d'Leit net sollen alles matkréien, wat fir Grousamkeeten an deem ganze Pak do stinn. Dovunner gëtt ee ganz groussen Deel iwwerhaupt net diskutéiert. An et wäert schwéier ginn, fir lues a lues, an esou engem Heedepak, de Leit dat alles no baussen ze bréngen.

(Interruption)

Et kann ee bal soen: Déi nei Perspektive fir Lëtzebuerg heescht bal, wann een dat do alles esou héiert, déi nei Regierung schéisst op alles hei am Land, wat wibbelt.

(Interruptions)

Als Zilscheif huet de Premier, ënner anerem, genannt, d'Familljen, déi Krank an d'Spideeler, d'Bezéier vu Sozialeschtungen, d'Léierperso-



nal, d'Beamten am Allgemengen, d'Start-uppen, d'Berufskummeren, d'Architekten, d'Press an esou weider. An dat sinn nach nëmmen eng Dose vun deene Remarquë vun 258. Awer kloer Perspektive fir d'Zukunft, déi hu mer gëschter vermësst!

Wou ass deen Zukunftsdësch, deen ons gréng Kolleegen an deene leschte Jore vehement hei ëmmer ageklot hunn? Datt mer eis emol missten zesummesetzen, d'Politik, d'Société civile, d'Gewerkschaften, d'Patronat, alleguer déi Leit, déi drun interesséiert sinn, a wat fir eng Richtung d'Land wëll steieren. Wat fir ee Lëtzebuerg wëlle mer eisen nächste Generatiounen an 20, 30 Joer hannerloossen? Wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg da musse wunnen oder dierfe wunnen oder schaffen? Alles dat ass, mat Recht, vun deene grénge Kolleegen an deene leschte Jore permanent heibanne gefrot ginn. An elo, wou se an der Regierung sinn: Wou ass deen Zukunftsdësch? Weder an dëser Deklaratioun nach wat d'Plans sectoriels ubelaangt, ass iergendwéi an enger Form vun dësem Zukunftsdësch geschwat ginn.

Mir als ADR sinn awer och ëmmer der Meinung gewiescht a mir hunn d'Iddi och ëmmer ënnerstëtzt, datt mer mussen deen Exercice maachen, datt mer mussen eng Kéier hei eng Diskussioun féieren: Wat fir ee Land wëlle mer? Wëlle mer eng Kéier 700.000, 800.000, eng Millioun, annerhalfe Millioun Leit? Wëlle mer op eise Aarbechtsmaart, och wëinst eise Sozialsystemer, haut 400.000, an 20 Joer 800.000 Leit schaffen hunn, an a 40 Joer annerhalfe Millioun Leit schaffen hunn? Wëlle mer dat?

Mä déi Politik hei, déi fiert blannemännerchers virun a stellt sech net déi Froen an huet net de Courage. An et ass esou vill vu Courage haut de Moie vun de Majoritéitsdeputéierten heibanne geschwat ginn, deen dës Regierung huet. Mä dee Courage, fir ze soen, wou d'Land an 30 Joer, an 20, 30, 40 Joer steet, dee Courage hu se emol net, fir iwwerhaapt unzefänken, doriwwer ze diskutéieren, geschweig ze handelen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et si virun allem zwou Moosnamen, déi mer scho méi laang kannt hunn: Dat ass d'Erhéijung vun der TVA ëm 2% an 0,5%, déi als Kannersteuer op d'Welt komm ass an elo Zukunftsbeitrag heescht.

Am Géigendeel zu der Lounsteuer gëtt dës Contributioun och schonn op Revenuen, déi wäit ënnert dem Mindestloun leien, opgehuewen. Och konkret also vun enger Pai, engem Gehalt vu 481 Euro un, gëtt deen Zukunftsbeitrag, wéi d'Regierung en nennt, opgehuewen. Dat heescht, also och Leit, déi haut keng Steiere bezuelen, déi de Mindestloun hunn, déi den RMG hunn, déi wäerte vu muer u mussen e Beitrag do bezuelen!

Et sinn awer net nëmmen déi kleng Leit, déi dovunner betraff ginn, an hei..., oder et si grad déi kleng Leit, déi heivu betraff ginn. A wann ech haut de Moien...

(**Interruption**)

A wann ech haut de Moien - Här Bettel, Dir braucht net ze laachen, well gëschter Owend hutt Der guer net gegläntzt um Fernseh...

(**Protestations**)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dir sot dat Eent an de Contraire!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Gibéryen, wennst lech un d'Chamber.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, Dir hutt recht, ech muss mech un d'Chamber wenden.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dofir wëll ech lech soen, Här President, datt den Här Bettel gëschter Owend um Fernseh net gegläntzt huet.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Bis elo Dir och nach net!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dass Dir net gegläntzt hutt, datt ass generell d'Meenung am Land gewiescht.

(**Interruption**)

Hei gëtt op jidde Fall, an den Här Berger huet dat de Moien hei virgedroen, datt hei déi Leit, virun allem déi monoparental Fraen, déi eleng-erzéind Fraen, datt déi hei am Land déi sinn, déi am meeschte vun der Aarmut betraff sinn. Wat richtig ass! An ech mengen, datt ass net nei, dat hu mer heibanne scho méi dacks gesot. Mä och déi mussen 2% TVA weider

bezuelen. An och déi mussen 0,5% un Ärem Zukunftsbeitrag bezuelen.

An och déi Leit, déi e Mindestloun kréien, an d'Elengerzéier, alleguer déi mussen och dee Beitrag do bezuelen. An dat ass fir déi Leit vill Geld. An da kommt Der heihinner an Dir sot, Dir géift deenen hëllefen, Dir géift deene gär Verbesserung maachen. Mä fir d'Éischt - fir d'Éischt! - huet Der hinnen emol eppes. A wat se sollen eng Kéier bäikréien, dorobber muss een emol nach waarden.

Da kucke mer, wat dann déi dräi Regierungsparteien iwwerhaapt iwwert d'TVA-Erhéijung an hirem Wahlprogramm stoen haten. D'DP huet gesot: Nëmme, wann néideg an als lescht Méiglechkeet. An et muss ee wëssen, wat dat als Konsequenz fir d'Konkurrenzsituatioun vun eise Betriber huet, wat dat fir Konsequenz fir den Index huet. Steigende Kosten im Gesundheits- und im Pflegewesen. Alles dat huet d'DP gesot an duerfir géif dat nëmme als Allerlescht a Fro kommen.

D'Sozialisten hu gesot, si wiere fir eng begrenzte Mehrwertsteuererhöhung, awer nëmme am Kader vun enger globaler Steierreform. Elo kréie mer emol d'TVA-Erhéijung a wat d'Steierreform, wéini datt se kënnt a wat se bréngt, datt weess nach kee Mënsch heibannen!

Eis gréng Kolleegen, déi hunn der Regierung deemools virgeworf an och der CSV, well déi dat an hirem Wahlprogramm stoen hat: „Ihnen fällt dazu nichts Besseres ein, als die Erhöhung der sozial ungerechten Mehrwertsteuer. Durch eine weitere Erhöhung der Mehrwertsteuer würde die Belastung der niedrigen und mittleren Einkommensschichten noch schneller anwachsen.“

Also keng vun deenen dräi Regierungsparteien hat eng TVA-Erhéijung virgesinn a si hu se kritiséiert a si hu se am Fong vu vireran... An et ass dat Alleréischt, wat se gemaach hunn!

A vun hirem Zukunftssteuer hat iwwerhaapt keen eppes an hirem Wahlprogramm stoen. Mä dat ass och elo dat Éischt, wat kënnt, datt d'Leit mussen 0,5% weider bezuelen.

An ech mengen, och déi TVA-Erhéijung op der Zweetwunneng vun 3 op 17% stoung a kengem Wahlprogramm. An och, datt d'Alkohole vun 3 op 17% eropginn, stoung a kengem Wahlprogramm. An duerfir huet d'Horesca jo och geäntwert, datt dat grav an dramatesch Konsequenzen däerft fir dee Secteur kréien. An d'Horesca huet gesot, datt dat eleng kéint zur Konsequenz hunn, datt 1.000 Aarbechtsplazen an deem Secteur kéinte verluer goen!

Oder d'Chambre de Commerce, déi seet, datt dat eng Note salée fir d'Entreprise wier, datt dat keng gutt Nouvelle wier. Datt dat net gutt wier fir d'Consommateuren, fir d'Entreprises a fir eis Economie. De Jean-Claude Reding vun der Salarischamber seet, datt déi TVA-Erhéijung „trifft vor allem die Ärmsten“. Also alleguer, aus deene Kreesser kréie mer gesot, wat fir Konsequenzen esou eng TVA-Erhéijung huet.

An d'Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung huet ausgerechent, datt déi TVA-Erhéijung d'Revenuen hei zu Lëtzebuerg vun de Stéit géif téschent 0,6 an 0,8 drécken, no ënnen drécken op hirem gesamte Resultat.

Wéi vill déi nei TVA-Sätz an Zukunft wierklech der Statskeess bréngen, weess haut och nach kee wierklech. Well, wa geschwat gëtt vu 350 Milliounen, da wësse mer och, datt de Stat muss méi Steiere bezuelen. A mir wëssen net, wann d'Leit 350 Milliounen manner Kafkraaft hunn, da gi se déi och manner aus, also bezuele se och manner TVA. An d'Gemengen, déi mussen 2% méi TVA op hiren Investitiounen bezuelen an awer d'Hausse vun der TVA net kompenséiert kréien an hirem Chiffer, dee se bis elo ëmmer kritt hunn. Alles dat ass net mat berechent ginn. An alles dat, do weess een och dofir net, wat herno dann, ënnert dem Stréch, fir de Stat weider erauskënnt, wann dat doten alles duerchgeet.

D'Wunnengen: déi zweet Wunneng vun 3 op 17%. Doduerch ginn déi Wunnenge 14% méi deier. Dat bedeit ganz kloer manner Investitiounen a Wunnengen. Manner Investitiounen a Wunnengen heescht, datt d'Offer méi kleng gëtt, nach méi kleng gëtt. An et ass jo grad dat de Problem, dee mer beim Wunnengsbau hunn, datt d'Offer nach méi kleng gëtt, wat d'Wunnengen ubelaangt, an datt duerfir d'Loyere konsequenterweis, well d'Investitioun méi héich gëtt, awer d'Offer méi kleng gëtt, ginn d'Loyere konsequenterweis an d'Luucht!

A wie gëtt erëm do getraff? Ma erëm grad déi kleng Leit, déi sech keng eege Wunneng kënne leeschten, déi musse loune goen. Déi mussen also muer, duerch déi heite Politik, dann och weider Loyer bezuelen.

An och déi Leit, déi eng éischt Wunneng maachen, elo hu se den Taux vun 3%, kënne se rembourséiert kréie bis zu engem Plaffong vu 50.000 Euro. An den Här Statsminister huet

sech gëschter dozou net geäussert. Gëtt dee Plaffong gehéicht, Här Statsminister, vu 50.000 Euro?

Wann deen net gehéicht gëtt vu 50.000 Euro, an den Taux geet erop op 17%, da kënne d'Leit, déi bis elo mat deem doten Taux konnten, mat deene 50.000 Euro konnte bis elo eng Investitioun mat deem bëllegen Taux vu 500.000 Euro maachen, da kënne se an Zukunft mat deem bëllegen Taux nëmme méi eng Investitioun vu 416.000 Euro maachen. Also och déi Leit, déi déi éischt Wunneng kafen, gi vun där dote Moosnam getraff, wann de Plaffong vu 50.000 Euro deementspriedend net gehéicht gëtt.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll uschneiden, dat ass d'Famill. Ech mengen, d'Ofschafe vun der Allocation de maternité an der Allocation d'éducation ass eis zënter e puer Deeg schonn iwwert d'Press bekannt gi ginn. Hei gëtt dat als e Fortschritt duergestallt. Et gëtt quasi duergestallt, wéi wann d'Leit dat net wëilten. Wéi wann d'Familljen net wëilte bei hire Kanner doheem bleiwen.

Mä bei den Allocations de maternité sinn et an deene leschte Joren all Kéiers 1.200 bis 1.300 Familljen, déi dovunner profitéiert hunn, a vun der Allocation d'éducation sinn et 8.400 Familljen, déi an deene leschte Joren an och dëst Joer dovunner profitéieren. Et sinn also bal 10.000 Leit am Land - 10.000 Familljen -, déi gäre bei hire Kanner doheem bleiwen, och souguer mat dem Risiko, datt se manner verdéngen an datt se hir professionell Carrière gebremst kréien.

Dat heescht, et gëtt Leit am Land, déi ginn de Kanner eng Prioritéit. A wann dann hei vu Majoritéitspolitiker gesot gëtt: „Ma déi puer Frang do, déi se kruten, domadder ka jo kee liewen.“ Jo, dat stëmmt. Dat stëmmt.

An duerfir soe mir jo och als ADR, komm, mir féieren en Erzéiungsgeld an, wéi d'Regierung dat gëschter hei proposéiert huet, wou mer déi verschidde Leeschtunge bündelen, mä mir ginn all Famill se. A mir ginn en net 400 Euro, mä mir ginn en ee Montant, dee berechtigt ass, fir datt eng Famill och eppes dovunner huet. An da soe mer zu der Famill, déi Fra oder dee Mann - mä an der Regel ass et d'Fra, déi doheem bleift -, déi muss vun deem Montant selwer eng Cotisatioun bezuele fir an d'Pensionskeess, datt se och sozial ofgeséichert gëtt. An da spuert de Stat ënnert dem Stréch, well eng Plaz an enger Crèche, déi kascht 2.000 Euro de Mount; nëmme Frais de fonctionnement, do hu mer net d'Investitiounen mat agerechent.

Wa mer also enger Mamm, déi doheem bleift, géifen 1.000 Euro ginn a mir géife soen, dovunner bezils de 300 Euro an d'Pensionskeess a si huet nach 700 Euro, dann huet d'Famill de Choix. Elo huet se kee Choix méi.

D'Regierung seet zwar, si hätt de Choix, mä si seet, deejéinegen, deen net esou mécht, wéi mir et gären hätten, an zwar d'Kand op d'Welt setzt, eis et gëtt fir et ze zillen an ze versuergen, eis d'Recht gëtt, fir ze soen, wat d'Kand vu moraleschen, etheschen a reliése Wäerter muss géleiert ginn - dat decidéiere mir als Stat an net méi d'Famill, d'Mamm huet schaffen ze goen -, also eng Famill, déi sech net un dat Diktat vu Gambia hält, déi Famill gëtt gestrooft, déi kritt glat a guer näischt méi vun dëser Regierung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass eng ideologesch Politik, déi hei vu Gambia gemaach gëtt. Ech hunn et gëschter scho gesot, déi hu mer aus DDR-Zäit kennt. Et wönnert mech just, datt eng Partei, wéi eng liberal Partei,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...och do matmécht, deen Unfug do matmécht, wat eng Zerstückelung vun eise Familljen hei am Land als Konsequenz huet.

(**Protestations**)

An net nëmme genuch domadder, net nëmme genuch domadder, och d'Kannergeld, och d'Kannergeld...

(**Interruptions**)

Här Berger, Dir hat virdrun d'Wuert. Et gëtt hei gesot: „Mir huele kengem eppes ewech.“ Dat ass richtig. Deen et elo huet, deen huet et, mä dee muer e Kand kritt, kritt et net méi. Also huet Der de Leit an Zukunft eppes ewech, wat se bis elo kritt hunn.

Dat do ass awer ze vill schéin...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dir kritt eppes anescht amplaz.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, jo, jo! Dat heescht, wa muer een aneren Deputéierten hei an d'Chamber kënnt an dee kritt keng Pai méi, da sot Der: Mir hu kengem eppes ewechgeholl!

(**Hilarité et brouhaha**)

Well Dir hutt Är Pai jo behalen, Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här Gibéryen, si kréien eppes, wéi ech virdu gesot hunn, Här President,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir hutt Är Pai behalen a vu mar u kritt Der keng méi.

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...kréie se eppes aneschters amplaz.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mä dann hutt Der kengem eppes ewechgeholl. Maja, dat hu mer ganz gären dat doten.

Ech mengen, wa mer kucken, Här President, datt nient deenen zwou Moosnamen do, déi ewechfalen, also d'Kannergeld och gekierzt gëtt an Zukunft... Den Här Statsminister huet gëschter gesot, ma si hätte beim éischte Kand d'Steiergeld no uewen opgerënt. A wann een dat dann nokucke geet, dat sinn 2,5 Euro de Mount! Dat ass hei ernimmt ginn, wat no uewen opgerënt gëtt, 2,5 Euro de Mount!

(**Interruption**)

Dat sinn 30 Euro d'Joer, wou opgerënt ginn ass. Mä déi Famill, déi méi Kanner huet - zweet, dräi, véier -, datt déi staark ofgerënt gi sinn, déi Chifferen huet e gëschter net genannt.

Eng Famill mat zwee Kanner verléiert de Mount an Zukunft - déi nei Kanner kréien, Här Bettel, jo - 64 Euro de Mount, 773 Euro d'Joer a vun der Gebuert bis 18 Joer verléiert déi Famill 14.000 Euro an Zukunft. Eng Famill mat dräi Kanner verléiert am Joer 238 Euro oder 2.860 d'Joer oder 51.500 Euro vun der Gebuert bis 18 Joer. An eng Famill mat véier Kanner, déi verléiert an Zukunft de Mount 400 Euro oder 5.000 Euro d'Joer oder 88.000 Euro vun der Gebuert bis 18 Joer.

Dat ass d'Politik vun där heiter Regierung, déi och domadder ganz kloer seet: „Mir wëllen iwwerhaapt net méi, datt d'Famillje méi wéi ee Kand kréien.“ An dat ënnersträicht dat och, wat d'Familljeministesch - wéi ech awer ëmmer soen, d'Antifamilljeministesch - an der Chamberskommissioun gesot huet, datt dës Regierung keng pronatalistesche Politik mécht. Et géife genuch Kanner op der Welt ginn.

Dat heescht, d'Gambia-Regierung wëllt net méi, datt mer hei zu Lëtzebuerg Kanner kréien. Hei sollen der esou mann wéi méiglech kommen. An déi puer, déi kommen, kritt de Stat an d'Obhut an d'Eltere solle schaffe goen. A wa mer der brauchen, da gi mer se einfach an d'Ausland sichen.

Dat ass d'Politik vun dëser Regierung wéi se...

(**Protestations**)

Jo, jo, jo, jo.

► **Une voix.** - Egal wat!

(**Brouhaha**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech kommen zum Schluss, well meng Riedezeit...

(**Coups de cloche de la Présidence**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift.

(**Interruption**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Gitt mir nach eng Stonn, ech kann lech nach villes zielen!

(**Brouhaha**)

Här President, déi Regierung ass hei ugetratt, a gëschter war den Titel: „Nei Perspektive fir Lëtzebuerg“. Wann dat doten d'Perspektive fir Lëtzebuerg sinn, da kann ech nëmme soen: „Aarmt Lëtzebuerg, wat gi mer do enger Zukunft entgéint.“

► **Une voix.** - Ooh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'DP ass an d'Wahle gaange mat dem Slogan: „Méi mat manner.“ Zënter gëschter, Här Bettel - Här President, wëll ech dem Här Bettel soen -,...

(**Hilarité**)

...kann en de Slogan ëmdrënen a soen: „Manner fir méi.“ D'Leit kréie manner a se musse méi derfir bezuelen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Interruption et hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel fir déi Lénk.

Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi éischt Fro, déi sech stellt, ass déi, wat dat hei iwwerhaapt ass, wat mer hei maachen. Ass et eng Ried iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg oder ass et eng Aféierung an d'Budgetdiskussioun?

Wann een nämlech een Zukunftspak géif diskutéieren, da vermësse mer Grondsätzlech: strategesch Diskussiounen, Optionen, déi sech net op d'Spuere beschränken. Mä et gëtt keng Linn fir d'Zukunft.



Zum Beispill: Wéi ee Wuesstum wëlle mer? Wéi eng Ziler setze mer eis an der Klimapolitik? Wéi schäfe mer Sozialgerechtkeet? Wéi solle mer d'Kafkraaft stäerken? All déi Froe sinn net behandelt.

Ass et awer eng Aleedung an de Budget 2015, dann, mengen ech, wier et logesch gewiescht, datt mer dat mam Budget zesumme gemaach hätten an datt mer dat am Kader vun der Budgetdiskussioun diskutéiert hätten; och déi 258 Moosnamen an d'Loi de mise en vigueur, déi mer elo all Joers kréien.

A wann et - an do si mer eis dann op deem Punkt emol eng Kéier mam ADR eens - een Zukunftspak ass, bräichte mer onbedéngt een Zukunftsdësch. Een Zukunftsdësch wou d'Zivilgesellschaft, d'Gewerkschaften, d'ONGen, d'Berufskummere mat diskutéieren iwwert déi strategesch Optiounen vun deem, wat an deem Land hei soll op eis zoukommen, och wa mer sécherlech iwwerzeegt sinn, datt dat, wat do erauskënnt, grouss Divergenze gëtt mat deem, wat den ADR vläicht doranner wëllt leeën.

Een zweete Punkt, deen ech wëll ervirsträchen, ass d'Diskussioun iwwert d'Scholden. De Premier seet - an e wëll eigentlech e bësse jidderengem e schlecht Gewësse maachen domadder -, datt mer 2004 1,7 Milliarde Scholden hate beim Stat an 2013-2014 eeel Milliarde. Vun de Fakten hier stëmmt dat. Wann ee se dann awer ëmrechent op d'Awunner, dann ass dat éischtens falsch an zweetens ierféierend.

Éischtens falsch - mä dat ass eng Saach vu Kompetenzen an der Schoul, ech weess et net, well d'Rechnung menger Meenung no net stëmmt -, wann een nämlech 1,7 Milliarde duerch 459.000 Awunner deelt, kënt een net op 870 Euro, mä op 3.700 Euro. Mä dat ass, doriwwer wëlle mer awer elo net diskutéieren.

An déi zweet Rechnung vun 2004 (veuillez lire: vun 2013) ass och falsch! Se ass awer haaptsächlech ierféierend, well hei d'Impressioun opkënnt, wéi wann all Awunner déi Schold hätt. Neen, et sinn net d'Awunner, déi déi Schold hunn, et ass de Stat! An de Stat kann een net verwalte wéi ee Stot. Et gëtt grouss Ennerscheeder.

De Stat huet eng Aufgab vun Ëmverdeelung. En huet eng redistributiv Aufgab. En huet d'Aufgab, fir vum geschafene Mehrwärt een Undeel ze kréien, mat deem en Infrastrukture schafft, ëffentlech Déngschtleeschunge schafft a seng regulativ Aufgabe mécht. Dat kann de Stot net. De Stot kann net a sengem Gaart ee Betrib implantéieren, vun deem sengem Mehrwärt en da lieft.

De Stat muss investéieren an d'Zukunft an domadder d'Akomes vu muer ofsécheren. Mä dat mécht d'Regierung net. Hei geet et virun allem ëm d'Spueren. D'Stéit gi méi belaaucht an dee geschafene Räichtum gëtt net ëmverdeelt.

De Premier seet: „Mir musse Moosnamen huelen. Et kann een net näischt maachen.“ Natierlech muss ee Moosnamen huelen, awer déi richteg! An da seet de Premier: „Mir hunn iwwer ons Verhältnissen gelieft.“

Ah sou! Hu mir dat? Wien huet iwwer seng Verhältnissen gelieft? Déi 80.000 Leit, déi op der Aarmutsgrenz liewen? Oder déi 9.000 Leit, déi tatsächlech net iwwert d'Ronne kommen? Oder sinn et déi dausende Fraen am Botzsecteur, déi ouni Réckendeckung vun der Regierung derfir kämpfen, datt hir Aarbechtszäite respektéiert ginn, datt se hir lwwerstonne bezuelt kréien an de Mindestloun emol respektéiert gëtt? Oder sinn et awer vläicht déi Superräich, déi Der net méi wëllt besteieren? Vlächcht déi 655 Ultraräich, vun deene jiddweree mindestens 30 Millioune hunn an déi zesummen iwwer 65 Milliarde huet?

Wie lieft iwwer seng Verhältnissen? A wie bezilt am meeschte par rapport zu sengem Besët? 10% vun de Maximalverdenger zu Lëtzebuerg kréie 25% vun de Revenuen. An 10% vun de Mindestverdenger kréien 3% vun de Revenuen. Dat ass d'Realitéit vun deem, wien iwwer seng Verhältnissen lieft!

An da gi keng Léiere gezunn aus der leschter Kris, déi mir all bezuelt hunn! Mat „mir“ mengen ech virun allem d'Leit, déi schaffe ginn, an d'Pensionnairen. A mat där Politik wäerte mir riicht an d'Mauer rennen, an d'Mauer vun där nächster Kris. De Banken- an de Finanzgesellschaften geet et ëmmer besser. Déi maache méi grouss Benefisser wéi jee. Mä et gëtt awer ëmmer manner vun deem, wat erschafft gëtt, an d'Realwirtschaft investéiert. An d'EZB geet och nach hin, anstatt d'Kafkraaft ze stäerken, keeft massiv Schrottpabeiere vun de Banken op, an dee geschafene Mehrwärt, dee geet an d'Spekulatioun. An domadder renne mer an déi Mauer vun der nächster Kris!

Jo, et gëtt Alternativen zu där Politik, esou wéi d'Gewerkschaften an déi Lénk, wéi zum Deel och d'LSAP an déi gréng se ëmmer verteidegt hunn. Alternativen, déi doranner bestinn, fir

eng gerecht Verdeelung ze maache vun de Steierlaaschten zwëschen de Betriber an de Stéit. Dat gëtt net gemaach. Et gëtt nach verschlëmmt. Fir eng gerecht Verdeelung ze maachen zwëschen direkten an indirekte Steieren. Och dat gëtt net gemaach. Déi indirekte Steiere gi weider an d'Luucht. Fir d'Steierhannerzëiung ze bekämpfen: Eleng an Europa sinn 100 Milliarde Steieren, déi all Joers - een Zéngtel vum Akomes - hannerzu ginn.

Et kéint een, an ech ënnerstëtzen d'LSAP doranner, de Spätzesteiersaz eropzesetzen, wouduerch een eleng schon 200 Millioune kéint akasséieren. Ech kéint mer virstellen, datt een déi ënnescht Tranche vun deene Leit, déi manner verdéngen, ewechléisst, an zwou Tranchen driwwer setzt mat 41 an 42%, an esou weider. Et kann een och spueren. „Spueren ouni Tabu“, huet de Premier gesot. Beim Militär a beim groussherzoglechen Haff gesinn ech keen „Spueren ouni Tabu“.

An et ass traureg ze gesinn, wéi LSAP a Gréng hei der DP, ABL, ALFI a Co nodackelen an d'Bierger an d'Gewerkschaften eleng loosse. Mir bedauern dat. Mir bedauern dat, well mir géife gäre mat hinnen zesummen eng aner Politik maachen zur Ëmverdeelung vun uewen no ënnen, zur Stäerkerung vun der Kafkraaft, esou wéi d'Gewerkschaften an d'Salariatsvertreider, wat jo eigentlech hir elektoral Basis ass, dat froen.

Mir bedauern et ëmsou méi, well d'CSV wäert doriwwer laachen, obscho si d'Politik vum Sozialofbau, esou wéi mer se an de leschte Jore kant hunn a wéi Dir se weiderféiert, an d'Wee geleet huet, a souwéiso och wäert weiderféieren, wa si erëm an der Regierung ass.

De Premier seet: „Déi kleng Leit kréien näischt ewechgeholl.“ Dat ass falsch. Ech fänken u bei der TVA. 2% Erhéijung fir jiddweree, heescht: All Stot muss an Zukunft minimum 480 Euro méi op den Dësch leeën. Et wier gutt, wann de Premier emol eng Kéier mat der ULC géif doriwwer schwätzen. An et wär gutt, wann een emol wierklech géif liesen, wat d'Caritas seet, nämlech, datt dat déi sozial zimlech ongerechtste Steuer wier, déi et iwwerhaupt gëtt.

Dat nämlech stëmmt fir d'Cotisation sociale, mat där eng sougenannt „Zukunftskeess“ soll gespeist ginn. Mir wëssen näischt iwwert d'Rechter vun de Leit, esou wéi dat sech aus der Fleegeversécherung ergëtt, wou och eng Contribution sociale à part ass. Mir wëssen net, wat dat fir d'Grenzgänger heescht. Mir befierchten, näischt Guddes. An da gëtt gesot: „Et gëtt jo ee Véirel vum Mindestloun immuniséiert.“ Ech wëll drun erënneren: Bei der Fleegeversécherung ass et dee ganze Mindestloun. Dat heescht, déi Leit, déi kee Mindestloun hunn, déi gi mindestens zu dräi Véirel vun hirem Akomes mat 0,5% zousätzlech belaaucht.

An da gëtt et och dozou Alternativen, dat ass nämlech déi normal Besteuerung. Bei där normaler Besteuerung bezilt een, dee méi wéi 100.000 Euro Akomes d'Joer huet, 40%. Hei bezilt en 0,5%. A bei där normaler Besteuerung bezuele Leit, déi ee klengt Akomes hunn, näischt. Hei bezuele se, ausser engem Véirel vum Salaire social minimum, näischt.

Ech ginn elo net weider dorobber an, well ech einfach e puer Moosnamen wëll kuerz behandelen. Dozou gehéiert och d'TVA op der Zweetwunneng, zu där ech awer hei wëll eng Motioun ofginn, Här President, op déi ech dann herno bei der Motioun zrëckkommen.

Motion 1

Considérant l'intention annoncée du Gouvernement d'attribuer le taux super-réduit de 3% de la TVA uniquement à l'assainissement énergétique et à la construction, à l'achat ou à la rénovation d'un logement utilisé pour les besoins personnels et d'augmenter la TVA pour tous les autres logements au taux de 17%;

considérant qu'une telle augmentation du taux de TVA devrait être précédée d'une étude sur les conséquences d'une telle mesure sur les prix du logement, également locatif;

la Chambre des Députés invite le Gouvernement

à faire élaborer, ensemble avec les partenaires sociaux, une étude sur les conséquences d'une augmentation du taux de TVA sur les prix d'acquisition d'un logement et les loyers.

(s.) Justin Turpel.

Och d'Kannergeld ass keng Moosnam, haaptsächlech, vu Vereinfachung, net nëmme vu Vereinfachung, mä eng Spuermoosnam haaptsächlech, wat dat zweet an dat drëtt Kand ugeet.

An och d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité, wou 74 Millioune solle gespuert ginn, sinn eng Spuermoosnam. Natierlech ginn et Alternativen zu dem Doheem bleiwen, dem Ophale mat Schaffen, fir d'Kanner kënnen ze versueren. Mä déi Alternativen, déi ginn hei net diskutéiert an net ausgebaut.

Op jiddwer Fall kann d'Roll vun der Fra sech net op déi vun enger Reservearméi beschränken, déi an Zukunft soll erëm verstärkt an den Aarbechtsprozess kommen.

Jo, mir soe Jo derzou, datt d'Fraen ofgesécher mussen ginn. Et gëtt héich Zäit. Mä dat muss ee konkretiséieren. An d'Diktat, wat hei geschitt, de Moment, ass dat, datt et vill Leit ginn, déi kënnen net bei hire Kanner bleiwen, well se mussen schaffen goen. A mir géifen eis virstellen, datt een alle Leit, allen Elteren, och de Pappen d'Méiglechkeet géif schafen, fir méi laang bei hire kleng Kanner ze bleiwen. Dozou ginn et eng Rei Méiglechkeeten, op déi mer da mussen zrëckkommen.

D'Pressehälle, ass gesot ginn, wäert heeschen, datt déi geschriwwen Press manner kritt. Op all déi aner Moosnamen hunn ech d'Zäit net, fir am Detail anzegoen. Ech gräifen eraus d'Veräiner, déi mussen d'Polizeipräsenz bezuelen, eppes, wat d'CSV schonn eng Kéier wëlles hat, wat deemools duerch d'Veräiner verhénnert ginn ass, wat sécherlech och zur Privatiséierung vun de Sécherheidsdëngschter wäert féieren.

Secondaire, Grondschoul, do wësse mer net vill. Zum Trimestre de faveur, do muss ee soen: Et gouf eng Reform vun de Gehälter am Statut am ëffentlechen Déngsch, wou de Congé, dee gestrach gëtt, wann een a Pensioun geet, scho mat dra war, wou och d'Biennale gestrach ginn, wou d'Ufanksgehälter erofgesat ginn. An et ass eis ëmmer gesot ginn: „Do kann näischt dru geännert ginn.“, wann ee gesot huet, et si Carriären, iwwert déi ee muss diskutéieren. Elo geet d'Regierung hin, eesäiteg dee Pak änneren, ouni dat mat deene Leit ze diskutéieren.

D'Gemenge wäerten e puermol bezuelen do-uerjer, datt se manner Recette kréien op der TVA, datt se déi Recetten, déi méi solle kommen, duerch d'TVA och net kréien. A beim Stat kréie mer, an da kommen ech zum Schluss, ëmmer gesot, de Stat hätt net genuch Leit, fir all déi Projeten, déi mer hei gäre géife weiderdreiwien, kënnen ze beschleunegen an esou schnell ze maachen, wéi mer politesch dat gäre géife maachen. Dat kréie mer praktesch an alle Ministären ze héieren.

Ënnert dem Stréch ass dat hei kee Paradigmewissel. Ënnert dem Stréch ass dat hei d'Fortsetzung vun enger Spuerpolitik op d'Käschte vun de Stéit, de Salariéen an de Pensionéierten. An et ass héich Zäit, datt d'Gewerkschaften an d'Bierger sech wieren, sech mobiliséieren fir d'Reckeroberung vum Recht, fir iwwer hir Zukunft ze decidéieren, an dat net de Superräichen an hiren Handlanger iwwerloossen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Turpel. Ech hunn nach eng weider Wuertmeldung vum Marc Spautz vun der CSV. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, fir d'Alleréischts daerf ee jo net vergiessen, wann een de Moien hei nogelauschert huet, an och gëschter: Déi lescht 34 Joer, vun 1979 bis 2013 war d'CSV an der Regierung, jo, mä mir waren awer ni eleng an der Regierung!

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - A wann alles falsch war, wat da vun '79 bis 2013 gemaach ginn ass vun deene jeeweilige Regierungen, wëll ech da just drun erënneren, dass do och aner Parteien, déi och elo heibannen nach an der Chamber sëtzen, mat do derbäi waren an dass dat net ganz eleng d'CSV war.

Dir Dammen an Dir Hären, bei deem, wat d'Regierung hei mécht, ass d'Fro: Ass et eng Budgetsdebatt? Ass et eng Zukunftsdebatt? Et ass richteg, verschidden Zifferen leien nach net um Dësch. Déi solle mer jo dann de Mëtze vum Här Gramegna presentéiert kréien. Et wier sécherlech méi einfach gewiescht, wann een de Moie mat konkreten Zuelen hätt kënnen operéieren a sech och da konkret mat den eenzelne Punkte hätt kënnen beschäftegen.

Ech wëll just eng Kéier drun erënneren, wa mer vun de Famillje schwätzen: Mir hunn hei am Land 50.036 Famillje mat engem Kand, 39.979 Famillje mat zwee Kanner, 12.826 Famillje mat dräi Kanner, 2.772 mat véier a 722 Famillje mat méi wéi véier Kanner. Dat sinn déi Zuelen, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, wou een dann och weess,...

(Interruption)

...wann een elo schwätzt, datt ee misst verschidde Saachen änneren an der Familljepolitik, wéi vill Leit potenziell dovu betraff sinn, well et ass jo, wéi d'Regierung gesot huet, net fir déi Familljen, déi elo do sinn, an déi Kanner, déi elo do sinn, mä eréischt fir déi, déi no dem Akraafttriede vum Gesetz kommen.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Elo kréie se der vill manner.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Den Här Berger huet de Moien zitéiert aus enger Sitzung, wou schonn eng Kéier ugedeit gi wier, dass d'Allocatiounen géifen ofgeschaaft ginn. An deemselwechte Sitzungsbericht, wëll ech och just soen, do steet och dran: «La majoration d'âge, les allocations de rentrée scolaire, de naissance et de maternité, de même que l'allocation spéciale supplémentaire ne feront pas l'objet de modifications.» Och dat steet an deem Bericht vum Januar.

Wann ech awer elo richteg alles verstanen hunn déi lescht Deeg, gëtt d'Allocation de naissance (veuillez lire: d'Allocation de maternité) ofgeschaaft, obwuel am Januar gesot ginn ass, do géif näischt drun änneren.

Mir emfannen dat hei als eng Attack op d'Fräiheet vun der Famill, op de libre choix, op déi fräi Wiel. Jo, d'Familljesituatioun ass aneschters wéi virun 30 Joer. 50% Scheedungen, dat ass richteg. Et ginn ëmmer méi Famille-parentallen (veuillez lire: Famille-monoparentallen). Un dëser gesellschaftlecher Entwécklung sinn awer net déi eenzel Familljen alleguerte schold. Duerfir kann een och elo net soen: Si ginn all an Zukunft méi schlecht behandelt, wéi dat bis elo de Fall war. Doduerch, dass een d'Allocation d'éducation an d'Allocation de naissance (veuillez lire: d'Allocation de maternité) ofschafft an dat eent Kannergeld ëm zwee Euro eropsetzt an alleguerten déi aner gläichmécht, mécht een awer esou eng Gläichbehandlung.

Jo, den Aarmutrisiko bei de Familles monoparentales ass skandaléis héich. Jo, hei geet et ëm konkret Mesuren, fir dat kënnen ofzebauen, an déi Mesurë komme vlächicht haut de Mëtten, wann d'Chifferen um Dësch leien, wat am Familljebudget geplangt ass. Mä aus de Problemer, déi d'Famille-monoparentallen hunn, kann een net d'Familljepolitik verallgemeinere. Aneschters gesot: Et kann een net d'Familljepolitik eleng ausrichten un de Problemer vun de Familles monoparentales. Et kann een d'Familljen net alleguerten iwwer ee Kamm zéien. Et muss een all Kéiers der jeeweileger Situation vun der Famill Rechnung droen.

Den Här Bodry huet haut de Moien am Fong d'Kaz aus dem Sak gelooss. Den Här Bodry huet haut de Moie gesot: Et gi jo aner Famillje-modeller. Et gëtt de Familljemodell vu Schweden, et gëtt de Familljemodell vun Norwegen. En huet déi Modeller virun a senger Ried zitéiert. Heescht dat, dass Lëtzebuerg an déi Richtung geet? Dass dat dat ass, wat d'Regierung wëlles huet?

Ech hunn dat net héiere gehat vum Här Bettel, mä den Här Bodry huet de Moien déi skandinavesch Modeller virgestallt. Do wëll ech just soen: Do gëtt et d'Ganzdagsschoul, do gëtt et en anere Spätzesteiersaz wéi hei zu Lëtzebuerg, nämlech ee vu 60%. Do gëtt et en Aganksteiersaz vun 29%. Do gëtt et eng Ganzdagsbetreiung.

Ass et dat, wat d'Regierung wëllt maachen, an dat hei ass eng éischt Etapp dovunner? Oder wat ass de Modell vun der Familljepolitik, deen d'Regierung gesäit?

Mir gesinn, dass d'Familljepolitik muss d'Méiglechkeet bidden, dass all Famill selwer kann decidéieren, wat si wëllt maachen an a wat fir eng Richtung si wëllt goen. Ob si wëllen zu zwee schaffen goen, oder ob ee Partner wëllt decidéieren, doheem ze bleiwen. Dat muss deene Leit fräi iwwerlooss sinn, an déi sollen dann och do déi Ennerstëtzung kréien, déi se brauchen.

A wann een d'Statistik kuckt, ass den Intérêt vun de Leit déi lescht Jore jo net erofgaangen, well et ass eng Kéier vu 6.000, wéi et ugaangen ass, op 13.000 an d'Luucht, an duerno ass et erëm eng Kéier op 8.000..., wéi et de Moment ass, op 8.400 Leit erofgaangen. Do ass jo also nach ëmmer e Besoin do. Do ass nach ëmmer en Intérêt do vun de Leit, fir dee Choix kënnen ze maachen, an dee soll een och de Leit loosse. Wann de Stat se entmündegt, dat ass net gutt, mä de Stat soll se ënnerstëtzen an de Stat soll och drop hiweisen, wat fir Méiglechkeeten de Partner huet, fir sech sozial ofzesécheren.

Et ass nach net laang hier, do hu mer hei an der Chamber e Gesetz geännert. Ech mengen, Här Chamberspräsident, et ass ee Gesetz, dat lech och geleeft ass. Do ass agefuert ginn, dass d'fräiwëlleg Weiderversécherung op 100 Euro de Mount kéint sinn, fir dass d'Leit eng voll, eng komplett Carrière kënnen hunn. Dat ass jo awer mat der Absicht gemaach ginn, fir dass déi Leit, déi decidéiert hunn, am Beruffsliewen eng Paus ze maachen, dass se sech kënnen weider d'Pensiounsversécherung leeschten.

Firwat dann elo op eemol erëm alles a Fro stellen, wat een do scho gemaach huet? Et dierf een net d'Famill eleng wirtschaftskonform kontrolléieren, mä et muss een d'Wirtschaft an den Intérêt vun der Famill stellen, an net einfach soen, d'Famill am Intérêt vun der Ekonomie. Dat ass op alle Fall dee falsche Wee, an dat ass dee Wee, dee mir net kënne matgoen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - A wann ëmmer erëm diskutéiert gëtt, et gëtt keng Ennerscheeder méi zwëschen de politesche Parteien, da muss ech soen: Hei gëtt et awer e ganz kloren. Mir sinn als CSV där Meenung, dass d'Famillje solle selwer decidéieren, wat fir eng Familljeform a wat fir eng Liewensform si hunn, a si sollen net virgeschriww kréien, vun iergendengem, wéi et soll sinn.

Ech weess, dass dat net jiddwerengem gefält heibannen. Mä ech mengen, d'Konscht vun der Politik ass et jo och, dass een deem anere seng Meenung respektéiert an akzeptéiert. An et ass och wichteg, dass een nolauscht, wéi d'Leit et gesinn, an d'Leit selwer och wëllen hir Form, hir Liewensform selwer kënne wälen.

Wat geschitt mat deenen 0,5%, déi elo ofgeholl ginn? Wat geschitt dermat? Ginn déi an de Steen investéiert? Oder ass dat dat, wat mer de Mëtten, wann den Här Gramegna de Budget virstellt, gesinn, wat do alles geplangt ass? Ass dat dat, wat d'Madame Cahen an den Här Meisch eis muer an enger Pressekonferenz soen? Oder wat geschitt mat deene Sue vun deenen 0,5% Cotisatioun? Wat geschitt mat deene 75 Milliounen, déi bei der Allocation d'éducation a bei der Allocation de naissance (veuillez lire: Allocation de maternité) ewechfallen? Wou ginn déi an déi nei Weeër vun der Familljepolitik eragesat?

Wuel wëssend, wann et jo en Auslaf ass, wann et jo nach virugeet fir déi Kanner, déi de Moment op der Welt sinn, dass et jo net 75 Milliounen vun haut op muer sinn, mä dass dat sech iwwer eng gewëssen Zäit streckt.

Ech kann op alle Fall soen, ech hat ënner Transparenz an ënner Ukënnegungen eppes anescht verstanen. Wou sinn déi 8.000 Plazen? Dat ass och eng mathematesch Rechnung, wann alle guerten déi Kanner, déi de Moment nach doheem versuergt ginn, wann déi op eemol géife vu muer un en Antrag stellen, fir an d'Crèche ze kommen. Wou sinn déi 8.000 Plazen? Wou sinn déi Plazen, fir déi Kanner ënnerdaach ze huelen? Wou sinn déi Plazen, wa se och während der Schoulzäit vun eent bis dräi Joer ënnerriicht ginn an de Sproochen? Wat geschitt dann déi schoulfräi Nomëtterger? Wou gi se dann ënnerdaach geholl? A wou sinn déi Plazen?

An do kann ech eppes ënnersträchen, wat de Moien och scho gesot ginn ass: Do sinn d'Gemenge gefuerdert. A wéi gesäit et dann aus mat der finanzieller Hëllef fir d'Gemengen? Well d'Gemenge sinn dee gréissten Anbieter op deem Terrain, an et kann ee jo awer net einfach nëmmen dat eent ofschaffen an dat anert maachen.

Wann een e Paradigmewissel wëllt, an dat schéngt jo d'Regierung an dësem Fall ze wëlen, da muss een och e Plang hu vu vir bis hannen. Mir sinn op alle Fall där Meenung, dass et wichteg ass, dass een de Familljen dee Choix léisst, dee Choix, deen d'Famillje gäre maachen. A wann d'Famillje gären hätten, dass ee Partner doheem bleift, soll e kënne doheem bleiwen, an e soll och weider kënne vun där Prime profitéieren, wéi se bis elo do ass.

Mir wëllen, dass d'Familljen de Choix, dat heescht d'Wiel hunn, wat fir eng Form si wëlen. A mir wëllen net, dass d'Famillje vun uewen erof eppes virgeschriww kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Spautz. An dann huet d'Regierung d'Wuert: den Här Statsminister.

(Prise de position du Gouvernement)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz oft bei esou Diskussiounen, wou ee mierkt, wou d'Majoritéit a wou d'Oppositioun ass.

Ech hätt mer awer erhofft, dass déi gréisst Oppositionspartei e Joer elo gläich no de Wahlen aus dem Motzeck géif erauskommen...

(Protestations)

...an dass se géifen endlech net méi an der Ver-gaangenheet bleiwen,...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Do si mir scho laang net méi.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...mä och un d'Zukunft denken a virun allem do och konkret Propositione maachen. Ech waarden op konkret Proposen.

Jo, hei ass gesot ginn: „Wéi eng Ried ass dat heiten?“ Dir wësst jo pertinemment, dass d'Budgetsdebatten am Dezember sinn. Mir hunn et awer wichteg fonnt, bei deene Mesurë gëschter der Chamber déi ze annonciéieren, net duerch Pressebriefing, net duerch Pressekonferenz et ze maachen, wou och net d'Méiglechkeet gewiescht wier, fir kënne en Echange mat den Deputéierte ze hunn.

De Pierre Gramegna wäert de Mëtteg Zuele ginn, an, wéi gesot, waarde mer dann och am Dezember op déi konstruktiv Propositionen. Ech soen dat fir d'CSV, ech soen dat awer och virun allem fir d'ADR, déi ganz vill Froe stellt, awer guer keng Léisunge proposéiert.

Den Här Turpel huet eng Rëtsch vu Propositione gemaach, déi net onbedéngt vun deene meeschten heibanne gedeelt ginn, fir ze soen, dass d'Steierschrauf direkt bei de Betriber misst dann eropgesat ginn, fir kënne dat eent oder dat anert ze kompenséieren. Ech hunn d'lescht Woch nach vill Press gelies, wou ganz vill Betriber sech d'Fro stellen, a wéi engem Land se da bleiwen oder net bleiwen, justement well se déi Prévisibilitéit, d'Charge fiscale an d'Attraktivitéit vun engem Land awer och analyséieren.

An ech muss lech soen: Wann een och seet, dass een d'Leit aus dem Chômage wëllt kréien, da kritt een dat duerch d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen. An déi Kreatioun vun Aarbechtsplaze gëtt och vun de Betriber gemaach.

Et ass, ech muss lech soen, e bësse bëlleg an och e bësse populistesch, hei ze mengen, mir wieren eng Regierung, déi um Bockel vun de Famillje wëllt spueren. Richteg ass, dass déi lescht Joren um Bockel vun den elengerzéiende Frae gespuert gouf a Politik gemaach gouf. Et muss een d'Realitéit gesinn. Ech soen et nach eng Kéier an ech hunn et gëschter gesot: 50% vun de Mariagë lande leider virun engem Riichter, fir eng Scheedung ze kréien. 90% vun den elengerzéiende Frae sinn am Risque vun der Armut ze liewen oder dran ze kommen.

(Interruption)

Jo, Här Wiseler. Här President, ech muss dem Här Wiseler soen, dass dat d'Realitéit ass. Elengerzéiend Fraen an d'Armut driewen, do wëllt d'Regierung eppes dogéint och maachen.

Wann ee vu Choix schwätzt - kommt mir si seriö - kann ee vun engem Choix schwätzen, fir enger Persoun ze soen, dass se mat 480 Euro de Mount méi hiert Liewe ka gestalten, an dat op 20 Méint an duerno kee Su. Ass dat e Choix? Et soll ee mir soen, ob dat de Choix ass, fir engem ze soen, dass ee mat 480 Euro säi Liewe ka gestalten an duerno keng Äntwert op iergendeng Fro méi huet.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - 8.000 Familljen hunn lech dozou „Jo“ gesot.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Wann dat de Modell ass, deen deen een oder anere prônéiert, fir d'Fra ze encouragéieren...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - ...wann een d'Zäit net wëllt verpasse mat senge Kanner...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Fir d'Fra ze encouragéieren am Fong an eng total Ofhängegkeet - Ofhängegkeet! - vun hirem... An ech hunn nach, gleef mer et - selbstverständlech, am Moment kritt ee jo ganz vill Froe gestallt - an nach de Moien op mengem Wee, wéi ech vu Bouneweg an d'Stad zu Fouss komm sinn, hunn ech Leit begéint. An dann ass eng Persoun bei mech komm - do ware Leit, déi mer gesot hunn: „Gutt!“ -, an déi eng Persoun, déi sot: „Ech fannen dat net gutt.“ Du sot ech: „Wat fannt Der dann net gutt?“ Du sot se mer: „Mäi Mann, dee këmmert sech ëm d'Kanner doheem.“ Du sot ech: „Mä huet en da virdu geschafft?“ „Neen!“ Du sot ech: „Wëll en duerno elo schaffe goen, soubal d'Kanner e gewëssen Alter hunn?“ „Jo neen.“ An du sot ech: „Wat geschitt dann deen Dag, wou Dir zwee net méi mateneen eens gitt?“ Du krut ech als Äntwert: „Dat ass mir egal!“

Déi Politik wëllt dës Regierung net ënnerstëtzen, fir dass een tributaire ass vun deem aneren, oder tributaire ass vun enger Allocatioun vum Stat.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Déi meescht bleiwen dach just zwee Joer doheem, an da gi se erëm schaffen.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat wëlle mer net! Am Joer 2014 muss d'Persoun selwer kënne decidéieren, wéi

se d'Zukunft plangt. An dann ze mengen...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Genau! Dir karikaturéiert awer hei eng generell Situatioun.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - An dann ze mengen, dass ee mat 280 Euro (veuillez lire: 480 Euro) dat géif maachen. An da kritt ee jo hei, an elo de Moie gëtt schon e bëssen nuanciéiert, an da gëtt gesot: „Jo, et gëtt fir déi zukünfteg Familljen ewechgeholl.“ Et hëlt een eppes ewech, wann een eppes huet. An ewechhuelen heescht, dass ech eppes hunn an ech kréien et ewechgeholl. Ech ka kengem eppes ewechhuelen, deen et nach net huet! Dann haalt op ze maachen an de Leit dobaussen d'Gefill ze ginn, mir wëlte bei deem engen oder bei deem aneren eppes ewechhuelen!

Esou wéi den Deputéierte Body och gesot huet: Déi Phase de transition dauert bal 18 Joer! Well deen, deen haut gebuer ass, déi Suen och kritt. An de System, dass sech do näischt ännert. Dat heescht, fir ze soen, een, dee véier Kanner huet, kritt esou vill ewechgeholl. Et wonnert mech net, dass ee souguer an där Rechnung bis 25 Kanner gang ass, fir wierkelech eng riseg Zomm ze hunn a fir ze soen: „Stellt lech emol vir, déi Famillje kréien dat ewechgeholl.“

Neen, et kritt keen eppes ewechgeholl! Et kritt vläicht een an Zukunft dat net, mä e weess et. E weess et. A wann en de Choix muss treffen, weess en, wat d'Konditiounen vun deem Choix sinn. A mir stellen dann déi Leit net an eng Fal, wou se duerno e Problem wäerte kréien.

Da gëtt gesot, dass dat d'Familljen da vill Sue wäert kaschten. Mir wëllen an d'Infrastrukturen investéieren. Mir wëllen, dass déi Infrastrukturen och gratis sinn. An dat wäert där Persoun méi bréngen, wéi déi puer Su, déi se am Moment méi géif kréien.

An dann, Dir schwätzt hei vu skandinavesche Modellen. Et sinn douds'écher Saachen, déi...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Mir net, den Här Body.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen. Mä et ass hei vum Här Spautz nees soulevéiert ginn...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Den Här Body huet d'Citatioun gemaach...

► **Une voix.** - Da lauscht emol no, Dir hutt eng Äntwert kritt. Dir hutt jo d'Fro gestallt.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech wëll lech just soen, dass ech frou wier, Här Spautz... Här Spautz...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De Statsminister huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech wier frou, wa mir kéinten déiselwecht Resultater an engem Pisa-Test hu wéi skandinavesch Länner. Ech wier frou, wann ech gesi géif,...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Déi brauchen och keng véier Sproochen ze schwätzen.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...wéi d'Leit dohonne schaffen, wéi de Modell ass, wéi d'Fraen aktiv um Alldag kënne deelhuelen. Ech muss lech soen, dass Skandinavien - jo, en ënnerschiddlechen, moderne...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Deeselwechte Steiersystem wéi douewen och.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...moderne Way of life - e Beispill ka sinn. An et soll een ophalen, direkt da vu Steieren ze schwätzen, wann een einfach kuckt, wéi ee ka Familljeliewen a berufflecht Liewe besser verbannen.

Den Här Wiseler huet mer d'Fro gestallt: Gëtt dat da mat där gratis Kannerbetreuung exportabel? Ech muss lech just soen: Dat ass eng Fro, déi Dir lech beim Chèque-service ni gestallt hutt. Ni!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech kann lech just soen, dass déi Rechnung awer wäert kommen. Bei Are Studentebourssen: ni gestallt!

► **Une voix.** - Genau!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - D'Rechnung hu mir haut kritt. Mir hunn eis déi Fro gestallt, Här Wiseler.

(Brouhaha)

Mir hunn eis déi Fro gestallt. Mir hunn eis d'Fro gestallt, ah jo. Déi Prestatioun ass awer net exportabel, déi ass importabel. Well mir wëllen net, dass deen, deen hei bezilt, deen deen hei contribuéiert, dass et eiser Wirtschaft gutt geet, dass deen duerno gesot kritt: „Däi Kand dierf zu Lëtzebuerg net versuergt ginn.“

Mir müssen déi Strukturen opmaachen. Et ass

inexplicabel, engem ze soen: „Du bezils 0,5%, mä wann s De an der Situation bass, dass an Dengeem Betrib eng Crèche ass, dierfs De net dovunner profitéieren, well s De Frontalier bass.“ Mir wëllen an dësem Land zesammenhalen an net ee géint deen aneren! A mir wëlle keng Rechnungen hunn, wou mer selwer net wëssen, wat duerno ënnert dem Stréch erauskënnert.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - A wat fir eng Gemeng gi se dann?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, haalt mat deem Klappen op!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech muss och...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - D'Fro ass just, wéi Der et maacht.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et ass och gesot ginn, Här President, vum Här Wiseler, dass de Gros vun de Leit heibannen awer averstane wier mat enger gewëssener Politik, déi vun der viregter Regierung gemaach ginn ass. Jo, mir stoungen zu där Politik, wéi et drëms gong, d'Banken hei zu Lëtzebuerg ze retten an Aarbechtsplazen ze retten. Jo, mir stoungen dozou! A mir stinn haut nach dozou.

Mä, Här Wiseler, dat war 2008. Dertëscht waren 2009, 2010, 2011, 2012, 2013. Do, leider, hutt Der, wou Der hätt kënne Akzenter setzen, et net gemaach. A jo, mir wäerten och Dialog...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir wësst jo awer, wéi laang d'Kris gedauert huet! Déi war jo net...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ma mir sinn nach dran, Här Wiseler. Mir sinn nach dran an der Kris.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ma ganz genau!

(Brouhaha)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mir sinn nach dran, mir sinn nach dran! Ech waarde wierkelech op déi konkret Proposen, well wann een eng Successioun iwwerhëlt, da sinn ech frou, an ech soen et nees eng Kéier, wat ech an der Introductioun gesot hunn, wann endlech déi konstruktiv - an et ass dat, wat ech mer jo och wierkelech erhoffen hei an dësen Debatten, dass mer et fäerdegbréngen, zesammen un en Dësch ze kommen, an hei net e Motzeck ass, wou ee seet: „Mir sinn net méi an der Regierung, dofir wëlle mer net matschaffen!“ - mä, au contraire, konstruktiv Propose wäerte kommen.

An ech freeë mech op déi konstruktiv Proposen - wou mir déi Rechnung elo geierft hunn a musse kucken, eens ze ginn -, dass deen, dee se mat am Fong provoziert huet, eis da seet, wéi hien da gemaach hätt, wann en nach d'Chance gehat hätt, vum Wieler bestätegt ze ginn an dann an der Regierung kënne ze sinn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et ass och eng Fro gestallt ginn iwwert d'Tächen am Secondaire. Ech muss lech soen, dass mer an Zukunft wëllen och nëmmen déi Stonne bezuelen, déi och prestéiert ginn. Momentan ass zum Beispill, dass en Enseignement... en Enseignant - pardon -, deen eng Première oder eng Treizième huet, an deene leschte Woche kee Cours méi hält. Mä e kritt awer déi Coursé bezuelt, wéi wann e se géif halen. A mir sinn der Meenung, dass een dat sollt ofschaffen, an dass een eng Surtache mat enger Sous-tache kompenséiere soll.

Doduerch wäerte 74 Poste manner vu Chargés de cours mussen erageholl ginn. Dat erlaabt, dass den Enseignant déi Klass kann och betreiwen. Deen Enseignant, mat där Qualifikatioun, déi en och brauch, dann och déi Klasse ka betreiwen. An déi Suen, déi een doduerjer spuert, kënne dann och fir d'Éducatioun investéiert ginn.

Här President, ech ginn net an op d'Aussoe vun der ADR. Ech hu gëschter vun där Kéisklack geschwat, déi ass haut aus dem Schaf geholl ginn. Ech wëll och just soen, dass, wann den Här Gibéryen vun deene klunge Leit schwätzt, déi fir 416.000 Euro Aarbechten doheem kënne maachen, ech kënne net vill där ganz kleng Leit, déi fir 416.000 Euro Aarbechte kënne doheem maachen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir kennt guer keng kleng Leit.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Déi Leit... Déi, déi ech kennen, Här Gibéryen, si frou, wa se eng Wunneng kréien, a virun allem freeë se sech, dass dës Regierung als horizontal Kompetenz, och ënnert der Leedung vun der Madame Nagel, alles



mécht, och fir de soziale Wunnengsbau a fir d'Locatioun, fir dass d'Leit aus där Fal kommen, an där se sinn.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Mir wäerten lech moossen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ech wëll dowéinst och de Majoritéitsparteien an hire Spriecher e grouse Merci soen. Jo, well et brauch ee Courage. Et kann een och de Kapp an de Sand stiechen. Et kann een och maachen, wéi wann et eis egal wier. Wann een eenzege Bierger hei an dësem Land mengt, dass mir eis freeën, wa mer net kënnen, wéi virdrun, nëmmen ausdeelen. Wann ee mengt, et ass esou, moies géife mir opstoen an da géife mer soen: „Wou kënnen mer haut deen een oder deen anere rose maachen?“

Mir maachen et net fir eis. Mir maachen et net fir eis! Mir maachen et fir d'Land. An ech muss lech soen: Mir maachen e kloert Bekenntnis zur Zukunft vu Lëtzebuerg. Dat ass och e bloen, rouden a grénge Fuedem. An all déi, déi sech net zur Zukunft bedenken (veuillez lire: bekennen), an déi just un d'Parteiopolitik denken, déi wäerten da gemierkt hunn, dass dofir och kee schwaarze Fuedem an dësem Text ass.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Dat waren dach guer keng Äntwerten, dat do!

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Et war keng Äntwert op eng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech gesi keng aner Wuertmeldung vun der Regierungsbänk, hunn awer nach eng Wuertmeldung vum Här Turpel, fir seng Motioun virzestellen.

Motion 1

► **M. Justin Turpel** (déi Lénk).- Merci. Ech mengen, et ass immens villes onkloer. An no deem, wat de Premier elo gesot huet, net méi kloer wéi virdrun. Ech mengen, et gi vill Themaen, op déi mer mussen zrëckkommen.

► **Une voix**.- Schwätzt Der elo zur Motioun?

► **M. Justin Turpel** (déi Lénk).- Jo, ech schwätze jo och zur Motioun. Eng vun deenen ass,...

(Interruption)

Sidd net esou nervös. Sidd net esou nervös!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech wëll just soen, dass den Här Turpel nach ordinär Riedzäit huet an Zäit huet, fir seng Motioun virzestellen.

► **M. Justin Turpel** (déi Lénk).- Merci, Här President. Ech si frou, datt Der dat preziséiert, well ech virdu gemengt hat, ech hätt keng Zäit méi, an duerno awer erausfonnt hunn, datt ech der eigentlech nach hunn. Mä dat ass den Alter, do iert ee sech schnell.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Justin Turpel** (déi Lénk).- Et ass erëm esou eng Rechnung elo gemaach gi vu 74 Chargés d'éducation, déi ee kéint spueren, à 22 Stonnen. Dat si 1.600 Stonne mol d'Joer. Dat wieren 20.000 Stonnen, déi ee géif spueren, well d'Schoul heiansdo éischter ausgeet. Also dat si Saachen, déi sinn net novollzéibar. Ech ginn dervun aus, datt mer iwwert déi Saachen do relativ schnell an transparent kënnen an deenen zoustännege Kommissiounen diskutéieren.

De Premier huet och gesot, déi Alternativen, déi mir - well mir hunn drop gehalen, fir Alternative virzeleeën, a mir stinn zu deenen Alternativen -, déi mir hei virgeluecht hätten, déi hätten heibanne keng Majoritéit. Mä awer och dowéinst, well zwou Regierungsparteien heiansdo e bësse vergiessen, wat se esou während de Wahle soen.

(Interruption)

Net Är, net Är. Well Är Partei ass do ganz kloer op där Linn, déi Der elo maacht. Déi passt awer net zu deenen aneren.

A well se haaptsächlech vergiessen, datt déi Saachen, déi mir soen, net iergendwou an engem lénken Eck gesot ginn, mä se entsprechen zum Beispill deem, wat d'Salariatskammer systematesch an hiren Avise mécht. Eng Salariatskammer, déi méi demokratesch gewielt ass wéi déi Chamber hei, well méi Leit d'Recht hunn, fir matzewielen. An ech géif trotzdem virdu warnen, fir esou Alternativen einfach just wëllen an de lénken Eck ze setzen an driwwer ewechzegoen, datt dat dat ass, wat eng Majoritéit vun deene Leit, déi dobausse vertrauede sinn an deene jeeweilege Strukturen, do soen.

Allocation d'éducation. Do geet d'Diskussioun jo eréischt un eigentlech. An ier se ugeet, gëtt se schon emol ofgeschaaft. Se gëtt och ofgeschaaft fir déi Leit, déi wéineg verdéngen, well déi hate se och zegutt. Déi hate se och zegutt! A wa vun deem berühmte Bericht geschwat gëtt vun der Kommissioun vun der Famill, wou doriwwer geschwat ginn ass, dann huet deemools d'Familljeministes grad beanstand, datt Leit, déi schaffe ginn, se zegutt hätten. Mä dat si „working poor“, déi se zegutt hunn, an déi, well déi fir d'Éischt soll ofgeschaaft... mä se gëtt elo generell ofgeschaaft, ouni datt d'Ofsicherung vun deene Leit, déi mer gären am Aarbechtsprozess hätten, gekläert wier.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Dir misst awer elo esou lues zu Ärer Motioun kommen.

► **M. Justin Turpel** (déi Lénk).- Ech kommen dann zum Punkt vum Wunnen. Ech wëll just dee Saz fäerdegmaachen, fir datt mer do kee Malentendu kréien. Et gëtt ee Risegruet zwëschen der Politik vun der CSV an där vun eis, wat déi Saach do ugeet. Eis Haltung geet just an déi aner Richtung, nämlech déi, fir datt d'Leit, déi schaffe ginn, d'Méiglechkeet hunn, fir och bei hire klenge Kanner ze bleiwen an awer sozialverséichert ze bleiwen, ouni „working poor“ ze ginn. Well déi Aarbechtsplazen, déi do musse geschaffe ginn, ech hunn Angscht, datt dat grad där sinn.

Zum Wunnen an zu der TVA. D'Regierung, de Premier sot, sengen Informatiounen no hätt d'Erhéijung vun der TVA op eng Wunneng, déi net déi éischt Wunneng ass, keng negativ Konsequenzen op d'Wunnengspräisser an op d'Loyeren. Senger Meenung no. Aner Leit soen de Géigendeel. An ech mengen, hie kennt der genuch och vun... Net nëmme Promoteuren, d'ULC ass net eng Associatioun vu Promoteuren, an d'Beruffskammer vun de Salariaéen, déi d'Fro opwerft. Ech hu keng Äntwert drop.

Mä de Minimum wier deen, datt all déi, déi keng Äntwert hunn, och soen, se hätte keng Äntwert drop a si wéissten et net. An de Minimum wier deen, wann een esou eppes plangt, datt een higeet a mat de Sozialpartner zesummen - a wann ech soe Sozialpartner, da mengen ech se all - eng Etüd mécht, wou een emol eng Kéier analyséiert, wat d'Konsequenzen dovu fir de Wunnengsmaat sinn, souwuel fir d'Acquisitioun wéi fir de Loyer. Well Zweetwunnengen, dat si Wunnengen, déi gi verlouent. An et ass kloer, datt dat eng Répercussioun op de Loyer wäert hunn.

A mir hätte gären, datt d'Regierung doriwwer eng Etüd virleet, esou wéi mer och gären hätten, datt mer emol eng Kéier seriö iwwert d'Wunnengspolitik diskutéieren. Well dee Règlement grand-ducal vun deenen 10.000 Wunnenge mat de Projets d'ensembles, déi de leschte Regierungsrot ofgestëmmt huet, hu mir nach net gesinn. Dat ass d'Fortsetzung vun deem, wat virdrun och bestanen huet. An do gëtt geschwat vun 10.000 Wunnengen an engem Zäitraum, deen net gekläert ass.

A wat mer brauchen, an dat ass kloer, dat huet de Conseil économique et social an anerer opgewisen, dat sinn 8.000 Wunnenge pro Joer, wa mer den Nohuelbedarf wëllen opschaffen. Dat sinn, aacht mol fënnf, 40.000 Wunnengen, déi mer an den nächste fënnf Joer brauchen!

A wat mer brauchen, ass eng Loyersbrens, iwwert déi och net geschwat gëtt. Mir wäerten do eng Proposition de loi maachen an deem Sënn. Mä iwwer all déi Saache wäerte mer sécherlech nach diskutéieren, och an der Kommissioun du Logement, hoffentlech geschwënn.

An en attendant hätte mer gären, datt d'Regierung soll wierklech transparent mat de Sozialpartner zesummen esou eng Etüd maachen, fir datt mer wëssen, datt dat doten net och nach eng Kéier ee Selbstgoal gëtt, deen herno erëm eng Kéier Leit, déi net derfir kënnen, musse bezuelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gëtt et Wuertmeldungen zu der Motioun? Den Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Just fir ze soen, datt d'CSV-Fraktioun déi hei Motioun ka matstëmme. Mir fannen et och normal, datt eng Augmentatioun, esou eng wichteg Augmentatioun wéi bei der TVA-Logement, och virdrun alles gekuckt gëtt an och d'Konsequenze genau analyséiert ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Jo, Här President, ech wëllt och vun eiser Säit aus soen, datt mir déi Motioun do wäerte matstëmme. Ech mengen, d'Diskussioun huet de Moie kloer erweisen, datt do e Bedarf besteet, fir verschidene ze klären am Zesammenhang mat deenen Erhéijungen do.

An ech wëll och dorun erënneren, datt ech eng Fro un den Här Statsminister gestallt hat, ob dee Plaffong vu 50.000 Euro bei der Éischtwunneng, wat den Taux super-réduit ubelaangt, ob dee géif gehéicht ginn. Den Här Statsminister hat gëschter keng Äntwert drop ginn, an en huet och haut keng drop ginn, soudatt ech dovun ausginn, datt en net gehéicht gëtt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech hunn d'Wuertmeldung vum Här Finanzminister.

► **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Positioun vun der Regierung ass Folgend: Mir maachen eng Distinction zwëschen engem Investisseur an enger Person, déi an hir Wunneng selwer wunne geet. Mir mengen, dass den Taux vun 3% sech justifizéiert fir eben e Bien de première nécessité, deen d'Wunneng ass. Mä e justifizéiert sech net, wann een an en zweet, en drëtt, e véiert Haus investéiert, fir et ze lounen (veuillez lire: ze verlounen).

Mir brauchen och keng laang Etüden ze maachen, fir ze wëssen, wat do geschitt. Well wa mer zrëckkucken, wat an de leschten 20 Joer geschitt ass, hu mer mat deem Taux de TVA vun 3% et net fäerdegbruecht, esou Logementer fir d'Leit op de Maart ze kréien, déi erschwénglech sinn.

Dofir, amplaz eng komplizéiert Etüd an d'Zukunft ze maachen, hu mer besser, mir léieren aus de Lektionen aus dem Passé.

A wat elo den Effet éventuel vun dëser Mesure op d'Loyeren ass, kann ech lech nëmme soen, dass et d'Offer an d'Demande sinn, déi de Präis bestëmmen, net d'TVA. An dës Regierung huet sech virgeholl, d'Offer vun de Logementer immens an d'Luucht ze setzen. An da kréie mir och déi Präisser erof. Aus deene Grënn ass d'Regierung opposéiert zu dëser Motioun.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Domat ass alles gesot, mengen ech, a mir kënten zum Vote vun der Motioun iwwergeen.

Vote sur la motion 1

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss an d'Motioun 1 ass mat 32 géint 28 Stëmme ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Domat wäre mer um Enn vun eiser Sëtzung vun de Moien ukomm. D'Chamber an der Plénière kennt muer de Mëtten erëm zesummen, an de Mëtten ab dräi Auer mécht de Finanzminister d'Presentatioun vum Budget virun alle Chamberskommissiounen an eisen anere Gäscht.

lech alleguer Merci fir déi grouss Disziplin. Gudden Appetit, och deene Leit, déi eisen Débat suivéiert hunn. Merci, bis herno.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 12.04 heures)

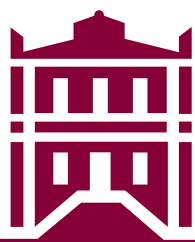
Sommaire des séances publiques n°s1 et 2

1^{re} séance

Ouverture de la séance publique p. 1
Clôture de la session extraordinaire 2013-2014 et ouverture de la session ordinaire 2014-2015 p. 1
Composition des organes de la Chambre des Députés p. 1
Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne p. 1
Discours de M. le Président p. 1
Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés p. 2
Changements de composition des commissions parlementaires réglementaires et permanentes p. 2
Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 2
Changement de composition du Comité de discipline p. 2
Octroi d'un titre honorifique à un ancien député p. 2
Communications p. 3-4
6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal p. 4
Ordre du jour p. 4
Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak») p. 4-7
6623 - Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires p. 7-9
6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale p. 9-12
Motion de M. Serge Urbany relative au dépôt d'un projet de loi fixant les droits et devoirs des membres du Gouvernement dans les meilleurs délais p. 12-13
6717 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux membres du Conseil national des finances publiques p. 13-14
Désignation de deux membres pour le Conseil national des finances publiques p. 14

2^e séance

Ouverture de la séance publique p. 15
Débat sur la déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir («Zukunftspak») p. 15-25



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°1 • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013-2014					
0377	Justin Turpel	Libéralisation et régulation du marché postal	0512	Laurent Mosar	Article 54bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
0388	Marc Spautz	Contrôle de la performance énergétique des bâtiments d'habitation et fonctionnels	0513	Diane Adehm, Gilles Roth	Propos du président du parti LSAP
0424	Nancy Arendt	Culture du cannabis	0514	Diane Adehm, Gilles Roth	Introduction d'un impôt d'Église
0437	Josée Lorsché	Contournement pour la commune de Bascharage	Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2014-2015		
0438	Claude Wiseler	Décrochage scolaire	0515	Sylvie Andrich-Duval	Circuits pédestres
0444	Marc Spautz	Logements pour étudiants	0516	Roger Negri	Cigarette électronique
0446	Gilles Roth	Élargissement de l'autoroute A6	0517	Franz Fayot	Titulaires de classe
0447	André Bauler, Edy Mertens	Giratoire au lieu-dit Schinker	0518	Marc Lies	Augmentation de l'offre de logements locatifs
0458	Marc Spautz	Demandeurs d'emploi recrutés par les entreprises nouvellement établies au Grand-Duché de Luxembourg	0519	Franz Fayot	Démolition de trois maisons caractéristiques du quartier de la gare
0463	Marc Spautz	Aides et mesures destinées aux employeurs en cas d'embauchage d'un demandeur d'emploi	0520	Franz Fayot	Démolition de la tour Hadir à Differdange
0464	Octavie Modert, Sylvie Andrich-Duval	Droits de l'enfant	0521	Diane Adehm, Gilles Roth	Comité de pilotage de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration
0466	Laurent Mosar	Lutte contre la cybercriminalité	0522	Diane Adehm, Gilles Roth	Présentation du budget de l'État pour l'exercice 2015
0467	Laurent Mosar	Embargo russe sur les produits alimentaires européens	0523	Diane Adehm, Gilles Roth	TVA en matière du logement
0469	Gilles Roth	Utilisation de «dashcams»	0524	Gusty Graas	Réaménagement de la RN13 en direction de Bettembourg
0471	Octavie Modert	Projet d'introduction d'un péage pour les automobilistes en Allemagne et son application éventuelle aux tracteurs et autres machines automotrices agricoles et viticoles	0525	Edy Mertens	Médicaments génériques
0472	Marc Spautz	Recyclage de batteries usées	0526	Henri Kox	Démarches prévues par le Gouvernement luxembourgeois afin de parer aux menaces émanant de l'exploitation de l'énergie nucléaire dans la Grande Région
0473	Léon Gloden	Indemnisation des commerçants et artisans en cas de travaux	0527	Taina Bofferding	Crimes xénophobes et racistes
0474	Laurent Mosar	Convoi humanitaire luxembourgeois à destination de l'Ukraine	0528	Diane Adehm, Gilles Roth	Réaction du porte-parole du Premier Ministre à une question parlementaire
0475	Martine Hansen	Élaboration d'une nouvelle loi agraire	0529	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz	Fin de la gratuité des transports en commun pour les étudiants
0476	Josée Lorsché	Plan national «Gesond iessen, Méi bewegen» et la promotion de l'activité physique en général	0530	Laurent Mosar	Politique de nomination du Gouvernement
0477	Léon Gloden	Pénurie de médecins	0531	Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Décentralisation administrative et scolaire
0478	Claude Adam	État de la promenade Wenzel	0532	Françoise Hetto-Gaasch	Mise en place d'un juge aux affaires familiales
0479	Justin Turpel	Accord de libre-échange UE-Canada (CETA)	0533	Jean-Marie Halsdorf	Antidépresseur agomelatine
0480	Laurent Mosar	Accord commercial entre l'UE et le Canada	0534	Max Hahn	Aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie
0481	André Bauler	Drogue «Crystal Meth»	0535	André Bauler	Sécurisation de la route nationale E421 et du CR359
0482	Martine Hansen, Marc Spautz	Manque de personnel de soins de santé	0536	Joëlle Elvinger, Max Hahn	Parc à vélo sécurisé «mBox»
0483	Gusty Graas	Utilisation de lests en plomb	0537	Justin Turpel	Abolition du transport public gratuit des étudiants
0487	Marco Schank, Martine Hansen	Peste porcine	0538	Martine Hansen, Marcel Oberweis	Intégration de l'Uelzecht Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers
0488	Marcel Oberweis	Obésité	0539	Laurent Mosar, Gilles Roth, Martine Hansen	Ordonnance du président du Tribunal administratif de surseoir à l'exécution d'une décision du Ministre du Développement durable et des Infrastructures et deux décisions de bourgmestre en matière de construction de plusieurs étables
0489	André Bauler	Ambroisie à feuilles d'armoise	0540	Diane Adehm, Gilles Roth	Gratuité de l'accueil des enfants
0490	Franz Fayot	Numérisation des revues luxembourgeoises	0541	Claude Adam	Conventions dans le secteur culturel
0491	Marc Spautz	Chômage au Luxembourg	0542	Laurent Mosar	Menaces proférées par le groupe terroriste «État islamique»
0493	Marc Spautz	Apprentissage transfrontalier	0543	Justin Turpel	Dialogue social structuré à propos de l'orientation fondamentale de la politique financière et budgétaire de l'État
0494	Léon Gloden	Loi communale	0544	Taina Bofferding	Commission consultative du Lifelong Learning
0495	Emile Eicher, Marcel Oberweis	Sécurité d'approvisionnement en électricité	0546	Joëlle Elvinger, Edy Mertens	Médicaments génériques
0496	André Bauler	Lycée pour professions de santé à Ettelbruck	0550	Roy Reding	Restitution de sommes versées à titre d'allocation complémentaire (RMG)
0497	Martine Hansen, Marco Schank	Concept de mobilité Nordstad	0551	Roy Reding	Statistiques sur les cambriolages au Luxembourg
0498	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Phénomène de la mendicité en Europe et au Luxembourg	0552	Josée Lorsché	Réaménagement de la traversée de Junglinster après l'ouverture du contournement
0499	André Bauler	Criminalité organisée	0553	Diane Adehm, Gilles Roth	Étude d'impact sur la hausse de la TVA
0500	Laurent Mosar	Mécanisme de résolution unique (MRU)	0554	Roger Negri, Yves Cruchten	Arrêt municipal de la commune de Longlaville (France) relatif à l'interdiction de circulation aux poids lourds de plus de 3,5 tonnes sur l'Avenue de Luxembourg à Longlaville
0501	Serge Wilmes	Consolidation des finances publiques	0555	Alex Bodry	Création d'une «Eurorégion»
0502	Marco Schank	Décharge sauvage de pneus à Bissen	0556	Claude Adam	Fréquentation de la nouvelle section «sociale» de l'enseignement secondaire technique
0503	Gilles Roth	Hausse généralisée des taux de TVA	0560	Justin Turpel	Prolongation de la vidéosurveillance (Visupol)
0504	Josée Lorsché	Programme Mammographie			
0505	Laurent Mosar	Proposition de directive PNR			
0506	Diane Adehm, Gilles Roth	«Luxembourg for Business» et «Luxembourg for Finance»			
0508	Justin Turpel	Tarifs de la formation initiale pour l'acquisition d'un permis de conduire			
0509	Marc Spautz	Activités d'ArcelorMittal et du secteur industriel			
0510	Martine Hansen	Révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques			
0511	Diane Adehm, Gilles Roth	Création d'un droit de stationnement spécial pour personnes âgées			

Question 0377 (30.06.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant la **libéralisation et la régulation du marché postal**:

Par la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux, le marché postal luxembourgeois a été entièrement libéralisé avec effet au 1^{er} janvier 2013.

Dans ce contexte, j'aimerais soulever les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. La surveillance du marché postal, y compris l'octroi des autorisations, l'encadrement des opérateurs tombant sous le régime des notifications ainsi que la vérification du respect des obligations légales respectivement découlant des règlements émis par l'ILR ou imposés par les autorisations, incombe à l'ILR. Quels sont les expériences et le bilan intermédiaire de l'ILR dans ce rôle, y compris par rapport aux acteurs domiciliés dans les pays avoisinants?

2. L'ILR vient de publier les listes tarifaires de certains opérateurs postaux sur son site Internet, approche contribuant a priori à une plus grande transparence sur le marché. Or, force est de constater que cette publication est incomplète, les tarifs de certains acteurs ayant pourtant eu une autorisation à opérer sur le marché postal luxembourgeois n'y figurant pas. Quelle en est la raison, et quelles mesures sont prévues afin de régulariser cette situation et de mettre tous les acteurs sur un pied d'égalité?

3. La législation luxembourgeoise oblige chaque société commerciale à publier certaines informations auprès du Registre de Commerce et des Sociétés (RCS): statuts, capital social, composition du conseil d'administration, commissaire aux comptes, comptes annuels (endéans les six mois suivant la clôture de l'exercice social), etc. Or, certains acteurs tombant sous le régime des autorisations/notifications leur permettant d'agir dans le secteur postal ne respectent pas ou seulement partiellement ces obligations, dans certains cas depuis plusieurs années. Quelle en est la raison, et quelles mesures sont prévues afin de régulariser cette situation et de mettre tous les acteurs sur un pied d'égalité?

4. Quelle est l'évolution en termes quantitatifs et qualitatifs au niveau de la politique d'emploi dans le secteur postal? Peut-on tirer un bilan intermédiaire relatif à cette thématique?

Réponse (23.09.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Ad 1. Le bilan intermédiaire généralement positif de l'activité réglementaire de l'Institut dans le secteur des services postaux a été quelque peu mitigé par le fait que malheureusement une partie des opérateurs proposant des services postaux ont du mal à s'identifier avec le nouveau cadre légal qui régit leur activité depuis l'entrée en vigueur de la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux (ci-après: «la loi postale»). Cela se manifeste notamment par le fait que certains acteurs du marché tentent de se soustraire aux obligations prévues dans cette loi. Il convient de noter que la loi postale n'a pas conféré des pouvoirs d'investigation à l'Institut et ainsi l'Institut doit faire confiance dans toutes ses démarches à la volonté de collaboration, la responsabilité et l'honnêteté des opérateurs.

La notification des services postaux ne relevant pas du service postal universel se fait conformément à l'article 6 de la loi postale au moyen d'un formulaire disponible sur le site Internet de l'Institut.

En ce qui concerne les services soumis à autorisation, qui dès lors fournissent des services postaux relevant en tout ou en partie du service postal universel, l'Institut a élaboré, conformément à l'article 9 de la loi postale, le règlement P13/10/ILR du 19 juillet 2013 fixant les critères et les procédures d'octroi d'autorisations de fournir les services postaux en question, les normes de qualité à respecter par les titulaires, ainsi que le contrôle du respect de ces normes. Le formulaire pour introduire une demande d'autorisation de fourniture de services relevant en tout ou en partie du service postal universel (SPU) est aussi disponible sur le site Internet de l'Institut.

En date du 19 mai 2014, le registre public, qui peut être consulté en ligne sur le site Internet de l'Institut, comptait 23 prestataires dont six offraient uniquement des services soumis à notification. L'Institut luxembourgeois de Régulation a délivré à 16 opérateurs l'autorisation définitive pour fourniture de services postaux au Grand-Duché de Luxembourg. L'Entreprise des

Postes et Télécommunications, désignée par la loi comme prestataire du service universel pour une période de sept ans, n'a pas besoin d'autorisation supplémentaire de la part de l'ILR.

Les opérateurs ayant leur siège social à l'étranger tombent également sous la surveillance de l'Institut pour autant qu'ils offrent des services postaux sur le territoire luxembourgeois.

Ad 2. Conformément à l'article 24 (1) de la loi postale, le prestataire du service postal universel désigné par la loi, c'est-à-dire l'Entreprise des Postes et Télécommunications, édite au moins une fois par an sous forme d'une publication adéquate gratuite pour l'utilisateur et le prestataire de services postaux des informations sur les caractéristiques du service postal universel offert. Cette publication contient notamment la liste des prix en vigueur de tous les services offerts dans le cadre du service postal universel.

L'Institut confirme que cette publication a toujours été détaillée, précise et complète.

En ce qui concerne les autres opérateurs de services postaux, l'Institut les incite, dans un souci de transparence, à rendre leurs listes de prix publiques, tout en leur proposant de les publier sur son site Internet. Si la publication des listes tarifaires de certains opérateurs fait défaut, c'est parce que certains opérateurs n'ont pas souhaité communiquer leurs listes de prix à l'Institut, même s'ils ont été sollicités à plusieurs reprises, ou ont explicitement demandé à l'Institut de ne pas publier leurs prix sur son site Internet. L'Institut n'a aucun moyen pour obliger les opérateurs à une telle publication.

Ad 3. Monsieur le Ministre de la Justice m'a informé qu'il ne peut donner aucune appréciation quant aux raisons qui conduisent à un retard du dépôt de certains documents ou informations auprès du Registre de Commerce et des Sociétés (RCS). Le gestionnaire du Registre de Commerce et des Sociétés a en effet, de par la loi, pour seules tâches de traiter les dépôts effectués, de mettre à jour les informations correspondantes dans la banque de données du RCS et de rendre cette information accessible au public. Il ne dispose pas de données statistiques sur les causes qui ont conduit à un retard dans la communication des informations et documents légalement requis.

Il est cependant à relever qu'une société qui ne communique pas les informations et documents requis s'expose à la possibilité de plusieurs sanctions.

Suivant l'article 21 paragraphe 5 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, est puni d'une amende de 251 à 5.000 € quiconque omet de requérir les immatriculations et inscriptions requises par ladite loi. La peine est encourue à nouveau, lorsque le contrevenant a négligé de se conformer à la loi dans les huit jours de la date où la condamnation est devenue définitive.

En ce qui concerne le dépôt des comptes, l'article 162 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales prévoit que seront punis d'une amende de 500 à 25.000 € les gérants ou les administrateurs qui n'ont pas soumis à l'assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport de gestion et l'attestation de la personne chargée du contrôle ainsi que les gérants ou les administrateurs qui n'ont pas fait publier ces documents et ce en infraction aux prescriptions respectives des articles 75, 132, 197 et 341 de ladite loi de 1915 et l'article 79 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

D'une façon générale, l'article 203 de la loi de 1915 prévoit en outre que le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale peut à la requête du procureur d'État, prononcer la dissolution et ordonner la liquidation de toute société soumise à la loi luxembourgeoise qui contrevient gravement aux dispositions du Code de commerce ou des lois régissant les sociétés commerciales.

Enfin, dans le cadre de la réforme du régime de publication légale relatif aux sociétés et associations (projet de loi 6624), il sera apporté une modification au règlement grand-ducal d'exécution de la loi du 19 décembre 2002 qui permet d'imposer une majoration des frais de dépôt pour les personnes morales qui n'ont pas communiqué les informations requises au RCS dans les délais prescrits par la loi, cette augmentation permettant ainsi de contribuer aux frais exposés par les autorités de surveillance en vue de dépister et de contrôler les entreprises en difficulté.

L'ensemble de ces mesures devrait avoir un effet incitatif pour assurer un meilleur respect des

délais de communication des informations et documents auprès du RCS.

Il convient finalement de relever que les fournisseurs de services postaux ne sont pas obligés de prendre la forme d'une société commerciale luxembourgeoise. Il peut aussi s'agir de personnes physiques ou d'entreprises étrangères.

Ad 4. Malheureusement je ne dispose pas d'informations chiffrées sur l'évolution de l'emploi dans l'ensemble du secteur des services postaux depuis l'entrée en vigueur de la loi. Il me semble d'ailleurs prématuré de tirer des conclusions en matière d'évolution de l'emploi alors que l'année 2013 est la première année après la libéralisation complète du marché.

En ce qui concerne l'Entreprise des Postes et Télécommunications, celle-ci constate, depuis l'ouverture du marché, une dynamisation de la concurrence au niveau courrier et au niveau des activités postales en général avec des répercussions directes au niveau opérationnel. Pour l'instant l'impact de ces répercussions de la concurrence est encore de taille à ne pas impliquer de changements fondamentaux au niveau de l'emploi par rapport à la tendance générale du secteur postal qui est par ailleurs liée à la migration progressive du papier vers des solutions électroniques. L'emploi dans le métier «Post Courrier» (hors réseau de publicité TTL) auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications a évolué comme suit:

Juin 2011: 1.230

Juin 2012: 1.213

Juin 2013: 1.201

Juin 2014: 1.196

Question 0388 (08.07.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **contrôle de la performance énergétique des bâtiments d'habitation et fonctionnels**:

La réglementation en matière de performance énergétique des bâtiments fonctionnels du 26 mai 2014 prévoit dans son Chapitre IV - Contrôle à l'article 17 que: «Le Ministre peut demander aux autorités compétentes pour la délivrance d'autorisations de bâtir et aux personnes définies à l'article 4, paragraphe (9) toutes informations et données qui sont nécessaires pour assurer le suivi de la mise en œuvre des dispositions du présent règlement grand-ducal ainsi que pour la tenue du registre visé à l'article 16. Les autorités et personnes concernées doivent faire parvenir au Ministre ces informations au plus tard un mois après la demande écrite. Sur demande du Ministre, ces informations sont à fournir sous format électronique.»

Ainsi le bourgmestre respectivement les administrations peuvent être appelés à contrôler la mise en œuvre des dispositions du règlement grand-ducal du 26 mai 2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres estiment-ils que le bourgmestre respectivement les administrations communales sont bien outillés à assumer cette mission de contrôle?

- Quels sont les moyens mis à disposition des communes afin qu'elles puissent assurer le suivi de la mise en œuvre des dispositions du règlement grand-ducal susmentionné?

- Combien de bourgmestres ont été contactés jusqu'à présent par le Ministère pour demander la fourniture de toutes les informations et données qui sont nécessaires pour assurer le suivi de la mise en œuvre des dispositions du règlement grand-ducal susmentionné?

Réponse commune (02.10.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, il y a tout d'abord lieu de relever que l'article 17 du règlement grand-ducal du 26 mai 2014 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et fonctionnels, auquel l'honorable Député se réfère, a uniquement trait à la transmission d'informations et de données au Ministre afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre des dispositions réglementaires.

En réponse dès lors à la question relative à la collecte des données et informations pour assurer les contrôles qualité des Certificats de performance énergétique (CPE) prévues dans la réglementation afférente, il importe de préciser que cette collecte est actuellement réalisée auprès des experts établissant les CPE et non pas auprès des autorités communales, approche jugée la plus efficace par les services concernés

du Ministère de l'Économie. En effet, les services compétents du Ministère de l'Économie réalisent depuis des années des contrôles sur échantillonnage auprès des experts concernés et des sanctions ont été prises à l'encontre de quelques experts n'ayant pas effectué les calculs et établi les CPE en bonne et due forme.

D'une manière générale, il y a lieu de retenir que les principales dispositions concernant la performance énergétique des bâtiments sont fixées par le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels. Ces deux règlements sont des règlements d'exécution de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie. Les autorités nationales et locales disposent ainsi d'un arsenal juridique complet pour assurer le contrôle en matière de performance énergétique des bâtiments.

Conscients que l'exécution pratique de la mission de contrôle des exigences en matière de performance énergétique nécessite des précisions, nous avons récemment décidé de lancer un groupe de travail impliquant les ministères concernés et des représentants du Syvicol pour analyser les problèmes pratiques de la mise en œuvre des contrôles sur les chantiers et afin d'identifier les différentes voies possibles pour une future organisation efficace des contrôles.

Question 0424 (24.07.2014) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **culture du cannabis**:

Die Europäische Beobachtungsstelle für Drogen und Drogensucht (EBDD) hat den Cannabis-Anbau in ihrem jüngsten Jahresbericht mit Zahlen dokumentiert. Demnach zerstörte die Polizei in den EU-Staaten im Jahre 2012 sieben Millionen Cannabis-Pflanzen. Im belgisch-französischen Grenzgebiet wurden erst Mitte Juni bei einer Großrazzia gleich acht Plantagen mit insgesamt 4.000 Cannabis-Pflanzen im Wert von rund 600.000 Euro zerstört.

Besorgniserregend ist in Luxemburg vor allem die wachsende Zahl von teilweise professionell betriebenen, lukrativen Großplantagen, die z. B. in Scheunen oder Lagerhallen eingerichtet werden. 200 solcher Anpflanzungen wurden im vergangenen Jahr zerstört; 22% mehr als im Jahr zuvor. Erleichtert wird der Anbau, den Experten zufolge, durch das Internet, wo jeder problemlos Samen und Spezialleuchten bestellen kann.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Justizminister und den Herrn Polizeiminister stellen:

- Liegen den Ministern genauere Zahlen zum Cannabis-Anbau vor?

- Was gedenken die Minister zu tun, um den Cannabis-Anbau zu minimieren?

- Aus welchen Gründen steigen der Cannabis-Konsum und der Cannabis-Anbau jährlich? Ist dies eventuell auf eine Legalisierung in anderen Ländern zurückzuführen?

- Welche Strafen drohen den Betreibern solcher Großplantagen?

- Gedenken die Minister in Zukunft eine Aufklärungskampagne zu starten, um die Betreiber daran zu erinnern, welche Strafen drohen können? Gedenkt die Regierung weiterhin Kampagnen zu starten, um die Jugendlichen vor den Gefahren des Cannabis-Konsums zu warnen?

- Das Verwaltungsgericht Köln hat diese Woche ein Urteil gesprochen, das es schwerkranken Schmerzpatienten erlaubt, Cannabis zu therapeutischen Zwecken selbst anzubauen. Wie steht die Regierung zu diesem Urteil?

Réponse commune (01.10.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Die Strafen, die den Betreibern von Cannabis-Plantagen drohen, sind im Drogengesetz vom 19. Februar 1973 vorgesehen. Gemäß Artikel 8, 1. a) wird u. a. der Anbau von Cannabis-Pflanzen mit einer ein- bis fünfjährigen Gefängnisstrafe und/oder einer Geldstrafe zwischen 500 und 1.250.000 Euro bestraft.

Betreffend den Cannabis-Anbau hat die großherzogliche Polizei 2012, 2013 sowie im ersten Trimester 2014 insgesamt 15 Beschlagnahmungen in Privathäusern getätigt. Der beschlagnahmte Cannabis war für den Privatgebrauch bestimmt.

Aus Artikel 10 geht zudem hervor, dass die in Artikel 8 vorgesehenen Straftaten (u. a. der An-



bau von Cannabis) mit einer Gefängnisstrafe zwischen 15 und 20 Jahren sowie einer Geldstrafe zwischen 1.250 und 1.250.000 Euro zu bestrafen sind, wenn diese Taten als Teilnahmehandlungen der kriminellen Haupt- oder Nebentätigkeit einer Vereinigung oder Organisation anzusehen sind («si elles constituent des actes de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association ou organisation»).

Zurzeit liegen keine Forschungsergebnisse vor, die einen Anstieg der Konsumprävalenz von Cannabis auf nationaler Ebene wissenschaftlich belegen würden.

Ende 2013 wurde eine Aufklärungskampagne von der Polizei geführt, die demnächst weitergeführt werden soll.

Luxemburg gehört seit 2012 zu jenen Mitgliedstaaten der Europäischen Union, in denen die Verschreibung von zugelassenen Medikamenten, die verschiedene Cannabinoide beinhalten, erlaubt ist. Die zuständigen Abteilungen des Gesundheitsministeriums überprüfen des Weiteren die Zweckmäßigkeit und die Machbarkeit eines bedingten Zugangs von Cannabis für Patienten für medizinische Zwecke in Luxemburg.

Question 0437 (01.08.2014) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **contournement pour la commune de Bascharage**:

Considérant les propos récemment tenus par le bourgmestre de la commune de Bascharage au sujet de la construction d'un contournement routier pour sa commune, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un dossier complet a été finalisé en juillet 2013 par l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures dans le but de pouvoir entamer les procédures nécessaires pour la construction du contournement de Bascharage et que par conséquent, il a sollicité les avis des départements de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer le constat du bourgmestre de Bascharage que les avis du département de l'Aménagement du territoire et du département de l'Environnement font toujours défaut?

3. Le dossier présenté par l'ancien Ministre a-t-il tenu compte des réglementations européennes et dispositions législatives concernant le réaménagement de la zone naturelle protégée «Natura 2000» en tant que zone particulièrement touchée par le tronçon de route défini initialement?

4. Est-ce qu'à ce sujet, une étude d'impact détaillée a été réalisée tant pour le tronçon prévu par l'ancien ministre que pour la variante qui traverse une partie du territoire de la commune de Sanem et qui est revendiquée par le bourgmestre de la commune de Bascharage?

5. En quoi consistent concrètement les conclusions des études qui sont déjà finalisées à l'heure actuelle, notamment en ce qui concerne l'impact d'une nouvelle construction routière sur l'environnement naturel et humain de la région?

6. Monsieur le Ministre veut-il accorder une suite favorable au projet de contournement de Bascharage et peut-il me renseigner, le cas échéant, du choix du tronçon et des délais de construction?

Réponse (19.09.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Députée, Madame Josée Lorsché, concerne le projet de contournement de la localité de Bascharage

Le 13 mars 2013, conformément à l'article 6 de la loi du 29 mai 2009 portant modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, un dossier technique et une étude d'évaluation sur l'environnement ont été soumis pour avis aux Ministres ayant respectivement dans leurs attributions l'aménagement du territoire, l'environnement et la gestion de l'eau.

Seule l'Administration de la Gestion de l'Eau a rendu un avis concernant le dossier soumis. Une analyse interne a constaté que le dossier était largement incomplet et qu'il ne saurait dès lors pas être avisé d'un point de vue «environnement».

En date du 22 juillet 2013 l'Administration des Ponts et Chaussées a fait parvenir deux «compléments au dossier de consultation du pu-

blic», l'un concernant une étude de bruit élaborée par le bureau A-Tech, l'autre contenant une «note explicative relative aux volets «qualité de l'air et «gestion des déchets», une étude «Trafic routier et qualité de l'air ambiant dans l'agglomération de Bascharage» établie par le bureau BioMonitor pour le compte de la commune de Bascharage et, finalement un «Plan des zones de stockage potentielles pour la gestion des déchets».

Cependant, un examen approfondi du dossier de consultation des autorités compétentes a révélé que l'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement était toujours incomplète.

En effet et conformément à la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires, il s'est avéré que le dossier soumis par le ministre de l'époque aux autorités compétentes ne répondait qu'insuffisamment aux exigences de l'article 4 de la loi, notamment en ce qui concerne les volets de l'analyse de solutions de substitutions et des mesures d'atténuation envisagées.

La procédure de sélection de variantes appliquée par l'auteur du projet ne correspond effectivement ni aux dispositions de la loi, ni à la méthodologie communautaire applicable en la matière, alors que la variante privilégiée par l'auteur, qui est en outre la seule variante évaluée en détail, serait à l'origine d'incidences notables sur la zone protégée Bitschenheck.

Quant à l'«analyse comparative de l'exposition au bruit de deux variantes de tracé» de mars 2012, celle-ci conclut sommairement que «la variante 2A (la variante proposée par la commune de Sanem) est quatre fois plus impactante que la variante 1A».

Une décision du Gouvernement sur un tracé définitif et les envergures des mesures compensatoires de ce tracé est à l'heure actuelle prématurée. Le Conseil de Gouvernement ne peut se prononcer sur le projet définitif qu'après la finalisation du dossier technique et environnemental conformément aux dispositions légales et méthodologies communautaires, la consultation des autorités compétentes (Aménagement du territoire, Environnement et Gestion de l'Eau), l'intégration des avis respectifs des autorités compétentes dans le dossier des études d'impact et le dossier technique et finalement la consultation des communes concernées.

Néanmoins, il est évident que la RN5 ainsi que la traversée actuelle de Bascharage, qui abrite quelque 20.000 véhicules par jour, est la route nationale la plus fréquentée du pays, à part la situation sur la N31 à Esch-sur-Alzette, la N6 à Bertrange et Strassen et la N7 à Eich. Notre volonté de trouver une solution pour les habitants de Bascharage se trouve d'ailleurs confirmée par l'inscription du projet de contournement dans la phase I de l'avant-projet du plan directeur sectoriel «transports» sans cependant indiquer précisément le tracé le mieux équilibré d'un point de vue faisabilité technique, financier et environnemental.

Afin d'entendre préalablement l'avis des communes concernées sur les variantes étudiées, une réunion conjointe avec les collèges des bourgmestres et échevins des communes de Bascharage et de Sanem sera organisée en septembre 2014.

Question 0438 (04.08.2014) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant le **décrochage scolaire**:

Alors que les causes du décrochage scolaire sont multi-faciales, ce dernier peut avoir des conséquences néfastes pour les personnes concernées sur le plan émotionnel, social et professionnel.

C'est ainsi que j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les chiffres relatifs au décrochage scolaire pour les années scolaires 2012-2013 et, si déjà disponible, 2013-2014?

Réponse (18.09.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Les conséquences du décrochage scolaire affectent autant les jeunes sur le plan individuel que la collectivité dans son ensemble. Souvent perçu comme un échec personnel, il est synonyme d'incapacité de satisfaire les exigences scolaires. Comme l'accès au marché de l'emploi s'avère souvent difficile pour ces jeunes sans formation complétée, le décrochage scolaire peut avoir des conséquences psycholo-

giques, émotionnelles, sociales et même économiques.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse attribue à la lutte contre le décrochage scolaire au Luxembourg un statut prioritaire. L'analyse chiffrée de ce phénomène met en exergue l'ampleur et l'évolution du décrochage scolaire au Luxembourg. Elle vise à identifier les groupes d'élèves les plus touchés par le décrochage scolaire et à mieux comprendre les raisons qui poussent le jeune à quitter prématurément l'école. La dernière publication concernant les élèves ayant quitté l'école pendant l'année scolaire 2011-2012 est la huitième édition de cette analyse, qui a été publiée pour la première fois en 2005.

Afin de déterminer l'ampleur et les raisons du phénomène de décrochage scolaire au Luxembourg et afin de mieux pouvoir y remédier, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a mis en place, en collaboration avec les bureaux de l'Action Locale pour Jeunes (ALJ), une procédure destinée à identifier et à contacter les jeunes concernés. Le système informatique de gestion centralisée des élèves de l'enseignement postprimaire (enseignement public et privé appliquant les programmes officiels du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse) permet d'identifier les élèves qui quittent l'école, soit en cours, soit en fin d'année scolaire, sans pour autant avoir obtenu un diplôme ou une certification finale. Un relevé mensuel de ces jeunes en arrêt scolaire est envoyé aux bureaux régionaux de l'ALJ. Les collaborateurs de l'ALJ tentent de contacter les jeunes afin de déterminer les raisons qui ont entraîné l'arrêt des études et surtout pour les aider soit à retrouver une formation, soit à s'intégrer sur le marché du travail en les accompagnant pendant cette phase de transition.

L'étude Transition École - Vie Active (TEVA), menée par l'Observatoire de la formation et publiée en juillet 2014, apporte un éclairage sur le début de la carrière professionnelle des élèves, à partir de leur sortie du système scolaire. En référence à l'année scolaire 2007-2008, les élèves, diplômés ou non, qui sortent pour la première fois du régime professionnel et du régime de la formation de technicien, sont suivis sur leurs trois premières années de vie active. 85% des diplômés étaient en emploi en 2011, c.-à-d. trois ans après leur sortie de l'école contre 64% des non diplômés.

Vu cet écart de plus de 20%, agir pour le maintien scolaire afin de qualifier et de diplômer un maximum des jeunes fait partie des priorités du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

La procédure mise en place pour dépister les décrocheurs et pour ensuite établir le fichier des décrocheurs prévoit les étapes suivantes ce qui rend compte de la complexité de la matière:

1. À partir du mois d'octobre de l'année scolaire en cours, une liste des élèves ayant quitté l'enseignement luxembourgeois sans diplôme est constituée mensuellement.

2. Le fichier annuel des élèves des classes terminales de la formation professionnelle ne peut être établi qu'au mois de mars de l'année suivante à cause entre autres des examens supplémentaires organisés après l'année scolaire.

3. Les collaborateurs de l'Action Locale pour Jeunes s'efforcent de contacter, de suivre et d'accompagner tous ces décrocheurs potentiels listés sous 1. et 2.

4. Les fichiers statistiques finaux des décrocheurs ne peuvent être établis au plus tôt fin avril de l'année suivante.

Le fichier statistique des décrocheurs de l'année scolaire 2012-2013 sera donc finalisé au plus tôt pour le mois d'avril 2015. L'analyse du décrochage est publiée dans les meilleurs délais après cette date.

Ceci explique pourquoi les chiffres relatifs au décrochage scolaire des années 2012-2013 et 2013-2014 ne sont pas encore disponibles.

En mai 2014, le Ministère a publié sa huitième étude sur le décrochage scolaire au Luxembourg. Elle porte sur les élèves qui ont quitté l'école, soit au cours, soit à la fin de l'année scolaire 2011-2012 sans diplôme ni certification (1.680 élèves). Le taux de décrochage permanent s'est stabilisé à 9% depuis 2008-2009. Lors de la première étude, en 2003-2004, il s'élevait à 17,2%.

Ce taux réduit résulte de plusieurs catégories de mesures. Globalement, le nombre d'éducateurs et d'éducatrices gradués a augmenté afin d'accompagner au mieux les élèves en risque de marginalisation scolaire et sociale (une vingtaine d'embauches d'éducateurs gradués en 2011-2012 portant à plus de 180 les membres des Services de psychologie et d'orientation scolaires au sein des 35 lycées du pays). Quelque 50 projets dans une vingtaine de lycées

ciblent explicitement la population scolaire en danger de décrochage.

Les démarches ciblées de l'Action Locale pour Jeunes, la création de classes pour des élèves n'ayant pas accès à une formation professionnelle (cours d'orientation et d'initiation professionnelles COIP/IPDM), la prise en charge spécifique des élèves à difficultés de comportement dans le cadre des classes mosaïques, la création de l'École de la 2^e Chance sont certaines mesures clés pour le maintien scolaire.

En complément à ces mesures, il convient de noter que le Service National de la Jeunesse a développé un programme «Service volontaire» qui vise la transition vers la vie active à travers des activités pratiques représentant un engagement à temps plein pour une durée déterminée. Ces activités peuvent avoir lieu à l'étranger dans un projet de coopération au développement, dans le secteur associatif en proposant des missions à caractère civique ou encore dans le cadre d'un projet d'utilité publique au Luxembourg.

Question 0444 (06.08.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **logements pour étudiants**:

En juin, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a informé le public, à travers des annonces dans la presse écrite, que le Gouvernement luxembourgeois dispose de logements dans plusieurs cités universitaires en Allemagne, en France et en Belgique.

Or, il a été porté à ma connaissance que certains des logements, dont notamment ceux situés à Kaiserslautern, seraient dans un état tellement vétuste et délabré que le Ministère ne les met dorénavant plus à disposition des étudiants intéressés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'a-t-il pas contrôlé l'état des logements en question avant de publier l'annonce susmentionnée dans la presse écrite?

Réponse (23.09.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0444 de Monsieur le Député Marc Spautz.

En premier lieu, je tiens à féliciter Monsieur le Député Marc Spautz pour le choix judicieux en ce qui concerne la terminologie utilisée dans sa question parlementaire. En optant pour le mot «vétuste» - mot qui d'après le «Larousse» peut être employé dans le domaine du logement pour souligner qu'une unité d'habitation est détériorée par le temps - l'honorable Monsieur le Député me permet de bien pouvoir esquisser la problématique soulevée.

En 1982 et de nouveau en 1993 une convention a été conclue entre le Ministre de l'Éducation nationale luxembourgeois et le «Studentenwerk Kaiserslautern» portant réservation chacune de quatre logements d'étudiants regroupés en appartement à quatre chambres avec sanitaire et cuisine communs dans une des résidences universitaires appartenant au «Studentenwerk Kaiserslautern».

Au cours de la dernière décennie, le ministère ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur n'a plus contrôlé l'état des logements en question et il semble que ce sujet n'était pas une priorité pour ce dernier.

Tout en rappelant que la vétusté ne s'installe point - selon les définitions usuelles - après six à neuf mois, il m'est important de constater que si vétusté il y aurait, les logements en question seraient déjà dans cet état depuis un certain moment, voire plusieurs années.

Je tiens à souligner que le «Studentenwerk Kaiserslautern» gère 1.700 logements pour étudiants et qu'à l'heure actuelle ils ont une liste d'attente de 500 étudiants.

Il m'a d'ailleurs été confirmé par les responsables du «Studentenwerk Kaiserslautern» que tous leurs logements sont régulièrement entretenus et seraient donc tous dans un état impeccable; fait qui n'a pas été contrôlé par le ministère ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur depuis longtemps.

Par ailleurs, il est vrai que les étudiants luxembourgeois à Kaiserslautern n'ont plus recours depuis des années à cette offre puisqu'ils préfèrent se loger dans des appartements qui sont largement disponibles dans cette ville.

Le cercle des étudiants luxembourgeois à Kaiserslautern soutient tous les nouveaux étudiants dans leur recherche de logements ce qui peut expliquer, à côté des coûts de loyer raisonnables dans cette ville, le désintérêt des étudiants luxembourgeois pour les logements évoqués.

Néanmoins, je tiens à vous informer que ce sujet me tient particulièrement à cœur et que mes services ont été chargés d'analyser les conventions existantes et de contrôler au cours des mois à venir l'état de tous les logements. Puisque ce sujet a été négligé depuis longtemps, il me semble hautement important qu'à l'avenir le ministère ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur s'en occupe avec le sérieux nécessaire.

Question 0446 (07.08.2014) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'élargissement de l'autoroute A6**:

Dans le cadre la présentation du nouvel aménagement de l'échangeur de Bertrange, Monsieur le Ministre a précisé que l'autoroute serait élargie à trois voies sur le tronçon de Dudelange à la Helfenterbruck.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-il prévu de prolonger l'élargissement projeté de l'autoroute A6 à trois voies jusqu'à l'échangeur Wandhaff et endéans quel délai?

- Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

Réponse (19.09.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Gilles Roth, concerne la mise à 2x3 voies de l'autoroute A6 jusqu'à l'échangeur Wandhaff.

Il n'est actuellement pas prévu de prolonger l'élargissement de l'autoroute A6 à trois voies jusqu'à l'échangeur Wandhaff et jusqu'à présent aucune planification technique n'a prévu l'élargissement jusqu'à ce point.

La politique de la mobilité est accentuée sur les transports publics. En effet, le plan sectoriel «transports» prévoit l'adaptation de la ligne ferroviaire Kleinbettingen-Luxembourg. Des réflexions relatives aux P&R à l'échangeur Wandhaff et à Stockem (Belgique) sont en cours, conformément à la logique d'une étude conceptuelle des sites P&R en minimisant les parcours en voiture et en amplifiant les trajets en train et en bus. Cette politique tient à atténuer le flux automobile sur l'A6 et de réduire le trafic individuel des travailleurs frontaliers vers la capitale.

En attendant l'optimisation des transports publics et des P&R, l'ouverture de la Route du Nord et les nouvelles réglementations de transit des poids lourds, le prolongement de la mise à 2x3 voies de l'A6 à l'échangeur Wandhaff ne constitue pas une priorité.

Question 0447 (07.08.2014) de **MM. André Bauler et Edy Mertens** (DP) concernant **le giratoire au lieu-dit Schinker**:

La porte d'entrée du canton de Clervaux, le giratoire au lieu-dit Schinker, se trouve depuis des années dans un état provisoire. Des citoyens viennent de nous contacter pour attirer notre attention sur le fait que la plantation du cercle intérieur du giratoire devrait être achevée. En effet, les mauvaises herbes poussent partout dans le gravier concassé. L'un des quatre chênes qui avaient été plantés au milieu du giratoire a dû être abattu et n'a plus été remplacé. En bref, l'actuel état du giratoire en question n'est certes pas le meilleur.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur un éventuel achèvement du giratoire concerné?

- Les travaux en question, dont le coût serait certainement modique, pourraient-ils être réalisés en automne de cette année?

- Monsieur le Ministre peut-il nous signaler également quand l'Administration des Ponts et Chaussées envisage de renouveler la couche de roulement entre le giratoire Schinker et le village de Hoscheid-Dickt?

Réponse (19.09.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'aspect du giratoire au lieu-dit Schinker est en effet un bel exemple d'un aménagement écologique d'après les recommandations de l'Administration de la Nature et des Forêts et son service de la protection de la nature, comportant un substrat maigre avec une végétation indigène s'installant au fil du temps par succession naturelle. C'est avec intention qu'il a été renoncé au giratoire Schinker, à l'exception de la plantation des quatre chênes, à tout ensemencement de plantes ou herbes non indigènes ou artificielles. Le gravier concassé mis en place à l'intérieur du rond-point Schinker lors de son aménagement initial, a même été couvert en 2013 d'une couche de poussière suite aux recommandations du service de la protection de la nature, afin de se présenter un peu moins drainant pour favoriser ainsi une végétation spontanée de plantes indigènes. Se prêtant aussi bien au fauchage tardif par après, cette végétation mettra cependant quelques années avant de déployer toute sa beauté et de conférer au giratoire une image plus arrondie et définitive aux yeux des usagers de la route.

En ce qui concerne le renouvellement de la couche de roulement entre le giratoire Schinker et le village de Hoscheid-Dickt, celui-ci est prévu encore cette année au mois d'octobre.

Question 0458 (12.08.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant **les demandeurs d'emploi recrutés par les entreprises nouvellement établies au Grand-Duché de Luxembourg**:

Me référant à la réponse ministérielle à ma question parlementaire n°0127 du 25 février 2014 (cf. *compte rendu n°3/session extraordinaire 2013*), je souhaiterais avoir de plus amples renseignements quant aux personnes embauchées par les entreprises nouvellement établies au Luxembourg entre 2011 et 2013 ainsi que quant à leur parcours ultérieur.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Les demandeurs d'emploi recrutés par les dites entreprises ont-ils été engagés sous CDD ou CDI? Sont-ils toujours sous contrat auprès des dites entreprises? À défaut, combien de personnes sont à nouveau enregistrées auprès de l'ADEM comme demandeurs d'emploi?

- Combien d'entreprises ont pu bénéficier d'un subventionnement étatique pour l'embauche desdits demandeurs d'emploi (CIE, aides au réemploi, aides à l'embauche des chômeurs âgés, autres)? Lequel?

Réponse (18.09.2014) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Faisant référence à la question parlementaire 0127 (cf. *compte rendu n°3/session extraordinaire 2013*), il y a lieu de rappeler qu'entre 2011 et 2013, 61 entreprises industrielles créatrices d'emplois se sont implantées au Grand-Duché de Luxembourg. En octobre 2013 l'effectif de ces entreprises s'élève à 464 salariés.

Au cours de cette période d'observation, parmi les 61 entreprises, 15 ont proposé au total 90 postes vacants pour lesquels les services de l'ADEM ont effectué 390 propositions d'emploi concernant 360 demandeurs d'emploi. Sur ces 90 postes, 38 affiliations (32 personnes) sont comptabilisées à la CCSS.

Une analyse détaillée de ces 32 personnes comptabilisées à la CCSS à la date de la réponse à la question parlementaire n°0127 a donné au 5 septembre les informations suivantes:

- neuf personnes sont toujours occupées auprès des mêmes entreprises;
- six personnes ont changé d'employeur;
- trois personnes sont occupées dans une entreprise intérimaire;
- onze personnes se sont réinscrites comme demandeurs d'emploi;
- une personne est en retraite;
- pour deux personnes il n'y a aucune information disponible quant à leur affiliation auprès de la CCSS.

Pour les personnes occupées, le centre commun d'affiliation ne fournit pas d'information quant à la nature du contrat de travail.

Parmi les 32 salariés relevés, deux salariés ont bénéficié de l'aide au réemploi.

Une seule société a droit au remboursement des «cotisations sociales/aides à l'embauche de chômeurs âgés et de longue durée». Le remboursement est assuré par l'ADEM depuis le 1^{er} octobre 2013 et prend fin, théoriquement, le 30 septembre 2016. Trois sociétés ont reçu l'accord de l'ADEM relatif à la bonification d'impôt.

Question 0463 (14.08.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant **les aides et mesures destinées aux employeurs en cas d'embauchage d'un demandeur d'emploi**:

Les rapports d'activité du Ministère du Travail et de l'Emploi de ces dernières années ont toujours dédié une partie de leurs développements aux actions de prospection lancées auprès des acteurs du secteur de l'industrie. On y lit notamment que les responsables des ressources humaines des entreprises visitées sont entre autres informés des différentes aides accordées aux entreprises en cas d'embauchage d'un demandeur d'emploi, y compris du régime de bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs institué par loi du 24 décembre 1996, telle que modifiée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Quel est le déchet fiscal résultant de l'application du régime de bonification d'impôt susmentionné? Serait-il possible d'obtenir des chiffres détaillés par année sur les cinq dernières années?
2. Combien d'entreprises ont pu bénéficier de ce régime sur les cinq dernières années?
3. Serait-il possible d'obtenir des chiffres détaillés par secteur d'activité et par taille des entreprises concernées (i. e. celles de moins de 15 salariés, de moins de 50 salariés, de moins de 150 salariés ou de 150 salariés ou plus)?
4. Combien de chômeurs, de personnes en reclassement interne ou externe ont été à la base de la demande par l'employeur de la bonification d'impôt? Est-il possible d'obtenir des chiffres détaillés par année sur les cinq dernières années?

Réponse commune (18.09.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **Monsieur Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Ad 1. La bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs peut être obtenue par les contribuables engageant des demandeurs d'emploi dans une entreprise commerciale, industrielle, minière ou artisanale, dans le cadre d'une exploitation agricole ou forestière et dans le cadre de l'exercice d'une profession libérale.

Pour les années 2009 à 2013, le tableau ci-dessous regroupe le nombre de contribuables ayant profité de la bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs, le pourcentage des déclarations d'impôt imposées (en date du 31 juillet 2014) ainsi que le déchet fiscal.

	2009	2010	2011	2012	2013
% déclarations imposées					
Personnes morales	99,77%	93,04%	79,04%	56,60%	11,27%
Nombre de contribuables	1.611	1.488	1.210	544	2
Déchet fiscal	6,3 mio	5,7 mio	4,7 mio	2,2 mio	néant
	2009	2010	2011	2012	2013
% déclarations imposées					
Personnes physiques	99,96%	98,09%	94,74%	87,44%	38,93%
Nombre de contribuables	290	281	249	150	19
Déchet fiscal	0,5 mio	0,5 mio	0,4 mio	0,3 mio	néant

Il y a lieu de relever que compte tenu des années sur lesquelles portent les impositions effectuées, les données statistiques sont incomplètes pour les années les plus récentes.

Ad 2. Pour l'année 2009, un total de 1.152 entreprises ont bénéficié de la bonification d'impôt.

Pour l'année 2010, un total de 1.498 entreprises ont bénéficié de la bonification d'impôt.

Pour l'année 2011, un total de 1.760 entreprises ont bénéficié de la bonification d'impôt.

Pour l'année 2012, un total de 1.852 entreprises ont bénéficié de la bonification d'impôt.

Pour l'année 2013, un total de 2.071 entreprises ont bénéficié de la bonification d'impôt.

Ad 3. Le tableau en annexe représente la répartition sectorielle de la bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs pour les années 2009-2012. Une répartition par taille d'entreprise n'est pas disponible.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Ad 4. Pour l'année 2009, un total de 2.068* personnes ont été admises au régime de la bonification d'impôt, dont:

- 1.789 chômeurs,
- 96 personnes en reclassement interne,
- 183 personnes en reclassement externe.

Pour l'année 2010, un total de 2.622* personnes ont été admises au régime de la bonification d'impôt, dont:

- 2.320 chômeurs,
- 107 personnes en reclassement interne,
- 195 personnes en reclassement externe.

Pour l'année 2011, un total de 2.963* personnes ont été admises au régime de la bonification d'impôt, dont:

- 2.665 chômeurs,
- 94 personnes en reclassement interne,
- 204 personnes en reclassement externe.

Pour l'année 2012, un total de 3.122* personnes ont été admises au régime de la bonification d'impôt, dont:

- 2.844 chômeurs,
- 73 personnes en reclassement interne,
- 205 personnes en reclassement externe.

Pour l'année 2013, un total de 3.461* personnes ont été admises au régime de la bonification d'impôt, dont:

- 3.186 chômeurs,
- 43 personnes en reclassement interne,
- 232 personnes en reclassement externe.

* Comme la bonification d'impôt est accordée pour une durée de 36 mois, le nombre total par année ne constitue pas le nombre de nouvelles demandes accordées. Il comprend aussi le nombre de personnes dont la bonification d'impôt a été accordée au cours des deux années précédentes et dont le dossier est toujours en cours.

Question 0464 (14.08.2014) de **Mmes Octavie Modert et Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant **les droits de l'enfant**:

Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications a été signé le 28 février 2012 par le Luxembourg. Ce protocole a pour objet de renforcer considérablement la protection des enfants en instituant un mécanisme de plaintes à disposition des mineurs qui se considèrent être victimes d'une violation par un État partie de leurs droits résultant aussi bien de la Convention que du protocole. Un avant-projet de loi en vue de la ratification de ce protocole facultatif a été préparé par le Ministère de la Famille et de l'Intégration

et transmis en été 2013 pour avis au Ministère de la Justice.

Par ailleurs, un groupe de travail interministériel créé en décembre 2012 et composé de représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, du Ministère de la Culture, du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, du Ministère de l'Égalité des chances, du Ministère de la Justice, du Mi-

nistère de la Santé et du Ministère du Travail et de l'Emploi avait entre autres été chargé d'élaborer un plan d'action national en faveur des droits de l'enfant.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes au Ministre des Affaires étrangères et européennes, au Ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et de l'Enfance, et au Ministre et de la Justice:

- Dans quels délais le projet de loi relatif à l'approbation du Protocole facultatif susmentionné sera-t-il déposé à la Chambre des Députés?

- À quel stade se trouvent les travaux relatifs au plan d'action national en faveur des droits de l'enfant? Mis à part les représentants ministériels, est-il prévu d'associer à l'élaboration de ce plan d'action des représentants des associations et du secteur concernés?

Réponse commune (24.09.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Le 3^e Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de communications a été signé le 28 février 2012 par le Luxembourg. Le service des droits de l'enfant, faisant à ce moment partie du Ministère de la Famille et de l'Intégration avait élaboré un avant-projet de loi au cours de la même année. Le dépôt de ce texte a été retardé par les réflexions menées en faveur de la création d'un organe interministériel de concertation des ministères en charge des différents domaines concernés par les droits de l'enfant.

Dans une première phase, un groupe de travail informel a été créé, regroupant des représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère de la Culture, du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, du Ministère de la Justice, du Ministère de la Santé et du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Les premières missions réalisées par ce groupe de travail ont été de préparer et d'assurer la défense du rapport national périodique sur les droits de l'enfant devant le Comité des droits de l'enfant de l'ONU et de coordonner les travaux de rédaction de rapports nationaux que le Luxembourg s'est engagé à fournir à des instances internationales en raison de conventions:

- réponses du Luxembourg à la liste des points relatifs au 3^e et 4^e rapport national au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies,

- rapport national initial à présenter dans le cadre du 2^e Protocole facultatif de la Convention internationale des droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants,

- rapport national initial et rapport national thématique à présenter dans le cadre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels.

Parallèlement, le groupe de travail a examiné les commentaires du Comité des droits de l'enfant de l'ONU et les recommandations de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» pour établir, ministère par ministère, une liste des mesures à prendre en priorité pour remédier aux problèmes soulevés.

En vue de donner un cadre légal à ce travail de coordination, il est actuellement envisagé de créer un comité interministériel dans le cadre du projet de loi 6410 portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. Le groupe de travail a donc été chargé d'élaborer un texte en vue de définir les missions de ce comité en rapport avec les droits de l'enfant.

En vue de donner suite à la décision du Gouvernement de proposer à la Chambre des Députés l'approbation du 3^e Protocole facultatif de la Convention internationale des droits de l'enfant, j'ai fait élaborer un avant-projet de loi portant approbation du 3^e Protocole facultatif qui sera transmis sous peu au Conseil de Gouvernement.

Question 0466 (14.08.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **lutte contre la cybercriminalité**:

Internet est depuis des décennies synonyme de progrès. Mais le progrès n'est pas sans risques. Les journaux rapportent au jour le jour des cas de vols de données personnelles. Les particuliers sont pris de court en voyant leurs mots de

passer pour e-mails ou codes d'accès aux services bancaires en ligne dérobés tandis que les entreprises estiment leurs secrets commerciaux en danger.

Il est dès lors important d'avoir en place un dispositif efficace de lutte contre la cybercriminalité. Il paraît cependant que les dispositions légales et les instruments à disposition des autorités de poursuite, notamment ceux issus de la Convention de Budapest, soient mis à mal par le récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) C-293/12 - Digital Rights Ireland et Seitlinger e. a. du 8 avril 2014.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Les Ministres peuvent-ils m'indiquer si les instruments à disposition des autorités de poursuite et intégrés dans la législation luxembourgeoise via la loi du 18 juillet 2014 pourront être utilement mis en pratique à la lumière des conclusions de la CJUE dans l'affaire précitée?

2. À défaut, quelles sont les mesures envisagées par les Ministres afin de mettre à disposition desdites autorités les outils nécessaires pour une lutte efficace contre la cybercriminalité?

Réponse commune (01.10.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Ad 1. La loi du 18 juillet 2014 portant notamment approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001 a, outre l'introduction de nouvelles infractions en matière de cybercriminalité, également mis à la disposition des autorités de poursuite nationales un nouvel instrument, à savoir le «quick freeze» qui permet la conservation rapide de données stockées, traitées ou transmises dans un système informatique.

Le «quick freeze» entraîne le gel des données tandis que la saisie permet aux autorités d'accéder aux données. À partir de la saisie, la mesure du «quick freeze» devient caduque.

L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne ayant condamné la rétention des données en ce qu'elle concerne toute personne indépendamment du fait qu'il y ait un début de soupçon ou non, n'affecte pas la procédure du «quick freeze» qui n'est ordonnée qu'à l'encontre de personnes contre lesquelles il y a un début de soupçon, respectant ainsi le principe de proportionnalité.

Ad 2. Il n'y pas de nouvelles mesures à envisager, les nouveaux outils mis à disposition des autorités de poursuite par la loi du 18 juillet 2014 pouvant toujours être utilement mis en pratique.

Question 0467 (14.08.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**embargo russe sur les produits alimentaires européens**:

La Russie a dévoilé récemment les mesures de représailles qu'elle va mettre en œuvre après les sanctions qui la visent décidées par l'Union européenne. Le Président russe Vladimir Poutine a interdit toute importation de fruits, de légumes, de viande, de poissons ou encore de produits laitiers en provenance de l'Europe. Des mesures qui devraient durer au moins un an. En Europe, l'embargo russe suscite de nombreuses inquiétudes dans le secteur agroalimentaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

- Dans quelle mesure ces sanctions impactent-elles le secteur agroalimentaire luxembourgeois?

- Quelles seront les répercussions économiques pour le marché agricole luxembourgeois?

- Au cas où cette situation de blocage perdurerait, comment le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Le Ministre envisage-t-il des mesures d'indemnisation des producteurs nationaux affectés par l'embargo russe?

Réponse (24.09.2014) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*:

L'embargo russe sur les importations de fruits et légumes, de viande, de poissons et de produits laitiers provenant de l'Union européenne n'a pas d'impact direct sur l'activité des entreprises agroalimentaires au Luxembourg, vu que les quantités exportées de ces produits vers la Russie sont très faibles, voire nulles. D'après les

chiffres du commerce extérieur disponibles auprès du Statec, les exportations de produits agricoles et alimentaires vers la Russie au cours des dernières années ne concernaient que les chevaux vivants et les produits laitiers, les quantités en cause étant très faibles.

Il est prématuré pour constater un impact indirect de l'embargo russe sur les prix des produits agricoles et donc sur le secteur agroalimentaire et le marché agricole luxembourgeois, mais un tel impact indirect n'est pas exclu, en particulier en ce qui concerne le lait et les produits laitiers. L'embargo russe vient en effet s'ajouter à une situation d'offre abondante de lait et de produits laitiers suite aux conditions de production favorables dans les principaux pays producteurs, dont l'Union européenne, et à une demande plutôt stable, mais qui ne croît plus à un rythme soutenu comme c'était le cas les dernières années. En conséquence, les prix de certains produits laitiers faisant l'objet d'échanges internationaux, et en particulier ceux du lait écrémé en poudre, du lait entier en poudre et du beurre ont fléchi nettement au cours des derniers mois, mais des signes indiquant une stabilisation existent.

La situation sur les marchés des produits laitiers a irrémédiablement un impact sur le prix du lait payé au producteur. Après le niveau élevé du prix du lait au cours de l'année 2013 et le début de l'année 2014, on observe depuis avril 2014 au Luxembourg, comme dans le reste de l'Union européenne, une baisse non négligeable du prix du lait payé aux producteurs.

Face à cette situation, l'Union européenne qui, en vertu de la politique agricole commune et du marché unique est en charge de la gestion des marchés des produits agricoles dans l'Union européenne, a réagi et a activé les instruments prévus dans l'organisation commune du marché pour soulager temporairement le marché. Ainsi, dans le secteur du lait et des produits laitiers, des dispositifs d'aide au stockage privé de lait écrémé en poudre, de beurre et de fromage ont été mis en place.

Le secteur des fruits et légumes, de par les courants d'exportation importants de certains pays producteurs vers la Russie, est affecté. Des aides aux producteurs de fruits et légumes ont donc été décidées dans le cadre de l'organisation commune de marché des fruits et légumes de l'Union européenne. Toutefois, au Luxembourg, les producteurs de fruits et légumes ne produisent que pour le marché local. Vu le niveau des prix au producteur élevé au Luxembourg, le mécanisme des aides décidé sur le plan européen ne s'applique pas aux producteurs luxembourgeois.

Les importations de viande porcine en provenance de l'UE étaient déjà suspendues par la Russie pour des raisons sanitaires liées à une épidémie de peste porcine africaine en Europe de l'Est au moment de l'instauration de l'embargo par la Russie. L'impact de cet embargo sur le marché de la viande porcine ne sera donc que marginal.

La situation sur le marché des produits agricoles concernés par l'embargo est suivie de très près et des rapports sont publiés chaque semaine, ce qui permet de réagir le plus vite possible au niveau européen en cas de détérioration de la situation sur le marché de certains produits agricoles.

Des mesures d'indemnisation des producteurs nationaux allant au-delà de ce qui a été décidé sur le plan communautaire ne sont pas envisagées, les conditions nécessaires pour l'octroi de telles aides n'étant pas réunies.

Question 0469 (18.08.2014) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**utilisation de «dashcams»**:

De plus en plus de personnes ont recours à des caméras qu'ils installent à l'intérieur de leurs véhicules pour enregistrer la circulation routière et en faire usage en cas d'accident. Alors que leur utilisation semble interdite dans certains pays, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Communications et des Médias, et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que l'utilisation de tels «dashcams» est permise au Luxembourg? Faudra-t-il p. ex. disposer d'une autorisation de la CNPD avant d'y avoir recours? Quelles sont les autres conditions auxquelles devront satisfaire leurs usagers?

- Quelle sera la valeur probatoire des enregistrements réalisés via les «dashcams» dans le cadre d'un procès civil respectivement pénal?

- Le Gouvernement entend-il davantage réglementer l'utilisation des «dashcams»?

Réponse commune (23.09.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Quant à la première question de l'honorable Député relative à l'utilisation de «dashcams», il faut tout d'abord souligner que la détention d'une «dashcam» n'est pas interdite.

Concernant le captage et l'enregistrement de la circulation sur la voie publique à l'aide d'une «dashcam», la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), qui a été consultée par le Gouvernement, estime que «d'une manière générale, l'utilisation de 'dashcams' au sein de l'espace public ouvert à la circulation d'autres personnes est contraire aux principes issus de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement de données à caractère personnel (ci-après la 'Loi')».

Elle souligne que «l'utilisation de 'dashcams' pour capter ou enregistrer des images de personnes identifiables ou de véhicules dont la plaque minéralogique apparaît lisiblement constitue un traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 2, lettre (r) de la Loi. Dès lors que ces dispositifs sont utilisés pour effectuer des traitements de données à des fins de surveillance au sens de l'article 10 de la Loi (surveillance de tiers), le traitement est soumis à une autorisation préalable de la CNPD selon l'article 14 paragraphe (1) lettre (b) de la Loi».

La CNPD estime qu'«une telle autorisation ne peut être délivrée que si le traitement de données à des fins de surveillance est nécessaire à la réalisation d'un des buts légitimes limitativement prévus par la Loi».

Or, la CNPD arrive à la conclusion que «dans le cas de 'dashcams' filmant de façon continue la route ou la voie publique, aucune des hypothèses énumérées dans cet article ne trouve vocation à s'appliquer».

En outre, la CNPD souligne que «le principe de proportionnalité, issu de l'article 4 paragraphe (1) de la Loi, n'est pas respecté dans le cadre de l'utilisation d'une 'dashcam', considérant que tous les usagers de la route, voire même de la voie publique, seraient filmés à leur insu» et qu'«une information des personnes concernées, telle que requise par les dispositions de l'article 26, est par ailleurs impossible à réaliser dans le cadre d'une telle installation. De même, l'utilisation de 'dashcams' se heurtera souvent en pratique au principe de transparence, puisque les personnes concernées seront dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits, notamment d'accès ou d'opposition issus des articles 28 et 30 de la Loi».

Quant à la deuxième question relative à la valeur probante des enregistrements réalisés par des «dashcams» au niveau pénal.

Tel que souligné ci-dessus, l'enregistrement à l'aide d'une «dashcam» est illégal, par conséquent se pose la question de la valeur probante des images ainsi enregistrées.

Il faut tout d'abord souligner qu'en matière pénale, la preuve n'est soumise à aucune forme spéciale et systématique, elle est donc libre. Ceci n'a cependant pas comme conséquence que tout élément de preuve rapporté et a fortiori celui rapporté illégalement devrait obligatoirement être admis par le tribunal. Il appartient au tribunal saisi d'une question d'admissibilité d'une preuve obtenue illicitement d'apprécier cette question au cas par cas. Pour ce faire, il doit tenir compte de tous les éléments du cas d'espèce.

La question de l'admissibilité d'une preuve illégale a également déjà été soumise à plusieurs reprises aux juridictions suprêmes de nos pays voisins. Ainsi, la Cour suprême de Belgique a retenu dans un arrêt du 8 novembre 2005 «que le juge ne peut toutefois écarter une preuve recueillie illégalement que:

- soit lorsque le respect de certaines conditions de forme est prescrit à peine de nullité;

- soit lorsque l'illégalité commise a entaché la fiabilité de la preuve;

- soit lorsque l'usage de la preuve viole le droit à un procès équitable.

Attendu qu'il appartient au juge d'apprécier l'admissibilité de la preuve recueillie illégalement à la lumière des articles 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et 14 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, en tenant compte des éléments de la cause prise dans son ensemble, y compris la



manière dont la preuve a été recueillie et les circonstances dans lesquelles l'illégalité a été commise.

Attendu qu'aux fins de cette appréciation, le juge peut prendre en considération, entre autres, la totalité ou une partie des circonstances suivantes:

- soit le fait que l'autorité chargée de la recherche, de l'enquête et de la poursuite des infractions a commis l'illégalité intentionnellement ou non;

- soit le fait que la gravité de l'infraction excède de loin l'illégalité commise;

- soit le fait que la preuve recueillie illégalement ne concerne qu'un élément matériel de l'existence de l'infraction».

La jurisprudence luxembourgeoise s'est largement ralliée à cette jurisprudence belge.

Il faut souligner que le défaut d'autorisation de la CNPD n'a aucune incidence sur la fiabilité des images enregistrées. Reste la condition qui est souvent considérée comme étant la condition essentielle à savoir celle du défaut de violation du droit au procès équitable. La preuve contestée doit notamment pouvoir être débattue contradictoirement.

Ce qui plaide encore pour l'admissibilité des images recueillies par une «dashcam» est que l'illégalité commise n'est imputable ni à la police ni au ministère public.

Reste cependant que les personnes qui installent ce genre de moyen de surveillance et d'enregistrement dans leur véhicule le font généralement non pas pour enregistrer par exemple le paysage traversé, mais justement pour se constituer un moyen de preuve en cas d'accident.

Finalement, il faut préciser que les images enregistrées par une «dashcam» seraient dans le cadre d'un procès pénal uniquement un élément parmi d'autres (par exemple procès-verbal de la police ou une expertise sur des éléments matériels) ce qui plaide en faveur de son admissibilité.

Il y a donc lieu de conclure que les images enregistrées par une «dashcam» pourraient être admises comme preuve lors d'un procès pénal, mais ne le sont pas obligatoirement.

Par contre, lors de procès civils les enregistrements faits par «dashcams» seraient probablement considérés comme une preuve obtenue unilatéralement et par conséquent discutables et réfutables quant à leur valeur probante.

Quant à la troisième question de l'honorable Député, il y a lieu de signaler que le non-respect des articles 4 et 10 précités de la Loi est passible de peines d'emprisonnement et/ou d'amendes. En outre, la juridiction saisie peut prononcer la cessation du traitement contraire aux dispositions en question de la Loi sous peine d'une astreinte.

Question 0471 (18.08.2014) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant le **projet d'introduction d'un péage pour les automobilistes en Allemagne et son application éventuelle aux tracteurs et autres machines agricoles et viticoles:**

Actuellement, seuls les poids lourds s'acquittent d'un péage en Allemagne. Le Gouvernement fédéral allemand prévoit cependant d'introduire un péage routier sous forme de vignette pour les voitures («PKW-Maut»). Ainsi le Ministre des Transports allemand a présenté un projet de péage qui prévoit qu'à compter de 2016, les automobilistes soient taxés sous forme d'une vignette annuelle dont le coût dépendra de l'âge de la voiture, de la cylindrée du moteur et de critères environnementaux.

Il n'est cependant pas encore tout à fait clair si tous les véhicules inférieurs ou égaux à 3,5 tonnes sont concernés par cette taxe ou si le péage se limite aux seules voitures de personnes. De plus, ce péage ne serait pas seulement prévu pour les autoroutes, mais doit s'étendre à l'ensemble du réseau routier.

Or, nombreux sont les agriculteurs et viticulteurs qui détiennent et cultivent souvent depuis des générations des terres respectivement des vignobles sur le territoire allemand le long de la frontière germano-luxembourgeoise. Je voudrais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Viticulture:

- Messieurs les Ministres disposent-ils de plus amples informations si les tracteurs et automotrices agricoles et viticoles seront concernés par le projet de péage en Allemagne et, le cas échéant, sur les modalités d'application les concernant?

- Le Gouvernement est-il disposé à intervenir auprès des autorités allemandes pour que les tracteurs et autres automotrices utilisés pour les travaux agricoles, viticoles et horticoles ou pour travaux dans la sylviculture et la pisciculture à réaliser en territoire allemand soient exemptés du paiement de la taxe?

Réponse commune (14.10.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur l'introduction d'un péage en Allemagne pour tous les automobilistes et son application éventuelle aux tracteurs et autres machines agricoles et viticoles.

Effectivement, le Ministre des Transports allemand Alexander Dobrindt a présenté début juillet un projet visant à introduire au 1^{er} janvier 2016 sur toutes les routes allemandes un système de péage moyennant une vignette.

Ce système, prévu par l'accord de coalition en Allemagne, est cependant supposé être neutre d'un point de vue financier pour les résidents allemands. Partant, il est prévu de diminuer la taxe sur les véhicules routiers du même montant que le coût d'une vignette valable pour un an.

Actuellement, la Commission européenne qui a été saisie du projet, analyse la compatibilité du système présenté avec la législation européenne en matière de non-discrimination, puisque le système prévoit de ne faire payer, en fin de compte, que les usagers non résidents, donc en principe les étrangers.

Étant donné que le système de péage allemand risque d'avoir un effet direct pour les automobilistes du Grand-Duché, le Gouvernement suit de près l'évolution du dossier. Avant toute autre initiative dans ce dossier, il y a cependant lieu d'attendre la présentation du système définitif et des textes législatifs afférents qui est annoncée pour la fin de l'année 2014.

Une réponse à la question si les tracteurs et machines agricoles et viticoles sont visés par le projet de péage allemand n'est dès lors pas possible, vu l'absence d'un texte législatif et, en particulier, de son champ d'application, plus évolués.

Question 0472 (18.08.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **recyclage de batteries usées:**

Selon la loi du 19 décembre 2008 relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, les distributeurs, lorsqu'ils fournissent des piles ou des accumulateurs portables, sont tenus de reprendre gratuitement les déchets de piles ou d'accumulateurs portables quelles que soient leur composition chimique et leur origine. Les distributeurs sont autorisés à remettre gratuitement les déchets ainsi collectés aux points de collecte sélective faisant partie des infrastructures publiques.

Or, en réalité, beaucoup de distributeurs ne se sentent pas obligés de mettre en place des systèmes de collecte des déchets de piles ou bien ils les refusent par commodité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle me confirmer la véracité de ces affirmations?
2. La Ministre peut-elle me confirmer que cette loi vaut aussi pour les piles bouton à teneur en mercure?
3. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, le Gouvernement dispose-t-il de données concernant le nombre de distributeurs ayant mis en place des points de collectes?
4. En partant du principe que les distributeurs, soit refusent, soit ignorent la loi, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas opportun de lancer une campagne d'information aux distributeurs concernés?
5. Dans le même ordre d'idées, la Ministre peut-elle me renseigner quant aux moyens de reprise gratuite d'ampoules contenant du mercure? La Ministre ne juge-t-elle pas opportun d'élaborer une loi semblable pour les ampoules contenant du mercure?

Réponse (30.09.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Au Luxembourg, la gestion des déchets de piles et accumulateurs est régie par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs. Cette loi transpose en droit national la directive européenne 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006.

Ad 1. D'après les informations de l'Administration de l'Environnement, il ne semble pas correct de présumer que beaucoup de distributeurs ne se sentent pas obligés de mettre en place des systèmes de reprise de déchets de piles et d'accumulateurs.

Conformément à l'article 7, point 1) b) les distributeurs sont tenus de reprendre gratuitement les déchets de piles et accumulateurs portables. C'est dans cet esprit que l'asbl Ecotrel (organisme agréé qui endosse les obligations légales à charge des producteurs et importateurs d'équipements électriques et électroniques) et l'asbl Ecobatterien (organisme agréé qui endosse les obligations légales à charge des producteurs et des importateurs de piles et accumulateurs) se sont associées à l'action SuperDrecksKëscht® pour proposer des stations de collecte intégrées pour déchets problématiques aux distributeurs. À côté des collectes traditionnelles mises en place, deux stations de collecte intégrée sont en phase de test dans des galeries marchandes.

De plus, les points de collecte mis en place par les distributeurs s'intègrent également dans la politique de collecte plus globale qui repose sur les points de collecte sélective des déchets problématiques mis en place par les communes et sur les collectes mobiles de l'action SuperDrecksKëscht® fir Bierger.

La distribution a même été un partenaire actif dans la mise en place d'une collecte innovante et sécurisée des déchets de piles et accumulateurs, plus spécialement en matière de collecte sécurisée des piles et accumulateurs au lithium.

Depuis la mise en œuvre de la loi, l'Administration de l'Environnement n'a jamais été saisie d'une réclamation en matière de non-reprise des déchets de piles et d'accumulateurs portables.

Ad 2. La loi modifiée du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs s'applique également aux piles bouton.

Ad 3. En étroite collaboration avec l'action SuperDrecksKëscht® fir Bierger et l'organisme agréé Ecobatterien asbl, les distributeurs ont mis en place des points de collecte garantissant une couverture nationale de reprise au Luxembourg. En 2013 l'action SuperDrecksKëscht® recensait 224 points de collecte pour déchets de piles et d'accumulateurs portables qui se sont répartis comme suit:

- 116 points de collecte chez les distributeurs,
- 27 points de collecte dans les écoles et l'université,
- 44 points de collecte dans les sociétés privées,
- 27 points de collecte dans les administrations publiques.

À côté des collectes mobiles de l'action SuperDrecksKëscht® fir Bierger, 17 centres de recyclage disposent des infrastructures adéquates pour la remise gratuite des déchets de piles et d'accumulateurs.

Les structures de collecte, tant pour les déchets de piles et d'accumulateurs et pour les déchets d'équipements électriques et électroniques mises en place par les asbl Ecotrel et Ecobatterien, conjointement avec l'action SuperDrecksKëscht®, ont d'ores et déjà permis au Luxembourg d'afficher des taux de collecte en 2013 de 60,88% pour les déchets de piles et d'accumulateurs portables et de 9,58 kg/E.a pour les déchets d'équipements électriques et électroniques.

Le Luxembourg dépasse largement les taux prescrits par les directives européennes et se positionne parmi les meilleurs élèves au niveau européen.

Ad 4. En matière d'information et de sensibilisation une première conférence de presse a été organisée au Ministère du Développement durable et des Infrastructures en date du 16 février 2010 dans le cadre de la transposition en droit national de la directive 2006/66/CE. En date du 1^{er} juillet 2010, l'Administration de l'Environnement avait envoyé un mailing auprès de 580 entreprises, les informant des obligations qui leurs incombent en vertu de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs. Un deuxième mailing d'information a été envoyé à 504 entreprises en date du 19 octobre 2010. Des informations

concernant la législation sur les déchets de piles et d'accumulateurs sont disponibles sur le site Internet de l'Administration de l'Environnement (www.emwelt.lu), de l'asbl Ecobatterien (www.ecobatterien.lu) et de l'action SuperDrecksKëscht (www.sdk.lu).

Rien n'empêche l'Administration de l'Environnement, par le biais de l'action SuperDrecksKëscht® et en collaboration avec l'asbl Ecobatterien d'orienter les prochaines campagnes d'information sur ce sujet en particulier.

Ad 5. Au Luxembourg, la gestion des déchets des ampoules contenant du mercure est régie par le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2013 relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques. Ce règlement transpose en droit national la directive européenne 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012.

Conformément à l'article 4, la collecte séparée de ces déchets se fait par:

- les communes et, pour autant qu'il s'agisse de déchets problématiques, par l'action SuperDrecksKëscht®;

- les distributeurs, lorsqu'ils fournissent un nouveau produit, qui sont tenus de faire en sorte que les déchets puissent leur être rapportés, au moins gratuitement et sur une base d'un pour un, pour autant que l'équipement soit de type équivalent et ait rempli les mêmes fonctions que l'équipement fourni.

Ce même article oblige les distributeurs qui disposent d'une surface de vente consacrée aux équipements électriques et électroniques d'une surface minimale de 400 m² de mettre en place une structure de reprise gratuite des déchets d'équipements électriques et électroniques de très petit volume (<25 cm des dimensions extérieures) pour l'utilisateur final et sans obligation d'acheter un équipement de type équivalent.

L'article 4 laisse néanmoins la possibilité aux distributeurs, au cas où la reprise en question ne peut se faire, en raison notamment de capacités de stockage insuffisantes, de ne pas reprendre les déchets à condition de veiller à ce que le retour des déchets ne soit pas rendu plus difficile pour le détenteur final et demeure gratuit pour celui-ci. Les distributeurs sont tenus d'informer leurs clients sur les possibilités qui existent pour la remise des déchets en question.

Question 0473 (19.08.2014) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant l'**indemnisation des commerçants et artisans en cas de travaux:**

L'édition écrite du quotidien «Luxemburger Wort» relate ce matin, 19 août 2014, dans un article que certains commerçants et artisans à Strassen se voient confrontés à des problèmes financiers très importants à la suite de travaux, problèmes qui ont même dans l'un ou l'autre cas abouti à la fermeture des magasins concernés. Les travaux futurs du tram suscitent des inquiétudes semblables auprès des commerçants dans la capitale. Pourtant, le projet du tram prévoit la mise en place d'une commission d'indemnisation, responsable de mettre en place des procédures simplifiées et efficaces de dédommagements rapides via un fonds d'indemnisation.

Ainsi une attention particulière devrait être accordée aux magasins et aux activités de livraison des commerces et autres établissements qui sont concernés par des chantiers dans les environs immédiats de leur établissement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Infrastructure et à Monsieur le Ministre de l'Economie:

- Les Ministres pourraient-ils nous fournir de plus amples informations sur le montant exact du fonds d'indemnisation prévu pour les commerçants de la ville de Luxembourg?

- Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas aussi opportun de mettre en place un tel fonds pour des commerçants concernés par des travaux d'infrastructure ailleurs dans le pays afin de maintenir le principe d'égalité de traitement?

Réponse commune (09.10.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Economie*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'État et la ville de Luxembourg sont conscients des problèmes financiers éventuels auxquels les commerçants et artisans pourraient se voir confrontés suite au chantier du tram. Il sera dès lors veillé à ce que les désagréments du chantier restent limités au strict minimum. Le maître d'ouvrage restera en permanence en contact avec les commerçants afin de pouvoir réagir

dans la mesure du possible aux éventuels problèmes.

Les plans d'exécution qui sont préparés à l'heure actuelle tiennent du fait que le chantier sur le tracé des commerces respectivement les zones habitées, devra se dérouler dans les meilleurs délais afin de réduire les nuisances au strict minimum.

Il est vrai que dans la fiche financière de la loi du 24 juillet 2014 portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg une éventuelle indemnité est prévue, mais elle ne sera utilisée que dans des cas très exceptionnels, si par exemple l'accès vers un commerce ne peut être garanti pendant une certaine période, ou d'une façon plus générale, si les nuisances du chantier dépassent les désagréments d'un chantier ordinaire à l'instar de la N6 à Strassen.

Il y a lieu de noter que le régime de chômage technique involontaire prévoit d'ores et déjà la possibilité d'une indemnisation en cas d'interruption ou de réduction sensible de l'activité en raison de travaux de voirie ou d'infrastructure décidés par l'administration compétente. Cette indemnisation peut s'appliquer lorsque les travaux sont d'une durée supérieure à un mois, entravant sérieusement l'accès de la clientèle, à condition que la réduction de l'activité en question entraîne une diminution notable du chiffre d'affaires par rapport à une période d'activité normale. L'indemnisation peut couvrir une partie des coûts de salaires des salariés. De plus amples informations sont disponibles sur le guichet entreprises www.entreprises.lu sous la rubrique «Sauvegarde de l'emploi - Chômage technique et involontaire».

Question 0474 (20.08.2014) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le convoi humanitaire luxembourgeois à destination de l'Ukraine:

D'après la presse matinale d'aujourd'hui, un convoi humanitaire en provenance du Grand-Duché de Luxembourg et destiné aux citoyens habitant dans la zone touchée par la crise humanitaire en Ukraine aurait été bloqué par les autorités ukrainiennes avant d'avoir été laissé passer plus tard. Environ une tonne de dons humanitaires, dont des denrées alimentaires, couvertures et divers articles pour les besoins journaliers ont été collectionnés par des Ukrainiennes, Biélorusses et Russes vivant au Grand-Duché, pour les envoyer à Slaviansk, une ville située dans une région particulièrement ébranlée par la guerre civile.

Selon la même source, la Croix-Rouge ukrainienne aurait dénoncé de manière injurieuse ce convoi et le Gouvernement ukrainien aurait refusé son passage. Les dernières nouvelles laisseraient pourtant croire que le convoi aurait pu reprendre la route.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations diffusées par la presse au sujet de ce convoi humanitaire en provenance du Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il en mesure de vérifier que le convoi ait effectivement atteint sa destination?

3. Monsieur le Ministre entend-il intervenir auprès des autorités ukrainiennes afin que de tels incidents regrettables puissent être évités à l'avenir et que les convois humanitaires préparés soigneusement par des personnes de bonne volonté puissent arriver à destination le plus rapidement possible?

Réponse (24.09.2014) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Ad 1. Le Ministère n'était pas au courant de ce convoi humanitaire en provenance du Luxembourg et n'est pas en mesure de confirmer les affirmations diffusées par la presse à cet égard.

Ad 2. Le Ministère n'est pas en mesure de vérifier si le convoi a atteint la destination prévue, vu qu'il n'était pas impliqué dans les préparatifs de ce convoi et ne connaît pas l'organisation qui devait réceptionner et distribuer les articles de secours en question.

Ad 3. Le Ministère n'entend pas intervenir auprès des autorités ukrainiennes suite à cet incident spécifique, étant donné qu'il ne dispose d'aucune information ni sur le contenu de ce convoi, ni sur les documents de transport accompagnant le convoi, et n'est donc pas en mesure de juger les raisons du retard encouru en route.

En règle générale, le Ministère n'encourage pas l'envoi de donations en nature depuis le Luxembourg vers les régions affectées par une catastrophe naturelle ou un conflit. Le Ministère est d'avis qu'il est plus judicieux de verser des fonds à des organisations humanitaires actives dans le pays affecté. Ces organisations (Croix-Rouge, agences de l'ONU, ONG nationales ou internationales) sont en mesure d'évaluer les besoins sur le terrain, d'acheter sur le marché local (en soutenant en même temps l'économie locale) les articles répondant précisément aux besoins journaliers et aux coutumes des populations démunies, et d'identifier les familles les plus vulnérables sur base de critères objectifs.

Dans le passé, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire a souvent conseillé des associations luxembourgeoises désireuses d'acheminer des donations en nature vers des zones sinistrées. Les inondations en Serbie et en Bosnie-Herzégovine constituent l'exemple le plus récent. Dans ce cas, le Ministère informe les autorités de l'État bénéficiaire du convoi prévu et se renseigne sur les formalités de douane et d'autres règlements en vigueur. Il conseille les associations dans le choix des articles de secours (pas de denrées périssables, pas de matériel chimique ou électronique, etc.) et les informe sur les organisations humanitaires actives sur place en vue d'une éventuelle collaboration.

Question 0475 (20.08.2014) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'élaboration d'une nouvelle loi agraire:

En date du 18 juillet 2014, le Conseil de Gouvernement a donné son accord de principe au projet de programme de développement rural 2014-2020 qui sera soumis à la Commission européenne. Dans ce contexte, il est rappelé que le PDR 2007-2013 est toujours en vigueur, il a été prolongé pour l'année 2014.

Dans un souci de planification pour les agriculteurs pour l'année 2015 et au-delà j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Quand le nouveau PDR sera-t-il avisé par la Commission européenne?

- Quel est le timing pour l'élaboration et le dépôt de la nouvelle loi agraire?

- Quand la nouvelle loi agraire sera-t-elle mise en vigueur?

- Quelles concertations sont prévues en vue de l'élaboration de la nouvelle loi agraire?

Réponse (18.09.2014) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

Le projet du programme de développement rural concernant la période de programmation 2014-2020 a été approuvé par le Gouvernement dans sa séance du 18 juillet 2014.

Par la suite, ce projet a été soumis en date du 18 juillet 2014 à la Commission européenne.

En effet, l'article 10 du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil dispose clairement que «chaque programme de développement rural est approuvé par la Commission au moyen d'un acte d'exécution».

Le calendrier prévu par les règles communautaires prévoit que la Commission européenne formule ses premières observations dans les trois mois qui suivent la date de soumission du programme. Conformément aux règles spécifiques des fonds, la Commission adopte une décision portant approbation de chaque programme au plus tard six mois après sa soumission par l'État membre ou les États membres. Ce délai d'approbation de six mois est suspendu à chaque fois que l'État membre est sollicité par des observations ou questions de la Commission, de façon que l'approbation du programme de développement rural par la Commission est retardée en conséquence.

Les services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs sont en train d'élaborer un avant-projet de loi et des avant-projets de règlements grand-ducaux sur base des éléments contenus dans le projet du programme de développement rural précité. La rapidité du dépôt du projet de loi, ainsi que de son adoption sont directement liés à la procédure d'adoption au niveau communautaire du programme de développement rural ainsi qu'aux procédures législatives nationales bien connues.

Au-delà des consultations et avis prévus par la législation nationale, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs se propose de se concerter avec les mêmes acteurs qui ont déjà été consultés lors de l'élaboration du programme de développement rural.

Question 0476 (21.08.2014) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant le plan national «Gesond iessen, Méi bewegen» et la promotion de l'activité physique en général:

Le programme gouvernemental prévoit que dans le cadre du plan national «Gesond iessen, Méi bewegen» (GIMB), le Gouvernement mettra l'accent sur la poursuite de ce plan national en renforçant le comité interministériel GIMB par des missions élargies et concrètes et en mettant à disposition des crédits spécifiques GIMB aux départements ministériels y représentés.

Dans ce contexte, et dans le contexte général de la promotion de l'activité physique tant dans notre société que dans les structures scolaires et périscolaires, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Quelle est l'enveloppe budgétaire globale réservée aux projets ayant pour objectif la mise en œuvre des mesures retenues au sein du plan national «Gesond iessen, Méi bewegen» pour l'année budgétaire en cours?

2. Les projets pilotes qui ont été réalisés par les communes de Mondrange, de Mersch et de Junglinster ainsi que par le syndicat intercommunal du canton de Redange et qui visent à offrir un ensemble cohérent d'activités motrices, physiques et sportives au niveau local, ont-ils été évalués? Quelles sont, le cas échéant, les conclusions que le comité interministériel peut tirer de cette évaluation?

3. Est-ce que de nouveaux projets pilotes communaux ou intercommunaux favorisant l'éducation motrice et sportive des enfants et des jeunes sont actuellement cofinancés ou subsidiés par l'État? Dans l'affirmative, de quels projets s'agit-il?

4. La création de services des sports régionaux ayant pour objectif de garantir une meilleure collaboration entre les communes, les structures d'éducation et d'accueil, les organisations du troisième âge et les fédérations et associations sportives peut-elle bénéficier d'un soutien structurel ou financier de la part du Ministère des Sports et sous quelles conditions sera-t-il accordé?

Réponse commune (25.09.2014) de M. Roland Schneider, Ministre des Sports, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée ayant trait à la promotion de l'activité physique en général, et plus particulièrement au plan d'action national «Gesond iessen, Méi bewegen», il y a lieu de relever les éléments suivants:

Ad 1. Enveloppe budgétaire globale

- L'enveloppe budgétaire globale réservée aux projets ayant pour objectif la mise en œuvre des mesures au sein du plan d'action national «Gesond iessen, Méi bewegen» se chiffre pour l'année budgétaire en cours à:

1. 130.000 € inscrits au budget du Ministère des Sports sous l'article 13.0.12.363 «Plan d'action national 'Gesond iessen, Méi bewegen', dépenses diverses»;

2. 1.500 € inscrits au budget du Ministère des Sports sous l'article 13.0.11.134 «Plan d'action national 'Gesond iessen, Méi bewegen', indemnités pour services extraordinaires»;

3. 2.700 € inscrits au budget du Ministère des Sports sous l'article 13.0.12.003 «Plan d'action national 'Gesond iessen, Méi bewegen', indemnités pour services de tiers»;

4. 54.317 € inscrits au budget du Ministère de la Santé sous l'article 14.1.12.140 «Prophylaxie et traitement de maladies sociales et d'autres affections: frais de sensibilisation et d'information / détail (i): alimentation saine»;

5. 5.000 € réservés au budget du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, entre autres pour des projets GIMB, sous l'article 10.2.12.221 «Innovation pédagogique, recherche, conception et mise en œuvre de projets»;

6. 8.399 € réservés au budget du Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région pour le financement d'une brochure thématique GIMB pour personnes âgées sous l'article 12.7.12.303 (2013)/12.6.12.303 (2014) «Lëtzebuurger Seniorenakademie: ... frais de publication...».

À noter que les articles budgétaires 4 à 6 ci-dessus ne sont pas des articles spécifiques GIMB, mais peuvent être utilisés pour (co-)financer des initiatives pouvant entrer en compte pour le plan d'action national «Gesond iessen, Méi bewegen», en soulignant que les budgets GIMB du Ministère des Sports sont intégralement prévus pour la promotion de l'activité physique.

Ad 2. Évaluation des projets pilotes promouvant le développement moteur d'enfants de quatre à douze ans

L'évaluation des projets pilotes «Multisports Monneresch», «Fit Kanner Miersch», «Jonglënster gutt drop», «Sportkrees Atert» dans le canton de Redange, mais aussi «Hesper beweegt sech», conventionnés par le Ministère des Sports, est en train d'être réalisée par le Ministère des Sports conformément aux dispositions spécifiées dans les conventions respectives et dans le cadre du plan d'action national GIMB, extension pour l'activité physique. Les rapports d'évaluation ne sont, à l'heure actuelle, pas encore disponibles. Les premières impressions tirées de plusieurs sources d'information sont cependant très encourageantes. Dès que les conclusions définitives auront été tirées, le Ministre des Sports prendra les décisions en vue d'une éventuelle généralisation de tels projets, ceci dans les limites des crédits budgétaires disponibles et sachant que le statut de projet pilote ne pourra plus être accordé à de nouvelles initiatives.

Ad 3. Nouveaux projets communaux ou intercommunaux

À part les cinq projets pilotes susmentionnés, il n'y a pas de projets pilotes communaux ou intercommunaux actuellement cofinancés ou subsidiés par le Ministère des Sports.

Il est important de souligner toutefois que, dans le cadre de maints projets GIMB (incluant en général des aspects de la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique) se déroulant dans des écoles fondamentales, des maisons relais et dans des communes, divers soutiens sont alloués par le Ministère de la Santé en accord avec les besoins des partenaires: soutien logistique, coaching, formations, mise à disposition de matériel de sensibilisation, aide de gestion, subside financier...

Pour ne citer que quelques exemples:

- «Gemeng Schëffleng»

• «Gesondheetswoch» commune ensemble avec le service médical scolaire, la piscine locale, l'association des parents, la MR, LASEP, l'Association des parents, ... pour les enfants du 1^{er} au 4^e cycle de l'enseignement fondamental pendant toute une semaine autour de multiples activités GIMB.

• Club Senior Schifflange («Club Haus beim Kiosk»), de multiples activités GIMB pour personnes âgées, notamment des «projets intergénérationnels» avec élèves de la 3^e et 6^e année de l'enseignement fondamental.

- «Gesond Diddeleng»

• Journée de sensibilisation et de dépistage de la commune avec participation active de divers services des ministères (stand, renseignements, gadgets, ...)

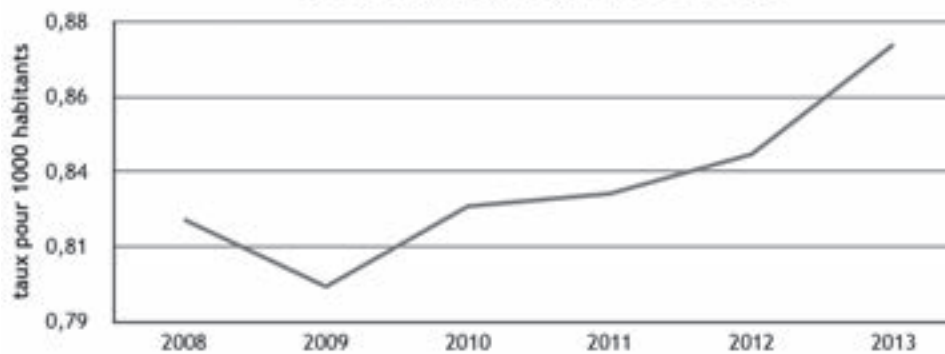
- Communes de Contern/Hesperange/Weiler-la-Tour

• Promotion de la mobilité douce auprès des citoyens des trois communes avec multiples partenaires (police, sécurité routière, LVI, APE Contern, «Klimawelt».

Ad 4. Création de nouveaux services de sports régionaux

À moyen et long terme, le Ministère des Sports entend réaliser, étape par étape, certains objectifs exposés dans le programme gouvernemental «Sports», notamment la mise en place de programmes visant la stimulation motrice dans les situations d'éducation formelle ou non formelle, le développement de services de sports communaux ou régionaux susceptibles de garantir une collaboration entre tous les acteurs ayant comme objectif le développement physique et sportif de la population. En cela il s'appliquera à tenir compte des pistes d'optimisation formulées par le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois dans son «Concept intégré pour le Sport au Grand-Duché de Luxembourg» récemment présenté par lui et d'avancer dans la mise en œuvre des mesures inscrites en faveur de l'activité physique dans le plan d'action GIMB. Les modalités d'éventuels soutiens structurels ou financiers sont à développer, toujours sur l'arrière-fond des moyens budgétaires disponibles.

Évolution du taux médecins généralistes par 1000 habitants, 2008-2013



Source: Direction de la Santé, service des statistiques

Question 0477 (21.08.2014) de M. Léon Gloden (CSV) concernant la pénurie de médecins:

Récemment, dans sa réponse à une question parlementaire, Madame la Ministre de la Santé a nié tout problème concernant la couverture médicale au Luxembourg et souligné que le nombre de médecins augmenterait constamment depuis une bonne décennie au Luxembourg.

Pourtant le Luxembourg connaît depuis les années 1990 une forte croissance et une attention accrue doit être portée à la relation entre la population et le nombre de médecins généralistes pour déterminer le ratio de densité de couverture adéquate. En l'absence d'un ralentissement de la croissance démographique, le Luxembourg aura besoin d'accroître de manière significative le nombre des médecins généralistes en vue d'atteindre un seuil adéquat de densité médicale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Malgré une progression linéaire du nombre de médecins généralistes depuis l'année 2004, est-ce que l'augmentation du taux de croissance du nombre de médecins généralistes est proportionnelle à l'augmentation du taux de croissance démographique?

- Dans la négative, la Ministre ne juge-t-elle pas cet état de chose comme confirmant la thèse que le Luxembourg fait actuellement face à une pénurie de médecins généralistes?

- Constatant que dans sa réponse Madame la Ministre se réfère à des chiffres datant de 2012, je voudrais savoir pour quelles raisons le Ministère de la Santé ne dispose pas de chiffres plus récents concernant le nombre des médecins?

Réponse (22.09.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

En réponse à la question de l'honorable Député, je voudrais me référer aux observations fournies à l'occasion de ma réponse aux questions parlementaires n°0403 (cf. compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014) et 0419 (cf. compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014), étant donné que celles-ci couvrent une partie des interrogations soulevées par la présente question.

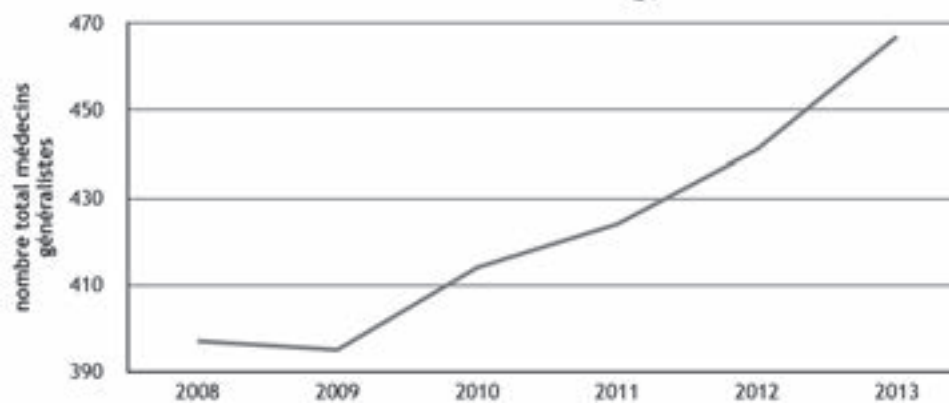
En complément à ces informations, je voudrais préciser que le nombre de médecins généralistes en activité, c'est-à-dire qui fournissent des soins et/ou des services de santé directement aux patients, a connu pour la période de 2008 à 2013 une croissance de 18% en passant de 397 à 469 médecins généralistes.

Pour cette même période, la croissance de la population du Grand-Duché était de 11% en passant 483.800 à 537.000 habitants.

On peut donc constater que la croissance du nombre de médecins généralistes est supérieure à la croissance démographique, en passant d'un taux de 0,79 médecins généralistes par 1.000 habitants en 2005 à 0,82 médecins généralistes par 1.000 habitants en 2008 et à 0,87 médecins généralistes par 1.000 habitants en 2013.

Les tableaux ci-après retracent en détail cette évolution de 2008 à 2013:

Nombre total des médecins généralistes en activité au Luxembourg, 2008-2013



Source: Direction de la Santé, service des statistiques

Je voudrais également indiquer que le système des maisons médicales mis en place en 2008, qui mobilise l'ensemble des médecins généralistes, permet une organisation plus efficace de la continuité des soins primaires en offrant à la population un recours au médecin généraliste pour des consultations et visites d'urgence en dehors des heures d'ouverture des cabinets médicaux.

Par conséquent, je ne vois pas confirmé «la thèse que le Luxembourg fait actuellement face à une pénurie de médecins généralistes».

Finalement, en ce qui concerne le fait que la réponse aux questions parlementaires précitées ne reprenait que les chiffres retraçant l'évolution de la couverture médicale de 2004-2012, je voudrais souligner qu'il s'agit d'une simple erreur de formatage informatique due au fait que les chiffres définitifs pour 2013 n'avaient été transmis à l'OCDE qu'en juin 2014.

Question 0478 (21.08.2014) de M. Claude Adam (déli gréng) concernant l'état de la promenade Wenzel:

Plusieurs touristes nous ont fait part récemment du mauvais état dans lequel se trouvent certains tronçons de la promenade Wenzel, ceci en raison de divers chantiers qui sèment actuellement le parcours. Le chemin serait impraticable à certains endroits et la signalisation absente, détériorée ou imprécise.

Étant donné que le parcours Wenzel représente une des infrastructures touristiques majeures de la capitale, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quand les chantiers en question seront-ils achevés?

- Est-ce qu'entre-temps des mesures provisoires seront mises en œuvre afin d'améliorer l'état de la promenade?

Réponse (09.10.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

En réponse à la question de l'honorable Député Claude Adam, il y a lieu de relever au préalable que la nature intacte et la randonnée pédestre sont historiquement parmi les principaux attraits touristiques du Luxembourg qui est doté d'un réseau de sentiers de randonnées parmi le

plus dense d'Europe. Dans un environnement touristique de plus en plus concurrentiel, la performance et la compétitivité du tourisme de notre pays dépendent dans une large mesure de la qualité de ces infrastructures. Ceci est particulièrement le cas pour le circuit Wenzel, qui constitue à la fois une enseigne culturelle et une carte de visite historique de Luxembourg-ville.

Il importe de préciser que le balisage du circuit Wenzel ne relève pas de la responsabilité de la direction générale du Tourisme, mais de celle du Service des Sites et Monuments Nationaux (ci-après SSMN). L'entretien du circuit est assuré par les services de la ville de Luxembourg et du SSMN.

D'après les vérifications faites par mes services sur place, il s'avère qu'un passage difficile se situe à l'endroit du chantier des CFL et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en-dessous du viaduc ferroviaire. En effet, le temps de ce chantier, l'itinéraire y est dévié du lieu-dit Maierchen vers la rue St Ulrich (Grund) au moyen d'un escalier métallique provisoire mis en place par le SSMN il y a trois ans pour assurer le fonctionnement du circuit Wenzel. Mes services ont déjà pris contact avec le SSMN qui installera un balisage supplémentaire indiquant la suite du parcours à cet endroit. Il sera en outre veillé au bon entretien de l'escalier métallique enjambant le mur d'enceinte Maierchen.

D'après les renseignements fournis par les responsables des CFL, la fin des travaux relatifs au viaduc ferroviaire n'est pas envisageable avant 2020, voire 2021. D'après le Luxembourg City Tourist Office qui organise des tours guidés sur ledit circuit, aucun autre obstacle n'occasionne de gêne aux piétons empruntant le sentier.

Question 0479 (21.08.2014) de M. Justin Turpel (déli Lénk) concernant l'accord de libre-échange UE-Canada (CETA):

Selon des informations de presse, l'Union européenne et le Canada auraient finalisé l'accord économique et commercial global CETA («Comprehensive Economic and Trade Agreement»), en négociation depuis mai 2009. Il serait prévu de le parapher le 25 septembre 2014 lors du sommet EU-Canada à Ottawa. Déjà lors du Conseil Affaires étrangères Commerce, le 8 mai 2014, le commissaire européen en charge des négociations, Karel de Gucht, avait indiqué, que dès que l'accord sera finalisé, «les États membres disposeront de suffisamment de temps pour examiner le texte final avant qu'il ne soit paraphé». Ainsi, le texte de l'accord aurait été transmis le 5 août aux gouvernements des 28 États membres de l'UE et au Gouvernement canadien, afin qu'ils l'analysent avant qu'il ne soit paraphé par le Premier Ministre canadien, Stephen Harper, et le Président (sortant) de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lors du sommet d'Ottawa le 25 septembre prochain.

L'accord en question, tel qu'il a été publié («leaked») notamment par la «Tagesschau» (ARD), confirme toutes les inquiétudes de la société civile quant aux conséquences, y inclus les dispositions concernant la «protection d'investissements» par un mécanisme de règlement des différends investisseur-État, appelé communément ISDS («Investor-state dispute settlement»), permettant aux investisseurs d'attaquer les gouvernements en dehors des tribunaux nationaux en cas de traitement qu'ils jugent injuste. Le fait que le mandat du Conseil européen pour la négociation d'un accord de libre-échange avec les USA (TTIP) prévoit également de telles procédures d'arbitrage, a, entre autres, suscité de larges appréhensions; ainsi au Luxembourg, les ONG et organisations syndicales, la majorité des partis politiques, et le Gouvernement même (à travers les déclarations de son Ministre des Affaires étrangères lors du débat d'actualité le 14 mars 2014 à la Chambre des Députés, dans un interview au «Tageblatt» le 22 mai 2014) se sont opposés à de tels tribunaux d'arbitrage. Dans sa réponse aux questions parlementaires n°0301 à 0307 concernant le TTIP, le Gouvernement affirma: «Le Luxembourg est d'avis qu'un tel système n'est pas nécessaire avec un pays membre de l'OCDE. À l'instar d'autres ministres du Commerce, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a écrit au Commissaire Karel De Gucht pour lui faire part de la position luxembourgeoise à cet égard.»

Lors du Comité commerce international du Parlement européen (INTA) du 22 juillet 2014, le commissaire européen Karel de Gucht déclara que «nous avons négocié cet accord sur la base d'un mandat qui nous a été donné par le Conseil des Ministres: un mandat unanime. Le résultat est que le mécanisme ISDS est dans cet accord»; et «si nous n'avions pas négocié un mécanisme d'ISDS avec le Canada, nous n'aurions même pas respecté notre mandat.» Rappelons que l'ISDS est également compris dans le mandat du Conseil européen pour les négociations du TTIP; tout laisse à croire que la Commission sortante s'efforce de signer le CETA, avant que la nouvelle commission, qui pourrait être amenée à changer de position, ne soit mise en place et avant que la large opposition à cet accord ne devienne trop visible.

Il est important de souligner que le fait d'inclure des dispositions ISDS dans l'accord de libre-échange UE-Canada, permettra aux entreprises américaines d'utiliser leurs bureaux canadiens pour lancer des procédures d'arbitrage. Autrement dit, l'exclusion d'ISDS dans le TTIP serait finalement inefficace à cause de leur inclusion dans le CETA. C'est entre autres pour cette raison, que le Ministre de l'Économie allemand, Sigmar Gabriel, a déclaré ne pas vouloir signer cet accord, qu'il voudrait soumettre au «Bundestag».

Et l'ISDS n'est certainement pas le seul aspect de cet accord qui devrait nous inquiéter.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Êtes-vous d'accord pour constater qu'une analyse approfondie de l'accord trouvé dans le cadre du CETA est nécessaire et devrait se faire - au Luxembourg - ensemble avec la Chambre des Députés et la société civile?

2. Est-ce que le Gouvernement maintient son opposition à un système d'arbitrage? Est-ce que cette opposition vaut également dans les relations avec le Canada, membre de l'OCDE depuis le 10 avril 1961?

3. Êtes-vous d'accord pour intervenir au Conseil européen du 30 août prochain pour empêcher l'ancienne Commission de parapher ou signer un accord qui devrait faire l'objet d'une analyse approfondie?

4. Êtes-vous d'accord pour demander à ce que le projet d'accord CETA, tel qu'il se présente actuellement, de même que le mandat de négociation et les documents connexes, soient publiés et fassent l'objet d'un débat public?

Réponse commune (22.09.2014) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Monsieur le Député soulève un certain nombre de questions en relation avec les négociations que mène actuellement la Commission européenne en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada.

Lors du sommet UE Canada en juin 2007, il a été décidé de lancer un processus visant à établir une zone de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (accord économique et commercial global - AECG / «Comprehensive and Economic Trade Agreement» - CETA). Suite à l'approbation du mandat de négociation y relatif par le Conseil affaires étrangères/commerce en avril 2009, les négociations pour CETA ont officiellement commencé en mai 2009. Il s'agit de remplacer l'accord-cadre de coopération datant de 1976 et d'approfondir les relations entre les deux partenaires. Depuis cette date, la Commission européenne a négocié les dispositions de l'accord en étroite concertation avec le comité de politique commerciale du Conseil, composé de représentants des 28 États membres de l'UE. Comme les négociations ont officiellement été conclues en août 2014, la Commission européenne a envoyé les textes consolidés pour une dernière lecture aux États membres et aux membres de la Commission pour le Commerce international du Parlement européen (INTA). Le texte est désormais entre les mains des juristes-linguistes qui doivent certifier sa teneur légale («legal scrubbing») et le traduire. Au Canada, le texte devra également être traduit en Braille (loi de non-discrimination). Ce n'est qu'après ce processus juridique et de traduction que les textes consolidés seront publiés.

Sur les questions de fond, le Gouvernement souhaite apporter les réponses suivantes aux points soulevés par Monsieur le Député.

1. En ce qui concerne l'analyse dudit accord et la participation de différentes parties prenantes, le Gouvernement tient à souligner que ses représentants ont été associés aux négociations au sein du Conseil et qu'ils ont veillé à la mise en place d'un accord ambitieux du point



de vue économique, social et environnemental tout en respectant l'acquis communautaire. Lors des négociations, le Gouvernement a veillé à assurer à ce que les intérêts du Luxembourg dans des secteurs économiques clés soient reflétés dans le paquet final. Il reste à préciser que les représentants du Ministère des Affaires étrangères et européennes sont en train d'analyser les textes consolidés envoyés par la Commission européenne en étroite concertation avec les experts des différents Ministères concernés.

La Commission européenne est compétente de par les traités communautaires pour négocier des accords commerciaux avec des États tiers. Le Gouvernement estime qu'il s'agit en l'espèce d'un accord dit mixte qui doit de ce fait être approuvé aussi bien par le Parlement européen que par les parlements nationaux des 28 États membres de l'UE. Le Gouvernement transmettra pour débat et ratification l'accord dès qu'il aura été finalisé, à l'issue de la révision juridique du texte. En attendant, le Gouvernement est disposé à informer comme à l'accoutumée la commission compétente de la Chambre des Députés des grandes lignes de l'accord tel qu'il se présente actuellement.

Pour ce qui est de la participation des parties prenantes dans les négociations de l'accord, le Gouvernement tient à souligner que, tout au long des négociations, la Commission européenne a mené des consultations visant à recueillir les avis et commentaires de la société civile, des entreprises, et des associations industrielles de tous les États membres. À part ces consultations, différentes études scientifiques ont été utilisées pendant les négociations, notamment l'étude conjointe de la Commission européenne et du Gouvernement du Canada de 2008 et une étude initiale («scoping paper») sur les objectifs et avantages d'un accord de libre-échange entre l'UE et le Canada.

En outre, pour ce qui est de la supervision des négociations par les groupes d'intérêts, le Gouvernement tient à souligner qu'avant le début de toute négociation d'un nouvel accord commercial, la Commission entame des consultations auprès de toutes les parties prenantes. Dans le cas du CETA, ces consultations ont commencé tôt dans le processus de réflexion pour faire en sorte que les suggestions puissent être prises en compte. Dans cet esprit, la Commission européenne a aussi publié en mai 2009 un questionnaire détaillé sur les différents domaines des négociations, dont le commerce des biens et des services, le développement durable et la coopération réglementaire. L'idée à la base de cette démarche est de recevoir des commentaires des parties intéressées sur leurs priorités et intérêts ainsi que leurs avis sur des enjeux rencontrés dans les relations commerciales bilatérales.

À cette consultation des parties prenantes s'ajoute un dialogue régulier avec la société civile et tous les acteurs intéressés, incluant des représentants d'entreprises, des syndicats, des ONG et des groupes d'intérêt. Dans cet esprit, la Commission a organisé tout au long des négociations des réunions à Bruxelles sur l'état d'avancement des négociations des accords de libre-échange en cours. Afin d'encourager la participation de la société civile qui n'est pas basée à Bruxelles, la Commission a mis en place un budget permettant de rembourser les frais de voyage d'un certain nombre des participants des réunions du «Civil Society Dialogue». En plus des réunions ad hoc sur l'état d'avancement des négociations et des dialogues avec la société civile qui ont lieu plusieurs fois par an, la Commission européenne a organisé des réunions spécifiques sur l'accord CETA: en 2011, elle a organisé un débat public sur l'évaluation d'impact sur le développement durable et suite à l'accord politique d'octobre 2013, elle a présenté les grandes lignes de l'accord au public. Plus de 100 représentants de la société civile et du secteur privé ont participé à ces réunions.

Ceci démontre l'ouverture de la Commission vis-à-vis des demandes de la société civile qui a ainsi pu soumettre ses contributions à plusieurs reprises et aux différents stades des négociations.

2. En ce qui concerne le règlement des différends entre investisseurs et États, le Gouvernement tient à préciser que son inclusion est prévue par le mandat de négociation qui a été adopté à l'unanimité par les 27 États membres réunis au sein du Conseil en avril 2009. Il rappelle également que le Luxembourg est de longue date lié par des clauses d'arbitrage dans un grand nombre de ses accords d'investissements conclus dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) en vue de renforcer la protection des investisseurs nationaux; la nouveauté réside aujourd'hui dans le fait que cette compétence se situe depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne au niveau de l'Union. Le Gouverne-

ment confirme la position exprimée dans le cadre de la négociation du TTIP à savoir qu'il estime que de telles clauses ne sont pas requises pour les accords commerciaux conclus entre pays membres de l'OCDE dotés d'un système juridique performant. Le Luxembourg a réitéré ce point de vue lors de la réunion du comité de politique commerciale en date du 12 septembre 2014.

3. L'accord CETA ne figurait pas à l'ordre du jour du Conseil européen du 30 août.

4. Comme indiqué, l'accord CETA fera l'objet d'une publication dès qu'il aura été finalisé. Le Gouvernement est à la disposition de la Chambre pour présenter les grandes lignes de l'accord. Conformément à notre politique sur le dépôt des traités, l'accord de libre-échange entre le Canada et l'UE sera déposé à la Chambre des Députés pour approbation, après l'analyse légale, la publication et la traduction du paquet final par les services de la Commission européenne. Le Gouvernement rappelle à ce point qu'avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne seule la Commission européenne est compétente pour négocier des accords de libre-échange avec des États tiers. Néanmoins, dès que l'accord négocié par la Commission européenne touche également à des compétences nationales, il doit être approuvé par tous les parlements nationaux avant son entrée en vigueur.

Le Gouvernement estime qu'il s'agit dans ce cas d'un accord mixte qui devra être approuvé par le Parlement européen et les parlements nationaux des 28 États membres. Il s'engage dès lors à le soumettre à la Chambre des Députés.

Question 0480 (21.08.2014) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'accord commercial entre l'UE et le Canada:

Récemment une partie du contenu de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada (AECG - ou CETA en anglais) a été publiée dans les médias. Cet accord va améliorer, notamment, l'accès aux biens et aux services, la sécurité juridique, la transparence et la protection des investissements, la coopération dans les domaines d'intérêt mutuel comme la réglementation et la mobilité de la main-d'œuvre, ainsi que l'ouverture des marchés publics. Cet accord prévoit notamment de supprimer plus de 99% des droits de douane entre les deux économies.

Parmi les dispositions les plus controversées figurent le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, un tribunal arbitral censé trancher les conflits entre les gouvernements et les entreprises. Ce mécanisme permettrait en effet à des investisseurs étrangers s'estimant lésés par une politique publique de poursuivre un État devant un tribunal arbitral. Ces procédures d'arbitrage donnent lieu à de nombreuses contestations du côté de la société civile, des syndicats et des ONG qui craignent entre autres l'impact d'un tel mécanisme sur le pouvoir de réglementation des États dans l'intérêt public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Le Ministre peut-il me confirmer que l'accord en question a bien été conclu et quelles en sont les dispositions principales?
2. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport au mécanisme de règlement des litiges de façon générale dans le cadre des accords commerciaux et en particulier dans le cadre de l'accord CETA?
3. Le Gouvernement entend-il soumettre l'accord encore à la Chambre des Députés pour discussion et, le cas échéant, pour approbation?
4. La mise en place de règles internationales restrictives à travers des traités comme CETA, TTIP ou encore TISA représente un danger pour le savoir en réseau et pour ses usagers. Le Ministre ne juge-t-il pas opportun que les accords bilatéraux doivent être négociés de manière transparente et sous la supervision de tous les groupes d'intérêts, et non pas seulement des syndicats, des industries et entreprises?

Réponse (22.09.2014) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

Les membres du Gouvernement destinataires de la question parlementaire n°0480, remercient Monsieur le Député pour ses interrogations relatives aux négociations que mène actuellement la Commission européenne en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada.

Lors du sommet UE-Canada en juin 2007, il a été décidé de lancer un processus visant à éta-

blir une zone de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada («Comprehensive Economic and Trade Agreement» - CETA). Suite à l'approbation du mandat de négociation y relatif par le Conseil affaires étrangères/commerce en avril 2009, les négociations pour l'accord CETA ont officiellement commencé en mai 2009. Il s'agit de remplacer l'accord-cadre de coopération UE-Canada datant de 1976 et d'approfondir nos relations bilatérales. Depuis cette date, la Commission européenne a négocié les dispositions de l'accord en étroite concertation avec le comité de politique commerciale du Conseil, composé de représentants des 28 États membres de l'UE.

Sur les questions de fond, le Gouvernement souhaite apporter les réponses suivantes aux points soulevés par l'honorable Monsieur Mosar:

Ad 1. En octobre 2013, le Président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, et le Premier Ministre canadien, Monsieur Stephen Harper, ont annoncé avoir trouvé un accord politique sur les éléments essentiels de l'accord CETA. Les négociations techniques se sont terminées pour l'essentiel en août 2014. La Commission européenne a par la suite envoyé les textes consolidés pour une dernière lecture aux États membres et aux membres de la Commission pour le Commerce international du Parlement européen (INTA). Le texte est désormais entre les mains des juristes-linguistes qui doivent certifier sa teneur légale («legal scrubbing») et le traduire dans les langues officielles de l'UE. Au Canada, le texte devra également être traduit en Braille (loi de non-discrimination). Ce n'est qu'après ce processus juridique et de traduction que les textes consolidés seront publiés.

Il est prévu que le Président Barroso et le Premier Ministre Harper annoncent officiellement la conclusion des négociations lors du prochain sommet UE-Canada le 26 septembre 2014. À ce stade, la Commission ne prévoit pas de paragraphe du texte, mais plutôt une signature à la fin du processus après la certification juridique et la traduction de l'accord.

Parmi les dispositions principales de l'accord figurent tout d'abord l'élimination de la quasi-totalité des droits de douane - l'obtention d'un accès préférentiel au marché canadien conférerait un avantage compétitif aux entreprises européennes. De manière globale, les deux parties éliminent progressivement les droits de douane pour des biens industriels et agricoles sur plus de 99% de l'ensemble des lignes tarifaires - comme par exemple dans le cas du secteur automobile avec des droits de douane en vigueur à hauteur de 6,1% au Canada et entre 3,5 et 22% dans l'Union européenne. Il y aura également un chapitre relatif à l'élimination des entraves techniques aux échanges. Ce chapitre devrait favoriser des relations plus étroites entre l'UE et le Canada dans le domaine de la réglementation technique, sans toutefois remettre en question nos normes et standards existants. En outre, l'accord devrait fournir un cadre en vue d'une future reconnaissance mutuelle des qualifications pour des professions déterminées. Concernant les indications géographiques, il reste à préciser que l'accord CETA protège de nombreux produits agricoles d'origine géographique spécifique, comme par exemple les olives Kalamata, le Roquefort, ou l'«Aceto balsamico di Modena». L'ouverture du marché des services touche notamment au commerce transfrontalier des services - les télécommunications, le transport, le commerce électronique et les services financiers. Dans ce contexte, le Gouvernement tient à relever l'inclusion de dispositions relatives à la facilitation de séjours temporaires de professionnels hautement qualifiés et des gens d'affaires. Un autre sujet couvert sont les marchés publics, où le Canada offre aux entreprises européennes un accès élargi à ses marchés publics de grande valeur avec des seuils bien définis pour le niveau fédéral, provincial et municipal. À noter que les services publics (éducation, santé, sociaux, eau) sont exclus du champ d'application de l'accord - aucune disposition de cet accord ne pourra contraindre un Gouvernement à libéraliser un des secteurs susmentionnés. Finalement, dans les domaines tels que la protection de l'environnement ou les normes internationales de travail, le Gouvernement tient à souligner l'accord des deux parties contractantes à garantir la protection de ces valeurs. L'UE et le Canada s'engagent par ailleurs à promouvoir des échanges commerciaux opérés dans l'esprit d'un développement durable.

Il reste à noter que la mise en œuvre de ces dispositions et la libéralisation du commerce entre l'UE et le Canada devrait, selon les estimations de la Commission européenne, accroître le commerce bilatéral des biens et des services de 22,9% et pourrait ainsi engendrer une hausse du PIB de l'UE estimée à 11,6 milliards d'euros par an dans les sept années suivant la

mise en œuvre de l'accord. L'accord bénéficierait donc largement à un pays comme le Luxembourg, qui dispose d'une des économies les plus ouvertes au monde, en tant que plateforme de services transfrontaliers, de producteur de marchandises à haute valeur ajoutée et de «hub» logistique.

Ad 2. En ce qui concerne le règlement des différends entre investisseurs et États, le Gouvernement tient à préciser que son inclusion est prévue par le mandat de négociation qui a été approuvé à l'unanimité par le Conseil en avril 2009. Il rappelle également que le Luxembourg est de longue date lié par des clauses d'arbitrage dans un grand nombre de ses accords d'investissements conclus dans le cadre de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise (UEBL) en vue de renforcer la protection des investisseurs nationaux; la nouveauté réside aujourd'hui dans le fait que cette compétence se situe depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne au niveau de l'Union. Le Gouvernement confirme la position exprimée dans le cadre de la négociation du TTIP à savoir qu'il estime que de telles clauses ne sont pas requises pour les accords commerciaux conclus entre pays membres de l'OCDE dotés d'un système juridique performant. Le Luxembourg a réitéré ce point de vue lors de la réunion du comité de politique commerciale en date du 12 septembre 2014.

Il s'agira du premier chapitre du genre conclu par les services de la Commission européenne depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne en 2009 qui lui a transféré cette compétence. Il s'agit de trouver ici encore un juste équilibre entre la protection des investisseurs et le pouvoir réglementaire des États - un principe fortement protégé dans ces négociations. En comparant les clauses d'arbitrage contenues dans les 1.400 accords commerciaux en vigueur, dont les accords UEBL, avec celles négociées dans l'accord CETA, il convient de relever que la Commission a pris en compte bon nombre des critiques exprimées par la société civile et le secteur privé pour assurer la transparence et remédier aux déséquilibres existants. Les majeurs changements sont: 1) l'introduction d'une référence aux nouvelles règles de transparence de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, 2) un code de conduite pour les arbitres désignés, 3) des sauvegardes contre l'exploitation abusive d'un tel mécanisme et 4) la limitation de la marge d'interprétation de certains standards de protection par les arbitres. Cette limitation d'interprétation se traduit par la mise en place d'un comité, composé par des représentants des deux parties, qui peut donner une interprétation des dispositions de l'accord CETA. Cette interprétation sera alors contraignante non seulement pour les parties au litige en question, mais également pour tous les litiges à venir.

Ces modifications permettent de protéger davantage le pouvoir réglementaire des États, tout en renforçant la sécurité juridique des investisseurs. Elles pourraient servir de modèle pour les négociations futures. En sa forme actuelle, la clause d'arbitrage permet de garantir l'application de l'accord par les tribunaux d'arbitrage selon l'intention des parties signataires et de restreindre le pouvoir d'interprétation des arbitres. Il s'agit en conséquence d'une avancée majeure en vue de renforcer la transparence et la prévisibilité d'un tel mécanisme qui va au-delà de nos pratiques dans le cadre de l'UEBL.

Ad 3. Conformément à notre politique sur le dépôt des traités, l'accord de libre-échange entre le Canada et l'UE sera déposé auprès de la Chambre des Députés pour consultation et approbation, après l'analyse légale, la publication et la traduction du paquet final par les services de la Commission européenne. Le Gouvernement rappelle à ce point qu'avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne seule la Commission européenne est compétente pour négocier des accords de libre-échange avec des États tiers. Néanmoins, dès que l'accord négocié par la Commission européenne touche également à des compétences nationales, il doit être ratifié par tous les États membres avant son entrée en vigueur.

Le Gouvernement estime qu'il s'agit dans ce cas d'un accord mixte qui devra être approuvé par le Parlement européen et les parlements nationaux des 28 États membres. Il s'engage dès lors à le soumettre à la Chambre des Députés.

Ad 4. Tout au long des négociations, la Commission européenne a mené des consultations visant à recueillir les avis et commentaires de la



société civile, des entreprises et des associations industrielles de tous les États membres. À part ces consultations, différentes études scientifiques ont été utilisées pendant les négociations, notamment l'étude conjointe de la Commission européenne et du Gouvernement du Canada de 2008 et une étude initiale («scoping paper») sur les objectifs et avantages d'un accord de libre-échange entre l'UE et le Canada.

En ce qui concerne l'accompagnement des négociations par les groupes d'intérêts le Gouvernement tient à souligner qu'avant le début de toute négociation d'un nouvel accord commercial, la Commission entame des consultations auprès de toutes les parties prenantes. Dans le cas de l'accord CETA, ces consultations ont commencé tôt dans le processus de réflexion pour faire en sorte que les suggestions puissent être prises en compte lors des négociations. Dans cet esprit, la Commission européenne a publié en mai 2009 un questionnaire détaillé sur les différents domaines de négociation, dont le commerce des biens et des services, le développement durable et la coopération réglementaire. L'idée de cette démarche était de recevoir des commentaires des parties intéressées sur leurs priorités et intérêts ainsi que leurs avis sur des enjeux rencontrés dans les relations commerciales bilatérales.

À cette consultation des parties prenantes s'ajoute un dialogue régulier avec la société civile et tous les acteurs intéressés, incluant des représentants d'entreprises, des syndicats, des ONG et des groupes d'intérêts. Dans cet esprit, la Commission a organisé tout au long des négociations des réunions à Bruxelles sur l'état d'avancement des négociations des accords de libre-échange en cours. Afin d'encourager la participation de la société civile qui n'est pas basée à Bruxelles, la Commission a mis en place un budget permettant de rembourser les frais de voyage d'un certain nombre des participants des réunions du «Civil Society Dialogue». En plus des réunions ad hoc sur l'état d'avancement des négociations et des dialogues avec la société civile qui ont lieu plusieurs fois par an, la Commission européenne a organisé des réunions spécifiques sur l'accord CETA. En 2011, elle a organisé un débat public sur l'évaluation d'impact sur le développement durable et suite à l'accord politique d'octobre 2013, elle a présenté les grandes lignes de l'accord au public. Plus de 100 représentants de la société civile et du secteur privé ont participé à ces réunions.

Les différentes initiatives de consultation et la panoplie d'informations publiées sur le site web de la Direction générale du commerce démontrent la volonté de la Commission d'inclure différents groupes d'intérêts dans les négociations et d'offrir différentes possibilités de participation dans le processus de négociation.

En ce qui concerne la transparence, il convient de mentionner le règlement du Parlement et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, qui permet de limiter la divulgation de certains documents de négociation. Le Gouvernement luxembourgeois continue à œuvrer en faveur d'un maximum de transparence dans toutes les négociations d'accords de libre-échange.

Le Gouvernement reste à la disposition de l'honorable Député, Monsieur Laurent Mosar, pour fournir toute information supplémentaire qui pourrait s'avérer utile.

Question 0481 (21.08.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **drogue «Crystal Meth»**:

À en croire la presse et les milieux avertis, la drogue «Crystal Meth» est en train de se propager dans les pays européens. Selon mes informations les autorités policières allemandes ont pu confisquer environ 7 kg en l'an 2009. Trois ans plus tard, en 2012, la police avait déjà saisi quelque 75 kg, ce qui révèle bien que cette drogue se répand assez rapidement en Allemagne et ailleurs. À noter que les conséquences de la consommation de cette drogue sont néfastes: perte des cheveux, déformations de la peau et du visage, dégénération des dents, dépressions, psychoses et pensées suicidaires.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle fournir, le cas échéant, des informations sur le développe-

ment de cette drogue au Luxembourg? Qu'en est-il de la consommation de cette drogue chez les jeunes?

- Le Ministère de la Santé a-t-il développé une démarche en vue de prévenir, voire de freiner la diffusion rapide de cette drogue sur le territoire luxembourgeois? Dans l'affirmative, quels sont les moyens de prévention mis en œuvre à l'heure actuelle?

Réponse (25.09.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

La substance «Crystal Meth» est une des formes possibles de la méthamphétamine ((S) (+)-N-méthyl-1-phényl-propane-2-amine) et se présente sous forme de cristaux grossiers translucides qui peuvent être dérivés de la méthamphétamine sous forme de base (liquide huileux) ou hydrochlorée (sel). Ces cristaux sont généralement fumés en pipe, mais peuvent également être dilués et injectés ou pulvérisés et consommés par voie nasale.

Cette forme cristalline de la méthamphétamine («Crystal Meth») présente une pureté généralement supérieure et dès lors un potentiel psychoactif et addictogène accru. À préciser que la méthamphétamine sous forme de poudre (sel ou cristaux pulvérisés) est fréquemment coupée avec différents additifs comme le dextrose, la lactose ou la caféine et peut également entrer dans la composition de pilules et de comprimés vendus sous la dénomination générique d'«ecstasy».

La distinction des différentes formes de méthamphétamine s'avère également importante à l'égard des statistiques que l'honorable Député a pris soin de citer. En effet, selon l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), les données statistiques des États membres de l'UE n'opèrent en règle générale pas de distinction au niveau des différentes formes de la méthamphétamine. On ne peut toutefois pas exclure que les rubriques intitulées: méthamphétamine, «Crystal», «Crystal Meth», etc. regroupent en réalité toutes les formes de la méthamphétamine à usages et degrés de pureté variables.

En ce qui concerne la prévalence spécifique de la «Crystal Meth» au Grand-Duché de Luxembourg, les données recueillies sur les dernières années par le dispositif de surveillance épidémiologique de nouvelles substances psychoactives et de tendances de consommation de produits psychoactifs ne permettent pas de conclure à une prévalence significative, voire accrue, de la substance visée sur le plan national.

La «Crystal Meth» et les autres formes de méthamphétamine, interdites au Grand-Duché de Luxembourg, font partie d'un grand nombre de substances et de produits psychoactifs émergents ou ré-émergents sur le marché de consommation de drogues qui sont suivis avec la vigilance qui s'impose au niveau national et européen. Par ailleurs, une présence accrue des services préventifs spécialisés dans les milieux festifs est actuellement développée, étant donné que certaines drogues, telles que les différentes formes de la méthamphétamine, tendent à être consommées de façon privilégiée dans ces contextes récréatifs.

Question 0482 (22.08.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **manque de personnel de soins de santé**:

Le manque en personnel de soins de santé dans les maisons de retraite et dans les hôpitaux est un gros souci. Il est connu que travailler dans une maison de retraite ou dans un hôpital est difficile, les résidents sont souvent trop nombreux par rapport au nombre de soignants et les moyens sont réduits au minimum. Ceci oblige inéluctablement le personnel de travailler dans des conditions qui risquent de diminuer la qualité des soins.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille:

- Le Gouvernement peut-il nous informer si des contrôles réguliers ont lieu afin de vérifier qu'assez de personnel de soins de santé soit disponible dans les établissements?

- Comment est mesuré le dit «Personalschlüssel» qui détermine le nombre d'effectifs nécessaires pour réaliser les missions confiées aux maisons de retraite?

- Selon les Ministres, quels types de formations psychologiques et quelles formes d'accompagnement du personnel en maisons de retraite et des hôpitaux sont prévus pour éviter que les soignants soient épuisés ou insuffisamment formés à la prise en charge des personnes âgées?

- Est-ce que ces formations sont aussi régulièrement proposées et accomplies par la direction des maisons de retraite et des hôpitaux?

Réponse commune (19.09.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

La surveillance par l'État des établissements dépendant du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, auxquels fait référence la présente question parlementaire, à savoir les Centres intégrés pour personnes âgées et les Maisons de soins, est régie par les textes législatifs suivants:

- loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique;

- règlement grand-ducal du 10 décembre 2009 modifiant le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées.

Dans le cadre du contrôle d'agrément, chaque service tombant sous l'application du règlement précité est visité au moins une fois par an par des agents du Ministère. Dans le cadre de ce contrôle, les agents vérifient si toutes les conditions requises dans le cadre du maintien de l'agrément sont remplies, notamment en ce qui concerne le nombre de postes prévus dans chaque catégorie de personnel et les qualifications des collaborateurs qui les occupent.

Dans ce contexte, il convient toutefois de noter que la mise à disposition et le financement du personnel de soins dans les hôpitaux relève de la compétence du Ministère de la Sécurité sociale.

Plus particulièrement, la dotation en personnel de chaque unité de soins est calculée selon la méthode «Project Research Nursing» (PRN), qui prend en compte les soins requis par les patients qui y séjournent et le temps nécessaire à la dispensation de ces soins. La dernière version du PRN correspond à une mise à jour de l'outil de calcul, cohérente avec l'évolution récente des recommandations de bonnes pratiques de soins. L'application du PRN dans tous les services stationnaires permet une dotation équitable par rapport aux besoins des patients qui y séjournent et, en cela, est source d'objectivité. Il y a lieu de préciser que, en dehors du PRN, il n'existe pas de méthode scientifique validée pour le calcul des besoins en personnel dans les unités de soins.

Pour certains secteurs d'activité, des normes de dotation sont établies par la Commission des normes, instituée en application de la convention CNS-FHL.

Sur base de la méthodologie et des décisions de la Commission des normes, le personnel infirmier des unités de soins et services hospitaliers est financé dans le cadre du budget hospitalier.

La clé du personnel est définie à l'article 12 du règlement grand-ducal du 10 décembre 2009 qui précise le nombre minimal d'agents d'encadrement par catégorie de qualification pour les différentes catégories d'activités, Centres intégrés pour personnes âgées et Maisons de soins.

Ainsi, le nombre minimal de personnel dont un service doit disposer pour être conforme à la législation relative à l'agrément ainsi que les qualifications est déterminé suivant les critères suivants:

- le nombre d'usagers et le degré de dépendance de ces derniers;

- le nombre d'usagers, ainsi que la qualification professionnelle pour la permanence d'accueil et de soins qui doit être assurée 24 heures sur 24;

- 40% au moins du personnel d'encadrement doivent disposer d'une qualification d'au moins 40 heures en soins palliatifs;

- la profession et la qualification d'une durée d'au moins 160 heures en soins palliatifs pour la permanence en soins palliatifs, qui doit être assurée 24 heures sur 24.

En ce qui concerne les formations psychologiques et l'accompagnement du personnel soignant, il y a lieu de relever qu'outre les connaissances et techniques étudiées dans le cadre de la formation initiale, ces aspects sont également appréhendés dans le cadre de la formation professionnelle continue.

En effet, sur base des demandes d'agrément correspondantes aux critères de base d'une formation professionnelle continue qui parviennent au Ministère de la Santé, on peut retenir les chiffres suivants pour les années 2012, 2013 et les six premiers mois de 2014:

- 37 demandes d'agrément pour une formation continue concernant le domaine de la gé-

riatrie, de la démence chez les personnes âgées et du bien-être au travail ont été transmises par différents organismes de formations. Ces formations sont accessibles aux professionnels de la santé aussi bien du secteur hospitalier que du secteur extrahospitalier.

- 57 demandes d'agrément pour une formation continue concernant le domaine de la gériatrie, de la démence chez les personnes âgées et le bien-être au travail ont été transmises par les différents établissements hospitaliers du pays et du CFPC Dr Robert Widong, qui est chargé par des hôpitaux d'organiser les formations pour le personnel des établissements hospitaliers.

L'incidence positive de ces formations sur le bien-être au travail du personnel s'explique par deux facteurs:

Premièrement, les formations dont l'objet primaire est le bien-être au travail et qui permettent ainsi au personnel soignant d'apprendre des techniques de réduction du stress. Deuxièmement, par le fait qu'à travers des formations spécifiques en gériatrie et démence, le personnel de soins est mieux formé pour la prise en charge de personnes âgées, ce qui réduit le facteur «stress» qui s'accroît inévitablement en cas de prise en charge inadaptée des patients à besoins spéciaux.

Outre ces formations, il n'est pas exclu que d'autres formations continues sans demande d'agrément officielle auprès du Ministère de la Santé ont été proposées/accomplies (p. ex. des formations continues suivies à l'étranger).

Par ailleurs, le règlement grand-ducal du 10 décembre 2009 précise, à son article 13, alinéa 4, que le gestionnaire d'un service pour personnes âgées «veille à ce que tous ses collaborateurs puissent bénéficier de séances de formation continue et/ou de supervision».

Lors de chaque contrôle d'agrément, les agents du Ministère chargés du contrôle vérifient si de telles formations ont été offertes par le gestionnaire ou si l'information concernant des formations offertes par d'autres associations a été transmise aux collaborateurs et si l'accès à de telles formations a été permis à tous les collaborateurs. En outre, les agents du Ministère se renseignent sur le contenu de ces formations et sur le taux de participation.

En particulier, le personnel d'encadrement ainsi que le personnel de la direction des établissements œuvrant dans le domaine du troisième âge ont la possibilité de suivre des formations spécialisées offertes par l'association RBS - «Center fir Altersfroen Asbl». Cette association, conventionnée avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, œuvre dans le domaine du troisième âge et offre toute une panoplie de formations aussi bien au niveau du management qu'au niveau de la qualité d'encadrement.

Il reste à préciser que la formation continue est prévue dans le cadre de la convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social.

Question 0483 (22.08.2014) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'**utilisation de lests en plomb**:

En date du 20 juin 2014, le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux a adopté en séance plénière à Luxembourg la recommandation 861/2 sur la limitation de l'usage de matières écotoxiques dans la pêche et la promotion de substituts respectueux de l'environnement. Les gouvernements respectifs sont demandés de promouvoir l'utilisation d'alternatives écologiques dans la pratique de la pêche sportive et de sensibiliser tous les acteurs impliqués dans la pêche sportive aux problèmes et aux conséquences nuisibles liés à l'utilisation de lests en plomb.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette problématique?

- Sous quelle forme Madame la Ministre entend-elle donner suite à la recommandation en question?

- Est-ce que Madame la Ministre peut évaluer l'impact des lests en plomb sur les cours d'eau et la faune aquatique indigènes?

Réponse (07.10.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

L'honorable Député fait référence à la recommandation 861/2 du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux sur la limitation de l'usage de matières écotoxiques dans la pêche et la promotion de substituts respectueux de



l'environnement adoptée en séance plénière du 20 juin 2014. Cette recommandation demande de promouvoir l'utilisation d'alternatives écologiques dans la pratique de la pêche sportive et de sensibiliser tous les acteurs impliqués dans la pêche sportive aux problèmes et aux conséquences nuisibles liés à l'utilisation de lests en plomb.

Le Gouvernement est bien conscient de cette thématique qui concerne surtout les pays jouxtant la mer et comprenant un département ou un ministère dépendant de la pêche en mer. Néanmoins, le questionnement se pose également pour la pratique de la pêche en eau douce comme par exemple au Luxembourg.

Depuis quelques années l'utilisation des lests en plomb pour la pêche est défendue en Angleterre, au Danemark et en Norvège.

Actuellement des matières alternatives pour la fabrication des lests pour la pratique de la pêche de loisir existent sur le marché. Ces substituts sont réalisés à partir d'alliage de plomb avec des métaux plus respectueux de l'environnement comme par exemple le tungstène. Ils sont disponibles dans les magasins d'articles de pêche au Luxembourg. L'inconvénient est que ces produits sont de cinq à dix fois plus chers que les produits en plomb. Il existe également sur le marché des articles en plomb qui sont englobés d'une matière synthétique inerte, empêchant ainsi le contact direct du plomb avec l'eau.

Il est prévu d'informer le public de la recommandation Benelux. La recommandation aux pêcheurs de ne pas oublier ou de jeter des lests en plomb dans le milieu naturel est de rigueur.

Les lests en plomb abandonnés dans la nature peuvent représenter une toxicité pour le milieu naturel à long terme. Néanmoins la quantité de plomb introduite dans le milieu naturel involontairement par la pêche de loisir semble actuellement être négligeable au Luxembourg. L'apport d'autres substances nocives et introduites involontairement dans l'environnement naturel via les activités humaines semble actuellement être beaucoup plus substantiel et nettement plus préoccupant.

La présence de plomb dans le milieu aquatique ne présente normalement pas de problème pour la qualité de l'eau des eaux superficielles, étant donné qu'au contact du métal lourd avec l'eau, une couche d'oxyde de plomb (PbO₂) protectrice se forme, évitant ainsi que le plomb lui-même aille en solution en contaminant l'eau par la suite.

Normalement les intoxications des organismes par du plomb se passe par la chaîne alimentaire. Les poissons n'ingèrent cependant pas le plomb. Exceptionnellement des fils de pêche plombés, appâtés et arrachés peuvent être ingérés par des oiseaux d'eau.

Lors des campagnes d'échantillonnage et d'analyses de la présence de métaux lourds dans les poissons des cours d'eau luxembourgeois entre 2000 et 2003, il a été démontré que la teneur en plomb dans la chair de poisson ne dépassait pas la limite de quantification, c'est-à-dire que le métal lourd n'était pas détectable.

Question 0487 (27.08.2014) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **peste porcine**:

Die Afrikanische Schweinegrippe ist eine Virusinfektion, die als gefährliche Krankheit bei Haus- und Wildschweinen gilt. Gegen diese Infektion gibt es momentan jedoch noch keinen Impfstoff. Bei einer hohen viralen Aktivität liegt die Mortalität bei ungefähr 100%.

In den Monaten Januar bis Februar dieses Jahres konnte man erstmals Ausbrüche dieser ansteckenden Tierkrankheit in Polen und Litauen feststellen, zwischenzeitlich wurden auch Fälle aus Lettland bekannt. Ende Januar haben die Schweiz und Russland beschlossen, die Einfuhr von Schweinefleisch aus der EU zu stoppen. Medienberichten zufolge ist die Krankheit weiter auf dem Vormarsch. Sie könnte sich u. a. durch Viehtransporter aus Osteuropa schnell in der Europäischen Union ausbreiten. In Deutschland appelliert man auf Raststätten an Reisende, vorsichtig mit Essensresten umzugehen. Landwirte hierzulande befürchten eine mögliche Ausbreitung dieser Krankheit mit möglicherweise katastrophalen wirtschaftlichen Folgen.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

- Was unternimmt die EU, um das Einschleppen der Afrikanischen Schweinegrippe in die Euro-

päische Union einzudämmen oder gar zu verhindern?

- Hat die Regierung vor, präventive Maßnahmen diesbezüglich zu ergreifen?

- Werden Tiertransporte aus Osteuropa in Zukunft stärker kontrolliert?

- Werden die Landwirte und Jäger auf diese Problematik von der Regierung anhand von Informationsschriften oder themenspezifischen Veranstaltungen informiert?

Réponse (18.09.2014) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*:

Bei der Afrikanischen Schweinepest (ASP) handelt es sich um eine Virusinfektion, die zum ersten Mal im Jahr 1921 in Kenia beschrieben wurde und welche seither in verschiedenen Episoden außerhalb des afrikanischen Kontinents aufgetreten ist:

- 1957 wurde die Krankheit in Portugal festgestellt und konnte schnell ausgeremert werden;

- 1960 ist sie erneut in Portugal aufgetreten und hat sich bis in die 90er Jahre auf einige europäische Länder ausgebreitet, wie z. B. Belgien, Frankreich, Holland, Italien, Spanien. Alle diese Länder bekämpften die Krankheit erfolgreich, mit Ausnahme von Sardinien, wo bis heute noch Fälle auftreten;

- 1970 gab es Meldungen von den Karibischen Inseln und von Südamerika;

- im Jahr 2007 wurde die Krankheit durch verseuchte Nahrungsmittel über den Hafen von Georgien nach Europa eingeführt, von wo aus sie sich nach Russland und die Länder des Kaukasus (Armenien, Aserbaidschan) ausbreitete. 2012 wurden Fälle aus der Ukraine und 2013 aus Weißrussland gemeldet.

Auf dem afrikanischen Kontinent hat sich die Krankheit südlich der Sahara über viele Länder ausgebreitet und kommt hier in endemischer Form vor.

Im Januar dieses Jahres meldeten die litauischen Behörden zwei an der Afrikanischen Schweinepest infizierte Wildschweine. Des Weiteren wurden im August vier Fälle aus Schweinehaltungen gemeldet. Davon zählte ein Betrieb eine Anzahl von 20.000 Schweinen. Bei den anderen Betrieben handelte es sich um eine kleine Anzahl von Schweinen.

Im Februar 2014 meldete Polen erste Fälle von Afrikanischer Schweinepest bei Wildschweinen und bis August 2014 wurden 13 Fälle gezählt. Im Juli und August ist die Schweinepest auch in zwei Schweinehaltungen mit einer kleinen Anzahl an Schweinen aufgetreten.

In Lettland wurden Ende Juni Hausschweine und Wildschweine positiv auf die Afrikanische Schweinepest getestet und bis Ende August hat sich diese Zahl auf 61 bei den Wildschweinen und auf 28 Fälle bei den Hausschweinen erhöht.

Zu bemerken bleibt, dass die meisten Fälle im Grenzgebiet zu Weißrussland auftraten; dies lässt darauf schließen, dass dieses Land der Ursprung der in der Europäischen Union gemeldeten Fälle ist.

Die Maßnahmen, die im Falle eines Ausbruchs von Afrikanischer Schweinepest zu treffen sind, werden durch die Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest festgehalten.

Die Richtlinie besagt, dass jeder Verdachtsfall von Afrikanischer Schweinepest von den zuständigen Behörden durch klinische Untersuchungen und Laboruntersuchungen zu überprüfen ist. Wird der Verdacht im Labor bestätigt, sind alle Schweine, die sich im Betrieb befinden, unverzüglich unter amtlicher Aufsicht zu töten und die Kadaver der Tiere ordnungsgemäß zu entsorgen. Im Umkreis des Seuchenzones werden von den amtlichen Behörden die sogenannten „Sperr- und Überwachungszonen“ ausgewiesen. In diesen Gebieten ist der Transport von Tieren und tierischen Produkten genauestens geregelt, um eine etwaige Verbreitung der Krankheit auf andere Betriebe oder auf Wildschweine zu verhindern.

Da die Tiere beim Befall keine neutralisierenden Antikörper produzieren, ist es bis jetzt nicht gelungen, einen wirksamen Impfstoff herzustellen, der in bedrohten Gebieten präventiv eingesetzt werden könnte.

Die Regierung hat zum jetzigen Zeitpunkt keine präventiven Maßnahmen getroffen, sondern sie hält sich an die von der oben erwähnten Richtlinie 2002/60 gegebenen Vorschriften.

Tiertransporte aus Osteuropa werden nicht stärker kontrolliert, da diese in jedem Fall die

Vorgaben der europäischen Gesetzgebung einzuhalten haben, insbesondere in Bezug auf Reinigung und Desinfektion der Fahrzeuge. Es bleibt zu bemerken, dass Tiere, die aus den oben genannten Zonen stammen, nicht in andere EU-Länder transportiert werden dürfen.

Zu diesem Zeitpunkt liegt der Schwerpunkt auf der Information der Landwirte und der Jäger. Regelmäßig werden in den spezifischen Presseorganen Artikel oder amtliche Mitteilungen veröffentlicht, um auf die Risiken einer Einschleppung der Krankheit aufmerksam zu machen. In Bezug auf die Schweineproduzenten wird die ASP ein zentrales Thema in der jährlichen von der Veterinärverwaltung organisierten Informationsversammlung im Oktober sein.

Es bleibt zu bemerken, dass die beiden zuständigen Verwaltungen (Veterinärverwaltung sowie Natur- und Forstverwaltung) in ständigem Kontakt sind und im Falle einer etwaigen Einschleppung der Krankheit eng zusammenarbeiten.

Question 0488 (27.08.2014) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**obésité**:

Selon une étude internationale sur l'obésité menée par 150 chercheurs dans 188 pays et parue dans la revue médicale «The Lancet» en mai dernier, l'obésité ne recule pas dans le monde. Les plus jeunes ne sont pas épargnés: Dans les pays développés plus d'un enfant sur cinq est en surpoids. En 2010, de trois à quatre millions de décès étaient attribués à l'obésité dans le monde. Au cours des dix dernières années, la prévention de l'obésité et du surpoids est effectivement devenue possible grâce à des interventions basées sur les modes de vie et l'environnement. On les appelle les «Programmes d'interventions communautaires» («Community Based Programs»). On note dans ces communautés une baisse de 10 à 20% de la prévalence de l'obésité infantile en l'espace de trois à cinq ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre, quelle est la situation actuelle au Luxembourg concernant l'obésité?

- La Ministre peut-elle me fournir de plus amples informations sur le nombre de décès qui étaient attribués à l'obésité au Luxembourg?

- De manière générale, quels programmes et compagnes le Gouvernement a-t-il mis en place pour lutter contre l'obésité?

- La Commission européenne soutient fortement les Programmes d'interventions communautaires. Est-ce que le Luxembourg participe aussi à ces programmes?

- Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il d'y contribuer?

Réponse (25.09.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

A. Situation actuelle de l'obésité au Grand-duché de Luxembourg

Remarques préliminaires:

1. À l'heure actuelle le Grand-Duché de Luxembourg ne dispose pas encore d'un outil national systématique pour l'évaluation régulière de l'état de santé de la population. Pour «l'estimation» d'une série de déterminants de la santé respectivement de risques pour la santé, il est fait référence à des systèmes «partiels» de surveillance. Servant sans aucun doute à des estimations valables et fiables de la situation globale de la population, elles ne sont toutefois que des approximations et doivent être interprétées avec une certaine précaution.

2. En règle générale, les données d'indice de masse corporelle («Body mass index» / BMI) luxembourgeoises, utilisées dans des rapports internationaux, sont issues de systèmes de surveillance partiels, tel que par exemple les statistiques de l'OECD sur la santé se basant sur les données du Service de médecine au travail multisectoriel uniquement.

3. Alors que pour le Luxembourg ces données sont issues des examens médicaux d'embauche ou de suivi par un service professionnel, donc des données mesurées objectives, beaucoup d'autres pays ne fournissent que des données «déclarées» («self reported») présentant en général des biais vers le bas. Ceci entraîne éventuellement une position quelque peu exagérée du Luxembourg dans des comparaisons internationales.

4. Des changements significatifs et fiables des indicateurs de santé, notamment ceux se référant aux mesures anthropométriques, peuvent uniquement être identifiés sur des observations de long terme.

Obésité au Luxembourg - État actuel

- Pourcentage des élèves des lycées de l'enseignement secondaire avec BMI>25

Année	BMI>25
2004	11,8 %
2005	12,3%
2006	13,9%
2007	12,7%
2008	11,9%
2009	11,9%
2010	11,6%
2011	11,7 %
2012	12,0 %

Réf.: Rapports d'activité Ministère de la Santé / Division de la médecine scolaire

Chez les élèves de l'enseignement secondaire, on peut constater une stabilisation du taux BMI≥25 depuis 2008. Les variations annuelles de ce taux ne présentent pas de différences significatives. Pour ce groupe de la population, le Luxembourg répond ainsi aux buts recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), à savoir l'interruption de la tendance croissante et la stabilisation des taux d'obésité et de surcharge pondérale (BMI≥25).

- Taux BMI≥25 (surcharge pondérale ou obésité) population au travail/STM

	% de femmes	% d'hommes	% de la population totale
2000	40,5	56,3	50,1
2001	41,4	58,6	51,8
2002	41,7	58,1	51,6
2003	43,4	59,1	52,8
2004	43,9	59	52,8
2005	43,9	59,9	53,3
2006	45,7	61,1	54,6
2007	44,3	62,4	54,8
2008	44,4	62,4	54,7
2009	48,2	66,8	58,7
2010	50,2	66,2	59,1
2011	50,3	68,2	60,2
2012	49,7	66,8	59,2
2013	48,1	66,3	58,1

Réf.: Statistiques de l'OECD sur la Santé 2014 / Données Service de travail multisectoriel / examens médicaux d'embauche et de suivi

Dans le rapport «Statistiques de l'OECD sur la Santé 2014» la remarque suivante se trouve dans le commentaire se référant au Luxembourg:

Les problèmes d'obésité ont considérablement augmenté au cours des dernières décennies dans la plupart des pays de l'OCDE. Au Luxembourg, le taux d'obésité¹ parmi la population adulte (basé sur des données de poids et de taille mesurés) a progressé de 16,3% en 2000 à 23,0% en 2012. Bien que ce taux reste moins élevé qu'aux États-Unis (35,3% en 2012) et au Royaume-Uni (24,7%), cette forte augmentation de la population obèse devrait entraîner un accroissement des maladies chroniques qui y sont liées (comme le diabète et les maladies cardiovasculaires) et un accroissement des dépenses de santé dans les années à venir.

Ces observations sont certes correctes. Toutefois, je suis confiante que les changements observés depuis quelques années dans notre société, à savoir l'augmentation considérable de l'intérêt et de la popularité de diverses activités physiques auprès de la population (jogging, vélo, marches populaires...) vont perdurer tout comme l'intérêt pour l'adoption d'habitudes alimentaires plus équilibrées.

B. Décès attribuables à l'obésité

L'obésité est assez rarement une cause de décès primaire et unique, comme en témoignent les chiffres suivants:

¹ Obésité: BMI≥30

Mortalité par obésité (ICD-10: E66)

- Taux de mortalité par obésité = 0,08% de tous les décès (0,05% ♀ et 0,11% ♂)

- Taux standardisé de mortalité par obésité = 0,47 (0,14 ♀ et 0,76 ♂)

Réf.: Statistiques de décès G.-D. Luxembourg 2011 / «European Detailed Mortality Database»

Par contre, dans les civilisations industrielles comme la nôtre, l'obésité figure parmi les facteurs de risque majeurs pour le développement de toute une série de maladies chroniques:

- les maladies cardiovasculaires (principalement les cardiopathies et les accidents vasculaires cérébraux / première cause de mortalité),

- le diabète,

- les troubles musculo-squelettiques, en particulier l'arthrose,

- certains cancers.

Pour le développement de ces maladies l'obésité est estimée responsable à:

- 44% de la charge du diabète,

- 23% de la charge des cardiopathies ischémiques,

- 7% à 41% de la charge de certains cancers.

C. Initiatives de lutte contre l'obésité au Luxembourg

En se basant sur la stratégie de l'OMS et la Plate-forme européenne d'action en matière d'alimentation, d'activité physique et de santé, le Luxembourg a pris l'initiative en 2006 de développer une politique interministérielle en faveur de l'alimentation saine et de l'activité physique: «Gesond iessen, Méi bewegen» / GIMB. Dans l'objectif de lutter d'une manière cohérente et complémentaire contre la sédentarité et l'alimentation déséquilibrée, les Ministères de la Santé, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de la Famille et de l'Intégration, et le Ministère des Sports se sont joints pour élaborer un plan d'action commun. La stratégie poursuit le but d'encourager et de soutenir d'une manière active des projets tant nationaux que locaux dans les écoles, maisons relais et maisons de jeunes, communes, entreprises...

Dans cet esprit, il existe à l'heure actuelle près de 350 projets GIMB de diverses envergures, ciblant des populations variées, engageant des partenaires de nombreux domaines, dont tout un nombre avec caractère durable.

En 2011, le Gouvernement a adopté l'extension du plan d'action GIMB dans le domaine spécifique de l'activité physique. Ce plan, coordonné par le Ministère des Sports, a été élaboré en collaboration avec toute une série de nouveaux partenaires, parmi lesquels entre autres le Syvicol, le Ministère de l'Égalité des Chances et le «Verkéiersverbond».

<http://www.sport.public.lu/fr/sport-loisir/pan-extension/index.html>

En 2013, création d'un groupe de travail «Alimentation saine et équilibrée dans le setting de l'éducation non formelle (ENF):» promotion et implémentation de l'alimentation saine dans les maisons relais et les maisons de jeunes du Grand-Duché de Luxembourg. Il regroupe des représentants des Ministères de la Santé et de l'Éducation nationale (Division enfance et jeunesse), du Service National de la Jeunesse (SNJ), de l'Entente des foyers de jour.

Exemples des initiatives réalisées:

Maisons relais et maison de jeunes:

- «Pädagogische Handreichung: Gesunde Ernährung im Jugendhaus», destinée au personnel éducatif,

- «Gesunde Ernährung in den Einrichtungen der non-formalen Bildung: Schulkinder», (destinée aux cuisiniers et au personnel éducatif), (publication imminente),

- «Gesunde Ernährung in den Einrichtungen der non-formalen Bildung: Kleinkinder» (en préparation),

- Préparation de modules de formation continue pour cuisiniers et éducateurs.

Recommandations nutritionnelles:

- Élaboration de brochures d'information ciblant des groupes de populations spécifiques (population générale, femmes enceintes et allaitantes, bébés de zéro à douze mois, enfants de douze à 36 mois, enfants de trois à douze ans, personnes âgées).

Conférences - actions de sensibilisation:

- Label GIMB: «Gitt Partner / Frot de Label» appelle à la participation de partenaires locaux dans les secteurs les plus divers pour promouvoir l'alimentation saine et l'activité physique. Le comité interministériel GIMB assure l'accompagnement, le coaching et le soutien financier de nombreux projets nationaux et locaux. Depuis sa création, près de 350 projets ont obtenu le «Label GIMB», dont un nombre considérable de nature évolutive et durable.

- Journée nationale «Gesond iessen, Méi bewegen», organisée régulièrement

- Initiatives nationales promouvant l'activité physique: «Meter fir Meter - Lëtze move»

- Journées de sensibilisation pour employeurs, organismes, communes... (CFL, Police grand-ducale, ville de Luxembourg, Parlement européen...)

- Action de rentrée de classe: sensibilisation des élèves, parents et enseignants de la première année du deuxième cycle à l'importance d'une alimentation équilibrée et d'une activité physique régulière (accent mis sur le petit déjeuner cette année-ci).

D. Collaboration internationale

Énumération des collaborations principales

Collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)

- Participation aux groupes de travail «Nutrition Counterparts» et «Nutrition National Focal Points» qui s'occupent des activités internationales en matière de nutrition et d'activité physique. Dans ce cadre, nous avons notamment collaboré à l'élaboration de la Déclaration de Vienne sur la nutrition et les maladies non transmissibles dans le contexte de Santé 2020.

http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0004/234382/Vienna-Declaration-on-Nutrition-and-Noncommunicable-Diseases-in-the-Context-of-Health-2020-Fre.pdf?ua=1

Collaboration au niveau de la Commission européenne

- Le Luxembourg est membre du groupe «High Level Group on Nutrition and Physical Activity» de la DG SANCO, Commission européenne. Dans ce contexte, le Luxembourg a participé notamment à l'élaboration du plan d'action sur l'obésité infantile 2014-2020 qui a été officialisé en février de cette année sous la présidence grecque.

http://ec.europa.eu/health/nutrition_physical_activity/docs/childhoodobesity_actionplan_2014_2020_en.pdf

- Moyennant le projet européen «Fruit for school», la collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs dans le Plan national «Gesond iessen, Méi bewegen» s'est renforcée. Ce projet assure la distribution nationale et gratuite de fruits et légumes au sein des écoles de l'enseignement fondamental et secondaire et il a la mission de promouvoir des projets et politiques de promotion des modes de vie sains chez les enfants et adolescents.

Question 0489 (27.08.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**ambroisie à feuilles d'armoise**:

L'ambroisie à feuilles d'armoise, appelée également ambroisie élevée (*Ambrosia artemisiifolia*), est une plante dite invasive qui, suite au changement climatique, s'est propagée un peu partout en Europe, récemment en Allemagne (Bade-Wurtemberg, Bavière, Rhénanie-Palatinat...) et en France (vallée du Rhône, Poitou-Charentes). Originnaire d'Amérique du Nord, cette herbacée annuelle peut provoquer l'asthme et réactions allergiques sévères posant ainsi un problème potentiel de santé publique.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Comme l'ambroisie élevée a déjà été découverte dans la région de Trèves, Madame la Ministre peut-elle m'informer si cette plante a déjà été détectée au Luxembourg?

- Le Ministère de l'Environnement a-t-il développé une démarche en vue de prévenir, voire de freiner, le cas échéant, la diffusion rapide de cette plante dans nos contrées? Dans l'affirmative, quels sont les moyens de lutte à mettre en œuvre?

- Est-ce que des moyens d'information sont en voie de préparation en vue de faire connaître aux acteurs concernés (communes, agriculteurs, jardiniers) les techniques préventives et curatives existant à l'heure actuelle?

Réponse (30.09.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

L'ambroisie à feuilles d'armoise (*Ambrosia artemisiifolia* L.) a déjà été détectée au Luxembourg, cependant que de façon sporadique dans quelques jardins privés. Une population plus grande existe près de la Kockelscheuer et des mesures d'éradication de la plante sont en cours. Cette population est bien surveillée, de sorte qu'elle ne risque pas de s'étendre.

L'apparition spontanée de la plante s'explique en premier lieu par la dispersion des graines, qui se fait en partie par des procédés naturels, tels que le transport par les oiseaux ou le transport par les eaux courantes. Actuellement, la dispersion des graines est cependant facilitée et accélérée avant tout par certaines activités humaines, telles que le transport de matériaux de construction (terre ou gravier), l'épandage de compost (les graines paraissant tolérer la chaleur utilisée lors du processus de fabrication du compost), le déplacement de machines utilisées pour faucher des zones infestées, le recours aux semences de tournesol, mais surtout l'utilisation de mélanges pour oiseaux. Des recherches menées au Luxembourg par le Musée national d'histoire naturelle ont montré que même au Luxembourg, beaucoup de ces mélanges offerts dans le commerce contiennent des graines de la plante en question. Une application plus pointue du règlement européen n°574/2011 de la Commission du 16 juin 2011 modifiant l'annexe I de la directive 2002/32/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne, parmi d'autres substances indésirables, les teneurs maximales applicables à *Ambrosia* spp. dans les aliments pour animaux serait désirable pour prévenir l'introduction des graines d'ambroisie via le mélange de graines pour oiseaux. Cette réglementation est du domaine de compétence de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture au Luxembourg.

Il est ensuite important de noter qu'il s'agit d'une plante pionnière, dont la force concurrentielle est faible. Elle colonise donc de préférence des stations où elle n'est pas exposée à la concurrence de la végétation naturelle. Il s'agira donc d'axer principalement la prévention d'une installation massive dans nos régions en favorisant une couverture végétale permanente de surfaces non bâties que ce soit en milieu urbain ou en ras de campagne. En milieu urbain ceci se traduira par la favorisation de la croissance de plantes concurrentielles de préférence d'une végétation indigène adaptée au milieu.

Dans la brochure «Nature et Construction», l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Administration des Ponts et Chaussées ont développé des propositions en vue d'un aménagement écologique des zones de verdure en milieu bâti, ainsi qu'en vue de l'extensification de leur entretien. Un chapitre particulier est voué à la question des plantes invasives.

Les méthodes d'aménagement et de gestion écologique proposées dans la brochure précitée devraient constituer un moyen efficace et peu coûteux pour éviter la mise à nu systématique des sols et par là lutter efficacement contre l'ambroisie à feuilles d'armoise dans des milieux anthropogènes. Par ailleurs, l'aménagement écologique d'espaces verts permet d'éviter également l'apport de terres organiques d'origine souvent inconnue; phénomène favorisant la propagation et la germination des graines de l'ambroisie à feuilles d'armoise.

L'Administration des Ponts et Chaussées a mis en œuvre une série de projets pilotes dans ce sens. Par ailleurs, l'Administration de la Nature et des Forêts a lancé une campagne de sensibilisation des communes et essaie de développer avec celles-ci des réalisations concrètes sur le terrain.

En milieu agricole, des méthodes de gestion des terres arables réduisant au minimum la mise à nu des sols, bénéficiaires notamment dans la lutte contre l'érosion, peuvent également prévenir l'installation de l'ambroisie. Les cultures les plus affectées sont surtout le tournesol et à moindre degré les plantations de maïs, de pommes de terre ou de colza.

Enfin, il y a lieu de noter que l'ambroisie à feuilles d'armoise peut être confondue avec d'autres plantes, dont certaines se caractérisent par une haute valeur écologique (comme par exemple *Bidens tripartita*, plante rare des milieux amphibiens naturels le long des cours d'eau, sur les chemins non consolidés, aux abords des abreuvoirs dans les pâturages extensifs, etc.). Il convient donc de ne pas s'égarer dans un activisme exagéré qui risquerait de générer plus de dommages que de bienfaits.

Finalement, évoquons que la mesure des concentrations de pollen de cette plante se fait de façon quotidienne par la station d'aérobiologie du Ministère de la Santé et peut être consultée en ligne et que des lignes directrices

pour le contrôle de l'ambroisie à feuilles d'armoise (ambrosiole) ont été établies sur la base de résultats obtenus dans le cadre du projet «Stratégies pour le contrôle de l'ambrosiole (AMBROSIA)» fondé par EUPHRESKO 2008-2009.

Question 0490 (28.08.2014) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **numérisation des revues luxembourgeoises**:

Depuis des décennies, grâce à l'enthousiasme de leurs animateurs, des revues luxembourgeoises de grande qualité ont été éditées ou continuent de l'être. Elles constituent un trésor inestimable aussi bien pour les chercheurs en histoire que pour les lecteurs intéressés par la création littéraire et artistique du Luxembourg. À titre d'exemple, je cite les «Cahiers luxembourgeois», parus dès avant la Deuxième Guerre mondiale, et avec des interruptions jusqu'au début des années 2000, la revue «Galerie» du Centre culturel de Differdange, paraissant depuis 1982, la revue historique «Heemecht», la revue «Arts et Lettres». Ces revues ont été ou sont encore souvent soutenues par de l'argent public.

Si les bibliothèques publiques disposent souvent de collections complètes, celles-ci sont cependant difficiles à consulter. La numérisation de ces revues pourrait permettre un accès plus large et plus facile à ce trésor. Les éditeurs eux-mêmes ne peuvent pas subvenir aux frais de cette numérisation, et il est sans doute préférable qu'elle se fasse selon les critères les plus modernes et uniformes pour toutes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelle est la politique du Gouvernement à cet égard?

Réponse (10.10.2014) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Par la question parlementaire n°0490 du 28 août 2014, Monsieur le Député Franz Fayot demande quelle est la politique du Gouvernement en matière de numérisation et de mise à disposition en ligne des revues culturelles luxembourgeoises, souvent subventionnées «par de l'argent public».

Monsieur le Député argumente à juste titre qu'il est «sans doute préférable» que cette numérisation «se fasse selon les critères les plus modernes et uniformes pour toutes».

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0061 (cf. *compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014*) de Monsieur Franz Fayot, concernant la mise en place d'une stratégie nationale de numérisation, Monsieur le Premier Ministre avait souligné que «la numérisation de masse est essentiellement du ressort du Ministère de la Culture et des instituts culturels de l'État qui sont les détenteurs d'importantes collections de documents physiques du fait de leurs missions légales de collecte et de conservation du patrimoine culturel et intellectuel de la nation (...). Aussi les instituts culturels de l'État sont appelés à devenir des pôles de compétence de l'État (en matière de numérisation), chacun dans le domaine de ses missions (...). Tel est le cas de la Bibliothèque nationale pour les publications imprimées de tout type qu'elle collecte par voie du dépôt légal. La numérisation des contenus culturels sera aussi partie prenante du programme national «Digital Lëtzebuerg» que le Gouvernement vient de lancer par décision du Conseil de Gouvernement du 4 juin 2014.

La Bibliothèque nationale a mis en place un plan de numérisation pluriannuel depuis 2003. Après avoir accordé la priorité à la numérisation de la presse historique, dont les supports physiques sont fortement fragilisés, la BnL a commencé à s'attacher à la numérisation d'autres types de documents pour faire face à la demande croissante d'institutions du secteur public, du monde de la recherche et de divers acteurs culturels.

Sont déjà numérisées et seront mises en ligne progressivement dans les prochains mois les revues suivantes:

- «Recueil des mémoires et des travaux» publiés par la Société de botanique du Grand-Duché de Luxembourg (1874-1903);

- «Mitteilungen aus den Vereinsitzungen»/«Verein Luxemburger Naturfreunde (Fauna)» = Comptes-rendus des séances/Société des naturalistes luxembourgeois (Fauna) (1891-1906);

- «Bulletin» de la Société des naturalistes luxembourgeois (1907-), numérisé jusqu'à l'édition 2011;

- Publications de l'Office de statistique = «Publikationen des Statistischen Amtes» (1902-1940).



Les titres ci-dessous figurent sur la liste des titres objet de la prochaine campagne de numérisation (2014/2015):

- «Ons Hémecht» (1895-1939)

- «T'Hémecht»/«Hémecht» (1948-), jusqu'en 2013.

Toutes les revues numérisées seront accessibles, comme les autres publications numérisées, via le portail eluxemburgensia.lu de la BnL et le moteur de recherche a-z.lu. Ce dernier donne accès à l'ensemble des bases de données de la Bibliothèque nationale et des autres bibliothèques membres du réseau bibnet.lu et est un important instrument pour mieux faire connaître et rendre accessibles les travaux des auteurs luxembourgeois de tous types.

Monsieur le Député a raison de souligner que la richesse des contenus des revues culturelles luxembourgeoises justifie qu'elles bénéficient de l'«accès plus large et plus facile», sans parler de la visibilité internationale, que permettent justement la numérisation et l'accès en ligne des contenus numérisés.

Toutefois, il convient de souligner que le volume et le rythme de numérisation à réaliser par la Bibliothèque nationale sont fonction des ressources humaines et financières à disposition.

Par ailleurs, seuls les documents numérisés qui sont dans le domaine public, c'est-à-dire libres de droits d'auteur, peuvent être rendus accessibles en ligne, à distance, sans restrictions. Tel n'est pas le cas des publications qui ne sont pas encore dans le domaine public, ce qui est le cas de la très grande majorité des revues visées par la question parlementaire de Monsieur le Député Fayot. En effet, en vertu de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, les œuvres n'entrent dans le domaine public que 70 ans après la mort de leur auteurs à moins que ceux-ci ou leurs ayants droits n'aient cédés leurs droits.

C'est la raison pour laquelle, comme le Premier Ministre l'avait déjà souligné lors de sa réponse à la question parlementaire n°0061 relative à la stratégie nationale de numérisation, «(...) le Gouvernement étudiera la mise en place de solutions pragmatiques de coopération entre le secteur public et le secteur privé en s'inspirant des expériences actuellement en cours dans d'autres pays européens».

Pour les revues éditées par des collectivités publiques ou subventionnées par l'État, une piste pour faciliter la diffusion et pour éviter dans le futur le complexe problème des droits à clarifier, pourrait être de viser des publications de type «open access» que le Gouvernement s'est proposé de promouvoir dans son programme de Gouvernement (p. 117) et comme l'usage commence à s'établir au Luxembourg comme dans nombre d'autres pays pour les publications scientifiques financées ou cofinancées par l'État.

Question 0491 (28.08.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **chômage au Luxembourg**:

L'Agence pour le développement de l'emploi vient de publier les chiffres du chômage pour le mois de juillet. Il en ressort que le nombre des demandeurs d'emploi continue à progresser de manière constante et s'établit désormais à 18.760 personnes. La hausse du chômage concerne d'ailleurs toutes les tranches d'âge.

Concernant plus particulièrement le chômage des jeunes, le Gouvernement a mis en place la garantie pour la jeunesse, telle qu'arrêtée au niveau européen. Le «Zentrum der europäischen Wirtschaftsforschung» (ZEW) s'est toutefois récemment montré critique vis-à-vis de cette initiative et estime que les mesures y prônées pourraient avoir à long terme un effet négatif sur l'emploi des jeunes. Il plaide d'ailleurs pour une meilleure formation professionnelle des jeunes davantage axée sur les besoins de l'économie.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Les Ministres n'estiment-ils pas qu'il est temps de réunir une tripartite dédiée au problème du chômage?

- Pour ce qui est du chômage des jeunes, ne serait-il pas utile d'organiser une table ronde avec tous les acteurs concernés, les jeunes ensemble avec entre autres les partenaires sociaux, le patronat, les représentants des différents Ministères ou encore les différentes chambres professionnelles impliquées, pour

trouver des solutions concrètes pour améliorer la formation professionnelle des jeunes et réduire sensiblement leur risque de se retrouver au chômage, voire améliorer leurs chances de rebondir rapidement?

Réponse commune (19.09.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

La situation de l'emploi reste paradoxale. Entre juillet 2013 et juillet 2014, l'emploi salarié intérieur a augmenté de 9.193 unités, soit un plus en un an de 2,55%. La création d'emplois est redevenue nettement plus dynamique. L'emploi total dans notre pays s'approche des 400.000. Il n'était que de 281.294 il y a dix ans. Pendant la même période, le nombre des demandeurs d'emploi résidents inscrits à l'ADEM a augmenté de 1.825 unités et le taux de chômage brut est passé de 6,8 à 7,1%. L'évolution des offres d'emploi est également positive. Pour le mois de juillet elles se situent à 2.649 soit près de 600 en plus par rapport au même mois de 2013. La reprise n'a donc pas encore entraîné une détente sur le marché du travail. J'ai demandé à l'ADEM et au Statec d'étudier en profondeur les causes de cette évolution. Sur invitation du Premier Ministre, une réunion avec les partenaires sociaux qui portera aussi sur les questions de l'emploi aura lieu le 18 septembre. Ce sujet figurera également à l'ordre du jour du Comité permanent travail et emploi (CPE) qui se réunira le 25 septembre. Une nouvelle réunion de ce Comité tripartite consacrée exclusivement aux questions d'emploi à laquelle participeront les Ministres directement concernés sera organisée au début du mois d'octobre en vue d'arrêter des mesures appropriées destinées à renforcer encore la lutte contre le chômage et la promotion de l'emploi.

Concernant le chômage des jeunes, la hausse est restée pour le moment modérée pour ce qui est des jeunes demandeurs jusqu'à 29 ans (+225 de juillet 2013 à juillet 2014). 57,5% des jeunes demandeurs de moins de 25 ans ont un niveau de formation inférieur ou un niveau moyen inférieur. Afin de pouvoir remédier à cette situation, il est nécessaire de promouvoir la formation professionnelle tout comme instaurer une meilleure orientation. Les partenaires sociaux seront associés à ces efforts, notamment dans le contexte de la promotion de l'apprentissage, de la formation professionnelle et l'orientation tout au long de la vie.

En réponse à vos remarques sur la garantie pour la jeunesse, l'étude du «Zentrum für europäische Wirtschaftsforschung» à laquelle vous vous référez ne remet pas en question le bien-fondé de celle-ci. Elle analyse surtout la situation du chômage des jeunes dans les pays du sud de l'Europe particulièrement affectés. Il est entendu que la garantie pour la jeunesse que la future Commission propose encore de renforcer n'est en soi pas la panacée absolue pour lutter contre le chômage des jeunes. Elle doit aller de pair avec une bonne formation professionnelle, un meilleur accès des jeunes au marché du travail et surtout des créations d'emplois. L'importance de la formation en alternance y est également soulignée. C'est dans un tel contexte que la garantie prend toute son utilité. Ces questions ont été abordées le 15 mai 2014 avec les jeunes dans le cadre de la Conférence de la jeunesse tout comme avec les partenaires sociaux lors du CPE du 17 juin 2014.

Par ailleurs, lors du lancement officiel de la garantie pour la jeunesse au Luxembourg, il a été souligné que la mise en œuvre de cette initiative se base sur une collaboration étroite entre les différents services des Ministères concernés. L'objectif de garantir à tout jeune âgé de moins de 25 ans un encadrement de qualité soit vers un emploi, soit vers une formation, soit vers un encadrement personnalisé pour trouver son chemin, est piloté par un groupe interministériel.

Il est évident qu'un premier bilan, qui sera dressé début 2015, sera discuté dans les différents comités, comme le CPE.

Question 0493 (29.08.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**apprentissage transfrontalier**:

D'après les auteurs du projet de règlement portant organisation de l'apprentissage transfrontalier (devenu par la suite le règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 portant organisation de l'apprentissage transfrontalier), l'apprentissage transfrontalier irait de pair avec le travail transfrontalier, dans la mesure où (i) «des salariés allemands, belges et français amènent leurs enfants comme apprentis dans l'entreprise

luxembourgeoise où ils travaillent eux-mêmes» respectivement (ii) «de nombreuses entreprises dont les chefs d'entreprise viennent de nos pays voisins recrutent leurs apprentis dans leur pays d'origine».

L'apprentissage transfrontalier viserait dès lors quasi exclusivement des jeunes scolarisés dans nos pays limitrophes et venant suivre une formation pratique sous contrat d'apprentissage dans une entreprise établie au Luxembourg.

L'exposé des motifs indique que «le cas contraire où des apprentis originaires du Luxembourg suivent la formation pratique dans une entreprise ayant son siège à l'étranger et la formation scolaire dans une institution d'enseignement luxembourgeoise est plutôt rare et n'est pas retenu dans le présent règlement».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. L'article 2 e. du règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 indique que l'apprenti devra joindre à la demande en vue de l'apprentissage transfrontalier une copie des bulletins scolaires de la dernière classe fréquentée avant l'entrée en apprentissage. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer quels sont les niveaux scolaires exigés des candidats à l'apprentissage transfrontalier (France, Belgique, Allemagne)? Existe-t-il des cas où des candidats ont été admis sans disposer des niveaux requis?

2. Combien de candidats ont été admis à l'apprentissage transfrontalier au Luxembourg?

3. Combien de candidats admis à suivre leur formation pratique au Luxembourg se sont finalement retrouvés sans certificat/diplôme de qualification professionnelle luxembourgeois? Quelles en sont les raisons?

4. Les Ministres n'estiment-ils pas utile de faire en sorte que nos apprentis puissent également suivre leur formation pratique à l'étranger et d'entamer les démarches nécessaires auprès des partenaires de la Grande Région?

Réponse commune (08.10.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle a introduit en son article 37 l'apprentissage transfrontalier et le règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 portant organisation de l'apprentissage transfrontalier en définit le cadre et fixe les modalités.

Ainsi, dans son article 1^{er} ledit règlement grand-ducal précise qu'«on entend par apprentissage transfrontalier la formation où la partie pratique en milieu professionnel sous contrat d'apprentissage est réalisée dans un organisme de formation situé au Luxembourg et où la formation scolaire est assurée par une institution dans un pays limitrophe».

L'apprentissage transfrontalier ne peut se faire que dans les métiers/professions qui figurent dans les règlements grand-ducaux (...).

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

Ad 1. Dans le cadre de l'apprentissage transfrontalier au Luxembourg, il faut distinguer entre les professions/métiers d'apprentissage dont les conditions d'accès scolaires en vue d'une formation professionnelle sont définies par un règlement grand-ducal luxembourgeois et celles/ceux où les employeurs formateurs possèdent le pouvoir de décision afin de déterminer le niveau scolaire du/de la futur(e) apprenti(e) qu'ils exigent lors du processus de sélection.

Pour les apprentissages transfrontaliers dont les conditions d'accès scolaires sont définies par un règlement grand-ducal, le service d'orientation professionnelle de l'ADEM exige, avant la délivrance des papiers nécessaires en vue de la conclusion du contrat d'apprentissage, entre autres, les attestations scolaires originales certifiant la réussite du niveau scolaire spécifié par le règlement y relatif.

Pour les apprentissages transfrontaliers comme «Kaufmann für Spedition und Logistikdienstleistung», «Industriekaufmann», «Veranstaltungskaufmann» etc., dont les conditions d'accès scolaires ne sont pas définies par un règlement grand-ducal luxembourgeois, des copies des bulletins ou des certificats de la dernière année scolaire réussie sont exigées. Pour ces professions/métiers, la plupart des entreprises formatrices ont tendance à recruter des personnes ayant un niveau scolaire comparable à celui d'un technicien, d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires technique luxembourgeois. Puisqu'il s'agit de formations étrangères, les modalités d'admission et

de fonctionnement sont également définies par les autorités étrangères.

Ad 2. Pour l'année scolaire 2011/2012, 34 contrats d'apprentissage transfrontalier ont été conclus, pour l'année 2012/2013, 35 et pour l'année 2013/2014, 49.

Ad 3. Sachant que pour les apprentissages transfrontaliers le diplôme sanctionnant la réussite de la formation en question est délivré par l'instance compétente du pays dans lequel l'apprenti a suivi sa formation théorique, les ministères ne possèdent pas de données à ce sujet.

Ad 4. Le Luxembourg ne pouvant légiférer que pour la situation où le contrat d'apprentissage est conclu avec une entreprise établie sur le territoire luxembourgeois, la situation décrite par l'honorable Député devrait être réglée par les instances publiques des autres pays. Un accord-cadre encourageant la formation professionnelle transfrontalière est en train d'être finalisé dans le cadre de la Grande Région.

Question 0494 (29.08.2014) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **loi communale**:

À mi-temps des élections communales, dans plusieurs communes il y aura un changement de bourgmestre ou d'échevins. Or, un tel changement en cours de législature communale n'est pas prévu expressis verbis par la loi communale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que le Ministre considère que la loi communale actuelle est suffisante pour régler cette pratique?

- En cas de réponse négative, est-ce que le Ministre modifiera prochainement la loi communale afin de régler en détail cette pratique?

Réponse (06.10.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Léon Gloden au sujet du changement de bourgmestre ou d'échevins en cours de mandat, il y a tout d'abord lieu de préciser qu'aux termes de l'article 39 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, les échevins sont nommés par le Ministre de l'Intérieur sur présentation de la majorité des nouveaux élus au conseil communal ou du conseil communal. La nomination du candidat proposé est de droit, à moins qu'il n'ait perdu une condition d'éligibilité ou qu'il ne soit frappé d'une incompatibilité, auquel cas le Ministre de l'Intérieur demande aux nouveaux élus au conseil communal ou au conseil communal de désigner un nouveau candidat.

L'article 59 de la loi communale dispose, par ailleurs, que le bourgmestre est nommé par le Grand-Duc sur présentation de la majorité des nouveaux élus au conseil communal ou du conseil communal, pour un terme de six ans. La nomination du candidat proposé est de droit, à moins qu'il n'ait perdu une condition d'éligibilité ou qu'il ne soit frappé d'une incompatibilité, auquel cas le Grand-Duc demande aux nouveaux élus au conseil communal ou au conseil communal de désigner un nouveau candidat.

Son mandat est renouvelable. Toutefois, il perd la qualité de bourgmestre si, dans l'intervalle, il cesse de faire partie du conseil.

Les bourgmestres et les échevins sont nommés pour un terme de six ans, c'est-à-dire pour la durée normale du mandat des conseillers élus. Ils perdent toutefois la qualité de bourgmestre ou d'échevin si, dans l'intervalle, ils cessent de faire partie du conseil communal.

L'article 43 de la loi communale règle le remplacement des bourgmestres et échevins en disposant que les personnes qui sont désignées pour remplir une place de bourgmestre ou d'échevin devenue vacante par suite de décès, de démission ou de déchéance, achèvent le mandat de ceux qu'ils sont appelés à remplacer.

Les modalités de démission des fonctions d'échevin sont réglées, quant à elles, par l'article 45 de la loi communale, alors que la procédure de démission des fonctions de bourgmestre est détaillée par l'article 61 de la loi communale.

Il résulte de tout ce qui précède que les modalités concernant le changement de bourgmestres ou d'échevins en cours de législature communale sont définies de manière exhaustive



tive et ceci pour quelque raison que ce soit, de sorte qu'il n'y a pas de nécessité de légiférer en la matière.

Question 0495 (29.08.2014) de **MM. Emile Eicher** et **Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **sécurité d'approvisionnement en électricité**:

L'électricité consommée au Luxembourg en 2013 vient d'Allemagne pour 5.614 GWh, de Belgique pour 939 GWh et de France pour 296 GWh. Or, la Belgique est confrontée à l'impossibilité de satisfaire la demande nationale et doit importer de l'électricité de ses voisins français et néerlandais. La situation ne va pas s'améliorer puisque trois des sept réacteurs nucléaires sont fermés, le dernier en date, «Doel 4» ayant été mis à l'arrêt et ne serait pas redémarré avant la fin de l'année. Divers experts jugent la situation sérieuse avec un risque de pénurie d'électricité en Belgique cet hiver. Pour cette raison, des mesures sont prises depuis deux ans afin d'atténuer ce risque dont, en dernier recours, un plan de délestage, c'est-à-dire la réduction de la consommation de manière obligatoire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Puisque l'électricité consommée au Luxembourg venait l'année dernière pour presque 15% de Belgique et que celle-ci se voit confrontée à un vrai risque de pénurie d'électricité cet hiver, quelles sont les conséquences pour le Luxembourg? Le Grand-Duché est-il également affecté par un risque de pénurie d'électricité?

- En cas hypothétique de pénurie d'électricité en Belgique, comment Monsieur le Ministre entend-il réagir? Le Luxembourg devrait-il participer au plan de délestage?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre a-t-il déjà prises afin de se préparer à une éventuelle pénurie d'électricité?

Réponse (09.10.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Emile Eicher et Marcel Oberweis concernant la sécurité d'approvisionnement en électricité, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Tout d'abord, il y a lieu de donner quelques explications au sujet des interconnexions électriques du Luxembourg avec ses pays voisins. Le réseau public luxembourgeois de transport géré par Creos Luxembourg SA est exclusivement raccordé au réseau public allemand via deux lignes haute tension 220 kV séparées à deux bornes chacune. Le réseau industriel géré par Sotel Réseau & Cie s.e.c.s., alimentant notamment les usines d'ArcelorMittal, est connecté au réseau électrique belge et, depuis fin 2013, au réseau électrique français. La centrale Twinerg d'Esch-sur-Alzette est directement connectée au réseau électrique belge par la même ligne haute tension que les usines d'ArcelorMittal et injecte toute sa production électrique dans ce réseau.

Pour ce qui est de l'approvisionnement du réseau électrique de Creos Luxembourg SA via le réseau allemand, il importe de considérer que le marché de l'électricité allemand connaît à l'heure actuelle des surcapacités de production. Partant, le risque d'un impact direct sur la sécurité d'approvisionnement des consommateurs résidentiels luxembourgeois ainsi que des autres entreprises ou industries connectées au réseau public de Creos Luxembourg SA lié aux problèmes redoutés en Belgique pour l'hiver prochain est très faible.

Pour ce qui est de l'approvisionnement des sites d'ArcelorMittal, il y a lieu de considérer que le réseau industriel dispose de la possibilité de basculer les unités qui sont alimentées par l'électricité provenant de la Belgique sur le réseau français et vice versa. Cette flexibilité donne une certaine marge de manœuvre aux exploitants du réseau industriel afin de compenser d'éventuels problèmes d'approvisionnement sur le marché électrique belge.

Finalement, il reste à préciser que chaque gestionnaire de réseau de transport et chaque gestionnaire d'un réseau industriel est notamment tenu d'établir, en vertu des dispositions prévues à l'article 9 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, un code de sauvegarde qui peut prévoir

des délestages sélectifs afin de maintenir la sécurité du réseau. Ces plans comprennent des procédures et mesures préventives ou d'urgence seulement applicables en cas de pénurie électrique dans leur réseau.

Considérant la situation peu tendue sur le marché électrique allemand et considérant les mesures et flexibilités en place au niveau du réseau industriel de Sotel, il n'y a actuellement pas lieu de prévoir des mesures supplémentaires afin de se prémunir contre une éventuelle pénurie d'énergie électrique annoncée en Belgique.

Question 0496 (02.09.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **lycée pour professions de santé à Ettelbruck**:

Suite à ma question orale concernant la construction d'un lycée pour professions de santé à Ettelbruck lors de la séance publique du 31 janvier 2012, l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures m'avait répondu que les travaux de construction commençaient en été 2013. Il est à noter que ce lycée est conçu, tout comme le nouveau siège de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch, selon les prescriptions de l'énergie positive.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des travaux de construction du lycée pour professions de santé à Ettelbruck? Pour quand l'ouverture de ce bâtiment est-elle prévue?

- Le nouveau Gouvernement a-t-il décidé d'apporter des changements au programme de construction de ce lycée? Dans l'affirmative, lesquels?

- Le futur Lycée de Clervaux sera-t-il également construit selon le même concept énergétique?

Réponse (24.09.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

1. Les travaux préparatoires de démolition et d'assainissement de l'ancien hôpital du jour et du site «Agnes» ont débuté en juillet 2014. Les études d'exécution sont actuellement en cours et la demande d'autorisation pour le plan d'aménagement particulier (PAP) a été transmise aux autorités compétentes. Par la suite, la demande relative à l'autorisation de construction sera introduite laissant prévoir que toutes les autorisations nécessaires seront disponibles fin 2014. Sauf retards procéduraires, le début des travaux aura lieu en automne 2015 alors que la fin des travaux est prévue pour 2018.

2. Il n'y a pas eu de changements significatifs dans le programme de construction, en dehors de quelques adaptations concernant les salles d'enseignement clinique suite à la demande du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

3. La construction du futur Lycée de Clervaux s'inscrit dans la stratégie de l'État visant la construction durable et plus spécifiquement la réalisation de bâtiments à faible consommation énergétique. Ce concept énergétique se caractérise par l'optimisation de la performance thermique de l'enveloppe du bâtiment, par l'utilisation de l'inertie thermique de la structure ainsi que par la mise en œuvre d'un minimum d'installations techniques nécessaires et adaptées au bâtiment.

Le besoin total en énergie primaire, tout comme l'impact sur l'environnement en matière d'émissions CO₂, correspondent à la classe A. Il s'agit donc d'un bâtiment hautement efficace, à consommation énergétique réduite par rapport à la première génération de nouveaux lycées, comme par exemple l'Atert-Lycée à Redange, cependant sans progresser jusqu'à un bâtiment à énergie positive.

En ce qui concerne le projet du nouveau bâtiment du Lycée pour professions de santé à Ettelbruck, respectivement de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch, il est à noter qu'il s'agit de deux projets pilotes à énergie positive qui après réalisation et mise en service restent à être évalués.

Question 0497 (02.09.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **concept de mobilité Nordstad**:

En mars, Monsieur le Ministre avait déclaré qu'un débat public au sujet du «Systement-

scheid» de l'axe Ettelbruck-Erpeldange-Diekirch, élément essentiel du concept de mobilité Nordstad, aurait lieu avant l'été 2014. Avant de prendre une décision sur le système de transports à retenir, Monsieur le Ministre voulait attendre les résultats d'études préalables. Par la suite, il allait discuter des résultats avec le Comité politique Nordstad, les conseils communaux et finalement avec le grand public.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelles raisons le débat n'a-t-il pas encore eu lieu?

- Quels sont les résultats des études préalables annoncées en mars?

- Dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il discuter avec le Comité politique Nordstad et les conseils communaux des six communes concernées?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer s'il entend organiser le débat public annoncé dans les meilleurs délais?

Réponse (17.10.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire des honorables Députés porte sur l'évolution du dossier «concept de mobilité Nordstad».

Dans ce contexte, je tiens à rappeler ma réponse à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler. En effet, il ressort du concept de mobilité Nordstad, élaboré conjointement par le MDDI et les communes de la Nordstad, qu'un BHNS est le mieux adapté pour l'axe central reliant les pôles Ettelbruck et Diekirch et qu'il peut sensiblement augmenter l'attractivité des transports en commun sur cette liaison. Je partage les conclusions de cette étude.

Néanmoins, aujourd'hui le service des transports en commun sur route connaît de fortes perturbations et les bus accumulent des retards conséquents dans la Nordstad. C'est pourquoi un des objectifs du concept de mobilité Nordstad est également de trouver des solutions pour améliorer les transports en commun à court et moyen terme, en attendant les nouveaux développements urbains et les infrastructures y rattachées.

Dans cette logique, il est prévu, d'une part, de procéder à un réaménagement complet du pôle multimodal de la gare d'Ettelbruck qui comprend le réaménagement des quais trains et des accès y relatifs, de la gare routière pour les bus, la réalisation d'un nouveau P&R et les installations et accès pour la mobilité douce ainsi que la délocalisation des flux de transit du trafic individuel dans une tranchée couverte délestant les alentours de la gare d'Ettelbruck de ces flux importants. J'ai procédé au dépôt du projet de loi y relatif en juillet de cette année.

D'autre part, j'ai instruit en janvier 2014 mes services d'étudier pour le court terme des mesures de priorisation pour bus dans la Nordstad, surtout sur l'axe central entre Diekirch et Ettelbruck. Dans un premier temps, il est ainsi proposé de prévoir des voies bus bidirectionnelles entre la gare de Diekirch et le giratoire près de l'échangeur Erpeldange. Ces aménagements seront desservis par une offre de bus similaire à l'offre d'aujourd'hui, à la différence que la vitesse commerciale et la ponctualité des services seront améliorées. Les études y relatives ont bien avancé et les premières conclusions ont pu être présentées aux bourgmestres concernés ainsi qu'au Comité politique Nordstad au printemps de cette année. S'y ajoute que j'ai organisé un débat public dans la commune d'Ettelbruck en date du 21 octobre 2014 afin de présenter et de discuter l'état actuel du projet de la gare d'Ettelbruck et du projet de l'axe central. Un exercice semblable est prévu à Diekirch dans les prochains mois.

Mes services vont également entamer au cours du mois d'octobre le volet «mobilité douce» du concept de mobilité Nordstad. Dès que ce volet sera clôturé, il sera présenté au Comité politique Nordstad, aux conseils communaux et au grand public.

Question 0498 (02.09.2014) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** (CSV) concernant le **phénomène de la mendicité en Europe et au Luxembourg**:

À en croire des articles parus dans la presse étrangère, le phénomène de la mendicité aurait pris de l'ampleur en Europe ces dernières années. À Munich, les responsables indiquent que le nombre de mendiants agissant en bande organisée aurait quintuplé en deux ans.

Afin d'y réagir, il a été décidé d'interdire la mendicité agressive ou en bande organisée dans certains quartiers. Confronté à la même problématique, le législateur français avait jugé utile d'incriminer la mendicité agressive, de même que la mendicité à l'aide de mineurs de moins de six ans assimilée à une privation de soins. Notons par ailleurs qu'à Madrid, les montants des amendes en matière de mendicité ont été augmentés.

La mendicité agressive ou en bande organisée semble également en recrudescence au Grand-Duché, et particulièrement dans la capitale. Les forces de l'ordre ont par ailleurs récemment lancé des campagnes de sensibilisation à l'égard de nouvelles formes d'escroqueries. En effet, la police a mis en garde le public devant l'agissement de certaines bandes cherchant par diverses manœuvres d'apitoyer les passants et de leur soustraire de l'argent.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Existe-t-il des statistiques relatives au phénomène de la mendicité au Luxembourg? Dans l'affirmative, les Ministres peuvent-ils nous indiquer si lesdites statistiques laissent conclure à une recrudescence de la mendicité en général et de la mendicité agressive ou en bande organisée en particulier au cours des dernières années?

- Les Ministres peuvent-ils nous indiquer si le nombre d'infractions en rapport avec la mendicité a augmenté ces dernières années? Dans l'affirmative, quelles sont ces infractions?

- À supposer que le phénomène de la mendicité organisée ou agressive aurait progressé au Luxembourg, comment les Ministres entendent-ils enrayer les agissements des personnes s'y adonnant? Les Ministres envisagent-ils de durcir la législation en matière de mendicité à l'instar de ce qui a été décidé dans d'autres pays de l'Union européenne? Existe-t-il une «task force» commune des autorités policières et judiciaires dédiée au phénomène de la mendicité? À défaut, ne serait-il pas utile d'encourager lesdites autorités à œuvrer en ce sens? Quid de la coopération avec les autorités compétentes de nos pays voisins?

Il est évident que les mendiants sont loin d'être tous des criminels. Il nous paraît dès lors indispensable d'accompagner les personnes dans le besoin aussi dignement que possible. C'est ainsi que nous aimerions savoir de Madame et Messieurs les Ministres:

- Quelles sont les actions que le Gouvernement a initiées au cours des derniers mois pour aider les mendiants à mieux ménager leur quotidien? Des programmes sociaux ont-ils été décidés? Ne serait-il pas utile d'engager des «streetworkers» pour prendre contact avec lesdits mendiants, ceci pour mieux appréhender leur situation et en fin de compte pour les sortir de leur précarité?

Réponse commune (10.10.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

La Police grand-ducale établit annuellement des statistiques portant sur la mendicité. Les statistiques de 2010 à 2013 confirment une stabilité relative du phénomène, à savoir 59 cas en 2010, 77 en 2011, 78 en 2012 et 67 en 2013.

Il est certain que d'autres infractions ont pu être constatées en relation avec la mendicité.

Afin d'endiguer le phénomène, la police a élaboré un concept particulier, sensibilisant les unités de police au contrôle et au constat de la mendicité en réunion. Malgré les actions menées par les services de police, le phénomène n'a pas pu être éradiqué.

La loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains a incriminé comme traite le fait de recruter, transporter, héberger, accueillir une personne, passer ou transférer le contrôle sur elle en vue de la livrer à la mendicité, d'exploiter sa mendicité ou de la mettre à disposition d'un mendiant.

Cette nouvelle incrimination devrait ainsi donner davantage de moyens d'action aux autorités de poursuite.

La mendicité simple, quant à elle, est souvent le résultat de problèmes d'origine sociale et ne constitue pas une infraction pénale. Le Gouvernement estime que les incriminations pénales doivent viser des faits qui constituent une atteinte grave à l'ordre public.

Les pistes évoquées par les honorables Députés ne sont pas inscrites à l'accord de coalition.

Dans le cadre de la coopération policière internationale, la police utilise tous les moyens de



coopération soit directs, soit le système SIS, Europol et Interpol afin de donner une réponse coordonnée.

En janvier 2013, le Gouvernement a adopté la «Stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement 2013-2020». Cette stratégie, qui comporte quatre objectifs déclinés en 14 actions concrètes, vise, d'une part, la prévention du sans-abrisme et, d'autre part, l'amélioration des moyens de réaction en cas de situation de sans-abrisme.

Des associations conventionnées avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ou avec le Ministère de la Santé offrent une panoplie de services destinés aux personnes sans-abri et ce indépendamment du fait qu'elles s'adonnent à la mendicité ou non. Ainsi, il existe des restaurants sociaux, des vestiaires dans lesquels elles peuvent se procurer des vêtements, des installations sanitaires, un service médical, tous accessibles à très peu de frais, voire gratuitement, aux personnes en très grande précarité.

Par ailleurs, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région coordonne l'«Action Hiver» dont l'objectif est d'éviter que des personnes à la rue ne meurent de froid durant les mois d'hiver.

Enfin, notons que les «streetworkers» sont financés par la ville de Luxembourg dans le cadre de conventions conclues avec des associations actives sur le terrain.

Question 0499 (03.09.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **criminalité organisée**:

Dans des communiqués récents, la police évoque plusieurs cas de personnes âgées qui ont été la victime de voleurs de poche au cours des dernières semaines (Differdange, Ingeldorf, Reisdorf, Echternach, Luxembourg-ville, etc.). Parmi ces voleurs figurent non seulement des adultes, mais également des mineurs recrutés par des bandes spécialisées opérant partout dans le pays.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il préciser le profil et la provenance de ces bandes criminelles qui sont à l'origine de cambriolages les plus divers? Selon quelles méthodes ces bandes opèrent-elles sur notre territoire?

- Face aux sentiments d'insécurité que peuvent éprouver les concitoyens, Monsieur le Ministre pense-t-il à un renforcement des patrouilles de police dans les zones critiques (lieux publics tels les zones piétonnes, les parkings de supermarchés, etc.) ainsi qu'à une nouvelle campagne de sensibilisation?

- Monsieur le Ministre peut-il présenter des statistiques récentes sur l'activité de ces bandes, le nombre de vols et de cambriolages dont elles ont été l'auteur durant les derniers mois?

- Comment les échanges d'information de la police luxembourgeoise avec les autorités policières étrangères, notamment celles de nos pays voisins, sont-ils organisés? Cette collaboration est-elle régulière et s'avère-t-elle fructueuse?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur d'éventuelles actions ciblées à l'échelle européenne permettant de combattre plus efficacement les bandes criminelles?

- Est-il possible d'agir également de manière plus concertée au niveau de la Grande Région et au-delà afin de protéger les enfants et adolescents qui sont souvent abusés par ces bandes criminelles?

Réponse (10.10.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Il importe de faire une différence entre les cambriolages et les vols à la tire dont les auteurs sont rarement les mêmes.

Les bandes perpétrant les cambriolages sont souvent originaires de l'Europe de l'Est et opèrent à travers toute l'Europe. Les cambriolages ont généralement lieu en série sur une période de temps très courte.

Les cambriolages se font de jour et de nuit, dans les maisons et les appartements. Ils sont généralement constatés le soir.

Les vols à la tire sont souvent commis sur la voie publique et aux abords des centres commerciaux, au détriment des personnes les plus vulnérables.

En 2005 a été mise en place, au sein de la police, une cellule de coordination «vols organisés» qui centralise les informations en la matière entre les six circonscriptions régionales et le Service de police judiciaire.

Par ailleurs, en 2009 a été instauré un Groupe mixte d'enquête (GME) chargé de combattre de manière concertée le phénomène des cambriolages. Ce groupe se compose de représentants des sections de recherche et d'enquête criminelle des six régions, de la direction de l'Information et du Service de police judiciaire. Ces spécialistes s'appliquent notamment à déceler les phénomènes de série. Par ailleurs, ils coordonnent les enquêtes et les opérations aussi bien répressives que préventives au niveau national.

Face à la hausse des vols à la ruse, les six circonscriptions régionales de police procèdent à une analyse quantitative et qualitative du phénomène. Les conclusions de l'analyse doivent permettre d'orienter l'approche préventive consistant dans le renforcement de la présence policière et la distribution de tracts de prévention et d'information aux lieux sensibles et l'approche répressive.

Les statistiques établies par la police reprennent le nombre de cambriolages et autres vols par année, trimestre, mois, semaine, jour de la semaine, région, commune, catégorie de lieu, le taux d'élucidation ainsi que le sexe, la catégorie d'âge et la qualité de résident ou non-résident des auteurs pour autant que ceux-ci soient identifiés et inculpés. Il est partant difficile, à ce stade, de se prononcer avec certitude sur le pourcentage des cambriolages et autres vols de ces derniers mois qui ont été commis par des bandes criminelles originaires de l'Europe de l'Est. Toutefois, selon les enquêteurs spécialisés, un pourcentage important des cambriolages serait commis par ces bandes.

Dans la mesure où une large proportion des enquêtes présente un caractère transfrontalier, une collaboration quotidienne de la Police grand-ducale avec ses homologues étrangers est particulièrement importante.

Les échanges d'informations avec les autorités policières étrangères se font à différents niveaux, et notamment par le biais du Centre de coopération policière et douanière (CCPD), de la coopération Benelux, d'Europol et Interpol, de banques de données européennes et de l'Office central de la lutte contre la criminalité itinérante.

Conformément au concept du «Single Point of Contact» (SPoC) préconisé par le Conseil européen, la gestion des échanges d'informations est centralisée au niveau du Service des relations internationales de la police. Une telle centralisation permet d'identifier les recoupements dans les enquêtes et d'assurer la maîtrise des différentes procédures par des opérateurs spécialement formés.

Des actions ciblées, concertées et surtout conjointes dans le domaine des cambriolages se font régulièrement, soit en coopération avec Europol impliquant les États-membres de l'UE, soit au niveau Benelux, soit en coopération avec nos pays voisins.

Au niveau de la Grande Région, les représentants des services de police et des douanes belges, français, allemands et luxembourgeois travaillent ensemble au sein du CCPD afin d'identifier les phénomènes criminels affectant la Grande Région.

Question 0500 (04.09.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **Mécanisme de résolution unique (MRU)**:

Les autorités européennes avaient décidé dans le sillage de la crise bancaire et financière internationale de mettre en place une union bancaire dont le MRU constituerait un des piliers et ce pour mieux gérer les défaillances d'établissements financiers dits systémiques et pour davantage protéger les contribuables et déposants. Ce mécanisme qui a l'ambition de permettre au besoin une déconfiture ordonnée de ces établissements financiers est flanqué d'un Fonds de résolution bancaire qui devra être alimenté par lesdits établissements.

Dans nos pays voisins, et en particulier en Allemagne, le fait que tous les établissements de crédit devront participer à la mise en place et au fonctionnement du fonds reste très controversé.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre, peut-il me confirmer que désormais toutes les banques, peu importe leur taille et le risque systémique qu'elles représentent, devront alimenter le Fonds de résolution bancaire unique (qui comporterait en plus une participation aux frais de fonctionnement dudit fonds)?

- Dans l'affirmative, et sachant que les petits établissements n'ont pas été à l'origine de la

crise bancaire et financière internationale, le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait prévoir des exemptions de participation financière pour ceux-ci afin de ne pas les pénaliser outre mesure?

Réponse (07.10.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le régime qui déterminera les contributions à verser par les établissements de crédit au Fonds de résolution unique dans le cadre du Mécanisme de résolution unique («MRU» ci-après) va se fonder sur les dispositions de la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement («BRRD» ci-après). Cette directive constitue le texte de base européen qui gouverne la mise en place des autorités de résolution et des fonds de résolution à travers les 28 États membres de l'UE. Le règlement (UE) n°806/2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique («règlement MRU» ci-après) et les textes y afférents précisent quant à eux uniquement les modalités additionnelles spécifiques au fonctionnement du MRU et du Fonds de résolution unique au sein de l'Union bancaire.

Les débats qui ont fait surface, notamment en Allemagne, sur les contributions à verser (ou non) par les petits établissements de crédit se situent dans le cadre des consultations que la Commission européenne mène en vue de l'élaboration d'un acte délégué qu'elle est appelée à adopter en vertu de l'article 103(7) et (8) de la BRRD. Cet acte délégué sera complété pour l'Union bancaire par un acte d'exécution du Conseil qui règlera certaines spécificités liées au MRU et au Fonds de résolution unique (ainsi les succursales d'établissements de pays tiers ne contribueront pas au financement du Fonds de résolution unique mais au dispositif de financement national) mais qui ne pourra dépasser le cadre fixé par l'acte délégué de la Commission européenne (article 70(6) du règlement MRU).

L'article 103(1) de la BRRD exige que tous les établissements tombant dans le champ d'application de la BRRD, y compris les succursales d'établissements de pays tiers, contribuent à l'alimentation des dispositifs de financement pour la résolution, i. e. à l'alimentation du Fonds de résolution unique dans l'Union bancaire. Ce principe est d'ailleurs repris par le règlement MRU qui calcule le niveau cible du Fonds de résolution unique sur la somme des dépôts garantis détenus par l'ensemble des banques de la zone euro (le niveau cible correspond à 1% de ce montant, soit à environ EUR 55 milliards).

L'acte délégué que la Commission européenne émettra en vertu de l'article 103 (7) et (8) de la BRRD ne pourra déroger aux dispositions contenues dans la BRRD elle-même et va devoir exiger le versement d'une contribution par chaque établissement, peu importe sa taille. À noter que le Parlement européen et les États membres sont dans le contexte de l'élaboration de cet acte délégué consultés par la Commission européenne, mais qu'il appartient à la Commission européenne d'adopter l'acte délégué en vertu de l'article 290 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. L'acte délégué ne peut toutefois entrer en vigueur que si, dans un délai de trois mois, le Parlement européen ou le Conseil n'exprime pas d'objections.

La participation de toutes banques de la zone euro, y compris les petites banques non systémiques, au financement du Fonds de résolution unique se justifie par le fait que tous les établissements profiteront de la stabilité financière accrue dans la zone euro qui résultera du cadre de résolution mis en place en vertu de la BRRD et du règlement MRU. Le Fonds de résolution unique constitue un élément central de ce cadre de résolution et son utilisation en cas de besoin contribuera à la stabilisation générale du secteur bancaire. Les établissements de taille modeste tireront donc eux aussi des avantages, du moins indirects, du Fonds de résolution unique.

La crise financière a d'ailleurs illustré qu'on ne peut exclure un impact potentiel sur la stabilité financière suite à la défaillance d'un ou de plusieurs établissements de petite taille. Même ces derniers peuvent être à l'origine de risques systémiques, notamment à cause du rôle qu'ils jouent dans le secteur bancaire, en raison de leur intégration dans des réseaux d'établissements de taille similaire ainsi que via des effets de contagion. La défaillance d'une petite banque pèserait sur la confiance des déposants et des acteurs de marché dans le système bancaire.

Aux contributions à verser au Fonds de résolution unique lui-même s'ajoutent des contri-

butions aux dépenses administratives du Conseil de résolution unique visant à couvrir les frais de fonctionnement du MRU (frais de personnel etc.). Le montant de ces contributions, à verser elles-aussi par l'ensemble des établissements, sera toutefois très bas comparé à celui des contributions au Fonds de résolution unique.

Toutefois, même si tous les établissements devraient contribuer au financement du Fonds de résolution unique, il est indispensable de veiller à la mise en place d'une approche proportionnée et équilibrée. Celle-ci devrait tenir compte de la taille de chaque établissement, de son profil de risque, de la nature et de la complexité de ses activités, de son interconnexion avec d'autres établissements et avec le secteur financier au sens large, ainsi que de l'impact de sa défaillance sur les marchés financiers, c'est-à-dire de la probabilité que le Fonds de résolution unique devra intervenir en cas de problèmes auprès de l'établissement en question. Ce principe est consacré par l'article 4 de la BRRD qui permet de soumettre certains établissements à des exigences simplifiées et qui devrait également s'étendre aux charges administratives découlant de la détermination du montant de la contribution à verser par ces mêmes établissements. Étant donné que de manière générale les petits établissements, même s'ils ne sont pas dépourvus de risque, ont un profil de risque assez bas et que l'impact de leur défaillance serait moins grave, le risque que ces établissements soient mis en résolution et déclenchent une intervention du Fonds de résolution unique est moins grand. La méthode de calcul des contributions à verser par ces établissements devrait dès lors refléter cet état des choses et être simple. Les contributions à verser par les petites banques devraient, pour ces mêmes raisons, être comparativement faibles.

Il est ainsi envisagé de demander aux établissements de petite taille le versement d'une contribution annuelle consistant en un montant forfaitaire en lieu et place de la contribution qui résulterait de la méthode de calcul générale des contributions au Fonds de résolution unique. Ce montant forfaitaire ne pourra dépasser le montant qui résulterait de la méthode de calcul générale des contributions. À ce montant forfaitaire s'ajoutera la contribution aux dépenses administratives à verser par la banque en question. Ce traitement qui est celui sur lequel la Commission consulte actuellement résultera en moyenne en une réduction significative de la contribution à verser par les petites banques. La décision sur le traitement en question appartiendra in fine à la Commission européenne en vertu de l'article 290 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Question 0501 (04.09.2014) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **consolidation des finances publiques**:

Le 2 septembre 2014, à l'occasion d'une conférence de presse donnée en présence du directeur général de Luxembourg for Finance, le Ministre des Finances s'est réjoui des évolutions très favorables dans le secteur financier (RTL: «D'Zuelen, déi géifen erëm massiv an d'Luucht goen.»)

Étant donné que le secteur financier contribue pour plus d'un tiers au PIB luxembourgeois, pour environ 20 pourcent à l'emploi intérieur du Luxembourg et pour environ 30 pourcent à ses recettes fiscales, la «croissance massive» observée dans le secteur financier est donc susceptible de générer des retombées positives pour le bien-être économique, l'emploi et le budget de l'État.

- Quels enseignements pour la politique budgétaire le Ministre des Finances tire-t-il par conséquent de cette «croissance massive»?

- En l'occurrence, est-ce que le Ministre des Finances estime que cette «croissance massive» réduit la pression sur le Gouvernement pour consolider les finances publiques et réviser à la baisse le niveau des dépenses publiques?

Réponse (07.10.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La croissance observée dans le secteur financier témoigne du succès, dans un environnement international de plus en plus compétitif, de la politique de diversification et de positionnement de la place financière, menée par le Gouvernement.

Lors de la présentation à la Chambre des Députés du projet de loi concernant le budget des



rective, le Parlement européen, tout en soulignant sa détermination à lutter contre le terrorisme, avait cependant insisté en 2012 sur la nécessité de protéger les droits fondamentaux et d'assurer le respect de la vie privée, de sorte que les travaux n'ont pas avancé depuis. Il se trouve maintenant que le Conseil Justice et Affaires Intérieures des 5 et 6 juin derniers ayant eu pour objet le terrorisme et la sécurité des frontières a exprimé son souhait que le dossier progresse et aboutisse, selon certaines sources, jusqu'au plus tard la fin de l'année 2014.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Les Ministres peuvent-ils me renseigner sur la conformité de la proposition de directive PNR dans son état actuel avec le récent arrêt de la Cour de Justice ayant invalidé la directive relative à la conservation des données?

- Les Ministres peuvent-ils également m'informer des accords que l'Union européenne a actuellement conclus avec des pays tiers en matière de transfert et de traitement de données des dossiers passagers? Combien d'accords sont actuellement en train d'être négociés et avec quels pays tiers? N'existe-t-il pas de risque de violation des droits fondamentaux et d'atteinte à la protection des données dans ce contexte?

Réponse commune (14.10.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Quant à la 1^{ère} question: L'honorable Député s'enquiert sur la conformité de la proposition de directive du Conseil et du Parlement européen relative à l'utilisation des données des dossiers passagers pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière, dite «PNR» («Passenger Name Record»), aux exigences posées par l'arrêt rendu par la Cour de Justice de l'Union européenne en date du 8 avril 2014, dit «Digital Rights» (affaires jointes C-293/12 et C-594/12), par lequel la Cour a invalidé la directive 2006/24/CE du 15 mars 2006 relative à la conservation de données à caractère personnel à des fins de prévention, de recherche, de détection et de poursuite des infractions graves.

Il est à noter que la proposition de directive PNR date d'avril 2012 et qu'un nombre important d'amendements ont été discutés, voire acceptés à titre provisoire au cours des négociations menées depuis lors, sans que cette proposition de directive n'ait été adoptée formellement jusqu'à présent. Il serait donc hasardeux de se prononcer par une simple réponse affirmative ou négative sur cette question et une analyse juridique détaillée tant de la proposition initiale que de l'ensemble des amendements proposés ou adoptés jusqu'à présent est impossible à réaliser dans le délai imparti pour la réponse à la présente question parlementaire.

Cependant, il est évident que les futures discussions sur la proposition de directive PNR seront fortement conditionnées par les enseignements à tirer de l'arrêt précité du 8 avril 2014, alors que la directive 2006/24 sur la rétention des données, invalidée donc par l'arrêt précité du 8 avril 2014, et la proposition de directive PNR reposent sur une logique similaire, à savoir la rétention de tout un ensemble de données à caractère personnel par un opérateur privé commercial afin de les rendre disponibles aux autorités de poursuites pénales en cas de nécessité dans une enquête déterminée.

Dans cet ordre d'idées, il semble également évident que la position à adopter lors de la continuation des négociations de la proposition de directive PNR devrait être similaire à celle à adopter dans le contexte de la suite du dossier de la rétention des données, et cela tant au niveau national qu'au niveau européen, et notamment dans le contexte dudit «trilogue», c'est-à-dire les discussions entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne.

Quant à la 2^e question: Jusqu'à présent, l'Union européenne a signé des accords PNR avec les États-Unis d'Amérique, le Canada et l'Australie.

Des demandes en vue de la conclusion d'un accord PNR ont par ailleurs été adressées à l'Union européenne par la Russie, le Mexique, la Corée du Sud, les Émirats Arabes Unis, le Brésil, le Japon, le Qatar et l'Arabie Saoudite. A noter que ces demandes n'ont pas encore donné lieu à des négociations proprement dites, alors que la Commission européenne est actuellement en train d'étudier la possibilité d'établir un cadre de référence européen qui servirait de base à toute négociation d'accords PNR avec des États tiers.

La protection des droits fondamentaux en vigueur au sein de l'Union européenne est bien entendu une des premières préoccupations dont il est à tenir compte dans le contexte de ces accords PNR avec des États tiers. En ce sens, le cadre de référence européen à établir par la Commission européenne devrait précisément viser à assurer la protection des droits fondamentaux en fixant certaines conditions préalables, comme notamment l'objet et un champ d'application précis de l'accord, la durée de stockage des données, ou encore les voies de recours. L'objectif principal de cette démarche dans le contexte de la proposition de directive PNR est donc le même que pour le sujet de la rétention des données suite à l'arrêt dit «Digital Rights» du 8 avril 2014 précité, à savoir la recherche d'une solution commune au niveau de l'Union européenne afin d'éviter la conclusion de toute une série d'accords bilatéraux disparates entre les États membres de l'Union européenne et des États tiers.

Question 0506 (08.09.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le «**Luxembourg for Business**» et «**Luxembourg for Finance**»:

D'après des informations rapportées mercredi dernier par le «Luxemburger Wort», le Gouvernement n'envisagerait plus la fusion de «Luxembourg for Finance» (LFF) et «Luxembourg for Business» (LFB), à la différence de ce qui avait été annoncé dans le programme gouvernemental.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant amené les Ministres à s'écarter de cette voie?

Réponse commune (09.10.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Comme préconisé dans le programme gouvernemental, le Gouvernement veille à ce que la promotion à l'extérieur de la place financière et des différents secteurs de l'économie se fasse de manière cohérente et complémentaire. Ainsi, le Ministre de l'Économie et le Ministre des Finances veillent à mettre à profit leurs déplacements respectifs pour promouvoir l'économie du Luxembourg dans son ensemble.

Alors que le Gouvernement explore actuellement les possibilités d'optimiser les efforts de promotion menés par les agences «Luxembourg for Finance» et «Luxembourg for Business», il est important de tenir compte des spécificités respectives du secteur financier et de l'économie, qui bénéficient chacun de l'encadrement et du support particuliers apportés par les deux agences de promotion. Le Gouvernement maintient son intention de veiller à ce que des synergies intelligentes soient explorées dans la promotion du Luxembourg à l'extérieur moyennant les agences de promotion «Luxembourg for Finance» et «Luxembourg for Business».

Question 0508 (09.09.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant les **tarifs de la formation initiale pour l'acquisition d'un permis de conduire**:

Malheureusement les transports en commun ne permettent pas encore à chacun de se déplacer là où il en a besoin. Ainsi, beaucoup de gens, y compris beaucoup de jeunes, sont obligés de recourir à une voiture automobile pour des déplacements quotidiens et autres. En 2011, les tarifs pour les auto-écoles ont été libéralisés. Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

- Quel était l'effet de cette libéralisation sur les tarifs en question? Est-il vrai que depuis les tarifs ont augmenté de quelque 25%? Est-ce que vous êtes d'accord pour constater que les dépenses pour l'acquisition d'un permis de conduire dépassent souvent les capacités financières de beaucoup de jeunes qui pourtant en ont besoin pour un certain nombre de déplacements? Du fait que les cours pour l'acquisition d'un permis de conduire pourraient être considérés comme faisant partie d'une formation de base respectivement d'une formation continue, ne serait-il dès lors pas utile de réduire le taux de la TVA applicable aux tarifs des auto-écoles pour les soumettre au taux réduit, voire super-réduit de 3% applicable aux formations professionnelles ouvertes?

Réponse (07.10.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'honorable Député Justin Turpel demande s'il ne serait pas utile de soumettre les cours pour l'acquisition d'un permis de conduire au taux réduit, voire super-réduit de 3% de TVA applicable aux formations professionnelles ouvertes.

En vertu de l'article 40 §1 point 2^o de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, en combinaison avec son Annexe B point 12^o, l'octroi du droit d'accéder à des cours ayant notamment un caractère éducatif ou professionnel est soumis au taux super-réduit de 3%. Le taux super-réduit est donc applicable à l'octroi du droit d'accéder à des cours donnés par les auto-écoles en vue de l'obtention du permis de conduire. Il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait que l'expression «l'octroi du droit d'accéder» figurant à la pré-dite Annexe B point 12^o comporte que les différents événements visés par le point 12^o ont notamment en commun d'être accessibles au public moyennant le paiement préalable d'un droit d'admission qui confère à l'ensemble des personnes qui s'en acquittent le droit de profiter collectivement des prestations concernées. Dans la mesure où ce critère est rempli pour ce qui concerne les cours théoriques, ceux-ci bénéficient dès lors du taux super-réduit de TVA. Il n'en va pas de même pour les cours pratiques qui, de par leur nature, ne sont pas dispensés publiquement et collectivement et auxquels le taux super-réduit ne s'applique ainsi pas.

Par ailleurs, dans la mesure où les différents cours dispensés par les auto-écoles ne font pas l'objet d'un agrément et d'un contrôle de la part du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, l'exonération prévue par l'article 44 §1 point q) 1^{er} tiret de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en faveur de la formation ou du recyclage professionnels ne peut pas s'appliquer non plus.

Les textes afférents étant basés sur le droit communautaire, ils ne sont pas susceptibles de modification.

Question 0509 (09.09.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **activités d'ArcelorMittal et du secteur industriel**:

Monsieur le Ministre de l'Économie a toujours indiqué vouloir se battre pour une politique industrielle forte en Europe face à des géants tel ArcelorMittal. Il se trouve maintenant que la France et la Belgique ont réussi à tirer leur épingle du jeu, tandis que le Luxembourg - à une époque où le taux de chômage continue à progresser - reste sur sa faim.

En effet, d'après le «Luxemburger Wort», ArcelorMittal aurait annoncé pour 2014 700 nouveaux recrutements sur ses sites en France. Dans cette même veine, RTL rapportait la semaine dernière qu'ArcelorMittal aurait retenu Liège et Gand comme sites de production d'une nouvelle gamme d'aciers plus légers et plus performants pour l'industrie automobile. Rappelons à cet égard qu'au Luxembourg le site de Schifflange a récemment été mis à l'arrêt.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement a-t-il été au courant des plans d'ArcelorMittal quant au lancement d'une nouvelle gamme d'aciers? Les Ministres peuvent-ils m'indiquer pourquoi le Luxembourg n'a pas été retenu dans ce contexte comme site de production?

- Quels sont les constats du comité de suivi des investissements et du comité de suivi des effectifs de la sidérurgie quant aux évolutions du secteur de l'acier et des différents sites d'ArcelorMittal au Luxembourg? Les Ministres peuvent-ils confirmer qu'ArcelorMittal respecte actuellement l'ensemble des engagements pris dans le cadre de «Lux 2016»? À défaut, comment le Gouvernement entend-il y réagir?

- Alors que le Ministre de l'Économie est régulièrement en contact avec les responsables d'entreprises actives dans le secteur de l'industrie, quels sont les obstacles dont ces derniers se plaignent le plus souvent en termes de législation applicable au Luxembourg?

- Les Ministres estiment-ils devoir revoir le droit du travail? Dans l'affirmative, à quel niveau?

- La réglementation environnementale constitue-t-elle un frein à l'implantation de nouvelles entreprises industrielles au Luxembourg, voire à leur expansion?

Réponse commune (13.10.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Le Gouvernement suit de près l'exécution du plan d'avenir du site sidérurgique «Luxplan 2016». Le comité de suivi des effectifs de la sidérurgie ainsi que le comité d'investissement sont convoqués deux fois par année afin de faire le point sur la situation. Dans le cadre des négociations au sein de la tripartite sidérurgique, le Gouvernement a exigé de la part d'ArcelorMittal des investissements substantiels, notamment pour moderniser le train 2 à Esch/Belval en contrepartie de l'accompagnement par des mesures sociales telles que le régime de chômage partiel et celui de la prétraite-ajustement.

S'il est vrai qu'ArcelorMittal investit aujourd'hui dans certaines usines en France et en Belgique, la société a également exposé lors de la dernière réunion du comité de suivi, qui a eu lieu en date du 30 septembre 2014, les projets d'investissement auprès des sites sidérurgiques au Luxembourg. Les dépenses d'investissement prévues par le plan «Lux 2016» seront ainsi réalisées. ArcelorMittal a prévu en particulier d'investir dans le train 2 à Esch/Belval afin de pouvoir équiper cette usine de l'outil industriel nécessaire pour pouvoir y produire une nouvelle génération de palplanches plus larges que celles de la gamme actuelle. Les activités auprès du train 2 seront ainsi pérennisées.

Par ailleurs, la cellule de reclassement (CDR) a fait preuve de son utilité. En effet, depuis mai 2011 près de 450 personnes ont pu trouver une nouvelle affectation soit au sein des usines d'ArcelorMittal, soit auprès d'autres employeurs.

Il est vrai qu'il est devenu de plus en plus difficile dans le contexte économique actuel de convaincre des entreprises industrielles à investir au Luxembourg. Force est de constater que le Luxembourg garde cependant son attractivité. Des entreprises telles que International Can, Faymonville, Ampacet ou encore Kihn ont choisi au cours des dernières années le site luxembourgeois pour y étendre leurs activités. Ces entreprises s'expriment très positivement par rapport aux conditions-cadre que leur offre le Luxembourg et apprécient le climat de confiance.

Par ailleurs aucun élément d'actualité n'amène à conclure qu'une révision du droit du travail s'impose.

Étant donné que la législation environnementale luxembourgeoise est le reflet de la transposition dans le droit national des directives européennes, elle ne crée pas de frein ni à l'implantation de nouvelles entreprises industrielles ni à leur expansion au Luxembourg par rapport aux autres États membres de l'Union européenne et de l'Espace économique européen (EEE) dans lesquels une législation environnementale comparable est en vigueur.

Question 0510 (09.09.2014) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques**:

Dans leur réponse commune à la question parlementaire n°0239 du 25 avril 2014 de Monsieur le Député Henri Kox concernant la révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques (*cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014*), Monsieur le Ministre de l'Économie et Madame la Ministre de l'Environnement ont fourni un certain nombre de précisions sur les raisons de la pré-dite révision, en faisant notamment état d'une note interprétative de l'Institut Luxembourgeois de Régulation de mars 2013, élaborée en concertation avec les services responsables du Ministère de l'Économie.

Les Ministres ont encore précisé que, dans 64 cas sur 173, des personnes avaient reçu indûment un courrier de rectification de la part de Creos.

Il s'ensuit que 109 concernés se voient actuellement confrontés à une réduction de leur rémunération pour la production d'énergie à partir d'une installation photovoltaïque de l'ordre de 4 Cents par kWh. Compte tenu de la durée contractuelle restante - la durée initiale totale



étant de 15 ans -, le manque à gagner varie, selon les cas, entre approximativement 12.000 et 18.000 €.

Vu que l'État est directement ou indirectement actionnaire dans la société en question, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Compte tenu du fait que les 109 personnes préqualifiées ont suivi apparemment les conseils de Creos même pour effectuer les investissements tels qu'ils les ont réalisés et ont conclu en toute bonne foi et en légitime confiance un contrat qui leur a été soumis par Creos et sur le contenu duquel elles n'avaient aucune influence, estimez-vous que la sécurité juridique attachée aux contrats est respectée en l'espèce?

2. Si la société Creos a commis une erreur d'interprétation d'un texte légal et ainsi mal conseillé ses clients, ne doit-elle pas en assumer pleinement la responsabilité et les conséquences financières qui s'en dégagent, sur base du principe de la responsabilité contractuelle?

3. La réduction de rémunération litigieuse ne risque-t-elle pas, en général, de contrecarrer tout effort d'investissement dans le domaine des énergies renouvelables et de remettre en question la crédibilité de la politique dans ce domaine?

4. Au vu des considérations sub 1 à 3 ci-dessus et afin d'éviter que les personnes lésées ne se voient acculées à faire valoir leurs droits par voie judiciaire, ne serait-il pas indiqué d'adapter le règlement grand-ducal modifié du 8 février 2008, en sorte que sa portée restrictive soit éliminée?

Réponse commune (09.10.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Martine Hansen concernant la révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques, nous souhaitons vous communiquer les informations ci-après:

De prime abord nous nous permettons de souligner que les questions posées ne concernent pas seulement Creos, mais tous les gestionnaires de réseau de distribution d'électricité au Luxembourg (soit Creos SA, mais aussi Hoffmann Frères S.à r.l., les villes de Diekirch et d'Ettelbruck et Sudstrom S.à r.l. et Cie S.e.c.s.), et que d'ailleurs les réclamations ont également concerné tous les gestionnaires de réseau précités.

Nous estimons que la question de la «sécurité juridique des contrats» n'est pas en cause comme chaque gestionnaire de réseau doit présenter pour approbation à l'Institut Luxembourgeois de Régulation un contrat type reprenant toutes les exigences réglementaires précitées. Au niveau de la relation entre le producteur et le gestionnaire de réseau, comme tous les éléments essentiels sont réglementés, il n'y a pas de réelle place pour la volonté des parties, ni même pour une quelconque influence de l'une d'entre elles, et ceci est tout spécialement pertinent pour la rémunération de l'énergie fixée dans le règlement grand-ducal modifié du 8 février 2008 précité par des formules types à appliquer telles quelles. Nous partageons cette analyse.

Quant à la deuxième question, il convient de rappeler que l'énergie électrique produite sur base de sources d'énergie renouvelables est prise en charge par le mécanisme de compensation géré par l'Institut Luxembourgeois de Régulation, rémunération qui est supportée en fin de compte par tous les clients finals. Nous supposons que les gestionnaires de réseau appliquent - en tant que professionnels avisés - les réglementations en vigueur de bonne foi et transmettent aux producteurs d'énergie toutes les informations qu'ils ont en leur possession.

Nous ne pouvons pas nous prononcer sur le cas d'une éventuelle responsabilité d'un gestionnaire de réseau car il faudrait analyser au cas par cas les circonstances de la conclusion du contrat de rachat. À cet égard, il convient de souligner que les gestionnaires de réseau ne sont pas les seuls intervenants dans le domaine des installations photovoltaïques, d'autres acteurs sont susceptibles de jouer un rôle important dans la consultation lors de l'installation de panneaux photovoltaïques.

Quant à la question de la crédibilité de la politique dans le domaine du développement des énergies renouvelables, nous estimons que

celle-ci n'est pas remise en cause au regard des efforts entrepris par la politique de mettre en vigueur une nouvelle réglementation ambitieuse en matière de soutien aux énergies renouvelables (règlement grand-ducal du 1^{er} août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables). Comme mis en évidence dans la réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox n°0239 du 25 avril 2014, un certain nombre de producteurs ont morcelé de grandes centrales photovoltaïques en plusieurs petites centrales afin de bénéficier des tarifs élevés prévus pour les petites centrales. Une perte de revenus ne peut être alléguée dans ces cas, car les installations ont in fine été classées dans la catégorie correcte.

Au regard des développements qui précèdent nous n'envisageons aucune modification de la réglementation. Qui plus est, la nouvelle réglementation prémontrée de 2014 est univoque quant à la question du traitement des centrales photovoltaïques (p. ex. en cas d'extensions).

Question 0511 (10.09.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **la création d'un droit de stationnement spécial pour personnes âgées**:

Il arrive régulièrement que des personnes âgées sont dans l'impossibilité de trouver des emplacements à proximité du cabinet de leur médecin ou de l'endroit où elles font leurs courses. Ces personnes ne répondent pas nécessairement aux conditions pour pouvoir profiter d'une carte de stationnement pour personnes handicapées et sont de ce fait exclues du bénéfice de cette réglementation.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Les Ministres envisagent-ils une réforme du règlement grand-ducal du 31 janvier 2003 concernant la création et l'utilisation d'une carte de stationnement pour personnes handicapées afin d'inclure les personnes âgées de plus de 75 ans (en dehors des situations de handicap y décrites) dans son champ d'application?

2. Comment les Ministres entendent-ils par ailleurs augmenter la mobilité des personnes âgées et l'accessibilité aux divers services par lesdites personnes?

Réponse commune (08.10.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Ad 1. Le règlement grand-ducal du 31 janvier 2003 règle l'octroi et l'utilisation de la carte de stationnement pour personnes handicapées. Ainsi, la carte de stationnement pour personnes handicapées est destinée aux personnes dont le handicap induit une mobilité réduite.

Peuvent bénéficier de la carte de stationnement:

- «- les personnes incapables de faire seules et/ou de façon continue plus de 100 m,
- les personnes se déplaçant à l'aide de béquilles ou d'une chaise roulante,
- les aveugles».

La durée du handicap doit en principe dépasser six mois.

Le règlement ne fait pas de référence à l'âge du bénéficiaire. Ainsi, toute personne qui se trouve en situation de mobilité réduite, peut bénéficier des avantages que présentent les places de stationnement pour personnes handicapées, et ce indépendamment de son âge.

Le Gouvernement n'entend pas introduire un nouveau critère pour l'octroi de la carte de stationnement pour personnes handicapées qui serait lié à l'âge des requérants. En effet, une part importante des personnes âgées de plus de 75 ans ne sont pas affectées par des problèmes de mobilité significatifs, de sorte qu'elles n'ont pas besoin de recourir aux places de stationnement pour personnes handicapées. Dès que les personnes âgées doivent faire face à des limitations au niveau de leur mobilité, elles ont le droit de demander le bénéfice des cartes de stationnement pour personnes handicapées.

Ad 2. En 2008 et 2009, le service Novabus a été créé dans le but d'offrir un moyen de transport individuel et occasionnel à des personnes réduites dans leur mobilité et qui ont des difficultés à recourir aux transports publics. Le Novabus est devenu rapidement un service très

flexible et qui augmente énormément la mobilité de ses utilisateurs.

À l'heure actuelle, peuvent avoir recours aux services du Novabus les personnes détentrices d'une carte d'invalidité B ou C, c'est-à-dire les personnes dont le degré d'invalidité physique est égal ou supérieur à 50% ou dont l'état physique ou mental est tel qu'elles ne peuvent se déplacer sans l'assistance d'une tierce personne.

D'après les données statistiques publiées par le Ministère de la Sécurité sociale, plus de 75% des personnes ayant obtenu ces dernières années une carte d'invalidité B ou C sont âgées de plus de 65 ans. Il s'ensuit que ce sont surtout les personnes âgées qui sont en droit d'avoir recours aux services du Novabus.

La mobilité des personnes âgées a été considérablement augmentée au cours des dernières années et de nouvelles mesures ne sont, à l'heure actuelle, pas prévues.

Question 0512 (10.09.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **l'article 54bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**:

D'après un article publié sur paperjam.lu, la Commission européenne serait en train de collecter des informations en relation avec le régime fiscal institué à l'article 54bis. Cet article 54bis permettrait notamment aux établissements de crédit et aux compagnies d'assurances de neutraliser les plus-values réalisées dans le cadre d'opérations en devises.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? De quel service de la Commission européenne provient cette demande d'information? Quel est le délai de réponse impartie par la Commission européenne au Ministère des Finances?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer en détail quels types d'établissements financiers (banques, professionnels du secteur financier, entreprises d'assurances et de réassurances et/ou autres sociétés) ont pu opter pour ce régime? Est-ce que les fonds d'investissements, les sociétés de capital à risque ou de titrisation ont également pu en profiter? Monsieur le Ministre peut-il me communiquer en détail et par année (sur les dix dernières années) le nombre de sociétés concernées ainsi que leur statut (établissement de crédit, PSF, compagnies d'assurances et de réassurances, fonds d'investissement, etc.) de même que le déchet fiscal qui en est résulté?

- Monsieur le Ministre entend-il abroger l'article en question sinon l'élargir à d'autres sociétés, et dans ce dernier cas à quels types de sociétés?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le régime institué à l'article 54bis est équivalent à des aides d'État illégales ou enfreint d'autres règles instituées au niveau européen, et dans ce dernier cas lesquelles?

Réponse (13.10.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les autorités luxembourgeoises ont été saisies en juin 2014 d'une demande par la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne au sujet de l'article 54bis L.I.R. Elles y ont donné suite, et continuent également à coopérer pleinement avec la Commission.

Quant aux entreprises susceptibles de bénéficier de l'article 54bis L.I.R., elles sont déterminées par son alinéa 1^{er}, à savoir:

- a) des établissements de crédits et des dépositaires professionnels de titres, visés par la loi du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier;
- b) des entreprises d'assurances et de réassurances soumises au contrôle du Commissariat aux assurances et agréées par le Ministre ayant dans ses attributions la surveillance des assurances privées;
- c) des sociétés légalement établies qui, sans tomber sous les lettres a) et b) font de façon prépondérante le commerce d'actifs monétaires et financiers.

L'Administration des Contributions directes ne dispose à ce stade pas de statistiques notamment sur le nombre et le statut des entreprises ayant opté pour ce régime au cours des dix dernières années.

Le Luxembourg est confiant que les échanges avec la Commission lui permettront d'apporter les clarifications requises en vue d'établir que

ce dispositif n'est pas constitutif d'une aide étatique.

Question 0513 (11.09.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **les propos du président du parti LSAP**:

Le président du parti LSAP vient de confirmer ce matin que la hausse du taux d'imposition maximal pour personnes physiques serait toujours d'actualité. Il a également insisté à ce que les entreprises participent également à l'assainissement budgétaire. Il a ensuite annoncé que les ménages devraient obtenir des compensations pour contrebalancer la hausse du taux de TVA et l'introduction d'une nouvelle contribution de 0,5%.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Finances, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il nous indiquer s'il existe entre-temps des études quant à l'impact sur le budget de l'État d'une hausse du taux d'imposition maximal pour personnes physiques, telle que préconisée par le parti LSAP?

- Comment le Gouvernement entend-il faire participer les entreprises à l'effort d'assainissement budgétaire? Est-ce que l'introduction d'un nouvel impôt, la hausse des taux actuels, voire une extension de l'assiette d'imposition est actuellement à l'étude?

- Comment le Gouvernement va-t-il atténuer le choc de la hausse généralisée du taux de TVA combiné à l'introduction d'une contribution de 0,5% pour financer la gratuité de l'accueil des enfants de zéro à trois ans?

Réponse commune (13.10.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Nous voudrions tout d'abord rappeler à Madame la Députée et à Monsieur le Député que le Gouvernement envisage une réforme fiscale d'ensemble, dans le cadre de laquelle toute une série de composantes et d'éléments du système fiscal luxembourgeois seront soumis à une analyse approfondie.

L'augmentation du taux maximal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques n'est pas à l'ordre du jour du Gouvernement actuellement et aucune étude approfondie n'a été menée sur l'impact qu'une telle augmentation aurait sur l'attractivité de notre pays et partant sur l'assiette qui servirait de base de calcul.

Dans la perspective de la préservation de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises, la pression fiscale à leur endroit fait l'objet d'une attention particulière de la part du Gouvernement. Pour ce qui est en fin de l'atténuation de l'augmentation du taux de la TVA et de l'introduction de la contribution destinée à financer une meilleure prise en charge des enfants et des enfants en bas âge, le Gouvernement annoncera ses intentions y relatives au moment du dépôt du projet de budget pour 2015.

Question 0514 (11.09.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'introduction d'un impôt d'Église**:

Le Président du parti LSAP a indiqué sur les antennes d'RTL Radio Lëtzebuerg que l'impôt d'Église serait une option parmi d'autres, mais qu'en tout état de cause cela se ferait d'un commun accord entre l'Église et l'État.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement considère que le financement des cultes devrait à l'avenir uniquement se faire via l'introduction d'une telle imposition?

- Le Gouvernement entend-il suivre l'exemple italien ou allemand en la matière? Quelle sera enfin la base de calcul de cet impôt?

Réponse commune (23.09.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le dialogue dans lequel le Gouvernement se trouve engagé avec les communautés religieuses sert de cadre à une discussion appro-



fondie de différents modèles de financement des cultes. Le Gouvernement s'investit dans ce dialogue sans préjugé concernant le modèle qui sera finalement retenu. En d'autres termes, aucune décision n'a été prise à ce sujet.

Question 0515 (11.09.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant les **circuits pédestres**:

Au cours des dernières années, notre pays s'est doté de toute une série de circuits pédestres dont profitent grand nombre d'amateurs de randonnées et d'amis de la nature, tant résidents que touristes.

La loi du 28 juillet 2011 a approuvé, entre autres, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006. Cette dernière prévoit en son article 9 que les États parties prennent des mesures appropriées pour assurer aux personnes handicapées l'accessibilité à tous les niveaux.

Dans ce contexte, j'aimerais interroger Madame la Ministre de l'Environnement, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Économie sur le point suivant:

- Est-ce qu'il existe des circuits pour excursions dans la nature spécialement aménagés pour les personnes à mobilité réduite ou présentant un autre handicap et est-ce que ces circuits sont signalés comme tels?

Réponse commune (14.10.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

À l'heure actuelle, il n'existe pas de répertoire national regroupant les circuits pédestres accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Ceci étant, les personnes en situation de handicap qui désirent effectuer des excursions dans la nature peuvent s'adresser à l'asbl Info-Handicap, service d'information et de rencontre conventionné par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ou s'informer sur l'accessibilité physique de nombreux sites touristiques sur le site Internet www.welcome.lu.

Il existe quelques sentiers accessibles aux personnes en situation de handicap, comme par exemple le sentier qui fait le tour du lac d'Echternach.

Par ailleurs, la location d'une Joëlette, fauteuil à une roue nécessitant deux accompagnateurs et permettant l'accès des personnes à mobilité réduite de tout âge et tout type de handicap à la promenade, au trekking ou à la randonnée, peut constituer une alternative. Des Joëlettes peuvent être empruntées gratuitement auprès du service «3, 2, 1 Vakanz» de l'asbl Tricentenaire.

Une autre manière de découvrir la nature luxembourgeoise pour les personnes à mobilité réduite est de le faire en handbike. Le Luxembourg, avec ses nombreuses pistes cyclables, dispose d'un vaste réseau de parcours pour vélos qui sont bien évidemment accessibles aussi en handbike.

Par ailleurs, le Ministère de l'Économie décerne le label EureWelcome qui distingue les infrastructures, les services et les événements qui tiennent compte, selon le concept du «Design for All», des attentes des visiteurs et hôtes les plus divers. Ce label garantit l'existence d'informations fiables sur le degré d'accessibilité des sites contrôlés, dont certaines promenades. Ces informations sont également disponibles sur le site Internet www.welcome.lu, et plus particulièrement sous le lien <http://www.welcome.lu/index.php/de/welcome-lu-database>.

Le Ministère de l'Économie vient aussi de lancer une action de sensibilisation «Tourisme pour Tous» destinée à tous les acteurs du tourisme et visant la promotion de l'idée que le «Design pour Tous» n'est pas une approche marginale qui vise des catégories isolées de touristes, mais qu'un «Tourisme pour Tous» est garant d'une qualité de service optimale.

Question 0516 (11.09.2014) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant la **cigarette électronique**:

Dans un document publié récemment, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a recommandé d'interdire la vente de cigarettes électroniques aux mineurs, estimant que leur consommation peut constituer un danger pour leur santé. Les experts préconisent également une interdiction de la consommation des ciga-

rettes électroniques dans les espaces publics fermés; du moins tant qu'il n'est pas prouvé que la vapeur exhalée n'est pas nocive pour l'entourage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Comment Madame la Ministre conçoit-elle les recommandations récentes de l'OMS concernant la vente de cigarettes électroniques aux mineurs et la consommation de cigarettes électroniques dans les espaces publics fermés?

- Madame la Ministre a-t-elle l'intention de suivre ces recommandations?

Réponse (06.10.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Dans un rapport publié le 26 août 2014, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recommande d'interdire la vente de cigarettes électroniques aux mineurs ainsi que leur consommation dans les espaces publics fermés, «au moins jusqu'à ce qu'il soit prouvé que la vapeur exhalée n'est pas dangereuse pour les personnes passant aux alentours». Les experts de l'OMS estiment que le produit ne présente pas de garanties suffisantes pour être considéré sans danger. D'après eux, les preuves existantes démontrent que les cigarettes électroniques «ne sont pas de la simple vapeur d'eau» comme le prétendent souvent leurs fabricants et qu'elles peuvent avoir «des conséquences à long terme sur le développement du cerveau», notamment du fœtus.

Le rapport en question a été établi dans le cadre de la convention-cadre lutte antitabac de l'OMS, que le Luxembourg a ratifiée en 2005. Si les recommandations formulées par l'OMS ne sont, en soi, pas contraignantes, l'application de la convention-cadre et de ses instruments d'exécution est suivie de près par l'OMS. Les rapports réguliers des parties sur l'application de cette convention sont publiés à grande échelle par le réseau onusien.

L'OMS se base, dans son rapport, sur l'avis d'experts de la communauté scientifique internationale, issus de la santé publique, de la recherche, ou œuvrant dans des organisations nationales et internationales dédiées à la santé cardiovasculaire, à la promotion de la santé et du bien-être en général, à la prévention des cancers et à la lutte contre les dépendances.

Cette communauté d'experts s'accorde actuellement pour estimer que les cigarettes électroniques qui contiennent de la nicotine devraient être soumises au même cadre réglementaire que le tabac. De récentes études sont préoccupantes dans la mesure où elles indiquent que les cigarettes électroniques sont de plus en plus consommées par des jeunes, et inciteraient ceux-ci à commencer à consommer les produits traditionnels du tabac. Le rapport vise à adresser les effets des inhalateurs électroniques de nicotine, dont les cigarettes électroniques sont le prototype le plus courant, à la lumière de nouvelles données. Cette analyse s'articule autour de plusieurs piliers, dont les risques pour la santé des utilisateurs et non utilisateurs, ainsi que leur efficacité en tant qu'aide au sevrage tabagique et l'interférence avec les politiques antitabac.

D'une manière générale, la Ministre de la Santé approuve l'approche prudente préconisée par l'OMS qui s'inscrit dans la droite ligne de la mise en garde et des recommandations publiées le 29 novembre 2013 sur le portail du Ministère en relation avec la cigarette électronique; nouveau produit tendance qui sème la polémique entre ceux qui y voient un moyen pour réduire la consommation de tabac et ceux qui le considèrent comme un moyen de court-circuiter les efforts en matière de lutte antitabac.

Plus précisément, en ce qui concerne la vente des cigarettes électroniques aux mineurs, l'OMS recommande aux parties d'interdire aux détaillants de vendre les inhalateurs électroniques de nicotine aux mineurs; les distributeurs automatiques devraient être éliminés presque partout.

La Ministre de la Santé prend note que le rapport fait état de données d'enquête selon lesquelles l'exposition du fœtus et de l'adolescent à la nicotine a des conséquences à long terme sur le développement du cerveau et que le nombre d'adolescents qui essaient les cigarettes électroniques contenant de la nicotine augmente rapidement. La cytotoxicité de certains composés chimiques présents dans les liquides utilisés dans les cigarettes électroniques ne fait plus de doute, tout comme la concentration de certains agents cancérigènes dans la fumée de ces produits. Le rapport qualifie les cigarettes de «danger grave» pour l'adolescent. Vendus à des prix peu élevés, ces produits pourraient amener les jeunes vers une dépendance tabagique rapide.

La Ministre de la Santé partage l'avis des auteurs du rapport en vertu desquels les poli-

tiques non-fumeurs sont destinées non seulement à inciter les fumeurs à arrêter de fumer, mais aussi à protéger les non-fumeurs contre le tabagisme passif, d'autant plus que les adolescents sont particulièrement sensibles aux signes visuels et aux normes sociales. La protection des jeunes, groupe cible particulièrement vulnérable, contre les méfaits du tabac constitue par ailleurs la philosophie à la base de la législation antitabac du Luxembourg.

Quant à la consommation des cigarettes électroniques dans les espaces publics, le rapport recommande une interdiction légale de vapoter dans les espaces fermés, surtout là où il est interdit de fumer, jusqu'à ce qu'il soit prouvé que la vapeur exhalée n'est pas nocive pour les tiers et jusqu'à ce que soient disponibles des données suffisantes attestant que l'application des politiques non-fumeurs ne soit pas compromise.

La Ministre de la Santé partage encore l'avis des auteurs du rapport que l'utilisation des cigarettes électroniques dans les lieux où il est interdit de fumer accroît l'exposition à des substances toxiques, diminue l'incitation au sevrage, et peut même freiner l'effet de dénormalisation recherché par les politiques antitabac.

À ce jour, l'interdiction de fumer dans les lieux publics prévue par la législation luxembourgeoise en matière de lutte antitabac ne s'applique pas à la cigarette électronique, car, en l'absence de tabac, celle-ci ne saurait être qualifiée de produit de tabac au même titre que les cigarettes traditionnelles. Conscient du fait qu'il ne s'agit plus d'un phénomène marginal, le Gouvernement s'est néanmoins donné une base dans son programme gouvernemental afin d'adapter la législation applicable, après adoption d'une réglementation communautaire en matière de cigarette électronique. Cette réglementation est en place depuis l'entrée en vigueur en mai 2014 de la directive sur les produits du tabac et produits connexes.

Le rapport de l'OMS constitue un complément élémentaire à cette directive qui ne prévoit pas de cadre légal concernant l'interdiction du «vapotage», mais qui règle de nombreux autres aspects de la cigarette électronique devant garantir la sécurité de ce produit, comme sa mise sur le marché, le contenu de l'e-liquide, l'information des consommateurs, la vente par Internet et la publicité. La Commission publiera une étude sur les risques sanitaires potentiels de la cigarette électronique au plus tard pour le 20 mai 2016, date à laquelle les États membres devront également avoir transposé la directive.

L'échéance de 2016 permettra au Luxembourg de prendre une décision sur base des données fiables des études scientifiques futures ou actuellement en cours quant au degré de nocivité exact de ce produit en vue d'une adaptation de la législation actuelle.

Les constats de l'OMS confortent la Ministre de la Santé dans sa conviction qu'un cadre légal est de mise afin d'éviter que le phénomène n'escalade davantage. Toute future initiative sera en phase avec l'objectif général du Ministère de la Santé qui vise à renforcer davantage la promotion de la santé et la prévention des maladies, en commençant par les jeunes, ceci afin d'assurer la pérennité à long terme du système de santé luxembourgeois.

Les recommandations de l'OMS en relation avec la cigarette électronique seront soumises à la sixième session de la Conférence des Parties à la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac qui aura lieu du 13 au 18 octobre à Moscou et où le Luxembourg sera représenté.

Question 0517 (12.09.2014) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant les **titulaires de classe**:

Il me revient que des enseignantes de l'enseignement fondamental qui sont enceintes et/ou en congé parental se sont vu confier des classes de primaire, y compris des classes du cycle 2.1, alors qu'elles sont absentes jusqu'à leur retour en mars ou avril 2015, soit presque à la fin de l'année scolaire.

Il va sans dire que la première année du cycle 2 de l'enseignement fondamental (anciennement 1^{ère} année de l'école primaire) est particulièrement importante dans la vie scolaire d'un enfant. Il est dès lors incompréhensible qu'une enseignante non disponible dès le début de l'année soit titularisée. De plus, les enfants des classes concernées ne disposent à la fin août d'aucune information sur le nom de leur enseignant, la composition de leur classe ou la liste des livres et matériels scolaires.

Il s'agit là d'une pratique ancienne, autorisée par la loi, et dont les enfants sont hélas les seules victimes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de situations telles que décrites ci-dessus?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait trouver les moyens pour remédier à ce type de situations et entend-il légiférer le cas échéant?

Réponse (09.10.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député aborde d'un côté les modalités à la base de la désignation des titulaires de classe pour le cycle 2 de l'enseignement fondamental et, d'autre part, la transmission de l'information relative à la rentrée scolaire destinée aux élèves et à leurs parents en cas d'absence prolongée d'un(e) titulaire de classe dès le début de cette même rentrée.

Pour ce qui est de l'occupation des postes par les instituteurs, l'article 38 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dispose que celle-ci «est arrêtée par le conseil communal qui, à cet effet, prend un règlement d'occupation des postes qui assure la continuité et la stabilité des équipes pédagogiques à l'intérieur d'un cycle ou dans le cadre du plan de réussite scolaire. Le règlement d'occupation des postes doit être approuvé par le ministre». Il résulte de ces dispositions que l'occupation des postes d'instituteur dans le cadre des écoles communales relève, pour une large part, du domaine de l'autonomie communale.

Il y a lieu également de remarquer que l'effort gouvernemental vise à assurer un enseignement de qualité à tous les élèves et à faire occuper les postes de titulaire de classe en priorité par du personnel breveté. À cet effet j'ai invité les autorités communales, par l'intermédiaire de la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2014/2015 (page 15) à pourvoir notamment les postes de titulaires de classe par du personnel détenteur d'un diplôme d'instituteur.

Pour ce qui est de l'absence d'une titulaire pour cause de congé de maternité ou de congé parental, l'honorable Député n'ignore sans doute pas que le corps enseignant de l'enseignement fondamental se compose actuellement à plus de 80% d'agents féminins et que, dans un souci d'équité et conformément aux dispositions du Code du Travail, tout traitement discriminatoire est à proscrire dans ce contexte.

Finalement, il me semble de mise d'organiser les remplacements du personnel concerné aussi efficacement que possible et de fournir aux parents et aux élèves concernés toutes les informations pertinentes pour garantir une rentrée aussi harmonieuse que possible. Je ne doute point que, en collaboration avec les inspecteurs d'arrondissement, les agents des bureaux régionaux de l'inspection ainsi que les administrations communales qui ont opté pour organiser elles-mêmes les remplacements du personnel des écoles font de leur mieux dans ce contexte.

Question 0518 (12.09.2014) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant l'**augmentation de l'offre de logements locatifs**:

Le Gouvernement a accordé une priorité absolue à l'augmentation de l'offre de logements locatifs. En effet, le Gouvernement indique vouloir travailler activement à la dynamisation de la création de logements sociaux et à prix abordables, y compris pour la location.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Combien de conventions quant à la création de logements sociaux locatifs ont été signées ou sont en phase d'être signées avec les communes durant les trois dernières années (2012-2014 inclus)?

- Quel en est le nombre total de logements sociaux locatifs qui ont été ou qui seront construits par le biais de ces conventions durant les trois dernières années (2012-2014 inclus)?



Réponse (07.10.2014) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

Entre septembre 2011 et septembre 2014 (à savoir donc trois ans), 39 conventions ont été signées entre le/la Ministre du Logement et les communes respectivement sont en instance d'engagement budgétaire, concernant la réalisation de 178 logements sociaux locatifs ainsi que de 74 logements pour étudiants.

En outre, la signature de plusieurs nouvelles conventions est envisagée au cours du dernier trimestre 2014 portant sur un total de 18 conventions concernant la réalisation de 69 logements sociaux locatifs ainsi que de 31 logements pour étudiants.

Question 0519 (12.09.2014) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **démolition de trois maisons caractéristiques du quartier de la gare**:

Il me revient que trois maisons caractéristiques du quartier de la gare à Luxembourg-ville, à savoir les immeubles sis 8, 10 et 12, rue Michel Rodange, sont actuellement en cours de démolition. Il s'agit d'un ensemble de maisons remarquable, dont la disparition appauvrira de manière irréversible le quartier de la gare dans les environs du Rousegärtchen et de l'avenue de la Liberté.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Est-ce que la Commission des Sites et Monuments Nationaux a été saisie d'une demande de classement en rapport avec cet ensemble de maisons?

2. Madame la Ministre compte-t-elle intervenir pour préserver ces immeubles de la démolition?

Réponse (06.10.2014) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Ad 1. Suite à une information obtenue début 2010 par les services de la ville de Luxembourg, le Service des Sites et Monuments Nationaux dresse un dossier en vue de la protection nationale des immeubles dont objet. En effet, comme aucune protection communale n'y a été instituée via le plan d'aménagement général de la ville de Luxembourg, seul l'État pouvait encore sauver ces immeubles de la destruction, alors même que la valeur patrimoniale de ces derniers était plutôt d'intérêt communal que national. La Commission des Sites et Monuments Nationaux a émis un avis positif pour une protection.

Par lettre du 15 avril 2010, les propriétaires et la ville de Luxembourg sont informés par la Ministre de la Culture d'époque de son intention de classer les immeubles.

Dans leur réponse par courrier du 28 avril 2010, les propriétaires s'opposent, via leur avocat, à un classement.

Le 16 juillet 2010, le conseil communal de la ville de Luxembourg, avec 15 voix contre sept, émet un avis défavorable à une telle protection nationale, vu notamment l'accord de principe octroyé par la ville en 2008 pour faire détruire ces immeubles.

La Ministre de la Culture décide alors en date du 27 juillet 2010 de ne pas poursuivre la procédure de protection nationale et informe les propriétaires en ce sens.

Ad 2. À l'heure actuelle et au vu de cet historique, il semble inopportun de relancer une procédure de protection nationale, alors que les propriétaires furent dûment informés par l'État, en 2010, que ce dernier ne s'opposait pas à une destruction.

Question 0520 (12.09.2014) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **démolition de la tour Hadir à Differdange**:

Un article de presse récent (Josée Hansen, «d'Land» du 29 août 2014) revient sur la décision projetée de destruction de la tour Hadir à Differdange, édifice remarquable du patrimoine sidérurgique luxembourgeois et témoin de l'architecture des années 1960.

Dans son article, l'auteure affirme que «la COSIMO (Commission des Sites et Monuments Nationaux) a estimé à l'unanimité des membres que cela valait la peine (de classer monument national), la lettre de la Ministre de la

Culture Maggy Nagel (DP) était prête et même signée - mais n'a jamais été envoyée (...)».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer la proposition de la COSIMO de classer la tour Hadir, monument national, et le fait que la lettre de classement était déjà signée par elle? Dans l'affirmative, pour quelle raison cette lettre n'a-t-elle pas été envoyée?

- Madame la Ministre a-t-elle l'intention d'intervenir pour prévenir la démolition de la tour Hadir à Differdange?

Réponse (27.10.2014) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Sur base d'une demande introduite en date du 12 mai 2014 par trois particuliers, la Commission des Sites et Monuments Nationaux a proposé dans sa séance du 27 mai 2014 l'inscription de la tour Hadir à l'inventaire supplémentaire.

La procédure d'inscription à l'inventaire supplémentaire est fixée par le règlement grand-ducal du 17 mars 1998 fixant les modalités d'application de l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des Sites et Monuments Nationaux qui dit ce qui suit dans son article 1^{er}, alinéa 2: «Sauf les cas d'urgence ou s'il y a péril en la demeure, la Commission des Sites et Monuments Nationaux et le conseil communal de la ou des communes où se trouve l'immeuble sont entendus en leurs avis, lesquels doivent être produits dans le délai de trois mois à partir de la notification de la proposition d'inscription.»

La procédure d'inscription doit aussi, vis-à-vis du propriétaire de l'immeuble, en l'occurrence ArcelorMittal, se conformer aux prescriptions édictées par le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes.

Suivant les règles applicables en la matière, j'ai donc signé deux lettres annonçant mon intention d'inscrire la tour Hadir à l'inventaire supplémentaire, l'une demandant une prise de position d'ArcelorMittal, l'autre demandant l'avis du conseil communal de la ville de Differdange, le tout dans un délai de trois mois.

Ces deux lettres, qui ne constituent nullement des «lettres de classement» comme le prétend l'honorable député, mais de simples propositions, n'ont pas été envoyées, ceci pour les raisons qui suivent:

1. La ville de Differdange a informé le Ministère de la Culture qu'elle est en pourparlers avec ArcelorMittal au sujet de la cession du terrain et entend y réaliser un important investissement d'équipement scolaire.

2. Le Ministère a appris qu'il n'existe pas de projet consolidé d'acquisition et de restauration de la tour Hadir.

Considérant que le projet d'équipement scolaire a de fortes chances de se réaliser, ceci contrairement à un quelconque projet privé alternatif de reprise et de modernisation du bâtiment, je ne me vois pas en mesure de justifier une intervention qui aurait pour unique conséquence de faire perdurer l'agonie de la tour Hadir.

Question 0521 (15.09.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **comité de pilotage de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration**:

Selon les informations relevées dans la presse, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) sera dorénavant entouré par un comité de pilotage qui sera présidé par le directeur actuel de l'Union Commerciale de la ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quelles seront les missions concrètes de ce comité de pilotage?

- Selon quels critères la candidature du nouveau président du comité de pilotage a-t-elle été retenue?

- Y avait-il d'autres candidatures pour ce poste à responsabilité?

- De quel statut relève la fonction dirigeante de ce comité?

- Quel sera le lien hiérarchique entre la directrice de l'OLAI et le comité de pilotage?

Réponse (06.10.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

J'ai l'honneur d'apporter les réponses suivantes à la question parlementaire n°0521 de Ma-

dame la Députée Diane Aehm et de Monsieur le Député Gilles Roth:

- Le comité de pilotage instauré au sein de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration a pour mission d'implémenter les recommandations énoncées par les auteurs de l'analyse organisationnelle effectuée entre mars et juin 2014. Le comité de pilotage accompagnera étroitement la réorganisation de l'administration.

- La candidature de Monsieur Piron a été retenue au vu de ses expériences en matière d'organisation et de gestion de multiples structures ainsi que de son expérience professionnelle dans le domaine de l'humanitaire.

- 28 candidatures en tout ont été reçues.

- Le président du comité de pilotage a le statut d'employé de l'État.

- La directrice de l'OLAI est membre du comité de pilotage.

Question 0522 (16.09.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **présentation du budget de l'État pour l'exercice 2015**:

Il nous revient que le Gouvernement entend attribuer la présentation du budget de l'État pour l'exercice 2015 à une agence de communication.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quels sont les motifs à la base de cette décision?

- Pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas recouru aux services étatiques?

- Quel est le coût lié à ce marché?

Réponse (17.10.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le Gouvernement s'est engagé sur la voie d'une plus grande transparence, y compris en matière budgétaire.

À cette fin, Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, a lancé, fin août 2014, un appel d'offre restreint, à l'adresse de quatre agences de communication luxembourgeoises.

Aux termes du cahier des charges, il a été demandé à ces agences de soumettre une offre pour le développement et la mise en place:

- d'une identité visuelle, déclinable pour toute communication relative au budget;

- d'un site (portail) Internet dédié;

- d'un outil de présentation visuelle du budget, de type «open data», intégré au site;

- de vidéos éducatives animées;

- de fiches thématiques («fact sheet») sous forme d'infographiques.

Le cahier des charges a précisé en outre: «Les données, textes et messages («wordings») à transporter au moyen des vidéos et infographiques seront fournis par le Ministère des Finances au moment de l'octroi du marché.» Il en découle que le rôle de l'agence a été limité exclusivement à la conception technique et graphique.

L'offre retenue a affiché un prix de 41.040 € HTVA. La facture finale s'élève à 35.030 € HTVA.

Le recours à une agence externe s'est justifié notamment du fait de la complexité technique liée au développement de l'outil de visualisation, combinée aux délais très restreints pour la livraison.

Il est à noter que le système a été conçu de manière à pouvoir être réutilisé les années prochaines.

L'outil de visualisation, les infographiques et les vidéos permettent un accès inédit aux données relatives au budget de l'État, et permettront aux citoyens de se familiariser plus facilement avec cette matière complexe.

Question 0523 (16.09.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **TVA en matière de logement**:

Si le Gouvernement a toujours insisté à ce que la hausse du taux de TVA de 3% à 17% n'aura pas d'impact sur les constructions destinées à l'habitation principale, c'est qu'il n'a jusqu'à présent pas évoqué le volet de la faveur fiscale.

Le coût supplémentaire à supporter sur les constructions destinées à l'habitation principale résulte du fait que la faveur fiscale (i. e. une économie de TVA) est plafonnée à 50.000 €. Cela signifie qu'on peut actuellement réaliser des constructions pour un montant de 416.666 € ((15% x 416.666 €) - (3% x 416.666 €) = 50.000 €) pour profiter de l'intégralité de la faveur fiscale. Avec la hausse annoncée du taux normal de la TVA de 15% à 17%, le montant des constructions pouvant bénéficier de la faveur fiscale diminue à 357.142 € ((17% x 357.142 €) - (3% x 357.142 €) = 50.000 €).

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement partage-t-il cette analyse?

- Envisage-t-il le relèvement du plafond de la faveur fiscale pour ne pas pénaliser les personnes acquérant des constructions leur servant de résidence principale?

Réponse (20.10.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Par l'intermédiaire de leur question parlementaire, les honorables Députés demandent si le Gouvernement partage leur analyse en ce qui concerne la faveur fiscale en matière de logement et de la TVA.

Il y a lieu de relever que dans ce contexte le Gouvernement propose de ne rien changer au régime de la TVA actuellement en vigueur en matière de créations de logements destinés à l'habitation principale dans le chef du propriétaire.

Le taux de TVA super-réduit de 3% continuera ainsi à s'appliquer aux créations de logements destinés à l'habitation principale dans le chef du propriétaire et aux rénovations, avec un plafond qui reste fixé à 50.000 € de TVA.

Le Gouvernement ne prévoit pas d'augmenter le montant de la faveur fiscale.

Question 0524 (17.09.2014) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **réaménagement de la RN13 en direction de Bettembourg**:

Lors de la présentation du projet de loi n°6654 relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et autorisant la construction de l'échangeur Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13 dans la Commission parlementaire du Développement durable en date du 23 avril dernier, il a été question de prévoir également un réaménagement de la RN13 en direction de Bettembourg, afin de garantir en premier lieu une meilleure sécurité dans les alentours du Parc merveilleux. Une adaptation du projet de loi n°6654 n'a pas été prise en compte avec l'argument qu'une telle ajout au texte initial causerait des retards à l'exécution du projet principal. Néanmoins l'importance d'un réaménagement de la RN13 en direction de Bettembourg n'a pas été mise en doute.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'un réaménagement à partir du giratoire de Hellange sur la route RN13 en sortie de l'autoroute A13 en direction de Bettembourg s'avère nécessaire?

- Dans l'affirmative, dans quel délai un tel projet pourrait-il être réalisé?

Réponse (16.10.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Actuellement, l'étude de trafic et de mobilité, menée par les Ponts et Chaussées, d'entente avec les communes de Bettembourg et de Dudelange et les autres acteurs en matière de mobilité, touche à sa fin.

L'objectif de délester les localités de Bettembourg et de Dudelange sera atteint:

- par l'augmentation des capacités sur le réseau de grande voirie dont la performance sera augmentée par la finalisation de la liaison routière avec la Sarre sur l'A13 et la mise à 2x3 voies de l'A3, et

- par l'aménagement des traversées des localités de sorte à décourager le trafic transitaire.

À ce jour, la N13 a été réaménagée en 2010 par l'aménagement d'une bande de stationnement ainsi que d'un trottoir au droit du Parc merveilleux afin de sécuriser l'accès à ce dernier. Aussi, une limitation de la vitesse de 70 km/h, dérogoratoire aux dispositions relatives aux limitations générales de la vitesse de 90 km/h est déjà en place entre le P.K. 23140 et le P.K. 23945, dans les deux sens. En outre,



une signalisation indiquant une vitesse conseillée de 50 km/h a été mise en place.

Par ailleurs, le concept de desserte des différentes zones d'activités et industrielles situées entre Bettembourg et Dudelange, qui résulte de l'étude de trafic, prévoit trois accès distincts à partir du réseau de la grande voirie. L'échangeur de Hellange et le premier tronçon de la N13, compris entre ledit échangeur et le CR161, ainsi que le CR161 proprement dit constituent un de ces accès permettant de drainer le trafic de/vers les zones d'activités sans passer par les localités adjacentes.

À ce titre, un éventuel réaménagement ponctuel de l'embouchure du CR161 sur la N13 est en cours d'analyse avec un changement possible de la priorité à cet endroit, et ce en vue de garantir un accès performant aux zones d'activités tout en décourageant le trafic transitaire de traverser la localité de Bettembourg.

Vu que l'analyse d'un éventuel réaménagement ponctuel de la N13 entre le giratoire de Hellange et le CR161 est en cours, un délai précis ne peut être donné à ce stade. Néanmoins, les aménagements sont à coordonner avec le phasage général des projets liés à l'Eurohub et à l'échangeur de Hellange, phasage qui pourrait être présenté fin 2014 et validé début de l'année 2015.

Pour savoir dans combien de cas le patient devrait prendre un médicament générique avec une notice rédigée uniquement en langue allemande (aucun des médicaments en provenance de France n'affiche le meilleur prix) en vue d'éviter de payer un surplus, il a été vérifié par groupe si le pays de provenance du ou des médicaments les moins chers était la Belgique ou l'Allemagne.

Si on exclut du nombre des groupes ceux pour lesquels il existe exclusivement des médicaments avec notice en allemand, sur un nombre total de 42 groupes de substitution, il existe pour 36 groupes un médicament, générique ou non, qui a le meilleur prix en provenance de la Belgique (soit dans 85,71% des cas) et pour lequel la notice d'information est disponible en français et en allemand.

En conclusion, on peut dire que le problème de la notice rédigée uniquement en allemand existe, mais qu'il n'est pas directement lié à la substitution et que, dans le cas des médicaments de substitution, le pourcentage des médicaments les moins chers avec notice d'information rédigée exclusivement en allemand est assez faible.

Question 0526 (17.09.2014) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant les **démarches prévues par le Gouvernement luxembourgeois afin de parer aux menaces émanant de l'exploitation de l'énergie nucléaire dans la Grande Région:**

Le 16 septembre, lors d'une réunion jointe des Gouvernements du Luxembourg et de la Sarre, les menaces potentielles liées à l'exploitation de l'énergie nucléaire dans la Grande Région ont été discutées. Ces menaces émanent notamment des centrales nucléaires de Cattenom/France, qui continuent à être à l'origine de nombreux incidents et que l'exploitant souhaite prolonger jusqu'à 60 ans de service, ainsi que de Tihange/Belgique, plus âgée et dont un des réacteurs a des milliers de microfissures. En outre, à Bure dans le département «Meuse» en France, l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) planifie un centre de dépôt pour déchets hautement radioactifs.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quelles démarches concrètes le Gouvernement luxembourgeois entend-il entamer pour parer aux menaces liées à l'exploitation de l'énergie nucléaire dans la Grande Région?
2. Quelles démarches sont prévues notamment dans le cadre des discussions respectivement des procédures d'autorisation des prolongations souhaitées par l'exploitant EDF à Cattenom?
3. Est-ce que des discussions sur le nucléaire sont prévues avec le Gouvernement belge en formation afin de promouvoir l'idée d'une sortie rapide du nucléaire et notamment la fermeture définitive des réacteurs touchés par des milliers de microfissures à Tihange et Doel?
4. De quelle façon le Gouvernement entend-il informer et intégrer la Chambre des Députés ainsi que la société civile lors de ces démarches?

Réponse commune (28.10.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Ad 1. D'emblée et de manière générale, il faut souligner que le Gouvernement agit à tous les niveaux politiques contre la promotion de l'énergie nucléaire. Dans le contexte du paquet 2030 «climat et énergie», le Luxembourg s'est engagé au Conseil européen du 23 et 24 octobre 2014 pour des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. Plus précisément, le Conseil de Gouvernement a marqué son accord à ce que le Luxembourg s'associe au Gouvernement autrichien qui introduit un recours en annulation à la CJUE contre la décision récente de la Commission européenne relative à l'approbation du subventionnement de la centrale nucléaire «Hinkley Point» au Royaume-Uni.

Le Luxembourg continuera son action politique en faveur d'une fermeture des centrales nucléaires proches de ses frontières en coopérant régulièrement avec ses pays voisins afin d'assurer une sécurité nucléaire maximale dans la

Grande Région, et notamment à la centrale nucléaire de Cattenom. Ainsi, des groupes de coopération ont été formés dont la «Commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection», qui traite entre autres des questions ayant trait à l'opération et à la sûreté de la centrale nucléaire de Tihange, à la surveillance de la radioactivité dans l'environnement et à l'examen de toute autre question d'intérêt commun liée à la sûreté nucléaire ou à la protection radiologique, ou la «Commission mixte franco-luxembourgeoise» qui se réunit tous les ans pour échanger des informations dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la radioprotection. Il y a un an, le Luxembourg a également intégré la «Commission locale d'information» (CLI) de la centrale nucléaire de Cattenom, un organe qui réunit à la fois l'opérateur EDF, l'ASN et des représentants des collectivités territoriales.

Le 17 mars 2014, une réunion sectorielle concernant le domaine de l'énergie dans la Grande Région s'est tenue à Trèves, en présence du secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures. À cette occasion, le Gouvernement luxembourgeois a insisté sur la proximité immédiate du «Centre nucléaire de production d'électricité» (CNPE) de Cattenom à la frontière franco-luxembourgeoise et des conséquences existentielles pour l'État luxembourgeois qui pourraient entraîner un accident grave sur le site du Centre nucléaire de Cattenom.

Début mars 2014, la Ministre de l'Environnement et la Ministre de la Santé ont adressé un courrier au Ministre français de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie qui confirmait la position luxembourgeoise, en l'occurrence de procéder à une fermeture du CNPE de Cattenom. Les ministres ont salué les échanges constructifs avec les autorités françaises pour toutes les questions liées à la sûreté nucléaire. Elles ont néanmoins suggéré d'améliorer, voire de renforcer la communication dans les domaines des impacts environnementaux, en l'occurrence les rejets non radioactifs dans l'eau, les rejets thermiques et les rejets atmosphériques, et ont proposé une entrevue au Ministre français afin de s'échanger bilatéralement sur la problématique.

En outre, la «Division de la Radioprotection» de la Direction de la Santé est fortement engagée dans la coopération internationale en vue de renforcer la sûreté nucléaire, dans la gestion sûre des déchets, dans la protection physique des matières nucléaires et dans la coopération en situation d'urgence nucléaire ou radiologique. Elle a par exemple suivi de près - ensemble avec les Gouvernements des Länder allemands de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre - les tests de résistance «stress tests» dans les pays voisins et en Europe, dont l'objectif était d'évaluer dans quelle mesure les centrales nucléaires disposent de marges de sûreté qui garantissent la sûreté de leur exploitations dans certaines situations d'urgence.

Son rôle actif dans le renforcement de la «Convention sur la sûreté nucléaire» et de la directive 2009/71/Euratom sur la sûreté nucléaire est également reconnu. De plus, elle a été invitée par l'«Autorité de sûreté nucléaire en France» (ASN) à participer à des inspections à Cattenom et s'engage pour que les mesures de protection de la population en cas d'une urgence nucléaire soient mieux coordonnées en Europe dans le but d'offrir la meilleure protection possible à la population.

Le Gouvernement suivra également de près les travaux de mise en conformité des réacteurs de Cattenom par rapport aux conclusions de leurs «stress tests» et des nouvelles prescriptions de sécurité fixées par l'ASN.

Ad 2. Suite à une demande du Gouvernement, le bureau d'avocats «BMH Avocats» a transmis au Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères en date du 14 août 2012 une étude sur les moyens juridiques et/ou administratifs permettant d'empêcher la poursuite de l'exploitation de la centrale nucléaire de Cattenom. Toute décision quant à une fermeture respectivement un prolongement de l'opération d'un réacteur reste actuellement entièrement dans les compétences du pays d'implantation. À l'heure actuelle, il n'existe pas de cadre juridique au niveau de l'Union européenne permettant à un État membre de faire arrêter un réacteur nucléaire d'un autre État membre, bénéficiant déjà de toutes les autorisations nécessaires à son fonctionnement. Aussi longtemps que la preuve du non-respect des nouvelles conditions de sûreté imposées suite aux «stress tests» à l'exploitant de la centrale de Cattenom ne peut être fournie, les chances d'atteindre la fermeture de la centrale de Cattenom par voie juridique doivent être jugées insuffisantes.

En revanche, la nouvelle directive sur la sûreté nucléaire prescrit la mise en œuvre de mesures d'amélioration raisonnablement possibles dans

une installation nucléaire existante dans le cadre des examens périodiques de sûreté. La formulation vise des améliorations massives en cas de prolongation de la durée d'exploitation au-delà de 40 ans; dans le cas de la centrale nucléaire de Cattenom cela serait à partir de 2026. Rien que par les travaux de mise en conformité à prévoir, il semble légitime de revendiquer aux autorités françaises un renouvellement de l'autorisation avec la réalisation d'une enquête publique transfrontalière.

Dans ce contexte, le Gouvernement va analyser les développements au niveau de la réglementation européenne et internationale en matière de conditions d'approbation et de consultation en cas de prolongation de la durée de vie d'une centrale nucléaire (Conventions d'Espoo et de Aarhus). Il se concertera étroitement et régulièrement avec les experts du Gouvernement autrichien en la matière.

Le Gouvernement suivra également de très près toutes les grandes inspections décennales auxquelles chaque réacteur doit se soumettre.

Ad 3. La modification du 18 décembre 2013 de la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité devrait renforcer la sortie du nucléaire en Belgique. Toutefois, la planification réelle du nouveau Gouvernement belge n'est à ce stade pas encore connue dans tous les détails pour tous les réacteurs du parc nucléaire belge. Il y a lieu de signaler que les deux réacteurs Doel 3 et Tihange 2 sont maintenus à l'arrêt jusqu'à nouvel ordre et que le second programme de tests d'irradiation accélérée menés par Electrabel est toujours en cours. À ce titre, aucune conclusion ne peut être tirée pour le moment quant à l'avenir de ces deux réacteurs.

Pour rappel, Electrabel a décidé le 26 mars 2014 d'anticiper l'arrêt programmé des réacteurs de Doel 3 et Tihange 2, qui avaient reçu le 17 mai 2013 le feu vert de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) pour redémarrer. Les résultats de tests menés par l'exploitant montraient en effet que les propriétés mécaniques du matériau des cuves étaient davantage influencées par l'irradiation que ce à quoi les experts s'attendaient. Afin d'expliquer ces résultats inattendus, Electrabel a lancé dans la foulée une seconde campagne de tests et a annoncé le 12 juin 2014 qu'ils dureraient jusqu'à l'automne 2014.

Un éventuel redémarrage des deux réacteurs ne pourra être envisagé que si les résultats inattendus de la première campagne de tests peuvent être expliqués et que les résultats de la seconde campagne de tests démontrent que les propriétés mécaniques de l'acier des cuves ne sont pas influencées de façon inacceptable par l'irradiation. Les autres actions à moyen terme requises par l'AFCN en mai 2013 devront également être pleinement satisfaites. Electrabel devra décrire l'ensemble de ces éléments dans un dossier de justification («safety case report») détaillé et complet à l'attention de l'AFCN, qui procédera ensuite à son analyse.

L'autorité et les organismes de contrôle de la sûreté nucléaire (AFCN, Bel V et AIB-Vinçotte) suivent de très près la situation des réacteurs de Doel 3 et Tihange 2 et prendront le temps nécessaire pour analyser de manière approfondie l'ensemble des résultats présentés par l'exploitant. Un panel d'experts étrangers sera également sollicité pour analyser l'éventuel nouveau dossier de justification présenté par Electrabel. À l'opposé de l'approche choisie en amont du premier redémarrage des réacteurs concernés en 2013 cette nouvelle approche nous semble plus prudente et sert également les intérêts du Luxembourg.

Ad 4. Une réunion entre des représentants du Gouvernement, du «Nationalen Aktionskomitee geint Atomkraft» et des groupes parlementaires s'est tenue au Ministère des Affaires étrangères, le 9 octobre 2014. Le but était la coordination des actions du Gouvernement avec celles de la Chambre des Députés et de la société civile.

Plusieurs actions et pistes d'actions y ont été retenues: Concrètement, le Ministre des Affaires étrangères et européennes, la Ministre de la Santé ainsi que la Ministre de l'Environnement rédigeront une lettre au Gouvernement français pour répéter la revendication et l'argumentaire luxembourgeois concernant une fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom.

De plus les ministres luxembourgeois évoqueront le sujet lors de toute réunion bilatérale avec des ministres du Gouvernement français. Finalement, les députés luxembourgeois veulent

Question 0525 (17.09.2014) de **M. Edy Mertens** (*DP*) concernant les **médicaments génériques:**

Le 5 septembre 2014, la Ministre de la Santé et la Ministre de la Sécurité sociale ont présenté le lancement de la politique de substitution des médicaments originaux par les génériques, effective à partir du 1^{er} octobre 2014. Même si la politique de substitution se limite dans un premier temps qu'à deux groupes (les hypocholestérolémiants et les préparations contre l'ulcère peptique et le reflux), les professionnels du secteur de la santé s'inquiètent concernant la langue des notices d'informations des génériques. En effet, la réalité du marché luxembourgeois des pharmaceutiques veut que les entreprises qui proposent les génériques concernés soient presque toutes d'origine allemande. Ceci entraîne que les notices d'utilisation informant le patient sur les effets secondaires éventuels de ces génériques ne sont que disponibles en langue allemande. Vu le nombre considérable d'assurés à la CNS ne maîtrisant pas la langue allemande, ceux-ci se verront obligés d'acheter un médicament plus cher pour pouvoir profiter d'une notice d'information multilingue.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les Ministres peuvent-ils confirmer la situation décrite ci-dessus?
- Le montant de référence à fixer par la CNS et sur lequel se base la participation du patient tiendra-t-il compte de la disponibilité sur le marché d'un générique contenant une notice d'information multilingue?
- Dans la négative, les Ministres jugent-ils acceptable qu'un patient ne maîtrisant pas la langue allemande soit contraint à payer plus pour bénéficier d'un générique accompagné d'une notice d'information multilingue?

Réponse commune (20.10.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments prévoit que la notice doit être rédigée au moins dans une des langues française, allemande ou luxembourgeoise. Par conséquent, aucune disposition ne s'oppose à ce que les notices scientifiques des médicaments autorisés à être vendus sur le marché luxembourgeois ne soient rédigées en langue allemande. Même en l'absence de substitution, il y a des substances actives pour lesquelles il existe uniquement un médicament en provenance de l'Allemagne et pour lequel la notice est en langue allemande. Le problème de la disponibilité de la notice d'information ne surgit donc pas avec l'introduction de la substitution des médicaments.

Parmi les 210 génériques retenus dans les 46 groupes de substitution, 68 sont de provenance allemande, six sont de provenance française et 136 de provenance belge.

La majorité des génériques proposés sont de provenance belge et leur notice est rédigée en langue allemande et française.

Emballages	Pays de provenance			Notice disponible en
68	Allemagne	32,38	%	allemand
6	France	2,86	%	français
136	Belgique	64,76	%	allemand et français



d'Chamber online op
www.chd.lu

aborder le sujet également avec leurs collègues français qui discutent actuellement le projet de loi sur la transition énergétique. Ce dernier prévoit de réduire de 25% la dépendance de la France à l'électricité nucléaire et présente donc un contexte politique de choix pour analyser également les implications et conséquences transfrontalières de l'exploitation du nucléaire.

Question 0527 (17.09.2014) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant les **crimes xénophobes et racistes**:

Le Grand-Duché du Luxembourg est préservé pour l'essentiel du fléau raciste et de crimes y afférents. J'aimerais cependant avoir des informations sur les aspects concrets suivants:

- Quelle instance recense les crimes xénophobes et racistes? Comment ces données sont-elles rendues accessibles?

- Combien de crimes racistes ont été enregistrés en 2012 et en 2013? Pour l'année 2013 de quels types de crime à caractère raciste s'agissait-il: meurtre, attaque physique, incitation à la haine par Internet, dommage à des propriétés, désacralisation de tombe, atteinte à des lieux de culte, attaque de centres culturels, ou autres? En 2013, d'où les victimes étaient-elles originaires?

- Y a-t-il une estimation de crimes et délits racistes non déclarés («Dunkelziffer»)?

- Quels types de formation et formation continue sont en place pour les juges, les membres du parquet et les forces de l'ordre en matière de poursuite de crimes racistes ou xénophobes?

Réponse commune (13.10.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Quant à la première question sur l'instance qui recense les crimes xénophobes et racistes, il faut souligner que comme pour toutes les infractions pénales, le recensement de ces plaintes se fait tant au niveau de la Police grand-ducale qu'au niveau des deux parquets.

Il faut définir ce qu'on entend par crimes xénophobes et racistes. Les infractions communément regroupées sous la dénomination «racisme et discrimination» se limitent dans notre Code pénal aux articles 454 à 457-3.

Parmi les autres infractions pénales regroupées au Code pénal, les seules infractions entraînant une aggravation de la peine encourue en raison d'une motivation raciste sont les infractions de calomnie et de diffamation (article 444 (2) du Code pénal).

Il s'ensuit qu'une éventuelle motivation raciste d'une autre infraction (par exemple coups et blessures volontaires, destruction volontaire d'objets mobiliers d'autrui, etc.) n'est pas nécessairement répertoriée dans les statistiques.

En 2012, la Police grand-ducale a compté 30 infractions à motivation raciste.

Pour 2013, la Police grand-ducale a recensé 31 infractions à motivation raciste. Il s'agissait principalement des infractions de coups et blessures volontaires sans incapacité de travail personnel, injures et menaces contre les personnes ou contre les biens.

Les 31 infractions à caractère raciste répertoriées en 2013 ont fait 38 victimes.

Les autorités répressives ne sont pas en mesure de se prononcer sur le nombre des infractions à caractère raciste ou xénophobe non déclarées auprès de la Police grand-ducale ou des parquets.

Les dossiers comportant une infraction à connotation raciste ou xénophobe sont traités tant au Parquet de Luxembourg qu'au Parquet de Diekirch par un seul magistrat spécialisé en la matière. Pour le surplus, il convient de préciser que tous les magistrats ont la possibilité d'assister dans la limite des places disponibles à différentes formations surtout au niveau international organisées notamment par l'École nationale de la magistrature en France ou par l'ERA.

Question 0528 (17.09.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **réaction du porte-parole du Premier Ministre à une question parlementaire**:

En réponse à notre question parlementaire n°0522 du 15 septembre 2014, le porte-parole de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, vient de s'exprimer sur le site Internet wort.lu dans les termes suivants: «Die Abgeordneten Gilles Roth und Diane Adehm möchten den Eindruck vermitteln, die Regierung wolle essenzielle Aufgaben vom Staat outsourcen. Dies ist nicht der Fall.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, partage-t-il cette appréciation?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, considère-t-il que les propos tenus par son porte-parole sont respectueux du devoir de neutralité auquel sont tenus tous les fonctionnaires et employés de l'État?

Réponse (23.09.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

L'imprécision sur l'origine des déclarations faites dans l'article de presse cité par les honorables Députés est regrettable. Le contenu de l'article en question se basait sur les mêmes propos que j'avais tenus personnellement le même jour dans une interview accordée à la Radio 100,7.

Mon conseiller en communication avait suivi mes instructions en répondant aux questions du journaliste de wort.lu et il n'a que répété les déclarations que j'avais déjà faites sur ce sujet.

Question 0529 (17.09.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **fin de la gratuité des transports en commun pour les étudiants**:

Jusqu'à présent, les déplacements en transports publics entre l'université et le domicile de l'étudiant et inversement étaient gratuits pour les étudiants. Or, selon la décision reprise par les médias lundi, 15 septembre, ce ne sera plus le cas. En effet, d'après le règlement ministériel du 9 juillet 2014, les étudiants ne bénéficieront plus de la gratuité du transport et devront désormais acheter une carte «Jumbo» d'une valeur de 75 euros par an pour pouvoir utiliser tous les transports en commun nationaux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il pris cette mesure?

- Pourquoi cette décision n'a-t-elle pas été annoncée avant la rentrée universitaire, alors qu'il s'agit d'un règlement ministériel datant du 9 juillet 2014?

- Les Ministres ne jugent-ils pas cette mesure contradictoire, alors que, d'un côté, le Gouvernement souhaite une plus grande utilisation des transports en commun et que, d'un autre côté, ce sont justement les étudiants ne bénéficiant pas de la bourse de mobilité qui seront touchés par cette mesure?

Réponse commune (23.10.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur les motifs de la suppression de la gratuité du transport public des étudiants.

Tout d'abord, nous nous permettons de revenir sur l'historique de la gratuité du transport des élèves (fréquentant un établissement d'enseignement postprimaire) et les étudiants (fréquentant un établissement d'enseignement universitaire).

La gratuité du transport avait été introduite en 1973 en faveur des élèves fréquentant un établissement scolaire de l'enseignement postprimaire, pour leur trajet entre le domicile et le lieu de l'établissement scolaire se limitant aux périodes scolaires, donc en dehors des heures de cours et en dehors des vacances scolaires.

Cette gratuité fut étendue par la suite aux élèves âgés de moins de 21 ans au vu des doublages de moins de 21 ans dans les établissements postprimaire.

La gratuité a été étendue également aux élèves qui fréquentaient un établissement postprimaire à l'étranger.

Enfin, la gratuité fut étendue aux étudiants lors de la création des cours universitaires dans les années '90. Dans le cas d'études universitaires à l'étranger, le trajet était gratuit sur le territoire national jusqu'à un point frontière, et les seuls moyens de transports publics qui étaient concernés furent les moyens de transport ferroviaires.

Cependant, le système de la gratuité du transport des élèves donnait lieu, depuis son existence, à de nombreuses critiques dont notamment:

- impossibilité d'exercer des contrôles tant soit peu sérieux sur son application;

- notion peu claire du lieu de domicile et de résidence alors que de plus en plus d'élèves habitaient à des endroits différents en cas de parents divorcés;

- la notion du lieu d'établissement scolaire est souvent ambiguë en cas de stages à effectuer par des étudiants qui devaient utiliser des trajets non couverts par relation inscrite sur leur titre de transport scolaire;

- problématique des étudiants effectuant des études dans des pays lointains et non frontaliers pour lesquels l'utilisation des relations ferroviaires initialement accordées ne suffisait plus;

- par conséquent, augmentation du nombre de fraudes.

Au vu de tous ces inconvénients, constatés pour la plupart déjà dans les années '70 et '80, l'on a introduit en 1986 «l'abonnement annuel pour jeunes gens», connu peu après sous le nom de «Jumbokaart». Cet abonnement devait, d'une part, supprimer la gratuité des élèves en raison des nombreuses critiques soulevées ci-dessus et, d'autre part, fournir une solution aux problèmes de transport des jeunes en général dans le cadre de leurs activités autres que celles de la seule fréquentation d'un établissement d'enseignement.

En dépit des arguments précités, la gratuité fut maintenue pour les élèves et étudiants pour les trajets, en dehors des cours et des vacances scolaires, entre leur domicile et leur établissement scolaire.

En 2008, une convention entre l'État respectivement le Verkeiersverbond et l'Université du Luxembourg avait été conclue, renouvelée en octobre 2013. Elle permettait à leurs étudiants détenteurs d'une carte d'étudiant d'utiliser celle-ci en tant que titre de transport; pour ce faire l'université imprimait sur cette carte le logo de la Mobilitätszentral et la mention «vaut titre de transport sur le réseau luxembourgeois», et payait, semestriellement, au Verkeiersverbond le montant correspondant d'une «Jumbokaart».

Les étudiants de l'Université du Luxembourg ont par conséquent acquis la «Jumbokaart», contrairement à des étudiants de l'enseignement postsecondaire, effectuant leurs études à l'étranger qui essayaient de se procurer une «myCard», la carte d'élèves qui avait été introduite par le Ministère de l'Éducation nationale à la rentrée 2012-2013 pour les élèves de l'enseignement secondaire, et qui vaut entre autres titre de transport gratuit pour la relation domicile établissement scolaire.

Les revendications pour une telle «myCard» aboutissaient au CEDIES (Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur), dépendant du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Cependant, le CEDIES devait traiter une multitude des demandes qui furent souvent difficiles à trancher, ambiguës en raison d'études lointaines, en cas d'impossibilité de se fixer à un seul lieu de résidence ou encore le lieu d'établissement scolaire.

Ainsi, des étudiants faisant leurs études en Angleterre ou aux États-Unis demandaient la «myCard» pour effectuer le trajet entre leur domicile et l'aéroport (sic!)

Durant les deux dernières années scolaires, le nombre de demandes à traiter a augmenté très considérablement, alors qu'entre 2000 et 2012, les demandes s'élevaient à 163 respectivement 250 demandes annuelles, ce nombre est passé pour la rentrée 2013-2014 à plus de 1.000 demandes.

Avec une gratuité des transports pour les élèves vers leurs établissements scolaires, ainsi qu'une quasi-gratuité des transports, avec 75 euros par an pour tous les jeunes gens (élèves ou non) pour tous leurs déplacements vers leurs loisirs ou autres, nous sommes d'avis que cette politique est très favorable à une grande utilisation des transports publics. Déjà aujourd'hui, de toute façon, la majorité de jeunes gens et d'étudiants possèdent une «Jumbokaart».

Cette mesure n'est pas contraire à la politique relative aux transports publics alors que la somme modeste de 75 euros par an, i. e. 1,41 euros par semaine ou 2 centimes par jour, pour pouvoir utiliser le réseau complet des transports publics au Luxembourg, i. e. le réseau ferroviaire, les réseaux RGTR, AVL et TICE est supportable d'autant plus que la gratuité existe toujours pour les personnes économiquement plus faibles.

Question 0530 (18.09.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **politique de nomination du Gouvernement**:

Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a expliqué hier matin aux membres de la Commission de la Force publique et de la Commission juridique que l'ancienneté de service n'a joué aucun rôle dans la sélection de la nouvelle équipe dirigeante de la Police grand-ducale. Il a ensuite précisé qu'il suivrait cette approche pour l'ensemble des administrations étatiques faisant partie de ses ressorts sans détailler si cette politique de nomination s'applique exclusivement à des postes de responsabilité.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Les Ministres peuvent-ils m'indiquer si cette politique de nomination s'appliquera uniquement dans le domaine de la force publique ou s'il s'agit d'une politique généralement suivie par tous les membres du Gouvernement? Est-elle limitée aux postes à responsabilité? Dans l'affirmative, quels sont ces postes?

Réponse commune (21.10.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Les postes du directeur général, du directeur général adjoint ainsi que de l'inspecteur général de la police sont au choix du Gouvernement qui prend sa décision sur proposition du Ministre du ressort.

En l'occurrence, le Ministre de la Sécurité intérieure s'est déterminé, en vue de la formulation de ses propositions au Gouvernement, en prenant ses responsabilités par rapport aux projets de réforme en cours et en constituant l'équipe la mieux apte à implémenter les projets en question.

Question 0531 (18.09.2014) de **Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **décentralisation administrative et scolaire**:

Dans sa réponse du 16 septembre 2014 à la question parlementaire n°0411 (cf. *compte rendu n°11/session extraordinaire 2013-2014*) du Député André Bauler concernant la décentralisation administrative et scolaire, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a indiqué que le Gouvernement envisage de concentrer les efforts de décentralisation sur «les centres de développement et d'attraction d'ordre moyen que sont, d'un côté, Esch-sur-Alzette avec Belval, et, de l'autre, la Nordstad». Force est de constater que la région Est du pays n'y est pas mentionnée.

Nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les intentions du Gouvernement concernant la région Est du pays en matière de décentralisation?

- Est-ce que le fait que le Ministre n'a pas mentionné dans sa réponse cette région signifie que le Gouvernement ne souhaite pas installer davantage d'administrations publiques dans la région Est?

- Qu'en est-il de nouvelles installations scolaires et parascolaires?

- Le Gouvernement aurait-il même l'intention de supprimer à l'avenir des administrations publiques et institutions scolaires et parascolaires dans cette région du pays?

Réponse (13.10.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

De prime abord, il importe de préciser que dans ma réponse à la question parlementaire 0411, évoquée dans la présente question parlementaire, j'ai parlé de «focalisation des efforts de décentralisation sur les centres de développement et d'attraction d'ordre moyen que sont, d'un côté, Esch-sur-Alzette avec Belval, et, de l'autre, la Nordstad».

Cette focalisation ne veut pas pour autant dire que d'autres parties de notre pays ne pourraient plus bénéficier de décisions de décentralisation à l'avenir. Toutefois, ces décisions devraient être fonction des atouts respectifs et des particularités régionales et être opérées là où cela fait du sens. Il en est ainsi de la région Est et plus particulièrement de ses quatre centres de développement et d'attraction régionaux. Trois de ces CDA possèdent un lycée. Certains possèdent des équipements culturels et touristiques de niveau régional, voire même national, ou encore des administrations étatiques liées aux particularités régionales telles que, par exemple, la viticulture. S'y ajoute la commune de Mondorf, unique station thermale du pays, qui est également surdotée en équipements touristiques et bénéficiera à l'avenir de l'implantation d'un nouveau lycée.

Il ne peut donc être question de négliger cette région ou d'autres du pays au bénéfice exclusif des seuls centres de développement et d'attraction d'ordre moyen, mais il s'agit de procéder par ordre de priorité et en fonction de la hiérarchie et de la nature des équipements et/ou d'administrations à décentraliser.

Question 0532 (18.09.2014) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant la mise en place d'un juge aux affaires familiales:

Les questions de résidence (ou de garde) d'enfant sont l'une des difficultés essentielles rencontrées par les ex-époux après un divorce, tel que le Ministre de la Justice démontre dans sa réponse à la question parlementaire n°0230 du 23 avril 2014 (cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014). Ce problème est d'autant plus aggravé par l'éparpillement des compétences entre plusieurs instances concernées. Dès lors, l'idée de la création d'un juge unique qui remplacerait les quatre juges intervenant actuellement (référé, de la jeunesse, des tutelles et le juge de paix) est née sous l'ancien Gouvernement et s'avère aujourd'hui plus que jamais utile et pertinente, d'autant plus que le Grand-Duché se fait régulièrement épingleur par la Cour européenne de Strasbourg à cause du dépassement du délai raisonnable. Les procédures judiciaires lors de la séparation et surtout de l'attribution de l'autorité parentale ou d'une pension alimentaire seraient facilitées par l'instauration d'un tribunal aux affaires familiales. En outre, il faudrait des magistrats spécialisés en matière de droit de la famille pour pouvoir tenir compte non seulement de la situation juridique d'une affaire, mais aussi des spécificités psychologiques ou sociales qui touchent les situations dans lesquelles se retrouvent les familles. La volonté de mettre en place un juge aux affaires familiales se retrouve aussi dans l'accord de coalition du nouveau Gouvernement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre est-il toujours favorable à l'instauration d'un tribunal aux affaires familiales?

- Dans l'affirmative, quel est l'état actuel des travaux préparatoires?

- Quand est-ce que le Ministre entend déposer le projet de loi y relatif?

Réponse (10.10.2014) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Le Gouvernement souhaite vivement accélérer la modernisation du droit de la famille. Des juges aux affaires familiales seront mis en place dans le cadre d'une réforme importante et d'une simplification des procédures applicables à la famille et aux enfants.

Tout en favorisant également la médiation, les juges aux affaires familiales seront en charge de tous les aspects contentieux du droit civil concernant la famille, tant les aspects patrimoniaux, que les aspects extra-patrimoniaux.

Les travaux préparatoires à cette réforme d'envergure sont en cours et nécessitent des concertations avec les milieux professionnels concernés, y compris les autorités judiciaires et les avocats.

Dans la mesure où la création des juges aux affaires familiales peut difficilement se concevoir de façon isolée, en dehors des autres réformes profondes du droit de la famille, en particulier du divorce ou de l'autorité parentale commune, les travaux préparatoires nécessiteront une très large coordination dans les mois à venir. Ces travaux préparatoires devraient aboutir par un projet de loi en 2015.

Question 0533 (18.09.2014) de M. Jean-Marie Haldorf (CSV) concernant l'antidépresseur agomelatine:

L'antidépresseur agomelatine commercialisé sous les noms de Valdoxan® et Thymanax®

devrait être contre-indiqué chez les personnes de plus de 75 ans en raison de risques sévères pour le foie, a annoncé l'Agence européenne des médicaments (EMA).

Le comité pour l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance de l'EMA a en effet préconisé un renforcement des mises en garde sur les notices de ces médicaments. En particulier, il devrait être clairement indiqué que la fonction hépatique du patient doit être testée avant et pendant toute la durée d'un traitement avec cet antidépresseur. Cette décision a été prise après l'examen de données cumulées sur les risques hépatiques sévères pour les personnes qui prennent ce médicament dans le cadre d'une procédure normale d'examen. L'EMA prendra une décision formelle et finale dans ce dossier dans le cadre d'un comité prévu entre le 22 et 25 septembre 2014.

En France, l'Agence du médicament ANSM avait déjà mis en garde contre les risques d'atteinte hépatique potentiellement grave associés à la prise de cet antidépresseur en octobre 2012.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- L'antidépresseur agomelatine est-il prescrit au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, la Ministre a-t-elle connaissance des problèmes concernant l'antidépresseur en question notamment en ce qui concerne le risque sévère de foie chez les personnes de plus de 75 ans et le cas échéant la Ministre prendra-t-elle compte des consignes de l'EMA?

- Dans la négative, quelle sera la démarche de la Ministre?

Réponse (20.10.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

L'agomelatine, indiquée dans le traitement des épisodes dépressifs majeurs chez l'adulte, dispose d'une autorisation de mise sur le marché au niveau européen depuis 2009 et est commercialisée depuis 2010 au Luxembourg sous le nom de Valdoxan®.

Mes services sont au courant des problèmes d'hépatotoxicité.

L'Agence européenne des médicaments à Londres, de par son comité scientifique, le Comité des médicaments à usage humain (CHMP), a terminé la réévaluation des médicaments Valdoxan® et Thymanax®, et a conclu à un rapport bénéfice/risque positif dans sa réunion du mois de septembre.

Il y aura un renforcement des mesures de minimisation de risque d'hépatotoxicité de l'agomelatine (Valdoxan®). Les modifications adoptées seront transposées dans le résumé des caractéristiques du produit. Par ailleurs, la rubrique «mises en garde spéciales et précautions d'emploi» concernant le risque hépatique sera adaptée afin de clarifier les modalités de réalisation des contrôles de la fonction hépatique.

À l'issue de l'évaluation des données périodiques du rapport bénéfice/risque (PSUR) de l'agomelatine, le Comité pour l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance de l'Agence des médicaments (PRAC) avait été amené à renforcer les mesures de minimisation de risque autour de ce médicament et avait proposé de contre-indiquer ce médicament chez les patients âgés de 75 ans et plus en raison d'une efficacité non démontrée et du risque potentiellement accru d'hépatotoxicité dans cette population.

Le résumé des caractéristiques actuel contient déjà une mise en garde que le médicament ne devrait pas être utilisé chez des patients âgés de 75 ans et plus.

Le Comité des médicaments à usage humain (CHMP) a cependant considéré ne pas suivre la recommandation du Comité pour l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance (PRAC), c'est-à-dire de passer de mise en garde à contre-indication, ceci n'étant pas justifié par les données disponibles.

Un livret destiné aux patients ayant pour objectif de les sensibiliser sur le risque hépatotoxique et l'importance du suivi de la fonction hépatique sera également mis en place.

Les autorités de santé de l'Union européenne avaient déjà assorti la mise sur le marché du médicament Valdoxan® 25 mg de certaines conditions. Le plan obligatoire de minimisation des risques au Luxembourg déjà en vigueur est une mesure prise pour garantir une utilisation sûre et efficace du médicament Valdoxan® 25 mg.

Ainsi un guide d'information pour les professionnels de la santé comprenait des recommandations concernant:

- le risque d'hépatotoxicité
- le contrôle de la fonction hépatique

- la conduite à tenir en cas de symptômes cliniques de lésion hépatique

- les interactions avec les inhibiteurs puissants du CYP1A2.

L'avis du Comité des médicaments à usage humain (CHMP), élaboré en septembre 2014, sera maintenant envoyé à la Commission européenne et constituera la base d'une décision contraignante.

Question 0534 (18.09.2014) de M. Max Hahn (DP) concernant les aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie:

Le règlement grand-ducal du 26 mai 2014 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation prévoit des standards énergétiques à respecter lors de la construction de nouvelles maisons. Ces dispositions, devenant progressivement plus contraignantes, s'appliquent également pour l'année 2017.

Afin d'encourager l'usage efficace de l'énergie, le règlement grand-ducal du 12 décembre 2012 crée un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement. Cette forme d'aides expire néanmoins à la fin de l'année 2016. En effet, ledit règlement reste muet sur la manière de promouvoir la construction de logements dont l'autorisation de bâtir est demandée après le 31 décembre 2016.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre juge-t-elle nécessaire la mise en place de mesures d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie au delà de la date du 31 décembre 2016?

- Dans l'affirmative, pourrait-elle me donner des précisions quant au type d'aides qu'elle prévoit mettre en œuvre?

Réponse (28.10.2014) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Max Hahn ayant pour objet les aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations reprises ci-après:

Il y a lieu de souligner que le règlement grand-ducal du 12 décembre 2012 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement cité par l'honorable Député Max Hahn prévoit des aides financières pour la réalisation de maisons passives ainsi que pour les installations techniques correspondantes jusqu'au moment où la réglementation en matière de performance énergétique des bâtiments d'habitation nouveaux établit la maison passive comme standard minimal à respecter (31 décembre 2016).

Pour les nouvelles constructions dont l'autorisation de bâtir est sollicitée à partir du 1^{er} janvier 2017, et en attendant la mise au point précise des exigences correspondant au «bâtiment d'habitation dont la consommation d'énergie est quasi nulle», exigences qui seront d'application à partir du 1^{er} janvier 2019, mes services travaillent d'ores et déjà, en collaboration avec les services des autres départements ministériels concernés (logement et économie), à l'intégration d'une composante écologique dans le régime d'aides financières.

Question 0535 (18.09.2014) de M. André Bauler (DP) concernant la sécurisation de la route nationale E421 et du CR359:

Actuellement la route nationale E421 entre Diekirch et Ettelbruck (appelée encore couramment «Axe central Nordstad») présente différents points critiques.

En effet, dans l'attente du réaménagement fondamental du gabarit de cette voie routière, il s'avère que surtout la partie entre le giratoire d'Ingeldorf et l'entrée de la ville de Diekirch présente de nombreuses zones à risques, tant pour les automobilistes que pour les piétons.

Il en est de même pour le CR359 sur lequel le trafic a fortement augmenté ces dernières années. Un souci tout particulier revient d'ailleurs au danger auquel les piétons s'exposent sur les arrêts de bus le long de la E421 et sur les passages à niveau de l'antenne ferroviaire Ettelbruck-Diekirch.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des mesures de sécurisation sur la partie mentionnée de l'E421 sont envisagées par les services compétents au courant des mois à venir?

- De telles mesures sont-elles également prévues le long du CR359?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'état d'avancement des travaux préparatoires au réaménagement fondamental du gabarit de la route nationale E421 passant par la localité d'Ingeldorf?

Réponse (16.10.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Des mesures de sécurisation sont prévues par le projet du corridor multimodal sur l'axe N7 entre Ettelbruck et Diekirch, projet qui consiste en un réaménagement de la route N7 entre le giratoire Ingeldorf et le Walebroch en vue d'une intégration optimale des transports en commun. Ce projet donne une nette priorité aux bus, ce qui ensemble avec la reconsidération des arrêts de bus, améliore le niveau de la sécurité et le confort des usagers en même temps que la qualité de vie des riverains.

Afin de répondre à un concept global, le projet du corridor multimodal de transport N7 traite également une amélioration du réseau de la mobilité douce - dont le chemin CR359 fait partie intégrante - et la sécurisation/suppression de passages à niveau sur l'antenne ferroviaire Ettelbruck-Diekirch.

Comme le projet du corridor multimodal entre Ettelbruck et Diekirch est priorisé en phase 1 du plan directeur sectoriel «Transports» PST, sa réalisation devrait être programmée à l'horizon 2020.

Question 0536 (18.09.2014) de Mme Joëlle Elvinger et M. Max Hahn (DP) concernant le parc à vélo sécurisé «mBox»:

Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a inauguré récemment près de la gare de Mersch le deuxième parc à vélos sécurisé «mBox» de Luxembourg. Ces stations sont mises à disposition gratuitement au détenteur de la «mKaart» et sont destinées à protéger les vélos contre les intempéries ainsi que contre le vol et le vandalisme. Le site www.m-box.lu informe que davantage de stations «mBox» sont planifiées ou en cours de réalisation.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il nous informer du nombre de stations planifiées et des emplacements retenus pour les futurs «mBox»? Quel est le coût d'une telle station «mBox»?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures dispose-t-il déjà des premières statistiques concernant l'utilisation de la «mBox» qui est en service à la gare centrale de Luxembourg-ville depuis début avril?

- Vu que le but de la «mBox» est, entre autres, de protéger les vélos contre le vol, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il nous informer de l'évolution du nombre de vols de vélos constaté au Luxembourg pendant les dernières années?

Réponse commune (27.10.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

Les questions parlementaires des honorables Députés Joëlle Elvinger et Max Hahn portent sur le système «mBox» pour vélos et sur les statistiques récentes des vols de vélos.

Une «mBox» est un espace sécurisé pour vélos certifié par le Verkëiersverband. Tout détenteur d'une «mKaart» qui en a fait la demande auprès d'une Mobilitészentral du Verkëiersverband peut accéder aux «mBox» pour y garer son vélo. La certification peut être demandée aussi bien par les CFL que par une commune ou une entreprise.

Les deux premières «mBox» ont été installées par les CFL.

Celle située entre la gare centrale de Luxembourg-ville et le Park & Ride fut mise en service

le 1^{er} avril 2014. Depuis, elle compte quelque 72 activations par semaine. Le soir et le week-end, l'on constate un taux d'occupation de 80% environ.

Pour ce qui est de celle inaugurée à la gare de Mersch dans le cadre de la semaine de la mobilité 2014, elle constitue le prototype des «mBox» tels que les CFL projettent de les implanter à la proximité des gares ferroviaires existantes. Pour ce qui est des projets de nouvelles gares ferroviaires, des espaces sécurisés pour vélos pourront également être intégrés dans le bâtiment et munis d'une serrure certifiée «mBox».

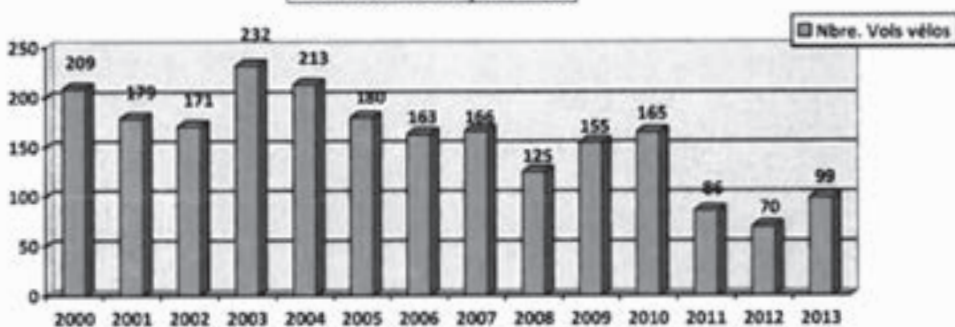
Les prochaines «mBox» que les CFL prévoient d'installer se situent aux gares de Luxembourgville (quai 1), Wasserbillig, Roodt-sur-Syre, Du-delange, Bettembourg et Noertzange.

Une «mBox» telle que celle de Mersch (32 places à l'intérieur et huit places à l'extérieur) coûte 35.000 € pour la partie au-dessus du sol (structure métallique, le système «2ParkUp», etc.). En fonction des aménagements à réaliser au sol (surface en pavés, fondations, tranchée pour alimentation électrique, etc.), s'y ajoutent jusqu'à 35.000 €. L'on peut donc estimer un prix maximum de 70.000 € pour 40 vélos (le système «mKaart» étant livré par le Verkeiersverbond). Une telle «mBox» permet de servir 40 usagers sur un espace équivalent à trois places de stationnement automobile et à un coût largement inférieur à celui d'un parking pour 40 voitures.

Pour ce qui est de l'évolution générale des vols de vélos constatés par la Police grand-ducale, elle est affichée ci-dessous. Entre les années 2000 et 2013, on constate que la tendance générale est décroissante. En comparant la moyenne pluriannuelle de 2000 jusqu'à 2010 (178 faits) avec la moyenne pluriannuelle des trois dernières années (85 faits), la Police grand-ducale constate une baisse de -52,25% avec un taux d'élucidation de 4,97%.

Vols de vélos (tentatives incluses) au Grand-Duché de Luxembourg depuis l'année 2000:

Les vols de vélos par années



Année	Nbre de vols	Nbre de vols accomplis	Nbre de vols tentatives	Faits élucidés par année	Taux d'élucidation %
2000	209	208	1	10	4,8
2001	179	179	0	3	1,7
2002	171	170	1	8	4,7
2003	232	228	4	9	3,9
2004	213	213	0	11	5,2
2005	180	180	0	10	5,6
2006	163	163	0	8	4,9
2007	166	165	1	5	3,0
2008	125	124	1	13	10,4
2009	155	155	0	7	4,5
2010	165	165	0	5	3,0
2011	86	86	0	3	3,5
2012	70	69	1	4	5,7
2013	99	97	2	14	14,1
Total	2213	2202	11	110	4,97%

Source: Police grand-ducale; Direction générale; Direction de l'information; Analyse criminelle stratégique. Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Question 0537 (18.09.2014) de M. Justin Turpel (déi Lénk) concernant l'abolition du transport public gratuit des étudiants:

Par règlement ministériel du 9 juillet 2014 modifiant celui du 19 décembre 2012 fixant les tarifs des transports publics, la gratuité du titre de transport «myCard» établie par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dont bénéficiaient jusqu'à présent les étudiants inscrits dans un établissement de l'enseignement supérieur aussi bien au Luxembourg

qu'à l'étranger, est abolie. Le directeur du RGTR a justifié cette décision par la «surcharge administrative» inhérente au contrôle de cette mesure, car ce titre n'est valide qu'entre l'établissement d'enseignement supérieur et le lieu de résidence de l'étudiant.

Désormais, les étudiants devront déboursier 75 euros par an, pour l'obtention d'un titre de transport. Partant, je voudrais, Monsieur le Ministre, vous poser les questions suivantes:

- Pouvez-vous préciser l'ampleur de la «surcharge administrative» dénoncée par la direction du RGTR? À combien d'heures de travail peut-on estimer la charge de travail liée à la gestion et au contrôle de la gratuité de la «myCard» pour étudiants?

- Combien d'étudiants ont bénéficié de ce titre de transport gratuit depuis son introduction en 2009?

- Est-ce que l'abolition de cette gratuité a été précédée d'une concertation avec les organisations représentant les étudiants?

- N'estimez-vous pas qu'il serait plus judicieux, afin de favoriser l'utilisation des transports en commun et pour ne pas grever davantage le budget des étudiants, d'assurer tout simplement la gratuité universelle des transports en commun pour tous les élèves et étudiants?

- N'estimez-vous pas que l'on pourrait étendre la gratuité des transports en commun à l'ensemble de la population?

Réponse (20.10.2014) de M. François Bausch, Ministre de Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge notamment sur l'abolition de la gratuité des transports publics par le biais de la «myCard» aux étudiants.

En ce qui concerne ce volet, je me permets de référer l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire n°0529 (voir ci-dessus).

Je vous rappelle d'ailleurs que les transports sont de toute façon gratuits pour les personnes économiquement faibles, soutenues par l'Office social ainsi que celles qui bénéficient d'un complément dû en exécution de la loi modifiée du 26 juillet 1986 sur le revenu minimum garanti. Cette gratuité est également accordée à leurs membres de famille sans revenu propre.

J'estime enfin dans ce contexte qu'il faut appliquer le principe de l'utilisateur payeur, principe généralement reconnu d'ailleurs par l'Union européenne dans son livre blanc de la Commission européenne «Feuille de route pour un espace européen unique des transports - Vers un système de transport compétitif et économe en ressources du 28 mars 2011» qui prévoit entre autres le principe de «Progresser vers la pleine application des principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur» et que «Les tarifs et les taxes doivent être restructurés afin de mieux tenir compte des principes du 'pollueur payeur' et de l'utilisateur payeur».

Question 0538 (19.09.2014) de Mme Martine Hansen et M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'intégration de l'Uelzecht Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers:

Dans un communiqué du 15 septembre 2014, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a annoncé vouloir intégrer l'Uelzecht Lycée Luxembourg (UELL) à Dommeldange dans le Lycée technique des Arts et Métiers (LTAM) à Limpertsberg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Avec un effectif total prévu d'environ 2.000 élèves (581 pour l'UELL et 1.349 pour le LTAM à la rentrée scolaire 2014/2015), l'intégration de l'UELL dans le LTAM mènera à un des plus grands lycées du Luxembourg. Est-ce que la création d'établissements scolaires avec un effectif total élevé reflète la politique générale du Ministre?

2. Pourquoi le Ministre n'a-t-il pas envisagé de donner à l'UELL la possibilité de se donner un nouveau profil avec de meilleures perspectives pour les élèves? En outre, ne serait-il pas envisageable d'étendre l'offre scolaire, limitée actuellement aux classes inférieures de l'enseignement secondaire technique (7^e à 9^e) et de l'enseignement secondaire (7^e à 5^e), aux classes supérieures?

3. Une des raisons expliquant le manque d'inscriptions à l'UELL est, selon le Ministre, l'insuffisance en infrastructures. Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre ce problème?

Réponse (15.10.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ad 1. Les lycées qui présentent un effectif supérieur à 2.000 élèves en 2013/2014 sont tous des lycées comprenant plusieurs bâtiments. Il s'agit du Lycée classique de Diekirch (avec ses deux bâtiments à Diekirch et son annexe à Mersch), du LTC (au Limpertsberg et au Kirchberg) et du LTMA (à Lamadeleine et à Differdange).

Il est souhaitable que l'effectif d'un lycée reste tel que les enseignants et la direction puissent garder un contact personnel avec les élèves. C'est donc la taille d'un site déterminé et non pas celle d'un lycée tout entier qui est déterminant. Une fusion du LTAM et de l'UELL n'aura pas d'impact négatif dans ce sens.

Les lycées précités avec un effectif supérieur à 2.000 élèves répartis sur plusieurs sites ont évolué par le passé afin de pouvoir étendre l'offre scolaire. Ainsi ces lycées peuvent offrir une très large panoplie de formations tant dans les classes inférieures que dans les classes supérieures (lycée classique, lycée technique et régime préparatoire) avec pour les élèves des passerelles plus souples entre les différents ordres d'enseignement que dans le cas d'un changement de lycée.

C'est précisément dans cette logique que je souhaite lancer des groupes de travail au sein du LTAM et de l'UELL pour faire élaborer des propositions sur l'offre de formations et les approches pédagogiques.

Ad 2. Le Gouvernement vise à accroître les domaines d'autonomie des lycées. Je souhaite que tous les lycées développent un profil propre et s'engagent dans le développement scolaire. Il ne faut pas comprendre le projet d'intégration de l'UELL dans le LTAM comme une réaction à un développement scolaire en cours d'évolution. L'idée est de compléter l'offre scolaire tant pour l'UELL que pour le

LTAM, permettant ainsi de rassembler les caractéristiques des deux lycées dans une nouvelle structure commune. Une extension de l'offre scolaire de l'UELL sur le site de Dommeldange seul ne peut pas être envisagée pour des raisons infrastructurelles telles que p. ex. le nombre et la taille des salles de classe.

Ad 3. Trois solutions sont actuellement à l'étude afin de pouvoir couvrir les besoins en infrastructures sportives de l'UELL. J'entends présenter une proposition à la communauté scolaire dans le courant de cette année scolaire.

Question 0539 (22.09.2014) de MM. Laurent Mosar, Gilles Roth et Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'ordonnance du président du Tribunal administratif de surseoir à l'exécution d'une décision du Ministre du Développement durable et des Infrastructures et deux décisions de bourgmestre en matière de construction de plusieurs étales:

Le président du Tribunal administratif a en date du 17 septembre 2014 ordonné le sursis à exécution de plusieurs projets de construction alors qu'ils ne seraient pas conformes aux projets de plans sectoriels «Paysages».

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Madame le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Les Ministres peuvent-ils fournir de plus amples informations quant à l'argumentaire retenu par le président du Tribunal administratif? Étant donné que les projets de constructions visées seraient du moins en partie situés à l'intérieur d'une zone prioritaire du réseau écologique, le Gouvernement pourrait-il nous indiquer quelle surface cette zone prioritaire occupera par rapport au total de la superficie du pays (et en termes absolus, i. e. en ha)?

- Existe-t-il d'autres affaires actuellement pendantes devant le juge administratif et liées au dépôt des projets de plans directeurs sectoriels le 25 juin 2014? De combien d'affaires s'agit-il? Quels projets de constructions ou autres et plans directeurs sectoriels sont à chaque fois concernés?

- Le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire contient-il des dispositions permettant de résoudre les problèmes auxquels font actuellement face les responsables communaux, voire étatiques? À défaut, quand le Gouvernement entend-il présenter des solutions aux difficultés soulevées? Le dépôt d'un règlement grand-ducal pourrait-il suffire à débloquer les différentes situations?

Réponse commune (27.10.2014) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement:

Les honorables Députés semblent faire une interprétation osée de l'ordonnance de sursis du président du Tribunal administratif du 17 septembre 2014. En effet, le président du Tribunal administratif est arrivé à la conclusion provisoire que les recours introduits contre deux permis de construire présenteraient suffisamment de chances de succès pour justifier l'introduction d'un sursis à exécution en attendant que le litige soit jugé quant au fond par le Tribunal administratif, sans pour autant se prononcer de façon définitive. La surface réservée pour la zone prioritaire du réseau écologique tel qu'elle est projetée par le projet de plan sectoriel «Paysages» comporte 66.017,74 ha, ce qui correspond à quelque 25,5% de la surface totale du pays.

Le Gouvernement n'est pas au courant d'éventuelles affaires actuellement pendantes devant le juge administratif. Pour des raisons évidentes de séparation des pouvoirs, il n'appartient d'ailleurs pas au Gouvernement de s'immiscer dans la gestion des affaires du Tribunal administratif.

Le Gouvernement, conscient de l'insécurité juridique résultant de la formulation de l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, a introduit, en date du 5 juin 2014, un projet de loi (n°6694) amendé, créant une base légale sans équivoque permettant de différer dans le temps les effets des prescriptions retenues dans les projets de règlements grand-ducaux déclarant obligatoire les plans directeurs sectoriels.

Il y a, par ailleurs, lieu de relever que le Conseil d'État, notamment dans son avis complémen-

taire du 25 septembre 2012, avait déjà attiré l'attention de la commission parlementaire compétente sur la problématique du libellé de l'article 19 du projet de loi afférent, ce qui avait incité le Gouvernement précédent à introduire un amendement gouvernemental. Malheureusement, cet amendement n'a pas été retenu à l'époque par la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés comme le résume d'ailleurs le procès-verbal du 16 janvier 2013 de la commission parlementaire en question: «un autre membre de la Commission est d'avis que le souci exprimé par Monsieur le Ministre n'est pas fondé... Après un bref échange de vues et dans un souci de compromis, il est finalement décidé de ne pas retenir le libellé proposé par le Ministère...».

Le projet de loi amendé du Gouvernement ayant pour objet de modifier la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire pourra certainement résoudre la problématique mise en évidence par le président du Tribunal administratif dans son ordonnance du 17 septembre 2014. Si la procédure entamée de dépôt de projets de plans sectoriels devait générer d'autres problèmes d'ordre juridique et/ou procédural, le Gouvernement est décidé de procéder, le cas échéant, à d'autres amendements de la loi précitée du 30 juillet 2013, ceci dans un respect élémentaire des principes de transparence et de sécurité juridique.

Question 0540 (23.09.2014) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la gratuité de l'accueil des enfants:

Le programme gouvernemental prévoit que le Gouvernement vise à introduire la gratuité de l'accueil des enfants et qu'il compte accorder une priorité aux enfants âgés de zéro à trois ans. Entre-temps le Gouvernement a eu dix mois pour examiner les moyens qui seront nécessaires pour introduire cette gratuité.

Dans l'émission «Background» du samedi dernier, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale a réitéré la volonté du Gouvernement d'introduire la gratuité pour l'accueil des enfants. À la demande de la journaliste si la contribution annoncée de 0,5% à charge des contribuables est une possibilité pour financer cette gratuité, Monsieur le Ministre a répondu: «Dat ass eng Méiglechkeet, fir dat ze finanzéieren... Dofir ass déi Contributioun do e geschéckte Wee, fir dat ze errechen.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la nouvelle contribution à charge des contribuables sera utilisée pour assurer la gratuité de l'accueil des enfants?
2. Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions au sujet du coût de l'introduction de l'accueil gratuit pour les enfants de zéro à trois ans?
3. Monsieur le Ministre peut-il garantir que l'accueil sera gratuit à partir du moment de l'introduction de la nouvelle charge fiscale de 0,5% et si tel ne sera pas le cas, expliquer les raisons d'un éventuel décalage entre le moment de l'introduction de la gratuité de l'accueil et le moment de l'introduction de la nouvelle contribution?

Réponse (27.10.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Le Gouvernement entend procéder à un changement de paradigme dans le domaine de la politique familiale en misant davantage sur des prestations en nature que sur des prestations en espèces, afin de garantir de meilleures chances d'avenir aux enfants.

C'est dans cette optique que le Gouvernement projette de garantir aux enfants d'un à trois ans un accès généralisé à une éducation plurilingue; celle-ci les préparera à leur scolarisation dans un système éducatif très exigeant en compétences linguistiques.

Parallèlement une contribution de 0,5% sur tous les revenus des personnes physiques a été introduite: elle sera entièrement consacrée au futur des enfants car elle permettra au Gouvernement d'accroître les investissements dans le domaine de la petite enfance, et ceci malgré les restrictions budgétaires qui s'imposent actuellement.

Pour mieux gérer les différentes prestations en nature et en espèces destinées aux familles, celles-ci seront regroupées dans une structure réformée de la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF), nommée «Zukunftskeess». Le système Chèque-Service Accueil (CSA), ac-

tuellement financé par le budget de l'État, sera quant à lui dorénavant financé par le budget de la «Zukunftskeess».

En ce qui concerne les questions des honorables Députés dans ce contexte, les réponses sont les suivantes:

Ad 1. Les recettes en question seront versées au fonds de la future «Zukunftskeess» et contribueront au cofinancement d'une série d'allocations et de prestations, dont notamment la garde d'enfant à travers le système Chèque-Service Accueil. En attendant la création de la nouvelle structure, le produit de cette contribution sera comptabilisé au budget des recettes pour ordre pour être versé le moment venu à la nouvelle «Zukunftskeess». Les prestations en espèces et en nature destinées aux familles ainsi que l'institution qui les gère, seront de l'attribution du Ministère de la Famille. L'accès généralisé à une éducation plurilingue pour les enfants d'un à trois ans fera partie intégrante de l'offre publique en matière d'éducation. Elle sera financée par le budget du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Ad 2. Le Gouvernement n'entend pas procéder à une offre gratuite au niveau de la garde d'enfant, mais bien à l'introduction d'une éducation plurilingue destinée aux enfants d'un à trois ans, laquelle se situe dans la continuité des objectifs visés par l'actuelle «éducation précoce». Les concepts pour une promotion linguistique adéquate sont en train d'être élaborés en collaboration avec les chercheurs de l'Université du Luxembourg.

Ad 3. L'accès généralisé à une éducation plurilingue entrera en vigueur à partir de la rentrée scolaire 2016/2017. Dès sa création, les produits de la contribution de 0,5% seront versés dans le budget de la nouvelle «Zukunftskeess». En attendant, ils sont imputés au budget des recettes et des dépenses pour ordre en attendant d'être versés à la «Zukunftskeess».

Question 0541 (23.09.2014) de M. Claude Adam (déi gréng) concernant les conventions dans le secteur culturel:

Les nombreuses conventions qui existaient entre le Ministère de la Culture et les associations culturelles ont été résiliées au 1^{er} septembre. Afin de pouvoir bénéficier d'une nouvelle convention à partir de 2015, les associations ont jusqu'à fin septembre pour remplir le questionnaire qui leur a été adressé par le Ministère de la Culture, et dans lequel elles doivent justifier les subsides accordés à la création culturelle.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre de la Culture:

- Est-ce que des établissements publics ainsi que des communes profitant régulièrement de subsides de la part du Ministère de la Culture ont également été soumis à cette procédure?
- Dans la négative, quelles en sont les raisons?
- Endéans quel délai les associations seront-elles notifiées du renouvellement de leur convention et des montants qui leur seront attribués?

Réponse (17.10.2014) de Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture:

En réponse aux questions de Monsieur le Député Claude Adam concernant les conventions conclues par le Ministère de la Culture avec de nombreuses associations culturelles, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

Comme déjà annoncé en début d'année, je viens de résilier au 1^{er} septembre 2014 l'ensemble des conventions conclues entre les associations culturelles et mon Ministère. Des questionnaires ont été adressés aux mêmes associations, de même qu'aux associations bénéficiant d'un crédit spécifique à part dans le budget de l'État tels que par exemple le Carré Rotondes ou le Casino. Même si la convention de ces associations n'a pas été résiliée, leur questionnaire permettra néanmoins au Ministère d'analyser une fois au fond leurs missions actuelles ainsi que leurs services culturels proposés au grand public. L'analyse en question permettra par la suite d'apporter des ajustements éventuels quant à leur statut, leurs missions proposées ou la dotation allouée par l'État.

Dans ce contexte, il est déjà prévu de réaliser l'année prochaine le même travail d'autoévaluation auprès des établissements publics ainsi que de certains organismes culturels financés majoritairement par les communes (conservatoires, théâtres municipaux,...).

Tout en étant consciente de la situation intermédiaire dans laquelle les associations se trouvent actuellement, je m'empresse d'in-

former avant la fin de l'année et les anciennes et les nouvelles associations conventionnées sur la participation financière ou non de l'État ainsi que sur les missions culturelles attendues de la part du Ministère de la Culture.

Question 0542 (24.09.2014) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les menaces proférées par le groupe terroriste «État islamique»:

La presse électronique relate depuis hier soir que le porte-parole du groupe terroriste «État islamique» a appelé aux meurtres des citoyens appartenant aux pays membres de la coalition ayant comme objectif de combattre l'État islamique. Le Luxembourg faisant partie de cette coalition, ses citoyens sont également visés par les menaces. Certains pays ont déjà procédé à des mesures de sécurité, comme c'est le cas de la France qui a émis un avis de voyage pour plus de 30 pays africains et arabes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre la Sécurité intérieure:

1. Quelle est la position du Gouvernement au sujet de la menace proférée par le groupe terroriste «État islamique»?
2. Existe-t-il une coordination concernant les avis de voyage au niveau de l'Union européenne?
3. Le Gouvernement entend-il émettre des avis de voyage pour certains pays africains et arabes, à l'instar de la France?
4. Le Gouvernement envisage-t-il de prendre d'autres mesures de sécurité intérieure?

Réponse (17.10.2014) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Le groupe terroriste «État islamique» (EI) représente un nouveau type de menace. Malgré le fait que le groupe terroriste Daech, plus connu sous le nom d'«État islamique», combat principalement en Irak et en Syrie, nombre de combattants en provenance de l'Union européenne ont rejoint ses rangs, qui à leur retour, constituent une menace potentielle pour la sécurité intérieure de tous les pays de l'Union européenne.

Le groupe terroriste «EI» dispose de ressources financières considérables et la détection de ses membres et sympathisants représente un réel défi pour les autorités en charge de la sécurité intérieure, étant donné que leurs moyens de communication et de recrutement sont virtuels.

Il est vrai qu'au Luxembourg, à l'instar de ce qui a été observé dans d'autres pays européens, certains résidents luxembourgeois se sont laissés radicaliser via Internet et se sont déplacés en zone de conflit pour rejoindre le groupe terroriste «État islamique». En conséquence, le Gouvernement luxembourgeois considère qu'il est confronté, à l'instar des autres pays membres de l'Union européenne, à une menace potentielle pour la sécurité intérieure, mais sans qu'il n'y ait, à l'heure actuelle, des informations permettant de conclure à une menace spécifique dirigée directement contre le Luxembourg.

Le Gouvernement luxembourgeois considère qu'aucune justification religieuse ne peut tolérer la violence, quelle qu'elle soit. Les extrémistes radicalisés ayant recours à la violence forment une minorité qui instrumentalise l'islam à des fins odieuses. Le Gouvernement est convaincu que les musulmans vivant au Luxembourg rejettent cette violence et souhaitent pratiquer leur religion paisiblement, comme le font les autres communautés religieuses au Luxembourg.

2. Non. Les 28 États membres de l'Union européenne sont libres de publier des avis de voyage selon leur propre analyse et évaluation de la situation sécuritaire dans un pays donné. Il existe toutefois un réseau européen à travers lequel les États membres de l'Union européenne peuvent échanger des informations pertinentes en relation avec des affaires consulaires, mais ces échanges d'informations s'effectuent sur une base strictement volontaire.

3. Suite à la publication d'avis de voyage par ses États voisins, le Luxembourg a publié en date du 1^{er} octobre un avis de vigilance adressé aux Luxembourgeois résidant ou voyageant au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, au Sahel, et dans la Corne de l'Afrique, les invitant à se montrer particulièrement vigilants.

<http://www.mae.lu/Site-MAE/Actualites/Avis-de-vigilance-concernant-la-securite-des-Luxembourgeois-a-l-etranger>

De manière générale, le Luxembourg s'oriente sur les conseils fournis par ses voisins, à savoir la Belgique, la France, l'Allemagne ainsi que les Pays-Bas, et invite ses ressortissants qui envisagent d'effectuer des voyages dans les régions susmentionnées de toujours consulter les conseils aux voyageurs préparés par les Ministères des Affaires étrangères de pays voisins, qui peuvent être consultés via le site du Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois.

4. Suite notamment au vote de la résolution 2178 du Conseil de sécurité des Nations Unies et des dispositions reprises dans celle-ci, le Luxembourg prendra un certain nombre de mesures au niveau national afin de mettre en œuvre les dispositions de celle-ci, dans le respect du droit international et des libertés fondamentales. Dans ce contexte, le Luxembourg continuera également ses efforts de trouver des solutions au niveau européen.

Au niveau des structures dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, le Luxembourg s'est doté d'un dispositif à deux niveaux:

- au niveau opérationnel, des rencontres entre CAT (cellule antiterroriste) de la Police grand-ducale, du Service de Renseignement et du Parquet ont lieu à des intervalles réguliers;

- au niveau stratégique, un groupe de coordination interministériel a été mis en place, présidé par le coordinateur national en matière de lutte contre le terrorisme. Il est composé de représentants du Ministère des Affaires étrangères et européennes, du Ministère de la Justice, du Ministère de la Sécurité intérieure et des chefs d'administration du Service de Renseignement et de la Police grand-ducale ainsi que du procureur général.

De manière générale, les standards des mesures de sécurité seront adaptés en fonction des évaluations de la menace faites tant au niveau national qu'international.

Question 0543 (24.09.2014) de M. Justin Turpel (déi Lénk) concernant le dialogue social structuré à propos de l'orientation fondamentale de la politique financière et budgétaire de l'État:

Ce matin, Jean-Claude Reding, président de l'OGB-L, invité par la rédaction de RTL-Radio pour prendre position par rapport à l'actualité politique du Luxembourg, s'est fortement plaint du manque de dialogue social concernant les orientations fondamentales de la politique financière et budgétaire du Gouvernement. Les deux réunions tripartites qui ont eu lieu auraient à chaque fois fait l'objet de sujets très précis, mais aucune consultation n'aurait eu lieu sur les options stratégiques fondamentales qui devraient guider la politique financière et budgétaire dans le contexte européen actuel. Le président de l'OGB-L a ainsi exigé un dialogue structuré sur ces questions, d'autant plus que les conséquences de la politique actuelle seraient contreproductives et affecteraient de façon disproportionnée, voire inacceptable, les ménages à faible revenu. De plus, cette politique ne contribuerait nullement à un renforcement du pouvoir d'achat absolument nécessaire dans la situation actuelle.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Pour quelles raisons un tel dialogue social allant au-delà des sujets précis évoqués jusqu'ici n'a pas encore eu lieu?

- Le Gouvernement est-il d'accord de mener un dialogue social portant sur les orientations fondamentales de la politique financière et budgétaire, comme l'a proposé le président de l'OGB-L, d'autant plus que le Gouvernement a annoncé vouloir faire preuve de transparence et de dialogue?

- Dans l'affirmative, comment envisagez-vous la structuration d'un tel dialogue? N'estimez-vous pas que ce dialogue devrait jouir d'une certaine régularité et si oui, laquelle? Seriez-vous prêt à soumettre une telle proposition aux partenaires sociaux dans les meilleurs délais?

Réponse (21.10.2014) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État:

Monsieur le Député se fait l'écho des déclarations du président de l'OGB-L concernant un manque de dialogue social concernant les orientations fondamentales de la politique financière et budgétaire du Gouvernement.

Je voudrais tout d'abord noter qu'il n'est pas dans mes intentions d'analyser et de commen-

ter les déclarations de Monsieur le Président de l'OGB-L. Je me bornerai à rappeler que le Gouvernement appelle de ses vœux un dialogue franc avec les partenaires sociaux et qu'en amont des décisions financières et budgétaires que le soussigné et le Ministre des Finances ont présentées à la Chambre des Députés les 14 et 15 octobre, le Gouvernement a rencontré les partenaires sociaux pour leur exposer les mesures projetées et le contexte plus global dans lequel ces mesures sont à voir. Ceci dit, et compte tenu de l'urgence qu'il y a et du calendrier qui lui est imparti, le Gouvernement a dû prendre ses responsabilités et initier les mesures qui s'imposent dans l'intérêt du pays.

Question 0544 (24.09.2014) de **Mme Taina Bofferding (LSAP)** concernant la **Commission consultative du Lifelong Learning**:

En sa séance du 23 novembre 2012, le Conseil de Gouvernement a adopté le document « Livre blanc: Stratégie nationale du Lifelong Learning ». Ce dispositif prévoit, entre autres, la constitution d'une Commission consultative du Lifelong Learning, chargée notamment de définir un plan d'action national. Cette commission a été mise en place en janvier 2013.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quel est l'état d'avancement des travaux de la commission? Quand le plan national pourra-t-il être présenté?

- Pourquoi le site Internet www.s3l.lu, censé informer le public des stratégies nationales en matière de Lifelong Learning, n'a-t-il plus été mis à jour depuis 2012?

Réponse (15.10.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La Commission consultative du Lifelong Learning (CC-LLL) représente la huitième mesure de la stratégie nationale du Lifelong Learning, qui a été adoptée par le Conseil de Gouvernement le 23 novembre 2012. La CC-LLL s'est réunie huit fois depuis sa création, en janvier 2013. Plusieurs réunions ont porté sur le Cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ) et, notamment, sur la question de l'intégration des formations non formelles à différents niveaux de ce cadre. Par ailleurs, les membres de la CC-LLL ont étudié les possibilités d'accréditation des organismes et des programmes de formation selon des critères de qualité permettant un référencement au CLQ, en vue de l'attribution d'un label de qualité pour la formation professionnelle continue.

D'autres réunions ont thématiquement abordé les voies alternatives de formation pour adultes et la faisabilité de la création de diplômes spécifiques pour adultes. L'offre luxembourgeoise en formation continue a également été discutée, ainsi que la formation des formateurs d'adultes du secteur privé.

En octobre 2013, les membres de la CC-LLL ont effectué une visite d'étude à Dublin afin de découvrir, à travers l'exemple irlandais, le mode de fonctionnement d'un cadre national de qualification. Ils ont pu s'informer auprès des experts et praticiens irlandais sur le système d'éducation de ce pays ainsi que sur la conception et la structure du National Framework of Qualifications (NFQ) en Irlande: sa promotion auprès du public, sa mise en pratique par les organismes et individus et son incidence sur les offreurs de formation.

La CC-LLL a élaboré, en novembre 2013, des recommandations sur les lignes stratégiques prioritaires en matière de Lifelong Learning au Luxembourg. Trois grands axes s'en dégagent:

- la création d'un cadre cohérent et transparent pour la formation tout au long de la vie, impliquant notamment une ouverture du CLQ à la possibilité de référencement des programmes de formation non formelle;

- l'assurance qualité pour la formation professionnelle continue, y compris une possibilité d'accréditation selon des critères de qualité et la proposition d'une formation des formateurs d'adultes du secteur privé;

- le développement continu des voies de formation et de qualification pour adultes.

Pour mettre en œuvre ces recommandations en même temps que les outils européens en matière d'éducation et de formation, la CC-LLL préconise une approche inclusive impliquant

une collaboration avec les différents ministères et partenaires concernés.

Les recommandations de la CC-LLL ont été présentées au Ministre et au Secrétaire d'État de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en date du 13 décembre 2013.

La mise en œuvre des huit mesures de la stratégie nationale du Lifelong Learning se poursuit. Les mesures représentent les moyens mis en œuvre pour parvenir aux buts visés de la stratégie et font office de plan d'action. Un avant-projet de loi portant sur l'orientation scolaire et professionnelle est en cours d'élaboration. Dans le cadre des réflexions sur l'emploi et la formation, le Gouvernement, avec l'appui des partenaires de la tripartite, proposera de créer une instance nationale d'accréditation pour la certification des organismes de formation et leurs programmes de formation.

Le site Internet www.s3l.lu a été lancé dans la foulée du démarrage du projet d'élaboration de la stratégie nationale du Lifelong Learning (S3L). En fait, ce site a été un élément prépondérant du projet. Il présente les étapes du projet, les textes et documents bibliographiques, les résultats de l'enquête réalisée auprès des étudiants, des personnes âgées et des personnes sans emploi, ainsi que les rapports des ateliers de travail. Cofinancé par la Commission européenne pour la durée du projet, le site a contribué à la sensibilisation et l'information du public luxembourgeois quant à l'importance du Lifelong Learning. Avec la clôture du projet, les ressources pour faire évoluer le site n'ont plus été disponibles. Il est prévu de faire évoluer le contenu du site du projet S3L avec l'avancement de la mise en œuvre de la stratégie Lifelong Learning en impliquant le portail www.lifelong-learning.lu de l'INFCP.

Question 0546 (25.09.2014) de **Mme Joëlle Elvinger** et **M. Edy Mertens (DP)** concernant les **médicaments génériques**:

La politique de substitution des médicaments originaux par les génériques sera effective pour deux groupes de médicaments (les hypocholestérolémiants et les préparations contre l'ulcère peptique et le reflux) à partir du 1^{er} octobre 2014. Il est prévu d'élargir cette politique à d'autres groupes ultérieurement.

Dans la mesure où les médecins sont libres de prescrire soit le médicament original, soit le médicament générique, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame la Ministre peut-elle exclure que les composants (forme galénique) des génériques entraînent des effets secondaires indésirables que les médicaments originaux n'entraîneraient pas?

- Dans le cas où un médecin prescrit le médicament original en indiquant expressément sur l'ordonnance que le médicament original « ne peut être substitué » est-ce que le pharmacien est obligé à proposer au patient un médicament générique?

- Dans le cas où le pharmacien propose un médicament générique à son client alors que le médecin avait prescrit le médicament original, les Ministres peuvent-ils nous renseigner à qui incombera la responsabilité lorsque le patient subit des effets secondaires indésirables liés à l'utilisation du générique?

Réponse commune (22.10.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

À l'expiration du brevet protégeant le médicament original, appelé également « princeps » ou « spécialité de référence », un générique de ce médicament original peut être développé par toute entreprise pharmaceutique. Un tel médicament générique est similaire au médicament original autorisé depuis au moins dix ans dans l'Union européenne. Il profite de la chute du brevet du médicament original pour être commercialisé à moindre coût.

La substitution de médicaments originaux par des médicaments génériques répond à une nécessité économique et sociale. Il s'agit de garantir une utilisation efficiente des moyens disponibles. Il est en effet dans l'intérêt général de payer moins cher les médicaments déjà sur le marché depuis un certain temps, pour conserver ainsi les moyens d'offrir à tous les patients la possibilité d'accéder aux nouveaux traitements et à l'innovation thérapeutique, par exemple de permettre l'accès aux derniers traitements en oncologie souvent très chers.

De nombreux pays ont, pour ces raisons, développé une politique pour promouvoir les gé-

ériques et ces médicaments sont déjà beaucoup plus largement utilisés à l'étranger que chez nous. En Allemagne et au Royaume-Uni, par exemple, la part des génériques représente plus de 70% en volume et 30 à 35% en valeur. En France, elle représente 31% du marché en volume et 19% en valeur. Au Luxembourg, en 2013, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur du nouveau dispositif, les génériques remboursés représentaient 3,9% en valeur et 6,9% en volume.

Tout médicament générique doit prouver, dans le cadre de l'évaluation de son dossier d'autorisation de mise sur le marché, qu'il apporte la preuve de sa qualité et de sa bioéquivalence par rapport au médicament original de référence.

Le médicament générique est ainsi une copie du médicament original, qui a prouvé la même composition qualitative et quantitative en principe(s) actif(s), la même forme pharmaceutique que le médicament original de référence et qui a démontré qu'il se comporte de manière similaire dans l'organisme. Il peut présenter des différences, mais seulement à condition qu'elles n'affectent pas la bioéquivalence du médicament générique par rapport au médicament original de référence. Le médicament générique apporte ainsi la garantie d'une activité thérapeutique et d'une sécurité identiques.

Tout médicament, qu'il s'agisse d'un médicament générique ou d'un médicament original, comporte outre le(s) principe(s) actif(s), des excipients. Il s'agit de substances autres que les substances actives, c'est-à-dire de substances qui confèrent au médicament des qualités de stabilité, de forme, de dissolution, de goût, de couleur, etc. Le propre de ces substances est d'être nécessaire et de n'avoir pas de visée thérapeutique.

Pour tous les médicaments, les excipients n'ont, en règle générale, pas d'effets physiologiques propres mis à part une catégorie bien spécifique d'excipients: les excipients à effet notoire.

La présence d'un excipient à effet notoire dans un médicament original ou générique n'équivaut pas à une moindre qualité, mais plutôt à une décision galénique qui doit être motivée dans chaque dossier d'autorisation de mise sur le marché.

La prise de tout nouveau médicament peut ainsi entraîner la mise en contact avec un excipient et provoquer une réaction chez le patient souffrant d'une intolérance.

Au niveau européen, des lignes directrices scientifiques élaborées par le CHMP (« Committee on Human Medicinal Products ») contiennent des indications détaillées en la matière. Ces lignes directrices fixent notamment les informations à être mentionnées dans les notices des médicaments et sur leur étiquetage pour éviter des intolérances, comme par exemple au lactose, des réactions allergiques, comme par exemple dans le cas de présence d'huile de soja, mais aussi pour rassurer le patient par exemple pour la présence de très petites quantités d'alcool ou de sodium. Elles sont actuellement en cours de réévaluation scientifique.

La présence d'excipients à effet notoire n'est pas liée aux produits génériques. Il existe des cas où le médicament générique contient un tel excipient à effet notoire et il existe en sens inverse aussi des cas où le médicament générique est exempt d'excipients à effet notoire alors que c'est le cas du médicament original associé.

Une revue de tous les cas d'effets secondaires déclarés au Luxembourg de 2007 à août 2014 n'a décelé aucune déclaration imputable à un excipient à effet notoire (médicaments génériques et originaux).

Dans le cas des produits de substitution, le pharmacien, en dispensant son conseil, peut dispenser le produit adapté au patient ou dispenser un produit contenant le(s) même(s) excipient(s) notoire(s) que le produit utilisé auparavant.

Selon l'article 22bis alinéa 5 du Code de la Sécurité sociale, le pharmacien informe l'assuré lors de la délivrance du médicament qu'il s'agit d'un médicament inscrit sur la liste des groupes de médicaments soumis à une base de remboursement et lui propose une substitution par le médicament le plus économique du même groupe.

Ainsi, même lorsque le médecin prescrit un médicament original en indiquant expressément sur l'ordonnance que celui-ci ne peut être substitué, le pharmacien devra néanmoins conseiller le patient et expliquer qu'il s'agit d'un médicament inscrit sur la liste des médicaments soumis à une base de remboursement.

Une dérogation à cette disposition de la loi n'est pas prévue.

Question 0550 (26.09.2014) de **M. Roy Reding (ADR)** concernant la **restitution de sommes versées à titre d'allocation complémentaire (RMG)**:

- Est-il vrai que le Fonds national de solidarité réclame la restitution des sommes versées à titre d'allocation complémentaire (RMG) si le bénéficiaire vend son immeuble, mais que par contre il ne réclame pas cette restitution, si le bénéficiaire décède, contre les héritiers de son immeuble, du moins jusqu'à un certain montant?

- Madame la Ministre trouve-t-elle juste et équitable qu'une personne qui doit vendre son immeuble (p. ex. pour aller en maison de retraite) soit traitée de façon plus sévère que ses propres héritiers en cas de décès?

- Quel raisonnement justifie cette disparité de traitement peu logique de prime abord?

- Est-ce que le FNS ne devrait pas au moins déduire de l'héritage les sommes que les héritiers auraient dû déboursier à titre de pension alimentaire en faveur du décédé en vertu de leur obligation légale?

Réponse (24.10.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

En réponse à la question de l'honorable Député, il convient de rappeler le contexte des demandes en restitution formulées par le Fonds national de solidarité tel qu'il résulte de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

En application de l'article 28. (1) de ladite loi, « le Fonds national de solidarité réclame la somme par lui versée à titre d'allocation complémentaire:

a) contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune par des circonstances autres que les mesures d'insertion professionnelle prévues à l'article 10 ci-avant;

b) contre le donataire du bénéficiaire d'une allocation complémentaire lorsque ce dernier a fait la donation directe ou indirecte postérieurement à la demande de l'allocation, ou dans les dix ans qui ont précédé cette demande, ou après l'âge de cinquante ans accomplis, au maximum jusqu'à concurrence de la valeur des biens au jour de la donation;

c) contre le légataire du bénéficiaire d'une allocation complémentaire, au maximum jusqu'à concurrence de la valeur des biens à lui légués au jour de l'ouverture de la succession. »

En ce qui concerne les demandes en restitution (art. 28 (2)) à l'égard de la succession du bénéficiaire de l'allocation complémentaire,

« le Fonds réclame la restitution des sommes versées suivant les modalités ci-après:

a) lorsque la succession d'un bénéficiaire échoit en tout ou en partie au conjoint survivant ou à des successeurs en ligne directe, le Fonds ne peut faire valoir aucune demande en restitution pour une première tranche de l'actif de la succession fixée à vingt-neuf mille sept cent quarante-sept euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948.

Si le conjoint survivant ou un successeur en ligne directe mineur a été en tout ou en partie à charge du défunt au moment du décès et s'il justifie qu'il dispose d'un revenu imposable inférieur à deux fois et demi le salaire social minimum de référence, aucune restitution ne peut être demandée pour une part proportionnelle à ses droits dans la succession.

L'avantage qui résulte de cette disposition doit revenir entièrement à ce successeur.

Lorsque le conjoint survivant ou un autre successeur en ligne directe d'un bénéficiaire de l'allocation complémentaire continue à habiter dans un immeuble ayant appartenu soit au bénéficiaire seul, soit conjointement au bénéficiaire de l'allocation complémentaire et à son conjoint, le Fonds ne peut pas, tant que dure cette situation, faire valoir une demande en restitution sur cet immeuble et sur les meubles meublants le garnissant.

Toutefois pour garantir les droits à une restitution ultérieure, l'immeuble est grevé d'une hypothèque légale dont l'inscription est requise par le Fonds.

b) à défaut de successeurs en ligne directe et de conjoint survivant, le Fonds ne peut faire valoir aucune demande en restitution pour une tranche d'arrages de deux cent six euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948, sans distinction du nombre de successeurs entrant en ligne de compte. »

Le maintien du principe du remboursement fut à plusieurs reprises affirmé dans le cadre des

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

discussions et réflexions menées lors des travaux préparatoires de la loi de 1999 sur le RMG. Il en était de même pour l'action en restitution, et notamment du recours à la succession.

Le législateur n'a pas laissé non plus les modalités de restitution à l'appréciation du comité-directeur du Fonds national de solidarité.

Les demandes en restitution des prestations à l'encontre des bénéficiaires ou de leurs héritiers sont donc opérées par le Fonds national de solidarité en application des dispositions de la loi modifiée du 29 avril 1999.

Question 0551 (29.09.2014) de M. Roy Reding (ADR) concernant les statistiques sur les cambriolages au Luxembourg:

Wéi an der Press ze liese war, ass laut Statec an de leschte fënnef Joer an all zéngtem Haus hei am Land agebrach ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Fënnt de Minister net och, datt dat erschreckend Zuele sinn?
2. Wéi vill Abréck goufen an deemselwechten Zäitraum déi lescht fënnef Joer opgekläert?
3. Wéi vill Täter konnten ermëttelt ginn?
4. Wéi vill vun deenen Täter koumen an Untersuchungshaft?
5. Wéi vill vun den Täter goufe viru Gericht gestallt a wat fir eng Strofe goufe géint se verhaangen?

Réponse (22.10.2014) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Statistiques sur les affaires de vol aggravé commis sans violence ou sans arme, ou sans menace de recourir à la violence ou à une arme contre une personne (Catégorie ECRIS)

Les données utilisées proviennent du domaine «activité judiciaire» de la base de données statistique. Elles reflètent l'état des enregistrements dans JUCHA au 18 novembre 2013.

Tableau 1: Nombre d'affaires par année

Année	Nombre d'affaires	Dont affaires SAI
2010	4.668	3.896
2011	5.838	4.811
2012	5.210	4.309
2013	5.424	4.223

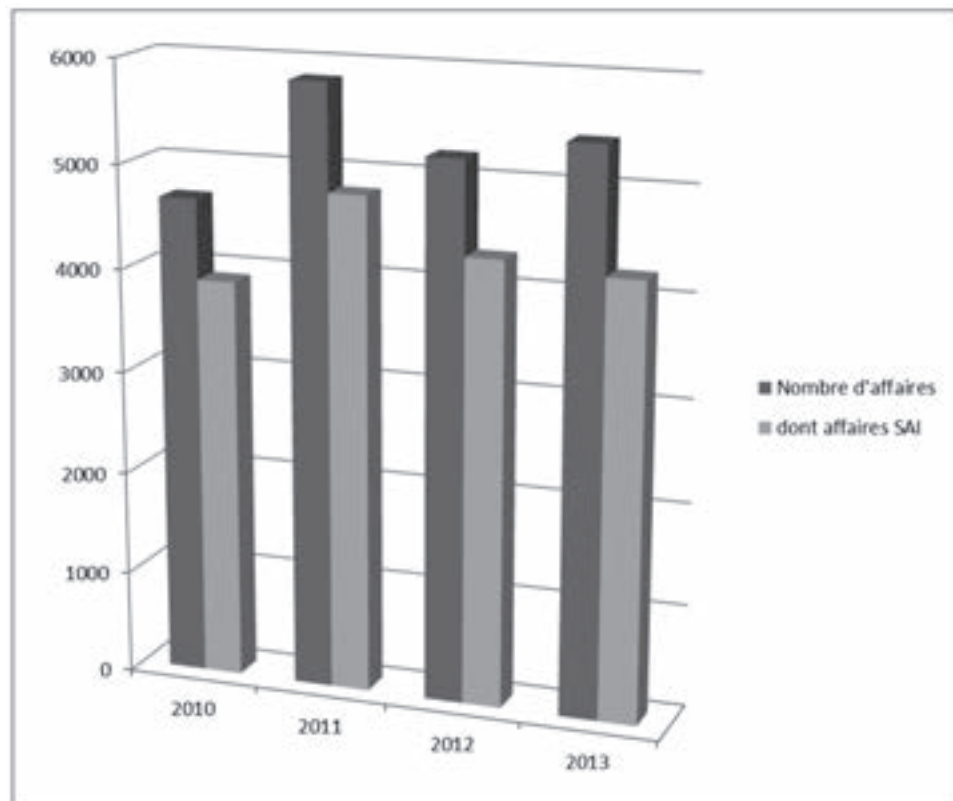
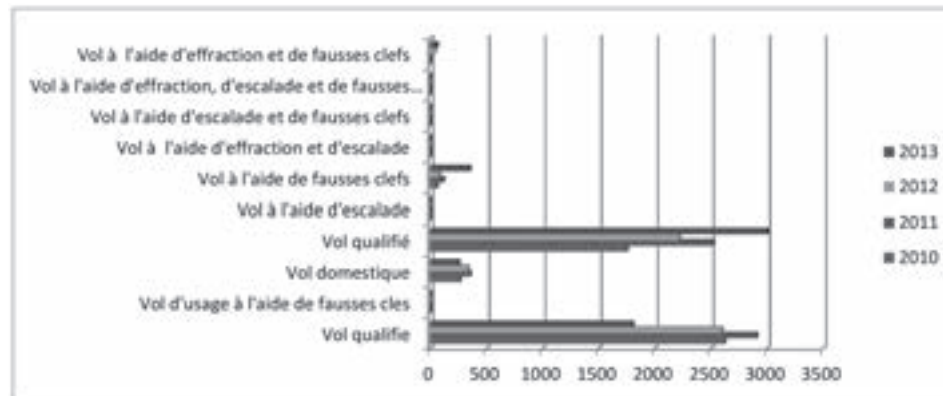


Tableau 2: Nombre d'infractions (nationales) retenues dans ces affaires par année et libellé d'infraction



Année	Article	Subdivision	Libellé	Nombre d'affaires dans lesquelles l'infraction a été retenue	
2010	463	3	Vol qualifié	2.625	
		4	Vol d'usage à l'aide de fausses clés	5	
	464	0	Vol domestique	268	
		467	1	Vol qualifié	1.758
			2	Vol à l'aide d'escalade	0
			3	Vol à l'aide de fausses clefs	65
			4	Vol à l'aide d'effraction et d'escalade	6
5	Vol à l'aide d'escalade et de fausses clefs		0		
6	Vol à l'aide d'effraction, d'escalade et de fausses clefs		0		
2011	463	3	Vol qualifié	2.911	
		4	Vol d'usage à l'aide de fausses clés	6	
	464	0	Vol domestique	358	
		467	1	Vol qualifié	2.524
			2	Vol à l'aide d'escalade	4
			3	Vol à l'aide de fausses clefs	118
			4	Vol à l'aide d'effraction et d'escalade	9
5	Vol à l'aide d'escalade et de fausses clefs		0		
6	Vol à l'aide d'effraction, d'escalade et de fausses clefs		1		
2012	463	3	Vol qualifié	2.600	
		4	Vol d'usage à l'aide de fausses clés	12	
	464	0	Vol domestique	339	
		467	1	Vol qualifié	2.223
			2	Vol à l'aide d'escalade	0
			3	Vol à l'aide de fausses clefs	81
			4	Vol à l'aide d'effraction et d'escalade	6
5	Vol à l'aide d'escalade et de fausses clefs		2		
6	Vol à l'aide d'effraction, d'escalade et de fausses clefs		0		
2013	463	3	Vol qualifié	1.806	
		4	Vol d'usage à l'aide de fausses clés	4	
	464	0	Vol domestique	257	
		467	1	Vol qualifié	3.004
			2	Vol à l'aide d'escalade	0
			3	Vol à l'aide de fausses clefs	354
			4	Vol à l'aide d'effraction et d'escalade	5
5	Vol à l'aide d'escalade et de fausses clefs		1		
6	Vol à l'aide d'effraction, d'escalade et de fausses clefs		0		
7	Vol à l'aide d'effraction et de fausses clefs	63			

Tableau 3: Les mandats de dépôt

a) Nombre de mandats de dépôt par année d'entrée de l'affaire

Année	Nombre de mandats de dépôt	Nombre d'affaires
2010	68	47
2011	118	82
2012	100	77
2013	82	52

Lecture: Parmi les affaires entrées en 2010, 68 mandats de dépôt ont été ordonnés dans 47 affaires.

b) Nombre de mandats de dépôt par année de décision

Année	Nombre de mandats de dépôt	Nombre d'affaires
2010	59	41
2011	114	83
2012	114	91
2013	106	72

Lecture: En 2010, 59 mandats de dépôt ont été ordonnés dans le cadre d'affaires de vol et 41 affaires de vol ont fait l'objet d'au moins un mandat de dépôt.

Tableau 4: Les prévenus

Année d'entrée	Nombre de prévenus dans les affaires de vol	Nombre de prévenus poursuivis pour vol
2010	881	809
2011	1.192	1.056
2012	1.286	1.110
2013	1.374	1.291

Une affaire de vol est une affaire où au moins un des prévenus est poursuivi pour vol.

En 2010, dans les 772 affaires entrantes où les auteurs étaient connus (4.668 - 3.896 SAI) on dénombrait 881 prévenus. Parmi eux 809 étaient poursuivis pour une des infractions de vol définies ci-dessus, les autres étant poursuivis pour d'autres infractions.



Tableau 5: Les jugements

a) Nombre de jugements définitifs par année d'entrée de l'affaire

Année	Nombre d'affaires	Nombre de prévenus	Nombre de jugements
2010	154	202	165
2011	160	206	166
2012	103	139	109
2013	17	30	17

Lecture: Parmi les affaires entrées en 2010, 154 ont fait l'objet d'un jugement. 165 jugements définitifs ont été rendus pour 202 prévenus.

b) Nombre de jugements définitifs par année de décision

Année	Nombre d'affaires	Nombre de prévenus	Nombre de jugements
2010	90	111	93
2011	150	201	153
2012	185	235	186
2013	165	228	169

Lecture: 90 affaires de vol ont été jugées en 2010. 93 jugements définitifs ont été rendus concernant 111 prévenus.

Question 0552 (26.09.2014) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant le réaménagement de la traversée de Junglinster après l'ouverture du contournement:

L'ouverture du contournement de la commune de Junglinster, prévue pour le deuxième semestre 2015, permettra le délestage d'une partie importante du trafic de transit traversant actuellement la commune et s'élevant à quelque 20.000 mouvements journaliers. Un réaménagement du tronçon en question pourra dès lors être envisagé.

Dans le contexte de la planification des travaux à réaliser, j'aimerais poser les questions sui-

vantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le réaménagement de la traversée de Junglinster fait partie des travaux qui sont actuellement en cours de planification et dans quel délai le projet de réaménagement pourra-t-il être réalisé?

2. Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, fournir des informations précises quant à la future largeur de la route ainsi qu'à l'aménagement, la transformation et/ou l'extension des infrastructures pour la mobilité douce (piétons, vélos) dans la commune de Junglinster et alentours, y compris la piste cyclable nationale (PC2 Luxembourg-Echternach)?

3. Est-ce qu'il est prévu de reclasser la traversée de Junglinster en voirie vicinale?

4. Est-ce que le projet de réaménagement a déjà été budgétisé par les autorités compétentes et quel est dans ce cas le crédit y réservé?

5. Monsieur le Ministre entend-il inclure les citoyennes et citoyens de la commune lors de l'élaboration du projet de réaménagement de ladite traversée?

Réponse (16.10.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'enveloppe budgétaire arrêtée dans la loi du 18 mars 2008 relative à l'aménagement du contournement routier de Junglinster comprend également les frais de réaménagement de la traversée de Junglinster. Je viens d'insérer mes services de finaliser un projet de réaménagement de la traversée de Junglinster en étroite collaboration avec la commune et de me présenter un avant-projet détaillé en temps utile. Cet avant-projet pourra être présenté à tous les intéressés dans le cadre d'une soirée d'information et de discussion au courant de l'année prochaine.

Le contournement de Junglinster sera ouvert à la circulation fin 2015. Les travaux de réaménagement ne peuvent débuter qu'après l'ouverture du contournement.

Pour avoir une solution de repli lors des travaux d'entretien sur le contournement et vu le rôle important du centre de Junglinster comme pôle d'échange bus-bus, il est proposé de reclasser la N11 en chemin repris.

Question 0553 (26.09.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'étude d'impact sur la hausse de la TVA**:

Dans sa réponse du 8 septembre 2014 à la question parlementaire n°0453, (cf. *compte rendu n°11/session extraordinaire 2013-2014*) Monsieur le Ministre des Finances a indiqué qu'aucune étude d'impact n'a été réalisée pour examiner les répercussions de la hausse annoncée de la TVA sur les logements locatifs sur l'économie en général et sur la construction de logements. Cette approche est surprenante dans la mesure où Monsieur le Premier Ministre a déclaré, à l'occasion d'une interview donnée le 13 mars 2014 au journal télévisé du soir, ne pas être en mesure de donner des précisions au sujet des hausses annoncées de TVA justement au motif d'en examiner d'abord les répercussions exactes.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre estime-t-il l'approche du Ministre des Finances compatible avec ces déclarations?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il fournir aujourd'hui, et conformément aux annonces faites en date du 13 mars 2014, des renseignements au sujet des études qui ont été faites pour examiner la répercussion de la hausse de la TVA sur notre économie en général, sur le pouvoir d'achat des consommateurs et sur différents secteurs économiques et notamment ceux de la construction, du logement locatif, de l'Horesca, du commerce et du commerce de détail?

- Monsieur le Premier Ministre n'estime-t-il pas indiqué de publier ces études dans un esprit de transparence?

Réponse (24.10.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Le Gouvernement a pris ses décisions concernant l'augmentation de la TVA en se basant sur

un ensemble de consultations et de discussions menées avec les experts entre autres du Statec et de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Ces contacts avaient pour but de cerner les répercussions des mesures envisagées au niveau de la TVA pour les différentes composantes de la population et ont notamment guidé le Gouvernement dans sa prise de décision concernant le maintien du taux super-réduit de la TVA. Une étude d'impact à proprement parler n'a ainsi pas dû être réalisée.

Question 0554 (26.09.2014) de **MM. Roger Negri** et **Yves Cruchten** (LSAP) concernant **l'arrêt municipal de la commune de Longlaville (France) relatif à l'interdiction de circulation aux poids lourds de plus de 3,5 tonnes sur l'Avenue de Luxembourg à Longlaville**:

Récemment le Maire de Longlaville, commune française de la région frontalière avoisinant la commune de Pétange, a décidé de prendre un arrêté municipal d'interdiction de circulation aux poids lourds de plus de 3,5 tonnes sur l'Avenue de Luxembourg à Longlaville, en vue de mettre fin aux nuisances importantes pour les riverains de sa commune. Cette interdiction entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2014. Il faut savoir que la route en question voit passer plus de 1.300 camions par jour qui, avant de rejoindre la France par la route susmentionnée, passent par les stations-service de Pétange.

Dans une lettre adressée au Ministre du Développement durable et des Infrastructures en date du 19 septembre 2014, le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Pétange dénonce d'ores et déjà une situation de circulation au niveau de la commune luxembourgeoise «de plus en plus insupportable ces dernières années». Les autorités communales craignent qu'avec la décision unilatérale de Longlaville, la situation risque d'empirer étant donné le fait que tous les camions seront obligés à faire demi-tour au niveau des stations-service et à repasser par Pétange afin de rejoindre la France.

De plus, le collège dénonce dans sa lettre «l'inertie et le silence incompréhensibles de la part du Ministère» étant donné que la commune aurait fait régulièrement part de ce problème aux institutions étatiques depuis cinq ans et déplore que, «comme il s'agit de problèmes exclusivement nationaux», la commune de Pétange se trouve dans l'impossibilité d'y remédier elle-même.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quand est-ce que Monsieur le Ministre a-t-il été informé de la décision de la Mairie de Longlaville?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'affirmation qu'il s'agit là «de problèmes exclusivement nationaux»? Qu'en est-il du reproche d'inertie et de silence fait par les autorités communales de Pétange à l'adresse du Ministère?

3. Quelles sont, le cas échéant, les démarches du Gouvernement prévues afin de remédier à cette situation? Quelles sont les démarches ayant déjà été entreprises dans le passé?

Réponse (06.10.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

1. Monsieur le Bourgmestre m'a informé des intentions du Maire de Longlaville lors d'une entrevue au Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le 13 mars 2014.

2. Je ne qualifierais pas ces problèmes d'exclusivement nationaux, voire transfrontaliers. C'était d'ailleurs aussi ma première réaction lors de notre entrevue le 13 mars 2014.

La proposition d'identifier des zones à caractère industriel ou commercial dans le PAG de la commune de Pétange longeant la N5 à Rodange, résulte à la base de décisions politiques au niveau communal. L'implantation des stations-service à cet endroit, qui remonte aux années 1970-1980, en a été la conséquence. Elles ont bénéficié des autorisations de construire délivrées par le bourgmestre de la commune de Pétange. Dans la mesure où ces établissements se sont implantés dans une zone urbanistique qui le permet, l'État ne peut refuser la délivrance des autorisations commodo/incommodo.

Les communes ont pour mission de garantir le respect de l'intérêt général en assurant à leur population des conditions de vie optimales par une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de toutes les parties de leur territoire. Il appartient donc à la commune de

Pétange de gérer le trafic non seulement en revalidant des réactions réglementaires ou infrastructurelles de la part de l'État, mais aussi en assumant les missions qui lui incombent au titre de sa politique d'aménagement communal.

3. L'État a déjà pris nombre de mesures réglementaires et infrastructurelles afin de contribuer à augmenter la qualité de vie dans les localités de la commune de Pétange, comme la construction de la collectrice du sud et la N31 pour contourner les localités de Pétange, Lamadelaine et Rodange, ainsi que le réaménagement de la N5, pour ne citer que quelques exemples.

Mes services ont également exploité toutes les possibilités existantes au niveau réglementaire de la voirie dans ce dossier, notamment une interdiction de circuler aux poids lourds >3,5 tonnes, dans la traversée des localités (Routes de Longwy/Route de Luxembourg).

À court terme, mes services pourraient analyser, à titre d'exemple, la possibilité de réaménager l'intersection NSF avec la N5, afin de contribuer à sécuriser le carrefour précité. Je donne cependant à considérer que ce genre de mesure ne permettra nullement de résoudre le problème à la source.

Si le bourgmestre de Pétange devait décider de reconsidérer la situation au bout de la N5 à Rodange, je serais tout à fait disposé à lui offrir mon soutien quant à des négociations éventuelles avec les communes avoisinantes en France et en Belgique, ou avec les exploitants des stations-service, en vue d'une éventuelle délocalisation de celles-ci.

Question 0555 (26.09.2014) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant **la création d'une «Eurorégion»**:

Selon un article de presse du 24 septembre paru au «Quotidien», le président du conseil général de Moselle, Patrick Weiten, aurait, dans le contexte d'une réforme territoriale en France, plaidé pour la création d'une «Eurorégion» qui va bien au-delà de la coopération transfrontalière actuelle entre la France, l'Allemagne, le Luxembourg et la Belgique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre à la Grande Région:

1) Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il connaissance de l'idée lancée par Monsieur Weiten et des détails du concept qui s'y rattache?

2) Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à l'idée de créer une nouvelle «Eurorégion»?

Réponse (24.10.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre à la Grande Région*:

1) Le Gouvernement luxembourgeois suit avec grand intérêt les discussions qui sont menées dans les pays voisins sur l'organisation territoriale intérieure dans la mesure où de telles mutations sont susceptibles d'avoir des effets directs ou indirects sur le Luxembourg. À ce titre, le projet de réforme territoriale présenté récemment par le Gouvernement français et, plus particulièrement, ses conséquences pour les régions limitrophes du Luxembourg, ont retenu toute notre attention.

Le président du conseil général de la Moselle, Monsieur Patrick Weiten, s'est exprimé au sujet de cette réforme lors de la dernière réunion trimestrielle de l'assemblée départementale le 22 septembre 2014. Il a indiqué à plusieurs reprises la nécessité de soutenir le projet commun de la Grande Région européenne qui est la nôtre via, notamment, la reconnaissance pour cette région de prérogatives étatiques. Ainsi pourrait être constituée, selon Monsieur Weiten, une véritable «Eurorégion» avec des compétences en matière économique, d'enseignement et d'innovation et dans des formes de solidarités territoriales.

Le Gouvernement luxembourgeois ne dispose pas d'autres informations que celles figurant dans les prises de position publiques de Monsieur Weiten.

2) Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas été sollicité par les autorités françaises dans le présent contexte, pas plus d'ailleurs que par Monsieur Weiten. En tout état de cause, une réforme aussi fondamentale que celle qui touche à la réorganisation territoriale de l'ensemble d'un pays, relève strictement de la souveraineté nationale - française en l'occurrence - et ne saurait souffrir d'aucune interférence de la part d'autres États.

Cela étant, la Grande Région est une structure déjà bien établie qui n'empêche en rien d'amé-

liorer le degré de coopération qui existe déjà entre ses partenaires. Fort de l'expérience positive tirée de plusieurs décennies de coopération transfrontalière dans le cadre de la Grande Région, le Gouvernement luxembourgeois reste persuadé du bien-fondé d'une plus grande intégration régionale et réitère aussi son ouverture et son intérêt pour un approfondissement de la coopération transfrontalière avec la Lorraine, que celle-ci intervienne dans le cadre d'une nouvelle entité régionale issue de cette réforme territoriale ou dans le cadre actuel.

Question 0556 (26.09.2014) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant **la fréquentation de la nouvelle section «sociale» de l'enseignement secondaire technique**:

Depuis des années, les demandes d'inscriptions à la formation de l'éducateur au Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) n'ont cessé d'augmenter et ont fini par dépasser les capacités du LTPES. Afin de parer à cette situation, Monsieur le Ministre avait annoncé la création d'une nouvelle section «sciences sociales» au régime technique de l'enseignement secondaire technique à partir de l'année scolaire 2014/2015. Cette section comprend désormais les classes de 12^e et 13^e «SO» et s'adresse aux élèves qui envisagent une qualification professionnelle ou des études supérieures dans le domaine des sciences sociales sans pour autant vouloir devenir éducateur diplômé.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Combien de classes SO sont actuellement offertes, par quels lycées et dans quel régime linguistique?

2. Combien d'élèves fréquentent actuellement la nouvelle section SO? Quelle en est la proportion masculine et féminine? Quels sont les effectifs précis des différentes classes SO dans chaque lycée?

3. Quelles sections et classes de l'enseignement secondaire classique ou technique ces élèves ont fréquenté avant de s'inscrire dans la nouvelle section sociale?

4. Est-ce que le nombre d'enseignants est suffisant pour faire face à la demande?

5. Quel impact la création de la section SO a eu sur les demandes d'inscription au LTPES et plus spécifiquement en ce qui concerne sa section ED (éducateur)? Quelle est par exemple la proportion masculine et féminine des élèves actuellement en 12^e ED au LTPES et celle des classes ED des quatre années scolaires précédentes, c'est-à-dire depuis 2010/2011?

Réponse (27.10.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Les questions posées par l'honorable Député, au sujet de la nouvelle section «sciences sociales» donnent lieu aux réponses suivantes:

Ad 1. Pour l'année scolaire 2014/2015, les neuf lycées repris ci-après offrent la nouvelle section «sciences sociales» (SO). Les élèves sont répartis sur 15 classes, dont une classe à régime linguistique spécifique (francophone).

- Lycée Bel-Val (4 classes),
- Lycée technique de Bonnevoie (3 classes),
- Lycée technique Joseph Bech (2 classes),
- Lycée technique d'Ettelbruck (1 classe),
- Lycée technique de Lallange (1 classe),
- Lycée technique du Centre (1 classe francophone),
- École Privée Fieldgen (1 classe),
- École Privée Sainte-Anne (1 classe),
- École Privée Marie-Consolatrice (1 classe).

Ad 2. Actuellement 334 élèves fréquentent la nouvelle section SO. 205 élèves sont de sexe féminin et 129 élèves de sexe masculin. Les effectifs détaillés de chaque classe sont repris dans le tableau suivant:

Effectif total, proportion masculine/féminine, effectif par classe et par lycée des 12SO en 2014/2015:

Les données relatives à l'année scolaire 2014/2015 sont arrêtées au 10 octobre 2014, mais restent provisoires.

LYCÉE	CLASSE	SEXE		Total
		F	M	
EPF	12SO-	25		25
EPMC	12SO	9		9
EPSA	12SO-1	25		25
LBV	12SO1	16	6	22
	12SO2	14	8	22
	12SO3	12	12	24
	12SO4	14	8	22
LTB	12SO1	13	12	25
	12SO2	10	15	25
	12SO3	8	17	25
LTC	12SOF1	15	9	24
LTETT	12SO1	12	14	26
LTJB	12SO1	14	6	20
	12SO2	7	12	19
LTL	12SO	11	10	21
Total		205	129	334
Proportion		61%	39%	100%

Source: Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Service des Statistiques et Analyses, octobre 2014

Ad 3. Les classes antérieures des élèves inscrits dans la section SO sont très hétéroclites:

Formation professionnelle:

- 3 élèves sont issus de la formation professionnelle initiale (DAP):

- 2 élèves d'une classe de 10^e,
- 1 élève d'une classe de 11^e.

- 4 élèves proviennent de la formation professionnelle, régime de technicien:

- 3 élèves d'une classe de 11^e,
- 1 élève d'une classe de 13^e.

Enseignement secondaire technique:

- 202 élèves proviennent d'une classe de 11^e, régime technique:

- 126 de la division des professions de santé et des professions sociales,
- 60 de la division administrative et commerciale,
- 16 de la division technique générale.

- 74 élèves sont issus d'une classe de 12^e, régime technique:

- 32 de la division administrative et commerciale,
- 17 de la formation de l'éducateur,
- 11 de la formation des infirmiers,
- 7 de la division technique générale.

- 5 élèves proviennent d'une classe de 13^e, régime technique:

- 2 de la formation de l'éducateur,
- 2 de la section des sciences de la santé,
- 1 de la formation des infirmiers.

Enseignement secondaire:

- 24 élèves proviennent de l'enseignement secondaire:

- 13 élèves d'une classe de 3^e,
- 10 d'une classe de 2^e,
- 1 élève de la classe de 1^{ère}.

15 élèves n'étaient pas inscrits dans le système scolaire luxembourgeois initial en 2013/2014, la classe antérieure n'a pas pu être définie.

Le tableau suivant reprend les classes antérieures fréquentées par les élèves inscrits en 12SO:

Classe fréquentée en 2013/2014 par les élèves de 12SO en 2014/2015, par ordre d'enseignement, section, classe

Les données relatives à l'année scolaire 2014/2015 sont arrêtées au 10 octobre 2014 mais restent provisoires.

NIVEAU	AET	Total	ORDRE
10	00CO	1	EST
	X0AV	1	EST
11	11CM	60	EST
	11PS	124	EST
	11PSF	2	EST
	11TG	16	EST
	3IF	2	ES
	3MA	1	ES

	3MC	1	ES
	3ME	1	ES
	3MG	8	ES
	T1CM	2	EST
	T1CMAN	1	EST
12	12CC	3	EST
	12CG	29	EST
	12ED	27	EST
	12GE	7	EST
	12SI	11	EST
	2BIF	4	ES
	2MA	1	ES
	2MC	4	ES
	2MD	1	ES
	2ME	2	ES
	2MG	2	ES
	X2AS	1	EST
13	13ED	2	EST
	13SH	2	EST
	13SI	1	EST
	1MG	1	ES
	T3CMAN	1	EST
?	non inscrit en 2012/2013	15	?
Total		334	

Source: Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Service des Statistiques et Analyses, octobre 2014

Ad 4. Le nombre d'enseignants est suffisant pour faire face à la demande, un effort de recrutement accru a été entrepris par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dans les branches spécialisées pour la rentrée 2014/2015.

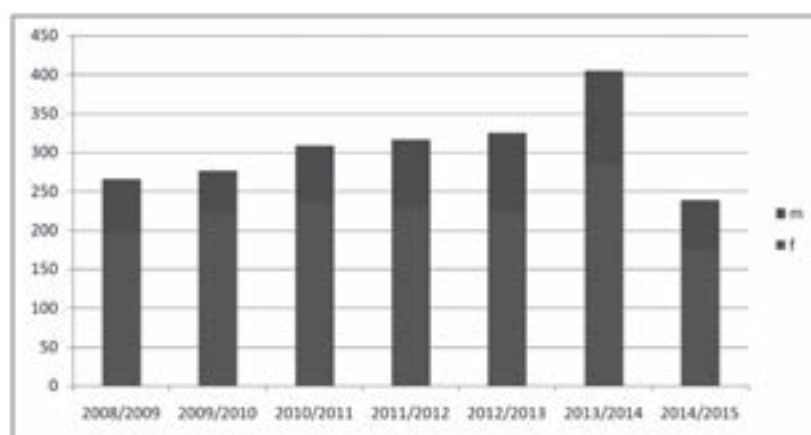
Ad 5. Depuis l'année scolaire 2014/2015, le nombre d'inscriptions dans les classes ED (éducateur) est en nette régression pour deux raisons: la limitation du nombre total d'inscriptions en 12ED à 250 élèves et la création des classes de la section SO. Le nombre d'inscriptions en classe de 12ED avait augmenté (comme le montre le tableau ci-après) pour atteindre un total de 409 élèves en 2013/2014 ce qui dépassait les capacités du lycée. La création de la section SO est une alternative pour les élèves qui s'inscrivaient en classe de 12ED en vue de l'acquisition d'un diplôme de fin d'études sans pour autant vouloir s'orienter vers la profession de l'éducateur.

Les deux tableaux ci-après indiquent la répartition hommes/femmes des inscriptions en classe de 12ED pour l'année 2014/2015, ainsi que pour les quatre années antérieures. En 2014/2015, il y a eu 74% de femmes et 26% d'hommes inscrits. On ne peut pas constater de tendance générale ou de variation significative dans la proportion hommes/femmes des inscriptions des quatre dernières années (voir tableaux).

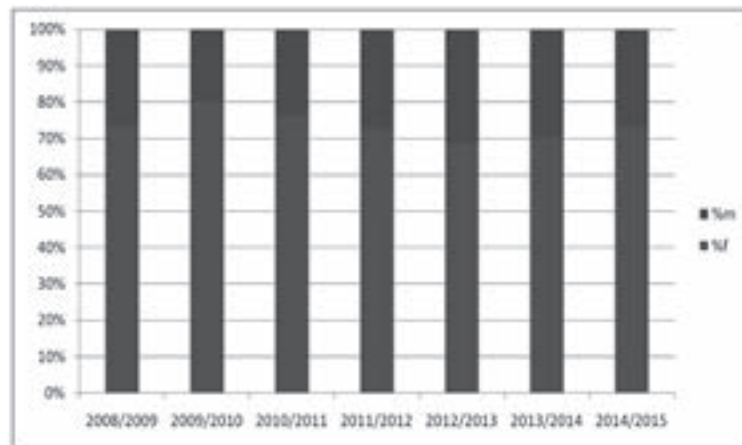
Évolution de la 12ED au LTPES par sexe au cours des dernières années

Les données relatives à l'année scolaire 2014/2015 sont arrêtées au 10 octobre 2014 mais restent provisoires.

AET	sexe	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015
12ED	f	195	221	236	230	223	285	175
	m	70	55	73	86	102	120	63
12ED Total		265	276	309	316	325	405	238



AET	sexe	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015
12ED	%f	74%	80%	76%	73%	69%	70%	74%
	%m	26%	20%	24%	27%	31%	30%	26%
12ED %Total		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%



Source: Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Service des Statistiques et Analyses, octobre 2014

Question 0560 (29.09.2014) de M. Justin Turpel (déi Lénk) concernant la prolongation de la vidéosurveillance (Visupol):

Le 7 octobre 2013, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région avait arrêté par règlement ministériel la prorogation pour la durée d'un an de cinq zones de sécurité soumises à la vidéosurveillance par la Police grand-ducale, ceci sur base du règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007, qui prévoit dans son article 10 que «la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité peut être prorogée annuellement par le Ministre suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la police et du procureur d'État territorialement compétent, le comité de prévention communal ou intercommunal ayant été demandé en son avis».

Sachant que:

- sur base des bilans présentés jusqu'ici, notamment celui de l'année 2013, les responsables de la ville de Luxembourg ne proposaient plus une prolongation de cette vidéosurveillance;
- l'accord de coalition en ville entre DP et déi gréng, signé le 9 novembre 2011, prévoit expressément: «La meilleure politique de sécurité est celle qui agit par la prévention. Nous voulons répondre au sentiment d'insécurité par un meilleur aménagement des places publiques et des espaces verts et nous allons combattre la criminalité par un renforcement du travail de prévention de la police, des agents municipaux et surtout par une politique sociale et d'intégration bien coordonnée et vigilante. (...) Étant donné que l'étude Visupol a démontré l'inefficacité du système de surveillance par caméras dans la prévention de la criminalité dans les espaces publics, a provoqué la délocalisation des problèmes d'insécurité vers d'autres quartiers, se prononce contre la continuation de la surveillance des espaces publics par des caméras (...).»;
- la prolongation effectuée en octobre 2013 par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Ré-

gion se faisait à l'encontre des responsables de la ville, dont le bourgmestre (DP) et le 1^{er} échevin (déi gréng) confirmaient encore au conseil communal du 30 septembre 2013 leur opposition à la prorogation du système Visupol,

je voudrais prier Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure de répondre à la question suivante:

- Le Gouvernement est-il d'accord pour tenir compte de la recommandation de la ville de Luxembourg et de la majorité des fractions représentées dans son conseil communal (DP, LSAP, déi gréng et déi Lénk), qui se sont opposées à une prolongation de la vidéosurveillance Visupol sur le territoire de la ville de Luxembourg, et de ne plus prolonger l'effet du règlement ministériel du 7 octobre 2013 portant désignation des zones de sécurité soumises à la vidéosurveillance de la Police grand-ducale, qui cessera d'être en vigueur le 7 octobre 2014?

Réponse (20.10.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

L'article 10 du règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité prévoit qu'à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la mise en service initiale du système de vidéosurveillance, la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité peut être prorogée annuellement par le ministre ayant dans ses attributions la police suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la police et du procureur d'État territorialement compétent, le comité de prévention communal ou intercommunal territorialement compétent ayant été demandé en son avis.

Au vu des avis favorables émis par le directeur général de la police, le procureur d'État de Luxembourg et le comité de prévention communal de Luxembourg, le Ministre de la Sécurité intérieure a, par règlement du 1^{er} octobre 2014, prorogé la vidéosurveillance dans les zones A (Limpertsberg), C (quartier de la gare) et D (Stade Josy Barthel). La vidéosurveillance de la zone B (Aldringen) étant devenue sans objet en raison de la mise en place du chantier «Royal Hamilius», elle n'a pas été prorogée. Tel que cela a été suggéré par le comité de prévention communal, la zone B sera redéfinie après la fin des travaux.

La vidéosurveillance constitue non seulement un outil efficace pour l'élucidation d'infractions, mais augmente également le sentiment de sécurité des citoyens. Une étude récente du Statec sur la protection des logements privés et la surveillance publique révèle que 70% des résidents pensent que la vidéosurveillance des lieux publics au Luxembourg augmente leur sécurité personnelle.

Le professeur Manfred Bornwasser chargé de l'évaluation du système de vidéosurveillance Visupol avait conclu que: «Die Videoüberwachung hat sich in den drei Sicherheitszonen in der Stadt Luxemburg durchgängig bewährt. Sie sollte von daher als ein ganz normales, das bisherige Arsenal der Werkzeuge ergänzendes Instrument der modernen polizeilichen Kriminalitätsbekämpfung beibehalten werden.»